Chapitre L.01

Entreprises

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Nombre d'agents productifs par taille d'entreprise - France entière.

2 Structure de la population des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) au 1er janvier - France entière.

3A Taille et activité des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) - France entière.

3B Taille et activité des établissements de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) - France entière.

4 Entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique - France entière.

5 Créations d'entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) - France entière.

6 Créations d'entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS), par activité et forme juridique en 2005 - France entière.

7 Entreprises créées selon le profil du créateur – France entière.

8 Entreprises créées selon la situation antérieure à la création et le secteur d'activité de l'entreprise (ICS) – France entière.

9 Taux de survie des entreprises – France entière.

10 Défaillances d'entreprises.

11 Entreprises selon le secteur en 2004.

12 Entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique en 2004.

13 Entreprises suivant les effectifs, le chiffre d'affaires et l'activité principale en 2004.

14 Compte de résultat des entreprises en 2004.

15 Bilan des entreprises en 2004.

16 Part des entreprises appartenant à un groupe.

17 Concentration des groupes.

18 Entreprises appartenant au « contour élargi » et « noyau dur » des groupes, par secteur.

19 Importance des groupes en fonction de leur taille.

20 Importance des groupes selon l'implantation géographique de la tête de groupe au 1er janvier 2005.

21 Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction.

22 Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans le commerce, les transports, la réparation automobile et les services.

1 ○ Présentation

Au 1er janvier 2005, le système productif marchand compte, d'après la source Suse, 2,89 millions d'entreprises (exception faite du secteur agricole) ce qui représente un effectif salarié d'environ 15,43 millions de personnes. 94 % d'entre elles dépendent d'une entreprise du champ de l'industrie, du commerce et des services, un secteur qui compte 2,49 millions d'entreprises (hors les activités immobilières).

Les groupes d'entreprises ont un rôle prépondérant dans l'économie française. S'ils ne contrôlent, au 1er janvier 2005, que 4 % des entreprises, les groupes rassemblent surtout les grandes unités. Ainsi, les 118 700 entreprises contrôlées emploient 56 % des salariés et produisent 63 % de la valeur ajoutée.

L'importance des groupes est très variable selon le secteur d'activité. Elle est faible dans la construction, les services aux particuliers et l'immobilier où l'activité est répartie entre de nombreuses entreprises, souvent de petite taille. À l'opposé, dans l'automobile et l'énergie, secteurs dominés par les grandes entreprises, le poids des groupes est très fort (plus de 90 % des effectifs salariés et plus de 90 % de la valeur ajoutée des secteurs concernés).

La concentration est particulièrement forte dans les activités fortement dominées, ou anciennement dominées par le secteur public : construction automobile, extraction d'hydrocarbures, raffinage de pétrole, production et distribution d'électricité, captage, traitement et distribution d'eau. Dans chacune de ces activités, les quatre premiers groupes présents occupent plus de 80 % des salariés et réalisent plus de 85 % de la valeur ajoutée.

Plus de 34 000 groupes, français ou étrangers, sont recensés en France. Leur taille est très variable : 32 600 emploient moins de 500 salariés, 1 300 emploient entre 500 et 2 000 salariés, 400 entre 2 000 et 10 000 salariés et 84 plus de 10 000 salariés.

Les créations dans l'industrie et le tertiaire se stabilisent après deux années de très forte hausse. En 2005, 317 000 entreprises ont été créées dont 225 000 nouvelles. Celles-ci sont les seules à bénéficier du dynamisme engendré par les aides publiques et les dispositifs mis en place pour soutenir la création depuis 2003. Les reprises et les réactivations se réduisent (respectivement - 3,3 % et - 5 %).

Les créations sont toujours en plein essor dans l'immobilier, la construction et les services aux entreprises. Au contraire, elles baissent dans l'hôtellerie-restauration et les transports.

Deux créations sur cinq sont des Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL) et 86,5 % ne génèrent qu'un seul emploi, celui de l'entrepreneur.

Les défaillances d'entreprises progressent de 2,3 % en 2005. Cependant, cette augmentation, plus faible qu'en 2004 (+ 2,8 %), confirme la tendance observée depuis plusieurs années.

2 ○ Méthodologie

Agents productifs et entreprises

L'appareil productif est constitué d'un ensemble d'agents économiques produisant des biens ou des services.

Cette population est analysée en distinguant les entreprises qui produisent des biens ou des services marchands, c'est-à-dire destinés à être vendus sur le marché, des organismes produisant des services non marchands. Ces organismes sont qualifiés de publics ou de privés selon qu'ils sont financés par des prélèvements obligatoires, ou par des contributions volontaires.

Au sein des entreprises on peut distinguer, en fonction de leur activité principale, les entreprises agricoles (agriculture, pêche et sylviculture à l'exclusion de la vinification), les entreprises financières (organismes financiers, assurances et auxiliaires financiers et d'assurance) et les entreprises du champ de « l'industrie, de la construction, du commerce et des services » dénommé ICS.

Il est apparu intéressant de dénombrer les entreprises qui relèvent du champ de l'économie sociale, c'est-à-dire les mutuelles, coopératives et associations diverses qui, tout en produisant principalement pour le marché, ont des formes d'organisation ne relevant pas de la stricte logique de l'appropriation particulière : leurs instances de direction sont élues par l'ensemble de leurs membres, indépendamment de leur participation au capital, selon la règle un homme égale une voix.

Les agents productifs, entreprises et organismes publics ou privés, selon les définitions retenues par la Communauté européenne, « correspondent à la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production jouissant d'une certaine autonomie de décision en particulier pour l'affectation de ses ressources courantes ».

Établissements de l'industrie, de la construction, du commerce et des services

Il s'agit de tous les établissements ayant une activité à caractère marchand et relevant de l'industrie, de la construction, du commerce et des services.

Groupes de sociétés

Les données présentées sur les groupes sont le produit du rapprochement des fichiers de Suse et du fichier du contour des groupes de sociétés. Sont présentées ici :

– l'influence, dans l'ensemble de l'économie, des groupes ; elle est mesurée par plusieurs variables et selon les différentes définitions, plus ou moins restrictives, des groupes ;

– une ventilation de l'importance des groupes par tranche de taille ;

– la ventilation sectorielle de leur poids mesuré en effectifs salariés, en distinguant les groupes « publics », les groupes privés français et les groupes étrangers.

La sous-catégorie des groupes publics est constituée à partir des têtes de groupe qui sont sous le contrôle direct ou indirect de l'État. Cet ensemble ne définit pas, *stricto sensu,* le « secteur public », mais il en est suffisamment proche, principalement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, des transports et de la construction pour refléter l'importance de celui-ci dans l'économie française.

Indices annuels de chiffres d'affaires

Ces indices sont calculés par l'Insee à partir d'un échantillon d'environ 120 000 entreprises appartenant au champ de l'industrie, de la construction, du commerce, des services et des transports.

Cet échantillon est renouvelé chaque année afin de tenir compte de la démographie des entreprises. Il est tiré parmi la population des entreprises imposées au régime fiscal du bénéfice réel normal qui remplissent mensuellement le formulaire fiscal CA3 servant à déterminer le montant de la TVA qu'elles doivent verser.

Les indices annuels de chiffres d'affaires sont des indices chaînés, c'est-à-dire que l'indice de l'année n est obtenu en multipliant l'indice de l'année n – 1 par le rapport des sommes des chiffres d'affaires réalisés respectivement les deux années. Ils sont en base 100 en 2000.

Pour certains secteurs du commerce de détail et des services, cette source d'informations est complétée par une enquête postale mensuelle auprès d'un panel glissant d'entreprises non assujetties au régime réel normal.

Sources administratives

Les entreprises réalisant des bénéfices en France sont imposées selon la catégorie des revenus ; on distingue trois catégories principales :

– les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) : 2,01 millions d'unités environ ;

– les bénéfices non commerciaux (BNC) : 496 600 unités ;

– les bénéfices agricoles (BA) : 262 274 unités.

L'ensemble de ces sources fait actuellement l'objet d'une exploitation statistique. Les sources fiscales BIC, BNC et BA couvrent ainsi l'ensemble du système productif marchand, de manière quasi exhaustive. Seules les unités exonérées d'impôt en sont exclues. Depuis 2001, les très petites entreprises,

soumises au régime des micro-BIC et des micro-BNC sont intégrées dans les tableaux. De plus, il y a structurellement un certain nombre d'entreprises absentes (unités ne remettant pas de déclarations et taxées d'office ou celles remettant des déclarations tardives non saisies) qui sont estimées.
Les tableaux de ce chapitre sont relatifs à l'exercice 2004, au cours duquel les seuils étaient les suivants :
– le régime fiscal des micro-entreprises est destiné aux plus petites entreprises : celles de moins de 76 300 euros de chiffre d'affaires (ou de moins de 26 700 euros pour les prestataires de services) peuvent opter pour ce régime ;
– le régime réel simplifié des BIC (BIC-RSI) s'applique à toute entreprise ayant un chiffre d'affaires annuel compris entre 76 300 euros et 763 000 euros (ces seuils sont fixés à 27 000 euros et 230 000 euros pour les prestataires de services) et à toute unité non soumise au bénéfice réel normal ;
– le régime réel normal des BIC (BIC-BRN) est obligatoire pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 763 000 euros, 230 000 euros pour les prestataires de services. Certaines entreprises assujetties normalement au RSI peuvent opter pour le BRN.
Les unités soumises au bénéfice réel fournissent une comptabilité plus complète (compte de résultat, bilan et annexes tels que le détail des immobilisations et la détermination du résultat fiscal...), tandis que celles soumises au régime simplifié ne fournissent qu'un compte de résultat et un bilan.
Les BNC concernent les professions libérales, lesquelles n'interviennent de manière significative que dans quelques secteurs du tertiaire : activités d'étude, de conseil et d'assistance, enseignement, santé. Depuis 1998, seul subsiste le régime de la déclaration contrôlée (DC) et l'exploitation de ces données assure une meilleure couverture du champ des services marchands. Les informations transmises se limitent toutefois à un compte de résultat.
Enfin, les BA s'appliquent aux exploitants agricoles. L'exploitation des BA est récente.

Sources d'information

Elles sont de trois sortes :
– le répertoire REE (Sirene), géré par l'Insee, recense les entreprises et les établissements du système productif ;
– les enquêtes : EAE (Enquête annuelle d'entreprise) pour l'étude des entreprises et Lifi (enquête sur les « liaisons financières entre sociétés ») pour déterminer le périmètre des groupes, complétée par la base de données Diane ; celle-ci est constituée à partir des obligations de publicité légale obligatoire auprès du greffe du tribunal ;
– les sources administratives : les déclarations fiscales des BIC (bénéfices industriels et commerciaux), des BNC (bénéfices non commerciaux) et des BA (bénéfices agricoles), le Bodacc (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales) ; l'appariement des données des BIC avec celles des EAE est à la base du Système unifié de statistiques d'entreprises (Suse) et du Système intermédiaire des entreprises (SIE) (pour l'élaboration du compte des « sociétés et quasi-sociétés non financières » dans les Comptes de la Nation). Ces deux systèmes intègrent aussi les informations relevant des autres régimes fiscaux.
Le répertoire REE (Sirene), géré par l'Insee, est fondamentalement un outil d'identification des entreprises et des établissements à vocation inter-administrative. Il est mis à jour en permanence à partir des déclarations de création, modification, cessation d'entreprises et d'établissements, recueillies par les Centres de formalités d'entreprises (CFE). L'Insee attribue ainsi le numéro unique d'identification Siren à 9 chiffres qui caractérise l'entreprise, des numéros Siret à 14 chiffres (les neuf premiers chiffres reprenant le Siren de l'entreprise) qui caractérisent les établissements, et des codes d'« activité principale exercée » à 4 chiffres (dits numéros de code APE) qui sont déterminés par référence à la nomenclature officielle d'activités et de produits.
Parmi les autres informations portées au répertoire, il faut citer :
– pour les entreprises (unités Siren) :
  - leur nom ou raison sociale ;
  - leur catégorie juridique ;
  - leur tranche d'effectif salarié ;
  - le nombre de leurs établissements.
– pour les établissements (unités Siret) :
  - leur adresse complète ;
  - leur tranche d'effectif salarié ;
  - leur statut qui est soit « siège ou établissement principal », soit « établissement secondaire ».

L'état d'activité des unités Siren et Siret est apprécié au travers d'indicateurs spécifiques. On distingue, par ailleurs, les unités Siret « ordinaires » (celles qui exploitent des moyens de production en vue de produire des biens ou des services et qui répondent donc à la définition habituelle de l'établissement), des unités Siret « singulières » (qui ne répondent pas à la définition précédente mais sont néanmoins immatriculées dans Sirene pour les besoins de la coordination inter-administrative).
Le répertoire REE (Sirene) comprend la totalité des entreprises et des établissements du système productif. Il surestime d'environ 5 % les nombres d'entreprises et d'établissements du champ de l'industrie, de la construction, du commerce et des services, car on omet souvent de déclarer la cessation des entreprises de petite taille (principalement celles sans salarié). Toutefois, l'Insee procède à de nombreuses opérations d'amélioration de la qualité du REE (Sirene) qui ont pour conséquence de diminuer le taux d'unités répertoriées, à tort, en état d'activité.

Sine (Système d'Information sur les Nouvelles Entreprises)

Le dispositif Sine est un système d'observation des jeunes entreprises. Il a pour objectif de suivre une génération d'entreprises pendant cinq ans. Une génération correspond aux entreprises nées la même année. L'ossature de ce système repose sur trois enquêtes directes par voie postale ; la première enquête intervient dès les premiers mois de la création de l'entreprise, la seconde interrogation est réalisée la troisième année d'existence de l'entreprise et la troisième enquête est adressée cinq ans après la naissance.
Le dispositif a débuté en 1994, une seconde génération a été interrogée en 1998 et une troisième en 2002.
Ce dispositif vise à étudier de façon permanente et régulière la naissance et la vie des jeunes entreprises autour de thèmes centraux tels que :
– le profil du créateur et de son entreprise ;
– les conditions de la création ou de la reprise ;
– les difficultés rencontrées ;
– l'impact de la création sur l'économie, en particulier l'emploi ;
– le développement au cours des premières années d'existence.

Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Il a été mis en place à partir des déclarations fiscales des unités relevant des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) et des enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) effectuées par l'Insee et les différents ministères techniques. Ces deux ensembles de données constituent la source fondamentale pour l'élaboration de la Comptabilité nationale en ce qui concerne les entreprises (comptes de secteurs, comptes de branches, comptes intermédiaires et comptabilité régionale).
Afin d'assurer au maximum la comparabilité et l'homogénéité de ces deux sources, les déclarations des plus grandes entreprises sont mises en cohérence par une série de traitements qui ont pour conséquence de modifier considérablement l'image donnée du système productif par les fichiers bruts.
Les données définitives d'un exercice comptable *n* sont disponibles en juin *n + 2*.

3 ○ Définitions

Activité économique

L'activité économique d'une unité de production est le processus qui conduit à la fabrication d'un produit ou à la mise à disposition d'un service.
La nomenclature des activités économiques en vigueur en France est la nomenclature d'activités française (Naf rév. 1).

Dans la plupart des statistiques, on repère l'activité principale d'une entreprise ou d'une unité locale ou d'un établissement, il s'agit alors d'un classement par secteur.

Dans les statistiques relatives à la population active ou à l'emploi par activité, les individus sont classés selon l'activité principale de l'établissement ou de l'entreprise qui les emploie. Cet établissement peut être différent de celui où ils travaillent, en particulier pour les intérimaires, les salariés des entreprises de nettoyage, de service de maintenance de matériel.

Champ ICS

L'appellation champ ICS désigne l'ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services. Ce champ, utilisé par exemple dans les études sur la démographie des entreprises et des établissements, ne prend pas en compte notamment l'agriculture, les services financiers, l'administration, les activités associatives et la location de biens immobiliers.

Créations d'entreprises

La statistique des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du REE (Sirene).

Toute entreprise, personne physique ou morale, est inscrite au répertoire lors de sa première déclaration de démarrage d'activité non salariée et reçoit alors un numéro d'identification unique. On la comptabilise dans la statistique de créations à partir de sa date de début d'activité économique :

– en création pure si l'activité exercée ne constitue pas la poursuite d'une activité de même type exercée antérieurement au même endroit par une autre entreprise. On parle aussi de création « ex nihilo » ;

– en création par reprise dans les cas contraires (reprise de tout ou partie des moyens de production d'une autre entreprise, rachat d'un fonds de commerce, ...).

Par ailleurs, une personne physique peut cesser son activité non salariée puis la reprendre ultérieurement. Elle retrouve alors le numéro d'identification unique qui lui avait été attribué la première fois. Cette reprise d'activité non salariée sera comptabilisée dans tous les cas en création par réactivation.

Défaillances d'entreprises

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

Il ne faut pas confondre la notion de jugement d'ouverture de procédure de défaillance (dépôt de bilan d'une entreprise inscrite dans le cadre d'une procédure judiciaire qui ne se résout pas forcément par une liquidation) et la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique d'une entreprise). Les liquidations suite à une défaillance ne représentent qu'une partie de l'ensemble des cessations d'entreprises, de l'ordre de 20 % mais variable avec le temps et les secteurs d'activité.

Entreprise

On définit comme entreprise toute unité légale, personne physique ou personne morale, qui jouissant d'une autonomie de décision, produit des biens et services marchands.

L'entreprise est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché. On distingue :

– l'entreprise individuelle (personne physique) qui ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique de son exploitant ;

– l'entreprise sociétaire, par exemple Société Anonyme (SA), Société à Responsabilité Limitée (SARL).

Établissement

L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.

La population des établissements est relativement stable dans le temps et est moins affectée par les mouvements de restructuration juridique et financière que celle des entreprises.

Groupe de sociétés ou d'entreprises

Un groupe de sociétés ou d'entreprises est constitué par l'ensemble des sociétés (entreprises, personnes morales) dépendant d'un centre de décision ultime : la société tête de groupe, qui peut notamment unifier certains aspects de la gestion financière et de la fiscalité. Néanmoins, le groupe peut comporter une pluralité de centres de décision, en ce qui concerne la politique de production, de vente, etc. Le lien de dépendance est mesuré par la part des voix détenues en assemblée générale ordinaire. On définit :

– le contour restreint ou « noyau dur » du groupe comme l'ensemble des entreprises détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par une société mère, tête de groupe ; la société mère n'est détenue majoritairement, ni directement ni indirectement, par aucune autre société. Dans cette définition, les groupes forment des ensembles disjoints deux à deux ;

– le contour « élargi » du groupe comme l'ensemble de toutes les entreprises dépendant du groupe, quel que soit leur degré de dépendance vis-à-vis du centre de décision. Au niveau statistique, le contour élargi des groupes est formé de l'ensemble des entreprises appartenant au contour élargi d'au moins un groupe, sans pouvoir associer une entreprise à un groupe plutôt qu'à un autre.

L'espace économique où sont implantés les groupes et leurs filiales dépasse le territoire national. Par contre, les enquêtes ou les données administratives recueillent les données économiques des entreprises concernées situées sur le territoire français. Plutôt que de « contour des groupes » et « statistiques sur les groupes et leurs entreprises », il faudrait parler de « contour » et « statistiques de la partie française des groupes ».

PME (Petite et moyenne entreprise)

Les petites et moyennes entreprises sont des entreprises dont la taille, définie par un ensemble de critères, dont essentiellement le nombre de salariés, ne dépasse pas certains seuils. Les autres critères de taille utilisés sont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan, et on utilise parfois de plus un critère d'indépendance s'exprimant sous la forme de non-appartenance à un groupe trop important. Les seuils retenus, et en particulier le seuil du nombre de salariés, sont variables suivant les pays et l'objet de la définition : application d'une réglementation ou calcul de statistiques. Eurostat et la plupart des pays emploient le seuil de 250 salariés. En France il n'existe pas de définition officielle unique, mais on utilise le plus souvent dans les statistiques soit le seuil de 250 salariés, soit celui de 500 salariés. Quant au critère d'indépendance, s'il existe un accord général sur le fait qu'une PME ne doive pas appartenir à un grand groupe, il est toutefois difficile à mettre en œuvre au niveau des statistiques.

Stock d'entreprises et d'établissements

Afin de permettre dorénavant une harmonisation entre les différents produits de démographie des entreprises, des modifications ont été apportées sur le traitement des entreprises dont le siège est à l'étranger et sur le choix de la source de l'effectif salarié dans les fichiers de stocks d'entreprises et d'établissements des années 2003 et 2004. Ces modifications ont occasionné la correction des données de l'année 2003. Les données antérieures n'ont pas été révisées.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Pôle démographie des Entreprises et des Établissements et de la division « Synthèse des statistiques d'entreprises » de l'Insee.

Organisme :

– Insee.

Sites Internet :

– www.alisse.insee.fr (Alisse : Accès en ligne aux statistiques structurelles d'entreprises)
– entreprises.insee.fr
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Insee

– « Rétropolation des séries sur les groupes d'entreprises suite à l'élargissement du champ Lifi avec Diane », B. Gelein, *document de travail*, mars 2005.

Économie et statistique :

– « Entreprises de groupe ou entreprises indépendantes : quel impact sur les réallocations d'emplois ? », n° 380, septembre 2005.

Insee-Méthodes :

– « De la sous-traitance au réseau : la variété des relations inter-entreprises. 10e séminaire de la Direction des statistiques d'entreprises », n° 109, juin 2005.

Insee-Première :

– « Les groupes étrangers en France : en dix ans, 1,8 fois plus de salariés », n° 1069, mars 2006 ;
– « Nouvelles entreprises, cinq ans après : l'expérience du créateur prime sur le diplôme », n° 1064, janvier 2006 ;
– « En 2005, les créations d'entreprises se maintiennent à un haut niveau », n° 1063, janvier 2006 ;
– « Les entreprises de services : concentration accrue sous l'influence des groupes », n° 1038, septembre 2005.

Insee-Références :

– « L'économie française - Comptes et dossiers », édition 2006-juillet 2006 ;
– « Les services en France », Services aux particuliers, édition 2006 ;
– « Le commerce en France », édition 2006 ;
– « L'industrie en France », édition 2006.

Insee-Résultats, série Économie :

– « Les entreprises du commerce de détail et du commerce automobile en 2004 », n° 25, juillet 2006 ;
– « Images économiques des entreprises et des groupes au 1er janvier 2004 », n° 24, novembre 2005.

Autres :

– « Premier éclairage sur les petites et moyennes entreprises de l'industrie française en 2004 à partir de l'échantillon Centrale de bilans », Dominique Lefilliatre, *Bulletin de la Banque de France*, juillet 2005.
– « La situation de l'industrie - Enquête annuelle d'entreprise », *Chiffres-Clés* (annuel), Sessi, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

TABLEAU L.01-1

Nombre d'agents productifs par taille d'entreprise (1) - France entière

Source : Insee REE (Sirene) (2)

Unité : Millier

Typologie des agents productifs	Taille en nombre de salariés				
	0	1 à 9	10 à 499	500 ou +	**Total**
Situation au 1er janvier 2005 (3)					
Organismes publics	57	30	14	1	**102**
Organismes privés	318	90	20	n.s.	**428**
Entreprises	2 193	926	180	2	**3 301**
dont : Entreprises agricoles	630	2	n.s.	n.s.	**632**
Entreprises financières	33	16	2	n.s.	**51**
Entreprises ICS (Industrie, Commerce et Services) (1)	1 530	908	178	2	**2 618**
Total	**2 568**	**1 046**	**214**	**3**	**3 831**
Situation au 1er janvier 2004 (3)					
Organismes publics	58	30	13	1	**102**
Organismes privés	295	93	20	n.s.	**408**
Entreprises	2 139	948	183	2	**3 271**
dont : Entreprises agricoles	651	1	n.s.	n.s.	**652**
Entreprises financières	32	16	2	n.s.	**50**
Entreprises ICS (Industrie, Commerce et Services) (1)	1 456	930	181	2	**2 569**
Total	**2 492**	**1 070**	**216**	**3**	**3 781**
Situation au 1er janvier 2003					
Organismes publics	59	29	13	1	**102**
Organismes privés	269	91	20	n.s.	**380**
Entreprises	2 102	938	184	2	**3 226**
dont : Entreprises agricoles	663	1	n.s.	n.s.	**664**
Entreprises financières	32	16	2	n.s.	**50**
Entreprises ICS (Industrie, Commerce et Services) (1)	1 407	921	182	2	**2 512**
Total	**2 430**	**1 058**	**217**	**3**	**3 708**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du 1er janvier 1998.
(3) Données définitives. En 2003, ces données avaient fait l'objet d'une révision (voir méthodologie).

TABLEAU L.01-2

Structure de la population des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) (1) au 1er janvier - France entière

Source : Insee REE (Sirene) (2)

Unité : %

	1995	2000	2002	(3) 2003	(3) 2004	(3) 2005
Employeurs	50,0	49,9	49,7	44,0	43,3	41,6
Non-employeurs	50,0	50,2	50,3	56,0	56,7	58,5
Mono-établissements	93,7	92,7	92,6	92,6	92,7	92,7
Pluri-établissements	6,3	7,3	7,4	7,4	7,3	7,3
Monorégionales	98,4	98,1	97,9	97,4	97,4	97,4
Non-monorégionales (4)	1,6	1,9	2,1	2,6	2,6	2,6
Ensemble des entreprises (milliers)	**2 305**	**2 374**	**2 469**	**2 512**	**2 569**	**2 618**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du 1er janvier 1998.
(3) Données définitives. En 2003, ces données avaient fait l'objet d'une révision (voir méthodologie).
(4) La catégorie des entreprises « non-monorégionales » rassemble les anciennes catégories « quasi monorégionales » et « plurirégionales ».

TABLEAU L.01-3A

Taille et activité des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) (1)

France entière

Source : Insee REE (Sirene) (2)

Unité : Entreprise

Activité	Code NES 16	Taille en nombre de salariés								
		0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 ou plus	**Total**	*dont* PME 10 à 249
Situation au 1er janvier 2005 (3)										
Industries agricoles et alimentaires	EB	20 519	36 983	6 130	1 047	281	111	16	**65 087**	7 266
Industrie (hors IAA)	EC à EG	82 767	65 620	26 786	6 220	1 437	639	126	**183 595**	33 501
Construction	EH	178 714	149 463	23 455	1 961	223	103	12	**353 931**	25 498
Commerce	EJ	347 610	252 757	37 730	5 179	768	287	70	**644 401**	43 201
Transports	EK	52 740	24 921	8 979	1 811	345	116	28	**88 940**	10 909
Activités immobilières	EM	58 256	22 503	2 307	129	17	5	–	**83 217**	2 443
Services aux entreprises	EN	295 249	121 972	23 365	3 546	818	391	101	**445 442**	27 180
Autres services	EP - EQ	494 256	233 963	22 258	2 285	357	104	32	**753 255**	24 670
Total		**1 530 111**	**908 182**	**151 010**	**22 178**	**4 246**	**1 756**	**385**	**2 617 868**	**174 668**
Situation au 1er janvier 2004 (3)										
Industries agricoles et alimentaires	EB	19 324	38 619	6 216	1 110	290	123	17	**65 699**	7 422
Industrie (hors IAA)	EC à EG	80 541	68 403	27 977	6 536	1 516	685	133	**185 791**	35 043
Construction	EH	165 044	151 899	23 511	1 999	230	97	15	**342 795**	25 602
Commerce	EJ	333 291	260 270	38 443	5 322	765	281	72	**638 444**	44 049
Transports	EK	52 862	25 817	9 137	1 883	392	120	27	**90 238**	11 150
Activités immobilières	EM	54 469	22 258	2 256	133	17	5	–	**79 138**	2 396
Services aux entreprises	EN	273 659	123 787	23 630	3 610	844	397	99	**426 026**	27 521
Autres services	EP - EQ	476 402	239 024	22 324	2 303	340	92	31	**740 516**	24 734
Total		**1 455 592**	**930 077**	**153 494**	**22 896**	**4 394**	**1 800**	**394**	**2 568 647**	**177 917**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du 1er janvier 1998.
(3) Données définitives. En 2003, ces données avaient fait l'objet d'une révision (voir méthodologie).

TABLEAU L.01-3B

Taille et activité des établissements de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) (1)

France entière

Source : Insee REE (Sirene) (2)

Unité : Établissement

Activité	Code NES 16	Taille en nombre de salariés							
		0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 ou plus	**Total**
Situation au 1er janvier 2005 (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	25 330	40 838	6 250	1 312	385	69	2	**74 186**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	103 678	76 905	33 169	8 407	1 903	598	65	**224 725**
Construction	EH	191 306	152 277	25 624	2 575	170	36	–	**371 988**
Commerce	EJ	420 867	323 402	50 612	6 716	885	155	4	**802 641**
Transports	EK	64 125	32 373	12 684	2 894	449	159	28	**112 712**
Activités immobilières	EM	66 487	26 745	2 250	95	11	1	–	**95 589**
Services aux entreprises	EN	344 015	150 530	35 074	6 969	1 550	367	15	**538 520**
Autres services	EP - EQ	535 877	253 768	26 361	2 804	370	58	4	**819 242**
Total		**1 751 685**	**1 056 838**	**192 024**	**31 772**	**5 723**	**1 443**	**118**	**3 039 603**
Situation au 1er janvier 2004 (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	24 100	42 708	6 330	1 387	395	80	2	**75 002**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	100 761	80 081	33 980	8 846	1 965	645	61	**226 339**
Construction	EH	177 261	154 349	25 665	2 593	173	34	–	**360 075**
Commerce	EJ	405 505	328 447	51 117	6 955	889	157	5	**793 075**
Transports	EK	64 064	33 351	12 953	2 978	470	162	28	**114 006**
Activités immobilières	EM	61 725	26 159	2 195	103	12	1	–	**90 195**
Services aux entreprises	EN	312 021	153 139	35 184	7 222	1 584	376	15	**509 541**
Autres services	EP - EQ	516 040	258 826	26 532	2 767	346	50	4	**804 565**
Total		**1 661 477**	**1 077 060**	**193 956**	**32 851**	**5 834**	**1 505**	**115**	**2 972 798**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du 1er janvier 1998.
(3) Données définitives. En 2003, ces données avaient fait l'objet d'une révision (voir méthodologie).

TABLEAU L.01-4

Entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS), par activité et forme juridique (1) - France entière

Source : Insee REE (Sirene) (2) — *Unité* : Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques				Personnes morales			Total
		dont Artisans-Commerçants	*dont* Commerçants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Situation au 1er janvier 2005 (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	32 669	2 094	3 269	**38 345**	19 529	4 124	**26 742**	**65 087**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	14 862	3 406	41 142	**62 940**	85 762	30 978	**120 655**	**183 595**
Construction	EH	19 932	1 621	179 708	**202 251**	135 709	10 589	**151 680**	**353 931**
Commerce	EJ	58 067	195 127	15 686	**299 152**	282 210	43 458	**345 249**	**644 401**
Transports	EK	5 359	17 372	23 379	**47 573**	32 408	6 623	**41 367**	**88 940**
Activités immobilières	EM	111	6 589	13	**18 207**	51 350	6 881	**65 010**	**83 217**
Services aux entreprises	EN	5 445	18 165	13 303	**176 297**	189 410	46 202	**269 145**	**445 442**
Autres services	EP - EQ	45 513	108 567	31 174	**547 812**	166 723	12 195	**205 443**	**753 255**
Total		**181 958**	**352 941**	**307 674**	**1 392 577**	**963 101**	**161 050**	**1 225 291**	**2 617 868**
Situation au 1er janvier 2004 (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	33 575	2 089	3 249	**39 250**	18 905	4 267	**26 449**	**65 699**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	15 228	3 408	41 754	**63 802**	85 960	31 743	**121 989**	**185 791**
Construction	EH	20 567	1 710	178 364	**201 668**	124 582	10 569	**141 127**	**342 795**
Commerce	EJ	60 243	194 669	15 860	**300 129**	273 487	43 999	**338 315**	**638 444**
Transports	EK	5 371	18 656	23 355	**48 953**	31 957	6 767	**41 285**	**90 238**
Activités immobilières	EM	118	6 535	11	**17 722**	47 599	6 894	**61 416**	**79 138**
Services aux entreprises	EN	5 142	17 613	12 705	**170 220**	175 945	46 271	**255 806**	**426 026**
Autres services	EP - EQ	45 499	110 945	30 278	**543 962**	157 105	12 192	**196 554**	**740 516**
Total		**185 743**	**355 625**	**305 576**	**1 385 706**	**915 540**	**162 702**	**1 182 941**	**2 568 647**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du 1er janvier 1998.
(3) Données définitives. En 2003, ces données avaient fait l'objet d'une révision (voir méthodologie).

TABLEAU L.01-5

Créations d'entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) (1) - France entière

Source : Insee REE (Sirene) (2) — *Unité* : Entreprise

Activité	NES 16	1997				2005			
		Créations nouvelles	Créations par reprise	Réactivations	**Créations totales**	Créations nouvelles	Créations par reprise	Réactivations	**Créations totales**
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 078	3 004	1 791	**6 873**	2 546	3 036	1 623	**7 205**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	10 866	2 506	2 789	**16 161**	10 527	1 376	1 900	**13 803**
Construction	EH	21 638	3 378	8 979	**33 995**	38 962	3 148	8 505	**50 615**
Commerce	EJ	47 820	14 952	18 017	**80 789**	55 680	11 979	14 772	**82 431**
Transports	EK	7 050	899	2 058	**10 007**	5 235	735	962	**6 932**
Activités immobilières	EM	5 659	327	1 340	**7 326**	11 965	343	1 556	**13 864**
Services aux entreprises	EN	35 776	1 683	5 988	**43 447**	55 383	1 483	6 184	**63 050**
Services aux particuliers (3)	EP	20 140	18 188	13 144	**51 472**	26 704	18 019	11 304	**56 027**
Éducation, santé, action sociale	EQ	14 250	1 376	3 734	**19 360**	17 555	699	4 353	**22 607**
Total		**165 277**	**46 313**	**57 840**	**269 430**	**224 557**	**40 818**	**51 159**	**316 534**

(1) Voir dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du 1er janvier 1998.
(3) Non compris les agences de voyages qui sont classées avec les Transports.

TABLEAU L.01-6

Créations d'entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS), par activité et forme juridique en 2005 (1) - France entière

Source : Insee REE (Sirene) (2) — *Unité* : Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques				Personnes morales			Total
		dont Artisans Commerçants	*dont* Commerçants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Industries agricoles et alimentaires	EB	3 421	609	603	**4 648**	2 386	62	**2 557**	**7 205**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	1 257	403	4 374	**6 596**	6 527	584	**7 207**	**13 803**
Construction	EH	1 776	108	25 287	**27 241**	23 021	167	**23 374**	**50 615**
Commerce	EJ	4 024	34 125	1 637	**45 489**	34 873	1 323	**36 942**	**82 431**
Transports	EK	215	1 146	1 811	**3 328**	3 384	173	**3 604**	**6 932**
Activités immobilières	EM	3	808	2	**4 679**	8 163	381	**9 185**	**13 864**
Services aux entreprises	EN	1 072	4 499	2 702	**27 367**	30 397	2 976	**35 683**	**63 050**
Services aux particuliers (3)	EP	4 662	16 726	4 286	**34 402**	20 287	337	**21 625**	**56 027**
Éducation, santé, action sociale	EQ	27	169	19	**18 532**	3 594	97	**4 075**	**22 607**
Total		**16 457**	**58 593**	**40 721**	**172 282**	**132 632**	**6 100**	**144 252**	**316 534**

(1) Voir dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du 1er janvier 1998.
(3) Non compris les agences de voyages qui sont classées avec les Transports.

TABLEAU L.01-7

Entreprises créées selon le profil du créateur - France entière

Source : Insee (Enquête Sine) — *Unité* : %

Profil du créateur	Année 1998			Année 2002		
	Créations pures	Créations par reprise	Ensemble	Créations pures	Créations par reprise	Ensemble
Homme						
Moins de 25 ans	8,0	8,4	8,1	6,0	5,3	5,9
25 à 29 ans	18,9	19,5	19,0	13,5	13,6	13,5
30 à 34 ans	20,7	21,8	20,9	18,5	21,0	19,1
35 à 39 ans	16,3	16,8	16,4	18,5	20,5	18,9
40 à 44 ans	13,3	12,3	13,1	15,5	13,6	15,1
45 à 49 ans	10,8	11,1	10,9	11,4	12,1	11,5
50 ans ou plus	11,9	10,2	11,6	16,5	13,8	15,9
Femme						
Moins de 25 ans	10,0	8,6	9,6	7,0	7,3	7,1
25 à 29 ans	18,8	16,8	18,2	15,5	11,2	14,3
30 à 34 ans	18,0	15,5	17,3	16,8	17,5	17,0
35 à 39 ans	16,5	14,1	15,8	18,5	17,2	18,1
40 à 44 ans	13,8	13,4	13,7	14,7	13,8	14,4
45 à 49 ans	11,4	11,4	11,4	13,0	12,7	12,9
50 ans ou plus	11,5	20,2	14,1	14,4	20,3	16,1
Situation antérieure à la création						
Indépendant, à votre compte, chef d'entreprise	17,9	19,1	18,2	19,0	23,4	20,0
Salarié	68,7	67,8	68,5	60,3	62,5	60,8
Étudiant, scolaire	5,6	3,6	5,1	4,2	2,1	3,7
Sans activité professionnelle	7,8	9,4	8,2	16,4	12,0	15,4
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU L.01-8

Entreprises créées selon la situation antérieure à la création et le secteur d'activité de l'entreprise (ICS) - France entière (1)

Source : Insee (Enquête Sine)

Unité : %

Profil du créateur	Année 2002			
	Industrie (y.c. IAA)	Construction	Commerce	Services
Créations pures				
Situation antérieure à la création				
Indépendant, à son compte, chef d'entreprise	19,8	12,8	21,5	20,4
Salarié	62,2	71,6	52,8	59,0
dont : Cadre	8,5	3,0	9,0	19,0
Agent de maîtrise	9,0	7,6	4,5	4,9
Profession intermédiaire	8,2	4,2	8,1	10,3
Employé	20,2	14,5	24,0	20,9
Ouvrier	16,4	42,3	7,1	3,8
Étudiant, scolaire	2,9	1,5	3,5	6,2
Sans activité professionnelle	15,2	14,1	22,2	14,3
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Créations par reprise				
Situation antérieure à la création				
Indépendant, à son compte, chef d'entreprise	29,5	30,2	22,7	21,9
Salarié	60,7	61,6	61,9	63,2
dont : Cadre	5,8	4,5	9,0	7,0
Agent de maîtrise	6,5	5,5	5,7	4,7
Profession intermédiaire	2,5	2,8	5,7	6,6
Employé	21,5	10,6	30,8	36,4
Ouvrier	24,4	38,2	10,7	8,5
Étudiant, scolaire	1,8	2,8	1,9	2,2
Sans activité professionnelle	8,0	5,4	13,5	12,7
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Voir partie « définitions » champ ICS.

TABLEAU L.01-9

Taux de survie des entreprises - France entière

Source : Insee (Enquête Sine)

Unité : %

	Créées en 1994		Créées en 1998	
	Survie à 3 ans	Survie à 5 ans	Survie à 3 ans	Survie à 5 ans
Secteur				
IAA	67,4	57,2	70,4	58,2
Industrie hors IAA	61,6	50,0	68,4	54,5
Construction	60,7	49,0	68,6	55,4
Commerce et réparation automobile	52,5	39,9	59,5	46,8
Transport	59,6	50,3	66,0	50,9
Hôtels, cafés, restaurants	56,8	42,5	59,4	44,7
Services aux entreprises + Activité Immobilière	58,7	46,3	61,6	49,9
Autres services	65,4	55,1	69,7	59,6
Taille (1)				
0 salarié	53,8	42,2	60,1	48,1
1 ou 2 salariés	63,2	49,9	69,8	55,5
3 à 5 salariés	67,2	54,6	71,2	57,7
6 à 9 salariés	69,5	58,5	73,8	60,8
10 salariés ou plus	75,0	65,5	72,7	58,8
Catégorie juridique				
Personnes physiques	51,6	40,2	57,4	45,7
Personnes morales	66,7	53,6	71,2	57,4

(1) Taille au démarrage, y compris le dirigeant salarié.

TABLEAU L.01-10

Défaillances d'entreprises

Nombre d'entreprises suivant la date du jugement

Source : Insee (Exploitation du Bodacc) — *Unité* : Entreprise

Secteur d'activité	Code NES 16	1995	2000	2001	2002	2003	*r* 2004	*p* 2005
Industrie	EB à EG	7 660	4 864	4 519	4 958	5 268	4 961	4 733
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 454	1 029	950	927	927	1 015	930
Industries des biens intermédiaires et énergie	EF + EG	1 773	1 026	1 083	1 266	1 445	1 353	1 269
Industrie automobile et biens d'équipements	ED + EE	1 473	919	852	1 005	1 059	953	938
Biens de consommation	EC	2 960	1 890	1 634	1 760	1 837	1 640	1 596
Construction	EH	10 266	7 343	7 632	8 549	9 077	9 550	9 983
Commerce	EJ	15 581	10 747	10 131	9 919	10 187	10 859	11 280
Transports	EK	1 958	1 824	1 741	1 678	1 806	1 784	1 818
Services aux entreprises	EN	6 078	4 692	5 316	5 780	5 950	5 846	5 956
Immobilier	EM	3 122	1 559	1 435	1 361	1 336	1 299	1 245
Services aux particuliers	EP	8 395	6 021	5 843	5 763	6 112	6 565	6 771
Total		**53 060**	**37 050**	**36 617**	**38 008**	**39 736**	**40 864**	**41 786**

TABLEAU L.01-11

Entreprises selon le secteur en 2004

Source : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Unités : Nombres et effectifs : Millier
Valeurs ajoutées : Milliard d'euros

Secteur	Nombre d'entreprises ou d'organismes	Effectif salarié	Valeur ajoutée
Industrie, Commerce, Services	2 493,9	14 436,5	716,1
Agriculture	677,2	367,2	36,5
Secteur financier	62,2	707,2	71,5
Administration publique (1)	98,7	5 633,2	265,8

(1) Organismes publics non marchands qui comprennent l'État, les collectivités locales, les établissements publics administratifs (notamment organismes de coopération intercommunale, établissements hospitaliers,...) et les organismes de protection sociale. L'enseignement public est inclus. Par convention, l'État ne compte que pour une seule unité.

TABLEAU L.01-12

Entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique en 2004

Source : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Unités : Nombres et effectifs : Millier
CAHT et valeurs ajoutées : Milliard d'euros

Régime d'imposition et forme juridique	Nombre d'entreprises	Effectif (1) salarié	CAHT (2)	Valeur ajoutée
Régime réel normal des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) (3)				
Personnes physiques	68,7	227,7	37,7	10,7
Sociétés en participation	4,2	11,8	9,1	0,9
Sociétés en nom collectif	20,0	398,2	137,0	26,1
SARL	417,9	2 901,5	398,7	120,2
SA	158,4	8 262,3	2 021,2	481,5
Autres formes juridiques	62,0	1 153,3	229,7	67,4
Régime simplifié des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) (3)				
Personnes physiques	738,6	593,6	73,0	29,6
Sociétés en participation	1,2	0,5	0,1	–
Sociétés en nom collectif	13,0	11,8	1,8	0,7
SARL	432,2	855,3	71,7	26,8
SA	5,4	11,5	0,9	0,4
Autres formes juridiques	64,7	42,9	4,1	1,8
TOTAL BIC hors entreprises financières	**1 986,3**	**14 470,4**	**2 985,0**	**766,1**
Entreprises financières	**33,2**	**644,3**	**1 775,9**	**1 589,3**
Bénéfices non commerciaux (BNC) (3)				
Personnes physiques	460,3	202,0	43,9	29,9
Sociétés en participation	0,4	1,7	0,3	0,2
Sociétés en nom collectif	0,1	0,2	–	–
SARL	2,7	5,3	0,5	0,3
Autres formes juridiques	23,6	96,2	12,7	8,9
TOTAL BNC hors entreprises financières	**487,1**	**305,4**	**57,4**	**39,3**
Entreprises financières	**9,5**	**14,8**	**1,6**	**1,2**
Bénéfices agricoles (BA) (4) :				
Personnes physiques	148,3	46,5	2,2	///
Sociétés civiles	111,6	86,7	3,4	///
Autres formes juridiques	2,4	6,4	0,2	///
Total BA	**262,3**	**139,6**	**5,8**	///
Total micro entreprises (BIC et BNC)	**376,9**	–	**5,6**	**2,1**

(1) Effectif salarié moyen sur l'année.
(2) Chiffre d'affaires hors taxes.
(3) Entreprises non agricoles et non financières.
(4) Uniquement les entreprises au régime réel normal et au régime simplifié.

TABLEAU L.01-13

Entreprises suivant les effectifs, le chiffre d'affaires et l'activité principale en 2004 (1)

Source : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises) — *Unité* : Milliard d'euros

	Nombre d'entreprises (milliers)	Effectif salarié (2)	CAHT (3)	Valeur ajoutée	CAHT à l'export (3)	Investissement	**Total de bilan**
Tranche d'effectifs							
0 salarié	1 551,6	–	194,0	46,0	25,8	32,1	**1 028,5**
1 salarié	410,9	410,9	67,8	24,2	2,8	4,7	**122,9**
2 à 4 salariés	436,0	1 196,6	156,8	51,2	8,9	6,9	**178,7**
5 à 9 salariés	232,0	1 539,1	206,5	64,9	15,3	6,3	**281,3**
10 à 19 salariés	92,4	1 240,4	190,5	54,4	16,8	5,5	**196,8**
20 à 49 salariés	63,5	1 984,2	399,0	92,5	44,9	10,0	**384,5**
50 à 99 salariés	15,2	1 059,0	206,5	50,9	28,8	7,8	**188,8**
100 à 199 salariés	8,4	1 167,4	238,6	55,7	35,5	8,0	**223,9**
200 à 499 salariés	4,7	1 411,0	331,0	74,1	65,4	11,8	**435,0**
500 à 999 salariés	1,3	872,3	232,2	54,3	46,0	11,2	**261,4**
1 000 à 1 999 salariés	0,6	789,3	187,3	48,0	44,4	5,8	**156,7**
2 000 à 4 999 salariés	0,3	828,1	202,8	52,4	46,8	7,1	**190,8**
5 000 salariés ou plus	0,1	2 194,4	426,4	135,7	101,0	22,3	**678,5**
Total	**2 817,0**	**14 692,7**	**3 039,4**	**804,3**	**482,4**	**139,5**	**4 327,8**
Tranche de chiffre d'affaires							
< 0,05 million d'euros	1 140,0	140,8	21,1	5,4	0,2	10,6	**758,5**
0,05 à < 0,1 million d'euros	461,5	254,3	33,3	16,5	0,4	3,6	**60,9**
0,1 à < 0,2 million d'euros	438,5	601,8	62,2	30,0	0,9	4,9	**85,8**
0,2 à < 0,5 million d'euros	383,2	1 267,3	119,6	53,4	2,3	7,1	**124,1**
0,5 à < 1 million d'euros	165,0	1 101,6	115,8	46,5	3,4	5,2	**125,7**
1 à < 2 millions d'euros	103,3	1 169,4	144,4	51,5	5,9	5,7	**154,2**
2 à < 5 millions d'euros	68,6	1 492,4	210,9	68,1	13,7	7,2	**254,7**
5 à < 10 millions d'euros	26,4	1 059,7	184,3	51,6	16,5	6,4	**203,9**
10 à < 20 millions d'euros	14,9	1 013,4	207,5	51,2	22,3	8,5	**222,6**
20 à < 50 millions d'euros	9,5	1 290,9	291,3	70,3	40,4	12,9	**293,6**
50 à < 100 millions d'euros	3,2	875,0	218,5	50,5	37,6	11,2	**302,2**
100 à < 200 millions d'euros	1,5	782,3	209,2	48,3	43,0	11,5	**281,9**
200 à < 500 millions d'euros	1,0	978,9	290,9	63,8	63,2	10,1	**391,4**
500 à < 1 milliard d'euros	0,3	549,2	207,1	41,4	50,6	7,1	**207,4**
1 milliard d'euros ou plus	0,2	2 115,7	723,3	155,9	181,9	27,6	**860,8**
Total	**2 817,0**	**14 692,7**	**3 039,4**	**804,3**	**482,4**	**139,5**	**4 327,8**
Activité principale							
Industries agricoles et alimentaires	64,9	612,6	146,7	30,4	23,8	5,0	**90,2**
Industries des biens de consommation	67,9	656,1	150,5	40,9	38,8	3,6	**132,2**
Industrie automobile	2,0	279,1	112,8	20,1	60,4	4,9	**84,2**
Industries des biens d'équipement	41,5	776,0	163,9	42,7	66,6	3,5	**174,3**
Industries des biens intermédiaires	61,3	1 425,4	280,1	76,5	92,8	11,6	**234,5**
Énergie	2,5	239,1	128,6	32,7	13,6	7,0	**262,9**
Construction	336,3	1 366,5	169,4	59,8	3,2	4,5	**114,7**
Commerce	600,7	3 054,8	1 094,1	145,1	104,6	15,7	**529,4**
Transports	90,7	1 076,9	147,9	55,1	34,9	17,1	**214,9**
Activités immobilières	323,1	256,2	88,2	32,6	0,9	27,1	**386,2**
Services aux entreprises	417,6	3 181,4	377,1	178,4	38,7	28,1	**1 958,0**
Services aux particuliers	463,3	1 193,9	114,8	48,3	3,7	8,0	**112,4**
Éducation santé action sociale	345,2	574,7	65,3	41,7	0,4	3,4	**33,9**
Total	**2 817,0**	**14 692,7**	**3 039,4**	**804,3**	**482,4**	**139,5**	**4 327,8**

(1) Champ : entreprises non financières, non agricoles.
(2) Effectif salarié moyen sur l'année en milliers.
(3) Chiffre d'affaires hors taxes.

TABLEAU L.01-14

Compte de résultat des entreprises en 2004 (1)

Source : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Unité : Milliard d'euros

	Total
COMPTE D'EXPLOITATION	
Produits	
Ventes de marchandises	1 180,7
Production vendue de biens et services	1 858,7
Chiffre d'affaires en France	2 557,0
Chiffre d'affaires à l'export	482,4
Chiffre d'affaires total	3 039,4
Production stockée	2,0
Production immobilisée	14,4
Subventions d'exploitation	12,3
Autres produits d'exploitation	110,0
Total des produits d'exploitation	**3 178,1**
Charges	
Achats de marchandises	914,3
Variations de stock (marchandises)	– 2,8
Achats de matières premières et autres approvisionnements	477,6
Variations de stock (matières premières et autres approvisionnements)	– 1,4
Autres achats et charges externes	805,1
Impôts, taxes et versements assimilés	71,0
Salaires et traitements	384,3
Charges sociales	172,3
Immobilisations : dotation aux amortissements	102,2
Immobilisations : dotation aux provisions	50,6
Autres charges d'exploitation	38,2
Total des charges d'exploitation	**3 011,4**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**166,7**
OPERATIONS EN COMMUN	
Bénéfice attribué ou perte transférée	3,9
Perte supportée ou bénéfice transféré	2,5
COMPTE FINANCIER	
Produits	
dont : Produits financiers de participations	102,4
dont : Intérêts et produits assimilés	31,0
Total des produits financiers	**216,0**
Charges	
Intérêts et charges assimilées	72,7
Total des charges financières	**164,4**
RÉSULTAT FINANCIER	**51,6**
COMPTE EXCEPTIONNEL	
Total des produits exceptionnels	**228,6**
Total des charges exceptionnelles	**210,8**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**17,8**
Participation des salariés	5,9
Impôts sur les bénéfices	30,6
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**201,0**

(1) Champ : entreprises non financières, non agricoles.

TABLEAU L.01-15

Bilan des entreprises en 2004 (1)

Source : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Unité : Milliard d'euros

ACTIF	
Capital souscrit non appelé	4,1
ACTIF BRUT	
Immobilisations incorporelles	255,0
Immobilisations corporelles	1 411,3
Immobilisations financières	1 989,5
Total des immobilisations	**3 655,8**
Stocks matières premières, en-cours et autres approvisionnements	172,7
Stocks marchandises	125,4
Avances, acomptes versés sur commandes	24,2
Créances clients et comptes rattachés	512,0
Autres créances	555,2
Valeurs mobilières de placement	191,1
Disponibilités	172,8
Charges constatées d'avance	36,4
Autres comptes de régularisation	22,1
Total de l'actif circulant	**1 811,9**
TOTAL ACTIF BRUT	**5 467,7**
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	
Immobilisations corporelles (amortissements)	725,7
Total de l'actif immobilisé (amortissements)	**1 085,1**
Total de l'actif circulant (provisions)	**55,5**

PASSIF	
PASSIF	
Capitaux propres	
Capital social, primes	1 194,4
Résultat de l'exercice	201,0
Subventions d'investissement	28,0
Autres capitaux propres	259,8
Total des capitaux propres	**1 683,2**
Autres fonds propres	52,1
Provisions risques et charges	185,4
Dettes	
Emprunts et dettes assimilées	1 247,0
Avances/acomptes sur commandes en cours	82,2
Dettes fournisseurs - comptes rattachés	441,0
Autres dettes	562,1
Total des dettes	**2 332,3**
Compte de régularisation	
Produits constatés d'avance et écarts de conversion de l'actif	78,2

(1) Champ : entreprises non financières, non agricoles.

TABLEAU L.01-16

Part des entreprises appartenant à un groupe (1)

Sources : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (enquête « Liaisons financières »), Diane

Activités	Code NES 16	Nombre d'entreprises	Part des entreprises dans les groupes (%)	Effectif moyen (milliers)	Part des effectifs dans les groupes (%)	Valeur ajoutée (milliards d'euros)
Au 1er janvier 2005						
Industries agricoles et alimentaires	EB	64 900	4,3	612,6	58,2	30,4
Industries des biens de consommation	EC	67 900	6,6	656,1	68,4	40,9
Industrie automobile	ED	2 000	25,4	279,1	95,9	20,1
Industries des biens d'équipement	EE	41 500	12,0	776,0	73,2	42,7
Industries des biens intermédiaires	EF	61 300	17,5	1 425,4	75,2	76,5
Énergie	EG	2 500	25,1	239,1	97,8	32,7
Construction	EH	336 300	1,9	1 366,5	30,8	59,8
Commerce	EJ	600 700	4,7	3 054,8	54,0	145,1
Transports	EK	90 700	6,1	1 076,9	69,5	55,1
Activités immobilières	EM	323 100	3,9	256,2	30,8	32,6
Services aux entreprises (2)	EN	417 600	8,0	2 636,2	60,9	178,4
Services aux particuliers	EP	463 300	1,3	1 193,9	29,7	48,3
Éducation, santé, action sociale	EQ	345 200	0,5	574,7	23,2	41,7
Au 1er janvier 2004						
Industries agricoles et alimentaires	EB	64 000	4,3	611,6	58,5	29,3
Industries des biens de consommation	EC	66 100	6,7	679,6	67,7	41,7
Industrie automobile	ED	2 000	25,3	280,9	95,9	18,6
Industries des biens d'équipement	EE	40 800	11,9	809,8	73,8	45,7
Industries des biens intermédiaires	EF	61 000	17,2	1 464,1	74,8	72,9
Énergie	EG	2 300	25,1	232,6	97,6	30,7
Construction	EH	318 800	1,9	1 317,3	30,9	56,4
Commerce	EJ	581 700	4,6	3 001,4	52,6	138,7
Transports	EK	89 100	5,9	1 069,5	69,7	52,2
Activités immobilières	EM	304 800	3,5	239,9	29,6	29,8
Services aux entreprises (2)	EN	393 300	7,9	2 580,5	62,0	168,6
Services aux particuliers	EP	438 700	1,3	1 146,7	29,1	46,4
Éducation, santé, action sociale	EQ	337 500	0,5	540,3	22,8	39,4

(1) Champ : filiales non financières, non agricoles.
(2) L'effectif des services aux entreprises ne comprend que l'effectif permanent des entreprises d'intérim.

TABLEAU L.01-17

Concentration des groupes (1) (2)

Sources : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (enquête « Liaisons financières »), Diane

Secteurs en NES 16 (3)	Codes NES 16	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs cumulée		Effectif cumulé	
		des 4 premiers groupes	des 10 premiers groupes	des 4 premiers groupes	des 10 premiers groupes
Au 1er janvier 2005					
Industries agricoles et alimentaires	EB	12,8	20,8	7,1	13,6
Industries des biens de consommation	EC	13,8	20,1	7,5	12,9
Industrie automobile	ED	70,8	79,3	60,9	70,4
Industries des biens d'équipement	EE	16,4	28,8	11,4	21,3
Industries des biens intermédiaires	EF	9,8	16,9	7,5	13,2
Énergie	EG	79,2	93,2	73,7	92,6
Construction	EH	12,0	16,0	11,5	15,4
Commerce	EJ	9,2	13,0	10,9	14,9
Transports	EK	33,7	44,0	29,1	36,5
Activités immobilières	EM	7,6	13,5	6,6	10,3
Services aux entreprises	EN	22,5	29,5	18,3	22,5
Services aux particuliers	EP	9,3	14,8	7,0	10,9
Éducation, santé, action sociale	EQ	2,9	4,4	5,0	8,1
Au 1er janvier 2004					
Industries agricoles et alimentaires	EB	13,3	20,5	7,4	13,9
Industries des biens de consommation	EC	15,2	21,5	6,8	12,0
Industrie automobile	ED	70,3	79,2	60,2	69,7
Industries des biens d'équipement	EE	20,9	31,8	12,8	21,6
Industries des biens intermédiaires	EF	9,8	16,3	7,8	13,1
Énergie	EG	80,0	93,8	75,7	91,7
Construction	EH	12,2	16,4	11,7	16,0
Commerce	EJ	9,7	14,2	10,3	14,8
Transports	EK	34,6	44,5	30,6	37,0
Activités immobilières	EM	6,5	13,2	5,4	9,1
Services aux entreprises	EN	23,0	29,3	19,2	23,4
Services aux particuliers	EP	9,0	15,1	7,2	11,0
Éducation, santé, action sociale	EQ	2,7	4,0	5,0	7,9

(1) Dans chaque secteur, les effectifs et les valeurs ajoutées des entreprises d'un même groupe sont additionnées. Les 4 (ou 10) premiers groupes sont ceux dont les entreprises du secteur les classent en tête. Un groupe ayant des entreprises dans plusieurs secteurs peut apparaître dans plusieurs lignes du tableau.
(2) Champ : filiales non financières, non agricoles.
(3) Les secteurs correspondent aux activités des entreprises, non à celles des groupes.

TABLEAU L.01-18

Entreprises appartenant au « contour élargi » et « noyau dur » des groupes, par secteur

Sources : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (Enquête « Liaisons financières »), Diane

Secteur	Code NES 16	Le « contour élargi » des groupes		Le « noyau dur » des groupes								
					(1) Effectif salarié (milliers)				Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur			
		Nombre d'entreprises	Effectif salarié (milliers)	Nombre d'entreprises	**Total**	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers	Nombre de groupes implantés dans le secteur	**Total**	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers
Au 1er janvier 2005													
Industries agricoles et alimentaires	EB	3 110	372	2 830	**360**	–	268	92	1 410	**1 106**	–	935	171
Industries des biens de consommation	EC	4 940	460	4 520	**449**	2	299	148	2 600	**1 964**	1	1 578	385
Industrie automobile	ED	550	269	510	**268**	–	186	81	340	**211**	–	125	86
Industries des biens d'équipement	EE	5 440	582	5 010	**571**	50	307	214	3 330	**2 440**	3	1 831	606
Industries des biens intermédiaires	EF	11 700	1 095	10 800	**1 072**	20	601	451	5 820	**4 643**	3	3 557	1 083
Énergie	EG	720	235	640	**234**	154	72	9	170	**67**	3	47	17
Construction	EH	7 000	430	6 550	**421**	3	388	29	3 180	**2 575**	–	2 483	92
Commerce	EJ	31 800	1 708	28 500	**1 649**	1	1 232	416	14 600	**11 294**	1	8 128	3 165
Transports	EK	6 100	766	5 550	**748**	270	368	109	2 250	**1 536**	9	1 229	298
Activités immobilières	EM	15 100	92	12 500	**79**	4	70	5	4 700	**1 256**	1	1 071	184
Services aux entreprises	EN	36 400	1 651	33 400	**1 605**	311	995	298	18 400	**4 867**	8	3 822	1 037
Services aux particuliers	EP	7 020	373	6 190	**353**	17	255	80	2 330	**1 653**	9	1 470	174
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 860	140	1 700	133	7	110	17	750	**496**	1	466	29
Total industrie, commerce, services		**131 740**	**8 173**	**118 700**	**7 942**	**839**	**5 151**	**1 949**	–	**34 108**	**39**	**26 742**	**7 327**
Agriculture, sylviculture, pêche (2)	EA	150	11	130	**11**	7	3	1	80	**38**	1	30	7
Activités financières	EL	9 400	588	8 880	**585**	19	497	69	4 400	**702**	5	518	179
Activités associatives et extra territoriales	ER	110	6	100	**6**	1	6	–	100	**41**	2	38	1
Activité non déclarée		240	–	220	**–**	–	–	–	130	**3**	–	3	–
Total autres secteurs		**9 900**	**605**	**9 330**	**602**	**27**	**506**	**70**	–	**784**	**8**	**589**	**187**
Au 1er janvier 2004													
Industries agricoles et alimentaires	EB	3 050	373	2 760	**362**	1	269	93	1 370	**1 089**	–	909	180
Industries des biens de consommation	EC	4 860	471	4 430	**460**	2	311	148	2 550	**1 916**	3	1 542	371
Industrie automobile	ED	550	271	510	**269**	–	186	84	330	**208**	–	121	87
Industries des biens d'équipement	EE	5 250	612	4 860	**602**	52	296	254	3 230	**2 330**	3	1 721	606
Industries des biens intermédiaires	EF	11 400	1 116	10 500	**1 094**	18	620	455	5 620	**4 483**	2	3 375	1 106
Énergie	EG	650	228	570	**227**	152	66	8	150	**64**	6	44	14
Construction	EH	6 510	415	6 090	**407**	4	386	17	2 850	**2 282**	–	2 195	87
Commerce	EJ	29 700	1 634	27 000	**1 577**	2	1 181	395	13 800	**10 596**	2	7 438	3 156
Transports	EK	5 610	766	5 100	**745**	342	319	84	2 130	**1 438**	13	1 149	276
Activités immobilières	EM	12 900	85	10 800	**71**	3	62	5	4 170	**1 114**	2	959	153
Services aux entreprises	EN	33 800	1 634	30 900	**1 590**	456	834	300	16 800	**4 590**	12	3 545	1 033
Services aux particuliers	EP	6 400	352	5 620	**332**	18	247	66	2 070	**1 467**	9	1 299	159
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 680	129	1 540	**123**	7	102	14	690	**462**	1	433	28
Total industrie, commerce, services		**122 360**	**8 086**	**110 680**	**7 859**	**1 057**	**4 879**	**1 923**	–	**32 039**	**53**	**24 730**	**7 256**
Agriculture, sylviculture, pêche (2)	EA	140	12	120	**12**	8	3	1	80	**36**	1	30	5
Activités financières	EL	8 970	587	8 490	**583**	19	492	71	4 100	**645**	4	455	186
Activités associatives et extra territoriales	ER	100	6	90	**6**	–	6	–	90	**38**	1	36	1
Activité non déclarée		130	–	120	**–**	–	–	–	80	**1**	–	–	1
Total autres secteurs		**9 340**	**605**	**8 820**	**601**	**27**	**501**	**72**	–	**720**	**6**	**521**	**193**

(1) Effectifs salariés des entreprises d'un secteur appartenant à un groupe.
(2) La faible représentativité de ces secteurs dans l'enquête "Liaisons financières" ne permet pas une interprétation économique des résultats.

TABLEAU L.01-19

Importance des groupes en fonction de leur taille (1)

Sources : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (enquête « Liaisons financières »), Diane

	Nombre de groupes (2)	Effectif salarié (milliers)	Ressources élargies (milliards d'euros) (3)	Capitaux propres et autres fonds propres (milliards d'euros)
Au 1er janvier 2005				
Micro-groupes : 0 à 499 salariés	32 668	2 105	528	201
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 316	1 194	309	155
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	399	1 477	468	263
Grands groupes : 10 000 salariés ou plus	84	3 051	969	981
Total	**34 467**	**7 827**	**2 273**	**1 600**
Au 1er janvier 2004				
Micro-groupes : 0 à 499 salariés	29 238	2 029	495	181
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 339	1 225	303	145
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	391	1 480	437	265
Grands groupes : 10 000 salariés ou plus	77	2 989	948	925
Total	**31 045**	**7 723**	**2 183**	**1 516**

(1) Champ : groupes non financiers, non agricoles - filiales non financières, non agricoles.
(2) Sont comptabilisés les groupes français et étrangers dont les salariés travaillent effectivement en France.
(3) Les ressources élargies représentent la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.

TABLEAU L.01-20

Importance des groupes selon l'implantation géographique de la tête de groupe au 1er janvier 2005 (1)

Sources : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (enquête « Liaisons financières »), Diane — *Unité* : Milliard d'euros

		Groupes étrangers	
	Groupes français	Union européenne	hors Union européenne
Nombre d'entreprises	97 412	12 366	6 031
Effectif salarié (milliers)	5 892	1 224	712
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	350	78	61
Excédent brut d'exploitation	108	22	16
Immobilisations corporelles brutes	801	126	80
Investissement en immobilisations corporelles hors apports	61	12	8

(1) Champ : groupes non financiers, non agricoles - filiales non financières, non agricoles.

TABLEAU L.01-21

Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction (série brute) (1)

Sources : Insee
Direction générale des impôts

Base 100 en 2000

Secteur d'activité	NES 16	1995	1998	1999	2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
Industries agricoles et alimentaires (IAA)	EB	88,4	94,3	95,5	100,0	105,0	107,9	108,7	110,8	112,2
Industries des biens de consommation	EC	80,6	89,7	93,8	100,0	106,2	109,5	110,4	114,1	117,7
Industrie automobile	ED	68,7	84,6	90,4	100,0	108,2	110,2	109,6	110,7	107,4
Industries des biens d'équipement	EE	73,9	85,7	91,3	100,0	104,0	100,2	101,5	104,4	107,9
Industries des biens intermédiaires	EF	81,8	88,5	90,4	100,0	100,8	97,0	96,1	100,2	102,1
Énergie	EG	76,7	78,3	82,9	100,0	102,5	104,0	107,4	116,4	123,8
Construction	EH	80,3	84,7	89,4	100,0	106,6	108,6	112,4	120,9	128,0
Ensemble industrie	**EB à EG**	**79,0**	**87,3**	**90,9**	**100,0**	**103,9**	**103,4**	**103,9**	**107,7**	**110,1**
Ensemble hors énergie et IAA	**EC à EF**	**77,5**	**87,4**	**91,3**	**100,0**	**103,9**	**102,4**	**102,4**	**105,6**	**107,4**

(1) Les indices de chiffre d'affaires sont désormais publiés en base 100 en 2000 (cf. méthodologie de ce chapitre).

TABLEAU L.01-22

Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans le commerce, les transports, la réparation automobile et les services (série brute en valeur) (1) (2)

Sources : Insee
Direction générale des impôts

Base 100 en 2000

Secteur d'activité	Code	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Commerce de détail	D	80,8	85,8	89,8	94,5	100,0	104,7	107,6	110,4	113,1
Commerce réparation automobile	A	78,3	80,7	88,9	96,3	100,0	104,1	105,7	104,6	109,1
Services aux particuliers (3)	P	87,0	87,4	91,9	95,1	100,0	103,7	106,2	105,4	106,2
Hôtels restaurants	P1	85,6	86,1	91,3	94,8	100,0	103,8	106,5	105,6	106,3
Services personnels	P31	94,9	94,8	95,8	96,8	100,0	102,8	104,5	104,4	106,0
Commerce de gros	G2	80,5	85,0	89,2	93,2	100,0	101,9	103,3	102,7	106,3
Transports	T	75,6	79,6	85,9	91,4	100,0	104,5	107,0	107,6	112,1
Activités immobilières	I	80,3	83,5	86,6	94,4	100,0	104,2	109,6	114,3	119,0
Services aux entreprises (4)	E	72,0	77,0	83,2	91,0	100,0	106,8	108,1	108,6	110,8
Conseils et assistance	E2	73,8	78,5	84,2	91,8	100,0	106,0	106,3	106,8	109,3
Services opérationnels (5)	E3	68,2	73,9	81,3	89,3	100,0	108,6	111,8	112,2	114,0

(1) Les indices du chiffre d'affaires sont désormais publiés en base 100 en 2000 (cf. méthodologie de ce chapitre). Pour 2005, compte tenu de changements méthodologiques, ce tableau n'a pas été actualisé.
(2) Les regroupements sont différents de ceux de la nomenclature NAF et sont identifiés par une nomenclature spécifique.
(3) Hors activités récréatives, culturelles et sportives.
(4) Hors postes, Télécom, Recherche & Développement.
(5) Hors Recherche & Développement.

Chapitre L.02

Innovation et Propriété industrielle

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Dépôts de demandes de brevets d'invention.
2 Origine des déposants de brevets par la voie nationale.
3 Demandes de brevet déposées par la voie nationale selon le domaine technologique.
4 Dépôts de marques (premiers dépôts et renouvellements).
5 Dessins et modèles déposés.
6 Entreprises innovantes entre 2002 et 2004.

1
○ Présentation

Dans un contexte de stabilisation globale (17 291 dépôts en 2004 et 17 275 en 2005), il faut noter que les dépôts de brevets émanant des personnes morales françaises (entreprises, centres de Recherche) augmentent de 2,9 % en 2005 par rapport à l'année précédente. La voie nationale est principalement utilisée par les déposants français qui représentent plus de 80 % des dépôts effectués à l'Inpi. Les entreprises françaises utilisent souvent la procédure nationale comme première étape, afin d'obtenir, avant l'expiration du délai de priorité (12 mois) le rapport de recherche établi par l'OEB qui leur permet d'apprécier la pertinence d'une extension de leur brevet à l'étranger. La majorité (57,7 %) des dépôts effectués par des déposants étrangers concernent des allemands, des japonais et des américains.

L'ensemble des demandes européennes entrées en phase régionale (demandes euro-PCT entrées en phase régionale et demandes euro-directes) continuent de progresser (+ 4 % entre 2004 et 2005). Les demandes européennes d'origine française représentent 6,2 % du total.

Le nombre des demandes par la voie internationale arrivées à l'OMPI croît de 10,6 % entre 2004 et 2005. Il faut y voir l'effet du phénomène de mondialisation, qui fait que les déposants recherchent la protection du brevet dans un nombre croissant de pays. La croissance des dépôts est également stimulée par un flux constant d'adhésion de nouveaux États membres et par la réduction et la suppression (depuis le 1er janvier 2004) des taxes de désignation.

En ce qui concerne les dépôts de marques, en 2005, c'est surtout la voie nationale qui connaît une augmentation (+ 2,1 % de premiers dépôts publiés, + 13,4 % de renouvellements), alors que les dépôts de marques communautaires sont stables.

La mise en place du dessin et modèle communautaire en 2003 (+ 18,1 % en 2005) conserve son impact sur l'évolution de la voie internationale qui continue de baisser fortement (- 34,1%) pour les modèles désignant la France.

2
○ Méthodologie

21. Généralités

Les généralités ci-dessous concernent les bases juridiques des titres de propriété industrielle. Tous les textes ont été codifiés depuis le 1er juillet 1992 dans le code de la propriété intellectuelle.

Brevets d'invention

Pour obtenir une protection en France par brevet, il existe, depuis 1978, trois voies de dépôts (nationale, européenne, internationale). Étant donné les procédures en vigueur, ces trois voies ne sont pas additives car les demandes européennes et internationales (PCT) désignant la France peuvent porter sur le même objet que des demandes de brevet nationales déposées antérieurement.

Ce sont :

– la voie nationale.

La matière est régie par la loi n° 92-597 du 1er juillet 1992 relative au code de la propriété intellectuelle comprenant, en première partie, la propriété littéraire et artistique et en deuxième partie, la propriété industrielle.

Ce texte a codifié, à droit constant, les lois régissant précédemment la matière des brevets dans le livre VI du code.

Le dépôt d'une demande de brevet doit être effectué, soit à l'Institut National de la Propriété Industrielle (Inpi) au siège de Paris, soit dans un de ses onze délégations régionales. Dans ce dernier cas, les pièces sont immédiatement transmises à l'Institut.

La demande doit notamment comprendre :

- *l'identification du demandeur ;*
- *une description de l'invention ;*
- *une ou plusieurs revendications qui définissent l'objet de la protection demandée ;*
- *un abrégé du contenu technique de l'invention ;*
- *la justification du paiement des redevances prescrites.*

La demande est publiée d'office à l'expiration d'un délai de dix-huit mois qui court à partir de la date de dépôt (ou de la date de priorité si une priorité est revendiquée).

Selon l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle, l'Institut National de la Propriété Industrielle annexe au brevet délivré un « rapport de recherche ». Ce rapport de recherche cite les antériorités (y compris les documents étrangers) susceptibles d'affecter la nouveauté et l'activité inventive de l'invention.

La protection conférée par le brevet consiste dans le droit exclusif d'exploiter l'invention. Une atteinte à ce droit constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur.

– la voie européenne.

La Convention sur la délivrance de brevets européens (dite Convention de Munich) du 5 octobre 1973 permet d'obtenir, par une seule formalité de dépôt et après un examen complet de brevetabilité, la délivrance d'un titre appelé « brevet européen », pouvant avoir dans 31 États d'Europe (au 1er juillet 2005) les mêmes effets qu'un brevet national.

– la voie internationale dite PCT (Patent Cooperation Treaty).

Grâce au Traité de coopération en matière de brevets (dit PCT), signé à Washington le 19 juin 1970, il est possible par une seule démarche de déposer une demande de brevet dans plus de 130 pays. Un délai de trente mois est ouvert, pour l'entrée dans les phases nationales, indispensable pour la délivrance des brevets nationaux recherchés. Le dépôt international est suivi d'un rapport de recherche internationale, voire d'un examen préliminaire international, facilitant le déroulement des phases nationales.

Marques de fabrique, de commerce ou de service

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection sur le territoire français :

– la voie nationale.

Le droit des marques a été entièrement réformé par la loi n° 91-7 du 4 janvier 1991, codifiée dans le livre VII du code de la propriété intellectuelle.

Les principes du droit français en la matière subsistent : seul le dépôt, suivi de l'enregistrement, et non le simple usage, confère le droit exclusif. L'Inpi procède d'office à un examen de la marque en vérifiant son caractère distinctif et licite. L'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable.

Dans un délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, le titulaire d'une marque antérieure ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation sur une telle marque peuvent former opposition, auprès de l'Inpi, à l'enregistrement d'une marque postérieure.

L'atteinte aux droits de la marque constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur.

– la voie communautaire.

Cette voie, ouverte depuis le 1er janvier 1996, permet d'obtenir une protection unique, sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne, avec une procédure d'enregistrement unique.

Le dépôt d'une marque communautaire s'effectue à l'Office pour l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI), situé à Alicante, ou par l'intermédiaire, en France, de l'Institut National de la Propriété Industrielle (Inpi). La durée de la protection est de dix ans indéfiniment renouvelable.

– la voie internationale.

L'Union de Madrid (Arrangement ou Protocole), regroupant un peu plus de soixante-dix pays et, désormais, la Communauté européenne, permet, grâce à une procédure unique et centralisée auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) d'obtenir une protection dans plusieurs États. Sur le fondement d'une marque de base nationale, un titulaire peut demander une extension internationale. Cette demande se fait, en France, auprès de l'Inpi qui la transmet au Bureau international de l'OMPI. La durée de protection obtenue

à l'étranger, grâce à ce dépôt, est de dix ans également renouvelable indéfiniment.

Dessins et modèles industriels

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection sur le territoire français :

– la voie nationale.

Le droit français est dominé par le principe dit de « l'unité de l'art » en vertu duquel le créateur peut prétendre au bénéfice, cumulativement ou alternativement, selon son intérêt :

• de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire ou artistique, codifiée dans le livre I du code de la propriété intellectuelle, applicable à toutes les créations quelle que soit leur destination sans que soit exigée aucune formalité ;

• de la loi du 14 juillet 1909, spécifique aux dessins et modèles industriels, sous réserve de l'accomplissement d'une formalité de dépôt auprès de l'Inpi ou des greffes des tribunaux de commerce.

La loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 a modifié les dispositions de la loi du 14 juillet 1909 afférentes à la procédure de dépôt pour les moderniser et les simplifier : ces textes figurent dans le livre V du code de la propriété intellectuelle.

Depuis, il n'est plus possible de procéder à un dépôt en nature. Le dépôt doit notamment comporter l'identification du déposant et une reproduction du ou des dessins ou modèles concernés.

La loi modifiée ne prévoit plus le secret du dépôt. Dès qu'il est reconnu conforme, le dépôt est publié à moins que le déposant n'ait requis l'ajournement de cette publication à trois ans.

De plus, la loi n° 94-102 du 5 février 1994 et le décret n° 94-836 du 27 septembre 1994 ont institué une procédure de dépôt simplifié autorisant les déposants, appartenant à des industries renouvelant fréquemment l'aspect de leurs créations (notamment les professionnels de la mode), à effectuer un dépôt avec des contraintes de présentation allégées.

L'ordonnance d'application de la directive européenne 98/71 du 25 juillet 2001 et applicable depuis le 1er octobre 2001 fixe la durée de protection à 5 ans renouvelable 4 fois maximum.

– la voie internationale.

Une protection à l'étranger peut être demandée pour les dessins et modèles en se conformant aux prescriptions des différentes législations nationales. Les droits varient notablement d'un pays à l'autre et prennent souvent en considération, au contraire du droit français, la nature et la destination de l'objet.

L'Arrangement de La Haye du 6 novembre 1925, regroupant un peu plus de 40 pays permet d'obtenir, grâce à une procédure unique et centralisée auprès de l'OMPI, une protection, dans plusieurs États, à moins d'un refus de protection notifié dans les six mois par les États qui prévoient un tel refus.

– la voie communautaire.

La directive communautaire 98/71/CE du 13 octobre 1998, qui a harmonisé les principales règles applicables aux dessins ou modèles enregistrés dans les États membres, marque une étape importante dans la construction d'une protection communautaire des dessins et modèles. Elle a été suivie d'un règlement communautaire adopté en décembre 2001, qui instaure un nouveau titre : le dessin ou modèle communautaire. Les dépôts de dessins et modèles communautaires sont reçus depuis janvier 2003 et les premiers enregistrements sont datés du 1er avril 2003.

22. Méthodologie des tableaux

Pour les brevets, les tableaux sont établis à partir de données de l'Inpi pour la voie nationale, de l'OEB pour la voie européenne et de l'OMPI pour la voie internationale. Pour la voie internationale, les désignations sont devenues automatiques depuis 2004, 100 % des demandes internationales désignent donc la France. En pratique, ces désignations seront confirmées ou non plus tard au cours de la procédure. Les domaines technologiques, pris en compte dans le tableau L.02-3, sont basés sur la Classification Internationale des Brevets (Cib) issue de la Convention européenne du 19 septembre 1954. Cette classification ne trouve pas de correspondance directe avec les nomenclatures usuelles, telles que la Naf, et est revue tous les cinq ans pour tenir compte des évolutions dans les techniques de pointe ; la dernière mise à jour date du 1er janvier 2000. De ce fait, les comparaisons avec d'autres indicateurs industriels sont à prendre avec précaution. La table de correspondance entre les Cib et les domaines technologiques ayant été révisée en 2002, le tableau L.02-3 a été modifié en conséquence, avec une mise à jour des répartitions depuis 1997.

Pour les marques, les tableaux présentent des données de publications. Elles ne prennent donc pas en compte les marques irrecevables avant publication.

Pour les dessins et modèles, les tableaux présentent des données de dessins et modèles déposés pour la voie nationale et des estimations du nombre de dessins et modèles enregistrés pour la voie internationale.

3 ○ Définitions

Brevets d'invention

Ils concernent :

– les produits nouveaux considérés, dans leur structure (ex. : réceptacle et pliage d'un coussin d'air), leur composition (ex. : une nouvelle molécule pharmaceutique), leur configuration fonctionnelle (ex. : une selle de bicyclette) ;

– les procédés nouveaux de fabrication (ex. : un procédé de moulage) remplissant par ailleurs les autres conditions prévues par la loi.

Le brevet n'est pas réservé aux grandes innovations. Il peut également s'appliquer à des réalisations relativement modestes (ex. : planche à voile, à roulettes et à skis), qui pour autant, n'en sont pas moins commercialement intéressantes.

Comptage fractionnaire

Pour la répartition « Résidants – Non résidants », les règles de comptage appliquées sont les suivantes :

– en cas de co-dépôt de plusieurs personnes physiques, une part fractionnaire du dépôt est attribuée à chacun des déposants ;

– en cas de co-dépôt de plusieurs personnes morales, une part fractionnaire du dépôt est attribuée à chacun des déposants ;

– en cas de co-dépôt entre au moins une personne physique et au moins une personne morale, le dépôt est compté comme un dépôt de personne morale.

Pour la répartition déposants résidants, déposants non-résidants, on applique en outre la règle suivante :

– en cas de co-dépôt entre au moins une personne physique et une personne morale, le dépôt est compté comme un dépôt de personne morale. On retient alors la résidence de(s) personne(s) morale(s) en attribuant une part fractionnaire du dépôt à chacun des pays de résidence.

Dessins et modèles

La protection des dessins et modèles s'applique à la forme ou à l'aspect extérieur donné à un produit industriel ou artisanal (ex. : une aile d'automobile).

Si la forme ou l'aspect sont inséparables de la fonction de l'objet, la protection ne relève que du brevet.

Enquête communautaire sur l'innovation (CIS4)

Cette quatrième enquête a été lancée conjointement dans l'ensemble des pays européens en 2005 ; elle porte sur la période 2002-2004 et concerne les entreprises de 10 salariés et plus (cf. tableau L.02-6). Conformément au règlement européen, l'enquête couvre la plupart des secteurs d'activité marchande non agricole. En France, elle a été conçue par l'ensemble des services statistiques compétents en matière de statistique auprès des entreprises : l'Insee, le Scees au ministère chargé de l'Agriculture, le SESP au ministère chargé de l'Équipement et des Transports, la Dep au ministère chargé de la Recherche et le Sessi au ministère de l'Industrie. Le Sessi a ensuite été responsable de sa réalisation pour l'ensemble du champ.

Manuel d'Oslo

Le Manuel d'Oslo est la principale source internationale de principes directeurs en matière de collecte et d'utilisation d'informations sur les activités d'innovation dans l'industrie.

La troisième édition 2005 tient compte des progrès réalisés dans la compréhension du processus de l'innovation et de son impact économique. Elle prend également en compte l'expérience acquise lors des dernières vagues d'enquêtes sur l'innovation dans les pays de l'OCDE ainsi que dans les pays non-membres. Pour la première fois, le Manuel analyse l'innovation non technologique (innovation organisationnelle et de marketing) et les liens entre les différents types d'innovation. Il contient en outre une annexe sur la mise en œuvre des enquêtes d'innovation dans les pays en voie de développement.

Marques de fabrique, de commerce ou de service

La marque est le signe quelconque (par exemple un nom, un logo, un dessin) qui permet à une entreprise de distinguer ses produits de ceux des autres entreprises. C'est le signe de ralliement de la clientèle.

Non-résidants

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège hors de France.

Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle a pour objet la protection des droits de propriété industrielle et des droits d'auteur.
Les principaux droits de propriété industrielle sont les brevets d'invention, les marques de fabrique, de commerce ou de service, et les dessins et modèles industriels.
Ces titres de propriété industrielle présentent toutefois le caractère commun de conférer un monopole d'exploitation (énergiquement sanctionné par l'action en contrefaçon) et de constituer, par là même, un atout irremplaçable dans la stratégie des entreprises.
Ce sont des armes défensives et offensives.
Pour tous ces titres de propriété, il existe trois voies de protection : nationale, européenne et internationale (PCT) pour les brevets ; nationale, communautaire et internationale pour les marques ainsi que pour les dessins et modèles.

Résidants en France

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France.

Voie nationale

Demande de protection visant le territoire français par la procédure nationale ; la procédure de délivrance ou d'enregistrement étant effectuée par l'Institut National de la Propriété Industrielle.

Voie communautaire

Depuis 1996, demande de protection des marques, dans les pays de l'Union européenne, auprès de l'Office d'Harmonisation du Marché Intérieur (OHMI). Depuis 2003, demande de protection des dessins et modèles, dans les pays de l'Union européenne, auprès de l'Office d'Harmonisation du Marché Intérieur (OHMI).

Voie européenne

Demande de protection en France par la procédure européenne de délivrance des brevets (Convention de Munich).

Voie internationale

Demande de protection en France par une autre voie internationale : Traité de Washington (PCT) pour les brevets, Arrangement de Madrid pour les marques, Arrangement de La Haye pour les dessins et modèles.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut National de la Propriété Industrielle.

Organisme :

– Institut National de la Propriété Industrielle.

Sites Internet :

– www.inpi.fr
– www.wipo.org
– www.european-patent-office.org
– http://oami.eu.int
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

– « Tableau de bord de l'innovation – 16e édition », novembre 2006.
– « Technologies clés 2010 », *Études sur l'industrie*, septembre 2006.
– « L'innovation entre 2002 et 2004 », Sessi, septembre 2006.
– « Un quart des entreprises innovent », Sessi, 4 pages, n° 222, août 2006.
– « Innovation : les nouveaux modes de financement », *Les cahiers Industries* n° 113, avril 2006.
– « Coopérer pour innover - Un partenariat privé-public souvent de proximité », Sessi, 4 pages, n° 212, septembre 2005.

Insee-Références :

– « Innovation et niveau technologique des entreprises industrielles françaises », *l'Économie française, comptes et dossiers*, édition 2006.

Économie et statistique :

– « Brevets et innovation », n° 380, septembre 2005.

Autres

– « L'économie de l'immatériel - La croissance de demain », rapport de la Commission sur l'économie de l'immatériel, *la Documentation Française*, M. Lévy, J. P. Jouyet, décembre 2006.
– « Tableau de bord européen de l'innovation », Commission européenne, 2006.
– Résultats détaillés de l'enquête communautaire sur l'innovation 2004 (CIS4).
– « Nantissement des brevets et croissance des innovations », *Revue d'économie politique*, n° 4, juillet-août 2006.
– « Stratégies d'innovation et d'internationalisation des entreprises industrielles françaises : un essai de modélisation », B. Haudeville, janvier 2006.
– « Pme – Innovation technologique et secteurs d'application », *Synthèse 2005*, Oséo, Anvar.
– « Manuel d'Oslo - Principes directeurs pour le recueil et l'interprétation des données sur l'innovation », OCDE, 3e édition, 2005.
– « La valeur de la protection des brevets français appréciée par leurs renouvellements », *Économie et prévision,* n° 168, 2005.

Législation :

– « Des brevets et des marques, une histoire de la propriété industrielle », A. Beltran, S. Chauveau, G. Galvez-Behuc, Fayard, 2001.
– « Le droit français de la propriété intellectuelle », Y. Marcellin, A. Bertrand (collab.), J.P. Martin (collab.), A. Michalland (collab.), Paris : Cedat, 1999.
– « Le droit de la propriété industrielle », A. Chavanne, J.J. Burst, Paris : Dalloz, 1998.
– « Traité des dessins et modèles », P. Greffe et F. Greffe - Paris : Litec, 1997.
– « Le droit des dessins et modèles », D. Cohen - Paris : Economica, 1997.
– « Le nouveau droit français des marques », par P. Mathély, J.J. Burst, Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1994.
– « Le nouveau droit français des brevets d'invention », par P. Mathély - Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1991.

Voir aussi le chapitre K.02 « Balance des paiements ».

TABLEAU L.02-1

Dépôts de demandes de brevets d'invention

Sources : Institut National de la Propriété Industrielle
Office européen des brevets
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Unité : Nombre

	1997	1999	2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Voie nationale (1)	**16 882**	**16 875**	**17 351**	**17 114**	**16 908**	**16 858**	**17 291**	**17 275**
Résidants	13 215	13 518	13 790	13 504	13 559	13 517	14 230	14 327
Non résidants	3 667	3 357	3 561	3 610	3 349	3 341	3 061	2 948
Voie européenne (2)	**72 834**	**89 319**	**100 706**	**110 112**	**106 325**	**166 855**	**123 775**	**128 679**
Résidants	5 091	6 180	6 791	6 804	6 853	7 431	8 079	8 034
Non résidants	67 743	83 139	93 915	103 308	99 472	159 424	115 696	120 645
Taux de désignation de la France (%) (3)	94,6	97,1	97,3	99,3	98,8	99,4	98,5	98,6
Voie internationale (4)	**57 064**	**76 358**	**93 240**	**108 227**	**110 391**	**115 201**	**122 640**	**135 602**
Résidants	2 674	3 551	4 138	4 707	5 089	5 171	5 184	5 737
Non résidants	54 390	72 807	89 102	103 520	105 302	110 030	117 456	129 865

(1) Répartition résidants/non résidants en comptage fractionnaire.
(2) Demandes euro-directes et euro-PCT (Patent Cooperation Treaty) entrées en phase régionale.
(3) En 2005, la France est désignée dans 98,6 % des demandes de brevets par la voie européenne, c'est-à-dire que 98,6 % des demandes européennes font l'objet d'une demande de protection sur le territoire français.
(4) Il s'agit du total des demandes effectuées par la voie internationale.

TABLEAU L.02-2

Origine des déposants de brevets par la voie nationale

Source : Institut National de la Propriété Industrielle (Inpi)

Unité : Nombre

	1997	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Déposants français	**13 215**	**13 518**	**13 790**	**13 506**	**13 559**	**13 517**	**14 230**	**14 327**
Personnes morales	9 592	10 291	10 371	10 034	9 941	10 242	11 001 *r*	11 319
Personnes physiques	3 623	3 227	3 419	3 470	3 618	3 275	3 229	3 008
Déposants étrangers	**3 667**	**3 357**	**3 561**	**3 610**	**3 349**	**3 341**	**3 061**	**2 948**
Personnes morales	3 306	2 987	3 177	3 252	3 014	3 029	2 794	2 671
Personnes physiques	361	370	384	358	335	312	267	277
dont : Allemagne	1 084	1 075	1 005	1 079	959	889	876	764
Japon	632	580	638	682	614	599	601	529
États-Unis	552	461	565	442	499	523	440	408
Taïwan	231	230	299	279	271	320	242	368
Suisse	176	201	151	153	163	142	167	159
République de Corée	224	135	124	109	116	147	155	140
Belgique	60	39	91	72	56	93	112	103
Italie	123	105	125	154	109	99	75	89
Espagne	82	77	89	89	89	89	50	76
Grande-Bretagne	96	96	50	63	86	71	37	40
Pays-Bas	165	122	155	186	96	56	26	14
Autres	242	236	269	302	291	313	280	258

TABLEAU L.02-3

Demandes de brevet déposées par la voie nationale selon le domaine technologique

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

Unité : Nombre

	1997	1999	2000	2001	2002	2003	*r* 2004	*r* 2005
Électronique-Électricité	**3 274**	**3 553**	**4 044**	**3 916**	**3 656**	**3 695**	**3 685**	**3 648**
Composants électriques, électrotechnique	1 232	1 261	1 321	1 191	1 128	1 066	1 194	1 125
Audiovisuel	434	405	482	457	430	472	437	384
Télécommunications	914	1 052	1 185	1 214	1 079	1 081	1 028	1 033
Informatique	476	596	824	822	758	803	743	786
Semi-conducteurs	218	239	232	232	261	273	283	320
Instrumentation	**2 175**	**1 998**	**2 023**	**2 000**	**2 024**	**1 984**	**2 150**	**2 134**
Optique	432	328	316	361	320	299	300	331
Analyse, mesure et contrôle	1 015	958	1 034	979	997	987	1 130	1 129
Ingénierie médicale	650	634	593	602	621	625	649	612
Techniques nucléaires	78	78	80	58	86	73	71	62
Chimie, matériaux	**1 336**	**1 303**	**1 266**	**1 175**	**1 132**	**1 072**	**1 136**	**966**
Chimie organique	468	469	403	401	381	358	382	311
Chimie macromoléculaire	249	243	270	209	199	206	187	153
Chimie de base	196	197	155	164	143	122	146	134
Traitement de surface	156	151	162	167	157	143	184	133
Matériaux, métallurgie	267	243	276	234	252	243	237	235
Pharmacie-biotechnologies	**708**	**851**	**896**	**942**	**925**	**865**	**896**	**831**
Biotechnologies	145	186	179	202	182	147	134	109
Pharmacie - cosmétiques	445	539	600	608	625	609	645	608
Produits agricoles et alimentaires	118	126	117	132	118	109	117	114
Procédés industriels	**2 495**	**2 559**	**2 344**	**2 261**	**2 237**	**2 251**	**2 132**	**2 175**
Procédés techniques	430	502	448	448	410	375	325	376
Manutention, imprimerie	1 051	1 074	990	906	901	905	850	852
Appareils agricoles et alimentation	463	384	364	348	371	367	335	359
Travail des matériaux	383	431	374	391	407	372	381	382
Environnement-Pollution	168	168	168	168	148	232	241	206
Machines, mécanique-Transport	**3 995**	**3 890**	**3 974**	**3 985**	**3 946**	**4 125**	**4 373**	**4 606**
Machines-outils	355	360	341	323	305	316	350	344
Moteurs, pompes, turbines	538	509	575	622	615	709	777	835
Procédés thermiques	316	278	293	234	278	235	283	296
Composants mécaniques	1 056	1 109	1 036	1 092	940	910	905	956
Transport	1 576	1 511	1 637	1 601	1 670	1 823	1 928	2 065
Spatial-Armement	154	123	92	113	138	132	130	110
Consommation des ménages-BTP	**2 605**	**2 395**	**2 566**	**2 516**	**2 692**	**2 568**	**2 552**	**2 416**
Équipements et produits de consommation	1 613	1 417	1 609	1 512	1 647	1 599	1 490	1 361
Bâtiment-Travaux publics	992	978	957	1 004	1 045	969	1 062	1 055
Demandes non classées	**301**	**325**	**238**	**319**	**296**	**298**	**367**	**499**
Total des demandes	**16 889**	**16 874**	**17 351**	**17 114**	**16 908**	**16 858**	**17 291**	**17 275**

TABLEAU L.02-4

Dépôts de marques (premiers dépôts et renouvellements)

Sources : Institut National de la Propriété Industrielle
OHMI (Office d'Harmonisation dans le Marché Intérieur)
OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle)

Unité : Nombre

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Voie nationale	**69 017**	**75 116**	**83 763**	**90 371**	**101 414**	**86 970**	**82 198**	**83 330**	**87 936**	**92 308**
Résidants en France	56 419	64 475	71 248	79 740	90 067	77 697	73 623	74 491	78 957	82 832
Non-résidants	12 598	10 641	12 515	10 631	11 347	9 273	8 575	8 839	8 979	9 476
Voie communautaire (1) (*r*)	///	**27 277**	**31 626**	**41 287**	**57 376**	**48 902**	**45 214**	**57 659**	**58 855**	**58 651**
dont : Résidants en France	///	1 898	2 161	2 735	3 402	3 171	3 411	4 122	4 372	4 228
Voie internationale (2)	**13 413**	**12 996**	**13 820**	**13 386**	**14 897**	**14 155**	**12 909**	**12 726**	**12 558**	**13 109**
Résidants en France	–	3	19	–	–	55	–	–	–	–
Non-résidants	13 413	12 993	13 801	13 386	14 897	14 100	12 909	–	–	–

(1) L'OHMI met régulièrement à jour les chiffres totaux mais pas les répartitions.
(2) Enregistrements et renouvellements désignant la France. L'OMPI publie des statistiques d'enregistrement et de renouvellements.

TABLEAU L.02-5

Dessins et modèles déposés

Sources : Institut National de la Propriété Industrielle
OHMI (Office d'Harmonisation dans le Marché Intérieur)
OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle)

Unité : Nombre

	1990	1995	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
Voie nationale	**25 295**	**36 636**	**62 197**	**56 580**	**60 749**	**63 760**	**62 739**	**69 279**	**67 510**
Résidants en France	23 050	33 969	58 284	51 880	56 552	59 771	61 006	68 258	66 054
Non-résidants	2 245	2 667	3 913	4 700	4 197	3 989	1 733	1 021	1 456
Voie communautaire	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**40 640**	**53 893**	**63 648**
dont : Résidants en France	...	...	...	...	...	...	2 813	4 541	5 076
Voie internationale	**11 400**	**12 985** *e*	**17 130** *e*	**18 895** *e*	**18 196** *e*	**18 537** *e*	**10 425** *e*	**5 903** *e*	**3 888** *e*
Résidants en France	1 490	1 881 *e*	2 453 *e*	2 832 *e*	3 079 *e*	2 732 *e*	1 691 *e*	895 *e*	576 *e*
Non-résidants	9 910	11 104 *e*	14 677 *e*	16 063 *e*	15 117 *e*	15 805 *e*	8 734 *e*	5 008 *e*	3 312 *e*

TABLEAU L.02-6

Entreprises innovantes entre 2002 et 2004 (1)

Source : Enquête Statistique publique, réalisation Sessi -CIS4 2004

Unité : % des entreprises

	(2) PPAOM	(3) PPA	Produits	Procédés	Produits nouveaux pour le marché	Organisation	Marketing	Part du chiffre d'affaires 2004 dégagé par les produits nouveaux pour le marché
Industrie	**55**	**39**	**25**	**29**	**16**	**36**	**16**	**8**
10 à 49 salariés	49	31	18	23	11	32	13	3
50 à 249 salariés	72	58	40	42	27	44	22	5
250 salariés ou plus	87	80	67	64	51	62	35	10
Construction	**39**	**16**	**5**	**15**	**2**	**34**	**10**	**1**
10 à 49 salariés	38	15	5	14	2	33	10	–
50 à 249 salariés	52	27	11	25	6	44	11	1
250 salariés ou plus	70	55	34	54	26	59	21	2
Commerce	**41**	**20**	**7**	**17**	**4**	**30**	**21**	**2**
10 à 49 salariés	39	18	6	16	3	28	20	1
50 à 249 salariés	51	31	12	26	8	36	28	1
250 salariés ou plus	65	46	20	41	13	47	43	3
Transports	**42**	**17**	**8**	**16**	**5**	**36**	**10**	**5**
10 à 49 salariés	38	12	5	11	3	34	7	1
50 à 249 salariés	52	33	17	30	10	41	18	3
250 salariés ou plus	75	58	34	52	21	55	34	7
Activités immobilières	**46**	**20**	**12**	**15**	**10**	**35**	**25**	**5**
10 à 49 salariés	43	17	11	12	11	33	25	2
50 à 249 salariés	54	34	12	31	6	42	22	10
250 salariés ou plus	69	37	19	33	11	61	34	2
Services aux entreprises	**53**	**27**	**17**	**21**	**11**	**41**	**20**	**8**
10 à 49 salariés	52	25	15	19	10	41	19	3
50 à 249 salariés	54	40	25	34	16	41	25	6
250 salariés ou plus	63	51	36	42	25	49	35	11
Services aux particuliers	**38**	**18**	**9**	**14**	**4**	**22**	**20**	**2**
10 à 49 salariés	36	17	8	13	4	21	19	1
50 à 249 salariés	49	34	16	27	8	31	23	4
250 salariés ou plus	73	53	30	47	21	60	51	2
Activités financières	**57**	**38**	**23**	**32**	**14**	**44**	**33**	**5**
10 à 49 salariés	48	28	13	23	9	35	24	–
50 à 249 salariés	71	51	31	44	15	54	41	2
250 salariés ou plus	84	69	57	60	39	71	66	6
TOTAL	**46(4)**	**25**	**13**	**20**	**8**	**34**	**18**	**5**
10 à 49 salariés	**43**	**21**	**10**	**17**	**6**	**32**	**16**	**2**
50 à 249 salariés	**59**	**42**	**25**	**34**	**16**	**41**	**23**	**3**
250 salariés ou plus	**76**	**63**	**46**	**53**	**33**	**57**	**38**	**7**

(1) Entreprises marchandes de 10 salariés ou plus.
(2) PPAOM : produits, procédés, activités d'innovation, organisation ou marketing.
(3) PPA : Produits, procédés ou activités d'innovation.
(4) Lecture : 46 % des entreprises étaient innovantes en PPAOM entre 2002 et 2004.

Chapitre M.01

Agriculture, Sylviculture et Pêche

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Exploitations agricoles selon leur superficie, leur orientation technico-économique et leur dimension économique.

2 Nombre et superficie des exploitations agricoles dans l'Union européenne (UE).

3 Actifs sur les exploitations selon leur statut.

4 Actifs familiaux selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation en 2005.

5 Utilisation du territoire et des terres arables.

6 Valeur vénale de certaines terres.

7 Acquisitions de gros matériels neufs agricoles.

8 Livraisons d'engrais.

9 Cheptel et production agricole de l'Union européenne en 2005.

10 Production de céréales et de cultures industrielles.

11 Production de vin.

12 Production de légumes frais et de fruits.

13 Cheptel (principales espèces) au 1er décembre.

14 Principales productions animales.

15 Compte spécifique de la branche « agriculture » : de la production au revenu d'entreprise agricole.

16 Nombre et superficie des exploitations selon leur taille - Départements d'outre-mer.

17 Utilisation du territoire et caractéristiques principales de l'agriculture - Départements d'outre-mer.

18 Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production.

19 Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricoles (Ipampa).

20 Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire.

21 Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires au 31 décembre.

22 Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires - Départements d'outre-mer.

23 Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national.

24 Production annuelle des pépinières particulières.

25 Production ligneuse de l'Office national des Forêts - Vente de bois en France.

26 Bilan de la matière bois en 2004.

27 Nombre et puissance des navires de pêche actifs métropolitains au 31 décembre.

28 Marins embarqués sur les navires immatriculés en métropole, par type de pêche.

29 Captures sur 15 ans pour quelques espèces importantes des pêches maritimes métropolitaines.

30 Production et commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture.

1

○ Présentation

Agriculture

En 2005, le compte provisoire français donne une évolution du résultat agricole net par actif en termes réels de - 6,5 %.

La baisse du résultat est imputable à la baisse de la valeur de la production : - 1,8 % hors subventions, dont - 4,1 % pour les productions végétales mais + 1,1 % pour les productions animales. Les récoltes 2005 s'avèrent moyennes après l'abondance de 2004. Pour autant, la hausse des prix payés aux producteurs (+ 2,4 %) ne suffit pas à compenser la baisse des volumes. L'importance des stocks pèse sur le marché, notamment pour les céréales et le vin.

La baisse de la production conjuguée à la hausse des consommations intermédiaires fait baisser fortement la valeur ajoutée brute. Nette de la consommation de capital fixe, la valeur ajoutée de la branche agricole chute (- 8,2 %). La hausse des subventions d'exploitation, qui comprennent les indemnisations pour la sécheresse 2005, atténue la baisse du résultat agricole net de la branche en valeur nominale (- 6,4 %). Comme l'emploi agricole total diminue (- 1,7 %, en équivalent temps plein), le résultat agricole net par actif diminue moins (- 4,8 %).

Forêt, bois

Les conséquences des tempêtes de décembre 1999 s'achèvent. Après le pic de 2000 et 2001, la récolte de bois commercialisée ne retrouve pas encore en 2004 son niveau des années d'avant tempête. Elle s'établit à 33,6 millions de m^3 (36,0 en 1999) se répartissant entre 19,9 millions de m^3 de grumes et 11,4 de bois d'industrie, le reste étant constitué de bois de feu.

Le volume de bois d'œuvre progresse de 0,2 % par rapport à 2003. L'augmentation porte surtout sur le mélèze (+ 19,9 %), les autres conifères (+ 11,6 %), les autres feuillus (+ 10,7 %) et le sapin-épicéa (+ 5,9 %). À l'inverse, le pin maritime (- 4,0 %), le peuplier (- 5,5 %), le châtaignier (- 8,3 %), le pin sylvestre (- 10,4 %) et le merisier (- 15,5 %) régressent. Le chêne (+ 1,8 %), le douglas (+ 1,2 %) et le hêtre (+ 0,7 %) évoluent peu. La récolte de bois de trituration augmente de 7,2 % par rapport à 2003 et dépasse légèrement son niveau de 1999. Les résineux (+ 10,0 %) progressent plus que les feuillus (+ 4,2 %). Le bois énergie commercialisé n'augmente que de 3,1 % mais la récolte de plaquettes de forêt progresse de 60,5 % et atteint 218 000 m^3, ce qui témoigne du développement rapide des chaufferies utilisant cette source d'énergie. La récolte de bois certifiés provenant de forêts gérées durablement connaît un développement rapide. Entre 2003 et 2004, le volume de bois rond certifié a été multiplié par 2,8. En 2004, il représente 21 % du volume récolté contre seulement 8 % en 2003 et 2 % en 2002.

La production de sciages en 2004 s'élève à 10 millions de m^3, ce qui place la France au cinquième rang de l'Union européenne, juste après l'Autriche. Elle remonte modestement de 2,4 % par rapport à 2003 et retrouve à peu près son niveau de 2002. Toutefois, les évolutions restent différenciées selon les produits. Les feuillus poursuivent leur descente (- 1,9 %) alors que les résineux se redressent (+ 3,7 %), poussés par une conjoncture favorable dans le secteur de la construction. Chez les feuillus, l'évolution la plus marquée concerne une nouvelle fois le hêtre (- 8,0 %) dont la demande s'effondre. Chez les conifères, la progression du sapin-épicéa (+ 7,9 %) compense la mauvaise posture du pin maritime (- 0,6 %), freiné par la situation difficile du massif landais. La production de sciages tropicaux continue à régresser alors que les bois sous rails et les merrains sont à peu près stables. La production de sciages certifiés provenant de forêt gérée durablement se développe rapidement. Entre 2003 et 2004, elle est multipliée par 2,5. En 2004, elle représente 9 % du volume produit contre seulement 4 % en 2003 et 2 % en 2002.

La balance extérieure de la France pour l'ensemble de la filière bois affiche un solde négatif de 4,7 milliards d'euros en 2005. Il se dégrade légèrement par rapport à l'année précédente, les importations (+ 2 %) progressant plus que les exportations (+ 1 %). Les principaux secteurs déficitaires restent les mêmes. Cependant, le déficit des pâtes et papiers se contracte à nouveau (1,8 milliard d'euros en 2005 après 1,9 en 2004). À l'inverse, celui des meubles et sièges en bois continue à se dégrader (1,8 milliard d'euros en 2005 après 1,5 en 2004). L'excédent du secteur des panneaux continue à progresser.

Les effets des tempêtes de 1999 sur le solde des bois bruts sont désormais passés : redevenu déficitaire en 2002, il se stabilise en 2005 à 26 millions d'euros. Bien que les importations de tropicaux soient stables, les exportations de bois bruts de pays ne progressent pas.

Pêche maritime

En 2005, le déficit du commerce extérieur des produits aquatiques s'accentue, il est de - 2,4 milliards d'euros. Cette accentuation fait suite à une période de stabilité de 2002 à 2004 où le déficit s'établissait à - 2,2 milliards d'euros.

On observe également une rupture dans l'évolution des volumes échangés. En effet, entre 2004 et 2005 les importations continuent d'augmenter (+ 2,8 %) tandis que les exportations diminuent (- 7,7 %). En 2005, les espèces dont les importations sont nettement supérieures aux exportations en valeur sont le saumon, la crevette, la morue (appelée également cabillaud), la coquille Saint-Jacques et le thon.

La fixation de taux maximum de captures pour certaines espèces, destinée à contrôler la ressource en vue d'une pêche durable, a fortement encadré les pratiques de pêche au cours des 15 dernières années. En 2005, la diminution des captures est particulièrement importante pour certaines espèces comme le merlan bleu et l'anchois commun. À l'inverse, sur la même période, on observe un accroissement des captures de coquille Saint-Jacques et de sardine commune par exemple.

La réduction de la flotte métropolitaine et de sa puissance se poursuit à un rythme relativement modéré au cours des années récentes. (- 2,1 % par an en moyenne au cours des 10 dernières années) entraînant une baisse du nombre des marins embarqués (- 1,4 % par an en moyenne sur la même période).

2

○ Méthodologie

AGRICULTURE

Enquêtes

Une grande partie des tableaux de ce chapitre est extraite de la « Statistique agricole annuelle (SAA) » publiée par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques). Cette SAA est un document de synthèse réalisé à partir d'états établis en début d'année par les services statistiques des directions départementales de l'Agriculture et de la Forêt, pour l'année civile précédente.

Ceux-ci disposent, d'une part, de différentes sources de renseignements traditionnellement utilisées : évaluations des correspondants et experts agricoles, données chiffrées fournies par les organismes administratifs ou techniques professionnels, et d'autre part, de résultats d'investigations statistiques : notamment les enquêtes par sondage sur la structure des cheptels bovin, caprin, porcin et ovin, sur la structure des vergers, sur la production des terres labourables. L'enquête dite « Utilisation du territoire », réalisée par contrôle au sol de points d'observation matérialisés sur un échantillon de photos aériennes, donne des informations dans tous les départements sur la destination des sols, qu'ils soient à usage agricole ou non agricole.

La plupart de ces enquêtes couvrent l'ensemble du territoire métropolitain.

Périodiquement sont réalisés des recensements ou des enquêtes par sondage sur la structure des exploitations ; recensements en 1970, 1979 et 1988 puis en 2000, enquêtes par sondage au 1/10 environ en 1981, 1983, 1985, 1987, 1990, 1993, 1995, 1997 et 2003.

Recensements et enquêtes de structure donnent toute une série de renseignements sur :

– l'utilisation du sol, les cultures, le mode de faire-valoir ;
– le cheptel ;

– le matériel ;
– les personnes vivant et / ou travaillant sur l'exploitation ;
– l'existence de comptabilité, d'activités de diversification, etc.

Aucun renseignement n'est relevé en termes monétaires.

Le caractère exhaustif des recensements permet d'assurer la diffusion des principales données au niveau géographique le plus fin, canton ou région agricole voire commune.

Structure des exploitations (France et CE)

Des règlements successifs assurent la cohérence des concepts utilisés dans la communauté européenne, l'harmonisation des nomenclatures et les périodes de réalisation des enquêtes dans chaque pays membre.

Certains résultats des enquêtes de structure sont publiés dans la classification européenne des exploitations agricoles. La procédure générale consiste à valoriser chaque rubrique de surface ou de cheptel d'une exploitation par un coefficient de valeur standard s'appuyant sur le concept de marge brute. On calcule ainsi une valeur globale dont l'importance caractérise la dimension de l'exploitation (taille exprimée en MBS [1]). La structure au regard des différents pôles de spéculation agricoles permet de déterminer l'orientation principale de l'exploitation en fonction d'une grille de classification définie a priori, l'orientation technico-économique des exploitations agricoles (Otex).

Moyens de production

Actifs agricoles

Les effectifs des actifs familiaux et des salariés permanents non familiaux sont tirés des enquêtes et recensements du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees). Il s'agit, dans ce cas, de toutes les personnes ayant travaillé de manière régulière sur une exploitation agricole, quelle que soit par ailleurs leur catégorie socioprofessionnelle.

Répartition des terres selon l'utilisation

Les données portant sur la répartition du territoire selon l'utilisation qui en est faite et la répartition des terres arables selon les cultures, sont issues de la « Statistique agricole annuelle », document établi chaque année par les services départementaux de statistique agricole.

Valeur des terres agricoles

La valeur vénale des terres agricoles est obtenue annuellement par une enquête « à dire d'experts » réalisée par les services statistiques des directions départementales du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et exploitée par le Service central des enquêtes et études statistiques. Les résultats complets par petite région agricole, accompagnés de commentaires détaillés par département, paraissent dans Chiffres et données Agriculture.

Production végétale

Les données portant sur les productions végétales sont issues de la statistique agricole annuelle. Le concept de production est celui de production récoltée, le rendement qui sert à calculer cette production est dit « en récolte », il exclut :
– les pertes sur le champ ;
– les pertes en cours de transfert jusqu'à la ferme ;
– les parties de produits inutilisables ;
– les produits fatals.

Production animale (France et CE)

La production de viande (production indigène brute ou PIB) est évaluée sur le plan national à partir des abattages contrôlés, redressés pour tenir compte des animaux non contrôlés, auxquels on ajoute le solde du commerce extérieur net d'animaux de boucherie vivants.

Comptes de l'agriculture

Les comptes de l'agriculture sont évalués selon les méthodes définies pour la base 2000. Les comptes des années écoulées antérieures à n - 3 sont définitifs.

Ces résultats concernent l'agriculture au sens strict et non pas l'ensemble « agriculture - sylviculture - pêche », le plus souvent présenté dans les comptes nationaux.

Départements d'outre-mer

Bien que s'inspirant des travaux métropolitains, les concepts et définitions ont été adaptés au contexte particulier de ces départements.

Indices

Indice des prix des produits agricoles à la production [Ippap] (base 100 en 2000)

L'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) base 100 en 2000 a pris la suite de l'indice base 100 en 1995.

Cet indice permet de mesurer l'évolution des prix perçus par les agriculteurs en contrepartie des produits qu'ils livrent. Il est utilisé par les conjoncturistes et par les comptables nationaux. La méthodologie de l'Ippap est harmonisée au plan européen par le groupe « Statistiques des prix agricoles » d'Eurostat.

• ***Les sources d'information***

L'indice est élaboré à partir de l'observation des prix de marché relevés si possible au stade de la production. Les principales sources d'information utilisées sont :
– le ministère de l'Agriculture et de la Pêche :
Service central des enquêtes et des études statistiques (Scees) ;
Service des nouvelles des marchés (SNM).
– les Offices :
office des grandes cultures ;
office de l'élevage ;
office des vins, des fruits et légumes et de l'horticulture.
– les organisations interprofessionnelles.

• ***Formule de calcul***

L'Ippap est un indice de Laspeyres. On constitue pour chaque poste un échantillon composé de séries représentatives selon certains critères (géographiques, qualitatifs...). L'indice mensuel d'un poste élémentaire est le quotient du prix moyen calculé chaque mois sur cet échantillon, avec celui de l'année de base. Le prix moyen de l'année de base est une moyenne arithmétique pondérée par les quantités produites. De même, l'indice d'un regroupement est la moyenne arithmétique des indices des postes et des regroupements qui en font partie, pondérés par la valeur des productions de l'année de base.

• ***Structure de l'indice***

Les pondérations relatives aux produits livrés par les agriculteurs entrant dans le champ de l'indice ont été actualisées à partir des comptes économiques de l'agriculture de 2000 établis par l'Insee. Ces pondérations sont représentatives des livraisons des agriculteurs. Les changements ont lieu tous les cinq ans.

Indice des prix d'achat des moyens de production agricole [Ipampa] (base 100 en 2000)

L'Ipampa permet de suivre l'évolution des prix des biens et services utilisés par les exploitants dans le cadre de leur activité agricole. La méthodologie de l'indice base 2000 est identique à celle de la base 1995. Cependant, les pondérations pour les séries de produits entrant dans le champ de l'indice ont été recalculées à partir des comptes économiques de l'agriculture de 2000 établis par l'Insee. Ces pondérations sont représentatives des consommations réelles de l'activité agricole.

L'indice est composé de 2 parties :
– l'indice des prix des consommations intermédiaires de l'agriculture (IPCIA) ;
– l'indice des prix des biens d'investissement de l'agriculture (IPBIA).

Il est calculé à partir d'une enquête réalisée par le Scees dans les domaines des engrais, des aliments pour animaux, des produits phytosanitaires, des semences, des dépenses vétérinaires et du petit matériel, et à partir d'indicateurs divers pour les autres biens et services. L'enquête du Scees relève les prix de 4 500 articles auprès de 250 points de vente chaque mois.

Le champ de l'enquête correspond aux prix de vente des produits effectués vers le secteur agricole. S'agissant d'un indice destiné à mesurer l'évolution des coûts des intrants, il s'adresse

[1] Marge brute standard.

pour l'essentiel aux professionnels de l'agriculture travaillant sur des exploitations agricoles.

FORÊT BOIS

Répartition de la superficie forestière

Les résultats de l'enquête annuelle sur l'utilisation du territoire servent de base aux évaluations de la superficie forestière du présent chapitre. Entre 1991 et 1992, des contraintes techniques ont imposé au Scees un changement d'échantillon et donc une rupture de série. Dans la nouvelle série la rubrique feuillus en voie d'enrésinement, posant des problèmes de classement, a été supprimée.

– les bois et forêts proprement dits sont répartis en trois catégories : feuillus, conifères et mixtes (mélange feuillus et conifères).

– les surfaces boisées hors forêt comprennent les bosquets de moins de 0,5 hectare, les arbres épars, les haies boisées et les arbres d'alignement hors peupliers.

– les peupleraies sont constituées de peupliers cultivés qu'ils soient associés ou non avec une culture agricole. Les peupliers en alignement sont inclus dans cette catégorie.

La propriété forestière se classe en deux groupes selon qu'elle relève ou non du régime forestier. En dehors du régime forestier proprement dit (forêts gérées par l'Office national des forêts), il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées. Le plus connu est le Plan simple de gestion applicable à toutes les propriétés forestières privées de plus de 25 hectares d'un seul tenant. Celles-ci sont au nombre de 33 556 et couvrent une surface de 3,43 millions d'hectares soit 31 % de la surface boisée privée au 31 décembre 2005.

De nombreuses informations sur la structure de la forêt privée et son mode de gestion sont données par l'enquête sur la structure de la propriété forestière privée (SPF) réalisée en 1999.

L'inventaire forestier national (IFN) renseigne sur la répartition par essence, par type de peuplement et par type de forêt. Il renseigne aussi sur la ressource, quantité de bois disponible, et sur la production biologique des forêts. Cet inventaire est permanent, chaque département est visité tous les 10 à 12 ans. À partir de 2005, tous les départements sont visités annuellement sur des échantillons réduits.

Récolte de bois

Aucune statistique d'ensemble n'existe sur les ventes de bois sur pied, qui constituent la production de la branche « sylviculture ». On trouvera toutefois, dans ce chapitre, un état des ventes de bois réalisées par l'Office national des forêts pour l'ensemble des départements métropolitains. Les volumes indiqués sont le résultat d'une estimation sur pied et sur écorce qui entraîne une erreur difficilement appréciable sur le volume global, et sur la répartition en catégories de produits.

La récolte de bois commercialisée par les exploitants forestiers est connue grâce à l'enquête annuelle de branche « exploitation forestière » réalisée par le Scees. La récolte autoconsommée de bois de feu n'est pas appréhendée par cette enquête. Elle est estimée en 2004 (moyenne annuelle sur la période quinquennale 1998-2002) à 18,4 millions de m^3 (r). L'estimation est réalisée par comparaison d'inventaires successifs de l'Inventaire forestier national.

L'accroissement courant annuel des forêts, qui se trouve à l'origine de cette production (sans qu'en aucune façon il puisse lui être assimilé), est appréhendé par l'Inventaire forestier national, dans tous les départements.

Bilan de la matière bois

Le bilan de la matière bois constitue une tentative de confrontation entre la récolte française de bois brut (à la sortie de la forêt) et les échanges extérieurs de bois bruts et de produits dérivés du bois brut, en vue d'évaluer la consommation apparente de cette matière.

Quelques remarques sont nécessaires afin de préciser les limites d'un tel essai et de mettre en garde contre une interprétation trop littérale :

– la récolte est évaluée par l'enquête annuelle de branche « exploitation forestière » [en mètre cubes de bois ronds : m^3 (r)]. Elle n'inclut pas l'autoconsommation de bois de feu qui ne fait pas l'objet d'une estimation annuelle.

– le mode de calcul en équivalent bois rond, qui revient à introduire, surtout pour les bois transformés, des importations et des exportations fictives non négligeables de déchets, interdit d'inclure dans ce bilan les échanges extérieurs réels de déchets de scieries notamment, destinés principalement aux usines de trituration, pour lesquels notre balance du commerce extérieur est excédentaire.

– il n'est pas tenu compte des variations de stocks aux différents stades de la transformation.

PÊCHE

Cette partie correspond à une partie du champ couvert par les numéros 05.0A et 05.0C de la nomenclature d'activités (Naf).

La flotte des navires de pêche est administrativement répertoriée suivant deux types de classification :

– une classification « immatriculation » qui prend en compte l'ensemble des navires de pêche qui sont inscrits au fichier central des immatriculations du département des systèmes d'information de la direction des Affaires maritimes et des gens de mer ;

– une classification « armement » qui regroupe tous les navires qui sont effectivement en activité.

La situation de l'emploi des marins correspond au nombre de marins embarqués pendant au moins 1 jour au cours de l'année sur les navires de pêche immatriculés en métropole.

Les données sur les captures et la production sont issues du rapprochement de deux sources administratives : les notes de ventes et les journaux de bord (ou fiches de pêche).

Les quantités pêchées étant souvent débarquées après avoir été vidées, éviscérées, filetées, etc. à bord des bateaux de pêche, les données portant sur la production de pêche sont en poids présenté (tableau M.01-30).

Les captures sont exprimées en poids vif (tableau M.01-29).

Les données relatives au commerce extérieur, issues des fichiers administratifs de la Douane, sont exprimées en poids présenté.

3 ○ Définitions

Type de pêche

Un navire de pêche est armé soit :

– à la grande pêche : navire > 1000 TJ.B [1] ou navire > 150 TJ.B s'il s'absente plus de 20 jours du port d'exploitation ou de ravitaillement [2].

– à la pêche au large : absence > 96 h [3].

– à la pêche côtière : 24 h < absence du port ≤ 96 h.

– à la petite pêche : absence du port ≤ 24 h.

Artisans ruraux

Chefs d'entreprises immatriculés au Répertoire des métiers, travaillant en milieu rural et consacrant la majeure partie de leur activité à la satisfaction des besoins de l'agriculture.

Bois rond

Tout bois abattu et façonné - grume, bille, rondin ou bûche - avant la première transformation industrielle.

Concours publics à l'agriculture

Il s'agit de l'ensemble des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture :

– dépenses inscrites au budget général (budget du ministère de l'Agriculture et de la Pêche), certaines parties du budget des charges communes et du budget des services généraux du Premier ministre ;

---

[1] TJ.B : Tonneau de jauge brute.

[2] Si le navire s'absente plus de 20 jours du port d'exploitation ou de ravitaillement, ce dernier port étant situé à plus de 20 jours du port d'armement, la navigation accomplie pour assurer la conduite à destination ou en provenance du port d'armement est considérée comme navigation de grande pêche.

[3] Lorsque cette navigation ne répond pas à la définition de la grande pêche.

– dépenses de l'État non inscrites au budget général : comptes spéciaux du Trésor (fonds national de développement des adductions d'eau) ; budget annexe des prestations sociales agricoles sans les cotisations professionnelles, versements de ressources propres à la CE.

Exploitation agricole

Dans le recensement agricole, l'exploitation agricole est définie comme une unité de production remplissant les trois critères suivants :
– produire des produits agricoles ;
– avoir une gestion courante indépendante ;
– atteindre un certain seuil en superficie, en production ou en nombre d'animaux.
Ce seuil a été défini de la façon suivante :
– une superficie agricole utilisée au moins égale à un hectare ;
– ou une superficie en cultures spécialisées au moins égale à 20 ares ;
– ou une activité suffisante de production agricole, estimée en cheptel, surface cultivée ou volume de production.

Filière bois

Elle peut être définie comme l'ensemble des activités économiques transformant du bois en produits plus ou moins élaborés. Parmi ces activités, quatre nous intéressent plus particulièrement :
– la sylviculture, ensemble des actions effectuées afin de produire du bois sur pied (non abattu) Naf 02.0A ;
– l'exploitation forestière, ensemble des opérations de récolte conduisant à la production de bois brut sous forme de grumes, rondins ou éventuellement de plaquettes (Naf 02.0B) ;
– la scierie, fournissant des bois sciés, rabotés, poncés ou imprégnés, des déchets (délignures, sciures,...) commercialisés ou utilisés dans l'entreprise et des lames pour parquets et lambris, moulures et baguettes (Naf 20.1A : sciage et rabotage du bois et 20.1B : imprégnation du bois) ; on y ajoute par commodité la fabrication de merrains (Naf 20.4Z) et de panneaux pour parquets mosaïques ou contrecollés en bois (Naf 20.3Z) ;
– la carbonisation hors usine fixe, qui se pratique en forêt et fournit du charbon de bois (la carbonisation en usine fixe relève de la Naf 24.1G).

Régime forestier

C'est l'ensemble des règles de gestion définies par le Code forestier et mises en oeuvre par l'Office national des forêts. Il est applicable aux forêts appartenant à l'État, aux collectivités locales (régions, départements, communes et sections de communes) ou à des établissements publics et d'utilité publique. Par ailleurs, il concerne un certain nombre de terrains non boisés tels que les périmètres de restauration de terrains en montagne ou les zones de dunes du littoral (Aquitaine, Charente-Maritime et Vendée, Nord–Pas-de-Calais).

Remembrement

Le remembrement (article L 123-1 du Code rural) est un des moyens de l'aménagement foncier. S'appliquant aux propriétés rurales non bâties, il se traduit par une nouvelle distribution des parcelles morcelées et dispersées.
Son but principal est d'améliorer l'exploitation agricole des biens qui y sont soumis par la constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées.
Il doit également avoir pour objet l'aménagement rural du périmètre dans lequel il est mis en oeuvre.
Les opérations de remembrement sont conduites par une commission communale d'aménagement foncier instituée par arrêté du préfet après que des propriétaires ou des exploitants ou des services intéressés aient signalé l'utilité d'un aménagement foncier.
Lorsque la construction d'une autoroute ou d'un grand ouvrage public est envisagée, les préfets des départements intéressés constituent d'office, dans chaque commune concernée, la commission communale d'aménagement foncier, laquelle se prononce sur l'opportunité de procéder ou non à des opérations de remembrement.

Surface boisée

Est considéré comme boisé tout terrain d'au moins 5 ares, peuplé par des espèces forestières susceptibles d'atteindre à l'âge adulte une hauteur de 5 m ou plus, où le taux de couvert des arbres est au moins de 10 %. Lorsqu'il s'agit de jeunes peuplements dont le couvert est inférieur à 10 %, ils doivent comporter au moins 500 tiges d'avenir par hectare ou, dans le cas de plantations à grand espacement, 300 plants par hectare. Ces surfaces sont réparties en bois et forêts proprement dits (50 ares ou plus) et bosquets (5 ares à 50 ares). Ces derniers avec les haies boisées, les arbres d'alignements et les arbres épars (arbres isolés ou bouquets de moins de 5 ares) constituent les surfaces boisées hors forêt. Les peupliers dont la culture se rapproche plus d'une production agricole, bien que classés à part, participent à la superficie boisée.

4

❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Organismes :

– Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :
  - Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) ;
  - Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) ;
  - Direction générale de la forêt et des affaires rurales (DGFAR) ;
– Office national des Forêts (ONF) ;
– Inventaire forestier national (IFN) ;
– Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (Ofimer, ex FIOM) ;
– Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer :
  - Département des systèmes d'information des Affaires maritimes de Saint-Malo (DSI) ;
– Insee.

Sites Internet :

– www.agriculture.gouv.fr
– www.diact.gouv.fr
– www.indices.insee.fr
– www.insee.fr
– www.agreste.agriculture.gouv.fr
– www.mer.equipement.gouv.fr
– www.statistique.publique.fr
– epp.eurostat.ec.europa.eu

Publications :

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques) sous le nom générique Agreste, la statistique agricole

Agreste Primeur : les premiers résultats des enquêtes en 4 pages ;
Agreste Cahiers : études portant sur l'ensemble du monde rural (4 numéros simples par an et plusieurs numéros hors série) ;
Agreste Chiffres et Données Agriculture : résultats détaillés des enquêtes agricoles ;
Agreste Conjoncture La note : chaque mois, une analyse approfondie de conjoncture générale (productions végétales et animales, coûts de production, IAA) ;
Agreste Conjoncture Le bulletin : un bulletin mensuel de statistiques qui complète Agreste Conjoncture La note, avec plus de 3 000 séries sur la production, les prix, les indices, les IAA ;
Agreste Conjoncture : séries de publications spécialisées, traitées en 4 pages, adaptées à chaque domaine :
Grandes cultures (mensuel sauf janvier et mars) ;
Légumes (mensuel) ;
Fruits (mensuel de mai à novembre) ;
Viticulture (mensuel de juillet à novembre) ;
Productions animales (apériodique 10 numéros par an) ;
Lait et produits laitiers (mensuel) ;
Aviculture (mensuel) ;

Commerce extérieur bois et dérivés (trimestriel) ;
Animaux hebdo (hebdomadaire avec un supplément mensuel) ;
Agreste GraphAgri : Chaque volume présente, au travers d'une succession de thèmes, l'essentiel des informations : analyse, derniers chiffres disponibles, graphiques et cartes (Agreste GraphAgri France (annuel), Agreste GraphAgri Europe (apériodique), Agreste GraphAgri Régions (apériodique), Agreste GraphAgri Bois : dernière parution « La forêt et les industries du bois en 2006 ») ;
Agreste « nom de la région » : 4 pages et brochures ;
Agreste Numérique ;
Recensement agricole 2000 :
La Fiche comparative : une centaine de données pour chaque commune, avec, à titre de comparaison, les résultats correspondants des deux recensements précédents : 1979 et 1988 ;
L'essentiel : 25 tableaux portant sur l'ensemble des exploitations et sur les exploitations professionnelles, par canton, département et région ;
L'inventaire : 1 600 données concernant l'ensemble des exploitations et les exploitations professionnelles par canton, département et région ;
Les produits spécifiques viticulture : une fiche et 10 tableaux spécifiques, par canton, département et région ;
– *Statistique agricole annuelle*, séries de 1989 à 2004 : 850 variables par département et par année (territoire, productions végétales et animales) ;
– Structure des exploitations agricoles en 1990, 1993, 1995, 1997 et 2003 ;
– Base de données Datagreste :
– Banque de données individuelles (BDI) permettant d'obtenir des tableaux statistiques à la demande ;
– Banque de données agrégées (BDA), avec plus de 600 000 séries chronologiques, dont certaines remontent à 1968.

Publications Agreste sous timbre multiple

Scees-Insee :
Inventaire communal de 1998 :
Communoscopes, Cartovisions
– pour chaque département, 100 cartes thématiques et des résultats chiffrés à divers niveaux géographiques ;
– 9 pages de tableaux par commune ;
– 2 pages par chef-lieu de canton ;
– 6 indicateurs synthétiques pour chacune des communes du département ;
– des comparaisons entre 1988 et 1998 par canton, arrondissement et petite région agricole.
Disponibles sur Cédéroms :
– 1 cédérom pour chaque région ;
– une collection de cédéroms France entière.
Scees-Insee-Inra : *résultats du réseau d'information comptable agricole (Rica).*
Scees-FNIE : *les livraisons d'engrais en France.*
Scees-Onic-Oniol : *les aides Pac aux surfaces.*

Insee

Insee-Méthodes :
– « Les prix agricoles, observation et mesure. L'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), méthodologie de la base 2000 », n° 114 (n° 114a pour la version anglaise), mars 2006.
Insee-Comptes nationaux :
– « L'agriculture en 2005 : rapports présentés à la commission des comptes de l'agriculture de la Nation le 26 juin 2006 », août 2006.
Insee-Références :
– « Agriculture », à paraître.
Insee-Première :
– « Les comptes prévisionnels de l'agriculture en 2006 », à paraître ;
– « L'agriculture en 2005 en Europe et en France », n° 1085, juin 2006 ;
– « Revenu des foyers d'agriculteurs - La pluri-activité se développe », n° 1068, février 2006 ;
– « Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2005 - Repli des récoltes, baisse du revenu », n° 1053, décembre 2005 ;
– « Disparités du revenu dans l'agriculture - Outre la spécialisation, avantage à la taille et à l'intensification », n° 1049, novembre 2005 ;
– « L'agriculture en 2004 en France et dans l'Europe élargie - Abondance des récoltes », n° 1026, juin 2005.

Autres

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (Sessi) et Scees :
– « Le bois en chiffres », (édition 2006).
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Direction générale de la Forêt et des Affaires rurales / Inventaire forestier national : « Les indicateurs de gestion durable des forêts françaises 2005 ».
Office national des forêts :
– *Rapport annuel de développement durable*.
Inventaire forestier national :
– *Rapport annuel d'activité ;*
– *Atlas forestier de la France* : Nord-Est (1991), Sud-Est (1992), Sud-Ouest (1994) et Nord-Ouest (1998).
– *Statistiques en bref agriculture et pêche, Eurostat :*
– Fishery statistics -Data 1990-2005 ;
– Agricultural statistics- Data 1995-2004.
– « Bilan annuel de production des pêches et de l'aquaculture », DPMA et Ofimer.
– « Le commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture », Ofimer (annuel).
Direction générale de l'agriculture et du Développement rural :
– « L'agriculture dans l'Union européenne : informations statistiques et économiques », commission européenne, 2005.
Revue Forestière française :
– « L'entrée en vigueur du protocole de Kyoto le 16 février 2005 : quelles implications pour les forêts françaises ? », n° 6/2005 ;
– « Le bois dans son futur », numéro spécial 2004.

TABLEAU M.01-1

Exploitations agricoles selon leur superficie, leur orientation technico-économique et leur dimension économique (1)

Unités : SAU : Millier d'hectares
Exploitations : Millier

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

	Nombre d'exploitations					(2) SAU	
	1979	1995	1997	*r* 2000	2005	2000	2005
Classe de superficie							
Moins de 10 ha	...	270	244	254	181	805	608
10 à moins de 35 ha	...	189	163	147	114	3 099	2 417
35 à moins de 50 ha	...	77	71	62	50	2 622	2 114
50 à moins de 100 ha	...	128	126	122	113	8 652	8 083
100 ha ou plus	...	70	76	79	87	12 600	14 248
Ensemble	**...**	**735**	**680**	**664**	**545**	**27 778**	**27 470**
Dont : Exploitations professionnelles (3)	...	...	...	394	347	25 513	25 345
Orientation technico-économique							
1 Grandes cultures (4)	160	140	137	135	122	9 540	9 667
2 Maraîchage et horticulture (5)	30	21	19	16	13	83	84
37 Vins d'appellation	68	54	51	59	51	705	702
38 Autre viticulture	76	33	30	33	26	398	410
39 Fruits et autres cultures permanentes	42	26	24	25	21	323	298
41 Bovins lait	250	85	75	75	61	4 118	3 921
42 Bovins viande	81	86	79	77	66	3 519	3 640
43 Bovins lait et viande	48	21	19	13	9	980	846
44 Ovins, caprins et autres herbivores	116	92	84	82	64	2 022	1 951
50 Granivores	16	13	12	13	12	195	232
60 Polyculture	107	43	38	31	21	850	735
71 Polyélevage à orientation herbivores	93	32	29	24	15	614	534
72 Polyélevage à orientation granivores	21	10	10	10	8	344	365
81 Grandes cultures et herbivores	117	55	52	46	39	3 640	3 639
82 Autres combinaisons cultures-élevages	39	23	21	25	17	447	446
Total	**1 263**	**735**	**680**	**664**	**545**	**27 778**	**27 470**
Classe de dimension économique en UDE (6)							
Moins de 4	...	...	...	169	117	648	512
4 à moins de 8	...	...	...	56	41	574	456
8 à moins de 16	...	...	...	63	49	1 179	1 022
16 à moins de 40	...	...	...	134	107	5 110	4 375
40 à moins de 100	...	...	...	169	152	11 530	11 149
100 ou plus	...	...	...	73	79	8 737	9 956
Ensemble	**...**	**...**	**...**	**664**	**545**	**27 778**	**27 470**

(1) Voir méthodologie en début de chapitre.
(2) Surface agricole utilisée.
(3) Les exploitations professionnelles sont celles dont la dimension économique est au moins égale à 8 UDE (12 hectares - équivalent de blé) et pour lesquelles le travail total fourni équivaut à celui d'une personne occupée au moins à trois quarts de temps.
(4) Ce poste regroupe les niveaux 13 et 14 soit les "céréales et oléoprotéagineux" et les "cultures générales".
(5) Ce poste regroupe les niveaux 28 et 29.
(6) UDE : Unité de Dimension Européenne.

TABLEAU M.01-2

Nombre et superficie des exploitations agricoles (1) dans l'Union européenne (UE)

Source : Eurostat (Données nationales harmonisées)

Pays	(1) Nombre d'exploitations agricoles (milliers)					Surface agricole utilisée (milliers d'hectares)				
	1985	1990	1995	2000	2005	1985	1990	1995	2000	2005
Allemagne (2)	740,5	653,6	566,9	472,0	390,0	11 844,0	17 048,1	17 156,9	17 151,6	17 035,0
Autriche	...	278,0	221,8	199,5	171,0	...	3 458,1	3 425,1	3 388,2	3 266,0
Belgique	97,8	85,0	71,0	61,7	50,6	1 381,2	1 344,5	1 354,4	1 393,8	1 385,6
Danemark	92,4	81,3	68,8	57,8	47,9	2 834,6	2 779,0	2 726,6	2 644,6	2 589,8
Espagne	...	1 593,6	1 277,6	1 287,4	...	...	24 531,1	25 230,3	26 158,4	...
Finlande	200,5	199,4	100,9	81,2	70,3	2 552,0	2 666,5	2 191,7	2 218,4	2 263,6
France	**1 056,9**	**923,6**	**734,8**	**663,8**	**...**	**28 486,8**	**28 186,2**	**28 267,2**	**27 856,3**	**...**
Grèce	951,6	850,1	802,4	817,1	...	4 116,3	3 661,2	3 578,2	3 583,2	...
Irlande	220,2	170,6	153,4	141,5	132,6	4 995,6	4 441,8	4 324,5	4 444,0	4 219,4
Italie	2 801,1	2 664,6	2 482,1	2 153,7	...	15 600,7	14 946,7	14 685,5	13 062,3	...
Luxembourg	4,4	4,0	3,2	2,8	2,4	126,1	126,5	126,9	127,5	129,1
Pays-Bas	135,9	124,8	113,2	101,6	82,0	2 026,2	2 011,4	1 998,9	2 027,8	1 958,0
Portugal	...	598,7	450,6	416,0	322,6	...	4 005,6	3 924,6	2 863,1	3 679,6
Royaume-Uni	258,5	243,1	234,5	233,3	248,4	16 829,8	16 498,5	16 446,6	15 798,5	15 894,3
Suède	109,0	96,6	88,8	81,4	75,0	3 508,0	3 489,0	3 059,7	3 073,2	3 192,5
Europe des 15	**...**	**8 567,0**	**7 370,0**	**6 770,8**	**...**	**...**	**129 194,2**	**128 497,1**	**125 790,9**	**...**
Chypre	...	...	...	...	45,0	...	141,5	134,4	...	152,0
Estonie	...	...	...	551,0	27,7	...	1 357,8	990,8	986,3	828,9
Hongrie	...	...	...	...	662,4	...	6 473,1	6 179,3	...	4 266,6
Lettonie	...	...	...	140,8	128,1	...	2 539,6	2 540,3	1 432,7	1 701,7
Lituanie	...	...	...	...	252,9	...	3 513,5	3 506,8	...	2 792,0
Malte	...	...	...	...	10,9	...	11,0	...	...	10,3
Pologne	...	...	...	...	2 465,8	...	18 645,6	18 411,9	...	14 754,9
République tchèque	...	...	...	...	41,2	...	4 288,0	4 280,0	...	3 557,8
Slovaquie	...	...	...	...	66,4	...	2 416,6	2 445,9	...	1 879,5
Slovénie	...	...	...	86,5	77,1	...	841,9	538,0	485,9	485,4
Europe des 25	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**169 422,8**	**...**	**...**	**...**

(1) Exploitations d'un hectare SAU et plus, sauf pour la Suède (deux hectares et plus avant 1995).
(2) Ancien territoire fédéral jusqu'aux données 1985 incluses. Nouveau territoire fédéral à compter des données 1990.

TABLEAU M.01-3

Actifs sur les exploitations selon leur statut

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees) — *Unité* : Millier de personnes

Statut	1955	1970	1988	1993	1995	1997	*r* 2000	2005
Chefs d'exploitation et coexploitants	2 284	1 588	1 089	883	820	767	764	657
Autres actifs familiaux	3 223	1 924	788	589	550	495	393	296
Ensemble actifs familiaux	**5 507**	**3 512**	**1 877**	**1 472**	**1 370**	**1 262**	**1 157**	**953**
Salariés permanents non familiaux	628	335	161	139	141	144	156	147
Ensemble actifs sur les exploitations	**6 136**	**3 847**	**2 038**	**1 611**	**1 511**	**1 406**	**1 313**	**1 100**
Dont : Exploitations professionnelles (1)	...	...	1 458	...	...	...	938	822

(1) Les exploitations professionnelles sont celles dont la dimension économique est au moins égale à 8 UDE : Unité de Dimension Européenne (12 hectares - équivalent de blé) et pour lesquelles le travail total fourni équivaut à celui d'une personne occupée au moins à trois quarts de temps.

TABLEAU M.01-4

Actifs familiaux selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation en 2005

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)
Enquête sur la structure des exploitations 2005

Unité : Millier de personnes

	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans ou plus	**Total**
Hommes						
Chefs d'exploitation et coexploitants	24,1	92,0	148,9	151,1	73,6	**489,7**
Conjoints non coexploitants	0,3	3,3	10,2	17,2	36,3	**67,3**
Autres actifs familiaux	19,7	7,0	4,0	5,3	35,7	**71,7**
Total des actifs familiaux	**44,1**	**102,3**	**163,1**	**173,6**	**145,6**	**628,7**
Femmes						
Chefs d'exploitation et coexploitants	3,4	20,7	42,5	56,0	45,1	**167,7**
Conjoints non coexploitants	3,5	20,6	44,1	44,6	13,1	**125,9**
Autres actives familiales	3,5	2,0	2,1	4,6	18,4	**30,6**
Total des actives familiales	**10,4**	**43,3**	**88,7**	**105,2**	**76,6**	**324,2**
Ensemble						
Chefs d'exploitation et coexploitants	27,5	112,7	191,4	207,1	118,7	**657,4**
Conjoints non coexploitants	3,8	23,9	54,3	61,8	49,4	**193,2**
Autres actifs familiaux	23,2	9,0	6,1	9,9	54,1	**102,3**
Total des actifs familiaux	**54,5**	**145,6**	**251,8**	**278,8**	**222,2**	**952,9**

TABLEAU M.01-5

Utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

Unité : Millier d'hectares

	1990	1995	2000	2002	2003	2004	*p* 2005
I. Répartition du territoire							
Terres arables (1)	17 774	18 156	18 308	18 329	18 308	18 313	18 360
Surfaces toujours en herbe des exploitations (2)	9 433	8 776	8 408	8 306	8 277	8 220	8 145
Vignes	952	915	897	893	888	888	894
Cultures fruitières (y c. châtaigneraies, oliveraies et noyeraies)	234	236	219	213	212	209	209
Pépinières ligneuses et autres cultures permanentes	22	24	25	26	26	26	25
Superficie agricole utilisée (3)	**28 416**	**28 107**	**27 858**	**27 767**	**27 710**	**27 656**	**27 633**
Jardins et vergers familiaux des non-exploitants	176	168	153	150	150	148	147
Surface toujours en herbe hors exploitations (collectifs et hors champs)	2 004	1 884	1 843	1 831	1 828	1 812	1 789
Surface agricole utilisée totale	**30 596**	**30 158**	**29 854**	**29 749**	**29 686**	**29 612**	**29 554**
Territoire agricole non cultivé	2 807	2 703	2 627	2 584	2 590	2 550	2 546
Peupleraies en plein	217	220	228	231	233	234	234
Surfaces boisées (4)	14 809	15 025	15 178	15 237	15 250	15 289	15 315
Étangs en rapport	137	141	150	152	152	152	153
Territoire non agricole autre (y c. eaux intérieures)	6 343	6 661	6 872	6 956	6 998	7 072	7 105
Surface totale (5)	**54 909**	**54 909**	**54 909**	**54 909**	**54 909**	**54 909**	**54 909**
II. Répartition des terres arables							
Céréales (y c. semences)	9 031	8 257	9 074	9 321	8 948	9 350	9 166
Oléagineux (y c. semences)	1 916	1 932	2 009	1 734	1 864	1 807	1 943
Protéagineux (y c. semences)	713	588	466	427	455	445	424
Betteraves industrielles (n. c. semences)	474	455	410	438	400	384	380
Plantes à fibres (y c. semences)	62	60	62	75	86	89	88
Cultures industrielles diverses (n. c. semences)	16	15	16	16	17	16	16
Plantes aromatiques, médicinales et à parfum (n. c. semences)	22	27	33	35	35	36	36
Pommes de terre, légumes frais et secs	444	437	422	419	416	408	401
Fleurs et plantes ornementales	7	7	8	8	8	8	8
Semences et plants divers	52	52	56	56	55	63	63
Choux, racines et tubercules fourragers	85	44	25	26	24	25	23
Fourrages annuels	1 817	1 608	1 440	1 452	1 626	1 458	1 438
Prairies artificielles et temporaires	2 857	2 915	3 031	3 010	3 026	3 049	3 040
Jardins et vergers familiaux des exploitants	46	34	26	26	28	25	24
Jachères	233	1 725	1 230	1 287	1 320	1 150	1 310
Total des terres arables	**17 774**	**18 156**	**18 308**	**18 329**	**18 308**	**18 313**	**18 360**

(1) Par terres arables, il faut entendre les superficies consacrées aux cultures entrant dans l'assolement, c'est-à-dire normalement soumises à la rotation annuelle des cultures : céréales, plantes sarclées, etc., y compris jachères.
(2) Prés naturels, herbages, pacages et parcours. Elles comprennent aussi les alpages et les landes productives.
(3) Cette définition de la superficie agricole utilisée est conforme à celle retenue pour les recensements agricoles.
(4) Elles comprennent les « bois et forêts proprement dits » ainsi que les « superficies boisées hors forêts » à l'exception des peupleraies et des châtaigneraies pour le fruit.
(5) Surface totale du territoire calculée par l'Institut géographique national.

TABLEAU M.01-6

Valeur vénale de certaines terres

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees) — *Unité* : Euro par hectare

Nature des terres	1970	1980	1990	1995	2000	2003	*r* 2004	2005
Ensemble	**1 098**	**3 156**	**3 046**	**2 837**	**3 282**	**3 641**	**3 756**	**3 883**
Terres labourables	1 159	3 400	3 358	3 112	3 585	3 974	4 109	4 257
Prairies naturelles	1 021	2 866	2 469	2 247	2 564	2 852	2 919	2 995
Ensemble : Indice 100 en 1970								
En monnaie courante	100	287	277	258	298	330	341	352
En monnaie constante	100	112	59	49	54	57	58	59

TABLEAU M.01-7

Acquisitions de gros matériels neufs agricoles

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (Sygma) — *Unité* : Nombre

Type de matériel	1980	1990	1995	2000	2002	2003	2004	2005
Immatriculations de tracteurs neufs agricoles et autres que routiers	58 784	37 232	32 235	37 965	38 193	39 882	45 343	42 772
Ventes de moissonneuses-batteuses neuves (1)	4 773	2 976	1 442	2 233	1 541	1 459	1 633	1 754
Ventes de ramasseuses-presses à balles rondes neuves (1)	14 041	7 706	6 066	5 514	4 721	5 463	5 256	6 079

(1) Les chiffres concernent la saison de vente aux concessionnaires qui va du 1er septembre de l'année précédente au 31 août de l'année indiquée.

TABLEAU M.01-8

Livraisons d'engrais (1)

Source : Union des industries de la fertilisation (Unifa) — *Unité* : Millier de tonnes

Nature des produits	1979/1980	1989/1990	■ 2000	2001	2002	2003	2004
Dans les engrais simples :							
Azote	1 549,5	2 040,6	2 184,6	1 960,0	1 836,6	1 971,4	1 946,6
Anhydride phosphorique	495,6	320,7	151,9	143,7	128,2	132,1	142,6
Potasse	399,6	606,9	446,8	386,6	428,2	433,5	420,4
Total	**2 444,7**	**2 968,2**	**2 783,3**	**2 490,3**	**2 393,0**	**2 537,0**	**2 509,6**
Dans les engrais composés :							
Azote	671,9	619,4	473,4	380,2	366,6	404,0	427,2
Anhydride phosphorique	1 488,3	1 174,0	771,1	592,7	580,0	614,1	626,1
Potasse	1 386,3	1 341,8	747,1	555,2	520,5	568,5	557,4
Total	**3 546,5**	**3 135,2**	**1 991,6**	**1 528,1**	**1 467,1**	**1 586,6**	**1 610,7**
Ensemble des livraisons d'engrais :							
Azote	2 221,4	2 660,0	2 658,0	2 340,2	2 203,2	2 375,4	2 373,8
Anhydride phosphorique	1 983,9	1 494,7	923,0	736,4	708,2	746,2	768,7
Potasse	1 785,9	1 948,7	1 193,9	941,8	948,7	1 002,0	977,8
Poids total	**5 991,2**	**6 103,4**	**4 774,9**	**4 018,4**	**3 860,1**	**4 123,6**	**4 120,3**

(1) De 1979 à 1999 : campagne du 1er juin au 31 mai pour les engrais azotés et du 1er mai au 30 avril pour les autres. À partir de 2000 : année civile.

TABLEAU M.01-9

Cheptel et production agricole de l'Union européenne en 2005

Source : Eurostat

Pays	Principales espèces du cheptel (Millier de têtes)				Production récoltée (Millier de tonnes) pour le vin (Millier d'hectolitres)				
	Bovins		Porcs	Ovins	Céréales	Oléagineux	Légumes frais	Fruits frais	(1) Vin
	Ensemble	*dont* vaches laitières							
Allemagne	12 919	4 164	26 989	2 036	45 980	5 144	3 689 (1)	1 316	10 107
Autriche	2 011	534	3 170	326	4 898	263	511	1 175	2 735
Belgique	2 604	548	6 253	146 (2)	2 818	38	1 639 (2)	575 (1)	4
Danemark	1 572	558	12 604	84	9 283	342	246 (3)	73	–
Espagne	6 467	1 004	24 889	22 514	14 113	516	12 930 (4)	10 310 (2)	49 926
Finlande	945	313	1 440	84	4 058	102 (1)	226 (3)	17	–
France	**18 930**	**3 895**	**15 123**	**8 760**	**64 196**	**6 202**	**5 880**	**3 652**	**58 845**
Grèce	707	150	1 042	9 176	4 411	692 (1)	4 027 (3)	2 121 (4)	4 295
Irlande	6 192	1 101	1 678	4 257	1 939	6 (3)	–	–	–
Italie	6 460	1 842	9 200	7 954	21 505	850	14 420	11 443	53 135
Luxembourg	182	40	85	9	161	15	2	6	156
Pays-Bas	3 746	1 486	11 000	1 725	1 857	13 (4)	4 155	–	–
Portugal	1 441	324	2 344	3 580	790	2	1 929 (4)	972 (4)	7 483
Royaume-Uni	10 160	2 074	4 724	23 933	21 037	1 788	2 665	287	19
Suède	1 533	391	1 797	480	5 051	214	227 (2)	32 (2)	–
Europe des 15	**75 867**	**18 424**	**122 337**	**...**	**202 097**	**...**	**...**	**...**	**186 704**
Chypre	58	25	430	268	60	2 (4)	127	187	332
Estonie	252	113	352	49	760	83	63	17	–
Hongrie	708	285	3 853	1 405	16 779 (3)	1 490	1 547	723 (2)	5 272
Lettonie	385	185	428	42	1 314	147	159	55	–
Lituanie	800	417	1 115	29	2 811	203	225	339	–
Malte	20	8	73	15	...	...	60	7	70
Pologne	5 385	2 755	18 711	318	26 928	1 474	4 773	2 920	–
Slovaquie	528	199	1 108	320	3 585	453	354	42	409
République tchèque	1 352	437	2 719	189	7 660	959	380 (4)	329 (1)	580
Slovénie	453	120	547	129	576	9	88	115	520 (3)
Europe des 25	**85 807**	**22 967**	**151 673**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**

(1) 2001.
(2) 2002.
(3) 2004.
(4) 2003.

TABLEAU M.01-10

Production de céréales et de cultures industrielles (1)

Unités : Surfaces : Millier d'hectares
Rendements à l'hectare : Tonne
Productions : Millier de tonnes

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

Produit	2000			2003			*r* 2004			*p* 2005		
	Surface	Rendement (2)	Production	Surface	Rendement (2)	Production	Surface	Rendement (2)	Production	Surface	Rendement (2)	Production
Blé :												
Blé tendre	4 910,5	7,3	36 668,4	4 524,4	6,4	29 053,7	4 830,7	7,8	37 607,3	4 849,9	7,2	34 798,7
Blé dur	337,9	5,0	1 685,0	352,7	4,0	1 427,3	406,7	5,1	2 085,6	422,5	4,8	2 042,2
Ensemble	5 248,4	7,1	38 353,4	4 877,1	6,2	30 481,0	5 237,4	7,6	39 692,9	5 272,5	7,0	36 840,8
Seigle	31,6	4,6	145,8	27,9	4,0	112,3	33,8	5,1	170,8	31,3	4,7	148,5
Orge (3)	1 533,8	6,3	9 709,3	1 758,5	5,6	9 847,0	1 630,6	6,8	11 031,5	1 603,0	6,4	10 317,1
Avoine	103,1	4,5	459,4	136,5	4,1	555,5	126,1	4,8	606,0	111,2	4,5	505,7
Maïs	1 764,8	9,1	16 066,4	1 684,5	7,2	12 044,9	1 821,0	9,0	16 372,0	1 654,5	8,4	13 849,7
Riz	19,9	5,8	116,0	19,0	5,6	106,7	20,2	5,7	115,1	17,9	5,7	102,3
Colza	1 186,3	2,9	3 476,8	1 082,6	3,1	3 369,1	1 125,4	3,5	3 993,5	1 230,7	3,7	4 533,8
Tournesol	728,6	2,5	1 833,1	694,4	2,2	1 511,7	615,9	2,4	1 457,2	643,5	2,3	1 502,1
Betteraves industrielles	409,7	76,0	31 121,0	399,8	73,4	29 329,5	384,6	80,1	30 788,3	379,5	82,3	31 242,5
Lin textile (4)	54,5	6,8	371,6	76,5	7,0	535,0	80,5	6,8	545,6	78,6	7,5	592,4
Tabac	9,3	2,7	25,3	8,8	2,9	25,6	8,4	3,1	25,6	8,4	3,1	25,6
Pommes de terre :												
Primeurs (5)	18,5	24,9	461,4	15,0	25,8	387,2	13,0	28,9	374,8	13,0	27,9	362,6
De conservation	100,6	42,3	4 250,4	100,6	42,2	4 248,6	103,8	48,0	4 980,9	102,8	44,5	4 568,4

(1) Céréales : y compris les données relatives aux semences.
(2) Rendement à l'hectare.
(3) Y compris orge de brasserie.
(4) Lin textile : en paille rouie non battue.
(5) Y compris pommes de terre de demi-saison.

TABLEAU M.01-11

Production de vin

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

Produit	Unités	1980	1990	1995	2000	2003	*r* 2004	*p* 2005
Raisins de cuve :								
Surface (1)	Millier d'hectares	1 081,2	883,5	863,1	851,5	842,8	843,6	846,0
Rendement à l'hectare	Quintal	80	90	81	90	72	89	80
Production	Millier de quintaux	86 762,5	79 894,8	70 024,1	76 731,6	60 640,7	74 950,3	67 274,0
Vins :								
Vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC)	Millier d'hectolitres	13 318	23 415	24 207	27 278	21 995	27 505	24 616
Vins délimités de qualité supérieure (VDQS)	»	1 918	655	552	490	391	452	422
Vins pour eaux de vie AOC	»	8 350	13 175	9 297	8 208	7 595	9 858	9 216
Vins de pays et autres vins	»	45 582	27 704	21 242	23 789	17 647	21 292	19 159
Total	»	**69 168**	**64 948**	**55 298**	**59 765**	**47 628**	**59 107**	**53 414**

(1) Surface en production à l'exclusion des surfaces non encore productives ou à l'abandon.

TABLEAU M.01-12

Production de légumes frais (1) et de fruits (2)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees) — *Unité* : Millier de tonnes

Légumes frais et fruits	1980	1990	1995	2000	2003	*r* 2004	*p* 2005
Légumes feuillus et à tige :							
Choux-fleurs	467	442	506	387	428	419	348
Autres choux	269	230	253	243	213	101	96
Endives	144	247	229	245	244	257	256
Poireaux	211	193	194	171	181	187	183
Salades	432	489	504	509	515	515	532
Légumes cultivés pour le fruit :							
Melons	188	298	294	293	298	291	295
Tomates	851	844	773	848	837	848	790
Racines, bulbes et tubercules :							
Carottes	468	546	655	658	689	673	659
Oignons	138	231	334	464	386	457	348
Légumes à cosse :							
Haricots verts	168	196	314	337	351	365	360
Petits pois (grains)	165	203	238	244	234	229	205
Fruits à noyau :							
Abricots	81	107	101	139	124	166	182
Cerises	113	81	62	71	55	62	69
Pêches et nectarines	460	459	516	483	341	397	431
Pêches	402	323	308	288	192	227	237
Nectarines et brugnons	58	136	209	195	149	170	193
Prunes	154	186	298	223	250	229	214
Fruits à pépins :							
Poires de table	414	327	309	247	191	252	225
Pommes de table	1 769	1 886	2 078	2 164	1 760	252	225
Pommes à cidre	1 100	462	431	360	363	356	363
Baies :							
Kiwis (ou actinidias)	4	54	79	84	73	78	77
Cassis	4	6	9	9	11	11	11
Framboises	7	6	7	9	7	7	6
Autres fruits :							
Clémentines	21	19	24	23	21	24	19
Fraises	82	87	72	60	47	53	58
Noix	31	25	22	29	23	26	33
Raisin de table	185	121	94	73	58	63	57

(1) Production des exploitations agricoles, hors jardins familiaux par campagne de récolte du 1er mai de l'année indiquée en tête de colonne au 30 avril de l'année suivante.
(2) Production récoltée hors jardins familiaux.

TABLEAU M.01-13

Cheptel (principales espèces) au 1er décembre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees) — *Unité* : Millier de têtes

Espèce	1990	1995	2000	2001	2003	*r* 2004	*p* 2005
Espèce bovine	21 278	20 676	20 310	20 462	19 601	19 319	19 310
dont : Veaux et élèves de moins d'un an	5 548	5 288	5 293	5 302	5 239	5 370	5 460
Vaches laitières	5 323	4 613	4 203	4 205	4 085	4 005	3 958
Vaches nourrices	3 700	4 108	4 314	4 292	4 107	4 045	4 068
Espèce porcine	12 244	13 783	14 930	15 382	15 153	15 038	14 953
dont : Truies de plus de 50 kg	1 210	1 369	1 119	1 093	1 040	1 019	995
Espèce caprine	1 234	1 188	1 211	1 231	1 225	1 213	1 221
Espèce ovine	11 438	10 550	9 578	9 443	9 288	9 185	9 109
dont : Brebis mères	7 415	6 965	6 555	6 347	6 185	6 125	6 075
Espèces chevaline et asine	339	351	447	450	451	459	450
Poules et poulets (million)	200	223	206	207	197	190	186
dont : Poules pondeuses d'œufs de consommation (million)	47	50	48	48	47	44	44
Lapins	16 668	14 531	11 119	11 110	10 320	10 587	10 329
dont : Lapines reproductrices	2 231	1 861	1 380	1 377	1 268	1 293	1 252

TABLEAU M.01-14

Principales productions animales

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

	r 1990	*r* 1995	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2002	2003	*r* 2004	*p* 2005
PRODUCTION BRUTE DE VIANDE (millier de tonnes de viande nette)								
Espèce bovine :								
Adultes	1 599	1 564	1 528	1 361	1 397	1 396	1 354	1 647
Veaux de boucherie	313	336	317	225	240	236	233	228
Espèces ovine et caprine	177	146	140	157	154	152	151	152
Espèce porcine	1 727	2 140	2 247	2 168	2 240	2 227	2 234	2 234
Espèce chevaline	10	9	10	15	15	15	15	14
PRODUCTION DE LAIT ET D' OEUFS								
Production de lait (millier d'hectolitres) :								
Vaches laitières	257 022	246 053	241 141	242 461	245 158	239 488	237 372	241 321
Brebis laitières	1 887	2 199	2 411	2 463	2 491	2 544	2 590	2 614
Chèvres laitières	4 416	4 344	4 863	4 845	5 207	5 365	5 472	5 561
Œufs								
Œufs de consommation (million d'œufs) (1)	10 272	11 876	12 664	12 631	12 541	12 569	12 240	12 024

(1) Œufs de poule en élevage professionnel.

TABLEAU M.01-15

Compte spécifique de la branche « agriculture » : de la production au revenu d'entreprise agricole

Source : Insee (Comptes de la Nation - évaluations base 2000) *Unité* : Million d'euros

	r 1990	*r* 1995	*r* 2000	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
COMPTE DE PRODUCTION							
Ressources							
Production	59 586,3	59 991,8	63 294,5	63 975,9	62 832,2	64 553,8	63 413,6
Total des ressources	**59 586,3**	**59 991,8**	**63 294,5**	**63 975,9**	**62 832,2**	**64 553,8**	**63 413,6**
Emplois							
Consommations intermédiaires (1)	29 757,6	30 506,2	32 965,0	33 965,7	33 978,8	34 773,1	35 041,6
Valeur ajoutée brute	29 828,7	29 485,6	30 329,5	30 010,2	28 853,4	29 780,7	28 372,0
Total des emplois	**59 586,3**	**59 991,8**	**63 294,5**	**63 975,9**	**62 832,2**	**64 553,8**	**63 413,6**
Consommation de capital fixe	6 718,0	6 835,0	7 789,6	8 317,7	8 509,1	8 755,2	9 078,1
Valeur ajoutée nette	23 110,7	22 650,6	22 539,9	21 692,5	20 344,3	21 025,5	19 293,9
COMPTE D'EXPLOITATION							
Ressources							
Valeur ajoutée nette	23 110,7	22 650,6	22 539,9	21 692,5	20 344,3	21 025,5	19 293,9
Subventions d'exploitation	1 671,7	2 107,3	1 586,7	2 013,6	2 834,5	1 817,1	2 196,5
Total des ressources	**24 782,4**	**24 757,9**	**24 126,6**	**23 706,1**	**23 178,8**	**22 842,6**	**21 490,4**
Emplois							
Salaires	3 049,3	3 553,9	4 206,2	4 496,9	4 699,3	4 887,3	5 058,3
Cotisations sociales	1 026,6	1 015,2	1 067,2	1 121,2	1 182,8	1 233,7	1 274,4
Impôts sur la production : fonciers	1 036,2	912,6	877,3	903,4	730,6	970,1	969,5
Impôts sur la production : autres	507,7	365,7	550,2	478,9	500,7	473,9	496,3
Revenu mixte net	19 162,6	18 910,5	17 425,7	16 705,7	16 065,4	15 277,6	13 691,9
Total des emplois	**24 782,4**	**24 757,9**	**24 126,6**	**23 706,1**	**23 178,8**	**22 842,6**	**21 490,4**
Résultat net (2)	**23 238,5**	**23 479,6**	**22 699,1**	**22 323,8**	**21 947,5**	**21 398,6**	**20 024,6**
COMPTE DE REVENU D'ENTREPRISE							
Ressources							
Revenu mixte net	19 162,6	18 910,5	17 425,7	16 705,7	16 065,4	15 277,6	13 691,9
Total des ressources	**19 162,6**	**18 910,5**	**17 425,7**	**16 705,7**	**16 065,4**	**15 277,6**	**13 691,9**
Emplois							
Intérêts	2 228,9	1 605,9	1 200,9	1 235,4	1 109,9	913,9	1 039,7
Charges locatives nettes	1 491,5	1 620,5	1 929,7	1 953,4	1 950,7	1 940,9	1 933,1
Revenu net d'entreprise	15 442,2	15 684,1	14 295,1	13 516,9	13 004,8	12 422,8	10 719,1
Total des emplois	**19 162,6**	**18 910,5**	**17 425,7**	**16 705,7**	**16 065,4**	**15 277,6**	**13 691,9**

(1) Hors TVA déductible et y compris Sifim (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés).
(2) Résultat net = Valeur ajoutée nette + Subventions d'exploitation - Autres impôts sur la production (dont fonciers).

TABLEAU M.01-16

Nombre et superficie des exploitations selon leur taille - Départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)
Enquête Structure Dom 2005

Unités : Superficies : Millier d'hectares
Exploitations : Millier

	Taille des exploitations selon leur superficie agricole utilisée						
	Moins de 1	De 1 à moins de 2	De 2 à moins de 5	De 5 à moins de 10	De 10 à moins de 20	20 ou plus	**Total**
Guadeloupe							
Nombre d'exploitations	6,4	6,0	6,7	2,3	n.s.	n.s.	**21,4**
Superficie agricole utilisée	3,3	8,1	19,6	15,4	n.s.	n.s.	**46,4**
Guyane (1)							
Nombre d'exploitations	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	**2,1**
Superficie agricole utilisée	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	**22,7**
Martinique							
Nombre d'exploitations	1,5	1,6	2,2	0,9	n.s.	n.s.	**7,0**
Superficie agricole utilisée	0,6	2,2	6,9	5,7	5,9	25,8	**47,1**
Réunion							
Nombre d'exploitations	1,8	1,8	4,1	3,2	n.s.	n.s.	**12,5**
Superficie agricole utilisée	0,8	2,6	13,8	21,3	14,6	27,0	**80,1**

(1) Les résultats de la Guyane se sont pas significatifs, l'enquête ayant été réalisée sur la seule bande littorale.

TABLEAU M.01-17

Utilisation du territoire et caractéristiques principales de l'agriculture - Départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	2004	(1) *p* 2005	2004	(1) *p* 2005	*r* 2004	(1) *p* 2005	*r* 2004	(1) *p* 2005
Superficie agricole utilisée (hectare)	45 305	43 709	29 714	28 188	23 110	23 479	49 187	49 151
Superficie totale (hectare)	170 500	170 500	110 000	110 000	8 353 400	8 353 400	252 000	252 000
Superficies des terres arables (hectare) (2)	23 542	22 443	18 154	17 024	12 865	13 224	36 608	36 339
PRODUCTION D'ORIGINE VÉGÉTALE								
Cultures industrielles et fruitières								
Canne à sucre								
Cannes récoltées (tonne)	903 903	902 223	227 152	213 144	9 123	8 904	1 986 078	1 818 493
Sucre produit (tonne)	74 041	72 830	5 603	4 394	–	–	211 955	202 193
Rhum (hl d'alcool pur)	55 876	58 500	70 017	80 754	2 618	4 315	89 814	78 929
Banane d'exportation								
Production (tonne)	87 500	66 890	283 157	255 760	–	–	–	–
Exportation (tonne nette)	65 730	51 700	251 695	228 358	–	–	–	–
Cultures vivrières et maraîchères (tonne)								
Igname	2 440	5 830	2 082	1 934	268	270	20	20
Malanga	495	360	65	75	480	504	–	–
Madère	1 080	1 080	3 929	4 021	784	828	–	–
Manioc	588	1 800	312	345	26 612	29 488	173	173
Patate douce	1 005	1 950	639	639	419	777	195	195
Melon	7 534	10 535	3 024	3 381	324	324	254	203
Banane légume	5 250	5 400	5 370	4 410	1 790	1 437	110	110
Tomate	2 970	5 100	2 280	3 820	3 195	3 195	1 258	8 756
Chou pommé	1 920	1 260	782	1 445	1 480	1 592	3 173	5 275
Concombre	2 970	5 250	3 500	4 946	507	1 013	1 146	1 083
Haricot vert	900	900	1 600	241	1 115	1 114	194	285
Salade	2 100	2 760	2 880	4 470	1 064	1 320	2 266	4 743
EFFECTIFS DU CHEPTEL (3)								
Bovins (4)	73 062	73 400	23 183	21 915	11 352	9 584	33 994	36 210
Porcins	27 400	24 400	21 185	11 105	8 180	8 180	88 461	77 118
Ovins	2 500	2 250	15 873	17 082	1 600	1 600	1 180	996
Caprins	47 860	31 000	14 678	10 998	1 050	1 050	36 153	36 141
PRODUCTION D'ORIGINE ANIMALE								
Viandes (tonne nette) :								
Bovins (4)	2 740	2 677	1 600	1 646	258	258	1 723	1 809
Porcins	1 174	1 192	1 580	1 273	882	882	10 863	11 982
Ovins - Caprins	243	181	120	120	11	11	414	416
Volailles	2 074	1 519	653	730	436	436	13 804	14 018
Lait de vache (hl)	–	–	9 062	7 712	1 140	1 140	244 667	242 550
Œufs de consommation (millier d'unités)	44 725	44 550	36 000	37 185	7 023	7 023	114 600	116 587
IMPORTATIONS D'ENGRAIS (tonne)								
Engrais naturels	60	56	396	873	16	115	162	10
Engrais simples	6 525	9 717	14 153	19 019	849	1 914	10 806	9 532
Engrais composés	8 009	6 059	7 917	7 203	1 625	1 566	23 591	20 933
PARC DES TRACTEURS								
Tracteurs agricoles au 31 décembre	1 105	835	1 037	876	419	419	2 757	2 940

(1) En l'absence de réponse, certains chiffres de 2004 ont été reconduits.
(2) La définition des terres arables dans les Dom est plus extensive qu'en métropole. Elle ne se réfère pas uniquement à un assolement annuel, les cultures semi-permanentes comme la canne à sucre et la banane sont prises en compte.
(3) Cheptel présent dans les exploitations agricoles.
(4) Y compris les veaux.

TABLEAU M.01-18

Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production (1)

Source : Insee — *Unité* : Base 100 en 2000

	Pondération	2000	*r* 2001	*r* 2002	2003	*r* 2004	2005
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**100,0**	**103,5**	**99,9**	**103,6**	**101,8**	**97,2**
INDICE GÉNÉRAL SAUF FRUITS ET LÉGUMES	**88 920**	**100,0**	**102,0**	**98,4**	**100,7**	**100,7**	**95,3**
Produits végétaux	**42 994**	**100,0**	**101,8**	**98,6**	**103,1**	**103,1**	**91,6**
Céréales	13 765	100,0	99,9	92,5	100,9	103,6	87,8
dont : Blé tendre	7 383	100,0	101,0	93,1	102,8	106,6	87,2
Maïs	3 214	100,0	96,9	91,1	98,7	101,9	88,2
Orge de mouture	1 848	100,0	95,0	83,9	93,2	95,1	84,7
Pommes de terre	2 074	100,0	113,5	107,0	110,2	110,2	96,9
Vins	16 578	100,0	98,0	99,3	101,8	101,7	89,2
dont : Vins d'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC)	11 100	100,0	99,2	99,8	99,4	97,6	82,6
Autres vins	2 610	100,0	89,6	93,4	107,5	108,4	91,2
Produits de l'horticulture	3 383	100,0	101,8	105,5	106,4	109,7	108,5
Oléagineux	1 800	100,0	123,8	128,2	121,7	109,7	106,2
Autres produits végétaux	5 394	100,0	106,3	94,9	101,3	96,7	91,0
Animaux et produits animaux	**45 926**	**100,0**	**102,3**	**98,2**	**98,6**	**98,5**	**98,8**
Bétail	20 974	100,0	99,5	93,9	95,1	100,0	103,8
dont : Gros bovins	10 587	100,0	85,6	90,8	94,8	100,0	107,7
Veaux de boucherie	2 278	100,0	98,6	96,4	101,7	107,5	97,3
Porcins	6 200	100,0	118,3	93,1	88,1	94,1	96,8
Ovins	1 273	100,0	125,7	115,8	113,5	114,5	115,1
Autres animaux	7 228	100,0	107,7	104,4	101,7	104,8	100,4
dont : Dindes et dindons	1 725	100,0	113,5	110,1	104,8	110,1	104,5
Poulets	2 667	100,0	107,1	103,9	102,0	105,1	99,5
Lapins	546	100,0	109,1	97,0	102,2	102,0	100,6
Autres produits animaux	17 724	100,0	103,4	100,7	101,5	94,2	92,3
dont : Œufs	1 657	100,0	98,2	92,8	116,6	81,5	79,7
Lait	15 818	100,0	104,0	101,5	99,9	95,6	93,6
Fruits et légumes	**11 080**	**100,0**	**115,2**	**112,1**	**126,6**	**110,5**	**112,0**
Légumes	6 141	100,0	113,3	110,1	120,4	99,5	112,4
Fruits	4 939	100,0	118,2	115,3	136,3	127,7	111,4

(1) La méthodologie de ces indices est disponible sur le site Internet de l'Insee.

TABLEAU M.01-19

Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) (1)

Source : Insee — *Unité* : Base 100 en 2000

	Pondération	2000	2001	2002	2003	2004	2005
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**100,0**	**103,1**	**103,6**	**105,0**	**108,8**	**110,9**
Biens et services de consommation courante	**75 109**	**100,0**	**103,4**	**103,2**	**104,2**	**107,9**	**109,5**
Énergie et lubrifiants	7 682	100,0	94,8	90,4	94,6	100,4	117,9
Semences	4 669	100,0	102,1	104,2	105,7	107,2	104,8
Engrais et amendements	8 130	100,0	110,0	105,6	106,6	112,4	120,0
dont : Engrais simples azotés	3 023	100,0	115,6	105,6	108,3	116,7	128,1
Engrais binaires p k	1 185	100,0	104,9	104,4	104,5	107,9	112,7
Engrais ternaires	1 992	100,0	109,9	107,6	107,4	112,6	118,4
Produits de protection des cultures	8 101	100,0	100,6	100,8	101,4	102,6	103,1
dont : Fongicides	3 110	100,0	100,4	100,2	100,9	102,5	103,2
Insecticides et acaricides	840	100,0	99,6	99,1	98,3	98,9	98,7
Herbicides	3 138	100,0	100,8	101,5	102,4	103,0	103,4
Aliments des animaux	20 508	100,0	107,3	106,2	103,7	108,9	101,9
dont : Aliments pour veaux	1 659	100,0	108,7	103,9	103,0	105,9	107,2
Aliments pour gros bovins	3 504	100,0	105,9	105,1	102,3	108,8	102,3
Aliments pour porcins	5 461	100,0	107,1	105,0	101,6	106,5	97,2
Aliments pour volailles	5 863	100,0	106,4	105,6	102,9	108,0	100,1
Matériel et petit outillage	1 259	100,0	102,6	101,0	101,7	104,8	113,5
Produits et services vétérinaires	3 144	100,0	101,5	104,3	107,3	107,9	109,9
Biens et services d'investissement	**24 891**	**100,0**	**102,3**	**104,9**	**107,5**	**111,5**	**115,0**
dont : Machines et biens d'équipement	16 410	100,0	101,9	104,3	106,6	109,8	113,5
dont : Machines et matériel de culture	3 775	100,0	101,9	104,5	106,9	110,9	117,4
Machines et matériel de récolte	4 103	100,0	100,5	102,9	104,5	107,5	111,9
Machines et installation à la ferme	2 117	100,0	104,6	109,2	113,2	118,4	119,6
Tracteurs	5 415	100,0	101,7	103,3	105,5	107,4	109,6

(1) La méthodologie de ces indices est disponible sur le site Internet de l'Insee.

TABLEAU M.01-20

Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees) — *Unité* : Millier d'hectares

Type de peuplement	1990	1995	2000	2002	2003	■ (1) 2004	(2) 2005
Bois et forêts de plus de 0,50 ha	13 935,0	14 809,4	15 052,0	15 131,2	15 168,2	15 169,6	15 169,6
Feuillus	8 547,6	9 377,3	9 506,8	9 577,8	9 612,3	9 620,4	9 620,4
Conifères	4 109,5	4 118,9	4 135,0	4 091,6	4 090,1	4 052,4	4 052,4
Mixte	1 277,9	1 313,2	1 410,2	1 461,8	1 465,8	1 496,8	1 496,8
Surfaces boisées hors forêts	929,9	1 478,9	1 523,8	1 523,4	1 516,7	1 512,0	1 512,0
Peupleraies	280,0	245,6	259,0	239,8	240,1	244,4	244,4
Total	**15 144,9**	**16 533,9**	**16 834,8**	**16 894,4**	**16 925,0**	**16 926,0**	**16 926,0**

(1) Échantillon Teruti (Enquête utilisation du territoire) réduit en 2004. Les données 2004 ne sont donc pas directement comparables avec celles des années antérieures.
(2) Changement d'échantillon et de méthodologie en 2005 (Teruti-Lucas : adaptation de l'enquête annuelle Teruti au cahier des charges européen « Lucas »). Les résultats 2005 ne sont pas publiables sans un raccord avec l'année précédente. Les résultats 2004 sont reconduits.

TABLEAU M.01-21

Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires au 31 décembre

Source : Office national des Forêts (ONF) — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	1980	1995	2000	2002	2003	(4) 2004	2005
ÉTAT :							
Superficies domaniales ou indivises (1) [y compris les terrains domaniaux non boisés dans les périmètres de restauration et de reboisement en montagne]	1 717	1 753	1 756	1 758	1 758	1 707	1 699
Forêts d'État affectées à divers services publics de l'État	20	43	72	73	73	74	74
Total (2)	**1 737**	**1 796**	**1 828**	**1 831**	**1 831**	**1 781**	**1 773**
DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS :							
Forêts départementales	21	28	33	35	36	39	42
Forêts régionales	...	...	7	7	7	58	58
Total (2)	**21**	**28**	**40**	**42**	**43**	**97**	**100**
COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS :							
Forêts communales et sectionales	2 426	2 550	2 603	2 614	2 622	2 629	2 645
Forêts d'établissements publics et d'utilité publique et forêts appartenant à des caisses d'épargne	60	87	82	82	82	82	85
Total (2)	**2 486**	**2 637**	**2 685**	**2 696**	**2 704**	**2 711**	**2 730**
FORÊTS PARTICULIÈRES SOUS CONTRAT (art. L.224-6 du code forestier) (3)	10	17	24	26	27	28	31
Total général	**4 254**	**4 478**	**4 576**	**4 595**	**4 605**	**4 617**	**4 634**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.
(2) Y compris les terrains non boisés.
(3) En fait, ces forêts ne relèvent pas du régime forestier proprement dit ; il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle qui s'appliquent à certaines forêts privées ne relevant pas de ce régime.
(4) La diminution des superficies domaniales et l'augmentation des superficies régionales en 2004 proviennent du transfert de propriété des forêts domaniales situées en Corse à la collectivité territoriale de Corse en application de la loi du 22 janvier 2002.

TABLEAU M.01-22

Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires - Départements d'outre-mer

Source : Office national des Forêts (ONF)

Unité : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005
Superficies domaniales	1,5	1,5	7 450,9	7 450,9	2,0	2,0	2,9	3,2
Forêts départementales et régionales	1,4	1,4	8,7	8,7	1,1	1,1	4,4	4,4
Forêts communales, sectionales et d'établissements publics	0,1	0,1	–	–	0,8	0,8	1,3	1,3
Forêts du Centre spatial guyanais	–	–	48,5	34,0	–	–	–	–
Forêts du domaine public maritime gérées par l'ONF	7,5	7,5	–	–	1,8	1,8	–	–
Forêts départemento-domaniales (1)	27,8	27,8	–	–	9,7	9,7	92,3	92,0
Total	**38,3**	**38,3**	**7 508,1**	**7 493,6**	**15,4**	**15,4**	**100,9**	**100,9**

(1) Ancien domaine colonial : forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.

TABLEAU M.01-23

Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction générale de la Forêt et des Affaires rurales

Unité : Millier d'hectares

		1947 à 1971	1972 à 1989	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Type d'essence (2) :											
Pins maritimes	•		116,9	6,9	3,2	3,6	2,1	0,7	1,6	2,5	3,7
Autres pins	•		84,6	4,4	2,1	1,9	1,7	0,9	1,4	///	///
Autres conifères	•		304,8	9,5	4,3	3,5	2,8	0,8	2,6	0,6	9,7
Peupliers	•		60,8	3,4	2,9	2,6	2,0	0,4	1,8	0,1	2,2
Autres feuillus	•		63,2	7,5	6,1	5,2	3,8	1,8	3,8	0,7	5,2
Total	•		**630,3**	**31,7**	**18,6**	**16,8**	**12,4**	**4,6**	**11,1**	**3,9**	**20,8**
Nature du boisement (3) :											
Boisement		496,7	168,2	7,8	3,7	2,3	1,0	1,9	2,6	0,7	2,8
Reboisement et enrichissement (4)		834,0	407,7	20,5	10,8	10,8	8,5	2,0	7,8	3,4	18,2
Plantations hors forêts (5)		116,0	54,7	3,4	4,1	3,7	2,9	0,7	0,7	///	///
Total		**1 446,7**	**630,6**	**31,7**	**18,6**	**16,8**	**12,4**	**4,6**	**11,1**	**4,1**	**21,0**

(1) Le Fonds Forestier National est supprimé à compter du 1er janvier 2000. En raison de la mise en place d'un nouveau régime d'aide, les données relatives aux années 2000 et 2001 sont incomplètes.
(2) À partir de l'année 2000, le pin maritime et les autres pins ne sont plus distingués.
(3) À partir de l'année 2000, les boisements et les plantations hors forêt ne sont plus distingués.
(4) Reconstitution de forêts et introduction d'essences nouvelles dans les forêts pauvres pour augmenter leur productivité.
(5) Peupliers essentiellement.

TABLEAU M.01-24

Production annuelle des pépinières particulières (1) (2)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (DGFAR-Cemagref)

	1985	1990	1995	2000	2003	2004	2005
Nombre	**609**	**597**	**465**	**396**	**306**	**290**	**282**
Superficie [hectare] (2)	**1 301**	**1 441**	**1 405**	**1 166**	**902**	**...**	**...**
Plants de peupliers et de noyers	586	568	626	633	465	...	...
Autres plants	715	873	779	533	437	...	...
Plants produits (million)	**87,6**	**94,1**	**87,8**	**50,4**	**53,3**	**60,9**	**58,7**
Plants de peupliers et de noyers	1,4	1,9	2,4	1,4	1,2	1,2	1,1
Autres plants :							
feuillus	18,5	34,3	29,7	20,8	16,0	17,9	16,2
conifères	67,7	57,9	55,7	28,2	36,1	41,8	41,4

(1) Les données relatives à l'année n correspondent à la campagne de boisement allant du 1er juillet n-1 au 30 juin n.
(2) Jachères non comprises.

TABLEAU M.01-25

Production ligneuse de l'Office national des Forêts. Ventes de bois en France (1)

Source : Office national des Forêts (ONF)

	1980	1990	1995	1999	(2) 2000	2002	2003	2004	2005
Volumes vendus ou délivrés (1000 m^3)									
Feuillus (volume grume)	3 169	5 066	4 501	4 790	7 695	3 450	4 415	4 634	4 765
Conifères (volume grume)	4 280	4 936	5 136	5 420	7 235	4 983	5 393	5 311	5 289
Taillis et houppiers (3)	3 027	3 743	3 733	3 710	5 985	3 715	3 976	4 239	4 265
Total	**10 476**	**13 745**	**13 370**	**13 920**	**20 915**	**12 148**	**13 784**	**14 184**	**14 319**
Valeur [million d'euros] (4)	...	333,3	487,4	513,3	485,7	306,6	358,5	342,7	364,3

(1) Forêts domaniales et communales.
(2) En raison des tempêtes de décembre 1999, les ventes de bois en 2000 sont atypiques.
(3) Houppiers et taillis feuillus et houppiers conifères.
(4) Prix d'adjudication ou de cession ou valeur estimative, y compris les charges en argent.

TABLEAU M.01-26

Bilan de la matière bois en 2004

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees) — *Unité* : Millier de m^3 de bois ronds

	Feuillus	Conifères	Indéterminé	**Total**
PRODUCTION				
Bois d'œuvre	5 671	14 196	–	**19 867**
Bois d'industrie	5 356	6 066	–	**11 422**
Bois de trituration et dérivés	5 108	5 870	–	**10 978**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	248	196	–	**444**
Bois de feu	–	–	2 358	**2 358**
Total de la production	**11 027**	**20 262**	**2 358**	**33 647**
IMPORTATIONS				
Bois d'œuvre	2 757	5 976	51	**8 784**
Bois d'industrie	4 109	6 253	29 390	**39 752**
Bois de trituration et dérivés	4 067	6 183	29 390	**39 640**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	42	70	–	**112**
Bois de feu	–	–	334	**334**
Total des importations	**6 866**	**12 229**	**29 775**	**48 870**
EXPORTATIONS				
Bois d'œuvre	2 199	2 468	200	**4 867**
Bois d'industrie	1 824	2 494	29 554	**33 872**
Bois de trituration et dérivés	1 796	2 478	29 554	**33 828**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	28	16	–	**44**
Bois de feu	–	–	527	**527**
Total des exportations	**4 023**	**4 962**	**30 281**	**39 266**
CONSOMMATION APPARENTE				
Bois d'œuvre	6 229	17 704	– 149	**23 784**
Bois d'industrie	7 641	9 825	– 164	**17 302**
Bois de trituration et dérivés	7 379	9 575	– 164	**16 790**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	262	250	–	**512**
Bois de feu	–	–	2 165	**2 165**
Total de la consommation apparente	**13 870**	**27 529**	**1 852**	**43 251**

TABLEAU M.01-27

Nombre et puissance des navires de pêche (1) actifs métropolitains au 31 décembre

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Département des systèmes d'information des Affaires maritimes (DSI)

Unités : Puissances : Kilowatt
Nombres : Navire en activité

	2000		2003		2004		2005	
	Nombre	Puissance	Nombre	Puissance	Nombre	Puissance	Nombre	Puissance
Navires d'une longueur hors tout de :								
Moins de 12 mètres	4 302	323 829	4 197	327 870	4 061	320 553	4 014	323 199
De 12 à moins de 16 mètres	539	110 713	509	106 081	474	99 043	471	99 870
De 16 à moins de 25 mètres	816	292 269	791	284 949	736	266 423	729	265 341
De 25 à moins de 38 mètres	90	53 362	82	47 303	82	46 931	71	41 670
38 mètres ou plus	68	138 855	68	134 649	59	119 196	61	120 976
Total	**5 815**	**919 028**	**5 647**	**900 852**	**5 412**	**852 146**	**5 346**	**851 056**

(1) Hors cultures marines (CM) et cultures marines-petite pêche (CMPP).

TABLEAU M.01-28

Marins (1) embarqués sur les navires immatriculés en métropole, par type de pêche

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Département des systèmes d'information des Affaires maritimes (DSI)

Unité : Nombre

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Grande pêche	1 078	1 027	1 008	1 065	1 043	1 048	1 001	974	937
Pêche au large	4 488	3 977	4 089	3 954	4 069	4 075	3 988	4 010	3 950
Pêche côtière	3 717	3 578	3 620	3 761	3 926	4 198	4 200	4 018	3 862
Petite pêche (2)	10 860	10 315	9 992	9 524	9 267	8 933	8 794	8 746	8 659
Total	**20 143**	**18 897**	**18 709**	**18 304**	**18 305**	**18 254**	**17 983**	**17 748**	**17 408**

(1) Marins de toutes nationalités.
(2) Y compris cultures marines (CM) et cultures marines-petite pêche (CMPP).

TABLEAU M.01-29

Captures sur 15 ans pour quelques espèces importantes des pêches maritimes métropolitaines

Source : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture

Unité : Quantités : Tonne

Captures (1)	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Albacore	90 347	68 776	67 806	63 587	67 846	95 710	87 434	79 890
Bonite à ventre rayé (listao)	47 745	74 272	57 967	48 649	70 596	58 834	59 477	58 022
Hareng commun	25 067	33 247	25 785	28 667	27 967	33 736	36 560	40 960
Sardine commune	22 131	24 656	33 797	38 491	34 764	35 306	31 451	37 724
Coquille Saint-Jacques	5 080	12 296	13 745	16 903	20 109	18 992	23 344	26 952
Baudroie	19 320	18 280	13 056	13 566	15 781	21 287	21 378	20 833
Maquereau commun	21 543	24 579	22 974	25 347	25 155	28 328	24 305	19 230
Lieu noir	51 561	32 450	30 119	29 408	30 738	23 351	17 847	16 792
Chinchard	9 363	16 892	22 674	21 359	22 225	15 155	13 403	16 307
Seiche	21 837	14 823	19 043	13 774	16 526	19 520	21 634	13 626
Merlan	25 585	28 161	20 141	20 287	18 460	17 665	13 588	13 505
Merlan bleu	7 032	9 151	16 076	19 079	14 784	16 131	19 514	7 187
Morue commune	21 621	21 409	11 886	12 238	15 883	11 049	7 373	5 560
Anchois commun	15 714	15 787	26 481	24 876	21 268	17 835	16 214	3 430

(1) Hors rejets. Exprimées en poids vif.

TABLEAU M.01-30

Production et commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Douanes

Unités : Valeurs : Milliard d'euros
Quantités : Millier de tonnes

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 (1)
Production métropolitaine								
Quantité (poids de présentation) (2)	880,3	844,7	869,8	841,7	864,9	864,8	834,5	800,0
Valeur	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,7	1,6	1,6
Commerce extérieur (métropole + Dom)								
Importations :								
Quantité importée	885,3	1 009,0	994,1	1 039,3	1 012,8	1 038,3	1 089,6	1 120,0
Valeur importée	2,4	3,1	3,2	3,4	3,4	3,3	3,4	3,7
Exportations :								
Quantité exportée	385,7	440,5	475,1	434,9	400,0	470,6	451,6	416,7
Valeur exportée	0,7	1,0	1,2	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3
Solde :								
Quantité	− 499,6	− 568,5	− 519,0	− 604,4	− 612,8	− 567,7	− 638,0	− 703,3
Valeur	− 1,7	− 2,1	− 2,0	− 2,3	− 2,2	− 2,2	− 2,2	− 2,4

(1) Données semi-définitives pour la production métropolitaine de 2005.
(2) Le poids de présentation est le poids des produits tels que présentés à la vente (ex : poissons entiers, éviscérés, en filets, pattes de crustacés, etc.).

Chapitre N.01

Industrie (Y compris IAA) : Données générales

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Structures industrielles françaises (hors IAA) : année 2004.

2 Structures des industries agroalimentaires : année 2004.

3 Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels.

4 Indices de la production industrielle de l'industrie manufacturière dans plusieurs pays.

5 Indicateurs de rentabilité par grand secteur et par taille d'entreprise.

6 Principales évolutions par secteur et par taille entre 2003 et 2004.

7 Taux d'investissement par secteur en Nes 36.

8 Dépenses antipollution dans l'industrie en 2003.

9 Sous-traitance reçue selon le secteur d'activité et la taille des entreprises en 2004.

10 Sous-traitance industrielle confiée en 2004.

11 Entreprises de 20 salariés ou plus sous contrôle étranger par secteur d'activité au 1er janvier 2003.

12 Chiffres-clés des entreprises industrielles.

13 Part des PMI dans l'industrie manufacturière.

14 Indices de prix à la production dans l'industrie (hors TVA).

1

○ Présentation

La situation des industries agricoles et alimentaires

En 2004, l'activité des industries agroalimentaires connaît un léger mieux. Le chiffre d'affaires des entreprises de 20 salariés ou plus progresse de 2 %. À prix constant, les ventes qui avaient stagné l'année précédente, augmentent de 0,8 %. Leur progression suit la consommation des ménages en produits alimentaires qui, après un recul en début d'année, bénéficie au second semestre de l'accord de baisse des prix du 17 juin 2004 entre producteurs et grande distribution. Par ailleurs, en dépit du niveau élevé de l'euro vis-à-vis du dollar, le contexte international très dynamique permet aux ventes directes à l'étranger de retrouver une croissance de 4 % par an en valeur. Au total, le résultat courant des entreprises agroalimentaires s'améliore légèrement. En revanche, les investissements restent orientés à la baisse et, pour la première fois depuis presque dix ans, l'emploi salarié diminue.

La situation de l'industrie manufacturière française (hors IAA)

La production industrielle s'est accrue de manière quasi ininterrompue jusqu'en 2000, tant dans l'Union européenne (UE-15) qu'aux États-Unis, alors qu'au Japon l'indice de production a fluctué autour de son niveau de 1995. Depuis 2000, l'activité industrielle tend à plafonner dans les pays développés, mais progresse vivement dans les pays émergents, Inde et Chine en tête. L'Union européenne à 25 demeure la première zone exportatrice pour les produits manufacturés.

En 2004, l'industrie manufacturière (hors agroalimentaire) contribue pour 12 % au PIB français. Son poids relatif dans l'économie nationale baisse depuis le début des années quatre-vingt. Cela est dû essentiellement au développement de la demande de services, la production industrielle continuant d'augmenter, en valeur comme en volume. L'industrie manufacturière (hors IAA) comprend quatre grands types de produits : les biens de consommation, l'automobile, les biens d'équipement [1] et les biens intermédiaires. En France, elle est largement orientée vers les biens intermédiaires, qui contribuent pour 46 % à l'emploi et pour 43 % à la valeur ajoutée industrielle. Pharmacie, aéronautique, technologies de l'information et de la communication, haute technologie y occupent une place importante. Cette orientation vers des productions à forte valeur ajoutée explique, en partie, sa large ouverture sur l'extérieur : le taux d'exportation de l'industrie manufacturière atteint 40 % et les investissements à l'étranger sont particulièrement importants.

En 2004, l'activité industrielle reprend nettement après 2 ans de crise. Le chiffre d'affaires des entreprises industrielles de 20 salariés ou plus augmente de 3,9 % [2] en valeur et leur profitabilité s'accroît. Malgré ce contexte favorable, les investissements continuent à baisser (- 1,9 % [2] en 2004) et l'emploi se replie de 2 % [2].

L'industrie emploie 17 % des effectifs salariés, en recul d'un point sur deux ans. Bien que l'industrie soit présente dans tous les départements, les régions industrielles se situent au nord d'une ligne Nantes-Grenoble. Ainsi, des régions de tradition industrielle ancienne, comme la Franche-Comté, l'Alsace, la Picardie, emploient autour du quart de leurs effectifs dans le secteur industriel. Le poids de l'industrie est également important dans les Pays de la Loire, où l'industrialisation est plus récente, et la Haute-Normandie.

À l'opposé, l'industrie emploie moins de 13 % de l'effectif total dans trois régions du sud de la France (Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse) et en Île-de-France. Dans ces mêmes régions, plus des quatre cinquièmes des salariés sont employés dans le secteur tertiaire : administration, activités financières, recherche…

En 2003, l'industrie manufacturière en France, hors industries agroalimentaires, compte 157 000 entreprises, emploie 3,2 millions de personnes et réalise un chiffre d'affaires de 693 milliards d'euros. 13 % des entreprises ont 20 salariés ou plus, contribuant pour 90 % à l'emploi et pour 88 % au chiffre d'affaires industriel.

En 2004, elles sont 20 413 dont trois quarts ont adopté le statut de société anonyme, en raison de sa souplesse. Ce statut semble particulièrement adapté aux besoins des entreprises de 100 salariés ou plus, puisque les neuf dixièmes d'entre elles l'ont choisi. Le statut de société à responsabilité limitée (Sarl) concerne quant à lui un cinquième des firmes, essentiellement des entreprises de moins de 100 salariés. Les autres formes juridiques sont peu représentées : sociétés en nom collectif (moins de 1,3 % de l'ensemble), entreprises individuelles (moins de 0,2 %).

Au 1er janvier 2004, l'industrie, le commerce et les services (hors agriculture et activités financières) totalisent 3 millions d'établissements, soit une hausse de 2,5 % par rapport à l'année précédente. La grande majorité de ces établissements sont de très petite taille : neuf sur dix ont moins de 10 salariés.

Le système productif français est en profonde mutation. À partir de 2002, l'emploi chute dans l'industrie manufacturière. En 2004, les industries de faible technologie y contribuent fortement, avec une baisse d'effectifs de 3,7 % (à champ constant). Composées essentiellement d'entreprises de moins de 250 salariés et appartenant aux industries dites de main-d'œuvre, les entreprises de faible technologie ont fortement souffert de la concurrence des pays à bas coût du travail. Les entreprises de haute et moyenne-haute technologies sont les moins touchées par cette baisse en 2004 (- 0,9 %, à champ constant). Pourtant, le secteur des hautes technologies, après avoir été nettement créateur d'emplois sur la période 1997-2001 (+ 10,4 %), est celui qui a le plus réduit ses effectifs en 2002 et 2003 (- 8,1 % en deux ans). En effet, plus de la moitié des entreprises y exercent leur activité dans les composants et équipements électriques et électroniques, dont le chiffre d'affaires a beaucoup baissé en 2002 et 2003.

Si la hausse des créations d'entreprises dans l'ensemble de l'économie se poursuit en 2004, dans l'industrie, les créations sont moins fréquentes mais plus pérennes. Elles bénéficient plus souvent d'aides publiques.

Après avoir baissé à la fin des années quatre-vingt-dix, le poids des PMI dans l'industrie se stabilise.

En 2004, les industriels achètent pour 56 milliards d'euros de sous-traitance industrielle. Trois entreprises industrielles sur quatre achètent des produits dans le cadre d'un contrat de sous-traitance industrielle, une proportion qui ne varie pas depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Mais la période 2001-2004 marque une nette rupture avec les années de croissance 1997-2001 : les besoins industriels en sous-traitance marquent le pas, et en 2003 se contractent même nettement plus que l'activité. Acheter des biens produits sur spécifications techniques est un comportement très répandu dans les industries de biens d'équipement (36 % de la demande totale de sous-traitance, mais 44 % de la demande de sous-traitance de spécialité) et, tout particulièrement, dans la construction aéronautique. Dans ce dernier secteur, les firmes pratiquent une sous-traitance en cascade.

La sous-traitance tient une place un peu plus importante dans la production des grandes entreprises que dans celle des PMI, en raison du poids des commandes du secteur de l'automobile. En l'absence de croissance, la sous-traitance de capacité recule plus fortement que celle de spécialité.

Au 1er janvier 2003, 55,8 % des entreprises industrielles de 20 salariés ou plus appartiennent à un groupe. Le poids des groupes dans l'industrie est très important : ils concentrent 85 % des effectifs salariés, produisent 89 % de la valeur ajoutée et réalisent 91,5 % du chiffre d'affaires. En France, les groupes exercent une influence décisive sur l'internationalisation des entreprises puisque le poids des entreprises appartenant à un groupe, dans le chiffre d'affaires à l'exportation de l'industrie, est

---

[1] Sortie du champ de l'industrie des entreprises Bull, Hewlett Packard et IBM.

[2] Évolutions à champ constant.

prépondérant (96 %). C'est d'ailleurs dans les secteurs les plus internationalisés que les collaborations entre entreprises sont les plus fréquentes. Elles sont quasi systématiques dans la pharmacie, la parfumerie, l'automobile ou encore la fabrication d'équipements électriques et électroniques.

Les groupes sont particulièrement présents en termes d'effectifs dans les secteurs très capitalistiques et dans les industries de haute technologie (plus de 90 % des emplois du secteur) : la construction navale, aéronautique et ferroviaire, l'automobile, la pharmacie, parfumerie et entretien, les composants et équipements électriques et électroniques, et la chimie, caoutchouc et plastiques. Les échanges intra groupe dominent d'ailleurs dans l'automobile, la chimie et la pharmacie.

Leur rôle est plus modeste dans la plupart des autres industries, surtout traditionnelles (moins de 80 %).

En 2003, les industriels ont consacré 1,1 milliard d'euros aux investissements pour protéger l'environnement (840 millions d'euros hors énergie), soit 4 % des investissements corporels. Plus de 300 millions d'euros ont été dépensés pour les travaux d'études liés aux problèmes environnementaux. À ces investissements, il faudrait ajouter les dépenses courantes pour protéger l'environnement, qui s'élèvent à 4,7 milliards d'euros en 2001. Au-delà des démarches volontaires, comme la mise en œuvre des « plans environnement d'entreprise », les dépenses antipollution effectuées par les industriels sont essentiellement dues à l'application des textes législatifs et la réglementation est le principal moteur de la régulation environnementale.

Les entreprises de l'industrie manufacturière (y compris les IAA) utilisent de plus en plus les technologies de l'information et de la communication. L'équipement des entreprises en outils de base des Tic (micro-ordinateur, Internet et messagerie électronique) s'est généralisé. Fin 2002, plus de neuf entreprises de 20 salariés ou plus sur dix sont équipées en micro-ordinateurs, plus de neuf sur dix sont connectées à l'Internet et près de neuf sur dix utilisent le courrier électronique. La connexion des entreprises à l'Internet a été particulièrement rapide, passant de 28 % des entreprises en 1997 à 69 % en 1999, pour atteindre 94 % à la fin de 2002.

Les entreprises industrielles intègrent d'autres outils Tic dans leurs processus de gestion ou de production, afin d'améliorer leur réactivité et leur efficience dans un contexte de concurrence accrue.

Si les achats par Internet sont en plein essor, la vente par Internet progresse lentement et reste limitée à une minorité d'entreprises industrielles.

Quatre entreprises sur dix ont innové entre 1998 et 2000. Les entreprises innovantes réalisent 80 % du chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière.

18 % des entreprises ont mis en œuvre des innovations « de marché ». Celles-ci représentent 9 % du chiffre d'affaires.

Les trois quarts du financement de l'innovation sont assurés par autofinancement. Les financements externes sont plus difficiles à mobiliser malgré les nouvelles mesures publiques de soutien à l'innovation.

Le domaine de la qualité et de la certification connaît en quelques années des changements importants. Tout d'abord, la norme de certification Iso 9001 a été modifiée à la fin de l'année 2000, afin notamment de mieux prendre en compte les préoccupations des entreprises de services. Afin de conserver leur certification, les entreprises ont dû mettre à niveau leur système qualité par rapport aux exigences version 2000 de la norme Iso 9001 avant la fin de l'année 2003. Aujourd'hui, plus de 28 200 certificats sont en vigueur en France.

2 ○ Méthodologie

Les nomenclatures

Le mot « industrie » regroupe l'industrie manufacturière dont font partie les industries agricoles et alimentaires (IAA), les industries extractives, parfois l'énergie. Le bâtiment et le génie civil et agricole (BGCA) en sont généralement exclus. Pour définir avec précision le champ de l'industrie en France, il faut se référer aux « nouvelles nomenclatures d'activités et de produits », officiellement entrées en vigueur en France à partir du 1er janvier 1993 et utilisées par le Sessi et le Scees pour l'enquête annuelle d'entreprise et les enquêtes de branche depuis 1993.

Les correspondances entre les niveaux 16, 36 et 114 de la Nes (nomenclature économique de synthèse) et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (Naf) sont présentées en fin d'annuaire.

L'enquête annuelle d'entreprise

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) est une des principales sources statistiques de connaissance de l'industrie française.

Le Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) réalise cette enquête auprès des entreprises industrielles, sauf celles des industries agroalimentaires, du bâtiment et du génie civil, des transports, et celles du commerce et des services interrogées respectivement par les ministères de l'Agriculture et de la Pêche, des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer et l'Insee.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) assure la coordination sur le plan national des EAE réalisées par les différents ministères. Il gère un fichier commun de lancement d'enquête. L'Insee utilise les résultats de ces enquêtes en particulier pour l'élaboration des comptes de la Nation et des comptes régionaux.

Pour le tableau N01-11, les sources d'information en plus de l'EAE sont : Lifi (enquête sur les « liaisons financières entre sociétés ») pour déterminer le périmètre des groupes, complétée par la base de données Diane ; celle-ci est constituée à partir des obligations de publicité légale obligatoire auprès du greffe du tribunal.

Rénovation du système d'enquêtes : le passage à la quatrième génération d'EAE

Depuis l'exercice 1996, cette enquête est profondément remaniée, principalement en vue d'alléger la charge de réponse des entreprises. Le questionnaire a été revu et les questions relatives aux établissements et aux investissements ont été réduites ; des nouvelles questions sur les thèmes d'actualité importants pour la vie économique, tels les dépenses informatiques, les relations interentreprises, l'investissement immatériel ont été insérées.

L'Insee et les services statistiques des ministères ont défini un « tronc commun » pour les variables, la méthodologie statistique et l'architecture informatique dans le but de rapprocher et faciliter les comparaisons entre les différentes enquêtes annuelles d'entreprises.

Les résultats de l'EAE sont établis suivant plusieurs niveaux de la Naf et de la Nes :

– le niveau Naf 700, désigné par un code sur 4 positions (3 chiffres et 1 lettre) dont près de 280 rubriques correspondent aux secteurs relevant de l'EAE réalisée par le Sessi. Ce niveau n'est pas publié pour les résultats agrégés de l'EAE ;

– le niveau Nes 114, désigné par un code sur 3 positions (une lettre et 2 chiffres), s'emboîte sur les divisions, groupes ou classes de la Naf ;

– le niveau Nes 36, désigné par un code sur 2 positions (une lettre et un chiffre) ;

– le niveau Nes 16, désigné par un code sur 2 positions (2 lettres).

L'enquête Antipol

L'enquête sur les investissements pour protéger l'environnement a été lancée pour la première fois en avril 1992. Elle porte sur un échantillon de 8 000 établissements de 20 personnes ou plus, parmi les 30 000 dénombrés dans l'industrie (y compris énergie et agroalimentaire).

Tous les établissements de plus de 100 salariés sont interrogés. Ce seuil peut être abaissé à 50 salariés pour certaines activités (production de matériaux de construction, parachimie...), voire même à 20 salariés pour les activités particulièrement polluantes (sidérurgie, chimie de base...).

Les enquêtes de branche

Le suivi de l'activité industrielle comporte dans tous les pays développés une observation de la production et des variables qui lui sont associées (livraisons, facturations, stocks et commandes) en quantités physiques et en valeur dans une nomenclature détaillée de produits.

La France a, pour des raisons historiques, une organisation très spécifique des statistiques industrielles. Le dispositif est organisé par branche d'activité. Une partie des branches est couverte par des enquêtes réalisées par des organisations professionnelles sous le contrôle de l'administration.

Ces organisations professionnelles agréées (OPA) sont actuellement une centaine ; elles recouvrent les entreprises volontaires sur la base de la solidarité professionnelle. L'agrément est donné dans le cadre de la loi du 7 juin 1951 qui organise notamment cette collaboration et institue l'obligation de répondre aux enquêtes statistiques visées. Cette loi donne la faculté aux industriels qui ne désirent pas répondre aux syndicats professionnels compétents, d'opter pour une réponse directe à l'administration, c'est-à-dire au Sessi et au Scees : ils sont alors communément appelés optants. Cependant, l'Insee ne peut publier ces données en raison des règles sur le secret statistique ; dans ce cas, la lettre c apparaît sur la ligne concernée afin de préciser la confidentialité de ces données.

Les enquêtes de branche reposent sur une organisation décentralisée qui est coordonnée par le Sessi et le Scees.

Indice de prix à la production dans l'industrie (base 100 en 2000)

Les indices de prix à la production dans l'industrie (IPP), base 100 en 2000, remplacent les précédents indices de prix de vente de l'industrie, base 100 en 1995.

Une extension du champ des indices de prix, une couverture sectorielle élargie, de nouvelles pondérations des produits, l'adaptation des supports de diffusion, telles sont, avec diverses améliorations méthodologiques, les principales avancées de ces nouveaux indices.

- ***Une extension du champ des indices de prix :***

Le règlement (CE) n° 165/98 du Conseil sur les statistiques conjoncturelles définit un cadre commun pour la production de statistiques communautaires à court terme sur le cycle conjoncturel. Ces statistiques comprennent les informations (variables) nécessaires pour disposer d'une base uniforme pour l'analyse de l'évolution à court terme de l'offre et de la demande, des facteurs de production et en particulier des prix à la production.

Ce règlement prévoit, sur le champ de l'industrie, l'élaboration d'indices de prix à la production, d'indices de prix à la production pour le marché français et d'indices de prix à la production pour les marchés extérieurs.

Destinés à apprécier l'évolution des prix de transactions des activités économiques, les indices de prix permettent de mesurer de façon synthétique l'évolution « pure » des prix de transaction des biens issus des activités de l'industrie :

– les indices de prix à la production, dans l'industrie, pour le marché français mesurent l'évolution des prix de transaction de biens issus des activités de l'industrie et vendus sur le marché intérieur,

– les indices de prix à la production, dans l'industrie, pour les marchés extérieurs traduisent l'évolution des prix de transaction (convertis en monnaie locale) de biens issus des activités de l'industrie et vendus sur les marchés extérieurs,

– la combinaison de ces deux indices détermine les indices de prix à la production dans l'industrie (marché intérieur et marchés extérieurs).

Le champ est constitué des sections C à E de la Nace Rev.1. Les informations ne sont pas requises pour les groupes suivants : 12.0 (Extraction de minerais d'uranium), 22.1 (Édition), 23.3 (Matières nucléaires), 29.6 (Armes et munitions), 35.1 (Construction navale), 35.3 (Construction aéronautique), et dans le prochain règlement européen : 37 (Récupération).

- ***Une couverture sectorielle élargie :***

Depuis la publication de la précédente base 1995 en juillet 2000, d'importantes extensions de couvertures ont ainsi été réalisées pour les indices de prix à la production pour le marché français. Parmi les avancées les plus notables on peut citer la diffusion des niveaux CPF pour :

– les biens de consommation (vêtements de dessus prêt-à-porter en textile, vêtements de dessous hommes femmes enfants, vêtements divers et accessoires du vêtement, matériels optiques et photographiques),

– les biens intermédiaires (articles textiles, produits textiles divers, gaz industriels, produits abrasifs),

– les biens d'équipement (motocycles et équipements pour motocycles, cycles et équipements pour cycles).

Cet élargissement du champ d'observation est complété d'un affinement de la couverture sectorielle par l'élaboration de sous-indices fins pour les indices de prix à la production pour le marché français, en particulier pour :

– les biens intermédiaires (fils et filés, tissus, produits du sciage et du rabotage, emballages en papier ou en cartons, tubes en acier, menuiseries et fermetures métalliques, produits de forge et de l'emboutissage, matériel de distribution et de commande électrique),

– les industries agroalimentaires (laits et produits laitiers, aliments adaptés à l'enfant et diététiques, produits alimentaires divers).

- ***De nouvelles pondérations des produits :***

La réalisation de la base 2000 a conduit à établir de nouvelles pondérations des indices de prix à la production. Simultanément certains traitements conceptuels ont été modifiés.

Les pondérations correspondent aux ventes des sociétés non financières et entreprises individuelles, au prix du producteur, de la Comptabilité Nationale. La répartition du chiffre d'affaires total entre chiffre d'affaires pour le marché français et chiffre d'affaires pour les marchés extérieurs repose ensuite sur les données issues du Système Unifié de Statistique d'Entreprise.

Conformément aux évolutions européennes, les pondérations des indices de prix à la production dans l'industrie pour le marché français sont exprimées hors TVA dans la base 2000 alors que celles de la base 1995 étaient hors toutes taxes. Les pondérations de la base 2000 incluent de ce fait les montants de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (Tipp), la Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel (TICGN), la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), les taxes sur le tabac, les droits d'accises, ...

- ***L'adaptation des supports de diffusion :***

À l'occasion du passage à la base 2000, l'appellation indices de prix de vente industriels est remplacée par la dénomination internationale : indices de prix à la production dans l'industrie pour le marché français.

Ces indices de prix sont disponibles sur le site Internet « portail entreprises rubrique Indicespro », à l'adresse : www.indices.insee.fr

Ce site de diffusion des indices de prix propose également des services complémentaires. Il offre en particulier la possibilité de télécharger les données, de consulter les fiches de présentation détaillées des indices, et, surtout, permet d'obtenir immédiatement des indices calculés dans une référence antérieure, ce qui permet de convertir des indices de la base 2000 en toute autre référence précédente.

- ***Des améliorations méthodologiques variées :***

Plusieurs améliorations de méthode ont été apportées progressivement au calcul des indices de prix à la production pour le marché français au cours des années passées :

– collecte des informations : mensualisation des relevés de prix ;

– mise en place de méthodes alternatives pour des « transactions témoins » non récurrentes au fil du temps : contrats-types décomposant les coûts de section ;

– conformément aux évolutions européennes, les relevés de prix des produits industriels pour le marché intérieur sont dorénavant exprimés hors TVA dans la base 2000 alors que ceux de la base 1995 étaient hors toutes taxes. Les relevés de prix de la base 2000 incluent de ce fait les montants de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (Tipp), la Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel (TICGN), la Taxe Générale sur

les Activités Polluantes (TGAP), les taxes sur le tabac, les droits d'accises, ...

3 ○ Définitions

Activité

Les activités prises en compte dans l'enquête de branche sont celles donnant lieu à facturation. Sont exclues les activités intégrées dans un cycle de fabrication propre à l'entreprise, sauf pour les activités « Industrie du verre » et « Industries chimiques de base ».

Activité principale

L'activité principale de chaque entreprise est déterminée à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs.

Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations comme le compte de résultat ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Branche

Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée. Au contraire, un secteur regroupe des entreprises classées selon leur activité principale.

Capacité d'autofinancement (Caf)

La capacité d'autofinancement représente les ressources brutes restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice. L'entreprise peut choisir soit de les distribuer, soit de les réserver au financement de ses investissements. Au contraire du résultat net comptable, elle ne prend pas en compte les flux se rapportant aux opérations d'appréciation ou de dépréciation du capital.

Champ reconstitué

La comparaison directe entre deux années consécutives des résultats « en niveau » se heurte à certaines difficultés d'interprétation. La population enquêtée peut être modifiée : certaines entreprises entrent dans le champ de l'enquête, d'autres en sortent. De plus, certaines changent de classe de taille, d'autres changent d'activité principale. Enfin, des modifications de structures (fusion, scission, transfert partiel d'actifs) peuvent transformer notablement le contenu d'un secteur d'activité. Afin d'éliminer ces effets perturbateurs, les résultats sont présentés « en évolution », sous forme d'indices. Pour l'élaboration de tels indices, il est nécessaire, aux prix de certaines conventions, de reconstituer d'une année sur l'autre des ensembles d'entreprises comparables.

Chiffre d'affaires hors taxes (CAHT)

Le chiffre d'affaires représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes.

Remarque :

Le chiffre d'affaires témoigne du volume d'affaires généré par l'activité courante de l'entreprise et permet ainsi d'en apprécier la dimension. Cependant, pour mesurer l'activité d'une entreprise ou d'un secteur, et effectuer des comparaisons, le chiffre d'affaires n'est pas toujours un indicateur significatif car il peut inclure ou non des achats pour la revente et des sous-traitance selon le mode de comptabilisation retenu.

Effectif

Au niveau de l'entreprise, il y a plusieurs notions d'effectifs :

– l'effectif au 31 décembre est l'effectif salarié de l'entreprise à cette date ;

– l'effectif salarié moyen correspond à la moyenne annuelle des effectifs ;

– l'effectif moyen employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location, y compris les intérimaires.

Jusqu'en 1995, ce solde est calculé dans les entreprises employant 100 personnes ou plus. À partir de 1996, il est calculé pour toutes les entreprises. Ceci provoque une augmentation de l'effectif employé qui peut être évalué à 40 000 personnes pour l'ensemble de l'industrie. Il en résulte également un glissement des tranches d'effectifs : 400 entreprises passent de la tranche 20 à 49 personnes à la tranche au-dessus et une centaine de la tranche 50 à 99 personnes à la tranche supérieure.

Au niveau établissement, on prend en compte l'effectif salarié moyen.

Emploi intérieur

Voir la définition dans le chapitre I.01 : « Comptes nationaux ».

Entreprise, établissement

L'entreprise est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché. On distingue :

– l'entreprise individuelle (personne physique) qui ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique de son exploitant ;

– l'entreprise sociétaire, par exemple Société Anonyme (SA), Société à Responsabilité Limitée (SARL).

L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.

Remarque :

La population des établissements est relativement stable dans le temps et est moins affectée par les mouvements de restructuration juridique et financière que celle des entreprises.

Excédent brut d'exploitation (EBE)

L'excédent brut d'exploitation (EBE) est le solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmentée des subventions sur les produits.

Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte.

L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Exportations

Ventes à l'exportation déclarées par les entreprises du secteur. Elles comprennent les livraisons intracommunautaires.

Ces exportations se différencient de celles recensées par les douanes car elles correspondent aux seules exportations directes réalisées par les entreprises. Leur ventilation est présentée par secteur d'entreprises et branches, non par produit comme le font les sources douanières.

Facturation

Les facturations exprimées en valeur hors taxes sont le reflet exact des livraisons. Des divergences existent, dues à des décalages dans la période de comptage.

On note, en particulier, une pointe saisonnière en fin d'année pour les facturations et ceci pour des raisons purement comptables, les livraisons s'étant effectuées à un rythme beaucoup plus régulier. De ce fait, les facturations sont une mesure plus indirecte de la production que les livraisons elles-mêmes.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

Voir la définition dans le chapitre I.01 « Comptes nationaux ».

Industrie manufacturière (hors IAA)

Les industries manufacturières sont des industries de transformation des biens, c'est-à-dire principalement des industries de fabrication pour compte propre mais elles concernent aussi la réparation et l'installation d'équipements industriels ainsi que des opérations en sous-traitance pour un tiers donneur d'ordres.

Cette activité correspond à la section D de la Naf rév.1, (consultable sur le site Internet : www.insee.fr).

Investissement

L'investissement représente la somme des dépenses consacrées par les entreprises à l'acquisition ou à la création de moyens de production ; bâtiments, terrains, ouvrages existants, matériel et outillage, matériel de transport, construction et génie civil. Le poste comprend les immobilisations en cours mais exclut les immobilisations incorporelles, les actifs provenant de modification de structure, les titres de participation et les équipements financés en crédit-bail.

Contrôle étranger

Les entreprises dont le capital social est détenu à plus de 33,3 % par l'étranger sont considérées dans tous les cas sous contrôle étranger au sens large. Les entreprises sont dites à participation majoritaire pour une participation par une ou plusieurs sociétés étrangères supérieure à 50 % de leur capital. Elles sont dites à participation minoritaire lorsque les participations sont comprises entre 33,3 et 50 %. Au-dessous de 33,3 %, on considère généralement que les participations étrangères constituent un simple placement financier et ne traduisent pas une volonté d'influencer la gestion de l'entreprise. Elles sont donc considérées comme à capitaux français.

Production

Elle est comptabilisée au stade de la fabrication en usine et exprimée en quantités physiques (tonnage ou autre unité spécifique).

Elle est dite production totale quand toute la production est recensée, y compris celle qui est intégrée et auto-consommée dans le processus de fabrication. C'est le cas essentiellement des industries de base telles que la sidérurgie ou la fonderie par exemple. On prendra soin de ne pas confondre cette terminologie avec celle de « total » (de la production) qui désigne le résultat d'une addition.

Elle est dite production commercialisable quand elle est destinée à la vente, ce qui est le cas le plus général.

Production propre

Somme des productions vendues de biens et de services, de la production stockée et de la production immobilisée.

Une première mesure de l'accroissement du potentiel de production possédé par l'entreprise s'obtient en déduisant les cessions courantes. De plus, les opérations de croissance externe, qui laissent invariantes les capacités de production sur le plan national, se traduisent pour l'entreprise soit par une augmentation (apport) soit par une diminution (cession) de ses capacités.

Rémunérations

C'est l'ensemble des salaires, charges sociales patronales exclues, des appointements et des congés payés, des indemnités de tous ordres, ainsi que des commissions et rémunérations des administrateurs ayant qualité d'assurés sociaux, versés par l'employeur au cours de l'année civile.

Résultat courant avant impôts

Il est égal aux produits d'exploitation + quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun (produits) + produits financiers - charges d'exploitation - quotes-parts de résultats sur opérations en commun (charges) - charges financières. Il est bénéficiaire si les produits dépassent les charges ou déficitaire dans le cas contraire.

Résultat exceptionnel

C'est le solde des charges et des produits exceptionnels.

Résultat financier

Il représente le solde des charges financières et des produits financiers.

Résultat net comptable (RNC)

Le résultat net comptable correspond au bénéfice ou perte de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il s'agit du résultat courant, corrigé du résultat exceptionnel, déduction faite de l'impôt sur le résultat et de l'éventuelle participation des salariés. Il mesure les ressources nettes restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice.

Secteur d'entreprise

Pour chaque entreprise on détermine, à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs, son activité principale. Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations, comme le compte de résultats ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Secteur d'établissement

Pour chaque établissement, on détermine son activité à partir de la ventilation des effectifs. Les établissements exerçant à titre principal une même activité forment un secteur d'établissement.

Sous-traitance

– **Sous-traitance industrielle** : Selon l'Afnor, il s'agit des opérations concernant, pour un cycle de production déterminé, une ou plusieurs opérations de conception, d'élaboration, de fabrication, de mise en œuvre ou de maintenance du produit, dont une entreprise, dite « donneur d'ordres », confie la réalisation à une entreprise, dite « sous-traitant » ou « preneur d'ordres », tenue de se conformer exactement aux directives ou spécifications techniques que ce donneur d'ordres arrête en dernier ressort.

– **Sous-traitance de capacité** : la sous-traitance est dite de capacité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres, équipée elle-même pour exécuter un produit, a recours à une autre entreprise soit occasionnellement, en raison d'une pointe momentanée dans sa production ou d'un incident technique, soit de façon plus ou moins habituelle, parce que désireuse de conserver une capacité propre dans une fabrication déterminée, elle entend utiliser des capacités de production disponibles à l'extérieur.

– **Sous-traitance de spécialité** : la sous-traitance est dite de spécialité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres décide de faire appel à un « spécialiste » disposant des équipements et de la compétence adaptés à ses besoins, parce qu'elle ne peut ou ne souhaite pas s'en doter, pour des raisons relevant de sa stratégie propre.

Valeur ajoutée brute (VAB)

C'est la différence entre la valeur de la production (d'une entreprise, d'une branche) et celle des consommations intermédiaires. Si l'on déduit les amortissements pratiqués au cours de l'exercice, on obtient la valeur ajoutée nette.

Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs (VABCF)

Elle représente la valeur ajoutée hors taxes augmentée des subventions et diminuée des impôts et taxes.

Valeur ajoutée hors taxes (VAHT)

Elle représente le solde des opérations de production de l'entreprise.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du service des études et des statistiques industrielles (Sessi) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et du Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Organismes :

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : direction générale des entreprises, Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) ;

– Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : service central des enquêtes et études statistiques (Scees) ;

– Insee ;

– Eurostat.

Sites Internet :

– www.industrie.gouv.fr/sessi
– www.agreste.agriculture.gouv.fr
– www.insee.fr
– www.indices.insee.fr
– www.statistique.publique.fr
– epp.eurostat.ec.europa.eu

Publications :

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (Sessi)

– « L'industrie française en 2004-2005 », rapport 2005, CPCI (Commission Permanente de Concertation pour l'Industrie), janvier 2006.
– Conjoncture industrielle, mensuel.

Chiffres-clés Analyse :

– « L'industrie en France », édition 2005-2006, juin 2006.

Chiffres-clés, production industrielle hors série :

– « L'industrie française de l'emballage en chiffres », édition 2006 ;
– « La sous-traitance industrielle en chiffres », édition 2006 ;
– « Le bois en chiffres », édition 2006.

Chiffres-clés Référence :

– « La situation de l'industrie : enquête annuelle d'entreprise 2004 », édition 2006 ;
– « L'industrie en France et la mondialisation », édition 2006.

Le « 4 pages » :

– « Tic et productivité des entreprises : des liens forts », n° 223, novembre 2006 ;
– « Un quart des entreprises innovent », n° 222, août 2006 ;
– « La taille et l'organisation en groupe, catalyseurs de l'immatériel dans les entreprises », n° 221, juillet 2006 ;
– « L'industrie manufacturière en 2005 », n° 220, juillet 2006 ;
– « La concentration des groupes, au centre des évolutions des secteurs de l'industrie », n° 219, juin 2006 ;
– « L'immatériel, au cœur de la stratégie des entreprises », n° 217, mai 2006 ;
– « Pas de frontières pour les groupes performants », n° 216, avril 2006 ;
– « La production manufacturière en 2005 - La reprise marque le pas », n° 215, mars 2006 ;
– « Rapport CPCI 2005 : la faiblesse du dollar et la percée chinoise ont freiné la reprise », n° 213, janvier 2006.

En bref :

– « Le commerce électronique des entreprises et des ménages en quelques chiffres », édition 2005/2006 ;
– « L'industrie dans les régions en quelques chiffres », édition 2005/2006 ;
– « L'industrie française en quelques chiffres », édition 2006.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) ;

– « Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires : entreprises de 20 salariés et plus », enquête annuelle ;
– « Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires : ensemble des entreprises agroalimentaires », enquête annuelle et sources fiscales ;
– « Étude sur la structure des exploitations forestières et scieries », enquête annuelle.

Agreste Primeur :

– « Enquête annuelle d'entreprise IAA – Premiers résultats 2005 », juillet 2006 ;
– « La croissance des récoltes de bois ne nuit pas à l'environnement », n° 178, mai 2006 ;
– « Les débouchés à l'exportation de la filière avicole se réduisent depuis plusieurs années », n° 177, avril 2006 ;
– « Les dépenses 2004 de protection de l'environnement dans l'agroalimentaire », n° 176, avril 2006 ;
– « Près de la moitié du lait bio déclassé », n° 171, décembre 2005 ;
– « Les produits laitiers en 2004 », n° 170, novembre 2005 ;
– « Le commerce extérieur agroalimentaire », n° 162, juin 2005 .

Insee

Insee-Première :

– « L'industrie manufacturière en 2005 - Stagnation malgré la croissance mondiale », n° 1097, août 2006 ;
– « Les groupes étrangers en France - En dix ans, 1,8 fois plus de salariés », n° 1069, mars 2006 ;
– « Les entreprises de services : concentration accrue sous l'influence des groupes », n° 1038, septembre 2005 ;
– « L'industrie automobile en 2004 », n° 1036, août 2005 ;
– « L'industrie manufacturière en 2004 : une reprise modérée », n° 1031, juillet 2005 ;
– « La hausse des créations d'entreprises se poursuit en 2004 », n° 1002, janvier 2005.

Insee-Références :

– « L'industrie en France », édition 2006.

Document de travail :

– « Les entreprises (industrielles) françaises sont-elles à la frontière technologique ? », Claire Lelarge, novembre 2006 ;
– « Réponses individuelles aux enquêtes de conjoncture et prévision macroéconomique : exemple de la prévision de la production manufacturière », Olivier Biau, Hélène Erkel-Rousse et Nicolas Ferrari, juillet 2005 ;
– « Prévoir l'investissement des entreprises - Un indicateur des révisions dans l'enquête de conjoncture sur les investissements dans l'industrie », Nicolas Ferrari, juillet 2005 ;
– « Délocalisations et réductions d'effectifs dans l'industrie française », Patrick Aubert et Patrick Sillard, mai 2005.

Vous obtiendrez des informations supplémentaires en vous reportant au chapitre N.02.

Autres

– « Principaux indicateurs économiques », Annuaire statistique de l'OCDE.

TABLEAU N.01-1

Structures industrielles françaises (hors IAA) : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi)
Enquête annuelle d'entreprise

Unités : Montants : Million d'euros
Effectifs : Millier

Secteur d'activité	Code Nes 114 ou Naf	Nombre d'entreprises	Effectif employé (1)	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	836	62	10 173	3 250	146	568
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	297	31	3 625	1 198	69	269
Édition, imprimerie, reproduction	C20	1 625	136	25 931	1 861	589	1 043
Industrie pharmaceutique	C31	273	103	45 632	15 570	970	4 191
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	298	59	20 512	7 542	461	1 498
Fabrication de meubles	C41	668	76	10 527	1 608	252	185
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	95	7	1 117	407	21	39
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	250	25	4 417	1 953	117	164
Fabrication d'appareils domestiques	C44	68	21	4 605	1 310	118	246
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	48	15	4 863	2 351	68	19
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	117	15	2 057	890	64	116
Construction automobile	D01	323	211	91 279	53 584	3 546	1 654
Fabrication d'équipements automobiles	D02	219	91	20 623	8 745	650	693
Construction navale	E11	120	31	4 728	1 521	118	257
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	40	15	2 909	1 168	39	50
Construction aéronautique et spatiale (n.c. ateliers indus. de l'aéronautique)	E13	112	89	21 227	13 573	908	816
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport (n.c.a.)	E14	47	7	1 779	937	35	27
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	618	41	5 786	527	127	339
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	874	64	7 339	1 186	152	319
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	351	66	12 898	7 219	311	777
Fabrication de machines d'usage général	E24	788	94	16 114	5 401	206	954
Fabrication de machines agricoles	E25	209	18	4 075	1 487	62	115
Fabrication de machines-outils	E26	155	12	1 869	644	34	62
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	626	55	9 303	5 019	197	247
Fabrication d'armes et munitions (hors matériel militaire)	E28	17	12	2 592	1 046	47	71
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	58	8	2 429	1 141	25	76
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	157	24	3 699	1 743	69	210
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	147	53	14 277	6 401	228	396
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	262	27	5 163	2 001	126	334
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	437	56	10 153	5 015	176	557
Extraction de minerais métalliques	F11	2	n.s.	*c*	*c*	*c*	*c*
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	F12	338	22	*c*	*c*	*c*	*c*
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	183	49	6 955	2 575	320	304
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	685	77	16 243	2 259	667	1 741
Filature et tissage	F21	448	32	5 140	2 413	129	14
Fabrication de produits textiles	F22	443	35	4 957	1 652	122	184
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	152	11	1 403	258	28	82
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (2)	F31	663	47	7 335	1 225	214	324
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	109	26	7 566	3 980	303	– 59
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	475	58	10 899	1 915	395	382
Industrie chimique minérale	F41	124	24	8 820	3 022	298	107
Industrie chimique organique	F42	176	40	22 411	11 621	838	431
Parachimie	F43	352	56	16 178	6 928	437	856
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	10	2	591	383	16	– 25
Industrie du caoutchouc	F45	159	72	11 239	4 795	433	452
Transformation des matières plastiques	F46	1 420	171	26 141	6 124	1 032	1 029
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	137	56	18 492	10 616	447	1 114
Production de métaux non ferreux	F52	81	22	8 501	4 052	240	191
Fonderie	F53	204	34	3 663	1 129	145	33
Services industriels du travail des métaux	F54	2 092	152	16 628	3 293	682	525
Fabrication de produits métalliques	F55	849	89	12 646	3 351	443	738
Récupération	F56	294	17	4 579	1 357	193	300
Fabrication de matériel électrique	F61	552	133	23 210	9 610	707	748
Fabrication de composants électroniques	F62	331	60	10 812	6 734	846	93
Extraction de produits énergétiques	G11 à G13	14	2	614	33	82	138
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	10	12	3 869	1 636	155	209
Raffinage de pétrole	G15	43	18	53 668	6 853	841	1 507
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	156	163	56 120	4 581	4 101	5 218
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	87	35	9 928	122	451	487
Total industrie, hors IAA (2)		**20 724**	**3 043**	**744 812**	**259 256**	**24 851**	**33 795**

(1) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location.
(2) Non compris le « Sciage et rabotage du bois », activité reprise dans le 20.1A (tableau N01-2).

TABLEAU N.01-2

Structures des industries agroalimentaires : année 2004 (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees - Agreste)
Enquête annuelle d'entreprise (2)

Unités : Montants : Million d'euros
Effectifs : Millier

(3) Secteur d'activité	Code Nes 114 ou Naf	Nombre d'entreprises	Effectif employé (4)	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels hors apports	Résultat courant avant impôts
Industrie des viandes	**15.1**	**1 016**	**142**	**30 486**	**3 081**	**615**	**436**
Production de viandes de boucherie	15.1A	421	55	14 445	1 437	223	137
Production de viandes de volaille	15.1C	164	35	5 955	1 062	128	19
Préparation industrielle de produits à base de viande	15.1E	431	52	10 086	582	264	280
Industrie du poisson	**15.2**	**150**	**16**	**3 049**	**317**	**85**	**85**
Industrie du poisson	15.2 Z	150	16	3 049	317	85	85
Industrie des fruits et légumes	**15.3**	**162**	**27**	**6 572**	**1 187**	**261**	**244**
Transformation et conservation de pommes de terre	15.3A	7	3	724	161	40	35
Préparation de jus de fruits et légumes	15.3C	16	2	750	94	23	34
Transformation et conservation de légumes	15.3E	84	15	3 264	615	132	106
Transformation et conservation de fruits	15.3F	55	7	1 834	317	66	70
Industrie des corps gras	**15.4**	**28**	**2**	**1 750**	**296**	**36**	**64**
Fabrication d'huiles et graisses brutes	15.4A	17	1	*c*	*c*	*c*	*c*
Fabrication d'huiles et graisses raffinées	15.4C	9	1	624	110	5	27
Fabrication de margarine	15.4E	2	n.s.	*c*	*c*	*c*	*c*
Industrie laitière	**15.5**	**318**	**64**	**23 653**	**3 579**	**504**	**466**
Fabrication de lait liquide et de produits frais	15.5A	55	19	8 366	867	182	254
Fabrication de beurre	15.5B	17	3	1 858	216	27	8
Fabrication de fromages	15.5C	198	33	9 860	1 716	207	167
Fabrication d'autres produits laitiers	15.5D	26	4	1 771	602	35	18
Fabrication de glaces et sorbets	15.5F	22	6	1 707	178	53	20
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	**15.6**	**113**	**13**	**4 857**	**2 173**	**176**	**113**
Meunerie	15.6A	84	5	1 595	225	33	50
Autres activités de travail des grains	15.6B	22	3	*c*	*c*	*c*	*c*
Fabrication de produits amylacés	15.6D	7	5	*c*	*c*	*c*	*c*
Fabrication d'aliments pour animaux	**15.7**	**209**	**22**	**9 829**	**1 355**	**226**	**273**
Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	15.7A	186	13	6 614	225	105	92
Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	15.7C	23	9	3 215	1 130	121	180
Autres industries alimentaires	**15.8**	**755**	**106**	**25 736**	**4 630**	**791**	**1 631**
Fabrication industrielle de pain et pâtisserie fraîche	15.8A	284	35	4 775	451	207	215
Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	15.8F	107	16	3 219	275	82	201
Fabrication de sucre	15.8H	18	8	3 343	717	104	252
Chocolaterie, confiserie	15.8K	111	21	5 963	1 441	129	408
Fabrication de pâtes alimentaires	15.8M	26	4	1 113	99	32	24
Transformation du thé et du café	15.8P	45	5	2 148	136	43	187
Fabrication de condiments et assaisonnements	15.8R	24	3	804	110	39	63
Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques	15.8T	39	5	1 307	216	33	136
Industries alimentaires n.c.a	15.8V	101	10	3 064	1 185	121	145
Industrie des boissons	**15.9**	**429**	**43**	**19 168**	**5 607**	**781**	**1 880**
Production d'eaux de vie naturelles	15.9A	47	4	2 061	1 492	52	395
Fabrication de spiritueux	15.9B	28	4	1 446	433	35	159
Production d'alcool éthylique de fermentation	15.9D	21	1	369	90	28	9
Champagnisation	15.9F	93	6	3 737	1 435	118	523
Vinification	15.9G	150	6	1 943	462	107	29
Cidrerie	15.9J	7	1	*c*	*c*	*c*	*c*
Production d'autres boissons fermentées	15.9L	2	n.s.	*c*	*c*	*c*	*c*
Brasserie	15.9N	12	5	1 726	97	108	168
Malterie	15.9Q	6	1	537	394	26	16
Industrie des eaux de table	15.9S	41	10	3 575	869	182	417
Production de boissons rafraîchissantes	15.9T	22	6	3 549	326	116	158
Industries agricoles et alimentaires	**15**	**3 180**	**433**	**125 011**	**22 226**	**3 477**	**5 194**
Exploitation forestière	02.0B	33	2	386	80	7	1
Sciage et rabotage du bois	20.1A	249	12	1 800	334	105	27
Entreposage frigorifique	63.1D	58	9	740	4	22	24
Total IAA		**3 520**	**456**	**127 936**	**22 643**	**3 611**	**5 247**

(1) Hors activités 151F, 15.8B, 15.8C, 15.8D exclues de l'enquête du Scees.
(2) Champ de l'enquête : entreprise de 20 salariés et plus ou réalisant plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires.
(3) Pour les définitions branche et secteur, voir partie « 3. Définitions » de ce chapitre.
(4) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et des effectifs prêtés à d'autres entreprises.

TABLEAU N.01-3

Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels

Pondération : valeur ajoutée 2000 des entreprises de 10 salariés et plus de la branche

Source : Insee

Unités : Pondérations : Million d'euros 2000
Indice base 100 : Année 2000

Intitulé de la branche	Codes Nes 16 et 36	Pondération	*r* 1995	2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
Ensemble de l'industrie (Nes EB à EG)		**210 519**	**87,0**	**100,0**	**101,3**	**100,0**	**99,6**	**102,0**	**102,2**
Industrie hors énergie et IAA (Nes EC à EF)		**163 945**	**84,8**	**100,0**	**101,1**	**99,3**	**98,3**	**101,2**	**101,5**
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**EB**	**18 574**	**95,9**	**100,0**	**100,8**	**103,5**	**102,8**	**102,5**	**102,8**
Industries agricoles et alimentaires	B0	18 574	95,9	100,0	100,8	103,5	102,8	102,5	102,8
INDUSTRIE DES BIENS DE CONSOMMATION	**EC**	**30 707**	**99,9**	**100,0**	**101,8**	**99,2**	**99,3**	**101,3**	**102,9**
Habillement, cuir	C1	4 652	190,9	100,0	90,9	74,1	61,7	55,2	50,4
Édition, imprimerie, reproduction	C2	8 324	88,6	100,0	99,4	96,4	94,9	95,8	97,4
Pharmacie, parfumerie, entretien	C3	12 198	77,2	100,0	109,1	113,3	121,7	127,3	132,2
Industries des équipements du foyer	C4	5 533	90,3	100,0	98,3	93,7	88,3	90,8	90,4
INDUSTRIE AUTOMOBILE	**ED**	**19 144**	**66,4**	**100,0**	**107,4**	**108,7**	**107,1**	**113,1**	**111,7**
Industrie automobile	D0	19 144	66,4	100,0	107,4	108,7	107,1	113,1	111,7
INDUSTRIE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	**EE**	**40 162**	**81,1**	**100,0**	**101,6**	**99,5**	**99,5**	**103,2**	**105,3**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	7 931	68,3	100,0	108,3	100,2	103,1	105,5	116,9
Industries des équipements mécaniques	E2	18 073	85,9	100,0	101,7	104,7	102,3	107,9	110,8
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	14 158	82,2	100,0	97,7	92,5	93,9	95,9	91,9
INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES	**EF**	**73 932**	**85,3**	**100,0**	**98,8**	**96,7**	**94,9**	**97,0**	**96,2**
Industries des produits minéraux	F1	8 136	93,5	100,0	99,1	96,8	95,6	98,8	98,6
Industrie textile	F2	4 302	115,4	100,0	95,7	89,3	82,8	77,2	71,3
Industries du bois et du papier	F3	7 605	90,5	100,0	97,5	97,4	97,4	100,5	100,8
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	22 152	83,8	100,0	98,5	97,4	96,9	99,4	100,4
Métallurgie et transformation des métaux	F5	21 278	85,9	100,0	99,1	97,5	94,3	97,3	94,3
Industries des composants électriques et électroniques	F6	10 459	65,2	100,0	100,9	96,3	94,3	95,7	96,5
ÉNERGIE	**EG**	**28 000**	**93,6**	**100,0**	**102,8**	**101,9**	**104,9**	**106,5**	**106,2**
Production de combustibles et de carburants	G1	4 105	102,5	100,0	100,8	94,2	98,2	97,6	95,0
Eau, gaz, électricité	G2	23 895	92,1	100,0	103,2	103,2	106,1	108,0	108,1
CONSTRUCTION	**EH**	**33 797**	**105,5**	**100,0**	**101,2**	**98,5**	**102,4**	**106,9**	**110,0**
Construction	H0	33 797	105,5	100,0	101,2	98,5	102,4	106,9	110,0

TABLEAU N.01-4

Indices de la production industrielle de l'industrie manufacturière dans plusieurs pays (1)

Source : Eurostat

Unité : Base 100 en 2000

Pays	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	86,0	93,1	94,6	100,0	100,1	98,9	99,1	103,5	106,9
Autriche	...	...	...	100,0	101,9	102,2	104,3	112,9	117,2
Belgique	86,1	93,4	94,4	100,0	99,9	100,8	101,3	105,6 *p*	103,5
Chypre	...	...	96,2	100,0	100,7 *p*	103,4 *p*	103,9	105,4	104,0 *p*
Danemark	86,5	94,7	94,9	100,0	102,0	103,0	102,3	102,0	103,8
Espagne	83,6	94,6	96,8	100,0	98,0	98,4	99,9	101,1	100,8
Estonie	...	88,0	85,8	100,0	110,2	119,8	132,7	148,8	164,2
Finlande	67,6	83,4	88,5	100,0	99,5	101,5	101,9	108,1	106,3
France	**86,0**	**93,7**	**95,9**	**100,0**	**101,0**	**99,7**	**98,8**	**101,4**	**101,7**
Hongrie	...	73,8	82,9	100,0	104,2	107,9	115,5	125,3	134,8
Italie	93,7	97,4	97,0	100,0	99,4	97,2	95,5	95,9	93,5
Lettonie	94,2	105,1	94,9	100,0	107,5	114,2	123,2	130,8	139,3
Lituanie	...	107,3	94,9	100,0	115,8	119,1	135,8	152,0	165,1
Luxembourg	...	...	...	100,0	102,8	104,7	108,8	114,1	115,0
Pologne	65,1	87,7	92,7	100,0	99,9	101,7	112,4	128,8	134,7
Portugal	89,7	100,0	100,5	100,0	102,4	102,9	102,4	101,6	99,8
République tchèque	...	102,5 *p*	99,7 *p*	100,0 *p*	107,4 *p*	109,6 *p*	115,5 *p*	128,0 *p*	137,6
Royaume-Uni	93,8	96,5	97,7	100,0	98,7	96,2	96,4	98,3	97,3
Slovaquie	...	94,8	91,6	100,0	110,2	119,3	128,1	134,4	141,0
Slovénie	...	93,5	93,4	100,0	102,8	104,8	106,5	111,6	115,7
Suède	82,0	91,2	94,1	100,0	98,9	99,9	102,3	106,8	108,6
États-Unis	75,1	90,9	95,6	100,0	95,8	95,9	96,4	101,1	105,1
Japon	95,8	94,4	94,6	100,0	93,2	92,0	95,0	100,2	101,3

(1) Données brutes corrigées des jours ouvrables (CJO). Correspond à la « Nace section D ».

TABLEAU N.01-5

Indicateurs de rentabilité par grand secteur et par taille d'entreprise (1) (2)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - EAE) — *Unité* : %

	Industries des biens de consommation hors pharmacie	Pharmacie	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	PMI (20 à 249 salariés)	Entreprises de 250 salariés et plus	**Total industrie**
Rentabilité commerciale (EBE/CAHT) (3)								
2004	7,6	10.6	6,4	5,5	7,4	8,3	6,9	**7,1**
2003	7,5	13.0	5,7	6,3	6,9	7,4	6,9	**7,1**
2002 *r*	7,4	12.0	6,5	5,7	7,0	7,7	7,3	**7,0**
2001 *r*	7,6	13.0	5,9	5,3	7,4	7,6	7,5	**7,0**
2000 *r*	7,7	12.5	6,9	6,9	8,7	6,7	8,1	**8,1**
1999 *r*	8,0	12.2	7,6	6,8	8,5	6,5	8,1	**8,1**
1998 *r*	7,7	12.0	7,9	6,6	8,7	6,3	8,1	**8,2**
Rentabilité économique (EBE/immobilisations corporelles) (3)								
2004	31,0	43,4	14,3	20,4	13,0	16,1	16,7	**17,1**
2003	31,2	51,7	12,8	24,2	11,8	16,1	16,7	**17,1**
2002 *r*	31,2	47,2	14,9	22,9	12,1	17,8	16,0	**17,2**
2001 *r*	30,5	51,7	13,8	22,2	14,2	19,7	16,6	**18,2**
2000 *r*	31,3	46,7	16,0	28,9	17,4	22,3	20,1	**21,3**
1999 *r*	31,6	43,5	17,0	26,8	16,3	21,8	19,1	**20,5**
1998 *r*	31,0	43,3	16,9	24,9	16,7	22,2	18,6	**20,4**
Taux de marge EBE/(VAHT + coût de personnel extérieur) (3)								
2004	24,8	39,3	31,6	16,8	24,0	20,6	25,5	**24,4**
2003	25,0	44,3	29,0	18,9	22,2	20,1	25,4	**24,2**
2002 *r*	24,7	41,7	31,8	17,4	22,6	21,3	24,6	**24,0**
2001 *r*	24,5	42,5	29,7	16,9	24,6	22,2	24,9	**24,4**
2000 *r*	24,8	40,2	32,5	21,1	28,2	23,5	28,4	**27,1**
1999 *r*	24,9	38,7	33,9	20,0	26,3	22,7	27,4	**26,1**
1998 *r*	24,1	37,8	34,3	19,2	26,7	22,6	27,1	**25,9**
Taux annuel d'évolution de la productivité du travail (VAHT + coût de personnel extérieur)/ (effectif salarié moyen + travailleurs extérieurs) (3)								
2004	3,8	− 3,7	8,0	− 1,3	6,2	4,5	2,9	**3,6**
2003	4,4	6,8	0,9	2,1	2,9	2,2	3,4	**3,1**
2002 *r*	5,6	0,2	7,3	3,2	0,3	1,5	3,4	**2,8**
2001 *r*	1,8	4,1	− 1,6	− 2,8	− 3,9	− 0,2	− 3,2	**− 2,0**
2000 *r*	2,6	6,5	− 0,4	2,7	3,8	2,2	3,0	**3,1**
1999 *r*	2,9	5,4	2,3	3,1	1,2	1,7	2,6	**2,4**
1998 *r*	1,0	1,6	14,2	3,9	0,9	0,9	3,7	**3,1**

(1) Industrie manufacturière hors IAA ; entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Y compris modifications de structure.
(3) EBE : excédent brut d'exploitation ; CAHT : chiffre d'affaires hors taxes ; VAHT : valeur ajoutée hors taxes.

TABLEAU N.01-6

Principales évolutions par secteur et par taille entre 2003 et 2004 (1)

(à champ reconstitué)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi, EAE) *Unité* : %

	Code Nes	Effectif au 31 décembre	Chiffre d'affaires hors taxes		Investissement	Exportations directes		Profitabilité (2)	
			valeur	volume	valeur	valeur	volume	2003	2004
Grand secteur									
Biens de consommation	EC	– 3,4	2,3	2,7	– 5,6	3,9	5,0	4,6	4,5
Industrie automobile	ED	– 0,3	5,1	4,5	– 6,1	6,5	1,9	0,3	2,5
Biens d'équipement	EE	– 2,6	2,5	2,4	– 0,2	2,4	3,1	0,3	2,5
Biens intermédiaires	EF	– 2,8	5,0	1,4	0,9	7,3	4,7	1,6	1,8
Taille d'entreprise									
PMI (20 à 249 salariés)	///	– 3,9	2,9	1,5	– 3,2	4,5	3,2	1,4	2,1
Grandes entreprises (250 salariés ou plus)	///	– 3,8	4,4	3,0	– 1,4	5,7	4,4	1,7	2,8
Ensemble (3)	///	**– 2,6**	**3,9**	**2,4**	**– 1,9**	**5,4**	**4,1**	**1,8**	**2,7**

(1) Industrie manufacturière hors IAA ; entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Rapport entre le résultat net comptable (RNC) et le chiffre d'affaires hors taxes.
(3) Y compris les entreprises classées hors tranche.

TABLEAU N.01-7

Taux d'investissement par secteur, en Nes 36 (1) (2)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - EAE) *Unité* : %

	Code Nes	1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	2003
Biens de consommation	**EC**	**9,3**	**8,9**	**9,2**	**9,3**	**8,9**	**9,1**	**9,1**	**8,0**
Habillement, cuir	C1	5,6	5,7	5,7	6,1	5,6	6,4	5,5	5,9
Édition, imprimerie, reproduction	C2	8,2	7,4	7,4	8,0	7,7	7,8	6,8	6,9
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	10,5	10,4	10,5	10,3	9,4	9,7	10,0	8,7
Industrie des équipements du foyer	C4	11,2	10,0	11,0	10,8	11,5	11,3	12,4	8,9
Industrie automobile	**ED**	**25,4**	**22,3**	**16,8**	**19,8**	**24,8**	**26,8**	**24,3**	**22,6**
Biens d'équipement	**EE**	**8,2**	**7,5**	**8,1**	**8,1**	**8,5**	**9,6**	**7,7**	**7,2**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	8,8	8,8	8,1	8,9	8,7	8,4	11,4	10,6
Industries des équipements mécaniques	E2	7,5	7,0	7,5	7,4	7,6	8,3	6,7	6,4
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	8,7	7,8	8,3	8,6	9,4	10,1	7,2	6,3
Biens intermédiaires	**EF**	**14,7**	**13,9**	**15,6**	**15,8**	**17,4**	**17,0**	**14,4**	**13,3**
Industries des produits minéraux	F1	15,4	13,5	14,4	15,1	15,5	14,4	13,4	12,7
Industrie textile	F2	12,0	11,9	12,9	11,5	10,7	11,6	8,9	8,5
Industries du bois et du papier	F3	16,1	14,2	19,0	16,7	19,6	17,2	14,0	14,4
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	15,5	14,6	16,7	17,6	17,7	17,9	16,5	14,6
Métallurgie et transformation des métaux	F5	12,6	12,6	14,1	14,0	12,4	15,1	12,5	11,8
Industries des composants électriques et électroniques	F6	16,2	15,7	15,7	17,1	27,2	22,2	16,8	14,4
Ensemble de l'industrie manufacturière (hors agroalimentaire)	**EC à EF**	**13,0**	**12,1**	**12,5**	**13,1**	**14,4**	**14,6**	**12,8**	**11,7**

(1) Industrie manufacturière hors IAA ; entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Investissement corporels hors apports/ Valeur ajoutée hors taxes.

TABLEAU N.01-8

Dépenses antipollution dans l'industrie en 2003

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi)
Ministère de l'Agriculture et de la pêche (Scees)
Enquête sur les dépenses pour protéger l'environnement (Antipol 2003) (1)

Unité : Million d'euros

Secteur d'activité (Nes 36)	Investissements pour protéger l'environnement				Études	
	spécifiques	changements de procédé	**Total**	(%) des investissements corporels	en vue d'un investissement	par obligation réglementaire
Industries agricoles et alimentaires	105	20	**125**	3,9	3,3	4,1
Habillement, cuir	2	–	**2**	1,1	0,2	0,1
Édition, imprimerie, reproduction	3	1	**4**	0,6	0,3	0,2
Pharmacie, parfumerie, entretien	44	11	**55**	3,6	4,5	3,5
Industries des équipements du foyer	12	4	**16**	1,8	0,6	0,7
Industrie automobile	39	8	**47**	1,1	2,1	3,2
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	14	4	**18**	1,9	2,1	2,8
Industries des équipements mécaniques	19	7	**26**	2,1	2,1	2,2
Industries des équipements électriques et électroniques	13	2	**15**	1,7	0,7	1,4
Industries des produits minéraux	62	13	**75**	6,2	2,8	3,4
Industrie textile	6	2	**8**	2,6	2,1	0,4
Industries du bois et du papier	61	8	**69**	7,1	3,9	2,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	168	46	**214**	6,8	15,8	17,7
Métallurgie et transformation des métaux	106	18	**124**	5,7	4,2	7,7
Industries des composants électriques et électroniques	42	3	**45**	3,2	2,6	1,8
Production de combustibles et de carburants	44	10	**54**	7,3	2,6	5,6
Eau, gaz, électricité	193	19	**212**	4,7	10,6	193,7
Ensemble	**933**	**176**	**1 109**	**4,0**	**60,5**	**250,5**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 2. Méthodologie ».

TABLEAU N.01-9

Sous-traitance reçue selon le secteur d'activité et la taille des entreprises en 2004 (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - EAE)

	Preneurs d'ordres			Chiffre d'affaires concerné		
	Nombre	%	Répartition (%)	Milliard d'euros	(%) du CAHT des preneurs (2) d'ordres	(%) du CAHT (2) total
Secteur						
Biens de consommation	1 242	27,1	18,1	12,5	42,1	9,4
Industrie automobile	119	22,0	7,5	5,2	6,3	4,6
Biens d'équipement	1 377	27,4	14,0	9,7	26,9	7,7
Biens intermédiaires	4 350	42,3	60,3	41,7	62,1	16,8
Taille						
PMI	6 445	35,8	43,6	30,2	66,3	18,5
Grandes entreprises	587	31,2	55,3	38,2	22,8	8,9
Hors tranches	56	10,3	1,1	0,8	28,4	3,0
Total	**7 088**	**34,7**	**100,0**	**69,2**	**32,0**	**11,1**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. Définitions ».
(2) CAHT : chiffre d'affaires hors taxes.

TABLEAU N.01-10

Sous-traitance industrielle confiée en 2004 (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - EAE)

	Donneurs d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance (1) de spécialité / sous-traitance industrielle (%)
	Nombre	%	Milliard d'euros	Répartition (%)	De la production totale (%)	
Secteur d'activité						
Habillement, cuir, industries diverses	805	71,1	1,7	3,1	14,3	71,9
Édition, imprimerie, reproduction	1 267	78,0	3,0	5,3	12,1	92,4
Pharmacie, parfumerie, entretien	400	70,1	3,0	5,4	5,5	94,2
Industries des équipements du foyer	838	67,3	1,0	1,7	4,5	60,0
Industries des biens de consommation	**3 310**	**72,3**	**8,7**	**15,6**	**7,7**	**85,3**
Industrie automobile	**427**	**78,8**	**15,9**	**28,6**	**14,9**	**14,1**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	281	88,1	9,7	17,4	33,1	60,8
Industries des équipements mécaniques	3 035	83,4	6,7	12,0	12,3	77,8
Industries des équipements électriques et électroniques	813	76,6	3,7	6,6	11,5	88,2
Industries des biens d'équipement	**4 129**	**82,3**	**20,1**	**36,0**	**17,3**	**71,5**
Industries des produits minéraux	664	55,0	1,1	2,0	4,5	88,0
Industrie textile	716	68,6	1,0	1,8	9,1	73,7
Industries du bois et du papier	809	64,9	0,5	1,0	2,3	76,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	1 530	68,3	3,3	5,9	4,4	74,7
Métallurgie et transformation des métaux	3 052	83,5	3,6	6,5	5,9	76,6
Industries des composants électriques et électroniques	691	78,3	1,5	2,6	4,8	62,2
Industries des biens intermédiaires	**7 462**	**72,6**	**11,0**	**19,8**	**4,9**	**75,0**
Ensemble de l'industrie manufacturière (hors IAA)	**15 328**	**75,1**	**55,7**	**100,0**	**9,9**	**58,0**
Taille des entreprises						
20 à 49 salariés	7 693	70,5	3,6	6,4	7,9	77,4
50 à 99 salariés	3 214	77,4	3,0	5,3	7,5	78,7
100 à 249 salariés	2 339	80,1	4,8	8,6	7,1	72,3
PMI	**13 246**	**73,7**	**11,3**	**20,3**	**7,4**	**75,6**
250 à 499 salariés	858	82,3	4,6	8,2	7,2	79,1
500 à 999 salariés	431	86,4	5,0	9,0	7,0	85,5
1 000 à 1 999 salariés	169	80,1	3,2	5,8	5,6	75,6
2 000 salariés ou plus	118	90,8	28,4	51,0	14,7	39,3
Grandes entreprises	**1 576**	**83,7**	**41,2**	**73,9**	**10,7**	**52,1**
Hors tranches	506	92,7	3,2	5,8	13,3	70,8
Total	**15 328**	**75,1**	**55,7**	**100,0**	**9,9**	**58,0**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. Définitions ».

TABLEAU N.01-11

Entreprises de 20 salariés ou plus sous contrôle étranger par secteur d'activité au 1er janvier 2003 (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Insee et Sessi)

Activité	Entreprises (nombre)	Effectifs (millier)	% du secteur	CAHT (million d'euros) (2)	% du secteur	VAHT (million d'euros) (2)	% du secteur	Exportations (million d'euros)	% du secteur
Biens de consommation	**533**	**163**	**27,6**	**50 353**	**38,1**	**12 827**	**34,3**	**15 066**	**42,2**
Habillement, cuir	58	11	10,6	2 003	13,6	507	11,8	926	19,1
Édition, imprimerie, reproduction	152	22	15,3	6 001	23,0	2 162	23,1	700	37,6
Pharmacie, parfumerie, entretien	172	72	44,3	28 648	46,5	7 777	47,1	8 599	43,6
Industries des équipements du foyer	151	57	32,3	13 700	46,1	2 382	33,0	4 840	52,3
Industrie automobile	**136**	**88**	**28,0**	**20 600**	**19,6**	**4 764**	**23,6**	**10 076**	**18,2**
Biens d'équipement	**894**	**273**	**37,4**	**60 783**	**44,8**	**17 483**	**41,8**	**31 508**	**51,5**
Construction navale, aéronautique, ferroviaire	46	42	33,5	10 030	37,5	3 526	39,0	6 385	41,3
Industries des équipements mécaniques	619	152	39,5	28 844	48,4	8 387	45,1	14 123	64,5
Équipements électriques et électroniques	229	78	36,1	21 910	44,3	5 571	39,4	10 999	46,2
Biens intermédaires	**1 730**	**472**	**34,8**	**103 879**	**43,4**	**28 103**	**40,4**	**41 329**	**49,5**
Industries des produits minéraux	185	44	28,8	9 186	35,5	3 168	32,8	2 015	37,4
Industrie textile	114	19	19,6	3 044	22,5	863	22,7	1 248	25,1
Industrie du bois et du papier	241	62	44,2	14 411	55,5	3 843	51,8	5 218	72,1
Chimie, caoutchouc, plastiques	569	143	38,1	37 345	46,1	9 303	43,5	16 320	53,3
Métallurgie et transformation des métaux	437	124	31,9	24 889	41,3	6 420	36,5	8 230	43,0
Composants électriques et électroniques	184	80	39,4	15 004	45,5	4 506	46,3	8 299	51,1
Total	**3 293**	**995**	**33,3**	**235 615**	**38,5**	**63 178**	**37,4**	**97 979**	**41,6**

(1) Industrie hors IAA et énergie.
(2) CAHT : chiffres d'affaires hors taxes ; VAHT : valeur ajoutée hors taxes.

TABLEAU N.01-12

Chiffres-clés des entreprises industrielles (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - EAE)

	2000				2003				2004			
	PMI (2)	20 à 499 salariés	500 salariés ou plus	Ensemble	PMI (2)	20 à 499 salariés	500 salariés ou plus	Ensemble	PMI (2)	20 à 499 salariés	500 salariés ou plus	Ensemble (3)
Entreprises (nombre)	19 216	20 327	949	21 276	18 505	20 095	936	21 031	17 981	19 020	837	20 413
Effectif (millier)	1 185	1 568	1 444	3 012	1 123	1 852	1 035	2 887	1 093	1 453	1 300	2 813
Chiffre d'affaires hors taxes (milliard d'euros)	158,0	224,2	381,9	606,1	158,7	302,8	305,7	608,5	163,1	232,3	359,7	620,6
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	23,1	27,1	44,0	37,7	23,2	29,6	48,5	39,1	23,7	27,6	48,0	39,6
Investissements / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	3,6	3,8	4,1	4,0	3,1	3,3	3,2	3,2	3,0	3,1	3,3	3,1
Valeur ajoutée hors taxes / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	32,4	31,8	25,3	27,7	32,3	30,8	24,8	27,7	31,9	31,0	25,6	27,4
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes (%)	24,6	25,6	31,3	28,9	21,2	23,2	28,7	25,6	21,7	22,5	27,7	25,8
Charges financières / Valeur ajoutée hors taxes (%)	4,8	5,3	11,5	8,9	4,8	6,9	10,1	8,4	4,2	5,0	9,7	7,7
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes (%)	11,1	12,1	16,1	14,4	9,7	10,8	12,7	11,7	9,3	9,9	12,9	11,3
Chiffre d'affaires / Valeur ajoutée hors taxes (%)	15,2	15,6	23,3	20,0	12,4	14,1	21,5	17,4	13,1	13,0	21,8	17,9

(1) Industrie manufacturière hors IAA.
(2) PMI : entreprises de 20 à 249 salariés.
(3) Y compris les entreprises de taille non significative à compter de 2004.

TABLEAU N.01-13

Part des PMI dans l'industrie manufacturière (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - EAE) *Unité* : %

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre	88,2	87,8	87,4	87,5	87,8	88,0	90,6
Effectif	38,8	40,3	38,7	38,4	38,8	38,9	39,7
Chiffre d'affaires hors taxes	28,9	28,9	26,1	26,0	26,0	26,1	27,5
Exportations	15,9	18,1	15,4	15,3	15,7	15,5	16,4
Investissements	26,8	27,8	23,4	24,9	24,7	25,2	25,6

(1) PMI : entreprises de 20 à 249 salariés (hors IAA).

TABLEAU N.01-14

Indices de prix à la production dans l'industrie (hors TVA)

Source : Insee

Unité : Base 100 en 2000 (1)

Intitulé du produit	100 =	Code Nes	Pondération	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Ensemble de l'industrie (Nes EB à EG)	**2000**		**1 000**	**100,0**	**101,2**	**101,0**	**101,9**	**104,0**	**107,2**
Ensemble de l'industrie hors énergie et IAA (Nes EC à EF)	**2000**		**652**	**100,0**	**101,2**	**101,0**	**101,3**	**102,5**	**104,3**
Produits des industries agro-alimentaires	**2000**	**EB**	**177**	**100,0**	**104,7**	**105,0**	**106,6**	**109,0**	**108,2**
Viandes, peaux et produits à base de viande	2000	01	45	100,0	107,7	101,7	102,1	105,4	106,8
Produits laitiers et glaces	2000	02	32	100,0	103,4	103,4	104,0	102,6	101,7
Boissons	2000	03	26	100,0	101,8	105,0	107,2	108,4	106,1
Céréales transformées et aliments pour animaux	2000	04	19	100,0	105,9	104,6	103,6	107,0	100,1
Produits des industries alimentaires diverses	2000	05	49	100,0	103,6	107,2	109,2	109,7	110,0
Tabac manufacturé	12-2000	06	6	///	106,7	120,8	141,0	176,7	177,0
Biens de consommation	**2000**	**EC**	**135**	**100,0**	**101,2**	**100,9**	**101,1**	**100,9**	**101,1**
Habillement, cuir	01-2001	10	21	///	100,1	99,1	98,4	97,6	97,1
Articles d'habillement et fourrures	01-2001	11	16	///	99,9	97,4	96,1	95,1	94,2
Cuirs, articles de voyage, chaussures	2000	12	5	100,0	103,4	107,0	107,9	108,0	108,3
Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	11-2002	30	51	///	///	///	100,1	100,2	99,8
Produits pharmaceutiques	11-2002	31	36	///	///	///	99,8	99,4	98,4
Savons parfums et produits d'entretien	2000	32	15	100,0	104,2	106,7	108,7	109,8	111,0
Équipement du foyer	2000	40	37	100,0	101,7	101,6	101,8	101,6	102,3
Fabrication de meubles	2000	41	19	100,0	101,7	102,6	102,7	102,9	104,2
Bijoux, instruments de musique	2000	42	3	100,0	101,9	104,5	105,3	106,5	109,1
Articles de sport, jeux et produits divers	2000	43	6	100,0	103,0	103,3	105,9	107,8	109,4
Appareils domestiques	2000	44	4	100,0	101,6	100,4	100,3	97,8	97,4
Appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	2000	45	3	100,0	99,9	89,7	85,1	79,6	74,9
Produits de l'industrie automobile	**2000**	**ED**	**95**	**100,0**	**101,3**	**102,3**	**102,7**	**103,0**	**104,6**
Produits de la construction automobile	2000	01	65	100,0	101,8	103,6	104,8	105,2	107,3
Équipements pour automobiles	2000	02	30	100,0	100,1	99,5	98,1	98,1	98,8
Biens d'équipement	**2000**	**EE**	**127**	**100,0**	**100,8**	**100,7**	**100,8**	**101,0**	**102,0**
Cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a.	12-2001	14	**2**	///	///	100,3	103,0	104,4	105,4
Industries des équipements mécaniques	2000	20	78	100,0	101,7	102,2	102,6	104,0	106,7
Réservoirs, chaudières, produits de la chaudronnerie	2000	22	15	100,0	101,1	101,4	102,0	104,1	107,8
Équipements mécaniques	2000	23	10	100,0	101,8	103,0	103,6	105,3	107,1
Machines d'usage général	2000	24	20	100,0	101,3	102,0	102,8	103,3	104,9
Machines agricoles	2000	25	7	100,0	102,0	104,5	107,1	111,1	116,7
Machines outils	2000	26	3	100,0	101,9	102,4	102,1	101,5	101,2
Moteurs génératrices et transformateurs électriques	2000	32	5	100,0	103,3	105,1	106,1	105,9	108,4
Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image	11-2002	33	17	///	///	///	99,0	95,0	90,3
Matériel médicochirurgical et orthopédie	2000	34	6	100,0	99,3	100,4	99,6	97,6	96,3
Biens intermédiaires	**2000**	**EF**	**295**	**100,0**	**101,2**	**100,7**	**101,1**	**103,7**	**106,7**
Produits minéraux	2000	10	40	100,0	104,2	106,5	108,0	110,5	113,3
Produits divers des industries extractives	2000	12	8	100,0	105,7	110,4	113,7	117,4	121,0
Verre et articles en verre	2000	13	8	100,0	104,0	102,7	101,2	100,6	101,6
Produits céramiques et matériaux de construction	2000	14	24	100,0	103,8	106,4	108,1	111,3	114,3
Produits de l'industrie textile	2000	20	19	100,0	102,6	102,7	103,2	102,3	101,7
Produits filés, tissés ou ennoblis	2000	21	8	100,0	102,0	101,8	102,9	101,3	100,4
Articles et produits textiles	07-2002	22	8	///	///	///	100,2	100,0	99,6
Étoffes et articles à maille	2000	23	3	100,0	101,7	100,8	99,7	98,8	99,1
Produits en bois, papier ou carton	2000	30	41	100,0	102,4	101,5	100,6	99,4	98,9
Produits du travail du bois	2000	31	17	100,0	101,5	101,4	101,3	101,2	102,4
Pâte à papier, papiers et carton	2000	32	8	100,0	99,9	94,1	89,7	87,2	86,5
Articles en papier ou en carton	2000	33	16	100,0	104,5	104,9	104,9	103,2	101,0
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	2000	40	84	100,0	100,9	100,4	101,9	105,4	110,0
Produits de la chimie minérale	2000	41	8	100,0	107,6	101,1	102,7	107,6	112,4
Produits de la chimie organique	2000	42	19	100,0	97,6	97,0	101,9	113,8	128,6
Produits de la parachimie	2000	43	18	100,0	102,1	103,7	104,8	106,1	106,6
Fibres artificielles ou synthétiques	2000	44	–	100,0	101,1	97,3	96,3	98,9	104,9
Produits en caoutchouc	2000	45	8	100,0	101,1	101,6	100,8	100,5	98,5
Produits en matières plastiques	2000	46	32	100,0	100,6	100,3	100,5	100,8	103,1
Métaux ou produits métallurgiques	2000	50	79	100,0	100,2	99,4	99,8	104,9	110,2
Produits de la sidérurgie et de la 1ère transformation de l'acier	2000	51	14	100,0	98,7	97,7	103,0	119,2	131,6
Métaux non ferreux	2000	52	9	100,0	97,9	93,1	86,4	95,2	104,5
Pièces de fonderie	2000	53	6	100,0	101,8	100,6	98,9	99,4	101,8
Services industriels du travail des métaux	06-2000	54	33	///	100,6	100,3	100,4	101,6	104,3
Produits métalliques	2000	55	18	100,0	101,4	101,8	102,9	106,7	110,3
Composants électriques et électroniques	2000	60	32	100,0	98,4	94,9	93,3	93,5	94,2
Matériel électrique	2000	61	25	100,0	95,6	100,7	100,5	101,5	102,8
Composants électroniques	2000	62	8	100,0	91,3	76,4	70,7	68,1	66,8
Produits énergétiques tous usages	**2000**	**EG**	**171**	**100,0**	**97,8**	**97,1**	**99,6**	**104,7**	**116,7**
Combustibles et carburants	2000	10	84	100,0	91,8	90,8	93,3	102,9	121,6
Eau, gaz, électricité	2000	20	87	100,0	103,5	103,1	105,6	106,3	111,9
Électricité, gaz, chaleur	2000	21	76	100,0	103,8	103,0	105,5	106,0	112,1
Eau potable distribuée à usage non domestique (hors assainissement)	2000	22	11	100,0	102,2	104,5	107,0	108,6	110,5

(1) Sauf indication contraire.

Chapitre N.02

○ Industrie (Y compris IAA) : Données sectorielles

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

❍ Liste des tableaux

1 Industries agricoles et alimentaires : année 2004.

2 Exploitation forestière et scierie : année 2004.

3 Habillement, cuir : année 2004.

4 Édition, imprimerie, reproduction : année 2004.

5 Pharmacie, parfumerie, entretien : année 2004.

6 Industries des équipements du foyer : année 2004.

7 Industrie automobile : année 2004.

8 Construction navale, aéronautique et ferroviaire : année 2004.

9 Industries des équipements mécaniques : année 2004.

10 Industries des équipements électriques et électroniques : année 2004.

11 Industries des produits minéraux : année 2004.

12 Industrie textile : année 2004.

13 Industrie du bois et du papier : année 2004.

14 Chimie, caoutchouc et plastiques : année 2004.

15 Métallurgie et transformation des métaux : année 2004.

16 Industries des composants électriques et électroniques : année 2004.

1

Présentation

Industries agricoles et alimentaires

Un léger mieux pour l'activité agroalimentaire en 2004. Le chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires de 20 salariés et plus progresse en valeur de 2 % en 2004. Cette amélioration est moins marquée que dans le reste de l'industrie (+ 3,9 %). À prix constant, les ventes, qui ont stagné en 2003, augmentent de 0,8 %. La consommation des ménages en produits alimentaires et boissons progresse au même rythme qu'en 2003 (+ 0,9 % en volume). En baisse au début de l'année, elle bénéficie au second semestre du recul des prix à la consommation résultant de l'accord de baisse des prix du 17 juin 2004 entre producteurs et grande distribution. Après la canicule de l'été 2003, certaines activités retrouvent un rythme plus normal. C'est le cas, par exemple, des producteurs d'eaux de table et de jus de fruits. D'autres sont encore confrontées à la réduction de l'offre de lait et de viandes qu'elle a provoquée. Seul élément positif dans une année encore difficile, les ventes directes à l'étranger sont plus dynamiques. Elles permettent, dans l'ensemble, une amélioration légère du résultat courant. En revanche, les investissements sont encore orientés à la baisse pour la troisième année consécutive. Et l'emploi salarié diminue pour la première fois depuis 1995.

Relance des exportations

Les exportations directes des entreprises agroalimentaires de 20 salariés ou plus augmentent de 4 % en 2004. Malgré le niveau élevé de l'euro vis-à-vis du dollar, le contexte international très dynamique permet aux ventes vers l'étranger de retrouver une croissance comparable à celle de 2002. Ainsi, les exportations de l'industrie des corps gras augmentent de 8 % après une chute de 10 % en 2003. Elles profitent du contexte mondial porteur, avec notamment une demande chinoise en hausse pour les produits oléagineux transformés. De son côté, le chiffre d'affaires du travail du grain et des produits amylacés progresse de 6 % en 2004, soutenu par une hausse de 11 % des exportations.

Les exportations directes des entreprises de fabrication d'aliments pour animaux reprennent fortement, aussi bien pour les aliments pour animaux de ferme que de compagnie. Sur le marché intérieur, la baisse des volumes vendus par l'industrie des aliments pour animaux de ferme, notamment dans la filière porcine, est compensée par la hausse des prix. Au total, les ventes augmentent de 2 % en 2004.

Le champagne s'exporte

Dans l'industrie des boissons, les exportations reprennent également. La moitié de cette progression est due aux ventes de champagne. Particulièrement dynamiques à l'export (+ 8 %), les grandes maisons de champagne accroissent également leur activité sur le marché intérieur. Les ventes d'alcools et de spiritueux repartent à la hausse, grâce notamment à un maintien des exportations associé à une hausse des prix. En revanche, le chiffre d'affaires reste sans grand changement dans la vinification. La légère baisse des prix sur le marché intérieur n'a pas entraîné d'augmentation des volumes vendus en France. Le résultat courant s'effrite très légèrement. Après les fortes hausses des ventes d'eaux de table et de boissons rafraîchissantes dues à la canicule de l'été 2003, ces secteurs retrouvent un rythme d'activité moins exceptionnel. Les ventes totales diminuent ainsi de 3 % dans les eaux de table, malgré une progression des ventes à l'étranger de 4 %. Elles restent stables dans les boissons rafraîchissantes, les ventes à l'étranger diminuant.

Dans l'industrie des fruits et légumes, les ventes progressent de 3 %. Les volumes transformés augmentent, après la baisse en 2003, due aux conditions climatiques exceptionnelles. Le chiffre d'affaires de la filière légumière ne progresse que de 2 %, avec des exportations stables.

L'industrie des viandes tirée par la hausse des prix

Le chiffre d'affaires de l'industrie des viandes augmente de 4 % en valeur. Cette augmentation résulte de la hausse des prix à la production, les ventes en volume restant stables. Dans l'ensemble, le résultat courant se redresse après deux années de baisse. Les entreprises de préparation de produits à base de viandes sont les seules à voir progresser leurs ventes en volume. Dans le secteur de la viande de boucherie, les ventes progressent de 5 %, du fait de l'augmentation des prix. En volume, la production de viandes bovine et porcine recule légèrement. La production porcine a connu une baisse inhabituelle au premier semestre 2004, la canicule de l'été 2003 ayant entraîné des difficultés de reproduction chez les truies. Néanmoins, les exportations directes s'améliorent. Les ventes des entreprises d'abattage et de découpe de volailles se stabilisent en 2004, après les fortes baisses dues à la crise avicole en 2002 et 2003. La production continue de décroître, le maintien des ventes en valeur n'étant dû qu'à la hausse des prix. Par ailleurs, en 2004, la transformation du poisson bénéficie d'exportations en hausse (+ 5 %), qui lui permettent de stabiliser ses ventes malgré la baisse des prix sur le marché intérieur.

Augmentation de la production de fromages

Le chiffre d'affaires de l'industrie laitière reste stable en 2004. Globalement, l'augmentation des volumes vendus compense la baisse des prix. Les exportations progressent dans tous les secteurs laitiers, à l'exception de la fabrication de beurre. Dans ce secteur, les ventes diminuent dans l'ensemble, aussi bien en valeur qu'en volume. La canicule de 2003 a réduit la production de lait jusqu'au premier semestre 2004, réorientant les productions sur les fabrications à forte valeur ajoutée. Pour les entreprises de fabrication de laits concentrés et de produits dérivés du lait, la nette reprise des exportations (+ 12 %), du fait de la hausse de la demande mondiale et de la baisse de la collecte en Europe de l'Ouest, permet de maintenir le chiffre d'affaires. Les ventes de lait liquide se stabilisent également, les exportations compensant la baisse de la consommation des ménages français. La production de yaourts et desserts lactés marque un pallier après plusieurs années de forte croissance et les résultats se dégradent. En revanche, dans le secteur des fromages, la demande intérieure et les exportations augmentent conjointement, assurant la progression du chiffre d'affaires et du résultat.

Dans les industries alimentaires diverses, la croissance est positive et le résultat courant s'améliore globalement, avec des disparités selon les secteurs. L'alimentation diététique et infantile est dynamique, avec une croissance des ventes en valeur de 7 % et une progression significative des exportations. Le dynamisme est toujours grand dans la boulangerie et pâtisserie industrielles, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. La biscotterie-biscuiterie progresse également, tirée par une forte demande extérieure (+ 14 %). Dans la chocolaterie et la confiserie, les ventes sont stables aussi bien en valeur qu'en volume. La fabrication de pâtes alimentaires, la transformation de thé et de café et la fabrication de condiments et assaisonnements sont marquées par la baisse des prix, aux alentours de 2 %. Leur chiffre d'affaires en valeur reste cependant stable et progresse même de 3 % pour le thé et le café. Dans l'industrie du sucre, la faible production de la campagne 2003-2004 entraîne une baisse des ventes, notamment à l'exportation (- 8 %). Le résultat courant retrouve un niveau plus élevé après une campagne 2002-2003 marquée par d'importantes restructurations.

Les investissements toujours en baisse

Les investissements des entreprises agroalimentaires de 20 salariés ou plus baissent de 1,9 % en 2004. Ce recul est similaire à celui observé dans le reste de l'industrie. La diminution est forte dans le secteur du travail des grains et de la fabrication de produits amylacés, marquant la fin d'un cycle d'investissement. Elle est de moindre ampleur dans la fabrication industrielle de pains et pâtisserie fraîche. Au contraire, les investissements progressent fortement dans l'industrie laitière, la fabrication d'aliments pour animaux et les boissons (champagnisation, eaux de vie naturelles, alcool éthylique de fermentation). Des investissements d'importance sont aussi réalisés en 2004 dans l'industrie des viandes de volailles et la fabrication de sucre.

Recul de l'emploi

Pour la première fois depuis 1995, l'emploi salarié baisse dans les industries agroalimentaires en 2004 (- 1,4 %). Il se réduit cependant moins que dans le reste de l'industrie (- 2,6 %). La diminution concerne de nombreux secteurs agroalimentaires. Seule l'industrie du travail des grains voit ses effectifs progresser. L'emploi est stable dans l'industrie des fruits et légumes. En revanche, la baisse est particulièrement marquée dans l'industrie des viandes, notamment dans l'abattage de volailles, l'industrie du poisson et l'industrie laitière. Le recours au travail intérimaire reste globalement stable. Il augmente dans l'industrie des fruits et légumes, la fabrication d'aliments pour l'enfant et diététiques, la production de viandes de volailles. Il diminue dans l'industrie des boissons rafraîchissantes, dans l'industrie laitière, l'industrie des viandes de boucherie et la biscotterie-biscuiterie.

Industrie

En 2005, la reprise de l'activité s'essouffle. Le chiffre d'affaires des entreprises de 20 salariés et plus de l'industrie manufacturière hors agroalimentaire augmente de 2,5 % en valeur, après une progression de 3,9 % en 2004.

Le secteur automobile est particulièrement touché. Son chiffre d'affaires recule de 1,3 % en 2005, après une progression de 5,1 % en 2004.

Dans les biens intermédiaires, la nette reprise de 2004 se modère en 2005, notamment en volume. Dans les secteurs de la chimie et des produits minéraux, la croissance du chiffre d'affaires s'explique uniquement par une augmentation des prix. La transformation des matières plastiques bénéficie d'une industrie de la construction en pleine expansion. La croissance en valeur est forte dans la métallurgie et la transformation des métaux (+ 6,3 %), secteur pourtant fortement dépendant de l'industrie automobile, mais elle n'est due qu'à l'augmentation des prix (seulement + 0,9 % de croissance en volume).

Le chiffre d'affaires à l'exportation des biens intermédiaires croît nettement moins vite (+ 3,7 % en 2005, contre + 7,3 % en 2004), et son augmentation est due essentiellement à la hausse des prix. L'industrie textile, fortement concurrencée par les pays à faibles coûts du travail, trouve de moins en moins de débouchés (- 5,5 % en 2005 après un recul de 2,8 % en 2004). Seuls le haut de gamme, le non-tissé et le textile technique résistent. Les exportations de composants électriques et électroniques, produits très ouverts vers l'extérieur, accusent une baisse de 0,8 % alors qu'elles progressaient de 8 % en 2004. La demande s'adresse davantage aux pays émergents qu'à la France. Les exportations de produits minéraux, notamment le verre, diminuent légèrement en valeur et chutent en volume.

Les biens d'équipement, dans leur ensemble, continuent leur progression, particulièrement les équipements mécaniques, qui contribuent à la moitié du chiffre d'affaires du secteur. La construction aéronautique connaît une forte croissance (+ 6,8 %).

La croissance de l'activité se maintient pour les biens de consommation en 2005 (+ 2,6 %, après + 2,3 % en 2004). La moitié du chiffre d'affaires du secteur est réalisée par la pharmacie-parfumerie, secteur toujours porteur dont la croissance reste stable (+ 4,2 %).

L'habillement-cuir repart à la hausse (+ 3,9 %) grâce au développement de l'activité des donneurs d'ordres et une industrie du luxe performante. Le chiffre d'affaires de l'édition-imprimerie-reproduction croît faiblement en valeur (+ 0,4 %), après trois années consécutives de baisse, mais continue de diminuer en volume (- 1 %). L'équipement du foyer, plus en difficulté, stabilise son chiffre d'affaires, après une croissance de + 1,9 % en 2004.

La tendance est à la baisse (- 0,8 %) dans l'industrie des technologies de l'information et de la communication (Tic), après une croissance de 2,5 % en 2004.

Pour la première fois depuis l'année 2000, l'investissement des entreprises de l'industrie manufacturière repart (+ 3,1 %).

Des secteurs restent cependant à l'écart de cette reprise ; c'est le cas notamment de l'automobile et des équipements électriques et électroniques.

La profitabilité des entreprises de l'industrie manufacturière se consolide en 2005 (2,9 % après 2,7 % en 2004).

2 ○ Méthodologie

Industries agricoles et alimentaires

Les statistiques industrielles s'articulent principalement autour de deux types d'enquêtes : une enquête annuelle d'entreprise (EAE) dite enquête de secteur et un ensemble d'enquêtes de production dites enquêtes de branches.

L'enquête annuelle d'entreprise auprès des industries agricoles et alimentaires (IAA) est réalisée par le Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) pour la totalité du champ de compétence du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Sont interrogées, essentiellement sur leurs données comptables, les entreprises dont l'activité principale relève de ce champ de compétence. Les résultats d'un secteur d'activité déterminé ne correspondent pas à cette seule activité mais à la totalité des activités exercées par les entreprises dont l'activité principale appartient à ce secteur.

Depuis l'exercice 1993, cette enquête est exprimée dans la Nomenclature d'activités française (Naf) en vue d'une harmonisation statistique au niveau européen puisque la Naf s'emboîte parfaitement dans son modèle européen, la Nace. Ainsi, les comparaisons entre les pays européens en sont-elles facilitées.

Les principales modifications par rapport à la précédente nomenclature utilisée, la Nap, sont les suivantes :

– éclatement de l'industrie laitière en quatre classes ;

– inclusion de la vinification dans les IAA ;

– suppression de la classe sur les plats cuisinés, ceux-ci étant reclassés suivant le produit principal utilisé ;

– restructuration au niveau des regroupements d'activité avec, notamment, l'apparition de groupes sur les industries du poisson, des fruits et légumes, des corps gras, de l'alimentation animale et la modification des groupes sur le travail du grain et sur les industries alimentaires diverses.

Les enquêtes de branches ont trait à des données de fabrication, principalement en quantités physiques, voire aux quantités de matières premières utilisées. Ces enquêtes s'adressent généralement aux établissements (localisation géographique distincte où l'entreprise exerce tout ou partie de ses activités). Les résultats par branche se rapportent à chaque établissement ou chaque section d'établissement ayant une production propre dans le domaine des IAA, que cette activité soit l'activité principale ou secondaire de cet établissement ou de l'entreprise dont il fait partie. Il faut noter que le champ ainsi couvert dépasse sensiblement celui de l'enquête annuelle d'entreprise, qui ne porte que sur les entreprises entières dont l'activité principale est du domaine des IAA.

Les enquêtes de branches auprès des industries agricoles et alimentaires sont réalisées soit par le Service central des enquêtes et études statistiques (Scees), soit par des offices d'intervention, soit par des organismes professionnels. Les organismes professionnels agréés pour l'exécution des enquêtes industrielles obligatoires réalisent ces enquêtes sous la coordination de l'administration, notamment au niveau des questionnaires qui reçoivent un visa de l'Insee et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Les résultats obtenus par branche sont très détaillés, mais les périodicités et le degré d'exhaustivité dans les divers domaines d'activité sont assez variables. La couverture statistique des enquêtes est parfois mal connue, soit que les organismes professionnels ne connaissent pas la totalité des établissements à interroger (en particulier parmi les non-adhérents), soit qu'ils éprouvent des difficultés pour évaluer la production des établissements n'ayant pas répondu.

Les informations présentées dans ce chapitre sont une synthèse des résultats des enquêtes annuelles d'entreprise et de branche réalisées dans les IAA sur l'activité de 2004. Classés suivant les groupes à 3 chiffres et les classes à 3 chiffres plus une lettre de la nomenclature Naf, ils sont diffusés par le Scees au niveau régional lorsque le secret statistique peut être respecté.

Pour les autres rubriques voir la méthodologie du chapitre N.01.

Industrie

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE).

On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre N.01 : « Industrie (y compris IAA) : données générales ».

En 2004, mise hors champ de trois grosses entreprises Cie IBM France, Bull S.A. et Hewlett Packard Centre de compétence France pour le secteur Naf : 300C « fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques ».

3 ○ Définitions

Industries agricoles et alimentaires

Elles transforment la matière première biologique, essentiellement d'origine agricole, en vue de satisfaire les besoins alimentaires des humains et des animaux. Une part sans cesse croissante de l'alimentation est assurée par ces industries.

Les caractéristiques particulières à la matière première agricole confèrent aux industries agricoles et alimentaires leur unité et leur originalité.

Les produits agricoles, de composition variable et complexe, sont très périssables. Leur récolte se fait en un temps limité imposant aux industries transformatrices un approvisionnement saisonnier et une activité modulée sur la durée de la campagne agricole. Cette dernière peut s'étendre sur deux fractions d'années consécutives.

Industrie

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre N.01 : « Industrie (y compris IAA) : données générales ».

Le détail des postes composant les IAA et l'industrie figure dans la présentation des principales nomenclatures en fin d'annuaire. La nomenclature d'activités française est consultable sur le site Internet de l'Insee.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service central des enquêtes et études statistiques (Scees), sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et du Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Organismes :

– Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : Service central des enquêtes et études et statistiques (Scees), sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires ;
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
  – Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) ;
  – Direction générale des Douanes et Droits indirects ;
  – Direction générale des technologies de l'information et des postes (Digitip), sous direction automobile, ferroviaire et navale ;
  – Insee ;
– Ministère de la Défense, Délégation générale pour l'armement (Service de la production aéronautique) ;
– Organismes professionnels (les coordonnées figurent dans les pages couleur en fin d'annuaire, partie « autres organismes »).

Sites Internet :

– www.agreste.agriculture.gouv.fr
– www.industrie.gouv.fr/sessi
– www.douanes.gouv.fr
– www.insee.fr
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Agreste chiffres et données - agroalimentaire :
– « Industries agricoles et alimentaires, entreprises de 20 salariés et plus, enquête annuelle d'entreprise : résultats sectoriels et régionaux », annuel ;
– « Industries agricoles et alimentaires, ensemble des entreprises, enquête annuelle d'entreprise et sources fiscales : résultats sectoriels et régionaux », annuel ;
– « Exploitations forestières et scieries, ensemble des entreprises, enquête annuelle d'entreprise et sources fiscales : résultats sectoriels et régionaux », annuel ;
– « Coopération agricole, organismes coopératifs agricoles employant 10 salariés et plus, enquête annuelle d'entreprise : résultats sectoriels et régionaux », annuel ;
– « Les consommations d'énergie dans les industries agricoles et alimentaires et les scieries », annuel ;
– « Production des industries agricoles et alimentaires. Enquêtes de branches, y compris prodcom », annuel ;
– « Lait et produits laitiers », annuel.

Agreste conjoncture :
– « Bilan conjoncturel de l'année agricole », annuel.

Agreste La statistique agricole, GraphAgri :
– « L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires », annuel.

Agreste primeur :
– « Enquête annuelle d'entreprise IAA - premiers résultats 2005 », juillet 2006 ;
– « La croissance des récoltes de bois ne nuit pas à l'environnement », n° 178, mai 2006 ;
– « Les débouchés à l'exportation de la filière avicole se réduisent depuis plusieurs années », n° 177, avril 2006 ;
– « Les dépenses 2004 de protection de l'environnement dans l'agroalimentaire », n° 176, avril 2006 ;
– « Près de la moitié du lait bio déclassé », n° 171, décembre 2005 ;
– « Les produits laitiers en 2004 », n° 170, novembre 2005 ;
– « Le commerce extérieur agroalimentaire », n° 162, juin 2005 ;
– « Industries agricoles et alimentaires », partie du BMS.

Cédérom :

Agreste numérique :
– « Industries agricoles et alimentaires, entreprises de 20 salariés et plus, enquête annuelle d'entreprise : résultats sectoriels, régionaux et liste des entreprises », annuel.

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (Sessi)

Le « 4 pages » :
– « Un quart des entreprises innovent », n° 222, août 2006 ;
– « L'industrie manufacturière en 2005 », n° 220, juillet 2006 ;
– « La chimie organique, confrontée à la flambée du prix du pétrole », n° 218, juin 2006 ;
– « La production manufacturière en 2005 - La reprise marque le pas », n° 215, mars 2006 ;
– « Les bateaux de plaisance : cap sur la croissance », n° 214, février 2006 ;
– « Rapport CPCI 2005 : la faiblesse du dollar et la percée chinoise ont freiné la reprise », n° 213, janvier 2006.

Chiffres-clés analyse :
– « L'industrie en France », édition 2005-2006, juin 2006.

Chiffres-clés, production industrielle :
– Données mensuelles, trimestrielles, annuelles sur plus de 1 000 produits de l'industrie manufacturière.

Chiffres-clés, production industrielle hors série :
– « Le bois en chiffres », édition 2006.

Chiffres-clés Référence :
– « La situation de l'industrie : enquête annuelle d'entreprise 2004 », édition 2006.

Rapports de la Commission Permanente de Concertation pour l'industrie (CPCI) :
– « L'industrie française en 2004-2005 », janvier 2006.

En bref :
– « L'industrie française en quelques chiffres », édition 2006.

Insee

Insee-Références :

– « L'économie française - Comptes et dossiers », édition 2006, juin 2006 ;
– « L'industrie en France », édition 2006.

Insee-Première :

– « Baisse de régime de l'industrie automobile en 2005 », n° 1103, septembre 2006 ;
– « L'industrie manufacturière en 2005 - Stagnation malgré la croissance mondiale », n° 1097, août 2006.

Insee-Résultats, série Économie :

– « Images économiques des entreprises et des groupes au 1er janvier 2004 », n° 23, novembre 2005.

Autres

– *Annales des mines*, annuel, École des mines ;
– « *Écomine* », état mensuel de l'actualité sur l'industrie minérale, DGEMP ;
– Études par secteur de la Banque de France ;
– Publications des différents organismes professionnels dont les coordonnées figurent dans les pages couleur en fin d'annuaire, partie « autres organismes ».

TABLEAU N.02-1

Industries agricoles et alimentaires : année 2004 (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees - Agreste) (2)
Enquête annuelle d'entreprise

Activité	Code Naf	(3) Branche		(3) Secteur d'établissements		
		Effectif salarié (4) total	Chiffre d'affaires hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié (4) total	Rémunérations (million d'euros)	Investissements corporels (million d'euros)
Production de viandes de boucherie	15.1A	45 910	12 730,3	46 841	1 009,2	195,7
Production de viandes de volailles	15.1C	28 770	4 977,6	29 973	570,1	126,5
Préparation industrielle de produits à base de viandes	15.1E	48 239	10 458,3	47 624	1 018,5	282,4
Industrie des viandes	**15.1**	**122 919**	**28 166,2**	**124 438**	**2 597,8**	**604,6**
Industrie du poisson	15.2Z	14 112	2 879,7	13 103	272,8	82,0
Industrie du poisson	**15.2**	**14 112**	**2 879,7**	**13 103**	**272,8**	**82,0**
Transformation et conservation de pommes de terre	15.3A	2 038	512,2	2 316	64,8	40,0
Préparation de jus de fruits et légumes	15.3C	1 979	808,1	1 747	46,8	21,7
Transformation et conservation de légumes	15.3E	13 644	3 106,4	13 370	287,5	126,3
Transformation et conservation de fruits	15.3F	5 294	1 498,5	5 072	119,4	62,4
Industrie des fruits et légumes	**15.3**	**22 955**	**5 925,2**	**22 505**	**518,5**	**250,4**
Fabrication d'huiles et graisses brutes	15.4A	946	*c*	805	*c*	*c*
Fabrication d'huiles et graisses raffinées	15.4C	866	693,4	711	20,0	7,3
Fabrication de margarine	15.4E	197	*c*	197	*c*	*c*
Industrie des corps gras	**15.4**	**2 009**	**1 665,8**	**1 713**	**48,3**	**30,4**
Fabrication de lait liquide et de produits frais	15.5A	15 830	7 138,7	15 173	394,8	178,1
Fabrication de beurre	15.5B	2 819	1 494,2	2 435	60,5	21,4
Fabrication de fromage	15.5C	28 046	8 499,3	27 879	652,1	200,0
Fabrication d'autres produits laitiers	15.5D	3 501	1 948,5	5 541	177,1	49,2
Fabrication de glaces et sorbets	15.5F	4 074	1 039,5	4 717	122,3	52,4
Industrie laitière	**15.5**	**54 270**	**20 120,1**	**55 745**	**1 406,9**	**501,2**
Meunerie	15.6A	4 534	1 427,9	4 282	122,1	26,3
Autres activités de travail des grains	15.6B	2 498	*c*	2 610	*c*	*c*
Fabrication de produits amylacés	15.6D	4 035	*c*	4 733	*c*	*c*
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	**15.6**	**11 067**	**3 986,8**	**11 625**	**360,6**	**170,7**
Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	15.7A	11 807	5 600,1	12 052	329,3	107,5
Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	15.7C	5 327	2 052,7	5 397	186,9	97,8
Fabrication d'aliments pour animaux	**15.7**	**17 134**	**7 652,8**	**17 449**	**516,2**	**205,3**
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	15.8A	29 989	4 247,3	29 376	655,3	203,9
Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	15.8F	12 696	2 359,8	13 148	304,3	77,7
Fabrication de sucre	15.8H	6 314	2 838,3	6 505	226,9	101,6
Chocolaterie, confiserie	15.8K	16 473	4 763,9	15 684	413,8	114,6
Fabrication de pâtes alimentaires	15.8M	3 177	831,3	2 922	74,7	29,7
Transformation du thé et du café	15.8P	5 247	2 013,7	4 566	155,3	51,6
Fabrication de condiments et assaisonnements	15.8R	3 018	915,4	2 523	73,0	31,5
Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques	15.8T	4 642	1 340,7	4 074	119,3	31,7
Industries alimentaires n.c.a	15.8V	9 141	2 995,6	9 364	262,9	123,7
Autres industries alimentaires	**15.8**	**90 697**	**22 306,1**	**88 162**	**2 285,5**	**766,1**
Production d'eaux de vie naturelles	15.9A	2 999	1 739,5	3 027	103,1	44,8
Fabrication de spiritueux	15.9B	3 466	1 210,7	3 271	114,8	33,3
Production d'alcool éthylique de fermentation	15.9D	989	402,8	763	20,8	26,7
Champagnisation	15.9F	5 573	3 592,1	5 245	194,6	113,0
Vinification	15.9G	5 066	1 950,8	4 915	133,5	106,5
Cidrerie	15.9J	489	*c*	532	*c*	*c*
Production d'autres boissons fermentées	15.9L	211	*c*	124	*c*	*c*
Brasserie	15.9N	4 272	1 631,7	4 099	149,3	102,6
Malterie	15.9Q	596	411,7	551	16,2	21,6
Industrie des eaux de table	15.9S	8 251	2 510,3	8 659	281,5	188,8
Production de boissons rafraîchissantes	15.9T	5 720	2 873,6	3 757	116,8	85,6
Industrie des boissons	**15.9**	**37 632**	**16 531,9**	**34 943**	**1 146,5**	**730,9**

(1) Hors activités 151F, 15.8B, 15.8C, 15.8D exclues de l'enquête du Scees.
(2) Champ de l'enquête : entreprises de 20 salariés et plus ou réalisant plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires.
(3) Pour les définitions branche et secteur, voir partie « 3. Définitions » dans ce chapitre.
(4) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU N.02-2

Exploitation forestière et scierie : année 2004

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees - Agreste)
(Enquête annuelle d'entreprise : résultats par secteur d'activité) (1)

Activité	Code Naf	Nombre d'entreprises	Effectif employé (2)	Chiffre d'affaires (3) net	Exportations	Investissements corporels
				Million d'euros		
Exploitation forestière	02.0B	33	1 537	385,8	79,7	7,3
Scierie	20.1A et 20.1B	249	11 098	1 799,8	333,8	104,8
Total		**282**	**12 635**	**2 185,6**	**413,5**	**112,1**

(1) Champ de l'enquête : entreprises de 20 salariés et plus ou réalisant plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires.
(2) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location.
(3) Somme des ventes de marchandises et de la production réalisées au cours de l'exercice.

TABLEAU N.02-3

Habillement, cuir : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Fabrication de vêtements en cuir	181Z	435	69,7	439	12,3	0,3
Fabrication de vêtements de travail	182A	2 357	357,2	2 342	53,3	4,4
Fabrication de vêtements sur mesure	182C	609	82,4	1 861	80,3	15,3
Fabrication de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets	182D	6 516	1 507,1	5 818	136,4	15,8
Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes	182E	19 850	3 495,6	19 083	459,4	38,9
Fabrication de vêtements de dessous	182G	15 632	2 091,8	14 200	310,9	36,2
Fabrication d'autres vêtements et accessoires	182J	8 070	1 279,7	8 284	198,8	21,7
Industrie des fourrures	183Z	276	59,0	256	6,8	0,1
Industrie de l'habillement et des fourrures	**C11**	**53 745**	**8 942,5**	**52 283**	**1 258,2**	**132,7**
Apprêt et tannage des cuirs	191Z	1 864	259,1	1 885	44,2	7,2
Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	192Z	13 517	1 329,8	13 953	293,4	28,5
Fabrication de chaussures	193Z	14 370	1 452,4	14 356	292,4	30,7
Industrie du cuir et de la chaussure	**C12**	**29 751**	**3 041,4**	**30 194**	**630,1**	**66,5**
Habillement, cuir	**C1**	**83 496**	**11 983,8**	**82 477**	**1 888,3**	**199,2**

TABLEAU N.02-4

Édition, imprimerie, reproduction : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Édition de livres	221A	10 670	3 154,0	10 221	411,7	20,1
Édition de journaux	221C	27 036	4 710,0	25 980	1 081,9	85,3
Édition de revues et périodiques	221E	21 564	6 158,3	20 989	934,2	45,0
Édition d'enregistrements sonores	221G	2 472	1 260,0	2 520	148,0	15,4
Autres activités d'édition (1)	221J	1 332	203,3	1 328	39,2	5,7
Imprimerie de journaux	222A	2 205	271,9	3 628	151,1	26,1
Imprimerie de labeur à l'exclusion de l'impression de journaux	222C	50 469	7 267,2	50 733	1 400,8	312,4
Reliure et finition	222E	5 467	384,6	5 474	122,1	15,0
Composition et photogravure	222G	4 123	434,0	4 314	131,5	22,9
Autres activités graphiques (2)	222J	1 199	170,3	1 223	32,7	5,6
Reproduction d'enregistrements sonores	223A	1 150	170,2	1 635	39,8	21,0
Reproduction d'enregistrements vidéo et informatiques	223C et 223E	1 099	195,3	577	13,1	7,2
Édition, imprimerie, reproduction	**C20**	**128 786**	**24 379,2**	**128 622**	**4 506,1**	**581,6**

(1) Cette classe comprend l'édition d'art (photographies, gravures, ...) autre que sous forme de livre, et aussi l'édition de calendriers et de cartes postales illustrées.
(2) Cette classe comprend la préparation et la production de feuilles pour rétroprojection et la réalisation de produits de communication graphique (peinture en lettres, ...) ou d'illustrations. La publicité et la conception graphique ne sont pas comprises.

TABLEAU N.02-5

Pharmacie, parfumerie, entretien : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Fabrication de produits pharmaceutiques de base	244A	9 190	3 031,8	9 212	428,0	188,7
Fabrication de médicaments	244C	76 562	32 124,8	81 886	3 276,9	721,3
Fabrication d'autres produits pharmaceutiques	244D	4 177	768,7	5 106	164,9	49,5
Industrie pharmaceutique	**C31**	**89 929**	**35 925,3**	**96 204**	**3 869,8**	**959,5**
Fabrication de savons, de détergents et de produits d'entretien	245A	9 011	2 515,1	11 137	374,3	93,6
Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	245C	36 144	12 634,0	39 307	1 445,0	347,6
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	**C32**	**45 155**	**15 149,1**	**50 444**	**1 819,2**	**441,3**
Pharmacie, parfumerie, entretien	**C3**	**135 084**	**51 074,4**	**146 648**	**5 689,1**	**1 400,7**

TABLEAU N.02-6

Industries des équipements du foyer : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Fabrication de sièges	361A	25 423	5 353,0	24 753	611,9	98,7
Fabrication de meubles de bureau et de magasin	361C	8 571	945,3	8 640	222,3	25,4
Fabrication de meubles de cuisine	361E	7 748	911,0	8 425	193,0	34,1
Fabrication de meubles meublants (1)	361G	11 263	1 158,1	12 935	274,9	37,8
Fabrication de meubles de jardin et d'extérieur	361H	322	48,7	1 048	25,7	9,0
Fabrication de meubles de complément (2)	361J	8 798	1 114,4	6 964	170,6	32,1
Industries connexes de l'ameublement	361K	372	26,7	366	8,0	0,5
Fabrication de matelas	361M	4 614	677,0	4 749	110,8	16,3
Fabrication de meubles	**C41**	**67 111**	**10 234,1**	**67 880**	**1 617,3**	**253,9**
Fabrication de monnaies et médailles	362A	236	20,8	269	7,8	0,2
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie	362C	5 323	919,1	5 372	151,3	16,3
Fabrication d'instruments de musique	363Z	1 529	115,5	1 534	42,1	3,8
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	**C42**	**7 088**	**1 055,5**	**7 175**	**201,2**	**20,3**
Fabrication d'articles de sport	364Z	5 490	1 034,8	6 426	175,2	33,4
Fabrication de jeux et jouets	365Z	3 778	554,0	4 051	92,8	16,6
Bijouterie fantaisie	366A	1 094	114,9	1 090	26,8	3,0
Industrie de la brosserie	366C	2 829	245,3	3 057	69,0	6,4
Autres activités manufacturières n.c.a. (3)	366E	8 669	1 478,6	9 200	234,1	55,9
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	**C43**	**21 860**	**3 427,7**	**23 824**	**597,9**	**115,3**
Fabrication d'appareils électroménagers	297A	13 678	2 434,6	14 438	352,3	95,4
Fabrication d'appareils ménagers non électriques	297C	3 133	457,3	3 290	89,0	15,5
Fabrication d'appareils domestiques	**C44**	**16 811**	**2 891,9**	**17 728**	**441,2**	**110,9**
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	323Z	7 461	2 239,0	10 785	377,2	47,9
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	**C45**	**7 461**	**2 239,0**	**10 785**	**377,2**	**47,9**
Fabrication de lunettes	334A	8 565	971,9	9 529	274,6	43,8
Fabrication d'instruments d'optique et de matériel photographique	334B	2 096	370,7	1 889	62,8	10,7
Horlogerie	335Z	3 200	326,0	2 778	71,2	9,5
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	**C46**	**13 861**	**1 668,7**	**14 196**	**408,6**	**64,1**
Industries des équipements du foyer	**C4**	**134 192**	**21 516,8**	**141 588**	**3 643,5**	**612,4**

(1) Cette classe comprend notamment la fabrication de meubles pour salon, salle à manger et chambre à coucher.
(2) Cette classe ne comprend pas la fabrication de billards et de tables pour jeux de casino (cf. Naf 365Z).
(3) Cette classe comprend notamment : la fabrication de stylos, de rubans pour machines à écrire, de landaus et poussettes, de parapluies, d'ombrelles, de parasols, de boutons, de briquets et allumettes. Elle comprend également la fabrication de manèges, de revêtements de sols, de bougies, de fleurs et feuillages artificiels, d'articles pour fêtes, de mannequins pour vitrines, de taxidermie, etc.

TABLEAU N.02-7

Industrie automobile : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Construction de véhicules automobiles	341Z	139 154	70 950,1	130 189	4 045,1	3 140,8
Fabrication de carrosseries automobiles	342A	19 145	2 896,0	19 644	471,9	53,5
Fabrication de caravanes et véhicules de loisirs	342B	2 610	488,3	2 446	52,3	7,7
Construction automobile	**D01**	**160 909**	**74 334,4**	**152 279**	**4 569,3**	**3 202,0**
Fabrication d'équipements automobiles	343Z	98 239	28 663,4	89 066	2 571,0	720,1
Fabrication d'équipements automobiles	**D02**	**98 239**	**28 663,4**	**89 066**	**2 571,0**	**720,1**
Industrie automobile	**D0**	**259 148**	**102 997,7**	**241 345**	**7 140,3**	**3 922,0**

TABLEAU N.02-8

Construction navale, aéronautique et ferroviaire : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Construction de bâtiments de guerre (à l'exclusion des directions techniques de la Délégation générale pour l'Armement)	351A	13 119	2 311,1	12 517	324,2	47,3
Construction de navires civils	351B	4 403	827,5	5 169	159,9	10,8
Réparation navale	351C	2 194	227,7	2 164	59,9	5,6
Construction de bateaux de plaisance	351E	8 065	1 185,1	8 271	177,4	52,4
Construction navale	**E11**	**27 781**	**4 551,4**	**28 121**	**721,4**	**116,1**
Construction de matériel ferroviaire roulant (n.c. ateliers indus. de l'aéronautique)	352Z	10 417	1 999,2	11 731	376,8	34,5
Construction de matériel ferroviaire roulant	**E12**	**10 417**	**1 999,2**	**11 731**	**376,8**	**34,5**
Construction de moteurs pour aéronefs	353A	19 618	5 011,1	22 378	892,1	136,1
Construction de cellules d'aéronefs	353B	50 005	12 132,7	49 762	1 864,9	693,6
Construction de lanceurs et engins spatiaux	353C	9 744	2 915,6	12 557	611,7	79,4
Construction aéronautique et spatiale	**E13**	**79 367**	**20 059,4**	**84 697**	**3 368,7**	**909,0**
Fabrication de motocycles	354A	2 451	482,6	2 869	77,3	19,0
Fabrication de bicyclettes	354C	2 924	615,7	2 972	74,6	9,6
Fabrication de véhicules pour invalides	354E	352	56,8	426	12,7	6,7
Fabrication de véhicules dirigés à la main ou à traction animale (1)	355Z	509	65,0	496	12,0	1,2
Fabrication de cycles, motocycles, matériels de transport n.c.a	**E14**	**6 236**	**1 220,1**	**6 763**	**176,5**	**36,5**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	**E1**	**123 801**	**27 830,2**	**131 312**	**4 643,4**	**1 096,0**

(1) Cette classe comprend : la fabrication de remorques de manutention ; la fabrication de brouettes, diables, charrettes à bras etc. Ne comprend pas la fabrication d'appareils de levage et de manutention (cf. Naf 292D, tableau N.02-9) ni la fabrication de remorques de tourisme (cf. Naf 342B, tableau N.02-7).

TABLEAU N.02-9

Industries des équipements mécaniques : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Fabrication de constructions métalliques	281A	26 063	4 058,7	26 776	663,4	90,7
Fabrication de menuiseries et fermetures métalliques	281C	10 627	1 596,2	10 823	258,3	39,6
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	**E21**	**36 690**	**5 655,0**	**37 599**	**921,6**	**130,2**
Fabrication de réservoirs citernes et conteneurs métalliques	282C	3 562	404,1	2 998	72,7	11,3
Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central	282D	6 358	1 102,6	6 596	179,1	42,3
Fabrication de générateurs de vapeur	283A	1 309	244,2	1 324	47,1	4,5
Chaudronnerie nucléaire	283B	3 899	437,1	5 149	202,1	15,0
Chaudronnerie-tuyauterie	283C	41 590	4 356,3	40 351	1 005,5	80,0
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	**E22**	**56 718**	**6 544,3**	**56 418**	**1 506,5**	**153,1**
Fabrication de moteurs et de turbines	291A	5 628	2 099,7	6 149	228,5	35,4
Fabrication de pompes	291B	11 264	2 037,0	9 895	294,1	70,3
Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques	291D	4 812	792,4	5 391	152,0	21,7
Fabrication de compresseurs	291E	6 276	1 471,5	6 825	211,6	38,6
Fabrication d'articles de robinetterie	291F	14 504	2 287,3	14 370	401,1	53,2
Fabrication de roulements	291H	10 310	1 676,8	10 972	352,1	64,6
Fabrication d'organes mécaniques de transmission	291J	6 884	885,0	6 873	187,5	30,2
Fabrication d'équipements mécaniques	**E23**	**59 678**	**11 249,7**	**60 475**	**1 826,8**	**313,9**
Fabrication de fours et brûleurs	292A	2 589	647,4	2 995	111,1	6,4
Fabrication d'ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	292C	16 882	2 358,7	16 910	487,7	17,7
Fabrication d'équipements de levage et de manutention	292D	20 889	4 101,4	21 957	664,0	57,2
Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	292F	25 518	4 432,5	26 855	796,0	61,0
Fabrication d'équipements d'emballage et de conditionnement	292H	3 812	590,7	3 846	127,3	7,2
Fabrication d'appareils de pesage	292J	1 100	130,7	1 096	29,0	1,1
Fabrication de machines pour les industries chimiques	292L	2 524	470,0	2 233	74,9	4,0
Fabrication d'autres machines d'usage général	292M	10 139	1 531,0	11 240	337,2	49,2
Fabrication de machines d'usage général	**E24**	**83 453**	**14 262,3**	**87 132**	**2 627,1**	**203,9**
Fabrication de tracteurs agricoles	293A	2 151	1 056,7	3 155	91,2	15,3
Réparation de matériel agricole	293C	584	60,8	622	14,8	1,4
Fabrication de matériel agricole	293D	12 483	2 086,6	13 242	338,3	49,6
Fabrication de machines agricoles	**E25**	**15 218**	**3 204,1**	**17 019**	**444,2**	**66,3**
Fabrication de machines-outils à métaux	294A	6 345	940,7	6 431	206,8	19,0
Fabrication de machines-outils à bois	294B	683	80,5	643	17,0	1,3
Fabrication de machines-outils portatives à moteur incorporé	294C	786	108,2	705	20,3	1,5
Fabrication de matériel de soudage	294D	2 353	413,2	2 807	89,5	11,0
Fabrication d'autres machines-outils	294E	792	126,9	552	17,9	1,3
Fabrication de machines-outils	**E26**	**10 959**	**1 669,5**	**11 138**	**351,5**	**34,1**
Fabrication de machines pour la métallurgie	295A	1 638	466,9	1 765	60,4	12,4
Fabrication de matériels de mines pour l'extraction	295B	1 031	172,1	942	30,9	4,0
Fabrication de matériels de travaux publics	295D	7 758	1 731,8	8 226	265,4	43,7
Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire	295E	10 569	1 452,5	11 445	324,1	31,4
Fabrication de machines pour les industries textiles	295G	3 930	800,6	4 473	147,8	26,4
Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton	295J	2 298	449,5	2 117	72,4	7,5
Fabrication de machines d'imprimerie	295L	2 405	501,3	2 530	114,7	8,4
Fabrication de machines pour travail du caoutchouc ou des plastiques	295M	3 337	827,7	2 259	81,0	6,9
Fabrication de moules et modèles	295N	9 231	1 026,2	8 173	237,0	30,1
Fabrication de machines d'assemblage automatique	295Q	2 592	492,8	3 421	130,1	9,7
Fabrication de machines spécialisées diverses	295R	6 344	1 000,8	5 350	166,1	13,8
Fabrication d'autres machines à usage spécifique	**E27**	**51 133**	**8 922,3**	**50 701**	**1 629,9**	**194,3**
Fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense	296B	499	72,7	477	12,9	2,3
Fabrication d'armes et de munitions (1)	**E28**	**499**	**72,7**	**477**	**12,9**	**2,3**
Industries des équipements mécaniques (1)	**E2**	**314 348**	**51 580,0**	**320 959**	**9 320,6**	**1 098,2**

(1) Non compris l'activité : fabrication d'armement (véhicules blindés, matériel d'artillerie et missiles, munitions de guerre ...). Seule est comptabilisée la Naf 700 « 296B » qui comprend notamment la fabrication d'armes de chasse, de tir sportif et de défense ainsi que leurs munitions. Comprend également la fabrication de revolvers et de pistolets de calibre inférieur à 9 mm ; ne comprend pas la fabrication d'armes blanches.

TABLEAU N.02-10

Industries des équipements électriques et électroniques : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Fabrication de machines de bureau	300A	2 650	594,2	3 102	93,0	11,7
Fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques (1)	300C	3 850	1 737,8	4 060	129,3	13,5
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	**E31**	**6 500**	**2 332,0**	**7 162**	**222,3**	**25,2**
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques inférieurs à 750 kw	311A	16 739	2 768,1	16 889	452,5	56,8
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques supérieurs ou égals à 750 kw	311B	6 311	1 422,4	5 020	175,3	12,5
Réparation de matériels électriques	311C	2 932	255,6	2 979	80,9	4,5
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	**E32**	**25 982**	**4 446,1**	**24 888**	**708,7**	**73,8**
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission hertzienne	322A	21 115	6 553,9	18 338	753,1	98,5
Fabrication d'appareils de téléphonie	322B	16 797	3 707,0	20 776	934,5	71,4
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	**E33**	**37 912**	**10 261,0**	**39 114**	**1 687,7**	**169,9**
Fabrication de matériel d'imagerie médicale et de radiologie	331A	2 906	1 206,1	2 891	200,0	12,0
Fabrication d'appareils médico-chirurgicaux	331B	20 773	2 772,1	23 048	658,0	115,7
Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	**E34**	**23 679**	**3 978,2**	**25 939**	**858,1**	**127,7**
Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	332A	26 106	6 150,7	23 076	1 038,3	114,8
Fabrication d'instrumentation scientifique et technique	332B	22 210	3 786,9	21 698	698,2	74,9
Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels	333Z	12 946	1 891,8	12 580	395,6	24,1
Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle	**E35**	**61 262**	**11 829,4**	**57 354**	**2 132,1**	**213,8**
Industries des équipements électriques et électroniques	**E3**	**155 335**	**32 846,6**	**154 457**	**5 608,8**	**610,4**

(1) En 2004, mise hors champ de trois grosses entreprises Cie IBM France, Bull S.A. et Hewlett Packard Centre de compétence France pour le secteur Naf : 300C.

TABLEAU N.02-11

Industries des produits minéraux : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Extraction de minerais de fer et de métaux non ferreux	131Z et 132Z	210	20,5	211	5,9	0,2
Extraction de minerais métalliques	**F11**	**210**	**20,5**	**211**	**5,9**	**0,2**
Extraction de pierres pour la construction et d'ardoises	141A et 141E	2 274	263,9	2 239	55,4	17,3
Extraction de calcaire industriel, de gypse et de craie	141C	1 143	337,2	1 194	39,5	26,8
Production de sables et de granulats	142A	11 865	2 805,7	12 888	350,9	274,2
Extraction d'argiles et de kaolin	142C	805	132,3	913	26,6	7,5
Extraction de minéraux pour l'industrie chimique et d'engrais naturels et production de sel	143Z et 144Z	1 783	320,6	1 730	60,2	18,7
Activités extractives n.c.a. (1)	145Z	670	155,4	691	22,7	9,8
Extraction de produits de carrières et minéraux divers (Autres industries extractives)	**F12**	**18 540**	**4 015,0**	**19 655**	**555,2**	**354,3**
Fabrication de verre plat	261A	2 001	493,2	2 792	101,8	31,5
Façonnage et transformation du verre plat	261C	9 038	1 505,3	9 526	231,6	55,0
Fabrication de verre creux	261E	26 468	3 182,1	27 821	732,4	176,6
Fabrication de fibres de verre	261G	1 500	328,4	1 601	57,1	34,7
Fabrication et façonnage d'articles techniques en verre (y compris isolateurs)	261J et 261K	3 551	434,3	3 484	98,3	19,5
Fabrication de verre et d'articles en verre	**F13**	**42 558**	**5 943,4**	**45 224**	**1 221,1**	**317,2**
Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	262A	4 691	327,6	4 673	99,6	9,1
Fabrication d'appareils sanitaires en céramique	262C	3 461	355,6	3 772	98,4	10,4
Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique	262E	322	34,4	268	6,2	0,5
Fabrication d'autres produits céramiques	262G et 262J	353	29,2	391	9,7	2,3
Fabrication de produits céramiques réfractaires	262L	3 531	580,2	3 744	119,2	17,8
Fabrication de carreaux en céramique	263Z	2 568	275,0	2 688	63,7	10,0
Fabrication de briques	264A	1 581	246,2	1 609	41,9	20,0
Fabrication de tuiles	264B	3 463	693,8	3 643	92,1	46,9
Fabrication de ciment	265A	4 388	2 249,0	4 739	190,4	120,7
Fabrication de chaux	265C	902	385,4	811	23,5	15,2
Fabrication de plâtre et d'éléments en plâtre pour la construction	265E et 266C	3 239	781,8	3 433	119,3	28,3
Fabrication d'éléments en béton pour la construction	266A	16 940	2 551,2	18 017	447,0	139,3
Fabrication de béton prêt à l'emploi	266E	5 565	2 533,5	5 938	164,0	78,3
Fabrication de mortiers et bétons secs	266G	1 993	651,3	2 144	72,7	24,8
Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment	266J	597	126,8	653	18,6	3,3
Fabrication d'autres ouvrages en béton ou en plâtre	266L	678	84,3	502	12,7	4,5
Travail de la pierre	267Z	3 837	366,8	3 849	86,1	23,6
Fabrication de produits abrasifs	268A	1 711	218,8	3 291	121,6	11,8
Fabrication de produits minéraux non métalliques n.c.a. (2)	268C	4 234	1 103,8	4 308	131,1	76,3
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (3)	**F14**	**64 054**	**13 594,8**	**68 473**	**1 917,8**	**643,0**
Industries des produits minéraux	**F1**	**125 362**	**23 573,7**	**133 563**	**3 700,0**	**1 314,8**

(1) Cette classe comprend notamment l'extraction de minéraux et matériaux divers : matières abrasives naturelles, amiante en roche, graphite naturel, farines siliceuses fossiles, stéatite (talc), feldspath ; pierres gemmes, quartz, mica, asphaltes et bitumes naturels, etc.
(2) Cette classe comprend notamment la fabrication d'amiante manufacturée, de matières minérales isolantes : laines de laitier, de roche, vermiculite expansée, argiles expansées (à l'exception de laine de verre et de fibres de verre « isolation » ou « textile » - cf. Naf 261G) ; la fabrication de corindon artificiel (alumine cristallisée, pierre la plus dure après le diamant utilisée comme abrasif), de produits asphaltés et bitumineux, la fabrication d'articles en mica, en tourbe, en graphite, etc.
(3) Hors 264C : fabrication de produits divers en terre cuite.

TABLEAU N.02-12
Industrie textile : année 2004
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Filature de l'industrie cotonnière	171A	1 183	142,0	1 018	18,9	1,2
Filature de l'industrie lainière - cycle cardé	171C	438	24,6	397	7,3	0,4
Préparation de la laine	171E	799	472,5	693	17,0	2,5
Filature de l'industrie lainière - cycle peigné	171F	1 192	94,3	1 446	30,5	11,5
Préparation et filature du lin	171H	1 204	229,0	1 214	27,4	13,1
Moulinage et texturation de la soie et des textiles artificiels ou synthétiques	171K	2 459	397,3	2 553	53,8	7,3
Fabrication de fils à coudre et préparation et filature d'autres fibres	171M et 171P	1 272	135,4	1 419	38,4	4,1
Tissage de l'industrie cotonnière	172A	5 564	830,3	6 371	152,8	18,2
Tissage de l'industrie lainière - cycle cardé	172C	885	248,0	1 020	25,5	4,3
Tissage de l'industrie lainière - cycle peigné	172E	622	222,9	533	14,7	3,6
Tissage de soieries	172G	821	127,1	863	20,1	3,2
Tissage d'autres textiles	172J	4 505	838,9	4 708	121,6	28,1
Ennoblissement textile	173Z	9 216	1 073,5	9 156	217,5	33,3
Filature et tissage	**F21**	**30 160**	**4 835,7**	**31 391**	**745,5**	**130,8**
Fabrication de linge de maison et d'articles d'ameublement	174A	5 382	694,3	4 615	93,8	10,1
Fabrication de petits articles textiles de literie	174B	2 573	325,0	2 568	50,6	4,6
Fabrication d'autres articles confectionnés en textile	174C	4 999	595,4	5 378	120,4	16,6
Fabrication de tapis et moquettes	175A	2 702	568,6	3 937	113,7	27,0
Ficellerie, corderie, fabrication de filets	175C	848	94,4	864	16,8	3,3
Fabrication de non-tissés	175E	2 049	427,2	2 130	60,6	16,8
Industries textiles n.c.a. (1)	175G	14 639	2 077,9	14 641	347,0	50,1
Fabrication de produits textiles	**F22**	**33 192**	**4 782,7**	**34 133**	**802,9**	**128,6**
Fabrication d'étoffes à maille	176Z	2 112	355,3	2 094	51,1	8,0
Fabrication d'articles chaussants à maille	177A	5 325	607,9	5 910	128,0	12,8
Fabrication de pulls-overs et articles similaires	177C	5 024	623,4	4 706	99,0	9,9
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	**F23**	**12 461**	**1 586,7**	**12 710**	**278,2**	**30,7**
Industrie textile	**F2**	**75 813**	**11 205,2**	**78 234**	**1 826,5**	**290,2**

(1) Cette classe comprend notamment : la fabrication de tulles, de dentelles, de feutres, d'ouates, de rubans, d'articles de passementerie, de tissus enduits et d'articles divers en textile ainsi que les travaux de plissage, jours, boutonnières etc.

TABLEAU N.02-13
Industrie du bois et du papier : année 2004
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Imprégnation du bois	201B	1 367	95,6	1 355	35,9	1,4
Fabrication de panneaux de bois	202Z	8 199	1 742,9	8 345	207,5	43,3
Fabrication de charpentes et de menuiseries	203Z	15 958	2 915,1	17 665	391,6	73,4
Fabrication d'emballages en bois	204Z	10 858	1 373,8	11 611	246,9	50,1
Fabrication d'objets divers en bois	205A	3 520	321,9	3 782	82,3	17,5
Fabrication d'objets en liège, vannerie ou sparterie (1)	205C	878	246,5	894	25,0	2,4
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (2)	**F31**	**40 780**	**6 695,8**	**43 652**	**989,3**	**188,2**
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	211A et 211C	25 312	7 000,0	25 667	843,9	323,5
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	**F32**	**25 312**	**7 000,0**	**25 667**	**843,9**	**323,5**
Industrie du carton ondulé	212A	16 772	3 258,0	17 188	482,4	107,9
Fabrication de cartonnages	212B	12 435	1 723,9	12 611	320,0	61,7
Fabrication d'emballages en papier	212C	1 776	310,7	2 008	50,5	16,0
Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique	212E	8 073	2 453,0	8 875	273,7	124,0
Fabrication d'articles de papeterie (3)	212G	4 798	818,2	4 503	118,1	19,8
Fabrication de papiers peints	212J	971	116,0	971	24,8	2,9
Fabrication d'autres articles en papier ou en carton (4)	212L	6 177	1 148,8	6 270	170,9	43,8
Fabrication d'articles en papier ou en carton	**F33**	**51 002**	**9 828,7**	**52 426**	**1 440,3**	**375,9**
Industrie du bois et du papier	**F3**	**117 094**	**23 524,5**	**121 745**	**3 273,5**	**887,7**

(1) Sparterie : fabrication d'ouvrages tressés en fibres végétales (d'origine diverse), tels des cordes, des nattes, des tapis, des paniers, etc. Vannerie : industrie du vannier, ouvrier confectionnant divers objets (paniers, corbeilles, chaises, meubles) au moyen de tiges et fibres végétales entrelacées d'osier, de rotin ou de jonc, etc.
(2) Non compris le secteur 201A (sciage et rabotage du bois) qui ne fait pas partie du champ d'enquête du Sessi ; (cf tableau N02-2).
(3) Cette classe ne comprend pas la fabrication d'articles de papeterie scolaire ou commerciale (cahiers, classeurs, livres comptables ,etc) ; voir 222C « Autre imprimerie (labeur) », dans N.02-4.
(4) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'étiquettes de tous genres, de filtres, de sacs pour aspirateurs, de tubes, mandrins et bobines en carton, d'articles moulés en pâte à papier.

TABLEAU N.02-14

Chimie, caoutchouc et plastiques : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Fabrication de gaz industriels	241A	4 581	1 342,9	5 233	230,2	96,1
Fabrication de colorants et de pigments	241C	3 536	803,8	3 747	144,7	36,9
Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	241E	6 987	2 188,1	9 804	341,4	140,5
Fabrication de produits azotés et d'engrais	241J	4 168	1 754,8	5 112	180,0	47,1
Industrie chimique minérale	**F41**	**19 272**	**6 089,6**	**23 896**	**896,3**	**320,6**
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	241G	19 964	10 886,7	22 742	879,4	535,5
Fabrication de matières plastiques de base	241L	12 506	7 363,5	11 658	407,1	239,8
Fabrication de caoutchouc synthétique	241N	2 535	1 271,5	2 473	106,3	41,2
Industrie chimique organique	**F42**	**35 005**	**19 521,7**	**36 873**	**1 392,9**	**816,5**
Fabrication de produits agrochimiques	242Z	4 459	1 959,3	5 481	261,1	75,2
Fabrication de peintures et vernis	243Z	15 970	3 559,8	17 210	565,7	102,9
Fabrication de produits explosifs	246A	4 227	767,0	5 209	152,6	59,2
Fabrication de colles et gélatines	246C	2 971	782,4	3 309	108,0	29,6
Fabrication d'huiles essentielles	246E	4 704	962,2	5 032	188,8	34,8
Fabrication de produits chimiques pour la photographie	246G	2 247	215,7	2 135	80,9	8,9
Fabrication de supports de données	246J	995	183,1	973	31,8	4,5
Fabrication de produits chimiques à usage industriel	246L	14 191	4 556,0	13 009	485,3	122,6
Parachimie	**F43**	**49 764**	**12 985,5**	**52 358**	**1 874,2**	**437,6**
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	247Z	1 725	450,6	1 924	53,5	15,3
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	**F44**	**1 725**	**450,6**	**1 924**	**53,5**	**15,3**
Fabrication de pneumatiques	251A	30 972	5 672,9	34 696	976,8	314,1
Rechapage de pneumatiques	251C	1 808	234,9	1 014	23,7	5,5
Fabrication d'autres articles en caoutchouc	251E	29 185	3 454,3	29 857	755,7	104,0
Industrie du caoutchouc	**F45**	**61 965**	**9 362,2**	**65 567**	**1 756,3**	**423,6**
Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en plastiques	252A	17 337	3 574,0	15 930	447,1	121,0
Fabrication d'emballages en matières plastiques	252C	34 026	5 400,4	35 980	927,7	401,8
Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	252E	23 709	3 856,4	22 801	542,7	107,7
Fabrication d'articles divers en matières plastiques (1)	252G	9 995	1 416,1	10 926	267,7	53,4
Fabrication de pièces techniques en matières plastiques (2)	252H	60 665	9 625,9	61 355	1 503,9	320,9
Transformation des matières plastiques (ou plasturgie)	**F46**	**145 732**	**23 872,8**	**146 992**	**3 689,1**	**1 004,8**
Chimie, caoutchouc et plastiques	**F4**	**313 463**	**72 282,3**	**327 610**	**9 662,2**	**3 018,4**

(1) Cette classe comprend la fabrication de vaisselle, d'ustensiles de cuisine et d'articles de toilette en matières plastiques. Elle comprend également la fabrication d'articles divers en matières plastiques tels que rubans adhésifs, éponges artificielles, casques de sécurité, articles pour éclairage, bureau, etc.
(2) Cette classe comprend exclusivement la fabrication de pièces techniques en matières plastiques (y compris matériaux composites) réalisées à façon selon les procédés de la plasturgie.

TABLEAU N.02-15

Métallurgie et transformation des métaux : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Sidérurgie	271Y	30 730	12 643,0	33 940	1 145,0	366,4
Fabrication de tubes en fonte et en acier	272A et 272C	11 290	2 657,8	12 285	342,4	63,8
Étirage à froid	273A	1 925	510,4	990	25,8	3,2
Laminage à froid de feuillards	273C	726	136,5	752	20,7	1,8
Profilage à froid par formage ou pliage	273E	2 435	850,5	2 312	66,3	13,7
Tréfilage à froid	273G	1 967	477,5	2 118	55,1	5,1
Sidérurgie et première transformation de l'acier	**F51**	**49 073**	**17 275,7**	**52 397**	**1 655,3**	**454,1**
Production de métaux précieux et métallurgie des autres métaux non ferreux	274A et 274M	3 240	675,4	2 172	72,2	18,4
Production d'aluminium	274C	2 573	1 197,9	3 058	116,4	42,9
Première transformation de l'aluminium	274D	8 100	2 412,3	8 569	271,0	127,2
Production et première transformation de plomb, de zinc ou d'étain	274F et 274G	1 506	530,5	1 518	47,3	15,5
Production et première transformation du cuivre	274J et 274K	4 028	2 357,7	4 138	115,3	27,3
Production de métaux non ferreux	**F52**	**19 447**	**7 173,9**	**19 455**	**622,3**	**231,3**
Fonderie de fonte	275A	8 842	961,1	12 349	315,7	77,0
Fonderie d'acier	275C	5 441	520,3	4 961	122,6	11,9
Fonderie de métaux légers	275E	13 268	1 807,2	12 803	315,0	82,3
Fonderie d'autres métaux non ferreux	275G	3 399	352,2	3 449	84,3	17,4
Fonderie	**F53**	**30 950**	**3 640,7**	**33 562**	**837,6**	**188,6**
Forge, estampage, matriçage	284A	11 342	1 564,1	11 211	276,1	78,9
Découpage, emboutissage	284B	35 393	5 428,4	34 719	836,5	207,6
Métallurgie des poudres	284C	1 188	129,7	1 248	36,3	7,3
Traitement et revêtement des métaux	285A	19 790	1 978,1	19 407	464,0	110,6
Décolletage	285C	12 996	1 608,3	13 000	339,0	82,3
Mécanique générale	285D	52 908	5 325,3	55 724	1 455,5	184,3
Services industriels du travail des métaux	**F54**	**133 617**	**16 033,9**	**135 309**	**3 407,3**	**671,0**
Fabrication de coutellerie	286A	2 157	241,1	2 432	56,9	8,2
Fabrication d'outillage à main	286C	4 518	575,5	4 967	132,6	23,8
Fabrication d'outillage mécanique	286D	10 239	1 025,7	10 108	275,9	32,8
Fabrication de serrures et ferrures	286F	11 657	1 453,5	12 075	298,7	68,6
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	629	157,2	776	21,3	27,1
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11 031	2 274,7	10 998	304,6	69,2
Fabrication d'articles en fils métalliques	287E	9 204	1 358,6	9 086	219,5	45,3
Visserie et boulonnerie	287G	8 230	1 134,2	9 020	236,2	66,6
Fabrication de ressorts	287H	3 227	405,1	3 158	81,3	17,1
Fabrication de chaînes	287J	459	32,2	478	11,1	1,3
Fabrication d'articles métalliques ménagers	287L	5 627	804,7	6 609	165,2	41,7
Fabrication de petits articles métalliques	287N	1 585	198,1	1 895	46,7	15,3
Fabrication d'articles métalliques divers (1)	287Q	15 497	2 213,7	13 237	352,8	58,9
Fabrication de produits métalliques	**F55**	**84 060**	**11 874,1**	**84 839**	**2 202,8**	**475,8**
Récupération de matières métalliques recyclables	371Z	6 913	3 285,1	7 031	180,3	113,2
Récupération de matières non métalliques recyclables	372Z	8 681	1 281,5	8 327	187,5	82,9
Récupération	**F56**	**15 594**	**4 566,6**	**15 358**	**367,8**	**196,1**
Métallurgie et transformation des métaux	**F5**	**332 741**	**60 564,8**	**340 920**	**9 093,0**	**2 216,8**

(1) Ces classes comprennent aussi la fabrication de portes blindées, la fabrication d'articles divers en métaux comme les échelles, les escabeaux, les articles de voirie ; la fabrication d'armes blanches : sabres, épées, baïonnettes et la fabrication d'éléments de couverture : gouttières, faîtages ...

TABLEAU N.02-16

Industries des composants électriques et électroniques : année 2004

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code Naf ou Nes	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (million d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (million d'euros)	Investissements (million d'euros)
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour basse tension..	312A	44 612	7 159,2	51 289	1 522,6	310,7
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour haute tension..	312B	7 834	1 438,0	7 657	287,1	54,5
Fabrication de fils et câbles isolés	313Z	13 043	2 525,6	13 230	416,0	66,1
Fabrication d'accumulateurs et de piles électriques	314Z	5 257	844,9	5 248	137,3	24,4
Fabrication de lampes	315A	2 378	370,3	2 663	80,2	12,4
Fabrication d'appareils électriques autonomes de sécurité	315B	640	83,7	535	15,7	1,0
Fabrication d'appareils d'éclairage	315C	7 206	1 006,9	7 404	188,7	23,4
Fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules	316A	17 494	3 785,6	18 483	562,5	177,5
Fabrication de matériel électromagnétique industriel	316C	2 400	355,4	1 988	54,6	8,8
Fabrication de matériels électriques n.c.a. (1)	316D	11 849	2 255,1	11 207	379,2	26,8
Fabrication de matériel électrique	**F61**	**112 713**	**19 824,8**	**119 704**	**3 643,9**	**705,7**
Fabrication de composants passifs et de condensateurs	321A	6 473	736,3	6 794	179,3	25,8
Fabrication de composants électroniques actifs	321C	31 946	6 533,6	32 146	1 200,8	793,8
Assemblage de cartes électroniques pour compte de tiers	321D	18 039	2 444,1	17 183	411,6	38,1
Fabrication de composants électroniques	**F62**	**56 458**	**9 714,0**	**56 123**	**1 791,7**	**857,7**
Industries des composants électriques et électroniques	**F6**	**169 171**	**29 538,7**	**175 827**	**5 435,6**	**1 563,3**

(1) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'appareils électriques de signalisation pour voies routières, fluviales, installations portuaires et aéroportuaires ; la fabrication de sonneries, sirènes et tableaux d'affichage électriques ; de systèmes de détection et de protection pour le vol ou l'incendie ; la fabrication d'électrodes en charbon ou en graphite ; d'isolateurs et de pièces isolantes en matériaux composites (autres que le verre ou la céramique) ; la fabrication de machines et d'appareils électriques divers tels les accélérateurs de particules, générateurs de signaux, détecteurs de mines, détonateurs électriques, etc. Ne comprend pas la fabrication de composants électroniques (cf. Naf 321B) ou la fabrication de pièces isolantes en verre ou en céramique (cf. Naf 261K et 262 E, tableau N.02-11).

Chapitre N.03

Construction

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Construction : entreprises, effectifs salariés, chiffres d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2004.

2 Construction : montant du chiffre d'affaires construction selon l'ouvrage.

3 Construction : montant du chiffre d'affaires sur ouvrages de bâtiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise.

4 Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage, le nombre de pièces, le mode d'utilisation et de destination.

5 Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination.

6 Logements commencés par type de construction.

7 Indices annuels de la construction dans l'Union européenne.

8 Investissements dans le secteur de la construction (FBCF) par catégorie d'investisseur.

9 Production de bâtiment et de travaux publics.

10 Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces.

11 Parc locatif social au 1er janvier de l'année.

1

○ Présentation

Dans un contexte économique général plus favorable en 2004, le secteur de la construction reste dynamique et voit son chiffre d'affaires progresser de 5,7 % par rapport à 2003 pour s'élever à 137 milliards d'euros hors sous-traitance.

L'ensemble du secteur représente environ 314 000 entreprises et 1 306 000 salariés en équivalents temps plein. C'est le secteur de l'économie qui a enregistré la plus forte progression de l'emploi, en hausse de 1,6 %, soit + 21 000 postes équivalents temps plein.

Les secteurs du bâtiment et des travaux publics contribuent tous les deux à ce bon résultat.

Ainsi, après plusieurs très bonnes années, le secteur du bâtiment connaît encore une progression importante. Son chiffre d'affaires hors sous-traitance augmente de 4,9 %. Les mises en chantier de 363 000 logements neufs en 2004, en progression de 16 % par rapport à 2003 (notamment grâce à la commande privée) ont fortement soutenu l'activité de ce secteur.

Le secteur des travaux publics accélère la reprise amorcée en 2003 : + 8,2 % pour le chiffre d'affaires hors sous-traitance en 2004. La commande privée et la commande publique progressent respectivement de 11,4 % et 7,2 %, les voies de communication et les réseaux demeurant les principales activités en termes d'ouvrages.

Concernant l'emploi, les entreprises du bâtiment ont créé en 2004 plus de 14 000 postes équivalents temps plein dont 60 % dans le gros œuvre. Le secteur des travaux publics enregistre en un an près de 7 000 nouveaux emplois équivalents temps plein.

2005 est une année record pour la construction en France. Au total, les permis de construire accordés pour la construction de logements et de bâtiments non-résidentiels représentent près de 100 millions de mètres carrés. Plus de la moitié de cette surface correspond à 512 000 logements autorisés en 2005.

Les autorisations de construire de logements progressent de 12 % par rapport à 2004, et les mises en chantier de 13 %.

Les mises en chantier de bâtiments non-résidentiels restent stables en 2005, la commande publique d'équipements collectifs ayant fortement soutenu le secteur non-résidentiel en 2003 et 2004. En revanche, les autorisations de construire de bâtiments non-résidentiels sont très fortement réparties à la hausse en 2005, sous l'impulsion des investissements des entreprises privées.

En forte croissance depuis 2003, la construction neuve de logements atteint en 2005 un niveau historique depuis 25 ans. Dans les villes moyennes, la construction est particulièrement dynamique, les mises en vente sont supérieures aux ventes et les stocks de la promotion immobilière augmentent. En revanche, dans les grandes unités urbaines, les mises en chantier ne suffisent pas à détendre le marché. La vacance dans les logements reste à un niveau bas dans les grandes aires urbaines (agglomération parisienne, genevoise et Côte d'Azur), alors qu'elle remonte dans les autres zones.

Depuis cinq ans, la part des logements sociaux vacants demeure très faible, en dessous de 3 %. La très forte demande de logements de ce secteur contribue à ce taux de vacance qui est plus faible que dans l'ensemble du parc de logements. La vacance est plus élevée dans les logements sociaux les plus anciens. Elle est aussi beaucoup plus forte dans les zones urbaines sensibles qu'en dehors des zones spécifiques.

Chaque année, entre 10 % et 12 % des logements du parc social déjà en service font l'objet d'un emménagement. Cette mobilité apparaît aussi plus faible que dans le parc locatif privé (16 %). La mobilité dans le parc social diminue sensiblement au cours des dernières années. Elle est plus forte dans le parc récent, mais tend à rejoindre celle du parc plus ancien, après la baisse marquée constatée en 2002, en particulier dans les zones les plus denses à forte tension du marché du logement.

2

○ Méthodologie

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE)

L'« enquête annuelle d'entreprise » dans le secteur de la construction est réalisée par le ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer.
Sa refonte en 1997 a entraîné des ruptures de séries, notamment sur la description fine des chantiers de l'entreprise :
– enquête de périodicité annuelle, exhaustive au-delà d'une taille de 20 salariés, par sondage en deçà.
Afin d'alléger la charge statistique pour les petites entreprises, une « stratégie petites entreprises » est mise en œuvre périodiquement sur le champ des unités de moins de dix salariés. Leurs données sont alors estimées en mobilisant des informations de source administrative. L'année 1999 est la première année d'application de cette procédure qui a été reconduite pour les années 2001 et 2003.
Les questionnaires utilisés sont :
– le questionnaire général pour les entreprises de 20 salariés ou plus ;
– le questionnaire simplifié, et sans compte de résultat, pour les entreprises de moins de 20 salariés.
Les entreprises enquêtées sont celles qui exercent à titre principal une activité du secteur de la construction. Elles peuvent également intégrer d'autres activités à titre secondaire. Inversement, ne sont pas repris ici les résultats concernant les entreprises dont l'activité « construction » n'est que secondaire. C'est le cas, par exemple, d'une entreprise de construction métallique qui effectue accessoirement le montage sur le terrain ou bien d'une entreprise de distillation de goudron qui, à titre secondaire, ferait des travaux de revêtement routier.
Le champ de l'enquête d'une année n est constitué des entreprises de la construction ayant leur siège en France métropolitaine, et ayant clos un exercice comptable au cours de l'année n.

Construction et transformation de bâtiments, permis de construire

Les statistiques de la construction sont réalisées par le ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer à l'aide de systèmes informatisés, en particulier Sitadel (Système d'Information et de Traitement Automatisé des Données Élémentaires sur les Logements et les locaux), qui succède à Siclone depuis 1998.
Les opérations retenues correspondent au champ des permis de logements ou de locaux créant de la SHON (surface hors œuvre nette). Cela permet de se conformer à la définition de la construction neuve adoptée par l'ensemble des pays de l'Union européenne.
Les chambres d'habitat communautaire et d'hébergement, qui ne faisaient l'objet d'aucune publication dans Siclone, sont désormais comptées à la rubrique « hébergement » dans les locaux non-résidentiels.

Commercialisation des logements neufs

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs est une enquête trimestrielle assurant le suivi de la commercialisation des logements neufs destinés à la vente aux particuliers.
Le champ de l'enquête couvre les permis de cinq logements et plus destinés à la vente aux particuliers. Sont donc exclus :
– le secteur locatif (permis de construire destinés à la location) ;
– les constructions individuelles réalisées par des particuliers en vue de leur occupation personnelle (permis de construire d'un logement) ;
– les logements construits par l'État, les collectivités locales et les sociétés nationalisées ;
– l'ensemble des logements de fonction ;
– les programmes de réhabilitation.

Le parc locatif social

Cette enquête statistique repose sur un double dispositif :
– une enquête privée, résultant d'un protocole d'accord avec l'Union sociale pour l'habitat (USH) et la Fédération nationale des

sociétés d'économie mixte (FNSEM) pour l'enquête effectuée auprès des organismes adhérents de ces deux instances (organismes d'HLM et sociétés immobilières d'économie mixte) ;
– une enquête d'intérêt général (avis du Cnis en date du 7 décembre 1998) effectuée auprès des autres bailleurs de logements sociaux n'adhérant pas à l'USH et à la FNSEM.
Elle est réalisée chaque année par le service statistique des directions régionales de l'Équipement.
Cette enquête ne couvre pas les logements-foyers, les résidences pour personnes âgées ou handicapées, etc.

3 ○ Définitions

Année de fin de construction

Il s'agit de l'année où la construction du programme est déclarée achevée.

Branche (Nes H0, Naf 45) [1]

Les activités de la branche concourent à la construction d'ouvrages immobiliers, qu'il s'agisse de logements, bureaux, centres commerciaux, installations industrielles, réseaux de transports et télécommunications, équipements collectifs, etc. Le plus souvent interviennent conjointement, pour la réalisation de ces ouvrages, des activités industrielles et des prestations de services qui sont décrites dans d'autres chapitres.
Une distinction est faite entre bâtiment et travaux publics dans la nomenclature des activités. Le détail des postes figure dans la présentation des principales nomenclatures en fin d'annuaire.
La nomenclature d'activités française est consultable sur le site Internet de l'Insee (***www.insee.fr***).

Logements et pièces

Un logement est constitué d'au moins une pièce principale et de pièces de services telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et espaces. On appelle pièce principale une pièce destinée au logement et au sommeil. Les pièces indépendantes, même aménagées, sont comptées comme pièces (définition différente de celle utilisée par l'Insee).
Les chambres d'hôtel ne sont pas considérées comme des logements et ne sont pas prises en compte dans ce chapitre.

Logement autorisé

Logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement commencé

Logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des collectifs) ou dont les fouilles en rigole sont entreprises (cas des individuels).

Type de construction

La distinction se fait selon individuel ou collectif. La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière.
On distingue deux types de maisons individuelles :
— individuel pur : maison individuelle résultant d'une opération de construction ne comportant qu'un seul logement ;
— individuel groupé : maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels ou un seul logement individuel avec des locaux.
Le terme collectif est défini par l'exclusion des deux premiers concepts. Il s'agit de logements faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus.

Type de conventionnement

Un logement conventionné est un logement qui a fait l'objet d'une convention entre l'État et l'organisme gestionnaire. Cette convention ouvre droit à l'APL (Aide Personnalisée au Logement).

Type de financement

Il s'agit du financement déclaré lors de l'entrée du programme dans le parc HLM.
HLM/O : Habitation à Loyer Modéré Ordinaire.
ILM : Immeuble à Loyer Moyen.
ILN : Immeuble à Loyer Normal.
PAP : Prêt d'Accession à la Propriété.
PC : Prêt Conventionné.
PLA : Prêt Locatif Aidé.
PLA CDC : PLA dont l'établissement prêteur est la caisse des Dépôts et Consignations.
PLA CFF : PLA dont l'établissement prêteur est le Crédit Foncier de France.
PLA TS : PLA très social sans obligation de travaux, financement des logements réservés aux plus démunis.
PLA LM : PLA à loyer minoré.
PLAI : PLA d'intégration.
(PLA LM et PLAI succèdent au PLA TS)
PLUS : Prêt locatif à usage social, en remplacement des PLA CDC et PLA LM.
PLI : Prêt Locatif Intermédiaire.
PLR : Programme à Loyer Réduit.
PLS : Prêt Locatif Social.
PSR : Programme Social de Relogement.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service économie, statistiques et prospective du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer.

Organismes :

– Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, Service économie, statistiques et prospective ;
– Fédération française du bâtiment ;
– Fédération nationale des travaux publics ;
– Insee.

Sites Internet :

– www.equipement.gouv.fr
– www.insee.fr
– www.statistique.publique.fr

Publications :

Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer

Données détaillées du Sesp :
– « Statistiques sur le logement social » (annuel).
Sesp Infos Rapides :
– Résultats de la construction neuve (mensuel et trimestriel) ;
– Résultats sur la commercialisation des logements neufs et anciens (mensuel et trimestriel) ;
– « Commercialisation des logements neufs - Au troisième trimestre, forte progression des mises en vente et des stocks, reprise des ventes d'appartements », n° 351, novembre 2006 ;
– « Les prix des travaux d'entretien-amélioration de logements poursuivent leur ralentissement au deuxième trimestre 2006 », n° 346, septembre 2006 ;
– « Le parc locatif social au 1er janvier 2005. En 2004, le nombre de logements sociaux poursuit sa progression », n° 334, juin 2006 ;
– « Les entreprises de la construction en 2004. Le secteur de la construction reste dynamique », n° 330, mai 2006 ;
– « Commercialisation des logements neufs au 4éme trimestre 2005. Avec un quatrième trimestre dynamique, l'année 2005 bat le record des ventes de logements neufs », n° 322, février 2006.
SESP en bref :
– « Plus de 100 millions de mètres carrés ont été autorisés à construire en 2005 en France », n° 13, novembre 2006 ;
– « L'informatisation dans la construction : de fortes disparités », n° 12, octobre 2006 ;
– « Vacance et mobilité dans le parc locatif social », n° 11, août 2006 ;

[1] Voir distinction entre le secteur et la branche dans le chapitre N.01 : « Industrie (Y compris IAA) : données générales ».

– « Hausse générale de la construction neuve de logements, détente du marché dans les villes moyennes », n° 9, août 2006 ;
– « Hausse des dépenses de logement », n° 8, juillet 2006 ;
– « Le pavillon français face à ses concurrents européens en 2004 », n° 7, juin 2006.

Insee

Insee-Première :
– « La construction en 2005 : la prospérité du logement se confirme », n° 1083, juin 2006 ;
– « Prix des logements anciens - La hausse reste vive en 2005 », n° 1082, juin 2006 ;
– « Logements anciens - Des prix toujours en forte hausse en 2004 », n° 1029, juillet 2005 ;
– « La construction en 2004 : une année exceptionnelle pour le logement », n° 1021, juin 2005.

Économie et Statistique :
– « Logement : aspects économiques et sociaux », n[os] 381 - 382, octobre 2005.

Autres
– « Les fournisseurs de la construction en chiffres », Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi), chiffres clés, édition 2005 ;
– « L'immobilier, pilier de la croissance ou épée de Damoclès », document de travail de l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE), n° 2005-16, octobre 2005.

TABLEAU N.03-1

Construction : entreprises, effectifs salariés (1), chiffres d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2004

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

Unités : Chiffres d'affaires et investissements : Million d'euros
Entreprises et effectifs : Nombre

Activité principale de l'entreprise	Code Nes ou Naf	Entreprises de 10 salariés et plus				Ensemble des entreprises			
		Nombre d'entreprises	Effectifs	Chiffre (2) d'affaires hors taxes	Investissements bruts	Nombre d'entreprises	Effectifs	Chiffre (2) d'affaires hors taxes	Investissements bruts
BÂTIMENT	**H01**	**21 966**	**594 930**	**72 680**	**1 048**	**295 241**	**1 053 420**	**123 365**	**1 905**
Gros œuvre		**7 222**	**195 472**	**29 271**	**471**	**76 961**	**341 685**	**44 417**	**766**
Construction de maisons individuelles	452A	1 620	33 943	5 842	70	13 457	63 735	9 920	127
Construction de bâtiments divers	452B	1 644	86 016	15 522	216	4 688	94 972	16 488	240
Levage, montage	452T	303	7 649	940	37	1 274	10 261	1 191	42
Travaux de maçonnerie générale	452V	3 655	67 864	6 967	148	57 542	172 717	16 818	357
Second œuvre		**14 744**	**399 458**	**43 409**	**577**	**218 280**	**711 735**	**78 948**	**1 139**
Réalisation de couvertures par éléments	452J	968	18 001	1 745	35	10 893	38 691	3 676	76
Travaux d'étanchéification	452K	311	10 515	1 631	21	2 418	15 796	2 197	31
Travaux de charpente	452L	507	9 810	1 090	36	5 712	21 147	2 167	63
Travaux d'installation électrique	453A	2 675	116 630	12 642	156	36 085	167 520	18 519	237
Travaux d'isolation	453C	287	7 808	1 013	11	2 023	12 089	1 685	17
Installation d'eau et de gaz	453E	1 535	34 466	3 318	41	27 993	70 964	7 887	117
Installation d'équipements thermiques et de climatisation.	453F	1 319	46 330	5 466	55	12 079	67 295	7 972	92
Plâtrerie	454A	699	14 564	1 477	13	12 832	30 725	3 279	45
Menuiserie bois et matières plastiques	454C	1 679	34 882	3 676	58	29 848	77 973	8 634	139
Menuiserie métallique, serrurerie	454D	1 023	23 651	2 984	44	10 940	44 414	5 576	80
Revêtement des sols et murs	454F	660	14 024	1 682	23	15 219	34 628	4 069	54
Miroiterie de bâtiment, vitrerie	454H	136	3 146	324	4	1 275	5 664	647	8
Peinture	454J	2 371	54 011	4 719	60	41 421	101 847	9 435	138
Agencement de lieux de vente	454L	258	6 313	1 040	10	1 635	9 287	1 464	13
Travaux de finitions non compris ailleurs	454M	316	5 307	602	10	7 907	13 695	1 741	29
TRAVAUX PUBLICS	**H02**	**3 701**	**221 742**	**32 343**	**925**	**19 514**	**253 097**	**37 254**	**1 026**
Terrassements divers, démolition	451A	1 289	32 504	4 227	140	11 633	50 155	6 698	226
Terrassements en grande masse	451B	208	16 391	2 669	104	1 264	18 865	2 973	111
Forages et sondages	451D	34	1 176	243	14	285	1 935	361	19
Construction d'ouvrages d'art	452C	147	17 722	2 893	51	217	18 000	2 928	51
Travaux souterrains	452D	21	1 317	321	13	23	1 331	323	13
Réalisations de réseaux	452E	499	32 617	4 311	108	742	33 567	4 426	111
Construction de lignes électriques et de télécommunication.	452F	383	27 274	3 004	65	695	28 614	3 169	66
Construction de voies ferrées	452N	31	4 431	570	19	41	4 481	574	19
Construction de chaussées routières et de sols sportifs	452P	577	66 780	10 544	315	1 315	69 192	11 200	333
Travaux maritimes et fluviaux	452R	42	3 707	854	9	212	4 060	964	11
Autres travaux spécialisés de construction	452U	200	8 660	1 508	32	1 543	10 985	1 782	38
Autres travaux d'installation	453H	141	5 386	689	11	1 089	7 357	928	14
Location avec opérateur de matériel de construction	455Z	129	3 777	510	44	455	4 555	928	14
Total - CONSTRUCTION (H01 et H02)	**H0**	**25 667**	**816 672**	**105 023**	**1 973**	**314 755**	**1 306 517**	**160 619**	**2 931**

(1) Effectif salarié moyen.
(2) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée).

TABLEAU N.03-2

Construction : montant du chiffre d'affaires (1) construction selon l'ouvrage

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
(Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

Unité : Million d'euros

Nature de l'ouvrage	1999		2000		2002		2003		2004	
	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises
Maisons individuelles	9 702	30 311	11 541	35 043	14 761	40 610	14 207	41 642	16 101	45 205
Immeubles de logements (y compris hébergement)	13 062	20 350	13 092	21 166	14 221	22 984	14 639	24 333	16 641	25 957
Total résidentiel	**22 764**	**50 661**	**24 633**	**56 209**	**28 982**	**63 594**	**28 846**	**65 975**	**32 742**	**71 162**
Bâtiments non résidentiels	30 249	41 866	34 152	45 584	36 633	49 692	37 581	51 300	39 135	52 165
Total Bâtiment	**53 013**	**92 526**	**58 785**	**101 793**	**65 615**	**113 286**	**66 427**	**117 275**	**71 877**	**123 327**
Voies de communication	11 349	12 590	11 739	12 753	11 574	12 781	12 377	13 595	13 699	15 069
Ouvrages de franchissement	2 110	2 205	2 204	2 306	2 660	2 788	2 859	2 971	3 185	3 345
Réseaux	8 209	8 812	9 238	9 737	10 420	11 174	9 817	10 731	10 368	11 187
Autres ouvrages de génie civil	1 961	2 104	3 886	4 891	3 227	4 221	3 431	4 413	3 750	4 804
Total Génie civil	**23 629**	**25 711**	**27 067**	**29 687**	**27 881**	**30 964**	**28 484**	**31 710**	**31 002**	**34 405**
Total Construction	**76 642**	**118 237**	**85 852**	**131 480**	**93 496**	**144 250**	**94 911**	**148 985**	**102 879**	**157 732**

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée) réalisé dans les activités de construction.

TABLEAU N.03-3

Construction : montant du chiffre d'affaires (1) sur ouvrages de bâtiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
(Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

Unité : Million d'euros

	1998	2000	2001	2002	2003	2004
Entreprises artisanales						
0 à 9 salariés :						
Neuf	13 221	18 202	22 561	24 026	24 243	22 348
Entretien, amélioration	23 343	24 806	25 296	23 644	26 605	29 102
Autres entreprises						
10 salariés ou plus :						
Neuf	29 066	36 914	36 278	40 128	40 245	43 821
Entretien, amélioration	19 110	21 871	24 140	25 487	26 182	28 056
Total pour l'ensemble des entreprises :						
Neuf	**42 287**	**55 116**	**58 839**	**64 154**	**64 488**	**66 169**
Entretien, amélioration	**42 453**	**46 677**	**49 436**	**49 131**	**52 787**	**57 158**
Montant général des travaux	**84 740**	**101 793**	**108 275**	**113 285**	**117 275**	**123 327**

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée) réalisé dans les activités de construction, sur des ouvrages de bâtiment.

TABLEAU N.03-4

Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage, le nombre de pièces, le mode d'utilisation et de destination

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SESP) (Sitadel)

Unités : Millier et %

	r 1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
Maître d'ouvrage							
Organismes HLM	16,8	10,4	10,2	8,7	8,8	8,3	7,5
Sociétés d'économie mixte (SEM)	2,4	1,2	1,0	0,9	0,9	1,0	0,8
Sociétés civiles immobilières (SCI)	26,2	25,5	27,2	27,0	27,7	31,4	32,6
État et collectivités locales	1,4	1,0	0,7	0,8	0,8	0,9	0,7
Particuliers	43,6	55,0	54,0	55,1	53,5	49,2	46,8
Autres sociétés (1)	9,5	7,0	6,9	7,5	8,2	9,3	11,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Nombre total de logements autorisés	**299,2**	**344,0**	**336,7**	**333,3**	**361,7**	**436,2**	**488,3**
Nombre de pièces d'habitation							
1 pièce	41,8	12,4	11,3	10,4	12,2	17,8	20,0
2 pièces	51,7	41,2	41,8	41,2	47,4	67,1	80,8
3 pièces	61,2	68,9	67,2	66,3	76,0	97,6	113,7
4 pièces	61,8	91,2	88,9	87,0	92,4	106,3	115,6
5 pièces	51,5	81,1	78,6	78,2	81,5	89,3	97,3
6 pièces ou plus	31,2	49,1	48,7	50,2	52,2	57,9	60,8
Total	**299,2**	**344,0**	**336,7**	**333,3**	**361,7**	**436,2**	**488,3**
Mode d'utilisation et de destination							
Résidences principales :							
Occupation personnelle	108,6	163,8	155,9	156,0	159,9	169,5	178,1
Location vide ou meublée	77,1	94,2	96,2	96,3	107,2	149,9	182,4
Vente ou location-vente	93,1	70,0	68,3	62,6	74,8	91,1	99,0
Logement de fonction	2,7	0,9	0,7	1,3	1,7	3,2	3,2
Total	**281,5**	**329,0**	**321,1**	**316,1**	**343,5**	**413,7**	**462,8**
Résidences secondaires :							
Occupation personnelle	6,5	7,8	7,6	7,7	7,7	8,7	9,1
Location vide ou meublée	8,0	5,1	4,8	7,0	6,9	9,0	11,3
Vente ou location-vente	3,2	2,2	3,2	2,5	3,7	4,7	5,1
Logement de fonction	0,1	—	—	—	—	—	—
Total	**17,8**	**15,1**	**15,6**	**17,2**	**18,2**	**22,5**	**25,5**
Ensemble :							
Occupation personnelle	115,1	171,6	163,5	163,7	167,5	178,2	187,3
Location vide ou meublée	85,1	99,3	101,0	103,2	114,0	158,8	193,7
Vente ou location-vente	96,3	72,2	71,5	65,1	78,5	95,9	104,1
Logement de fonction	2,8	0,9	0,7	1,3	1,7	3,2	3,2
Total	**299,2**	**344,0**	**336,7**	**333,3**	**361,7**	**436,2**	**488,3**

(1) Autres sociétés et autres personnes morales.

TABLEAU N.03-5

Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SESP) (Sidadel)

Unité : Millier de mètres carrés

Destination	*r* 1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
Bâtiments agricoles	12 112,2	16 664,2	14 363,3	12 909,7	12 853,4	12 362,4	13 242,3
Bâtiments industriels	5 575,0	11 937,6	12 139,4	10 426,6	9 719,1	8 806,6	9 684,2
Locaux commerciaux	3 082,6	4 803,2	4 874,2	4 688,7	5 053,6	4 850,9	5 658,0
Bureaux	2 951,1	4 910,3	5 783,0	4 449,1	4 084,7	3 977,1	4 659,1
Stockages non agricoles et garages	4 557,9	4 118,2	4 551,7	3 963,7	3 117,3	3 468,5	4 125,0
Autres	6 886,4	8 045,1	7 505,9	7 231,5	7 769,8	8 443,6	9 602,0
Total	**35 165,1**	**50 478,6**	**49 217,5**	**43 669,3**	**42 597,9**	**41 909,1**	**46 970,7**

TABLEAU N.03-6

Logements commencés par type de construction

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SESP)
(Sitadel)

Unité : Millier de logements

Type de construction	1995	1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
Individuels purs	108,5	152,4	166,9	157,2	157,1	157,4	173,1	179,7
Autres individuels	31,1	35,1	31,6	33,8	34,5	35,5	43,0	49,0
Total individuels	**139,6**	**187,5**	**198,5**	**191,0**	**191,6**	**192,9**	**216,1**	**228,7**
Total collectifs	**129,6**	**122,8**	**102,8**	**101,5**	**101,0**	**111,6**	**133,4**	**163,4**
Total	**269,3**	**310,3**	**301,3**	**292,5**	**292,6**	**304,5**	**349,6**	**392,1**

TABLEAU N.03-7

Indices annuels de la construction dans l'Union européenne (1)

Source : Eurostat

Unité : Base 100 en 2000

Pays	2000			*r* 2003			*r* 2004			*e* 2005		
	Entrées de commande	Permis de construire	Prix nouveaux bâtiments résidentiels	Entrées de commande	Permis de construire	Prix nouveaux bâtiments résidentiels	Entrées de commande	Permis de construire	Prix nouveaux bâtiments résidentiels	Entrées de commande	Permis de construire	Prix nouveaux bâtiments résidentiels
U E (à 25) :	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**101,8**	**105,6**	**113,7**	**105,5**	**113,9**	**120,4**	**112,8**	**120,7**	**124,7**
U E (à 15)	**...**	**100,0**	**...**	**...**	**105,4**	**...**	**...**	**113,1**	**...**	**...**	**119,9**	**...**
Zone euro (2)	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**99,4**	**103,0**	**107,5**	**101,2**	**110,9**	**111,8**	**107,1**	**117,4**	**115,3**
Allemagne	100,0	100,0	100,0	79,1	86,5	103,3	74,6	77,5	105,9	73,8	69,3	107,0
Autriche	100,0	...	100,0	109,4	...	106,4	115,2	...	111,9	123,3	...	114,3
Belgique	100,0	100,0	100,0	85,9	106,5	...	87,7	122,5	...	88,9	139,2	...
Chypre	100,0	100,0	100,0	195,2	196,4	113,3	205,0	258,6	120,9	211,4	308,4	126,0
Danemark	100,0	100,0	100,0	110,7	128,3	107,9	115,0	129,1	109,5	...	152,9	112,5
Espagne	100,0	100,0	100,0	130,2	107,1	106,7	145,0	123,6	111,7	167,8	137,3	119,1
Estonie	100,0	100,0	100,0	307,8	317,8	113,7	334,3	878,0	119,7	413,6	850,5	127,1
Finlande	100,0	100,0	100,0	107,6	97,7	105,2	107,5	95,1	107,8	121,9	101,3	111,7
France	**100,0**	**100,0**	**101,5**	**130,6**	**105,1**	**111,2**	**137,6**	**127,7**	**117,7**	**152,0**	**142,6**	**120,5**
Grèce	100,0	100,0	100,0	100,4	148,5	107,9	83,3	141,1	111,1	98,6	237,1	114,7
Hongrie	100,0	100,0	97,4	90,7	132,0	119,5	134,0	134,1	126,2	126,7	121,0	130,6
Irlande	*c*	100,0	100,0	*c*	85,9	133,8	*c*	111,4	150,9	*c*	108,9	164,0
Italie	...	*c*	100,0	...	*c*	109,5	...	*c*	114,0	...	*c*	118,6
Lituanie	100,0	100,0	100,0	217,3	162,2	100,5	254,9	220,8	107,6	294,8	309,7	116,5
Luxembourg	100,0	100,0	100,0	125,7	102,1	109,2	131,7	120,5	112,2	149,2	145,1	115,6
Malte	...	100,0	...	...	154,4	...	...	168,9	...	...	228,7	...
Pays-Bas	*c*	100,0	100,0	*c*	92,2	109,5	*c*	97,0	111,8	*c*	106,0	113,7
Pologne	100,0	100,0	100,0	124,5	64,1	102,1	102,5	72,9	104,8	126,0	79,8	107,7
Portugal	100,0	100,0	100,0	82,9	70,9	106,2	94,5	62,2	110,2	96,1	61,2	113,0
République tchèque	100,0	100,0	100,0	138,9	148,0	108,2	172,7	151,2	114,7	154,7	149,3	119,1
Royaume-Uni	100,0	100,0	100,0	97,8	...	139,0	104,8	...	155,8	112,3	...	163,3
Slovaquie	100,0	...	100,0	166,0	...	116,2	173,1	...	124,2	235,1	...	130,2
Slovénie	100,0	100,0	100,0	111,0	117,1	118,7	134,1	140,3	131,0	138,6	143,7	138,9
Suède	*c*	100,0	100,0	*c*	140,4	111,8	*c*	167,6	116,1	*c*	194,4	120,7

(1) La Lettonie n'a pas fourni de données.
(2) Comprend 12 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal.

TABLEAU N.03-8

Investissements dans le secteur de la construction (FBCF) par catégorie d'investisseur (1)

Source : Insee (Comptes de la Nation 2005 - base 2000) — *Unité* : Million d'euros à prix courants HTD (hors TVA déductible)

	Valeur *r* 2003	Valeur *r* 2004	Valeur *p* 2005	*r* Évolution 2004 / 2003 (%)		Évolution 2005 / 2004 (%)	
				Volume	Prix	Volume	Prix
Bâtiment (Nes H01)							
Ménages	57 403	63 496	69 240	3,8	6,5	5,5	3,3
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	25 203	27 908	28 867	5,8	4,7	0,1	3,3
Administrations publiques	23 188	25 291	27 404	4,0	4,9	4,9	3,3
Autres	7 168	5 535	6 501	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total	**112 962**	**122 230**	**132 012**	**2,6**	**5,5**	**4,6**	**3,3**
Travaux publics (Nes H02)							
Ménages	1 492	1 916	2 054	///	///	///	///
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	16 306	17 552	18 567	3,9	3,6	2,5	3,3
Administrations publiques	12 913	14 364	14 973	7,4	3,6	1,0	3,3
Total	**30 711**	**33 832**	**35 594**	**5,3**	**4,6**	**1,9**	**3,3**
Ensemble - Construction (Nes H0)							
Ménages	58 895	65 412	71 294	3,8	7,0	5,5	3,2
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	41 509	45 460	47 434	5,1	4,2	1,0	3,2
Administrations publiques	36 101	39 655	42 377	5,2	4,4	3,5	3,2
Autres	7 168	5 535	6 501				
Total	**143 673**	**156 062**	**167 606**	**3,2**	**5,3**	**4,0**	**3,2**

(1) Formation brute de capital fixe (neuf + gros entretien).

TABLEAU N.03-9

Production de bâtiment et de travaux publics

Source : Insee (Comptes de la Nation 2005 - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros à prix courants HTD (hors TVA déductible)

	Valeur *r* 2003	Valeur *r* 2004	Valeur *p* 2005	*r* Évolution 2004 / 2003 (%)		Évolution 2005 / 2004 (%)	
				Volume	Prix	Volume	Prix
Bâtiment (Nes H01)							
Production (au prix de base)	140,1	151,8	162,7	3,4	4,8	3,8	3,3
TVA	12,6	14,5	16,0	...	...	...	...
Autres impôts sur la production	0,7	0,7	0,7	...	...	...	...
Total	**153,4**	**167,0**	**179,4**	**3,4**	**5,3**	**4,0**	**3,3**
Investissement (FBCF) (1)	112,9	122,2	132,0	2,6	5,5	4,6	3,3
Consommation finale	8,9	9,3	9,7	1,0	3,8	0,3	3,9
Consommations intermédiaires (2)	33,2	36,0	37,7	2,9	5,1	1,6	3,1
Variations de stocks	– 1,7	– 0,5	–	2,8	...	...	...
Travaux publics (Nes H02)							
Production (au prix de base)	38,0	41,5	43,5	5,4	3,7	1,5	3,3
TVA	3,4	4,1	4,2				
Autres impôts sur la production	–	–	–	...	...	...	...
Total	**41,4**	**45,6**	**47,7**	**5,4**	**4,7**	**1,5**	**3,2**
Investissement (FBCF) (1)	30,7	33,8	35,6	5,3	4,6	1,9	3,2
Consommations intermédiaires (2)	10,7	11,8	12,1	5,0	5,2	0,2	3,1
Ensemble - Construction (Nes H0)							
Production (au prix de base)	178,1	193,3	206,2	3,8	4,6	3,3	3,3

(1) Formation brute de capital fixe (neuf + gros entretien).
(2) Y compris sous-traitance.

TABLEAU N.03-10

Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (SG - DAEI - SESP)
(Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN))

Unité : Logement

Type de construction	(1) Mises en vente			(2) Ventes			(3) Stock en fin d'année		
	2002	2004	2005	2002	2004	2005	2002	2004	2005
Collectif									
Une pièce	4 206	6 285	7 843	5 238	6 446	7 714	2 619	1 766	2 084
Deux pièces	21 343	33 878	40 885	23 460	33 568	36 936	10 473	7 938	12 507
Trois pièces	25 355	37 315	45 703	26 139	36 506	39 865	15 232	13 128	19 170
Quatre pièces ou plus	15 899	18 399	20 440	16 268	19 137	18 451	11 186	9 244	11 040
Total	**66 803**	**95 877**	**114 871**	**71 105**	**95 657**	**102 966**	**39 510**	**32 076**	**44 801**
Individuel									
Moins de quatre pièces	2 964	5 170	4 362	3 097	4 059	4 710	1 315	1 892	1 527
Quatre pièces	6 366	7 537	8 072	6 322	6 928	7 727	3 536	2 923	3 237
Cinq pièces	3 630	4 481	5 236	3 724	4 409	4 977	2 874	2 410	2 590
Six pièces ou plus	1 129	1 128	1 223	1 183	1 170	1 112	874	618	731
Total	**14 089**	**18 316**	**18 893**	**14 326**	**16 566**	**18 526**	**8 599**	**7 843**	**8 085**

(1) Logements nouvellement offerts à la vente au cours de l'année.
(2) Logements ayant fait l'objet d'une réservation avec dépôt d'arrhes ou d'une vente sans réservation préalable au cours de l'année.
(3) Logements disponibles à la vente à la fin de l'année (y compris les ajustements tels que les annulations de réservation ou les retraits de commercialisation).

TABLEAU N.03-11

Parc locatif social au 1er janvier de l'année

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SESP)

Unité : Logement

	2000	2002	2003	2004	2005
Année de fin de construction					
Avant 1950 (1)	334 309	268 704	279 704	297 883	331 995
1951 à 1960	477 568	482 804	480 814	478 519	460 802
1961 à 1970	1 062 027	1 062 704	1 057 000	1 051 392	1 032 048
1971 à 1980	1 027 457	1 039 406	1 028 929	1 018 183	1 002 226
1981 à 1990	600 585	620 060	616 672	613 229	620 204
1991 ou après	496 058	604 264	650 421	692 840	733 387
Total	**3 998 004**	**4 077 942**	**4 113 540**	**4 152 046**	**4 180 662**
Taille des logements (2)					
Une pièce	224 984	223 701	233 526	234 564	237 131
Deux pièces	722 464	713 212	740 307	753 087	759 587
Trois pièces	1 431 614	1 421 628	1 470 073	1 494 267	1 502 986
Quatre pièces	1 190 795	1 178 019	1 220 877	1 237 917	1 239 140
Cinq pièces ou plus	374 383	364 378	384 947	385 011	387 017
Total	**3 944 240**	**3 900 938**	**4 049 730**	**4 104 846**	**4 125 861**
Type de financement initial (2) (3)					
PLR / PSR	223 451	200 274	196 104	190 237	185 034
HLM - O	1 916 492	1 918 260	1 917 545	1 919 377	1 865 664
ILM / ILN	125 219	121 307	117 524	116 323	112 690
PLA très social	60 906	97 419	107 781	116 620	129 757
PLS / PLA CDC / CFF (4)	1 059 461	1 066 792	1 151 420	1 184 238	1 205 897
PLI (5)	43 944	48 429	50 673	58 643	61 949
PAP et PC locatif	23 881	25 417	25 716	25 269	26 906
Autres financements	490 886	423 040	482 967	494 139	535 897
Total	**3 944 240**	**3 900 938**	**4 049 730**	**4 104 846**	**4 123 794**
Type de conventionnement					
Logements conventionnés avec travaux	1 570 224	1 611 124	1 629 385	1 579 173	1 522 434
Logements conventionnés sans travaux	884 215	898 761	824 467	836 610	854 816
Logements conventionnés PLA et PC	1 167 132	1 230 263	1 303 640	1 334 932	1 393 713
Total des logements conventionnés	**3 621 571**	**3 740 148**	**3 757 492**	**3 750 715**	**3 770 533**
Total des logements non conventionnés	**376 433**	**337 794**	**356 048**	**401 331**	**410 129**
Total	**3 998 004**	**4 077 942**	**4 113 540**	**4 152 046**	**4 180 662**

(1) La tranche « Avant 1950 » comprend les logements pour lesquels l'année de fin de construction n'est pas connue et est supposée antérieure à 1950.
(2) Les statistiques sur le financement initial et la taille des logements sont établies sur les logements pour lesquels le type de financement est renseigné.
(3) Les différents sigles utilisés sont explicités dans la partie « définitions » du texte.
(4) Depuis 2002, le prêt PLS remplace le PLA CFF.
(5) Depuis 2002, la rubrique PLI/PLS ne contient plus que les PLI.

Chapitre O.01

Bilan de l'énergie

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Bilan rénové de l'énergie.
2 Énergie : grandeurs caractéristiques en 2005.
3 Production nationale d'énergie primaire.
4 Taux d'indépendance énergétique nationale.
5 Consommation d'énergie primaire par type d'énergie et par secteur.
6 Économies d'énergie par secteur.
7 Taux d'indépendance énergétique de quelques pays.
8 Production d'énergie primaire dans le monde.
9 Consommation d'énergie primaire dans le monde.

1

❍ Présentation

Évolution de la consommation depuis 1960

Au cours de la période 1960-1973, la croissance de la demande d'énergie paraissait étroitement liée à la croissance économique. Le pétrole, alors en plein essor, permettait de faire face à la fois au développement industriel et au déclin du charbon auquel il se substituait.

Depuis 1973, l'évolution des prix de l'énergie conduit toutefois à faire des choix sur les sources d'énergie, sur le système productif et sur la maîtrise de la consommation. Ainsi, la mise en place du programme nucléaire permet un sensible accroissement de la production nationale d'énergie primaire, qui passe de 43,5 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep), dont 7,8 % de nucléaire, en 1973 à 137,6 Mtep en 2005 (dont 85,5 % de nucléaire), alors même que la production de charbon, de pétrole et de gaz naturel poursuit son déclin. Parallèlement, les efforts de maîtrise de l'énergie sont couronnés de succès et ont permis, en 2003, d'économiser environ 11 Mtep par rapport à 1990.

Cette plus grande efficacité énergétique, alliée à la modification de structure de l'appareil productif (recul de certains secteurs gros consommateurs d'énergie, comme la sidérurgie, et développement des activités tertiaires), a un fort impact sur le niveau de la consommation d'énergie. De 1960 à 1973, la consommation primaire augmentait en moyenne de + 5,7 % par an ; de 1973 à 1982, elle est restée quasiment stable en raison des deux chocs pétroliers. Elle a crû à nouveau de + 2,5 % par an jusqu'en 1996, puis de seulement + 0,8 % par an depuis lors. La consommation d'énergie primaire par habitant est stable depuis 2000. De même, l'intensité énergétique primaire du PIB (énergie primaire consommée par euro de PIB), à peu près constante sur la décennie 1960, chute de 16 % environ entre 1973 et 1982, puis est stable jusqu'en 1996, pour ensuite baisser de 1,5 % par an depuis.

Ces évolutions contribuent ainsi à accroître sensiblement le taux d'indépendance énergétique de la France, qui passe de 23,9 % en 1973 à 49,8 % en 2005.

Structure de la consommation

Dans le même temps, la structure de la consommation française d'énergie primaire évolue : une forte réduction de la part du pétrole (67,6 % en 1973, 33,3 % en 2005) et de celle du charbon (15,5 % en 1973, 4,9 % en 2005) s'opère au profit du gaz naturel (7,4 % en 1973, 14,8 % en 2005) et surtout de l'électricité primaire (4,3 % en 1973, 42,5 % en 2005), du fait essentiellement de l'énergie nucléaire qui représente 90 % de la production d'électricité.

En ce qui concerne la consommation finale énergétique, les différents secteurs économiques ont des comportements contrastés. Ainsi, le secteur industriel connaît-il de fortes mutations structurelles dont les effets sur la consommation d'énergie sont tangibles. L'industrie (y compris la sidérurgie), qui représentait environ la moitié de la consommation finale énergétique en 1960, n'en couvre plus que 35,9 % en 1973 et 24,3 % en 2005. Parallèlement, le secteur résidentiel-tertiaire voit sa part augmenter de 30 % environ en 1960 à 42,2 % en 1973, pour rester stable depuis. Les transports connaissent une forte expansion : leur part passe de 18 % en 1960 à 19,7 % en 1973 et 31,4 % en 2005.

2

❍ Méthodologie

Cadre comptable

Les bilans énergétiques annuels sont établis depuis 1982 par l'Observatoire de l'Énergie ; ce sont les bilans officiels français en quantités physiques.

Dans un cadre comptable cohérent et concis, le bilan global[1] comprend deux parties principales :
– une partie approvisionnement où sont comptabilisés les flux énergétiques, depuis la production jusqu'à l'approvisionnement total correspondant à la « consommation apparente » (total des disponibilités).
– une deuxième partie emplois où les flux énergétiques sont comptabilisés dans leurs usages « intermédiaires » (transformations dans les industries de la branche énergie), ou pour des usages « finals ».

Équivalences entre formes d'énergie

Pour établir un bilan, il faut pouvoir additionner des énergies de formes différentes. On est ainsi conduit à rechercher des coefficients d'équivalence entre les différentes formes d'énergie.

Correspondance entre les différentes unités (méthode rénovée)

	Unité physique	Unité de compte énergétique	
		PCI en GJ	Tep
CHARBON			
Houille	1 t	26	0,619
Coke de houille	»	28	0,667
Agglomérés et briquettes de lignite	»	32	0,762
Lignites et produits cendreux de récupération	»	17	0,405
PRODUITS PÉTROLIERS			
Pétrole brut, gazole, fioul domestique, produits à usage non énergétique	1 t	42	1,000
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	»	46	1,095
Essences moteur et carburéacteur	»	44	1,048
Fiouls lourds	»	40	0,952
Coke de pétrole	»	32	0,762
ÉLECTRICITÉ			
Production d'origine nucléaire	1 MWh	3,6	0,086 / 0,33 = 0,260606…[2].
Production d'origine géothermique	1 MWh	3,6	0,086 / 0,10 = 0,86 [3]
Autres types de production, échanges avec l'étranger, consommation	1 MWh	3,6	0,086 [4]
BOIS	1 stère	6,17	0,147
GAZ NATUREL ET INDUSTRIELS	1MWh PCS	3,24	0,077

MWh = million de wattheures.
PCS = pouvoir calorifique supérieur.
PCI = pouvoir calorifique inférieur.

Pour des raisons de simplification, il est usuel de retenir de manière conventionnelle une source d'énergie étalon, de pouvoir calorifique fixé. Les statistiques présentées dans ce chapitre sont exprimées en « tep » (tonne d'équivalent pétrole, ce qui revient à prendre une tonne de pétrole brut comme unité de référence). Afin de mieux tenir compte des pouvoirs calorifiques spécifiques des différentes énergies et du fait que la même énergie générique recouvre des produits de qualité et de nature différentes, des coefficients d'équivalence ont été définis

[1] Pour une information plus détaillée concernant ces sources, voir le chapitre O.02 statistiques par énergie.

[2] L'électricité produite par une centrale nucléaire est comptabilisée selon la méthode de l'équivalent primaire à la production, avec un rendement théorique de conversion des installations égal à 33 % ; le coefficient de substitution est donc de 0,086/0,33 = 0,260606 tep/MWh.

[3] L'électricité produite par une centrale à géothermie est aussi comptabilisée selon la méthode de l'équivalent primaire à la production, mais avec un rendement théorique de conversion des installations égal à 10 % ; le coefficient de substitution est donc 0,086/0,10 = 0,86 tep/MWh.

[4] Toutes les autres formes d'électricité (production par une centrale thermique classique, hydraulique, éolienne, marémotrice, photovoltaïque, etc., échanges avec l'étranger, consommation) sont comptabilisées selon la méthode du contenu énergétique, avec le coefficient 0,086 tep/MWh.

qui prennent pour base le pouvoir calorifique inférieur (PCI)[1] exprimé en giga joules (1GJ = 1 milliard de joules) ou en tep (1 tep = 42 GJ).
Depuis 2002, l'Observatoire de l'Énergie a adopté la méthode commune à l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), Eurostat et le Conseil Mondial de l'Énergie (CME) concernant les coefficients d'équivalence de l'électricité et les soutes maritimes internationales (cf. note « la nouvelle méthodologie d'établissement des bilans énergétiques de la France », disponible sur internet).

Corrections du climat

Ces corrections sont fondées sur le principe que la consommation de chauffage est liée au coefficient de rigueur de l'hiver, obtenu en faisant le rapport entre un indicateur de climat observé et un indicateur de climat de référence (période trentenaire 1976 - 2005) ; cet indicateur est défini comme une somme de « degrés-jours » (écarts journaliers entre la température observée et 17°C). La part des consommations sensibles à la température est variable en fonction des énergies et évolue dans le temps.
Cette méthode de correction a été approuvée fin 2005 par le Conseil d'orientation de l'Observatoire de l'Énergie. Elle a été appliquée rétroactivement aux séries présentées dans cet ouvrage.
Dans cette édition, des rectifications ont également été apportées aux séries relatives aux énergies renouvelables pour une meilleure conformité aux normes internationales.

3
○ Définitions

Les grandeurs qui suivent portent sur la France métropolitaine.

Consommation

La **consommation primaire apparente** est égale à : production d'énergie primaire + importations – exportations – stockage + déstockage.
La mesure des stocks doit couvrir à la fois ceux des producteurs d'énergie, ceux des importateurs, des distributeurs, des transformateurs et des utilisateurs finals, lorsqu'ils sont connus.
La **consommation de la branche énergie** englobe d'une part les flux d'énergie impliqués dans des processus de transformation (consommation – production) opérés par la branche énergie et, d'autre part, la consommation de ces mêmes industriels pour leur usage propre, ainsi que les pertes et les écarts statistiques du bilan.
La **consommation finale énergétique** correspond à l'énergie livrée aux consommateurs finals, quelle qu'en soit la provenance et à toutes fins énergétiques.
La **consommation finale non énergétique** comptabilise les utilisations d'énergie comme matière première. Les usages non énergétiques sont surtout répandus dans l'industrie chimique : pétrochimie, carbochimie et l'industrie des engrais.
Le bilan se résume donc à l'équation comptable :
consommation primaire = consommation de la branche énergie + consommation finale énergétique + consommation finale non énergétique.
On détermine le degré ou **taux d'indépendance énergétique** de notre pays, globalement et par source d'énergie, par le rapport production nationale primaire / consommation primaire réelle.

Énergie primaire

L'énergie primaire est l'ensemble des produits énergétiques non transformés, exploités directement ou importés. Ce sont principalement le pétrole brut, les schistes bitumineux, le gaz naturel, les combustibles minéraux solides, la biomasse, le rayonnement solaire, l'énergie hydraulique, l'énergie du vent, la géothermie et l'énergie tirée de la fission de l'uranium.

[1] La quantité de chaleur pouvant être produite par une unité physique sans prendre en compte la chaleur latente de condensation de la vapeur d'eau produite pendant la combustion donne le pouvoir calorifique inférieur (PCI). La prise en compte de la chaleur latente donne le pouvoir calorifique supérieur (PCS).

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Minefi / DGEMP / OE).

Organismes :

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Minefi) :
- Direction des Ressources énergétiques et minérales (Direm) ;
- Direction générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI) ;
- Service des études et des statistiques industrielles (Sessi).
– Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).
– Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (Ceren).
– Charbonnages de France (CDF).
– Comité Professionnel du Pétrole (CPDP).
– Électricité de France : OSGE.
– RTE (Gestionnaire du réseau de transport d'électricité), Ciref.
– Gaz de France.
– Observatoire des énergies renouvelables (Observ'ER).
– Commission européenne, DG TREN (Eurostat).
– Agence internationale de l'énergie (AIE) / OCDE.

Sites Internet :

– www.industrie.gouv.fr/energie
– www.industrie.gouv.fr/energie/statistiques-energie.htm (avec toutes les publications de l'Observatoire de l'Énergie)
– www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/pegase.htm (Pegase est une base de données en ligne)
– epp.eurostat.ec.europa.eu
– www.iea.org
– www.statistique.publique.fr

Publications :

Observatoire de l'Énergie
Méthodes de comptabilité de l'énergie (Documentation française).
Disponibles auprès des Éditions de l'Industrie :
– *Tableaux des consommations d'énergie en France*, édition 2006.
– *Bilans de l'énergie 1970-2004*, édition 2005 ;
– *L'énergie dans les régions*, édition 2005 ;
– *Les chiffres clés de l'énergie*, édition 2004.
Disponibles gratuitement auprès de l'OE :
– *Conjoncture énergétique mensuelle : 10 numéros par an ;*
– *Énergies renouvelables en France 1970 – 2005 ;*
– *Statistiques 2005 de l'industrie gazière (11.06) ;*
– *Scénario énergétique tendanciel à l'horizon 2030 pour la France (06.04) ;*
– *L'étude pour une prospective énergétique concernant la France, 2030-2050 (02.05).*
Fascicules et dépliants statistiques :
– Repères (2e trimestre) ;
– Statistiques énergétiques France (1er et 3e trimestre) ;
– Prix des énergies (1er et 3e trimestre).
Notes statistiques :
– Prix du gaz et de l'électricité en Europe (avril, novembre) ;
– La consommation de carburant des voitures particulières en France (4ème trimestre) ;
– Émissions de CO_2 dues à l'énergie dans l'OCDE et dans le monde (octobre) ;
– Les Français et l'énergie. Baromètre d'opinion (juin et novembre) ;
– GNV - le gaz naturel véhicules : quel potentiel ? (11.06)
– Électricité et politique énergétique : spécificités françaises et enjeux dans le cadre européen (11.06)
– L'électricité en France 2005 : une analyse statistique (01.06)

Autres

– Les perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2010 -2020, rapport du Groupe « Énergie 2010-2020 », du Commissariat général au plan (Documentation française).

– Défi climat pour la France : « le facteur 4 », horizon 2050, documentation française (10.06).

– Les consommations d'énergie dans l'industrie, Minefi, Sessi (Éditions de l'Industrie).

– Les consommations d'énergie dans les IAA et les scieries, MAP/Scees, Agreste (annuel).

– *Bulletin mensuel*. Comité professionnel du pétrole (CPDP).

– Pétrole 2005 : éléments statistiques (CPDP).

– Statistiques en bref, Environnement et Énergie, Eurostat.

– Gas and electricity market statistics - data 1990 - 2006, Eurostat, 2006.

Les coordonnées de l'Observatoire de l'Énergie figurent dans les annexes en fin d'annuaire.

TABLEAU O.01-1

Bilan rénové de l'énergie (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2006) — *Unité* : Million de tep

	Charbon		Pétrole		Gaz		Électricité		Énergies renouvelables thermiques et déchets	**Total**
	Houille Lignite (2) PR	Coke Agglomérés	Brut	Raffiné	Naturel	Industriel	Production (3) brute	Consommation		
ANNÉE 2004 (*r*)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	0,39	///	1,14	0,29	1,10	///	122,50	///	12,44	**137,86**
Importations	12,06	0,91	85,13	30,17	39,73	///	0,57	///	///	**168,57**
Exportations	– 0,06	– 0,57	///	– 21,47	– 1,22	///	– 5,88	///	– 0,06	**– 29,26**
Soutes maritimes internationales	///	///	///	– 2,97	///	///	///	///	///	**– 2,97**
Variation de stocks	0,18	0,05	0,35	0,23	0,37	///	///	///	///	**1,18**
Total disponibilités	**12,57**	**0,39**	**86,62**	**6,25**	**39,98**	**///**	**117,19**	**///**	**12,38**	275,38
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	86,83	– 81,76	///	///	– 0,13	0,31	///	**5,25**
Production d'électricité thermique	5,49	///	///	1,11	2,38	0,73	– 4,97	///	1,41	**6,15**
Usages internes de la branche	3,66	– 3,15	–	0,12	0,68	– 0,29	///	4,82	0,15	**5,99**
Pertes et ajustement	0,60	– 0,09	– 0,21	0,16	0,03	– 0,03	///	81,00	0,44	**81,90**
Total (A)	**9,75**	**– 3,24**	**86,62**	**– 80,37**	**3,09**	**0,41**	**– 5,10**	**86,13**	**2,00**	99,29
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,57	3,00	///	0,04	0,58	– 0,41	///	1,01	///	**5,79**
Industrie	0,93	0,42	///	6,19	13,78	–	///	10,94	1,25	**33,51**
Résidentiel Tertiaire	0,34	0,07	///	15,21	20,58	–	///	22,91	8,75	**67,86**
Agriculture	///	///	///	2,33	0,33	///	///	0,28	0,06	**3,00**
Transports (4)	///	///	///	49,37	0,04	///	///	1,05	0,35	**50,81**
Total (B)	**2,84**	**3,49**	**///**	**73,14**	**35,31**	**– 0,41**	**///**	**36,19**	**10,41**	160,97
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,14**	///	**13,54**	**1,70**	///	///	///	///	**15,38**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**12,59**	**0,39**	**86,62**	**6,31**	**40,10**	**///**	**///**	**117,22**	**12,41**	275,64
dont : Correction climatique (5)	0,02	–	///	0,06	0,12	///	///	0,03	0,03	0,26
ANNÉE 2005 (*p*)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	0,25	///	1,08	0,26	0,82	///	122,65	///	12,52	**137,58**
Importations	12,30	1,10	84,16	34,92	41,42	///	0,69	///	///	**174,59**
Exportations	– 0,03	– 0,43	///	– 24,59	– 0,91	///	– 5,88	///	– 0,06	**– 31,90**
Soutes maritimes internationales				– 2,72						**– 2,72**
Variation de stocks	0,55	– 0,19	0,02	– 1,10	– 0,55	///	///	///	///	**– 1,27**
Total disponibilités	**13,07**	**0,48**	**85,26**	**6,77**	**40,78**	**///**	**117,46**	**///**	**12,46**	276,28
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	85,31	– 80,42	///	///	– 0,13	0,31	///	**5,07**
Production d'électricité thermique	6,22	///	///	1,49	2,57	0,76	– 5,54	///	1,43	**6,93**
Usages internes de la branche	3,64	– 3,09	–	0,14	0,56	– 0,29	///	4,84	0,15	**5,95**
Pertes et ajustement	0,40	0,13	– 0,05	– 0,22	0,09	– 0,04	///	81,56	0,45	**82,32**
Total (A)	**10,26**	**– 2,96**	**85,26**	**– 79,01**	**3,22**	**0,43**	**– 5,67**	**86,71**	**2,03**	100,27
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,57	2,85	///	0,04	0,56	– 0,43	///	0,87	///	**5,46**
Industrie	0,93	0,41	///	6,04	14,17	–	///	10,81	1,26	**33,62**
Résidentiel Tertiaire	0,30	0,06	///	14,96	20,75	–	///	23,44	8,73	**68,24**
Agriculture	///	///	///	2,23	0,34	///	///	0,29	0,06	**2,92**
Transports (4)	///	///	///	48,88	0,05	///	///	1,03	0,42	**50,38**
Total (B)	**2,80**	**3,32**	**///**	**72,15**	**35,87**	**– 0,43**	**///**	**36,44**	**10,47**	160,62
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,12**	///	**13,68**	**1,79**	///	///	///	///	**15,59**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**13,06**	**0,48**	**85,26**	**6,82**	**40,88**	**///**	**///**	**117,48**	**12,50**	276,48
dont : Correction climatique (5)	– 0,01	–	///	0,05	0,10	///	///	0,02	0,04	0,20

(1) Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'Eurostat, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.
(2) PR = produits de récupération.
(3) Y compris l'hydraulique, l'éolien et le photovoltaïque.
(4) Hors soutes maritimes internationales.
(5) L'indice de rigueur climatique était de : 0,99 en 2004 et 0,99 en 2005. La méthodologie de correction des effets du climat a été modifiée pour l'ensemble de la période.

TABLEAU O.01-2

Énergie : grandeurs caractéristiques en 2005 (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi)
Enquête annuelle d'entreprise

Activité	Codes NES et NAF	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31/12	Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros)	Exportations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)	Chiffre d'affaires hors taxes/ effectif (milliers d'euros)	Exportation/ Chiffre d'affaires hors taxes %	Investissements/ Chiffre d'affaires hors taxes %	Résultat d'exploitation/ Chiffre d'affaires hors taxes %
Extraction de produits énergétiques	G11 à G13	16	1 231	696	26	175	565,3	3,7	25,2	10,7
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	11	11 858	4 040	1 600	277	340,7	39,6	6,9	4,8
Raffinage de pétrole	G15	42	16 649	64 265	8 621	929	3 860,0	13,4	1,4	2,9
Production de combustibles et de carburants	**G1**	**69**	**29 738**	**69 000**	**10 246**	**1 381**	**2 320,3**	**14,8**	**2,0**	**3,1**
Production d'électricité	401A	28	102 659	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
Distribution et commerce d'électricité	401E	38	4 035	2 177	57	179	539,5	2,6	8,2	2,5
Distribution de combustibles gazeux	402C	9	23 035	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
Production et distribution de chaleur	403Z	82	21 993	4 844	27	208	220,3	0,6	4,3	4,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	**G21**	**158**	**160 027**	**65 203**	**6 381**	**4 434**	**407,5**	**9,8**	**6,8**	**8,8**

(1) Champ : entreprises de 20 personnes ou plus.

TABLEAU O.01-3

Production nationale d'énergie primaire (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2006) *Unité* : Million de tep

	1973	1979	1985	1990	1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Charbon	17,3	13,3	10,9	7,7	6,2	2,3	1,5	1,2	1,3	0,4	0,3
Pétrole	2,2	2,2	3,3	3,5	3,3	1,7	1,7	1,6	1,5	1,4	1,3
Gaz naturel	6,3	6,5	4,5	2,5	2,9	1,5	1,5	1,4	1,2	1,1	0,8
Électricité primaire	8,0	16,2	63,9	86,8	101,8	114,4	116,6	119,6	120,6	122,5	122,7
Hydraulique (2)	4,1	5,8	5,5	5,0	5,9	6,2	6,8	5,7	5,6	5,7	5,0
Nucléaire	3,8	10,4	58,4	81,7	96,0	108,2	109,7	113,8	115,0	116,8	117,7
ENR thermiques et déchets	9,8	9,5	11,1	11,4	12,6	12,5	12,8	12,2	12,5	12,4	12,5
Total	**43,5**	**47,7**	**93,8**	**111,8**	**126,7**	**132,5**	**134,0**	**136,0**	**137,1**	**137,9**	**137,6**

(1) Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'Eurostat, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.
(2) Électricité d'origine hydraulique, éolienne ou photovoltaïque.

TABLEAU O.01-4

Taux d'indépendance énergétique nationale (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2006) *Unité* : %

Énergie	1973	1979	1985	1990	1995	2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004	*p* 2005
Charbon	61,5	41,7	44,7	40,7	34,9	16,5	12,1	9,0	9,4	3,0	1,8
Pétrole	1,8	1,9	4,0	4,0	3,4	1,9	1,8	1,8	1,6	1,5	1,5
Gaz	46,4	30,7	18,7	9,9	9,4	4,2	3,9	3,9	3,2	2,8	2,0
Électricité primaire	103,4	97,1	103,2	104,8	106,1	105,5	105,3	105,9	105,0	104,5	104,4
ENR thermiques et déchets	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	99,9	100,2	100,4	100,5	100,5
Ensemble	**23,9**	**24,6**	**45,7**	**49,7**	**51,8**	**50,1**	**49,9**	**51,0**	**50,4**	**50,1**	**49,8**

(1) (Production d'énergie primaire / Disponibilités totales d'énergie primaire) x 100. Les disponibilités totales correspondent à la consommation d'énergie primaire non corrigée (tableau O.01-5). Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'Eurostat, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.

TABLEAU O.01-5

Consommation d'énergie primaire par type d'énergie et par secteur (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2006) — *Unité* : Million de tep

	1973		*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Énergie													
Charbon	27,8	15,5	31,9	24,2	19,2	14,7	14,2	12,4	12,8	13,6	13,0	13,5	4,9
Pétrole	121,5	67,6	114,2	82,2	88,3	92,4	95,1	95,3	93,3	92,4	92,9	92,1	33,3
Gaz	13,2	7,4	21,0	23,2	26,3	30,4	37,6	39,4	40,2	39,3	40,1	40,9	14,8
Électricité primaire	7,7	4,3	16,7	61,7	83,2	99,2	108,9	110,9	113,5	115,0	117,2	117,5	42,5
ENR thermiques et déchets	9,4	5,2	9,4	10,4	12,2	12,4	13,3	13,2	13,2	12,7	12,4	12,5	4,5
Total consommation primaire (1)	**179,7**	**100,0**	**193,1**	**201,6**	**229,2**	**249,0**	**269,2**	**271,3**	**273,1**	**273,0**	**275,6**	**276,5**	**100,0**
Secteur													
Branche énergie	35,1	///	42,0	61,3	74,8	85,7	93,0	92,7	95,4	98,0	99,3	100,3	///
Usages non énergétiques	10,9	///	12,0	11,7	12,4	15,4	17,4	16,4	15,1	15,4	15,4	15,6	///
Consommmation finale énergétique (1)	**133,6**	**100,0**	**139,2**	**128,6**	**141,9**	**148,7**	**158,8**	**162,2**	**162,6**	**159,6**	**161,0**	**160,6**	**100,0**
Sidérurgie	12,5	9,4	11,4	8,0	7,0	6,4	6,2	5,7	6,0	5,8	5,8	5,5	3,4
Industrie (1)	35,4	26,5	35,9	29,5	31,6	31,5	33,2	33,4	33,6	33,1	33,5	33,6	20,9
Résidentiel-Tertiaire (1)	56,4	42,2	57,2	54,4	58,5	63,1	67,0	69,7	69,1	67,4	67,9	68,2	42,5
Agriculture	3,0	2,3	3,2	3,0	3,1	2,8	3,0	3,0	3,0	2,9	3,0	2,9	1,8
Transports	26,3	19,7	31,5	33,8	41,7	44,9	49,4	50,4	50,9	50,4	50,8	50,4	31,4
Consommation d'énergie primaire non corrigée	**182,4**	**///**	**193,9**	**205,2**	**225,2**	**238,9**	**264,6**	**268,6**	**266,9**	**271,8**	**275,4**	**276,3**	**///**

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques. Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'Eurostat, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés. Les chiffres relatifs aux énergies renouvelables (ENR) ont été corrigés.

TABLEAU O.01-6

Économies d'énergie par secteur (1)

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (Ademe) — *Unité* : Million de tep

Secteur	*r* 1991	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	De 1990 à *p* 2003	2003 / 2002
Industrie	− 0,67	− 0,55	− 0,72	+ 0,34	+ 0,66	+ 1,53	+ 2,12	+ 2,13	+ 3,26	+ 3,70	+ 0,44
Résidentiel (chauffage seul)	− 0,43	+ 1,34	+ 1,64	+ 1,83	+ 1,53	+ 2,03	+ 2,26	+ 1,76	+ 2,15	+ 3,39	+ 1,24
Tertiaire (hors électricité)	+ 0,42	+ 0,78	+ 0,84	+ 0,64	+ 0,65	+ 0,81	+ 0,93	+ 0,92	+ 1,01	+ 1,22	+ 0,21
Transports routiers	+ 0,06	+ 0,17	+ 0,31	+ 0,28	+ 0,25	+ 0,42	+ 1,27	+ 1,27	+ 1,81	+ 2,64	+ 0,83
Total	**− 0,62**	**+ 1,74**	**+ 2,07**	**+ 3,09**	**+ 3,09**	**+ 4,79**	**+ 6,58**	**+ 6,08**	**+ 8,23**	**+ 10,95**	**+ 2,72**

(1) Économies d'énergie cumulées réalisées depuis l'année de référence, soit 1990. Depuis avril 2002, les séries ont été recalculées avec le nouveau coefficient d'équivalence de l'électricité soit 0,086 tep/MWh, conformément aux bilans officiels. Les économies d'énergie apparaissent avec le signe « + », les « déséconomies », avec le signe « - ».

TABLEAU O.01-7

Taux d'indépendance énergétique de quelques pays

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : %

Pays	1973	1979	1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 2002	*r* 2003	2004
Allemagne	50,8	49,3	58,0	52,3	42,4	39,0	38,8	39,1
France	**23,9**	**24,7**	**45,3**	**49,2**	**53,1**	**50,6**	**50,2**	**49,9**
Italie	15,9	15,5	17,4	17,1	18,3	15,8	15,2	16,3
Royaume-Uni	49,2	87,7	116,8	98,0	115,3	112,9	106,1	96,4
Union européenne à 25	**...**	**...**	**...**	**56,8**	**57,5**	**53,3**	**51,6**	**50,9**
Canada	123,9	110,2	124,8	130,7	150,8	153,5	146,9	147,7
États-Unis	83,8	81,1	88,1	85,6	79,6	72,8	71,6	70,6
Japon	9,1	11,1	18,3	17,2	20,0	18,9	16,6	18,2

TABLEAU O.01-8

Production d'énergie primaire dans le monde (1)

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Amérique du Nord	**1 701**	**1 850**	**2 004**	**2 119**	**2 213**	**2 280**	**2 261**	**2 292**
Canada	198	210	241	274	349	384	386	397
États-Unis	1 455	1 526	1 569	1 650	1 662	1 666	1 633	1 641
Mexique	47	114	194	195	202	230	243	254
Amérique latine	**357**	**330**	**356**	**422**	**515**	**620**	**621**	**655**
Europe et ex-URSS	**1 695**	**2 235**	**2 631**	**2 735**	**2 399**	**2 578**	**2 660**	**2 729**
UE à 25	...	...	...	888	916	905	896	895
dont : UE à 15	447	578	732	716	756	762	752	751
Allemagne	172	182	209	186	145	135	135	136
Espagne	11	16	26	35	32	32	33	33
France	**44**	**48**	**93**	**112**	**128**	**135**	**136**	**137**
Italie	20	21	23	25	29	27	28	30
Royaume-Uni	108	193	238	208	258	258	246	225
Autres pays hors UE à 25	...	...	...	1 846	1 483	1 673	1 765	1 834
dont : Russie	...	...	...	...	954	1 034	1 107	1 158
Afrique	**473**	**575**	**593**	**693**	**773**	**908**	**973**	**1 027**
Moyen-Orient	**1 104**	**1 146**	**589**	**932**	**1 124**	**1 267**	**1 344**	**1 437**
Extrême-Orient	**848**	**1 156**	**1 439**	**1 731**	**2 068**	**2 374**	**2 555**	**2 799**
dont : Chine	431	619	746	889	1 070	1 202	1 353	1 537
Japon	30	39	67	77	100	99	85	97
Océanie	**72**	**91**	**134**	**170**	**200**	**269**	**267**	**275**
Monde	**6 249**	**7 382**	**7 747**	**8 802**	**9 293**	**10 295**	**10 681**	**11 213**

(1) Y compris les énergies renouvelables et les déchets (par estimation pour certains pays non OCDE).

TABLEAU O.01-9

Consommation d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Unités : Million de tep
Nombre de tep par habitant

Pays	*r* 1973		*r* 1990		2004	
	Totale	Par habitant	Totale	Par habitant	Totale	Par habitant
Amérique du Nord	**1 949**	**6,77**	**2 261**	**6,30**	**2 760**	**6,42**
Canada	160	7,11	209	7,56	269	8,42
États-Unis	1 736	8,19	1 928	7,70	2 326	7,91
Mexique	53	0,99	124	1,53	165	1,59
Amérique latine	**224**	**0,90**	**340**	**0,96**	**485**	**1,10**
Europe et ex-URSS	**2 366**	**3,12**	**3 113**	**3,68**	**2 951**	**3,38**
UE à 25	...	...	1 564	3,55	1 757	3,82
dont : UE à 15	1 167	3,35	1 324	3,62	1 546	4,01
Allemagne	338	4,28	356	4,49	348	4,22
Espagne	52	1,50	91	2,33	142	3,33
France (1)	**185**	**3,46**	**227**	**3,91**	**275**	**4,43**
Italie	129	2,35	148	2,61	184	3,17
Royaume-Uni	221	3,93	212	3,71	234	3,91
Autres pays hors UE à 25	...	...	1 549	3,82	1 194	2,88
dont : Russie	...	...	...	...	642	4,46
Afrique	**214**	**0,55**	**396**	**0,63**	**586**	**0,67**
Moyen-Orient	**67**	**0,93**	**235**	**1,79**	**480**	**2,64**
Extrême-Orient	**1 148**	**0,54**	**2 176**	**0,75**	**3 663**	**1,04**
dont : Chine	431	0,49	877	0,77	1 626	1,25
Japon	324	2,98	446	3,61	533	4,18
Océanie	**66**	**3,97**	**101**	**4,92**	**133**	**5,49**
Soutes maritimes internationales	**119**	///	**114**	///	**164**	///
Monde (2)	**6 154**	**1,57**	**8 738**	**1,66**	**11 223**	**1,77**

(1) Les écarts avec la série officielle tiennent à de légères différences méthodologiques.
(2) Y compris les énergies renouvelables et les déchets (par estimation pour certains pays non OCDE).

Chapitre O.02

Statistiques par énergie

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Bilan des combustibles minéraux solides.

2 Extraction nette de charbon et effectifs des houillères et des charbonnages de France.

3 Importation de produits charbonniers par pays d'origine.

4 Production et réserves mondiales de charbon.

5 Consommation de charbon dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.

6 Consommation de charbon par habitant dans le monde.

7 Bilan du pétrole.

8 Importations de pétrole brut par pays d'origine.

9 Activité des raffineries pétrolières.

10 Ventes de produits pétroliers raffinés par nature de produits.

11 Production et réserves mondiales de pétrole brut.

12 Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.

13 Consommation de pétrole par habitant dans le monde.

14 Bilan de l'électricité.

15 Puissance des centrales électriques par type de centrale au 31 décembre.

16 Longueur des lignes électriques (en fin d'année).

17 Consommation finale d'électricité corrigée du climat par secteur d'utilisation.

18 Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité en fin d'année.

19 Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs.

20 Consommation d'électricité par habitant dans le monde.

21 Bilan du gaz naturel.

22 Canalisations de transport et de distribution de gaz au 31 décembre.

23 Industrie gazière : effectif du personnel au 31 décembre.

24 Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde.

25 Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie.

26 Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde.

27 Bilan des énergies renouvelables (ENR).

28 Énergie éolienne raccordée au réseau électrique en métropole et dans les Dom-Com.

29 Activité des usines de traitement de déchets avec récupération d'énergie.

30 Consommation de bois de chauffage dans le secteur résidentiel (corrigée du climat).

31 Consommation de biocarburants.

32 Consommation primaire d'énergies renouvelables dans l'Union européenne et part des ENR dans la consommation totale d'énergie en 2004.

1

○ Présentation

CHARBON

Consommation

En France, la suprématie du charbon sur les autres énergies est indiscutable jusqu'en 1960, où il atteint son apogée.

Dans les années soixante, le charbon a été concurrencé par le pétrole, alors d'un coût compétitif ; puis, à la suite du premier choc pétrolier de 1973, il a dû faire face aux mutations intervenues dans l'industrie lourde et dans la production d'électricité.

La consommation totale de charbon est passée de 57,2 millions de tonnes (Mt) en 1970 à 21,4 Mt en 2004, soit une baisse de 63 %. Toutefois, cette tendance n'a pas été constante sur la période : en recul jusqu'en 1975 (41,2 Mt), la demande remonte à 52,9 Mt en 1979, pour redescendre de façon régulière à moins de 30 Mt en 1988.

L'évolution de la consommation totale est largement liée à celle des centrales électriques. Celle-ci a crû de 15,1 Mt en 1975 à 28,3 Mt en 1979, pour faire face à la demande d'électricité dans les années 1970 ; dans les années 80, avec la montée du nucléaire, le charbon a régressé dans la production d'électricité (10,9 Mt en 1988), dont il demeure depuis l'énergie de bouclage. Ainsi, il a été fortement sollicité en 1989 (13,5 Mt), en 1991 (15,7 Mt) et en 1998 (13,3 Mt) pour faire face aux problèmes rencontrés dans le nucléaire et l'hydraulique. Après un niveau historiquement faible en 2001 (7,8 Mt), la demande retrouve en 2005 un niveau comparable à celui de 2000, avec 10,3 Mt, soit un bond de 13 % par rapport à 2004.

Quant à la consommation finale (données corrigées du climat), son déclin est quasiment constant depuis 1960 (50,8 Mt) ; elle atteint ainsi 16 Mt en 1990 et 9,5 Mt en 2005. Elle a chuté de 72 % depuis 1970 et a surtout été affectée par les restructurations de la sidérurgie (moins de 7 Mt en 2004, contre 15 Mt en 1970) et par le développement de la filière électrique au détriment de la filière à oxygène. Les autres industries, après un certain redémarrage au début des années 1980, ont vu leur demande à nouveau régresser depuis le début des années 1990. Le marché du résidentiel tertiaire, essentiellement tourné ces dernières années vers les réseaux de chaleur, ne cesse de se rétrécir (0,56 Mt en 2005 contre 12 Mt en 1970). Enfin, le charbon n'a plus de débouchés dans les transports depuis 1970.

Approvisionnements

La production nationale de charbon (houille, lignite et produits récupérés), qui culminait à 58,3 Mt en 1960, a régulièrement diminué jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, avec 29,1 Mt. Après une stabilisation à 26 Mt jusqu'en 1977, le déclin reprend, en s'accélérant à partir de 1984, la production tombant sous la barre des 10 Mt à partir de 1994, suite aux fermetures de mines non compétitives, s'arrête définitivement en avril 2004. Désormais, la production se limite aux seuls produits de récupération, valorisés dans les centrales thermiques.

À 16 Mt en 1960, les importations de charbon sont restées stables jusqu'au premier choc pétrolier. Ensuite, elles n'ont cessé de croître, pour culminer à 32,7 Mt en 1980. En décroissance depuis, elles ont cependant enregistré une remontée conjoncturelle de 1989 à 1992 pour pallier les difficultés rencontrées dans la production d'électricité. En 2004, elles atteignent 21,1 Mt, dont 93 % de houille. L'Allemagne (ex-RFA) était notre premier fournisseur au cours des années 1960. Pour faire face à la montée de la demande jusqu'en 1980, on a fait massivement appel aux importations plus compétitives en provenance de l'Afrique du Sud (interrompues en 1986, en application de l'embargo, et reprises en 1992) et des États-Unis. En 2005, l'Australie occupe le premier rang de nos fournisseurs (5,3 Mt) devant l'Afrique du Sud (4,2 Mt), la Colombie (2,5 Mt) et les États-Unis (1,9 Mt).

PÉTROLE

Après l'âge d'or, les deux chocs pétroliers

Le pétrole connaît son âge d'or en France dans les années 1960. Face aux besoins énergétiques du pays, l'abondance et les prix attractifs de cette énergie au niveau international favorisent sa pénétration, au détriment du charbon national qui accuse, à cette époque, une forte perte de rentabilité.

Ainsi de 1960 à 1973, la consommation française de pétrole basée, pour sa quasi-totalité, sur les importations, croît au rythme annuel moyen très élevé de + 12 % par an, pour culminer, en 1973, à 127 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep).

Le premier choc pétrolier de 1973 donne un coup d'arrêt à cette formidable expansion ; mais, après une courte période de recul, la consommation reprend dès 1976. Le deuxième choc pétrolier de 1979 inaugure une plus longue période de baisse où la consommation pétrolière chute de 114 Mtep en 1979 à 82 Mtep en 1985, soit un recul de 30 % en 6 ans.

Pendant toute cette période, une substitution massive du pétrole se produit. Le charbon d'abord et l'énergie nucléaire ensuite sont utilisés pour produire de l'électricité et la demande de pétrole des centrales baisse très sensiblement (15 Mtep en 1973 à 1,3 Mtep en 1985). Au stade de la consommation finale, le gaz et l'électricité concurrencent le pétrole dans l'industrie (sa part chute de 49 % en 1973 à moins de 24 % en 1985) et dans le résidentiel-tertiaire (56 % en 1973 ; 28 % en 1985).

En revanche, la demande de pétrole continue de croître dans le secteur des transports ; ce dernier représente, en 1985, 42 % de la consommation totale de pétrole contre moins de 25 % en 1973.

Au total, la contribution du pétrole dans la consommation d'énergie primaire chute de 69 % en 1973 à 43,5 % en 1985.

Dans le même temps, on assiste à une sensible diversification géographique des importations de pétrole brut, avec la très forte diminution de la part du Proche-Orient (71 % en 1973 ; 29 % en 1985), l'apparition des pays de la mer du Nord (0 % en 1973 ; 26 % en 1985) et les contributions accrues de l'Afrique Noire et de l'ex-URSS.

Contre-choc pétrolier de 1986

Le contre-choc pétrolier de 1986, avec une réduction de moitié des prix du pétrole importé, ainsi que la reprise de la croissance économique relancent, mais de manière modérée, la consommation de pétrole. Cette évolution ne remet pas en cause la baisse des parts de marché du pétrole, mais contribue à en ralentir le rythme.

La crise du Golfe, qui a éclaté en août 1990, n'a pas fondamentalement changé la situation, en raison de sa courte durée.

Après la mini-crise de 1997, plusieurs facteurs poussent le pétrole vers les sommets

Le cours du pétrole a fortement baissé à partir de décembre 1997, puis a connu une remontée spectaculaire depuis février 1999, avec des accès de fièvre au moindre signal négatif (près de 66 $ pour le baril de Brent daté fin août 2005 lors du passage du cyclone Katrina dans le Golfe du Mexique, 78 $ en août 2006 lors d'une conjonction d'aléas et de tensions internationales). Les fluctuations depuis 1997 sont à mettre sur le compte du relâchement de la politique de quotas de l'Opep, simultanément à la crise économique en Asie, puis d'un respect plus strict lié à l'élection du président Chavez au Venezuela et à l'accession de fait au trône d'Arabie saoudite du Prince Abdallah ; de plus, l'industrie pétrolière, déjà fortement cyclique (investissements lourds et à risques), a retardé ses investissements à tous les niveaux de la chaîne (production, transport maritime, raffinage) en raison des nombreuses fusions-acquisitions de la période 1997-1999, au moment même du boom économique en Asie à partir de 2000, cette zone, très énergivore, bénéficiant notamment d'un transfert de production de la part des pays industrialisés.

Depuis les attentats du 11 septembre et la montée des tensions au Moyen-Orient (Israël, Irak, Iran), les prix du pétrole se sont envolés continûment et une nouvelle donne est apparue :

- les contraintes environnementales se font de plus en plus sévères. Elles imposent des normes et réglementations qui rendent les investissements de raffinage, stockage et de terminaux portuaires plus coûteux et complexes à mettre en œuvre. La montée des craintes face au changement climatique

accroît en outre fortement la pression pour faire diminuer la demande ;
- les investissements ont été trop insuffisants ou tardifs à tous les niveaux de la chaîne (production, transport maritime, raffinage) pour satisfaire la demande en quantité et en qualité (goulots d'étranglement récurrents dans le raffinage américain, d'autant que l'offre s'est avérée trop riche en bruts lourds) ; ainsi selon l'AIE, c'est environ 164 milliards de dollars (dollars de 2005) qui devraient être investis chaque année pour assurer un approvisionnement satisfaisant en pétrole et en gaz dans le monde ;
- les difficultés et les risques à investir au Moyen-Orient, ou dans des pays tels que le Venezuela ou la Russie, ont d'autant plus d'importance qu'il s'agit des zones où le coût du pétrole est de loin le moins cher ;
- la demande de pétrole est de moins en moins sensible au signal prix, dans la mesure où elle se concentre sur des usages dits non substituables (transports, pétrochimie) ; de plus dans de nombreux pays en développement, les prix du pétrole sont encore largement administrés, les États intervenant pour atténuer les hausses et limiter les effets des fluctuations des cours internationaux ;
- sous l'effet de la forte hausse de la demande en Asie et des faibles investissements, la capacité de production encore inutilisée de l'OPEP s'est réduite à un niveau très faible, proche de la rupture.
- la hausse des prix du pétrole peut encourager les revendications sociales (grèves au Nigeria, en Norvège,...) ou nationales (Venezuela) pour un autre partage de la rente pétrolière ; ces revendications prennent la forme de conflits qui eux-mêmes accentuent les tensions sur les prix ;
- par ailleurs, les spéculations boursières contribuent à accroître la volatilité des prix : aujourd'hui, les transactions à terme sont 16 fois plus importantes que les transactions « physiques » ; les investissements supportent donc une prime de risque d'autant plus élevée.
- enfin, la politique de quotas des pays de l'Opep vise à maintenir un prix du pétrole qui leur assure un revenu suffisant en monnaie nationale, malgré la baisse du dollar.

A contrario, le Peak-Oil[1] paraît encore très éloigné, et encore plus éloigné l'épuisement des réserves ultimes de pétrole (pétroles non conventionnels inclus).

Place actuelle du pétrole dans le bilan énergétique de la France

En 2005, le pétrole représente 33,3 % de la consommation d'énergie primaire, 15,6 % de la consommation d'énergie de l'industrie (non compris les usages non énergétiques), 21,9 % de celle du résidentiel-tertiaire, et prédomine dans les transports (97 %). Ce secteur recouvre, à lui seul, 57 % de la demande de pétrole (hors autoconsommation des raffineries et pertes). Si l'on y ajoute les usages de matières premières (bases pétrochimiques et produits non énergétiques), les usages « captifs » atteignent désormais 72 % de la consommation française de pétrole.

En 2005, l'extraction nationale d'hydrocarbures liquides représente seulement 1,4 % de la consommation totale. En ce qui concerne les importations de pétrole brut et autres produits à distiller, elles se répartissent presque également entre quatre grandes origines : le Moyen-Orient et la mer du Nord (en baisse), l'ex-URSS et l'Afrique (plutôt en hausse).

ÉLECTRICITÉ

Consommation d'électricité en France

Entre 1973, année du premier choc pétrolier, et 2005, la consommation intérieure d'électricité s'est développée deux fois plus vite que l'ensemble de la consommation d'énergie. Elle a plus que doublé au cours de la période pour atteindre 482 TWh en 2005. L'électricité représente ainsi 23 % de la consommation finale énergétique ; en 1973, cette part était de 10 %.

[1]Maximum qu'atteindrait la production mondiale de pétrole (récupération améliorée, pétroles non conventionnels inclus) avant d'entamer le déclin lié à l'épuisement de la ressource.

Les secteurs résidentiel et tertiaire ont connu les plus forts taux de progression de la demande depuis 1973, la France se singularisant, par rapport aux autres pays européens, par un développement substantiel du chauffage électrique. Ensemble, ils représentent 64 % de la consommation finale, tandis que l'industrie en constitue 30 % (48 % en 1973).

Production par filière

Le parc national des équipements de production d'électricité a, fin 2005, une puissance maximale de l'ordre de 117 GW, dont 63 GW pour le parc nucléaire (59 tranches).

La mise en place du programme électronucléaire, à partir de 1974, a permis une substitution massive de l'énergie nucléaire au fioul, puis au charbon, pour la production d'électricité, en même temps qu'elle contribuait à la satisfaction de la demande.

À la suite du second choc pétrolier, la consommation d'électricité s'est développée moins vite que prévu, grâce à d'importante mesures d'économies d'énergie, faisant apparaître une surcapacité nucléaire. Celle-ci s'est traduite par l'absence de nouvelles commandes de centrales entre 1987 et 1990, et par le développement des exportations qui atteignent 68 TWh en 2005 et contribuent positivement à la balance commerciale. quatre nouvelles tranches de type « palier N4 », de 1450-1495 MW, sont entrées en service industriel entre 2000 et 2002.

La montée en puissance de la production nucléaire, qui passe de 14 TWh en 1973 à 430 TWh en 2005 (production nette), s'accompagne d'une réduction de la production thermique classique. Celle-ci atteint 62 TWh en 2005, soit un peu plus de la moitié de son niveau de 1973, et repose en premier lieu sur des centrales au charbon. En 2005, la production thermique classique représente 11,3 % de la production totale, assurée pour l'essentiel (78,3 %) par les centrales nucléaires.

L'équipement des grands sites hydrauliques aménageables est presque achevé et leur capacité de production (26 GW fin 2005) est près d'atteindre son maximum. Ainsi, la part de l'hydraulique dans la production totale d'électricité se réduit : elle est passée de 27,3 % en 1973 à 10,2 % en 2005.

Par ailleurs, la nécessité de réduire la sensibilité aux aléas climatiques du système électrique, caractérisé notamment par une forte demande en période de pointe, conduit à développer l'autoproduction, la cogénération et les contrats d'importation d'électricité en pointe.

Enfin, la substitution du nucléaire aux combustibles fossiles contribue à la réduction des émissions polluantes. Ainsi, par exemple, les émissions de dioxyde de carbone pour la production d'un kWh sont presque dix fois moindres aujourd'hui qu'en 1973.

GAZ

Consommation

Le marché du gaz s'est développé en France dans les années 1960. Principalement destiné à la production d'électricité, il représentait, alors, 3 % de la consommation d'énergie primaire, l'industrie étant le principal utilisateur final. Avec le lancement du programme électronucléaire, ses usages se sont orientés vers le marché final sur lequel il a connu une expansion rapide grâce à ses atouts en matière de prix, de performances énergétiques et d'environnement.

En 2005, le gaz représente 22,3 % de la consommation finale énergétique totale, 37,7 % de la demande d'énergie de l'industrie (y compris sidérurgie) et 30,4 % de celle du résidentiel- tertiaire. Son utilisation est moins développée que dans la plupart des autres pays européens, en raison de la concurrence du chauffage électrique et d'une densité de population relativement plus faible restreignant la desserte pour des raisons de rentabilité. Depuis 1998, la production d'électricité se développe. Avec une consommation totale corrigée du climat de 523 TWh en 2002, le gaz naturel représente 14,6 % de la demande d'énergie primaire.

Approvisionnements

La France est passée d'une situation d'autosuffisance dans les années 1960 à une situation de dépendance presque totale : la demande s'est fortement accrue et, si le gisement de Lacq a connu un développement important au cours de la période 1970-1980, la production (injectée dans les gazoducs) chute

régulièrement depuis et est très faible aujourd'hui : - 25,3 % entre 2004 et 2005, contre - 11,3 % depuis 2000. Elle ne représente plus que 2,0 % des disponibilités en gaz naturel. Le recours aux importations n'a cessé de croître depuis le milieu des années 1970. Les Pays-Bas et l'Algérie ont été les premiers fournisseurs. La politique d'approvisionnement s'est concrétisée par une diversification des provenances à cette époque. Elle se caractérise par des contrats à long terme (20 ans en moyenne), qui assurent une sécurité des approvisionnements.

En 2005, les importations de gaz naturel ont progressé : + 4,2 % soit 538 TWh contre 516 TWh en 2004 : 23 % du gaz arrive de la mer du Nord, 20 % de Russie, 16 % des Pays-Bas, 16 % d'Algérie par des contrats de long terme ; du gaz en provenance d'Egypte a commencé à arriver à Montoir-de-Bretagne. Au moins 8 % du gaz distribué en France résulte désormais de contrats de court terme. En 2005, les stocks ont progressé : + 7,1 TWh après une baisse de 4,8 TWh en 2004.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Situation en 2005

Avec une production primaire de 16,1 Mtep en 2005, les énergies renouvelables (ENR) représentent un peu moins de 6 % de la consommation d'énergie en France. Les ENR comprennent des énergies renouvelables électriques (hydraulique, éolien et solaire photovoltaïque) et thermiques (solaire thermique, géothermie, pompes à chaleur, déchets urbains, bois-énergie, résidus agricoles et agroalimentaires, biogaz et biocarburants).

La France dispose de nombreux atouts en matière d'ENR : des ressources hydroélectriques importantes, une des premières forêts d'Europe, un très bon gisement éolien et une technique reconnue en matière d'énergie solaire photovoltaïque et thermique.

De fait, la France est le premier producteur européen d'ENR devant la Suède, l'Allemagne et l'Italie avec près de 14,2 % du total de la production européenne (UE à 25) en 2004. Elle pourrait toutefois être devancée par l'Allemagne en 2005.

Le taux de pénétration des ENR reste cependant très inégal : certaines, comme la production d'électricité hydraulique à grande échelle, présentent depuis longtemps un intérêt industriel et commercial, alors que d'autres techniques n'ont pas encore atteint le même niveau de maturité. L'énergie hydraulique et le bois représentent toujours plus de 80 % de la production primaire d'énergies renouvelables en 2005. Toutefois certaines filières telles que l'éolien, le solaire, les pompes à chaleur et les biocarburants ont connu des évolutions significatives au cours de cette dernière année.

Objectifs des pouvoirs publics

Face aux grands enjeux actuels (sécurité d'approvisionnement, diversification énergétique, lutte contre l'effet de serre, création d'emplois locaux ...), les énergies renouvelables font aujourd'hui partie des axes majeurs de la politique énergétique française. Des objectifs ont été définis et des moyens importants sont mis en œuvre pour permettre un développement significatif des différentes filières d'ENR, avec un souci constant d'efficacité économique et de respect de l'environnement.

Ainsi par la loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE du 13 juillet 2005), la France s'engage à atteindre des objectifs ambitieux à l'horizon 2010 parmi lesquels : la production de 10 % de ses besoins énergétiques à partir de sources d'énergie renouvelable, la production de 21 % de sa consommation d'électricité à partir de sources renouvelables, l'augmentation de 50 % de sa production de chaleur d'origine renouvelable, l'incorporation de biocarburants à des fins de transport à hauteur de 5,75 % (taux rehaussé à 7 % en 2010 par le plan biocarburants). Cette loi comporte également la mise en œuvre de deux plans spécifiques (plan « face sud » et plan « terre énergie ») pour renforcer les filières solaire et biomasse.

Pour atteindre les objectifs fixés, différentes mesures accompagnent la mise en œuvre de nouveaux projets dans tous les secteurs d'activité. Un système d'obligation d'achat de l'électricité d'origine renouvelable, limité aux installations d'une puissance maximum de 12 MW a été institué par la loi électrique du 10 février 2000 (puissance déplafonnée pour l'éolien dans la loi POPE). Dans ce cadre les tarifs d'achat de l'électricité, fixés par arrêté pour chaque énergie renouvelable, ont été revus à la hausse en 2006 pour la plupart des énergies concernées. Un système de garantie d'origine créé en 2006 complète ce dispositif. Par ailleurs une programmation pluriannuelle des investissements de production d'électricité (PPI électrique) permettant d'assurer la sécurité d'approvisionnement et le développement des ENR définit des objectifs de développement du parc de production électrique. Ces derniers ont été réactualisés en 2006 pour les années 2010 et 2015 et dans ce cadre de nouveaux appels d'offres vont être lancés. Une programmation pluriannuelle des investissements de production de chaleur (PPI chaleur) permettant le développement de la chaleur renouvelable est en cours d'élaboration. Concernant les biocarburants, des autorisations de construction de nouveaux sites et de nouveaux agréments ont été accordés suivis par le lancement d'appels d'offres successifs. Les particuliers bénéficient pour leur part depuis le 1er janvier 2005 d'un crédit d'impôt à taux majoré à 40 % (puis 50 % depuis le 1er janvier 2006) pour l'achat de tout équipement utilisant une source d'énergie renouvelable.

Une place particulière est également réservée aux actions de recherche et développement des nouvelles technologies de l'énergie avec obligation pour le gouvernement de rendre compte tous les ans au parlement de la mise en œuvre du volet relatif aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie.

2 ○ Méthodologie

CHARBON

Production

L'Établissement public des charbonnages de France, créé par la loi du 17 mai 1946 a eu pour mission le contrôle et la coordination de la production du charbon français.

Après la fermeture, au 1er février 2003, de la dernière mine exploitant du lignite dans les Houillères du Bassin du Centre et du Midi (HBCM), et en application du pacte charbonnier de 1994, prévoyant l'arrêt de l'exploitation en 2005 et finalement avancé d'un an, le bassin lorrain a vu l'arrêt de son dernier puits de Creutzwald en avril 2004, après celui de Merlebach en septembre 2003 ; ainsi s'est achevée l'extraction charbonnière dans l'hexagone après plus de deux siècles et demi d'activité durant lesquels 4,6 milliards de tonnes ont été produites.

Importations

L'Atic (Association technique de l'importation charbonnière) a perdu, par décret du 9 mai 1995, le monopole d'importation qu'elle détenait depuis sa création en 1944 ; la France s'est ainsi mise en conformité avec les règles de l'Union européenne. Par ailleurs, l'Association a cessé toute activité depuis janvier 2002.

PÉTROLE

Régime pétrolier en France

Historiquement, les pouvoirs publics sont intervenus très tôt pour doter la France d'une industrie pétrolière solide : création de la Compagnie française des pétroles en 1924, vote de la loi de 1928 qui a permis la création d'une industrie du raffinage sur le territoire national et la constitution de stocks de réserve, création progressive du groupe Elf-Aquitaine à partir de la deuxième guerre mondiale, soutien à la constitution de la deuxième industrie parapétrolière mondiale, encouragement à l'exploration sur le territoire national.

Depuis 1985, la France a considérablement libéralisé sa réglementation pétrolière. Désormais les prix sont libres et des opérateurs nombreux et divers peuvent librement importer. Le marché français est un des plus concurrentiels : c'est en France que la part des grandes surfaces dans la distribution de carburants est la plus élevée (50 % pour les carburants auto) et les prix des supercarburants hors taxes sont les plus faibles d'Europe.

Les fondements du régime pétrolier en France ont été adaptés compte tenu de l'adoption en 1992 d'une directive harmonisant les règles de circulation des produits pétroliers soumis à accises (transposée en droit interne par la loi du 17 juillet 1992) ainsi que de la mise en place du marché communautaire unique le

1er janvier 1993 : la loi du 31 décembre 1992, qui abroge et remplace la loi de 1928, fixe un nouveau régime pétrolier en France. Elle libéralise l'ensemble des opérations pétrolières réalisées sur le territoire national avec, en particulier, la suppression du principe des autorisations préalables d'importation qui avait caractérisé le régime de la loi de 1928.

La loi de 1992 maintient cependant, sous des formes adaptées, un ensemble de dispositions visant à assurer la pérennité des approvisionnements de la France, avec notamment l'obligation de constitution et de conservation de stocks stratégiques.

Sociétés pétrolières françaises

Par ses activités d'exploration, de production et de raffinage en France comme à l'étranger, ainsi que les différentes actions de coopération technique et industrielle qu'il mène auprès d'un grand nombre de pays, le groupe Total (anciennement Totalfina-Elf) possède une envergure internationale et est considéré comme la quatrième des compagnies pétrolières.

Dans le domaine de l'exploration-production à l'étranger, l'ancien Totalfina-Elf s'était implanté surtout en mer du Nord (Frigg, Ekofisk...), en Afrique, notamment dans le golfe de Guinée, au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Oman), en Indonésie et en Amérique latine.

En aval, Total figure en bonne place dans le raffinage européen et africain, ainsi que dans la distribution européenne.

Sur le marché français, on trouve dans le raffinage et la distribution, outre Total, des filiales de groupes étrangers (Exxon-Mobil, BP-Amoco, Royal-Dutch-Shell).

La distribution des carburants est également assurée par de nombreux opérateurs (grandes surfaces, indépendants). Le réseau de distribution comporte à la fin 2005 environ 13 600 points de vente, en baisse quasi-régulière, contre 40 400 en 1980.

ÉLECTRICITÉ

Organisation de l'industrie de l'électricité en France

La loi du 8 avril 1946 crée Électricité de France, entreprise nationale, industrielle et commerciale, en lui attribuant la vocation de subvenir aux besoins de la nation en énergie électrique « aux meilleures conditions de coût, de qualité de service et dans le souci de l'intérêt général ». EDF assure l'essentiel de la production d'électricité en France (90 %, le complément étant essentiellement fourni par les centrales de la CNR, de la SNET et de la sidérurgie), ainsi que sa distribution aux différents usagers (avec un certain nombre de régies municipales).

Les deux directives européennes fixant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité (96/92 du 19 décembre 1996 et 2003/54 du 26 juin 2003) ont été transposées par la loi du 10 février 2000 relative au service public de l'électricité et par la loi du 9 août 2004 relative aux entreprises électriques et gazières.

Désormais, l'activité de production d'électricité est une activité concurrentielle exercée sous un régime d'autorisations ministérielles. Des appels d'offres peuvent être organisés dans le cadre défini par la programmation des investissements de production d'électricité. Cette organisation permet d'assurer la sécurité d'approvisionnement et le développement des énergies renouvelables et de la cogénération, filières qui bénéficient d'un régime d'obligation d'achat. L'activité de négoce d'électricité s'exerce, elle, dans le cadre d'un système de déclaration. Le système d'accès réglementé aux réseaux avec des tarifs fixés sur proposition de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a été retenu afin d'offrir transparence et efficacité concurrentielle. Cette situation est confortée avec la mise en œuvre des dispositions concernant la séparation des activités régulées, d'une part, et des activités concurrentielles, d'autre part : l'activité de transport est ainsi exercée par la société RTE, juridiquement distincte d'EDF. RTE exploite et entretient le réseau public de transport d'électricité ; elle est responsable de son développement afin de permettre le raccordement et l'accès des utilisateurs (producteurs, réseaux de distribution, consommateurs), ainsi que l'interconnexion avec les autres réseaux.

Pour la régulation, à côté du Gouvernement en charge de la définition de la politique de l'électricité et des missions de service public, la CRE est une autorité de régulation indépendante et spécialisée. Par ses compétences en matière d'accès aux réseaux, elle est chargée d'assurer le bon fonctionnement concurrentiel du marché de l'électricité.

Depuis le 1er juillet 2004, tous les clients professionnels sont éligibles, ce qui représente au moins 70 % de la totalité du marché. Les particuliers le seront également à partir du 1er juillet 2007.

La France possède, par ailleurs, une compétence scientifique et technique qui couvre toute la filière nucléaire, avec notamment le CEA (recherche), la COGEMA (cycle du combustible) et FRAMATOME (construction de chaudières nucléaires).

GAZ

Industrie du gaz en France

En France l'organisation du marché du gaz a été profondément modifiée dans les dernières années : la mise en place du marché unique de l'énergie s'est traduite par la transposition de deux directives européennes nouvelles :

- la directive européenne 1998/30/CE du 22 juin 1998 sur le marché intérieur du gaz naturel a été transposée par la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie qui fixe les nouvelles règles du jeu dans le contexte de la libéralisation progressive.
- la directive européenne 2003/55/CE du 16 juin 2003 a été transposée par la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières : les activités de gestion des réseaux de transport de gaz et les activités de production ou de fourniture de gaz sont exercées par des personnes morales distinctes ; Gaz de France est devenue une société anonyme.

Enfin, la loi de programme n° 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique précise certaines dispositions sur l'activité gazière en France.

Il résulte de ces dispositifs que les différentes activités de l'industrie gazière sont réellement séparées et que le marché français a été ouvert à tous les clients professionnels le 1er juillet 2004 ; il le sera le 1er juillet 2007 également pour les particuliers.

Production

La loi du 8 avril 1946 modifiée a exclu de la nationalisation la production de gaz naturel qui est actuellement assurée par Total Exploration Production France (TEPF), Gaz de France et Gazonor pour le grisou (pour la production commercialisée).

Transport

Sur le territoire français, jusqu'à fin 2004, trois opérateurs assuraient le transport du gaz : Gaz de France, CFM, et Gaz du Sud-Ouest (GSO). Fin novembre 2004, Gaz de France et Total ont signé un accord : il n'y a plus que deux transporteurs, GRT gaz (filiale de Gaz de France) et Total Infrastructures Gaz France (TIGF), nouvelle appellation de GSO, filiale à 100 % de Total. Des obligations de service public ont été imposées aux transporteurs par la loi du 3 janvier 2003, afin d'assurer l'approvisionnement.

L'utilisation des réseaux de transport du gaz est soumise à un tarif dépendant de « zones d'équilibrage ». Les modalités d'utilisation sont définies par le décret n° 2005-607 du 27 mai 2005 relatif aux règles de tarification applicables à l'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et par l'arrêté du 27 mai 2005 relatif à la définition des zones d'équilibrage des réseaux de transport de gaz naturel.

Stockage

Le stockage du gaz est régi par le code minier depuis la loi du 4 janvier 2003. Il est assuré par Gaz de France, Géométhane et TIGF, sur 15 sites.

La loi du 9 août 2004 a institué un accès négocié des tiers aux stockages. Le décret n° 2006-1034 du 21 août 2006 relatif à l'accès aux stockages souterrains de gaz naturel fixe les principes d'utilisation et de gestion des stockages souterrains de gaz naturel. Par ailleurs, il attribue des droits d'accès à des capacités de stockage aux fournisseurs qui alimentent des clients finals et impose à certains d'entre eux, des obligations quant à la gestion de leurs stocks.

En France, deux techniques sont utilisées : en nappe aquifère profonde et en cavité saline.

Fourniture

Depuis le 1er juillet 2004, tous les consommateurs professionnels de gaz ont la possibilité de choisir librement leur fournisseur de gaz.

L'activité de fourniture de gaz en France est soumise à autorisation ministérielle. Par fournisseur de gaz, on entend, conformément à l'article 5 de la loi 2003-8, toute entité qui achète ou vend du gaz sur le territoire français, et notamment aux points d'échange de gaz (PEG) ; outre les entreprises intégrées gazières ou leurs mandataires, il s'agit des « traders » et des distributeurs. Ces autorisations ont été délivrées par le ministre chargé de l'énergie conformément au décret n° 2004-250 et la liste est publiée au Journal officiel. On y trouve plus d'une trentaine de fournisseurs pour des clients non domestiques et vingt-deux entreprises qui fournissent aussi des clients domestiques, assurant ou non des missions d'intérêt général dans leur zone de desserte.

Distribution

La loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée n'a pas changé le cadre de concessions communales, syndicales ou encore de régies, dans lequel s'opère la distribution publique du gaz ; cette activité avait été confiée à Gaz de France et à des entreprises locales de distribution historique à économie mixte ou en régie en 1946. L'article 50 de la loi du 2 juillet 1998 prévoyant le « plan national de desserte gazière » (3 avril 2000) a été abrogé par la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005, mais les dispositions qui permettent aux communes n'ayant pas de réseau de distribution et non inscrites au plan de faire appel à l'opérateur de leur choix sous réserve qu'il soit agréé par le ministre chargé de l'énergie, ont été maintenues. Ces dispositions sont traduites dans l'article L2224.31-III du Code général des Collectivités locales et dans l'article 25-I de la loi du 3 janvier 2003. La liste des gestionnaires de réseaux de distribution, établie conformément à l'article 26-I de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003, comporte vingt-deux distributeurs.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Afin de se mettre en conformité avec les conventions internationales, le bilan 2005 et l'ensemble des statistiques concernant les ENR ont été élaborés selon les définitions et règles de comptabilisation internationales (avec rétropolation sur les années antérieures). De ce fait quelques modifications ont été apportées sur les séries des filières hydraulique, déchets urbains (comptés pour moitié en tant que déchets renouvelables) et biogaz.

Bilan statistique

La production d'énergie primaire présentée dans ce bilan réunit les productions primaires thermiques et électriques renouvelables (dans le bilan officiel la production électrique renouvelable figure dans la colonne électricité (chapitre O.01)).

En revanche la consommation finale ne concerne que les ENR thermiques utilisées sous forme de chaleur ou de force motrice (biocarburants). L'électricité produite à partir des ENR électriques (hydraulique, éolien, solaire photovoltaïque) ou thermiques (déchets urbains, bois et déchets de bois et biogaz) est injectée dans le réseau électrique national et donc comptabilisée dans la consommation du secteur électrique.

Bois et déchets de bois

Il n'existe pas de statistiques régulières sur la production ou la vente de bois de feu non commercialisée. La consommation de bois retenue dans les bilans s'appuie donc sur l'enquête logement de l'Insee, réalisée tous les quatre ans, qui recense les consommations d'énergie des ménages, et sur les panels de consommation d'énergie des secteurs résidentiel et tertiaire du Ceren. Par convention on estime que la production de l'année correspond à la quantité de bois consommée à climat réel multipliée par un pouvoir calorique moyen.

3
○ Définitions

CHARBON

Description des activités

Les diverses activités du secteur correspondent aux étapes successives de l'extraction, du traitement et éventuellement de la transformation du minerai avant son utilisation finale, c'est-à-dire l'agglomération et la carbonisation.

Extraction

Activité de base, l'extraction consiste à dégager le minerai des autres couches géologiques et à le transporter à la surface. Exceptionnellement, l'exploitation se fait à ciel ouvert.

Traitement et classification des charbons

Afin de donner au charbon les caractéristiques exigées pour son utilisation, le traitement comprend les trois opérations successives du lavage, du concassage et du criblage.
Le charbon peut se définir en fonction de sa formation géologique (tourbe, lignite, houille et anthracite), par la catégorie à laquelle il appartient (huit selon la norme française), par son calibre et par son pouvoir calorifique.

Agglomération

L'agglomération consiste à revaloriser les « fines » (houille réduite à l'état de particules), en les mélangeant avec un liant particulier (brai de houille ou bitume). La pâte obtenue passe ensuite dans une presse pour donner des agglomérés, se présentant sous forme de « boulets » ou de « briquettes ».

Carbonisation ou cokéfaction

Le coke issu de la carbonisation dans les cokeries est utilisé pour la production de la fonte dans les hauts fourneaux où il joue à la fois le rôle d'agent de chauffage, d'agent de réduction et d'élément perméabilisant de la charge.

PÉTROLE

Hydrocarbures

Composés complexes de carbone et d'hydrogène, les hydrocarbures liquides sont des combustibles fossiles d'origine organique transformés au cours des âges géologiques lors du tassement de sédiments terrestres ou marins.

Opep

L'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) créée en 1960 (Conférence de Bagdad), siège à Vienne et regroupe onze pays (Arabie Saoudite, Irak, Iran, Koweït, Venezuela, Qatar, Indonésie, Libye, Émirats Arabes Unis, Algérie et Nigeria). Elle se fixe pour objectif de coordonner les politiques pétrolières des États membres, à la fois pour rentabiliser les investissements des producteurs et assurer l'approvisionnement des consommateurs.

Pays de la mer du Nord

Ce sont le Royaume-Uni, la Norvège, le Danemark et les Pays-Bas.

Réserves prouvées

Les réserves prouvées sont les quantités d'hydrocarbures, de charbon qui, selon les informations géologiques et techniques disponibles, ont une forte probabilité (> 90 %) d'être récupérées dans le futur, à partir des gisements connus et dans les conditions technico-économiques existantes. Cette estimation est donc continuellement réévaluée en fonction des nouvelles découvertes et de l'amélioration de la récupération sur les champs existants.

Description des activités

Exploration – Production

En l'état actuel des techniques, il n'est pas possible de détecter directement la présence d'hydrocarbures dans le sous-sol. L'objet de la recherche est donc de repérer les terrains qui, par leur nature et leur disposition, paraissent les plus propices à receler les gisements. Mais la géologie et la géophysique ne permettent pas à elles seules de déceler la présence d'hydrocarbures. Ce n'est qu'en forant un puits qu'on peut être assuré de l'existence d'un gisement. Un forage sur cinq, en moyenne, dans le monde, découvre des traces d'hydrocarbures.

Mais une partie seulement de ces gisements est économiquement exploitable.

Transport

La moitié environ du pétrole brut produit dans le monde fait l'objet d'échanges internationaux. Le pétrole est acheminé par pipeline (ou oléoduc) ou à bord de navires pétroliers (ou tankers) dont la capacité peut atteindre 350 000 tonnes, voire 550 000 tonnes (Ultra Very Large Crude Carrier).

Raffinage du pétrole

Le raffinage du pétrole brut constitue le maillon industriel dans la chaîne des opérations pétrolières : c'est dans la raffinerie que des pétroles bruts de qualités ou de provenances différentes sont traités et transformés en vue d'obtenir des produits finis.

On sait par le jeu de procédés physiques de séparation (distillation, adsorption, absorption, extraction, etc.) isoler des coupes plus ou moins étroites du brut de base.

Les unités de conversion (reformage, craquage, désalphatage, alkylation, polymérisation, isomérisation, hydrocraquage, etc.) permettent ensuite d'obtenir les produits finis qui doivent obéir aux spécifications commerciales.

Ces opérations sont effectuées en continu dans de grandes unités de production intégrées largement automatisées et connectées à des dépôts pétroliers ou des complexes pétrochimiques.

Distribution

Le mode de distribution est fonction des quantités consommées.

D'une manière générale, les raffineries approvisionnent directement les consommateurs qui utilisent des quantités importantes de produits pétroliers. C'est le cas, notamment, des centrales électriques, usines, entreprises de travaux routiers, aéroports. Ainsi, pratiquement tous les achats massifs de fioul lourd, de bitume et de carburéacteur parviennent directement à leur destinataire par des moyens de transport, généralement peu coûteux, adaptés à chaque cas. La gamme est vaste : pipelines, trains de wagons-citernes, caboteurs, transport fluvial et, éventuellement, de très gros camions-citernes en semi-remorques de 35 tonnes.

Pour répondre aux demandes de livraisons de quantités plus faibles, les produits pétroliers transitent par des dépôts. Unités de stockage situées à proximité des zones de consommation, les dépôts constituent un relais indispensable entre la raffinerie et l'utilisateur des produits pétroliers.

Du dépôt jusqu'à l'utilisateur final, la distribution des produits pétroliers se fait uniquement par véhicules routiers. Ainsi, ce sont des camions-citernes qui approvisionnent en carburant les stations-service et assurent les livraisons de fioul domestique, destiné au chauffage des particuliers.

ÉLECTRICITÉ

Production

Centrales hydrauliques

Dans ces centrales, les turbines sont actionnées par une chute d'eau. Pour amener l'eau dans les turbines, on construit généralement un barrage sur un cours d'eau, de façon à constituer une réserve. Selon le cas, la centrale est située au pied du barrage – ce sont les usines barrages – ou loin de celui-ci, pour les usines de dérivation.

Les usines hydrauliques se classent en quatre catégories, en fonction de l'importance de la réserve : les usines de lac, les usines d'éclusée, les usines au fil de l'eau, les usines de pompage.

Citons également l'usine marémotrice de la Rance, qui est la seule au monde capable de convertir en énergie électrique la force des marées.

La France, relativement favorisée par ses régions montagneuses qui offrent de nombreux sites hydrauliques, figure parmi les grands pays européens producteurs d'énergie hydro-électrique.

Centrales nucléaires

Dans ces centrales, la chaleur est dégagée par la fission de l'uranium qui s'opère dans le cœur du réacteur.

La fission est le phénomène de rupture de certains noyaux atomiques qui présentent la propriété d'être fissiles. Lorsqu'un neutron entre en collision avec un noyau d'U 235, celui-ci se brise en deux noyaux plus petits, libérant une grande quantité d'énergie et émettant deux ou trois neutrons qui viendront à leur tour heurter un autre noyau d'U 235. Il s'engage ainsi une réaction en cascade.

Pour que cette réaction en chaîne s'établisse, il faut rassembler en un même volume une masse suffisante de noyaux fissiles, appelée masse critique. Dans le réacteur, celle-ci devra permettre de contrôler la réaction en chaîne pour obtenir un dégagement d'énergie continu et prédéterminé. Ce réglage fin pourra être assuré par des barres de contrôle faites de matériaux, comme le cadmium ou le bore, qui absorbent les neutrons.

Le cœur d'une chaudière nucléaire est composé de deux éléments indispensables :

- l'assemblage des combustibles nucléaires,
- le modérateur qui permet de ralentir les neutrons pour les mettre en équilibre thermodynamique avec la matière environnante.

En outre, pour récupérer la chaleur produite dans le combustible, on utilisera le fluide caloporteur qui, selon le cas, sera du gaz carbonique sous pression, de l'eau ordinaire à la pression atmosphérique, sous pression ou bouillante, de l'eau lourde, ou encore des métaux liquides, comme le sodium, ou des liquides organiques. Ce sont les caractéristiques de ces trois éléments qui déterminent les filières nucléaires, dont les principales sont :

- la filière uranium naturel - graphite - gaz (UNGG). Cette filière coûteuse et insuffisamment productive a été abandonnée par la France en 1969 ;
- la filière réacteur à eau pressurisée (REP).

Exploité à l'origine sous licence américaine, PWR (Pressurized Water Reactor), le système REP est devenu français à part entière depuis. Ce type de réacteurs, qui utilise l'uranium enrichi comme combustible et l'eau ordinaire comme modérateur et fluide de refroidissement, constitue l'essentiel du parc nucléaire français. On commence à pouvoir utiliser depuis quelques années un combustible composé d'un mélange uranium-plutonium ;

- la filière neutrons rapides.

Le réacteur à neutrons rapides produit plus de matière fissile qu'il n'en consomme. Son principe repose sur la transformation en plutonium, combustible nucléaire, de l'uranium 238. Alors que les réacteurs de la filière REP ne permettent de l'employer qu'à raison de 1 %, ce procédé rend possible l'utilisation intégrale d'uranium naturel transformé en plutonium fissile.

Ainsi, en partant de la même quantité d'uranium, on peut produire, grâce au surgénérateur, 50 à 100 fois plus d'énergie qu'avec les centrales nucléaires classiques.

La France ne possède aujourd'hui qu'un seul réacteur à neutrons rapides : le prototype de 230 MW, Phénix, mis en service industriel en 1974 à Marcoule. L'unité de grande puissance (1 200 MW), Superphénix, à Creys-Malville, a été arrêtée et est en cours de démantèlement.

Centrales thermiques

Elles comprennent les centrales nucléaires et les centrales thermiques classiques. Dans une centrale thermique, une chaudière chauffe de l'eau sous pression et la transforme en vapeur. Celle-ci met en marche une turbine dont le fonctionnement entraîne, à son tour, un alternateur qui produit l'électricité.

Centrales thermiques classiques

Ces centrales peuvent brûler plusieurs types de combustibles, solides comme le charbon ou le lignite, liquides comme le fuel, gazeux, enfin, tels le gaz naturel ou le gaz des hauts fourneaux.

Transport et distribution

À la sortie des centrales, l'électricité est portée à très haute tension (400 000 et 225 000 volts), pour être transportée sur de grandes distances.

Ces lignes à très haute tension qui transportent l'électricité à travers toute la France sont reliées entre elles et forment un seul réseau interconnecté sur lequel se confondent les énergies produites par toutes les centrales.

Les lignes en haute tension (90 000 et 63 000 volts), constituent, avec celles en très haute tension, le réseau de transport.

À proximité des zones d'utilisation, la tension est abaissée dans des postes de transformation. De là, le courant est acheminé par des lignes à haute tension vers les centres de distribution d'EDF. Les lignes moyenne et basse tension appartiennent au réseau de distribution.
Le réseau moyenne tension (entre 15 000 à 20 000 volts) irrigue l'ensemble du territoire à partir de chaque centre de distribution. Le réseau basse tension (380 ou 220 volts) alimente 31 millions d'usagers qui représentent 40 % de la consommation d'électricité. Ce sont tous les particuliers, les petits commerçants, les exploitations artisanales et agricoles, ainsi que les services publics et communaux.

GAZ

Exploration – Production

Cette industrie utilise les mêmes techniques d'exploration, de forage et de production que pour le pétrole.

Transport

Une fois extrait du sous-sol et épuré, le gaz naturel est transporté par gazoduc terrestre ou sous-marin ou par navire méthanier. Le transport par méthanier exige la liquéfaction du gaz, opération qui réduit son volume par 600.

Stockage

En France, deux techniques de stockage bien particulières sont actuellement utilisées :
- la plus répandue est celle du stockage en nappe aquifère profonde : le gaz est injecté dans une couche souterraine de roche poreuse et perméable contenant à l'origine de l'eau et recouverte d'une couche imperméable formant une couverture étanche ; une partie du gaz stocké, le « gaz utile », est récupérable ; le « gaz coussin » reste dans le réservoir.
- le stockage en cavité saline consiste à créer par dissolution à l'eau douce, une caverne souterraine artificielle de grande taille dans une couche épaisse de sel gemme.

Distribution

La livraison du gaz s'effectue généralement par les réseaux de distribution. Cependant, certains gros clients peuvent être directement raccordés à des réseaux de transport du gaz.
Les réseaux de distribution sont reliés aux réseaux de transport par des postes de détente qui amènent le gaz à une pression relative d'abord moyenne (entre 50 mbar et 4 bar), puis basse (environ 20 mbar et 50 mbar pour le gaz naturel) ; aujourd'hui le gaz livré en moyenne pression est détendu chez le client au moyen d'un détendeur dédié.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Biomasse

Elle comprend en principe toute matière organique non fossile d'origine biologique utilisée pour la production de chaleur et de l'électricité. Elle regroupe :
- le bois et les déchets de bois qui englobent une multitude de matières ligneuses issues de la sylviculture et de processus industriels : copeaux, sciures générées par les industries du bois, liqueur noire générée par les industries papetières.
- les résidus de récoltes tels que la paille, les marcs de café et de raisin, les coques de noix ou les enveloppes du riz.
- les déchets urbains et assimilés, incinérés dans des installations spécifiques dénommées « unités d'incinération des ordures ménagères » (UIOM). Ne sont pas pris en compte les déchets industriels tels que pneus, solvants, farines animales.
- les biogaz et les biocarburants.

Biocarburants

On distingue deux filières : la filière éthanol, où ce dernier, produit à partir du blé ou de la betterave est transformé par adjonction d'isobutène en ETBE (Ethyl-Tertio-Butyl-Ether) pour être incorporé aux essences et la filière ester, où les huiles végétales issues du colza ou du tournesol permettent d'obtenir par transformation chimique l'ester méthylique d'huile végétale (EMVH), incorporé au gazole.

Biogaz

Il s'agit de gaz composés essentiellement de méthane et de gaz carbonique, produits par digestion anaérobie de la biomasse. Ils regroupent les gaz de décharge (digestion des déchets stockés dans les décharges), les gaz de digestion des boues des eaux usées (stations d'épuration urbaines) et les gaz provenant de la fermentation anaérobie des boues et déchets des industries agroalimentaires ou de l'agriculture.

Énergie éolienne

L'énergie cinétique du vent est exploitée au moyen d'aérogénérateurs pour produire de l'électricité.

Énergie géothermique

L'énergie thermique provenant de l'intérieur de l'écorce terrestre, généralement sous forme d'eau chaude ou de vapeur est exploitée essentiellement en métropole sous forme de chaleur pour le chauffage urbain.

Énergie hydraulique

Voir centrales hydrauliques.

Énergie solaire

Le rayonnement solaire est exploité soit au moyen de capteurs plans pour la production d'eau chaude sanitaire et de chauffage, soit sous forme de cellules photovoltaïques pour une production d'électricité.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Minefi / DGEMP / OE).

Organismes :

La liste des organismes figure dans le chapitre O.01 : bilan de l'énergie.

Sites Internet :

- www.industrie.gouv.fr/energie
- www.industrie.gouv.fr/energie/statistiques-energie.htm
(avec toutes les publications de l'Observatoire de l'Énergie, la base de données Pegase)
- epp.eurostat.ec.europa.eu
- www.iea.org
- www.statistique.publique.fr

Publications :

La liste des publications de l'Observatoire de l'Énergie figure dans le chapitre O.01 : bilan de l'énergie.

TABLEAU O.02-1

Bilan des combustibles minéraux solides (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2006)

Unité : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1990	1995	2000	2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Production primaire (2)	29 114	23 077	18 942	13 532	8 918	4 101	2 068	2 243	872	617
Importations	16 467	29 960	21 278	20 745	14 646	20 605	19 589	18 398	20 856	21 527
Exportations	1 958	2 143	1 698	982	803	822	486	501	944	697
Stocks : Stockage (-) ; Déstockage (+)	2 605	1 992	2 218	– 1 732	1 825	– 720	– 475	1 945	391	646
Consommation de la branche énergie	**18 878**	**31 489**	**21 131**	**15 614**	**11 730**	**11 562**	**10 476**	**12 078**	**11 208**	**12 454**
dont : Centrales électriques	14 730	28 265	18 505	13 092	9 931	10 425	8 842	9 733	9 133	10 309
Consommation finale	**27 350**	**21 397**	**19 609**	**15 949**	**12 856**	**11 602**	**10 220**	**10 007**	**9 967**	**9 640**
dont : Consommation énergétique	27 189	21 170	19 398	15 683	12 657	11 440	10 062	9 832	9 808	9 508
Sidérurgie	14 349	12 602	9 621	8 394	7 629	7 789	7 408	7 107	7 037	6 809
Industrie (3)	4 124	2 743	5 573	4 713	3 168	2 670	2 001	2 068	2 134	2 136
Résidentiel -Tertiaire	8 664	5 807	4 204	2 576	1 860	981	653	657	637	562
Transports	52	18	–	–	–	–	–	–	–	1
Consommation totale (4)	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**24 586**	**23 164**	**20 696**	**22 085**	**21 175**	**22 094**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Avec l'arrêt définitif, en avril 2004, de l'extraction du charbon dans l'hexagone, la production se limite désormais aux seuls produits de récupération.
(3) Non compris les centrales électriques industrielles.
(4) Consommation non corrigée du climat.

TABLEAU O.02-2

Extraction nette de charbon et effectifs des houillères et des charbonnages de France (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2005), d'après Charbonnage de France

Unité : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	(4) 2004
Extraction dans l'ensemble des houillères	**28 457**	**21 065**	**16 963**	**12 820**	**8 415**	**5 091**	**3 462**	**2 296**	**1 630**	**1 739**	**160**
Houillères de bassin :											
Nord et Pas-de-Calais	10 404	5 386	2 386	232	–	–	–	–	–	–	–
Lorraine	10 111	9 595	9 813	8 359	5 825	3 670	2 540	1 875	1 483	1 730	160
Centre-Midi	6 621	5 155	4 149	3 656	2 590	1 421	922	421	147	9	–
Autres mines	1 321	929	615	573	–	–	–	–	–	–	–
Effectifs en fin d'année (milliers de personnes)	**94,8**	**66,3**	**47,8**	**22,7**	**15,4**	**9,0**	**7,8**	**6,8**	**5,7**	**4,5**	**–**
Effectifs des houillères de bassins CDF (2)	94,3	65,7	47,3	22,5	15,4	9,0	7,8	6,8	5,7	4,5	–
Effectifs des autres mines (3)	0,5	0,6	0,6	0,2	–	–	–	–	–	–	–

(1) Extraction de houille et de lignite.
(2) Effectifs miniers et non - miniers.
(3) Mines exploitées par EDF, y compris autres mines en 1973.
(4) Arrêt définitif de l'extraction du charbon en France en avril 2004.

TABLEAU O.02-3

Importation de produits charbonniers par pays d'origine

Sources : Observatoire de l'Énergie (avril 2006)
Douanes

Unité : Millier de tonnes

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	2000	2002	2003	*r* 2004	*p* 2005
Total	**16 468**	**29 961**	**21 278**	**20 745**	**14 472**	**20 605**	**19 589**	**18 398**	**20 856**	**21 527**
dont : UE à 15	11 027	10 396	5 838	3 283	1 025	1 069	1 204	886	987	2 310
dont : Allemagne (1)	9 398	9 157	4 559	2 216	200	190	390	183	174	175
Royaume-Uni	507	792	280	311	150	108	89	88	74	52
Afrique du Sud	501	8 408	6 444	864	1 714	4 523	4 869	4 030	3 945	4 225
Australie	99	2 407	2 799	3 552	3 026	3 841	4 589	4 527	6 014	5 337
Canada	–	–	762	688	580	625	403	250	365	491
Chine	–	–	46	1 884	1 094	1 541	1 335	1 303	838	473
Colombie	–	–	3	2 033	1 155	1 914	1 611	2 331	2 852	2 507
États-Unis	1 792	3 391	4 028	6 605	3 998	3 356	1 890	2 109	2 236	1 906
Pologne	1 968	4 457	1 068	395	659	1 645	1 143	869	935	1 527
Ex-URSS	1 079	736	163	777	100	375	347	373	917	927
Vénézuela	–	–	–	560	533	748	759	427	450	542

(1) À partir de 1991, la série donne les résultats pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU O.02-4

Production et réserves mondiales de charbon

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Conseil mondial de l'énergie (réserves)

Unité : Million de tonnes

Pays	Production										Réserves prouvées au 1er janvier 2003
	Houille (« hard coal »)					Lignite (« brown coal »)					
	r 1973	*r* 1985	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004	*r* 1973	*r* 1985	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004	
Amérique du Nord	**545**	**792**	**983**	**954**	**996**	**21**	**75**	**86**	**89**	**87**	**254 432**
dont : États-Unis	530	736	917	893	932	13	66	75	78	76	246 643
Amérique latine	**6**	**16**	**51**	**61**	**65**	**1**	**2**	**2**	**2**	**2**	**19 893**
Europe et ex-URSS	**991**	**1 120**	**550**	**571**	**572**	**778**	**913**	**595**	**600**	**587**	**287 095**
UE à 25	///	///	239	236	228	///	///	355	354	355	35 087
dont : UE à 15	281	224	74	71	66	390	494	263	257	260	12 006
dont : Allemagne	104	89	29	29	29	366	434	182	179	182	6 739
France	**26**	**15**	**1**	**2**	**–**	**3**	**2**	**–**	**–**	**–**	**15**
Royaume-Uni	130	91	30	28	25	–	–	–	–	–	220
Pologne	157	192	103	102	101	39	58	58	61	61	14 000
Autres pays hors UE à 25	...	...	311	335	344	...	...	240	246	232	252 008
dont : Russie	...	...	164	177	190	...	...	74	80	69	157 010
Afrique	**68**	**179**	**226**	**244**	**248**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**50 336**
dont : Afrique du Sud	62	174	220	239	243	–	–	–	–	–	48 750
Extrême-Orient	**563**	**1 053**	**1 835**	**2 113**	**2 450**	**11**	**19**	**50**	**52**	**56**	**217 816**
dont : Chine	417	804	1 344	1 588	1 872	–	–	–	–	–	114 500
Inde	77	144	333	354	377	3	8	26	28	30	92 445
Indonésie	–	2	103	115	132	–	–	–	–	–	4 968
Océanie	**58**	**120**	**277**	**280**	**291**	**24**	**39**	**69**	**69**	**69**	**79 073**
dont : Australie	55	118	273	275	286	24	38	69	68	69	78 500
Monde	**2 231**	**3 281**	**3 924**	**4 225**	**4 624**	**836**	**1 048**	**803**	**811**	**801**	**909 064**

TABLEAU O.02-5

Consommation de charbon (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	*r* 1973		*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**328**	**16,8**	**389**	**454**	**486**	**509**	**570**	**580**	**570**	**581**	**21,1**
Canada	15	9,5	20	26	24	25	28	31	30	29	10,7
États-Unis	311	17,9	367	425	458	478	535	542	531	545	23,4
Mexique	2	3,5	2	3	3	5	7	7	8	7	4,3
Amérique latine	**7**	**2,9**	**11**	**16**	**17**	**19**	**20**	**20**	**21**	**22**	**4,6**
Europe et ex-URSS	**771**	**32,6**	**826**	**823**	**769**	**588**	**524**	**522**	**541**	**533**	**18,1**
UE à 25	...	...	...	...	429	346	308	304	313	311	17,7
dont : UE à 15	293	25,1	302	315	299	238	219	216	223	223	14,4
dont : Allemagne	139	41,2	138	145	129	92	86	84	85	86	24,7
Espagne	9	17,2	11	20	19	19	19	22	20	21	14,8
France	**29**	**15,8**	**32**	**25**	**20**	**16**	**13**	**14**	**14**	**14**	**5,1**
Italie	8	6,3	10	15	15	12	13	14	15	17	9,0
Royaume-Uni	76	34,6	74	62	63	47	40	36	38	37	16,0
Autres pays hors UE à 25	...	...	...	...	340	242	216	218	228	222	18,6
dont : Russie	...	...	...	...	...	117	107	107	107	104	16,2
Afrique	**38**	**17,8**	**48**	**73**	**74**	**85**	**91**	**88**	**95**	**103**	**17,6**
Moyen-Orient	**1**	**0,9**	**1**	**3**	**3**	**5**	**8**	**9**	**9**	**9**	**1,9**
Extrême-Orient	**329**	**28,7**	**459**	**614**	**799**	**967**	**1 028**	**1 112**	**1 263**	**1 475**	**40,3**
dont : Chine	205	47,5	314	395	534	656	625	694	829	999	61,4
Inde	36	19,0	49	75	105	138	168	174	179	196	34,1
Japon	58	17,9	51	72	77	86	100	103	106	116	21,8
Océanie	**24**	**36,2**	**26**	**31**	**36**	**39**	**49**	**50**	**50**	**51**	**38,5**
Monde	**1 498**	**24,8**	**1 760**	**2 014**	**2 184**	**2 211**	**2 291**	**2 381**	**2 549**	**2 776**	**25,1**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés et produits dérivés du charbon.

TABLEAU O.02-6

Consommation de charbon (1) par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Tep par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Amérique du Nord	**1,14**	**1,24**	**1,34**	**1,35**	**1,32**	**1,41**	**1,37**	**1,38**	**1,34**	**1,35**
Canada	0,68	0,82	1,00	0,88	0,86	0,94	0,91	0,97	0,96	0,90
États-Unis	1,47	1,63	1,78	1,83	1,79	1,92	1,87	1,88	1,82	1,86
Mexique	0,03	0,04	0,04	0,04	0,06	0,07	0,07	0,07	0,08	0,07
Amérique latine	**0,03**	**0,04**	**0,05**	**0,05**	**0,05**	**0,05**	**0,05**	**0,05**	**0,05**	**0,05**
Europe et ex-URSS	**1,02**	**1,04**	**1,00**	**0,91**	**0,68**	**0,61**	**0,60**	**0,60**	**0,62**	**0,61**
UE à 25	...	...	...	0,97	0,77	0,68	0,68	0,67	0,68	0,68
dont : UE à 15	0,84	0,85	0,87	0,82	0,64	0,57	0,58	0,57	0,58	0,58
dont : Allemagne	1,77	1,77	1,87	1,62	1,12	1,03	1,05	1,02	1,03	1,04
Espagne	0,26	0,29	0,51	0,49	0,48	0,52	0,47	0,52	0,48	0,49
France	**0,55**	**0,59**	**0,44**	**0,35**	**0,27**	**0,25**	**0,21**	**0,22**	**0,23**	**0,23**
Italie	0,15	0,19	0,27	0,26	0,21	0,22	0,23	0,24	0,26	0,29
Royaume-Uni	1,36	1,32	1,10	1,10	0,81	0,61	0,67	0,60	0,64	0,63
Autres pays hors UE à 25	...	...	...	0,84	0,59	0,53	0,52	0,53	0,55	0,54
dont : Russie	...	...	...	...	0,79	0,76	0,73	0,73	0,74	0,72
Afrique	**0,10**	**0,10**	**0,13**	**0,12**	**0,12**	**0,11**	**0,11**	**0,10**	**0,11**	**0,12**
Moyen-Orient	**0,01**	**0,01**	**0,02**	**0,02**	**0,04**	**0,05**	**0,05**	**0,05**	**0,05**	**0,05**
Extrême-Orient	**0,15**	**0,19**	**0,23**	**0,28**	**0,31**	**0,30**	**0,30**	**0,32**	**0,36**	**0,42**
dont : Chine	0,23	0,32	0,37	0,47	0,54	0,51	0,49	0,54	0,64	0,77
Inde	0,06	0,07	0,10	0,12	0,15	0,16	0,16	0,17	0,17	0,18
Japon	0,53	0,44	0,59	0,62	0,69	0,77	0,78	0,81	0,83	0,91
Océanie	**1,44**	**1,45**	**1,63**	**1,75**	**1,77**	**2,12**	**2,11**	**2,12**	**2,09**	**2,11**
Monde	**0,38**	**0,40**	**0,42**	**0,42**	**0,39**	**0,38**	**0,37**	**0,38**	**0,41**	**0,44**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés et produits dérivés du charbon.

TABLEAU O.02-7

Bilan du pétrole (1)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004	*p* 2005
Ressources											
Production primaire :											
Pétrole brut (2)	1 320	1 190	2 642	3 024	2 486	1 417	1 383	1 317	1 219	1 138	1 079
Produits raffinés (PR)	900	900	659	413	505	311	274	285	277	280	251
Importations :											
Pétrole brut (2)	134 920	127 120	73 896	73 310	78 017	85 626	86 380	80 017	85 455	85 129	84 161
Produits raffinés	6 350	10 210	18 460	26 709	27 480	30 174	28 894	32 206	29 109	30 407	34 708
Exportations de produits raffinés	– 12 970	– 16 460	– 11 894	– 14 417	– 14 218	– 19 239	– 20 406	– 19 117	– 20 646	– 21 470	– 24 511
Soutes maritimes internationales	– 5 523	– 4 895	– 2 467	– 2 614	– 2 341	– 3 086	– 2 616	– 2 535	– 2 745	– 3 103	– 2 837
Stocks : Stockage (-) ; Déstockage (+)											
Pétrole brut (2)	– 1 140	– 750	463	– 419	–	– 80	36	225	– 499	354	19
Produits raffinés	– 930	– 2 980	1 897	765	– 240	– 1 058	701	– 720	– 6	224	– 1 087
Total consommation primaire (3)	**122 927**	**114 335**	**83 656**	**86 771**	**91 689**	**94 065**	**94 646**	**91 678**	**92 164**	**92 959**	**91 783**
Emplois											
Branche énergie	26 970	22 120	8 959	8 070	7 997	8 042	7 080	6 886	7 184	7 331	6 963
Usages non énergétiques (PR)	9 087	9 405	9 172	10 262	13 037	14 959	14 180	13 255	13 502	13 594	13 737
Consommation finale énergétique (PR)	**87 420**	**82 728**	**65 525**	**68 439**	**70 816**	**71 064**	**73 385**	**71 536**	**71 478**	**72 035**	**71 083**
Sidérurgie	2 457	1 768	420	340	138	83	95	88	66	42	39
Industrie	23 509	20 747	10 234	9 129	8 476	7 179	6 966	6 470	6 438	6 531	6 399
Résidentiel-Tertiaire	33 655	27 186	20 079	16 328	16 330	14 543	16 136	14 308	14 956	14 987	14 745
Agriculture	2 845	2 920	2 659	2 690	2 518	2 394	2 352	2 359	2 204	2 302	2 200
Transports	24 954	30 107	32 133	39 952	43 354	46 865	47 836	48 311	47 815	48 173	47 700
Total consommation primaire (3)	**123 477**	**114 253**	**83 656**	**86 771**	**91 850**	**94 065**	**94 645**	**91 677**	**92 164**	**92 960**	**91 783**

(1) Depuis avril 2002, la méthodologie a été alignée sur celle d'Eurostat, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.
(2) Y compris condensats et autres produits à distiller.
(3) Consommation non corrigée du climat. Certaines années, un écart statistique minime subsiste entre les ressources et les emplois.

TABLEAU O.02-8

Importations de pétrole brut par pays d'origine (1)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Million de tonnes

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	*p* 2005
Moyen-Orient	**96,4**	**95,8**	**22,1**	**31,7**	**34,8**	**31,6**	**24,9**	**23,0**	**21,1**	**23,2**	**22,4**
Abu Dhabi/Oman	15,9	7,1	2,1	1,5	–	–	0,3	–	–	–	0,1
Arabie Saoudite	30,2	45,3	6,0	15,2	20,4	15,2	11,4	10,6	11,2	12,6	10,3
Koweit	15,5	4,9	0,6	–	1,1	1,4	1,1	1,6	2,1	1,7	2,4
Irak	18,7	24,2	6,4	3,0	–	7,2	5,4	4,4	0,8	1,5	1,4
Iran	10,8	6,8	4,1	9,1	10,5	5,2	3,6	3,8	5,8	6,4	6,9
Qatar	3,4	3,8	1,6	0,2	–	0,1	–	–	–	–	–
Syrie	0,6	2,1	0,5	2,2	2,9	2,5	3,0	2,5	1,1	1,1	1,2
Autres	17,3	8,7	0,8	0,6	–	–	0,1	–	–	–	–
Mer du Nord (2)	**0,2**	**4,1**	**19,2**	**10,4**	**23,2**	**31,9**	**31,9**	**26,1**	**26,5**	**25,6**	**22,2**
Afrique	**32,6**	**20,7**	**22,7**	**20,9**	**13,4**	**13,9**	**18,7**	**16,0**	**18,7**	**16,6**	**19,0**
dont : Algérie	11,1	5,1	3,6	3,0	2,6	3,5	4,3	3,6	5,9	6,0	5,4
Cameroun/Angola	–	1,3	3,4	5,8	1,6	2,2	3,9	4,2	3,2	3,1	4,6
Gabon/Congo	2,4	–	2,6	4,9	1,0	0,3	1,6	1,2	0,2	0,3	0,8
Libye	6,5	4,1	3,1	2,9	1,7	2,4	3,0	1,6	3,6	4,1	4,5
Nigéria	12,6	9,7	8,1	3,1	5,7	4,8	5,3	4,3	5,3	2,6	2,8
Ex-URSS	3,4	5,1	4,1	6,2	6,2	8,0	10,1	14,4	17,7	19,2	19,6
Mexique	–	–	2,7	2,5	–	–	–	0,1	0,2	0,1	–
Vénézuela	1,8	1,0	0,6	0,5	–	–	–	–	0,1	–	0,1
Autres	4,2	0,4	2,5	1,1	0,5	0,3	0,7	0,4	1,2	0,5	0,8
Total des importations	**134,9**	**127,1**	**73,9**	**73,4**	**78,0**	**85,6**	**86,4**	**80,0**	**85,5**	**85,1**	**84,2**
dont : Façonnage (3)	7,8	8,8	3,6	1,7	–	–	–	–	–	–	–

(1) Y compris condensats et APD (autres produits à distiller).
(2) Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège et Danemark.
(3) Travail à façon pour compte de pays étranger.

TABLEAU O.02-9

Activité des raffineries pétrolières (1)

Sources : Observatoire de l'Énergie ; Direction des Ressources énergétiques et minérales (Direm) — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	*p* 2005
Nombre de raffineries au 31 décembre	23	22	15	13	13	13	13	13	13	13	13
Capacité de distillation atmosphérique (2)	153 885	166 840	108 772	90 425	91 900	96 348	98 462	98 186	98 186	97 698	97 909
Brut traité (3)	134 958	127 642	76 878	75 350	79 961	85 934	87 517	81 543	86 154	86 828	85 313
Taux d'utilisation des raffineries (%) (4)	87,7	76,5	70,7	89,1	88,0	89,3	89,2	83,3	88,0	88,8	87,4
Production nette totale de produits finis	127 505	120 788	75 118	72 851	79 388	85 457	87 186	80 955	85 414	86 114	84 555

(1) France métropole, non compris la raffinerie Sara en Martinique ; est incluse l'usine SRD de Dunkerque (huiles et bitumes, sans distillation atmosphérique de pétrole brut).
(2) La capacité de distillation atmosphérique est aussi appelée capacité de raffinage.
(3) Y compris façonnage et APD (autres produits à distiller).
(4) Rapport Quantité traitée/Capacité de raffinage, calculé par la Direm, tenant compte des jours ouvrés.

TABLEAU O.02-10

Ventes de produits pétroliers raffinés par nature de produits (1)

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP) — *Unité* : Millier de tonnes

Produit	1973	1979	1985	1990	1995	*r* 2000	*r* 2001	2002	2003	*r* 2004	*p* 2005
Produits pétroliers raffinés	**117 332**	**110 649**	**77 581**	**82 250**	**86 575**	**90 440**	**91 226**	**88 648**	**88 842**	**89 676**	**88 940**
dont : Essences auto	15 772	17 701	18 006	18 231	15 651	13 598	13 390	12 925	12 109	11 519	10 825
Sans plomb	–	–	–	2 602	7 859	10 675	11 252	11 361	10 998	10 721	10 502
Sans plomb 95	–	–	–	–	1 592	5 357	6 428	6 902	6 994	7 074	7 313
Sans plomb 98	–	–	–	2 602	6 267	5 318	4 824	4 459	4 004	3 647	3 189
Super	12 973	14 680	15 721	14 933	7 791	2 924	2 138	1 564	1 111	798	323
Ordinaire	2 799	3 021	2 285	696	–	–	–	–	–	–	–
Gazole	6 533	9 233	10 906	17 461	22 869	27 031	28 345	29 319	29 725	30 398	30 681
Carburéacteur	1 812	2 466	2 588	3 735	4 565	5 978	5 868	5 847	5 773	6 070	6 125
Fioul domestique (2)	37 937	31 261	21 024	17 363	16 833	16 066	17 667	15 949	16 339	16 333	16 007
Fioul lourd (2)	38 892	33 165	10 273	8 500	6 951	6 853	5 495	5 539	5 729	5 740	5 822
GPL (3)	2 696	3 084	2 934	2 797	2 888	3 178	3 096	2 982	2 818	2 876	2 710
Lubrifiants (2)	1 009	1 017	867	974	911	930	895	876	833	820	806
Bitumes	3 395	2 917	2 192	3 012	3 103	3 393	3 410	3 242	3 303	3 421	3 347
Naphta	...	...	6 051	7 038	8 991	8 516	8 125	7 985	8 638	8 397	8 599

(1) Cette consommation diffère de la consommation finale indiquée dans le bilan officiel de l'énergie, essentiellement du fait des consommations des Armées et des centrales thermiques. Elle n'est pas corrigée du climat.
(2) Soutes comprises.
(3) GPL = Gaz de pétrole liquéfié = Butane + Propane.

TABLEAU O.02-11

Production et réserves mondiales de pétrole brut

Sources : AIE / OCDE (production) ; BP Statistical Review (réserves) — *Unité* : Million de tonnes

Pays	Production (y compris condensats)										Réserves prouvées fin 2005 (milliards de tonnes)
	r 1973	%	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004	%	
Amérique du Nord	**635**	**22,1**	**643**	**723**	**644**	**632**	**636**	**646**	**639**	**16,6**	**7,8**
dont : Canada	94	3,3	84	76	81	96	111	119	123	3,2	2,3
États-Unis	513	17,9	475	493	412	383	347	337	324	8,4	3,6
Mexique	27	0,9	84	154	151	154	178	189	191	5,0	1,9
Amérique latine	**246**	**8,6**	**200**	**190**	**229**	**294**	**342**	**324**	**341**	**8,9**	**14,8**
dont : Brésil	8	0,3	8	28	32	36	76	78	77	2,0	1,6
Vénézuéla (1)	179	6,3	126	90	115	152	154	134	149	3,9	11,5
Europe et ex-URSS	**472**	**16,5**	**715**	**807**	**790**	**665**	**784**	**818**	**851**	**22,2**	**19,2**
dont : UE à 25	...	...	...	...	121	161	154	144	134	3,5	0,8
Royaume-Uni	1	n.s.	78	128	92	130	116	106	95	2,5	0,5
dont : Hors UE à 25	...	...	...	...	669	505	630	673	717	18,7	18,4
Russie	...	...	...	...	...	305	377	419	456	11,9	10,2
Kazakhstan	...	...	...	...	...	21	47	51	59	1,5	5,4
Norvège	2	0,1	19	38	82	139	158	154	152	4,0	1,3
dont : Mer du Nord (2)	4	0,1	99	173	184	282	295	281	269	7,0	2,0
Afrique	**289**	**10,1**	**329**	**264**	**317**	**343**	**374**	**407**	**447**	**11,6**	**15,2**
dont : Algérie (1)	51	1,8	58	50	58	57	71	79	83	2,2	1,5
Angola	8	0,3	7	11	23	30	44	43	49	1,3	1,2
Égypte	9	0,3	26	45	45	47	35	35	33	0,9	0,5
Libye (1)	106	3,7	103	51	66	71	63	71	77	2,0	5,1
Nigéria (1)	101	3,5	114	74	88	98	102	118	128	3,3	4,8
Moyen-Orient	**1 061**	**37,0**	**1 091**	**528**	**831**	**978**	**1 042**	**1 104**	**1 176**	**30,6**	**101,2**
dont : Arabie Saoudite (1)	380	13,3	482	181	342	431	419	474	492	12,8	36,3
Émirats arabes unis (1)	74	2,6	88	51	92	109	106	119	125	3,2	13,0
Iran (1)	293	10,2	161	112	156	183	172	194	203	5,3	18,9
Irak (1)	100	3,5	172	71	99	28	100	66	99	2,6	15,5
Koweït (1)	151	5,3	130	56	46	106	97	111	122	3,2	14,0
Oman	15	0,5	15	25	35	44	47	43	41	1,1	0,8
Extrême-Orient	**145**	**5,1**	**226**	**258**	**300**	**334**	**349**	**352**	**358**	**9,3**	**4,9**
dont : Chine	54	1,9	106	125	138	150	167	170	176	4,6	2,2
Indonésie (1)	66	2,3	77	66	73	77	63	59	55	1,4	0,6
Océanie	**19**	**0,7**	**22**	**28**	**29**	**29**	**33**	**30**	**30**	**0,8**	**0,5**
Monde	**2 867**	**100,0**	**3 226**	**2 798**	**3 139**	**3 275**	**3 561**	**3 680**	**3 841**	**100,0**	**163,6**

(1) Pays membres de l'OPEP. L'Équateur s'est retiré de l'OPEP le 1er janvier 1993 et le Gabon le 1er janvier 1995.
(2) Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège et Danemark.

TABLEAU O.02-12

Consommation de pétrole (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE) — *Unités* : Million de tep et %

Pays	1973		1979	1985	1990	1995	2002	2003	2004	
	r Mtep	%	*r* Mtep	*r* Mtep	*r* Mtep	*r* Mtep	*p* Mtep	*p* Mtep	*p* Mtep	%
Amérique du Nord	**937**	**48,1**	**1 032**	**880**	**931**	**964**	**1 079**	**1 106**	**1 142**	**41,4**
Canada	80	50,0	92	70	77	78	86	93	98	36,5
États-Unis	824	47,5	884	737	770	802	900	921	947	40,7
Mexique	33	62,2	56	74	83	85	92	92	96	58,1
Amérique latine	**125**	**55,6**	**158**	**145**	**158**	**188**	**215**	**210**	**220**	**45,3**
dont : Brésil	38	46,4	57	50	59	72	88	84	87	42,3
Europe et ex-URSS	**1 118**	**47,3**	**1 225**	**1 072**	**1 083**	**920**	**907**	**918**	**924**	**31,3**
UE à 25	...	...	...	...	598	626	650	654	656	37,3
dont : UE à 15	689	59,1	665	517	545	580	601	605	604	39,1
Allemagne	162	47,9	161	124	126	136	129	127	125	36,0
Espagne	38	73,3	49	40	46	56	67	69	71	49,8
France	**124**	**67,3**	**114**	**84**	**87**	**85**	**91**	**91**	**92**	**33,5**
Italie	100	77,6	92	78	85	93	87	87	83	45,3
Royaume-Uni	112	50,5	95	79	83	85	81	82	84	35,8
Autres pays hors UE à 25	...	...	...	...	485	294	258	264	269	22,5
dont : Russie	...	...	...	...	...	147	128	132	131	20,4
Afrique	**42**	**19,6**	**62**	**78**	**90**	**98**	**120**	**121**	**126**	**21,5**
Moyen-Orient	**51**	**76,1**	**88**	**135**	**151**	**202**	**246**	**252**	**265**	**55,3**
Extrême-Orient	**410**	**35,7**	**505**	**473**	**628**	**820**	**978**	**1 007**	**1 069**	**29,2**
dont : Chine	56	13,1	97	97	116	165	253	278	319	19,6
Corée du Sud	13	61,9	27	27	50	94	102	101	101	47,6
Inde	25	13,0	33	48	63	84	119	124	127	22,2
Japon	252	77,9	259	204	256	271	258	258	255	47,8
Océanie	**32**	**47,9**	**36**	**32**	**36**	**40**	**41**	**43**	**44**	**33,0**
Soutes maritimes internationales (2)	**119**	**100,0**	**110**	**91**	**114**	**127**	**143**	**147**	**164**	**100,0**
Monde	**2 833**	**46,9**	**3 215**	**2 906**	**3 192**	**3 360**	**3 731**	**3 803**	**3 955**	**35,8**

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Il s'agit des consommations liées au trafic maritime international (fioul "lourd" principalement).

TABLEAU O.02-13

Consommation de pétrole (1) par habitant dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE) — *Unité* : Tep par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*p* 2002	*p*2003	*r* 2004
Amérique du Nord	**3,25**	**3,29**	**2,60**	**2,59**	**2,50**	**2,56**	**2,60**	**2,66**
Canada	3,55	3,80	2,72	2,79	2,66	2,75	2,93	3,08
États-Unis	3,89	3,93	3,09	3,08	3,01	3,12	3,17	3,22
Mexique	0,62	0,88	0,99	1,03	0,94	0,91	0,89	0,92
Amérique latine	**0,50**	**0,56**	**0,45**	**0,45**	**0,49**	**0,50**	**0,48**	**0,50**
dont : Brésil	0,37	0,48	0,37	0,39	0,45	0,49	0,46	0,47
Europe et ex-URSS	**1,47**	**1,55**	**1,31**	**1,28**	**1,07**	**1,04**	**1,05**	**1,06**
UE à 25	...	...	...	1,36	1,40	1,42	1,43	1,42
dont : UE à 15	1,98	1,87	1,44	1,49	1,55	1,57	1,58	1,57
Allemagne	2,05	2,06	1,60	1,59	1,66	1,56	1,53	1,52
Espagne	1,10	1,31	1,03	1,19	1,41	1,63	1,64	1,66
France	**2,33**	**2,09**	**1,48**	**1,50**	**1,43**	**1,49**	**1,47**	**1,48**
Italie	1,83	1,63	1,37	1,49	1,62	1,51	1,51	1,44
Royaume-Uni	1,98	1,69	1,40	1,44	1,46	1,36	1,37	1,40
Autres pays hors UE à 25	...	...	...	1,20	0,72	0,62	0,64	0,65
dont : Russie	...	...	...	...	0,99	0,88	0,91	0,91
Afrique	**0,11**	**0,13**	**0,14**	**0,14**	**0,14**	**0,14**	**0,14**	**0,14**
Moyen-Orient	**0,70**	**0,99**	**1,21**	**1,15**	**1,37**	**1,41**	**1,41**	**1,46**
Extrême-Orient	**0,19**	**0,21**	**0,18**	**0,22**	**0,26**	**0,28**	**0,29**	**0,30**
dont : Chine	0,06	0,10	0,09	0,10	0,14	0,20	0,21	0,25
Corée du Sud	0,39	0,72	0,65	1,17	2,09	2,14	2,12	2,11
Inde	0,04	0,05	0,06	0,07	0,09	0,11	0,12	0,12
Japon	2,32	2,23	1,69	2,08	2,16	2,03	2,02	2,00
Océanie	**1,90**	**2,05**	**1,64**	**1,77**	**1,83**	**1,73**	**1,78**	**1,81**
Monde	**0,69**	**0,71**	**0,58**	**0,59**	**0,57**	**0,58**	**0,58**	**0,60**

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.

TABLEAU O.02-14

Bilan de l'électricité

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : GWh (1)

	1973	1979	1985	1990	1995	1999	2000	2002	2003	*r* 2004	*p* 2005
Ressources											
Production nette (2)	**174 480**	**231 013**	**328 560**	**400 246**	**471 371**	**500 306**	**516 672**	**535 029**	**542 315**	**549 065**	**549 371**
dont : Thermique nucléaire	13 969	37 898	213 087	297 949	358 779	374 914	395 200	416 500	420 669	427 698	429 978
Hydraulique (y compris pompage) (3)	47 543	66 932	63 414	57 212	75 790	76 694	71 593	65 826	64 472	65 334	57 215
Thermique classique	112 968	126 123	52 059	45 085	36 802	48 698	49 879	52 703	57 174	56 033	62 178
Importations	**4 654**	**16 431**	**5 520**	**6 674**	**2 860**	**4 965**	**3 695**	**3 705**	**6 959**	**6 571**	**8 035**
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**474 231**	**505 271**	**520 367**	**538 734**	**549 274**	**555 636**	**557 406**
Emplois											
Exportations	**7 620**	**10 774**	**28 878**	**52 427**	**72 701**	**68 108**	**73 174**	**80 739**	**73 373**	**68 381**	**68 331**
Énergie absorbée par le pompage	**224**	**1 032**	**2 495**	**4 942**	**4 230**	**6 298**	**6 604**	**7 497**	**7 301**	**7 324**	**6 640**
Consommation intérieure	**171 290**	**235 638**	**302 707**	**349 551**	**397 300**	**430 865**	**440 589**	**450 498**	**468 600**	**479 931**	**482 435**
dont : Consommation haute tension	114 818	140 229	165 639	195 068	222 360	243 815	250 920	253 581	261 113	265 408	263 687
Consommation basse tension	45 117	79 150	113 763	127 869	145 527	157 222	159 747	166 017	175 738	182 789	186 925
Pertes de transport et de transformation	11 355	16 259	23 305	26 614	29 413	29 828	29 922	30 900	31 749	31 734	31 825
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**474 231**	**505 271**	**520 367**	**538 734**	**549 274**	**555 636**	**557 406**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(2) Production nette, c'est-à-dire déduction faite de la consommation des services auxiliaires.
(3) Par convention, les productions éoliennes et photovoltaïques sont ajoutées à la production hydraulique.

TABLEAU O.02-15

Puissance des centrales électriques par type de centrale au 31 décembre

Source : Observatoire de l'Énergie

	(1) Unités	1973	1979	1985	1990	1995	2000	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Puissance maximale possible :											
Centrales nucléaires	MWh	2 888	8 034	37 487	55 750	58 515	63 183	63 273	63 363	63 363	63 363
Centrales thermiques classiques	"	24 232	29 202	27 246	22 673	23 869	26 799	27 902	27 715	27 555	27 350
Centrales hydrauliques, éoliennes et photovoltaïques	"	15 967	19 141	21 829	24 987	25 227	25 356	25 683	25 662	25 902	26 246
Productibilité annuelle moyenne des centrales hydrauliques	**GWh**	**57 795**	**62 588**	**67 730**	**69 720**	**69 503**	**69 789**	**70 199**	**69 613**	**69 823**	**...**

(1) MWh = Megawattheure (million de wattheures) ; GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).

TABLEAU O.02-16

Longueur des lignes électriques (en fin d'année)

Source : Observatoire de l'Énergie d'après EDF - RTE — *Unité* : Kilomètre

Tension nominale	1970	1980	1985	1990	1995	2000	2002	2003	2004	*p* 2005
HAUTE TENSION										
3e catégorie :										
400 kVolts	4 491	10 187	15 806	19 019	20 554	20 888	20 904	21 004	21 043	21 051
225 kVolts	20 569	24 448	24 848	25 493	26 063	26 325	26 476	26 440	26 441	26 506
150 kVolts	6 865	5 270	3 733	2 396	1 585	1 225	1 149	1 149	1 149	1 065
90 kVolts	9 549	12 146	13 219	15 713	17 200	17 623	17 811	17 817	17 818	17 866
63 kVolts	27 344	30 985	33 039	36 376	38 986	39 355	39 206	39 153	39 056	39 091
Total (1)	**68 818**	**83 036**	**90 645**	**98 997**	**104 388**	**105 416**	**105 546**	**105 563**	**105 507**	**105 579**
2e catégorie (moins de 57 kVolts)	**387 307**	**487 134**	**538 987**	**574 266**	**596 792**	**613 291**	**629 024**	**627 090**	**624 674**	**627 338**
BASSE TENSION										
1ère catégorie (1)	**558 616**	**625 656**	**645 757**	**656 967**	**663 297**	**672 700**	**681 200**	**689 650**	**690 600**	**695 571**

(1) Non compris le courant continu.

TABLEAU O.02-17

Consommation finale d'électricité, corrigée du climat, par secteur d'utilisation

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : GWh (1)

Secteur	1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 2000	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Sidérurgie	11 663	12 558	9 945	10 510	10 422	11 141	11 241	11 662	11 797	10 067
Industrie	72 328	82 613	86 555	105 032	114 104	127 397	127 998	126 240	127 241	125 739
Résidentiel-tertiaire	59 226	101 264	142 960	179 610	211 516	240 496	248 309	257 966	266 357	272 571
dont : Correction climatique	–	– 1 290	– 4 946	3 736	3 215	5 411	6 965	1 403	317	278
Agriculture	1 129	1 542	1 425	2 050	2 494	2 726	3 038	3 388	3 292	3 368
Transports ferroviaires et urbains	6 399	6 861	7 395	8 282	8 599	10 444	10 762	11 822	12 160	11 960
Total	**150 745**	**204 838**	**248 280**	**305 484**	**347 135**	**392 204**	**401 348**	**411 078**	**420 847**	**423 705**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).

TABLEAU O.02-18

Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité, en fin d'année (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie,
Direction de la Demande et des Marchés Énergétiques (Dideme) — *Unité* : Nombre

	1970	1980	1985	1990	1995	1999	2000	2002	2003	2004	*p* 2005
Total (2)	**102 828**	**116 500**	**132 227**	**127 663**	**123 359**	**123 570**	**124 700**	**118 442**	**117 065**	**116 665**	**115 625**
dont : EDF (3)	94 429	108 853	124 526	120 263	117 264	116 516	116 700	112 728	110 089	109 463	108 557

(1) Agents statutaires et temporaires à plein temps.
(2) Y compris les agents des Distributeurs non nationalisés (DNN).
(3) Y compris les agents du Réseau de Transport d'Électricité.

TABLEAU O.02-19

Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : TWh (1)

	r 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 2000	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Production brute d'éléctricité nucléaire totale	**203,6**	**651,0**	**1 494,7**	**2 014,8**	**2 333,8**	**2 592,3**	**2 662,8**	**2 637,4**	**2 740,0**
dont : UE à 25	///	///	///	780,8	863,9	921,6	964,9	974,1	986,5
dont : UE à 15	67,8	182,4	575,4	720,6	809,3	863,9	894,1	898,2	910,2
dont : Allemagne	12,1	52,1	139,0	152,9	153,2	169,6	164,8	165,1	167,1
Belgique	–	11,4	34,6	42,7	41,4	48,2	47,4	47,4	47,3
France	**14,7**	**40,0**	**224,1**	**314,1**	**377,2**	**415,2**	**436,8**	**441,1**	**448,2**
Royaume-Uni	28,0	38,3	61,1	65,7	89,0	85,1	87,8	88,7	80,0
Espagne	6,5	6,7	28,0	54,3	55,5	62,2	63,0	61,9	63,6
Suède	2,1	21,0	58,6	68,2	69,9	57,3	68,1	67,4	77,5
Canada	15,6	37,5	62,7	74,4	98,1	72,8	75,5	74,9	90,4
États-Unis d'Amérique	89,2	270,5	406,7	611,6	713,8	797,7	804,5	787,8	813,3
Japon	9,7	70,4	159,6	202,3	291,2	322,0	295,1	240,0	282,4
Ex-URSS	12,0	55,0	167,0	211,5	183,6	220,0	237,7	250,8	250,6
Corée du Sud	–	3,2	16,7	52,9	67,0	109,0	119,1	129,7	130,7

(1) TWh = Terawattheure (milliard de kilowattheures).

TABLEAU O.02-20

Consommation d'électricité par habitant dans le monde (1)

Source : Observatoire de l'Énergie, d'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : kWh par habitant

Pays ou zone	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 2000	*p* 2002	*p* 2003	*p* 2004
Amérique du Nord	**7 893**	**8 873**	**9 383**	**10 591**	**11 139**	**11 805**	**11 566**	**11 489**	**11 624**
États-Unis	9 341	10 612	11 165	12 873	13 578	14 469	14 133	14 044	14 240
Canada	11 389	13 620	16 200	17 391	17 881	18 571	18 522	18 420	18 408
Mexique	698	970	1 256	1 511	1 738	2 073	2 119	2 113	2 145
Amérique latine	**655**	**964**	**1 210**	**1 383**	**1 607**	**1 857**	**1 823**	**1 890**	**1 975**
dont : Argentine	1 060	1 362	1 493	1 593	1 989	2 445	2 402	2 555	2 703
Brésil	627	1 066	1 438	1 669	1 927	2 263	2 137	2 216	2 310
Europe et ex-URSS	**3 484**	**4 332**	**4 992**	**5 405**	**5 037**	**5 400**	**5 519**	**5 651**	**5 764**
UE à 25	...	...	...	5 679	2 908	6 516	6 658	6 815	6 932
dont : UE à 15	3 896	4 715	5 364	5 972	6 289	6 978	7 128	7 284	7 405
dont : Allemagne	4 907	6 030	6 760	6 942	6 639	6 989	7 052	7 276	7 444
Espagne	2 124	2 799	3 273	3 883	4 356	5 685	6 058	6 237	6 488
France	**3 370**	**4 508**	**5 673**	**6 452**	**7 140**	**7 774**	**7 849**	**8 099**	**8 206**
Italie	2 674	3 314	3 700	4 430	4 868	5 557	5 786	5 940	6 003
Pays-Bas	3 816	4 603	4 699	5 429	5 975	6 819	6 964	7 012	7 189
Royaume-Uni	5 018	5 332	5 261	5 795	6 038	6 648	6 672	6 731	6 741
Suède	9 686	11 641	16 243	16 912	16 616	16 901	17 041	16 551	16 636
Autres pays hors UE à 25	...	...	...	5 108	4 089	4 173	4 259	4 362	4 466
dont : Russie	...	...	...	...	5 673	5 904	6 045	6 244	6 425
Ukraine	...	...	...	...	3 709	3 408	3 538	3 669	3 727
Afrique	**286**	**383**	**473**	**501**	**512**	**555**	**583**	**599**	**616**
Moyen-Orient	**506**	**965**	**1 535**	**1 827**	**2 289**	**2 783**	**3 002**	**3 105**	**3 241**
Extrême-Orient	**384**	**489**	**586**	**766**	**990**	**1 177**	**1 285**	**1 371**	**1 476**
dont : Chine	189	291	392	549	832	1 067	1 275	1 475	1 692
Japon	4 328	5 088	5 565	6 837	7 736	8 373	8 350	8 236	8 459
Océanie	**5 025**	**6 392**	**7 755**	**9 094**	**9 522**	**10 639**	**11 236**	**11 176**	**11 578**
Monde	**1 568**	**1 845**	**2 034**	**2 260**	**2 347**	**2 549**	**2 606**	**2 669**	**2 759**

(1) Consommation intérieure brute (production brute + importations - exportations) par habitant.

TABLEAU O.02-21

Bilan du gaz naturel

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Direction générale de l'énergie et des matières premières. Observatoire de l'Énergie

Unités : GWh ; PCS (1)

	1973	1979	1985	1990	1995	2000	2002	2003	*r* 2004	*p* 2005
Ressources										
Production brute (y compris grisou)	81 277	84 080	58 632	32 509	36 091	19 444	18 732	16 096	14 314	11 406
Importations	98 704	192 080	263 693	318 765	363 235	471 138	484 517	490 834	515 955	537 869
Exportations	– 1 021	– 1 926	– 2 881	– 3 838	– 7 965	– 8 800	– 9 741	– 11 640	– 16 263	– 11 672
Stocks : Stockage (-) ; Déstockage (+)	– 4 529	– 189	– 5 801	– 20 828	– 8 030	– 19 600	– 9 128	8 589	4 800	– 7 262
Total	**174 431**	**274 045**	**313 643**	**326 608**	**383 331**	**462 182**	**484 380**	**503 880**	**518 806**	**530 341**
Emplois										
Consommation de la branche énergie	44 091	31 214	13 550	14 252	20 675	26 084	30 537	34 493	39 818	46 925
dont : Centrales électriques	27 250	22 425	6 445	4 847	6 969	17 739	29 499	29 270	30 742	36 857
Consommation finale énergétique	110 971	213 577	270 223	287 711	335 278	406 098	430 543	446 373	456 848	460 126
Sidérurgie	8 766	12 741	8 906	8 615	7 438	7 602	7 483	7 310	7 555	7 215
Industrie	42 926	81 535	100 178	114 681	128 790	156 374	171 786	164 923	158 271	159 066
Résidentiel-Tertiaire	58 642	118 317	159 725	162 252	196 505	238 266	246 764	269 750	286 191	288 788
Agriculture	500	922	1 398	2 161	2 541	3 832	4 160	3 900	4 281	4 452
Transports	137	62	16	2	5	24	350	490	550	605
Consommation à usage non énergétique	19 369	29 254	29 870	24 645	27 378	30 000	23 301	23 013	22 140	23 289
Consommation primaire totale	**174 431**	**274 045**	**313 643**	**326 608**	**383 331**	**462 182**	**484 380**	**503 880**	**518 806**	**530 341**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures) ; PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur ; 1 GWh PCS de gaz équivaut à 77 tonnes équivalent pétrole (tep).

TABLEAU O.02-22

Canalisations de transport et de distribution de gaz au 31 décembre (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Observatoire de l'Énergie

Unité : Kilomètre

	1973	1979	1985	1990	1995	2000	2002	2003	2004	2005
Canalisations de transport	17 974	22 678	26 619	30 162	31 759	34 232	35 133	35 762	35 740	36 489
Canalisations de distribution	71 392	84 030	104 226	119 150	136 860	159 020	171 339	176 541	179 820	187 243

(1) Y compris les canalisations dépendant des directions régionales de GDF ainsi que celles de Total Fina Elf, GSO, régies et entreprises distributrices non nationalisées.

TABLEAU O.02-23

Industrie gazière : effectif du personnel au 31 décembre

Source : Direction de la Demande et des Marchés Énergétiques (Dideme)

Unité : Nombre

	1973	1979	1985	1990	1995	2000	2002	2003	2004	2005
Total (1)	**28 733**	**29 277**	**32 475**	**29 945**	**28 378**	**27 473**	**27 561**	**26 142**	**25 547**	**25 350**
dont : Gaz de France	26 951	27 720	29 025	26 743	26 614	24 893	24 912	24 516	24 625	...

(1) À partir de 1985, les chiffres intègrent le personnel de production de l'usine de Lacq.

TABLEAU O.02-24

Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE / OCDE) ; Conseil Mondial de l'Énergie, cité par BP Review of World Energy 2006

Pays	Production (million de tep et %)										Réserves prouvées au 1er janv. 2006 (milliard (1) de m³)
	r 1973		*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004		
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%	
Amérique du Nord	**575**	**57,8**	**544**	**616**	**531**	**590**	**628**	**633**	**625**	**26,9**	**7 460**
Canada	61	6,2	103	142	89	130	153	151	151	6,5	5 450
États-Unis	503	50,6	419	444	419	436	442	448	438	18,9	410
Mexique	11	1,1	22	31	23	24	32	34	35	1,5	1 590
Amérique latine	**22**	**2,2**	**57**	**80**	**54**	**64**	**92**	**101**	**110**	**4,7**	**7 020**
dont : Argentine	6	0,6	19	27	17	21	32	36	39	1,7	4 320
Vénézuela	11	1,1	21	30	21	25	24	23	22	1,0	500
Europe et ex-URSS	**347**	**34,9**	**826**	**802**	**845**	**793**	**868**	**898**	**921**	**39,7**	**64 010**
UE à 25	125	12,6	154	188	139	174	194	189	192	8,3	3 170
dont : UE à 15	116	11,6	148	182	133	167	187	183	186	8,0	2 370
France	**6**	**0,6**	**3**	**2**	**3**	**3**	**1**	**1**	**1**	**n.s.**	...
Pays-Bas	54	5,4	62	58	55	60	54	52	62	2,7	1 410
Royaume-Uni	24	2,5	46	81	41	64	93	93	86	3,7	530
Autres pays hors UE à 25	221	22,3	672	614	706	618	674	709	729	31,4	60 840
dont : Norvège	–	–	26	41	24	28	59	66	70	3,0	2 410
Ex-URSS	195	19,7	626	559	656	573	602	630	645	27,8	58 320
Afrique	**9**	**0,9**	**69**	**94**	**61**	**74**	**121**	**133**	**137**	**5,9**	**14 390**
dont : Algérie	4	0,4	49	68	43	52	75	79	78	3,4	4 580
Moyen-Orient	**21**	**2,1**	**93**	**147**	**82**	**124**	**200**	**214**	**233**	**10,1**	**72 130**
dont : Arabie Saoudite	2	0,2	31	38	27	35	47	49	54	2,3	6 900
Émirats Arabes Unis	1	0,1	18	30	16	25	35	36	37	1,6	6 040
Iran	10	1,0	23	41	19	36	58	66	69	3,0	26 740
Qatar	1	0,1	6	13	6	7	26	28	35	1,5	25 780
Extrême-Orient	**17**	**1,7**	**131**	**188**	**113**	**158**	**225**	**242**	**259**	**11,2**	**11 950**
dont : Indonésie	–	–	50	63	43	59	66	69	67	2,9	2 760
Malaisie	–	–	17	32	14	22	38	40	46	2,0	2 480
Océanie	**4**	**n.s.**	**24**	**31**	**21**	**29**	**35**	**35**	**35**	**1,5**	**2 890**
dont : Australie	3	0,3	19	27	17	25	30	31	32	1,4	2 520
Monde	**994**	**100,0**	**1 744**	**1 957**	**1 707**	**1 832**	**2 170**	**2 257**	**2 321**	**100,0**	**179 850**

(1) 1 000 m³ = 0,9 tep.

TABLEAU O.02-25

Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE / OCDE)

Pays	*r* 1973		*r* 1979	*r* 1985	1990	*r* 1995	*p* 2002	*p* 2003		*p* 2004
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**562**	**28,8**	**538**	**485**	**517**	**601**	**647**	**642**	**637**	**23,1**
Canada	37	23,3	44	50	55	67	73	80	78	29,0
États-Unis	515	29,6	477	412	439	509	536	520	515	22,1
Mexique	10	19,7	18	24	23	25	38	42	44	26,4
Amérique latine	**22**	**9,8**	**29**	**41**	**54**	**64**	**89**	**91**	**98**	**20,1**
dont : Argentine	7	20,2	9	14	19	23	27	30	32	50,9
Vénézuela	11	50,4	14	16	21	25	24	23	22	39,8
Europe et ex-URSS	**357**	**15,1**	**544**	**729**	**858**	**811**	**910**	**960**	**979**	**33,2**
UE à 25	135	10,0	206	224	252	309	389	408	418	23,8
dont : UE à 15	122	10,4	185	197	223	275	350	366	376	24,3
Allemagne	29	8,5	51	49	55	67	76	79	79	22,6
France	**14**	**7,3**	**21**	**25**	**26**	**30**	**37**	**39**	**40**	**14,6**
Italie	14	11,0	23	27	39	45	58	64	66	35,8
Pays-Bas	28	45,6	33	32	31	34	36	36	37	44,7
Royaume-Uni	25	11,4	40	47	47	65	86	86	87	37,4
Autres pays hors UE à 25	222	21,7	338	505	606	501	520	552	561	46,9
dont : Ex-URSS	196	22,6	300	461	559	466	483	509	518	52,9
Afrique	**4**	**1,7**	**10**	**21**	**31**	**39**	**60**	**65**	**66**	**11,3**
Moyen-Orient	**14**	**21,7**	**27**	**45**	**78**	**118**	**176**	**187**	**202**	**42,1**
dont : Arabie Saoudite	2	19,8	6	16	27	35	47	49	54	38,2
Émirats arabes Unis	1	78,0	3	8	14	20	29	30	31	71,3
Iran	3	13,9	4	7	17	36	62	68	71	48,6
Extrême-Orient	**16**	**1,4**	**48**	**80**	**121**	**174**	**263**	**285**	**300**	**8,2**
dont : Chine	5	1,2	12	13	16	19	34	36	44	2,7
Japon	5	1,6	19	35	44	53	66	71	70	13,2
Indonésie	n.s.	0,8	5	9	19	29	33	35	34	19,4
Océanie	**4**	**5,6**	**8**	**14**	**19**	**21**	**27**	**26**	**26**	**19,6**
dont : Australie	3	5,9	7	11	15	17	21	22	23	19,6
Monde	**979**	**16,2**	**1 205**	**1 417**	**1 677**	**1 827**	**2 171**	**2 256**	**2 307**	**20,9**

TABLEAU O.02-26

Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde

Sources : Observatoire de l'énergie d'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Kg-équivalent pétrole par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	2002	2003	*p* 2004
Amérique du Nord	**1 952**	**1 718**	**1 435**	**1 440**	**1 396**	**1 310**	**1 336**	**1 354**
Canada	1 657	1 803	1 930	1 976	1 890	1 860	1 957	2 034
États-Unis	2 428	2 119	1 726	1 756	1 724	1 626	1 655	1 673
Mexique	196	279	322	285	268	240	241	245
Amérique latine	**89**	**103**	**128**	**151**	**143**	**132**	**131**	**136**
Argentine	286	331	459	578	575	549	531	562
Vénézuela	905	927	943	1 051	966	848	864	895
Europe et ex-URSS	**470**	**688**	**888**	**1 013**	**1 039**	**978**	**965**	**914**
UE à 25	331	494	527	583	596	593	617	619
dont : UE à 15	350	520	548	610	644	624	656	658
Allemagne	363	657	627	693	707	689	724	741
France	254	380	434	447	480	463	471	447
Italie	260	402	480	687	724	708	722	697
Pays Bas	2 121	2 336	2 233	2 061	2 228	2 067	2 112	2 050
Royaume-Uni	447	719	824	824	877	855	970	1 006
Autres pays hors UE à 25	632	906	1 275	1 460	1 522	1 404	1 351	1 242
dont : Ex-URSS	786	1 140	1 661	1 935	2 010	1 902	1 829	1 682
Roumanie	1 159	1 414	1 404	1 242	1 049	972	937	856
Afrique	**9**	**22**	**39**	**49**	**46**	**41**	**44**	**43**
Moyen-Orient	**201**	**307**	**407**	**596**	**557**	**516**	**564**	**618**
dont : Arabie Saoudite	234	627	1 223	1 672	1 540	1 375	1 402	1 459
Émirats Arabes Unis	2 970	3 694	5 876	7 637	6 762	3 999	3 892	4 209
Iran	103	108	153	321	368	351	400	480
Extrême-Orient	**8**	**20**	**30**	**42**	**43**	**41**	**42**	**46**
dont : Chine	6	12	13	14	14	13	13	14
Japon	47	161	290	359	373	373	380	407
Inde	1	2	5	12	12	12	12	12
Indonésie	3	36	54	104	112	106	109	123
Malaisie	9	168	228	343	447	405	399	396
Océanie	**221**	**440**	**744**	**907**	**825**	**793**	**803**	**809**
dont : Australie	248	476	707	861	761	726	747	771
Monde	**251**	**277**	**294**	**320**	**310**	**281**	**282**	**279**

TABLEAU O.02-27

Bilan des énergies renouvelables (ENR)

Source : Observatoire de l'Énergie d'après Ceren, Ademe, EDF, Observ'ER — *Unité* : Ktep

	r 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 2000	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
A. Production d'énergie primaire (1)	**13 306**	**15 508**	**16 550**	**16 114**	**18 023**	**17 389**	**16 465**	**16 693**	**16 729**	**16 151**
Hydraulique	4 128	5 767	5 375	4 680	6 338	5 824	5 258	5 134	5 189	4 492
Éolienne	–	–	–	–	–	7	23	34	51	82
Solaire thermique et photovoltaïque	–	–	16	19	20	17	17	18	20	23
Géothermie	1	10	80	110	132	126	128	129	130	130
Pompes à chaleur	–	6	221	307	272	213	272	291	316	361
Déchets urbains solides	319	278	392	589	741	955	1 050	999	957	946
Bois et déchets de bois	8 746	9 327	10 328	10 269	10 193	9 687	9 079	9 408	9 363	9 354
Résidus de récoltes	59	65	77	67	77	75	77	77	77	78
Biogaz	53	55	61	73	82	146	198	204	207	209
Biocarburants	–	–	–	–	168	339	363	399	419	476
B. Solde importateur (biocarburants) (2)	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**8**	**– 17**	**– 49**	**– 65**	**– 57**
C. Total disponibilités (A+B)	**13 306**	**15 508**	**16 550**	**16 114**	**18 023**	**17 397**	**16 448**	**16 644**	**16 664**	**16 094**
D. ENR consommées, directement ou indirectement, sous forme d'électricité (3)	**4 320**	**5 940**	**5 540**	**5 041**	**6 760**	**6 475**	**6 018**	**5 969**	**6 089**	**5 538**
E. Usages internes + pertes et ajustement	**428**	**418**	**532**	**533**	**614**	**646**	**659**	**551**	**521**	**437**
F. ENR d'origine thermique : Consommation finale (C-D-E) (4)	**8 558**	**9 150**	**10 478**	**10 540**	**10 649**	**10 276**	**9 771**	**10 124**	**10 054**	**10 119**
Résidentiel-tertiaire (5)	7 468	8 069	9 315	9 269	9 159	8 615	8 135	8 464	8 421	8 410
dont : Bois et déchets de bois	7 360	7 960	8 830	8 627	8 476	7 994	7 435	7 735	7 663	7 610
Industrie	1 049	1 040	1 121	1 225	1 273	1 265	1 237	1 257	1 226	1 237
dont : Bois et déchets de bois	938	924	992	1 105	1 140	1 120	1 089	1 109	1 077	1 088
Agriculture	41	41	42	46	49	49	53	53	53	53
dont : Bois et déchets de bois	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
Transports	–	–	–	–	168	347	346	350	354	419

(1) Ensemble des productions électriques (1 gigawattheure (GWh) = 0,086 kilo tonne d'équivalent pétrole (ktep)) et thermiques d'origine renouvelable.
(2) Importations - exportations.
(3) Énergies renouvelables d'origine électrique (hydraulique, éolienne, solaire photovoltaïque) ou d'origine thermique mobilisées pour produire de l'électricité.
(4) Énergies renouvelables d'origine thermique utilisées sous forme de chaleur ou de force motrice (biocarburants).
(5) Il s'agit de consommations réelles, sans correction climatique.

TABLEAU O.02-28

Énergie éolienne raccordée au réseau électrique en métropole et dans les Dom - Com

Sources : Ademe ; Ceren ; EDF — *Unités* : MWh ; GWh (1)

	1991	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Puissance installée (MWh) :												
Au cours de l'année	0,5	–	3,2	1,9	7,8	10,2	43,1	27,0	55,3	101,8	141,9	385,0
Parc total en cumul	0,5	2,9	6,1	8,0	15,8	25,9	69,0	96,0	151,3	253,1	395,0	780,0
dont : Cumul Dom - Com	–	–	0,5	2,0	2,0	9,2	13,3	13,8	19,3	32,1	32,1	56,8
Production annuelle (GWh)	0,4	4,6	7,8	13,3	22,5	52,7	99,5	158,1	309,9	435,1	639,4	1 001,5
dont : Dom - Com	–	–	0,5	3,0	4,0	16,8	23,2	28,1	41,9	45,1	44,6	43,7

(1) MWh : Mégawattheure (million de wattheures) ; GWh : Gigawattheure (milliard de wattheures).

TABLEAU O.02-29

Activité des usines de traitement de déchets avec récupération d'énergie

Source : Ademe d'après l'inventaire des unités de traitement des ordures ménagères (Itom)

	1995	1996	1997	1998	1999	(1) 2000	2002	*p* 2004
Nombre d'installations	94	94	98	104	110	109	112	110
Tonnage annuel incinéré (millier de tonnes)	8 012	8 274	8 415	8 671	9 698	10 319	11 352	10 349
Quantité d'énergie produite (Gigawattheures)	9 837	8 403	8 000	8 194	8 716	9 642	11 959	11 573

(1) Depuis l'année 2000, l'enquête Itom est réalisée tous les deux ans.

TABLEAU O.02-30

Consommation de bois de chauffage dans le secteur résidentiel (corrigée du climat)

Source : Ceren — *Unité* : Million de stères

	1992	1995	1998	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	*p* 2004
Résidences principales	63,9	57,4	56,3	56,1	53,5	54,7	52,0	49,4	47,9
Base	23,5	16,4	18,6	20,5	21,7	22,2	20,0	18,3	16,8
Appoint	19,7	15,9	14,0	15,1	15,6	17,8	17,6	17,6	17,6
Associé	20,7	25,1	23,7	20,5	16,2	14,8	14,4	13,6	13,5
Résidences secondaires	2,9	2,7	2,4	2,5	2,8	3,2	3,3	3,3	3,3
Total résidentiel	**66,8**	**60,1**	**58,7**	**58,6**	**56,3**	**57,8**	**55,3**	**52,7**	**51,3**

TABLEAU O.02-31

Consommation de biocarburants

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. DGEMP/DIREM — *Unité* : Millier d'hectolitres

	1992	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Filière éthanol : ETBE (1)	93	1 017	2 435	2 480	2 425	2 424	2 069	2 149	3 052
dont : Éthanol	44	478	1 144	1 166	1 140	1 139	972	1 010	1 434
Filière ester : EMHV (1)	8	1 737	2 788	3 491	3 515	3 494	3 649	3 666	4 173

(1) ETBE, EMHV : voir paragraphe "définitions" du présent chapitre.

TABLEAU O.02-32

Consommation primaire d'énergies renouvelables dans l'Union européenne et part des ENR dans la consommation totale d'énergie en 2004

Source : Agence internationale de l'Énergie — *Unités* : Million de tep et %

Pays	1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 2000	*r* 2001	2002	2003	(1) *p* 2004	
	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Allemagne	5,7	6,3	7,5	10,8	12,0	13,0	13,5	13,2	3,8
Autriche	5,7	5,2	6,0	6,8	6,9	6,8	6,7	6,7	20,1
Belgique	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8	1,0	0,9	1,5
Danemark	1,0	1,2	1,5	2,0	2,2	2,3	2,6	2,7	13,6
Espagne	6,5	6,3	5,7	7,1	8,3	7,1	9,3	8,8	6,2
Finlande	5,4	5,3	6,1	8,0	7,8	8,1	8,2	8,8	23,0
France	**16,2**	**15,8**	**17,9**	**17,3**	**18,5**	**16,6**	**17,1**	**16,3**	**5,9**
Grèce	1,1	1,1	1,3	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	5,1
Irlande	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	2,1
Italie	8,6	6,5	7,7	9,9	10,1	9,7	10,3	11,2	6,1
Luxembourg	n.s.	n.s.	n.s.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,1
Pays-Bas	0,8	1,0	1,1	1,8	1,9	2,1	2,1	1,7	2,0
Portugal	3,1	3,3	3,3	3,8	4,1	3,6	4,3	3,8	14,3
Royaume-Uni	0,9	1,1	2,0	2,5	2,6	2,9	3,2	3,5	1,5
Suède	11,4	11,7	13,1	15,6	15,1	13,9	13,4	13,9	25,7
Total Union européenne à 15	**67,0**	**65,6**	**74,3**	**88,1**	**92,0**	**88,7**	**93,6**	**93,2**	**6,0**
Total Union européenne à 25	///	**70,9**	**84,1**	**98,5**	**102,9**	**100,3**	**105,5**	**104,6**	**5,9**

(1) En 2004, une modification est intervenue dans la comptabilisation des déchets ménagers et assimilés : seuls les déchets renouvelables (soit 50 % de l'ensemble des déchets dans de nombreux pays) sont inclus désormais dans les énergies renouvelables.

Chapitre P.01

Commerce

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Hypermarchés au 1er janvier.

2 Salariés des établissements du commerce au 31 décembre - France entière.

3 Chiffres d'affaires du commerce - France entière.

4 Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs en 2005.

5 Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales en 2005.

6 Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2005 (équipement du foyer, aménagement de l'habitat et autres magasins spécialisés).

7 Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2005 (habillement, chaussures, autres équipements de la personne, culture, loisirs et sports).

8 Ventes au détail par produit : commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales en 2005.

9 Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale en 2005.

10 Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise en 2003.

11 Commerce de détail, commerce et réparation automobile : résultats du secteur d'entreprise en 2004.

1

○ Présentation

En 2005, la croissance du commerce est modérée. Le commerce de gros progresse de 2,8 % en volume. Le commerce de détail et artisanat commercial progresse de 1,7 % en volume, un peu moins qu'en 2004, de même que le commerce automobile (+ 2,3 % en volume en 2005, contre + 4,5 % en 2004).

Après un net redressement en 2004 (+ 4,3 %), l'année 2005 s'est achevée pour le commerce de gros (hors intermédiaires) sur une progression plus modérée des ventes en volume (+ 2,8 %). Les ventes de marchandises du commerce de gros (hors intermédiaires) s'élèvent à 464 milliards d'euros courants en 2005. Le poids des autres ventes (biens et services) dans le chiffre d'affaires est stable ces dernières années ; ce dernier atteint environ 500 milliards d'euros courants en 2005. La croissance est présente dans quatre des grands secteurs du commerce de gros. Seul le commerce de gros de biens intermédiaires diminue légèrement en volume (- 0,6 %). Dans ce secteur, la hausse des prix reste forte, avoisinant les 8 % en 2005 après 6 % en 2004. Ce sont naturellement les carburants, les métaux et les produits chimiques qui tirent les prix de ce secteur vers le haut, ce qui tend à freiner les consommations en volume.

La croissance des ventes du commerce de gros de biens de consommation non alimentaires reste vigoureuse en 2005 (+ 4,7 % en volume). Celle du commerce de gros de biens d'équipement professionnels se replie, mais reste forte (+ 4,9 % en 2005, contre + 9,1 % en 2004). La baisse des prix dans ce secteur a été la moins forte depuis 2001 (- 1 % en 2005, contre - 5 % par an en moyenne).

Dans le commerce de gros de produits alimentaires, la croissance des ventes reste positive en 2005 (+ 1 %), après une année 2004 marquée par le retour de la croissance (+ 2,2 %), faisant suite à deux années de baisse. La production des industries agroalimentaires stagne en 2005. Le commerce extérieur de ces produits connaît une évolution positive en valeur, mais négative en volume. La croissance soutenue des ventes en volume de produits agricoles bruts (+ 5 %) s'accompagne d'une forte baisse de prix liée à de très bonnes récoltes. Les ventes en valeur diminuent de 2,4 %.

Une grande partie de la consommation commercialisable des ménages est acquise auprès des entreprises du commerce de détail. Ainsi, en 2005, les ventes au détail, toutes taxes comprises, de l'ensemble du commerce de détail et de l'artisanat à caractère commercial (boulangeries, pâtisseries, charcuteries) s'élèvent à 418,2 milliards d'euros. Elles progressent de 1,7 % en volume en 2005, après 2,0 % en 2004. Le ralentissement observé depuis 2000 est donc toujours à l'œuvre en 2005. Hors pharmacies, la croissance en volume des ventes du commerce de détail se réduit à 1,6 %. Contrairement aux années précédentes, on assiste à un resserrement de l'éventail des taux de croissance selon les secteurs. Les magasins non alimentaires spécialisés réalisent environ un tiers des ventes au détail, mais assurent l'essentiel de la croissance totale du commerce de détail. Parmi eux, les spécialistes de l'équipement du foyer et à un moindre degré de culture sports et loisirs, sont particulièrement dynamiques. Ils sont portés notamment par l'essor des produits numériques, et par la bonne tenue de l'investissement en logement des ménages.

Les grandes surfaces d'alimentation générale réalisent 40 % des ventes du commerce de détail et de l'artisanat commercial, hors automobile. En 2005, leurs ventes progressent en volume de 0,6 %, après 0,3 % en 2004. Cette deuxième année de quasi-stagnation fait suite à trois années de progression à un rythme compris entre 1 % et 2 %, bien inférieur aux performances antérieures.

Fin 2005, on compte 1 372 hypermarchés pour une surface totale de 7,9 millions de m², soit une croissance de 144 000 m² par rapport à 2004. Cette augmentation est proche de la moyenne observée depuis 1997.

En 2005, les ventes au détail de l'ensemble des secteurs du commerce et de la réparation automobile progressent de 1,0 % en volume, sensiblement moins qu'en 2004 (+ 2,8 %). Le nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs augmente de 2,7 % en 2005 après avoir stagné en 2004. Les ventes du secteur de l'entretien et réparation diminuent en volume en 2005, en partie du fait de la baisse du nombre des accidents de la route. Le commerce de détail de carburants recule fortement (- 4,0 %), à cause de la forte hausse des prix (+ 11,9 %), qui a pesé sur le volume des ventes.

En 2005, le commerce emploie plus de trois millions de salariés, soit 20 % des effectifs de l'ensemble des secteurs concurrentiels. L'emploi salarié du commerce avait commencé à ralentir en 2002, après cinq ans de hausse continue au rythme de 0,6 % par an. En moyenne annuelle, il croît de 10 200 unités en 2005 (+ 0,3 %), après 19 800 en 2004.

2

○ Méthodologie

Hypermarchés et supermarchés

Les renseignements relatifs aux supermarchés et hypermarchés résultent d'un arbitrage réalisé par l'Insee entre les diverses sources professionnelles : principalement l'Institut français du libre-service et la revue « Points de vente ».

Nombre de salariés

Réalisé à partir de statistiques publiées chaque année par l'Unedic, le tableau « Salariés des établissements du commerce » présente les effectifs salariés correspondant aux divers secteurs d'établissement du commerce selon la nomenclature NAF.

Le lecteur tiendra compte du fait qu'il s'agit des effectifs au 31 décembre (données ponctuelles), et non d'une moyenne sur l'année. L'utilisation de ces chiffres nécessite donc quelques précautions, en particulier pour les secteurs à activité saisonnière.

Chiffres d'affaires du commerce

L'Insee présente des évaluations des chiffres d'affaires hors taxes du commerce de gros, des intermédiaires du commerce, du commerce de détail et réparation d'articles domestiques, et du commerce et réparation automobile à la Commission des comptes commerciaux de la nation (CCCN), après examen des informations disponibles, notamment fiscales. Elles sont évaluées en base 2000 des comptes nationaux depuis 1999.

Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce

Réalisée depuis 1971 par l'Insee, c'est une enquête par sondage, portant sur les entreprises dont l'activité principale est le commerce. Elle permet d'étudier les structures des différents secteurs d'activité du commerce et leur modification au cours du temps. Cette optique sectorielle, visant les études des entreprises, diffère de l'approche des statistiques d'établissement.

L'enquête s'intègre dans une nouvelle enquête, dite de quatrième génération, depuis 1996. Cette refonte a permis de réaliser une harmonisation des traitements informatiques et la mise au point d'un tronc commun élargi de questions entre les différents services enquêteurs responsables des EAE dans leur domaine respectif (industrie, IAA, commerce, services, transports et construction). Le tronc commun de questions est complété de questions spécifiques à chacun des domaines, reprises des enquêtes de la génération précédente et légèrement complétées.

Par ailleurs, afin d'alléger la charge statistique des entreprises, il a été décidé, dans le cas de l'enquête annuelle (EAE) commerce, de n'interroger les petites entreprises qu'une année sur deux de façon détaillée selon l'alternance suivante :

– 2004, le commerce de détail, les activités artisanales assimilées, le commerce et la réparation automobile sont interrogés complètement, le commerce de gros partiellement.

– 2003, le commerce de gros est interrogé complètement, les autres secteurs partiellement.

En règle générale, les entreprises occupant 20 salariés et plus sont toutes enquêtées. Seul un échantillon des entreprises occupant moins de 20 salariés est enquêté. Compte tenu de la

différence de source d'informations, les résultats figurant dans les tableaux peuvent différer de ceux présentés dans d'autres parties de cet ouvrage ou mentionnés en sources de documentation.
Un des intérêts principaux de cette source statistique est sa cohérence interne et la possibilité pour l'utilisateur de calculer de nombreux ratios de gestion.
Par contre, des changements d'activité principale intervenant pour certaines entreprises, il n'est pas toujours pertinent de comparer les résultats de deux années consécutives pour des niveaux détaillés de la nomenclature d'activités. Des tableaux complémentaires sont disponibles (cf. sources de documentation) permettant de répartir, pour les informations données dans les tableaux de ce chapitre, les entreprises suivant le nombre de salariés ou de personnes occupées ; de même, sont publiés les comptes de résultat par sous-secteur pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Ventes au détail par produit

Les ventes au détail par produit sont établies à partir d'une matrice de passage de la consommation de produits commercialisables aux chiffres d'affaires des secteurs du commerce. La nomenclature de produits utilisée ici est issue d'un croisement de la nomenclature de la consommation par produit et de celle des ventes du commerce. Les résultats relatifs à l'année 2005 sont publiés dans le rapport présenté à la Commission des comptes commerciaux de la nation.

3 ○ Définitions

Commerce

Le commerce regroupe les entreprises ou établissements dont l'activité principale est l'achat de produits achetés à des tiers pour la revente en état, sans transformation. Cette activité peut comporter accessoirement des activités de production.

Hypermarché

Établissement de vente au détail en libre-service qui réalise plus du tiers de ses ventes en alimentation et dont la surface de vente est supérieure ou égale à 2 500 m².

Supermarché

Établissement de vente au détail en libre-service réalisant plus des deux tiers de son chiffre d'affaires en alimentation et dont la surface de vente est comprise entre 400 et 2 500 m².

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Division « Commerce » de l'Insee.

Organismes :

– Insee.
– Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).
– IFLS (Institut français du libre service).
– Banque de France.

Sites Internet :

– www.alisse.insee.fr (Accès en ligne aux statistiques structurelles d'entreprises)
– entreprises.insee.fr (Accès en ligne au portail entreprises)
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Insee

Insee-Résultats série Économie :
– « Les entreprises du commerce de détail et du commerce automobile en 2004, n° 25, juillet 2006 ;
– « Les entreprises du commerce de gros en 2003 », (Cédérom inclus), n° 21, juin 2005 ;
– « Les entreprises du commerce de détail et du commerce automobile en 2002 », (Cédérom inclus), n° 15, août 2004 ;
Insee-Première :
– « Les points de vente en 2004 - Les grandes surfaces grignotent aussi le non alimentaire », n° 1095, août 2006 ;
– « Quinze ans d'achats de produits sucrés : moins de sucre, davantage de produits transformés », n° 1088, juillet 2006 ;
– « Le commerce en 2005 : une activité qui ralentit », n° 1079, mai 2006 ;
– « Le commerce électronique : une demande en expansion, une offre qui s'adapte », n° 1040, septembre 2005 ;
– « Le commerce en 2004 : hausse de l'activité hors alimentation », n° 1023, juin 2005 ;
– « Les acteurs du commerce électronique », n° 999, janvier 2005 ;
– « Le commerce en 2003 : quelques secteurs restent dynamiques », n° 965, mai 2004 ;
– « Activité des pharmacies et revenus des pharmaciens », n° 955, avril 2004.
Insee-Méthodes :
– « L'enquête de conjoncture sur la situation et les perspectives dans le commerce de gros : méthodologie », n° 113, févier 2006 ;
– « L'enquête de conjoncture dans le commerce de détail et le commerce et réparation automobile : méthodologie », n° 110, octobre 2005 ;
– « Au cœur des échanges, le commerce de gros », n° 107, octobre 2004 ;
– « E - commerce, Quels faits, Quels effets », n° 97, novembre 2001.
Insee-Références :
– « Le commerce en France », édition 2006.
Document de travail :
– « La situation du commerce en 2005 », juin 2006.
Informations rapides, thème « Activité dans le commerce et les services ».

Autres

Bulletin de liaison de l'Unedic ;
Fascicules annuels de la Centrale des bilans par secteurs, Banque de France ;
Enquête mensuelle de conjoncture, Banque de France ;
Atlas des supermarchés et hypermarchés au 1er janvier (annuel), IFLS ;
Indicateurs (mensuel), COE.

TABLEAU P.01-1

Hypermarchés au 1er janvier

Source : Insee - Comptes du commerce

Hypermarchés	1995	1998	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	2004	*r* 2005	*p* 2006
Nombre d'hypermarchés appartenant à des :										
Indépendants	501	564	569	586	613	636	679	711	744	768
Grandes entreprises d'hypermarchés	547	559	566	569	572	573	585	592	600	604
Total	**1 048**	**1 123**	**1 135**	**1 155**	**1 185**	**1 209**	**1 264**	**1 303**	**1 344**	**1 372**
Surface de vente des hypermarchés appartenant à des :										
Indépendants	1 904	2 194	2 239	2 328	2 449	2 571	2 749	2 905	3 009	3 111
Grandes entreprises d'hypermarchés	3 965	4 194	4 252	4 295	4 347	4 382	4 503	4 583	4 719	4 761
Total (milliers de m²)	**5 869**	**6 388**	**6 491**	**6 623**	**6 796**	**6 953**	**7 252**	**7 488**	**7 728**	**7 872**

TABLEAU P.01-2

Salariés des établissements du commerce au 31 décembre - France entière

Source : Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic) — *Unité* : Salarié

Activité économique	Code NAF	*r* 2002	2003	*r* 2004	*p* 2005
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE	**50**	**438 161**	**435 988**	**429 851**	**427 495**
Commerce de véhicules automobiles	501	230 283	226 370	218 453	216 512
Entretien et réparation de véhicules automobiles	502	103 571	105 075	111 678	112 304
Commerce d'équipements automobiles	503	62 865	64 379	61 059	60 442
Commerce et réparation de motocycles	504	12 729	12 707	12 940	13 224
Commerce de détail de carburants	505	28 713	27 457	25 721	25 013
COMMERCE DE GROS ET INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE	**51**	**1 001 207**	**993 156**	**970 850**	**985 854**
Intermédiaires du commerce de gros	511	69 315	68 343	64 817	66 025
Commerce de gros de produits agricoles bruts	512	23 203	23 005	22 107	21 563
Commerce de gros de produits alimentaires	513	166 859	166 980	161 755	164 137
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	514	206 107	208 457	201 114	205 436
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	515	219 071	218 984	216 864	217 890
Commerce de gros d'équipements industriels	518	306 235	295 889	291 400	295 355
Autres commerces de gros	519	10 417	11 498	12 793	15 448
COMMERCE DE DÉTAIL ET RÉPARATION D'ARTICLES DOMESTIQUES	**52**	**1 612 011**	**1 637 733**	**1 636 231**	**1 643 871**
Commerce de détail en magasin non spécialisé	521	634 855	645 801	636 519	641 675
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	522	82 464	83 252	82 176	82 334
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie	523	152 035	156 428	157 485	160 166
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	524	645 183	654 065	663 914	665 678
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	525	8 757	8 482	8 051	7 698
Commerce de détail hors magasin	526	64 329	65 370	65 963	64 628
Réparation d'articles personnels et domestiques	527	24 388	24 335	22 123	21 692

TABLEAU P.01-3

Chiffres d'affaires du commerce - France entière (1)

Source : Insee (Comptes commerciaux de la Nation) — *Unité* : Million d'euros

Secteurs d'activité	Code NAF	1999	2000	2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Commerce et réparation automobile	**50**	**122 092**	**128 491**	**139 190**	**147 210**	**155 576**	**162 100**
dont : Commerce de véhicules automobiles	501Z	88 624	93 599	101 098	107 932	114 153	119 324
Entretien et réparation automobile	502Z	12 320	12 818	14 382	14 746	15 631	16 105
Commerce d'équipement automobile	503A, 503B	12 214	12 425	13 409	13 956	14 759	14 956
Commerce de détail de carburants	505Z	5 225	5 628	6 023	6 248	6 502	7 026
Commerce de détail et artisanat à caractère commercial	**52, 151F 158B, C, D**	**298 649**	**317 703**	**354 030**	**366 911**	**377 741**	**385 017**
Alimentation spécialisée et artisanat commercial	522A à 522P 151F, 158 B, C, D	23 478	24 360	26 044	26 365	26 579	26 666
Petites surfaces alimentaires non spécialisées	521A, B, C	9 224	9 333	10 140	10 456	10 686	10 605
Grandes surfaces alimentaires non spécialisées	521D, E, F	130 684	138 913	156 643	163 825	165 962	167 682
Magasins non alimentaires non spécialisés	521H, J	4 711	5 168	5 352	5 382	5 564	5 496
Pharmacies et commerces d'articles médicaux	523A, C	23 481	25 276	28 700	30 365	32 536	34 143
Magasins non alimentaires spécialisés	523E à 525Z	91 259	98 202	109 796	112 649	117 731	121 458
Vente par correspondance	526A, B	7 510	8 010	8 420	8 811	9 346	9 672
Autres commerces hors magasin	526D à 526H	6 512	6 514	6 973	7 110	7 325	7 248
Réparation articles personnels et domestiques	527A à 527H	1 790	1 926	1 962	1 947	2 012	2 047
Commerce de gros et intermédiaires du commerce	**51**	**485 648**	**528 717**	**553 888**	**558 509**	**581 758**	**601 410**
Intermédiaires du commerce	**511A à 511U**	**77 674**	**87 659**	**97 429**	**100 389**	**103 869**	**108 215**
Commerce de gros (hors intermédiaires)	**512 à 518**	**407 973**	**441 058**	**456 459**	**458 121**	**477 889**	**493 195**
dont : Produits agricoles bruts	512A,C,E,G,J	46 912	48 191	47 238	46 764	46 967	45 829
Produits alimentaires	513A à 513W	97 551	101 212	104 608	104 349	105 010	105 689
Biens de consommation non alimentaire	514A à 514S	76 924	83 507	95 735	100 432	104 891	108 459
Biens intermédiaires non agricoles	515A à 515Q	88 315	101 270	102 464	100 893	109 667	117 671
Biens d'équipement professionnel	518A à 518P	98 272	106 878	106 414	105 683	111 355	115 546

(1) Chiffres d'affaires hors TVA des sociétés et entreprises individuelles ; évaluations en base 2000.

TABLEAU P.01-4

Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs en 2005

Source : Insee (Comptes commerciaux de la Nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Commerce de détail et réparation domestique	Activités artisanales	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros et intermédiaires du commerce	Ventes au détail des autres secteurs	**Total des ventes**
Produits alimentaires frais	86 896	11 079	3	336	1 226	**99 539**
Autres produits alimentaires	51 974	832	651	348	1 756	**55 561**
Tabac et cigarettes	8 825	1	62	20	6 641	**15 549**
Total alimentaire	**147 695**	**11 912**	**716**	**704**	**9 623**	**170 649**
Produits liés à l'automobile	22 794	–	47 228	1 538	343	**71 904**
Pharmacie	34 428	–	–	1 903	2 230	**38 561**
Équipement de la personne	50 977	–	90	212	132	**51 411**
Autres produits non alimentaires	150 311	35	1 531	6 225	8 729	**166 831**
Total non alimentaire	**258 510**	**35**	**48 849**	**9 878**	**11 434**	**328 706**
Automobile	37	–	79 985	36	94	**80 153**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**406 242**	**11 947**	**129 550**	**10 618**	**21 152**	**579 508**

TABLEAU P.01-5

Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales en 2005

Source : Insee (Comptes commerciaux de la Nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	**Total commerce de détail et activités artisanales**	Détail aliment. en magasin spéc. ou de petite surface		Grandes surfaces d'alimentation générale	Détail non alimentaire en magasin			Commerce hors magasin		Réparation domestique
		Com. aliment. spécialisés et activités artisanales	Petites surfaces d'alimen. générale et de produits surgelés		Non alimentaires non spécialisés	Pharmacies	Non alimentaires spécialisés	Vente par correspondance	Autres	
Produits alimentaires frais	**97 974**	21 483	7 647	65 271	40	–	67	23	3 443	—
Autres produits alimentaires	**52 806**	4 584	5 523	39 924	125	159	386	560	1 546	—
Tabac et cigarettes	**8 826**	6 105	23	2	1	–	2 664	22	8	–
Total alimentaire	**159 606**	**32 171**	**13 193**	**105 197**	**166**	**159**	**3 118**	**605**	**4 998**	**–**
Produits liés à l'automobile	**22 794**	5	321	22 051	27	–	388	3	–	–
Pharmacie	**34 428**	–	2	164	–	33 411	686	117	48	–
Équipement de la personne	**50 977**	14	98	7 662	2 583	3	34 851	4 544	1 165	59
Autres produits non alimentaires	**150 346**	883	1 334	31 404	3 796	468	102 466	5 715	2 088	2 192
Total non alimentaire	**258 545**	**902**	**1 754**	**61 282**	**6 405**	**33 882**	**138 391**	**10 378**	**3 300**	**2 251**
Automobile	**37**	–	–	24	–	–	12	1	–	–
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**418 189**	**33 073**	**14 948**	**166 503**	**6 571**	**34 041**	**141 520**	**10 984**	**8 298**	**2 251**
Passage des commissions aux ventes	**– 12 726**	– 6 202	– 134	– 40	– 4	– 3	– 6 249	– 17	– 75	– 2
Activités hors commerce de détail	**22 043**	618	119	15 503	– 35	– 194	5 570	241	163	58
Chiffre d'affaires des secteurs	**427 506**	**27 489**	**14 932**	**181 965**	**6 532**	**33 844**	**140 841**	**11 209**	**8 386**	**2 307**

TABLEAU P.01-6

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2005

Équipement du foyer, aménagement de l'habitat et autres magasins spécialisés

Source : Insee (Comptes commerciaux de la Nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Équipement du foyer			Aménagement de l'habitat					Autres magasins spécialisés	
	Meubles	Autres équipements du foyer	Électro-ménager radio, TV	Textiles	Quincaillerie	Bricolage	Revêtement des sols et murs	Jardineries fleuristes	Com. de biens d'occasion	Charbons et combustibles
Produits alimentaires frais	–	8	–	1	2	12	–	28	–	1
Autres produits alimentaires	2	7	3	–	3	23	–	31	–	11
Tabacs et cigarettes	–	–	11	–	4	–	–	–	–	–
Total alimentaire	**2**	**16**	**14**	**1**	**8**	**35**	**–**	**59**	**–**	**11**
Produits liés à l'automobile	–	–	–	–	13	24	–	5	1	252
Pharmacie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Équipement de la personne	8	18	86	407	3	40	–	25	192	–
Autres produits non alimentaires	12 402	3 092	15 880	1 307	3 633	14 696	1 149	4 953	2 474	3 269
Total non alimentaire	**12 410**	**3 110**	**15 966**	**1 713**	**3 649**	**14 761**	**1 149**	**4 983**	**2 667**	**3 521**
Automobile	–	–	–	–	–	1	–	–	1	–
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**12 412**	**3 126**	**15 980**	**1 714**	**3 658**	**14 797**	**1 149**	**5 042**	**2 668**	**3 532**
Passage des commissions aux ventes	– 186	– 1	– 694	– 1	– 10	– 3	– 1	– 1	–	– 52
Activités hors commerce de détail	1 053	– 6	125	4	153	113	1	177	10	1 159
Chiffre d'affaires des secteurs	**13 279**	**3 119**	**15 411**	**1 717**	**3 801**	**14 906**	**1 149**	**5 218**	**2 678**	**4 639**

TABLEAU P.01-7

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2005

Habillement, chaussures, autres équipements de la personne, culture, loisirs et sports

Source : Insee (Comptes commerciaux de la Nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Habillement, chaussures		Autres équipements de la personne				Culture, loisirs et sports		
	Habillement	Chaussures	Parfumerie et produits de beauté	Optique, photographie	Maroquinerie et articles de voyage	Horlogerie, bijouterie	Livres, journaux, papeterie	Articles de sport et de loisir	Autres commerces divers
Produits alimentaires frais	–	–	–	–	–	–	5	–	10
Autres produits alimentaires	2	–	21	–	–	6	238	2	37
Tabac et cigarettes	–	–	–	–	–	–	2 552	4	93
Total alimentaire	**2**	**–**	**21**	**–**	**–**	**6**	**2 795**	**6**	**140**
Produits liés à l'automobile	–	–	–	–	–	–	–	87	7
Pharmacie	–	–	199	484	–	1	1	–	–
Équipement de la personne	22 040	5 218	35	–	1 229	38	31	5 053	426
Autres produits non alimentaires	443	22	3 835	4 252	49	3 370	8 894	6 230	12 517
Total non alimentaire	**22 483**	**5 240**	**4 069**	**4 736**	**1 278**	**3 408**	**8 927**	**11 370**	**12 950**
Automobile	5	–	–	–	–	–	–	5	–
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**22 489**	**5 240**	**4 090**	**4 736**	**1 278**	**3 415**	**11 722**	**11 381**	**13 091**
Passage des commissions aux ventes	– 87	– 3	–	–	–	–	– 5 108	– 15	– 85
Activités hors commerce de détail	1 155	212	353	41	– 5	– 26	64	461	526
Chiffre d'affaires des secteurs	**23 557**	**5 450**	**4 443**	**4 777**	**1 272**	**3 389**	**6 678**	**11 826**	**13 532**

TABLEAU P.01-8

Ventes au détail par produit : commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales en 2005

Source : Insee (Comptes commerciaux de la Nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Détail alimentaire spécialisé et activités artisanales								Petites surfaces d'alimentation générale et surgelés	**Total détail alimentaire en magasin spécialisé ou petite surface et artisanat**
	Boulangeries, pâtisseries	Boucheries, charcuteries	Fruits et légumes	Poissonnerie	Produits laitiers	Boissons	Divers alimentaires spécialisés	Tabac		
Produits alimentaires frais	9 411	8 449	1 957	920	382	33	329	2	7 647	**29 130**
Autres produits alimentaires	985	129	48	6	38	1 906	1 354	118	5 523	**10 107**
Tabac et cigarettes	5	–	–	–	–	71	22	6 007	23	**6 127**
Total alimentaire	**10 401**	**8 578**	**2 005**	**926**	**419**	**2 010**	**1 705**	**6 128**	**13 193**	**45 364**
Produits liés à l'automobile	–	1	–	–	–	3	–	–	321	**325**
Pharmacie	–	–	–	–	–	–	–	–	2	**2**
Équipement de la personne	1	2	–	–	–	1	–	10	98	**111**
Autres produits non alimentaires	40	3	4	1	1	21	27	787	1 334	**2 217**
Total non alimentaire	**41**	**6**	**4**	**1**	**1**	**26**	**27**	**797**	**1 754**	**2 656**
Automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**10 442**	**8 584**	**2 009**	**927**	**420**	**2 036**	**1 731**	**6 924**	**14 948**	**48 021**
Passage des commissions aux ventes	– 59	– 3	–	–	–	– 455	– 20	– 5 664	– 134	**– 6 336**
Activités hors commerce de détail	353	195	– 1	34	13	57	21	– 55	119	**737**
Chiffre d'affaires des secteurs	**10 735**	**8 776**	**2 007**	**961**	**433**	**1 638**	**1 732**	**1 205**	**14 932**	**42 421**

TABLEAU P.01-9

Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale en 2005

Source : Insee (Comptes commerciaux de la Nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Grandes surfaces d'alimentation générale			Petites surfaces d'alimentation générale et produits surgelés		**Total ventes au détail commerce alimentation générale**
	Ensemble des hypermarchés	Ensemble des supermarchés	Ensemble des magasins populaires	Commerce de détail de produits surgelés	Ensemble des supérettes libre-services et magasins traditionnels	
Produits alimentaires frais	32 189	31 396	1 685	1 484	6 163	**72 918**
Autres produits alimentaires	19 127	19 931	866	561	4 962	**45 447**
Tabac et cigarettes	2	–	–	–	23	**25**
Total alimentaire	**51 319**	**51 327**	**2 551**	**2 045**	**11 148**	**118 390**
Produits liés à l'automobile	11 510	10 527	14	–	321	**22 372**
Pharmacie	159	5	–	–	2	**167**
Équipement de la personne	6 724	634	304	–	98	**7 760**
Autres produits non alimentaires	26 087	4 495	822	–	1 334	**32 738**
Total non alimentaire	**44 480**	**15 662**	**1 140**	**–**	**1 754**	**63 036**
Automobile	22	2	–	–	–	**24**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**95 820**	**66 991**	**3 691**	**2 045**	**12 903**	**181 450**
Passage des commissions aux ventes	– 10	– 30	–	–	– 134	**– 175**
Activités hors commerce de détail	7 136	8 257	110	61	58	**15 622**
Chiffre d'affaires des secteurs	**102 946**	**75 218**	**3 801**	**2 106**	**12 826**	**196 897**

TABLEAU P.01-10

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise en 2003

Source : Insee (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros)	Valeur ajoutée hors taxes (millions d'euros)	Taux de marge (%) (2)	Investissements totaux (millions d'euros)
			Total	*dont* : temps (1) partiel				
COMMERCE DE GROS (HORS INTERMÉDIAIRES)	**97 295**	**1 013 947**	**974 171**	**119 373**	**455 349,0**	**59 481,0**	**21,9**	**4 443,0**
Produits agricoles bruts	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
Produits alimentaires frais	6 657	83 260	80 485	17 494	48 963,2	4 097,1	16,8	364,5
Autres produits alimentaires	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
Autres biens de consommation non alimentaire	25 520	173 789	164 531	19 637	66 365,2	11 048,4	31,6	539,2
Produits pharmaceutiques	2 296	42 998	43 776	6 387	34 401,5	4 002,4	18,5	240,0
Combustibles	611	13 818	12 973	565	21 249,5	1 293,3	11,1	171,6
Aménagement de l'habitat	9 967	148 048	143 930	8 077	37 955,1	7 289,0	29,6	552,9
Autres produits intermédiaires	4 666	64 363	60 204	4 353	37 429,5	4 024,3	17,8	304,1
Autres équipements industriels	21 292	240 063	232 788	15 786	76 362,0	13 134,0	24,8	581,0
Machines de bureau, matériel informatique	6 437	70 382	66 548	4 320	29 100,0	4 272,0	17,8	268,0
Autres commerces de gros	4 124	11 416	8 908	1 471	4 237,0	566,7	24,5	17,0
INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE	**27 343**	**97 210**	**71 200**	**8 320**	**89 634,0**	**8 601,0**	**n.s.**	**287,0**
Centrales d'achats	799	29 494	25 830	1 510	72 339,2	4 154,6	4,7	143,1
Autres intermédiaires	26 544	67 716	45 370	6 810	17 294,4	4 446,7	n.s.	143,8

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.
(2) Taux de marge = (Vente de marchandises - coût des marchandises) / vente de marchandises.

TABLEAU P.01-11

Commerce de détail, commerce et réparation automobile : résultats du secteur d'entreprise en 2004

Source : Insee (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Personnel occupé en équivalent temps complet	Effectif salarié au 31 décembre		Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros)	Valeur ajoutée hors taxes (millions d'euros)	Taux de marge (%) (2)	Investissements totaux (millions d'euros)
			Total	*dont* : temps (1) partiel				
COMMERCE DE DÉTAIL	**397 648**	**2 039 974**	**1 867 786**	**596 099**	**371 415,2**	**75 656,2**	**28,7**	**5 559,4**
Produits surgelés	102	10 146	11 525	2 688	1 699,4	489,0	42,9	38,9
Alimentation générale, petites surfaces et supérettes	17 927	46 688	34 842	13 750	7 640,3	1 386,5	25,5	100,6
Grande surface alimentaire	5 294	521 640	567 634	202 479	165 168,7	21 322,3	14,4	1 603,2
Non spécialisé et non alimentaire	1 037	30 784	28 582	5 853	5 728,9	1 188,0	35,4	230,6
Alimentaire spécialisé hors tabac	37 199	104 830	82 177	24 281	13 121,7	3 412,7	36,7	184,3
Tabac (sauf café-tabac)	6 953	15 393	8 206	3 914	1 762,2	656,9	25,4	22,6
Pharmacies, articles médicaux et orthopédiques	23 960	130 723	126 445	58 900	29 968,5	7 033,7	27,6	204,9
Habillement et chaussures	39 543	185 121	176 248	59 263	25 004,3	6 618,5	44,7	598,2
Autres équipements de la personne	17 085	84 029	79 485	18 305	11 469,3	3 574,9	45,7	342,6
Culture, loisirs, sports	49 501	183 586	160 880	42 877	25 773,8	6 137,8	34,3	435,4
Équipement du foyer	22 419	144 651	139 053	27 106	25 229,2	5 648,8	35,4	498,0
Aménagement de l'habitat	26 133	157 282	144 552	27 239	22 164,9	5 772,4	38,2	624,8
Combustibles et biens d'occasion	17 697	33 067	18 584	5 169	5 571,9	1 391,7	35,8	53,7
Vente par correspondance et à distance	2 450	31 064	27 512	5 020	9 268,7	1 225,6	47,1	52,3
Autres commerces hors magasin	67 588	113 542	57 156	23 252	8 556,0	3 003,2	49,9	177,4
Réparation d'articles personnels et domestiques	14 867	31 778	17 242	3 166	1 636,4	808,7	n.s.	23,8
Charcuteries artisanales	6 380	24 775	22 718	7 142	1 852,9	735,0	n.s.	51,1
Boulangeries, pâtisseries	41 513	190 875	164 945	65 695	9 798,1	5 250,5	n.s.	317,0
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE	**71 180**	**482 345**	**440 680**	**59 752**	**149 486,4**	**19 784,5**	**13,6**	**1 435,9**

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.
(2) Taux de marge = (Vente de marchandises - coût des marchandises) / vente de marchandises.

Chapitre Q.01

Transports : Données générales

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Entreprises de transports en 2004.
2 Effectifs, recettes et investissements de la SNCF au 31 décembre.
3 Personnel du transport par voie navigable au 31 décembre.
4 Effectifs des marins français navigants du transport maritime.
5 Personnel d'Air France.
6 Réseau SNCF au 31 décembre.
7 Longueur du réseau routier au 31 décembre.
8 Réseau des voies navigables : longueurs totales et fréquentées au 31 décembre.
9 Matériels ferroviaires au 31 décembre.
10 Immatriculations des véhicules par genre.
11 Immatriculations des voitures particulières, par puissance et catégorie socioprofessionnelle ou activité.
12 Parc estimé des véhicules en service au 31 décembre.
13 Flotte des bateaux munis d'un permis d'exploitation au 31 décembre.
14 Flotte de commerce au 31 décembre.
15 Flotte du groupe Air France en exploitation.
16 Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français au 31 décembre.
17 Accidents corporels de la circulation routière.
18 Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière en 2004.
19 Accidents des autres transports.

1
❍ Présentation

En 2004, le nombre d'entreprises du transport routier de marchandises continue de diminuer avec, pour la deuxième année consécutive, une baisse des créations. Ce recul se répercute sur le nombre total d'entreprises du secteur des transports, en légère diminution.
La baisse du nombre d'entreprises du transport routier de marchandises correspond à une concentration du secteur : le nombre d'entreprises de 0 à 9 salariés diminue, alors que le nombre d'entreprises de 10 salariés ou plus augmente.
Selon les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise, l'activité du transport routier de marchandises en 2004 s'améliore pour la première fois depuis 2001.
La croissance reste forte dans les transports urbains et routiers de voyageurs et dans les services auxiliaires des transports.
L'effectif total dans le secteur des transports reste stable en 2004. L'investissement reprend nettement en 2004, avec une croissance forte dans les transports maritimes et côtiers, les transports urbains et routiers de voyageurs et les secteurs de la manutention et de l'entreposage.
En 2004, après deux années de baisse, le nombre des immatriculations de voitures particulières neuves reste stable par rapport au niveau de 2003 (+ 0,2 %). Les immatriculations de véhicules Diesel atteignent une part de 69,2 % de l'ensemble. De la même manière, les immatriculations de voitures particulières d'occasion croissent (+ 2,3 %) et la part de diesel dépasse pour la deuxième fois les 50 %.
Après deux années de baisse, les immatriculations des véhicules utilitaires neufs progressent de 7 % en 2004. Les immatriculations augmentent aussi pour les véhicules utilitaires d'occasion (+ 6,7 %).
Dans un contexte de stabilisation de la circulation sur l'ensemble des réseaux, le nombre d'accidents corporels diminue encore de 5,4 % en 2004 et le nombre de tués chute de 8,7 %.
Le nombre d'accidents de chemin de fer diminue de 17 %, mais le nombre de tués augmente. Pour les accidents aux passages à niveau, ce sont à la fois le nombre d'accidents et le nombre de tués qui diminuent.
En 2004, l'aviation commerciale française enregistre deux accidents corporels qui n'ont donné lieu à aucun décès. L'aviation générale française a connu 65 accidents corporels qui ont provoqué 48 décès.

2
❍ Méthodologie

Effectifs de personnel SNCF

Ces effectifs sont ventilés, jusqu'en 1997, selon l'organisation SNCF en place depuis 1972, articulée suivant trois grandes classes :
– direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes ;
– Sernam ;
– établissement par fonction.
Depuis 1998 (les résultats de l'année 1997 ayant été rendus comparables), ils sont remplacés par des effectifs de gestion ventilés de la manière suivante :
– directions des activités ;
– directions techniques ;
– directions autres ;
– directions régionales ;
– établissements ;
– Sernam jusqu'en 1999 (filialisation du service : janvier 2000).

Entreprises de transports

Les principaux résultats de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) sont présentés (tableau Q.01-1) selon les secteurs d'activité et la taille des entreprises. Cette taille est calculée à partir de l'effectif salarié au 31 décembre.
Les activités font référence à la nomenclature officielle des activités (NAF – révision 1), le détail des postes figure dans la présentation des principales nomenclatures en fin d'annuaire. La NAF est consultable sur le site Internet de l'Insee.

Parc des véhicules

Les parcs présentés sont ceux du Comité des constructeurs français d'automobiles, excepté en ce qui concerne les remorques et semi-remorques résultant du dépouillement du Fichier central des automobiles (moins de 10 ans). Ces données diffèrent de celles qui sont publiées dans le Marché des véhicules.
L'estimation du parc de motocycles est celle de la Chambre Syndicale nationale du cycle et motocycle.

3
❍ Définitions

Accidents

- Ferroviaires

Sont pris en compte les accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement et ayant provoqué des morts ou des blessures graves. Les tués comprennent les victimes décédées le jour ou le lendemain de l'accident. Les blessés comprennent les victimes hospitalisées plus de trois jours.

- Routiers

Sont comptées comme « blessées » les victimes d'accidents ayant subi un traumatisme nécessitant un traitement médical (avec ou sans hospitalisation) ; si ce traitement requiert six jours d'hospitalisation au moins, la blessure est qualifiée de grave.
Sont comptées comme « tuées » les victimes d'accidents décédées sur le coup ou dans les six jours. La statistique internationale allonge ce délai jusqu'à 30 jours.

- Maritimes

Il s'agit des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe. Ils portent également sur les navires de pêche et les bateaux de plaisance.

- Aériens

Interviennent les seuls accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils immatriculés en France (aviation commerciale ou privée). Les tués comprennent les victimes décédées dans les trente jours.

Personnel embarqué des transports maritimes

Il s'agit du personnel considéré comme effectivement embarqué, c'est-à-dire des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés [en est donc exclu le personnel non embarqué (congés, maladies, stages)]. Les pilotins sont également exclus, ainsi que les personnels de la navigation portuaire (remorquage, lamanage et pilotage).

Personnel employé des transports maritimes

Le nombre total de marins employés dans la Marine marchande s'obtient en multipliant le nombre de postes embarqués par un coefficient qui exprime, notamment, l'incidence des relèves et des congés. Ce coefficient, variable selon les genres de navigation et les compagnies, peut être toutefois estimé globalement à 1,9 pour les officiers et à 1,8 pour les autres personnels.

Pousseur

Bateau pourvu de force motrice, construit spécialement pour le poussage, ou remorqueur transformé pour le même usage.

Toueur

Remorqueur se déplaçant en tirant sur une chaîne ou un câble reposant au fond de l'eau. Le toueur sert à tracter les bateaux pour franchir des passes où le courant est trop fort. Mû par l'électricité, il sert aussi à faire franchir un long souterrain aux bateaux, moteurs coupés, lorsque le souterrain n'est pas muni d'un système de ventilation permettant d'évacuer les gaz d'échappement.

Voies navigables

L'ensemble des fleuves, rivières, lacs, étangs et canaux accessibles en bateaux et convois, constitue le réseau des voies

navigables françaises. La longueur des voies navigables fréquentées ou non est calculée en fin d'année.

4 Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales (Service économie, statistiques et prospective).

Organismes :

– Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer :
  - Direction des Affaires économiques et internationales, service économie, statistiques et prospective (SESP).
  - Direction générale de la mer et des transports, direction des affaires maritimes.
  - Direction générale de la mer et des transports, direction des transports maritimes, routiers et fluviaux.
  - Direction générale de l'Aviation civile, direction de la régulation économique.
– SNCF :
  - Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion, Contrôle de gestion central ;
  - Observatoire de gestion.
– Observatoire national interministériel de sécurité routière.
– Certu (Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques).
– Voies navigables de France.
– Insee.
– Bureau Véritas.
– Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI).

Sites Internet :

– www.statistiques.equipement.gouv.fr
– www.sncf.com
– www.transports.equipement.gouv.fr
– www.alisse.insee.fr (Accès en Ligne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises)
– www.statistique.publique.fr

Publications :

Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer

Direction des Affaires économiques et internationales
– Les comptes des transports en 2005 ;
– Mémento des statistiques des transports (annuel) ;
– SES Infos Rapides, la conjoncture des transports ;
– SES Infos Rapides, Chiffres et Analyses ;
– SESP en bref, synthèses de quatre pages ;
– Enquête annuelle d'entreprise dans les transports ;
– Le marché des véhicules (fichier central des automobiles et des immatriculations), (annuel) ;
– Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises, (annuel) ;
– Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers, (tous les cinq ans) ;
– Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes, (annuelle) ;
– SitraM : Système d'information sur les transports de marchandises : résultats généraux (transport national, transport international), par mode ;
– Notes de synthèse (bimestrielle).

Direction générale de la mer et des transports, direction des transports maritimes, routiers et fluviaux
– Statistiques mensuelles des ports maritimes de commerce ;
– Activité des ports maritimes de commerce (annuel) ;
– Résultats de l'exploitation des ports maritimes (annuel) ;
– La plaisance en quelques chiffres (annuel).

Direction générale de l'Aviation civile, direction de la régulation économique
– Bulletin statistique direction des transports aériens (annuel).

SNCF
– Mémo-stat ;
– Rapport annuel d'activité.

Voies navigables de France
– Transport de marchandises par voie navigable : bilan annuel de l'activité ;
– Statistique annuelle de la navigation intérieure ;
– Statistique annuelle de la flotte fluviale française.

Insee

Insee-Première :
– « Les transports en 2004 », n° 1045, octobre 2005 ;
– « Le budget transports des ménages depuis 40 ans – La domination de l'automobile s'est accrue », n° 1039, septembre 2005 ;
– « La consommation des ménages en 2004. Une croissance soutenue par les TIC, le logement et les transports », n° 1033, juillet 2005 ;

Bureau Véritas
– Bulletin technique (mensuel).

Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI)
– Annuaire statistique ;
– Recueil des statistiques.

TABLEAU Q.01-1

Entreprises de transports en 2004

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective (Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur en équivalent temps complet		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	Nombre	%	Nombre	%	Millions d'euros	%	Millions d'euros	%
Transports urbains et routiers de voyageurs (NAF 602A, 602B, 602G et 602E)	**30 869**	**100,0**	**188 577**	**100,0**	**11 769,2**	**100,0**	**2 178,9**	**100,0**
0 à 5 salariés	28 528	92,4	37 436	19,9	1 507,0	12,8	186,7	8,6
6 à 9 salariés	797	2,6	5 473	2,9	590,4	5,0	33,7	1,5
10 à 19 salariés	579	1,9	7 010	3,7	531,8	4,5	43,5	2,0
20 à 49 salariés	554	1,8	15 626	8,3	1 113,3	9,5	73,3	3,4
50 à 99 salariés	181	0,6	10 660	5,7	777,8	6,6	54,0	2,5
100 salariés ou plus	230	0,7	112 372	59,6	7 248,9	61,6	1 787,6	82,0
Transports routiers de marchandises (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)	**36 205**	**100,0**	**343 958**	**100,0**	**33 083,4**	**100,0**	**1 336,3**	**100,0**
0 à 5 salariés	26 458	73,1	61 316	17,8	3 778,6	11,4	218,0	16,3
6 à 9 salariés	3 318	9,2	26 516	7,7	2 875,9	8,7	116,9	8,7
10 à 19 salariés	2 910	8,0	40 703	11,8	4 081,2	12,3	142,6	10,7
20 à 49 salariés	2 510	6,9	80 301	23,3	8 297,0	25,1	316,9	23,7
50 à 99 salariés	556	1,5	39 170	11,4	4 129,4	12,5	164,0	12,3
100 à 249 salariés	350	1,0	52 861	15,4	5 490,1	16,6	207,0	15,5
250 salariés ou plus	103	0,3	43 091	12,5	4 431,2	13,4	170,9	12,8
Transports maritimes et côtiers (NAF 611A et 611B)	**460**	**100,0**	**13 669**	**100,0**	**6 699,8**	**100,0**	**782,8**	**100,0**
0 à 5 salariés	344	74,8	714	5,2	48,0	0,7	53,8	6,9
6 à 9 salariés	53	11,5	255	1,9	454,5	6,8	92,6	11,8
10 à 19 salariés	23	5,0	347	2,5	71,8	1,1	1,8	0,2
20 à 49 salariés	13	2,8	440	3,2	114,5	1,7	25,7	3,3
50 à 99 salariés	11	2,4	850	6,2	379,5	5,7	15,7	2,0
100 à 249 salariés	7	1,5	1 105	8,1	395,9	5,9	84,7	10,8
250 salariés ou plus	9	2,0	9 958	72,9	5 235,7	78,1	508,4	64,9
Transports fluviaux (NAF 612Z)	**1 079**	**100,0**	**4 001**	**100,0**	**540,8**	**100,0**	**29,5**	**100,0**
0 à 5 salariés	1 012	93,8	1 649	41,2	121,3	22,4	5,5	18,6
6 à 9 salariés	24	2,2	280	7,0	65,4	12,1	6,0	20,2
10 à 19 salariés	22	2,0	286	7,1	27,2	5,0	0,4	1,4
20 à 49 salariés	15	1,4	491	12,3	73,1	13,5	9,0	30,7
50 à 99 salariés	6	0,6	1 295	32,4	253,7	46,9	8,6	29,1
Transports aériens (NAF 621Z et 622Z)	**248**	**100,0**	**69 313**	**100,0**	**14 755,3**	**100,0**	**1 648,9**	**100,0**
0 à 5 salariés	172	69,4	285	0,4	27,1	0,2	1,1	0,1
6 à 9 salariés	19	7,7	139	0,2	153,6	1,0	1,0	0,1
10 à 19 salariés	21	8,5	264	0,4	62,7	0,4	2,6	0,2
20 à 49 salariés	17	6,9	480	0,7	114,2	0,8	10,7	0,7
50 à 99 salariés	6	2,4	530	0,8	120,8	0,8	7,7	0,5
100 à 249 salariés	4	1,6	754	1,1	261,8	1,8	25,9	1,6
250 salariés ou plus	9	3,6	66 861	96,5	14 015,1	95,0	1 599,8	97,0
Manutention et entreposage (NAF 631A, 631B et 631E)	**1 566**	**100,0**	**59 109**	**100,0**	**7 069,5**	**100,0**	**634,6**	**100,0**
0 à 5 salariés	763	48,7	1 521	2,6	172,8	2,4	9,2	1,4
6 à 9 salariés	244	15,6	2 347	4,0	816,4	11,5	61,1	9,6
10 à 19 salariés	196	12,5	2 727	4,6	464,1	6,6	42,0	6,6
20 à 49 salariés	204	13,0	6 468	10,9	849,1	12,0	39,5	6,2
50 à 99 salariés	82	5,2	6 087	10,3	880,6	12,5	34,1	5,4
100 à 249 salariés	43	2,7	5 987	10,1	924,8	13,1	24,7	3,9
250 salariés ou plus	34	2,2	33 972	57,5	2 961,7	41,9	424,0	66,8
Gestion d'infrastructures de transport (NAF 632A, 632C et 632E)	**994**	**100,0**	**53 244**	**100,0**	**14 010,5**	**100,0**	**5 468,7**	**100,0**
0 à 5 salariés	533	53,6	1 043	2,0	94,7	0,7	2,3	0,0
6 à 9 salariés	197	19,8	1 013	1,9	1 121,2	8,0	267,5	4,9
10 à 19 salariés	81	8,1	1 099	2,1	244,3	1,7	38,4	0,7
20 à 49 salariés	78	7,8	2 458	4,6	234,1	1,7	8,6	0,2
50 à 99 salariés	33	3,3	2 263	4,3	223,8	1,6	14,1	0,3
100 à 249 salariés	38	3,8	5 721	10,7	665,8	4,8	142,7	2,6
250 salariés ou plus	34	3,4	39 647	74,5	11 426,7	81,6	4 995,1	91,3
Organisation du transport de fret (NAF 634A, 634B et 634C)	**2 836**	**100,0**	**136 624**	**100,0**	**27 386,1**	**100,0**	**525,4**	**100,0**
0 à 5 salariés	1 186	41,8	2 563	1,9	219,3	0,8	3,3	0,6
6 à 9 salariés	598	21,1	3 536	2,6	1 858,5	6,8	7,8	1,5
10 à 19 salariés	276	9,7	3 882	2,8	1 141,8	4,2	12,0	2,3
20 à 49 salariés	412	14,5	13 550	9,9	3 176,9	11,6	33,4	6,4
50 à 99 salariés	161	5,7	11 039	8,1	2 385,6	8,7	24,4	4,6
100 à 249 salariés	113	4,0	17 625	12,9	3 447,5	12,6	56,5	10,8
250 salariés ou plus	90	3,2	84 429	61,8	15 156,5	55,3	387,9	73,8

TABLEAU Q.01-2

Effectifs, recettes et investissements de la SNCF au 31 décembre

Source : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion

Unités : Montants : Million d'euros
Effectifs : Millier de personnes

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	2004
Produits du trafic (hors taxes) (1)	**7 786,3**	**8 244,1**	**8 376,0**	**9 612,0**	**9 718,0**	**10 285,0**	**10 289,0**	**11 042,3**
Investissements totaux (2)	**937,4**	**1 139,0**	**968,0**	**995,0**	**1 368,0**	**1 643,0**	**1 636,0**	**1 782,7**
Réseau principal	623,0	837,0	790,0	817,0	1 171,0	1 339,0	1 414,0	1 535,9
Île-de-France	315,3	302,0	179,0	178,0	197,0	303,0	222,0	246,8
Personnel en activité (effectif de gestion) (3) :								
Domaine Grandes Lignes	21,1	21,3	21,9	22,7	24,0	24,0	23,8	23,2
Domaine TER	5,9	6,1	6,3	7,1	8,0	8,3	8,6	9,0
Domaine IDF (Île-de-France)	5,2	6,2	6,9	7,5	7,8	7,9	7,7	7,8
Domaine Gares	–	–	–	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Domaine Matériel	24,5	24,0	23,8	24,2	24,6	24,9	24,7	24,6
Domaine Traction	24,4	25,0	25,2	25,8	26,2	25,8	24,6	23,7
Domaine Fret	15,1	14,9	15,5	16,1	16,2	15,8	15,1	13,6
Domaine Éléments communs	11,7	10,7	10,3	10,5	9,9	9,7	9,2	9,6
Sernam (4)	4,2	4,0	3,8	–	–	–	–	–
Infrastructure	62,0	61,3	60,4	60,9	59,7	59,1	57,8	56,3
Total	**174,1**	**173,5**	**174,1**	**174,9**	**176,5**	**175,6**	**171,6**	**167,9**
Personnel bénéficiant de pensions de retraite :								
Anciens agents (sauf auxiliaires)	208,3	205,4	202,4	199,2	197,1	195,0	192,8	191,3
Veuves et orphelins (5)	130,8	129,2	127,6	125,8	123,8	121,7	119,6	117,8

(1) Produit du trafic, non compris contributions de l'État et des collectivités locales.
(2) Non compris les investissements relatifs au programme spécial de l'Île-de-France. Rupture à partir de 1997, en raison de la création de RFF (Réseau ferré de France).
(3) À partir de janvier 1998, l'effectif de gestion, suivi en comptabilité, remplace l'effectif à disposition. Les résultats de 1997 sont rendus comparables. Par ailleurs, l'organisation par domaine, nouvellement créée, modifie légèrement la présentation des résultats.
(4) Filialisation du Sernam en février 2000.
(5) Veuves et orphelins d'agents décédés en service ou en retraite.

TABLEAU Q.01-3

Personnel du transport par voie navigable au 31 décembre

Source : Voies navigables de France

Unité : Nombre

Catégorie	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Transports publics (1) :								
Travailleurs indépendants	1 146	1 037	1 031	926	885	843	841	...
Salariés	1 820	1 742	1 718	1 781	2 005	2 155	2 233	2 404
Personnel de la traction sur berges (2)	17	16	15	13	13	15	15	15
Personnel administratif et technique des compagnies de navigation (3)	310	310	310	310	310	310	310	...
Personnels assurant le fonctionnement des voies navigables (sauf entretien) :								
Conducteurs des travaux publics de l'État	410	428	433	426	445	425	416	418
Agents d'exploitation des travaux publics de l'État	3 796	3 688	3 681	3 628	3 625	3 612	3 596	3 584
Éclusiers auxiliaires	56	29	25	21	19	16	13	–
Personnels des bureaux d'affrètement (4)	**96**	**75**	**54**	**54**	///	///	///	///

(1) Y compris le personnel des remorqueurs.
(2) Personnel pris en compte par les VNF depuis la suppression de la traction sur berges (remplacé par les toueurs) : ce sont les agents faisant passer les bateaux dans les souterrains.
(3) Effectif estimé. Données non communiquées par le Comité des armateurs fluviaux.
(4) Suppression des bureaux d'affrètement au 1er janvier 2000.

TABLEAU Q.01-4

Effectifs des marins français navigants du transport maritime (1) (2)

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction des Affaires maritimes et des gens de mer

Unité : Nombre

Catégorie de personnel	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Officiers	3 030	2 794	2 857	2 839	2 833	2 851	2 981	2 983	3 070
Personnel d'exécution	6 552	6 144	6 722	6 683	6 595	6 464	6 816	6 757	6 946
Total	**9 582**	**8 938**	**9 579**	**9 522**	**9 428**	**9 315**	**9 797**	**9 740**	**10 016**

(1) Il s'agit des marins français (et communautaires) employés par les principales entreprises d'armement maritime.
(2) Le champ d'activités couvert comprend le commerce maritime (non compris la plaisance professionnelle) et les activités portuaires (remorquage, lamanage, balisage, dragage) non compris pilotage.

TABLEAU Q.01-5

Personnel d'Air France (1)

Source : Direction générale de l'aviation civile

Unité : Nombre

Personnel (2) (équivalent temps plein)	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Personnel technique de bord (3)	3 262	3 354	3 432	3 407	3 665	3 906	3 996	4 065	4 078
Personnel commercial de bord (4)	8 058	8 311	9 211	9 885	10 955	12 275	12 152	12 308	12 479
Total du personnel navigant	**11 320**	**11 665**	**12 643**	**13 292**	**14 620**	**16 181**	**16 148**	**16 373**	**16 557**
Total du personnel au sol	**34 708**	**34 720**	**36 278**	**38 514**	**41 157**	**43 115**	**43 868**	**43 180**	**43 031**
Total général	**46 028**	**46 385**	**48 921**	**51 806**	**55 777**	**59 296**	**60 016**	**59 553**	**59 588**

(1) Après les intégrations d'Air France Europe sur l'exercice 1997/1998 et d'Air Charter sur l'exercice 1998/1999.
(2) 1er avril de l'année citée au 31 mars de l'année suivante.
(3) Pilotes, copilotes et mécaniciens navigants.
(4) Stewards et hôtesses.

TABLEAU Q.01-6

Réseau SNCF au 31 décembre

Source : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Consistance technique									
Longueur totale des lignes exploitées (km) (1)	**31 940**	**31 821**	**31 770**	**31 735**	**31 397**	**31 385**	**31 320**	**30 990**	**30 880**
dont : Lignes électrifiées	13 799	14 180	14 153	14 206	14 220	14 464	14 462	14 462	14 589
Île-de-France (2) (3)	1 268	1 306	1 306	1 351	1 351	1 351	1 351	1 351	1 345
Lignes parcourues par les TGV	5 807	6 678	6 686	6 655	6 533	7 332	7 165	7 165	7 577
Lignes ouvertes au trafic voyageurs (4)	24 148	24 122	24 095	24 081	24 081	24 336	24 336	24 334	24 239
Lignes ouvertes au trafic fret	29 546	29 504	29 443	29 546	29 201	28 933	28 867	28 537	28 430
Lignes à voie unique	15 950	15 862	15 831	15 794	15 460	15 243	15 178	14 856	14 745
Lignes à deux voies et plus	15 283	15 237	15 939	15 941	15 937	16 142	16 142	16 133	16 135
Lignes à trois voies et plus	706	721	720	720	722	722	722	722	722
Nombre de passages à niveau (5)	**18 270**	**17 579**	**17 514**	**17 419**	**17 345**	**17 198**	**17 101**	**17 069**	**16 997**
dont : Gardés	2 291	2 069	2 032	1 958	1 919	1 856	1 854	1 862	1 905
À signalisation automatique	11 287	11 179	11 175	11 177	11 190	11 173	11 137	11 114	11 085
Consistance administrative (nombre)									
Points desservis en trafic commercial									
Voyageurs	4 550	4 487	4 572	4 563	4 514	4 545	4 546	4 575	4 715
Fret	1 845	1 802	1 821	1 792	1 784	1 722	1 699	1 695	1 631

(1) Non compris les Chemins de fer de la Corse.
(2) Les limites conventionnelles de la banlieue SNCF ont été étendues à partir du 1/1/1991 à l'ensemble de la région Île-de-France.
(3) À partir de 1999, correspond à la longueur de plateforme.
(4) Ces lignes sont également ouvertes au trafic de marchandises à l'exclusion de quelques tronçons exploités uniquement en trafic voyageurs.
(5) Sont exclus les passages à niveau isolés réservés aux piétons et les passages à niveau privés. Non compris les passages à niveau sur les lignes neutralisées.

TABLEAU Q.01-7

Longueur du réseau routier au 31 décembre

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Setra (Service d'études techniques des routes et autoroutes)
Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

Unité : Kilomètre

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Autoroutes	8 275	8 864	9 303	9 626	9 766	10 068	10 223	10 379	10 486
dont : Autoroutes concédées	6 299	6 717	7 042	7 180	7 310	7 578	7 718	7 836	7 907
Routes nationales (1) (2)	28 097	26 856	26 584	26 298	26 126	26 050	26 154	26 127	26 014
Routes départementales	357 813	358 894	358 374	358 585	359 055	359 231	359 597	359 644	359 955
Voies communales (3)	568 222	574 775	579 411	585 949	594 149	601 733	598 380	601 851	606 031
Total du réseau national	**962 407**	**969 389**	**973 672**	**980 458**	**989 096**	**997 082**	**994 354**	**998 001**	**1 002 486**

(1) Jusqu'en 1995, y compris les routes nationales en attente de classement et en attente de déclassement. À partir de 1996, les routes nationales en attente de déclassement ne sont plus comprises.
(2) Y compris voierie transférée à la collectivité territoriale de Corse par la loi du 13 mai 1991.
(3) Ce sont des voies dont la largeur de chaussée ne doit pas être inférieure à 5 mètres (5,50 mètres au passage des ouvrages d'art).

TABLEAU Q.01-8

Réseau des voies navigables : longueurs totales et fréquentées au 31 décembre

Source : Voies navigables de France — *Unité* : Kilomètre

Voies accessibles aux bateaux ou convois poussés d'un port en lourd	2000		2003		2004	
	Longueur totale du réseau	Longueur fréquentée	Longueur totale du réseau	Longueur fréquentée	Longueur totale du réseau	Longueur fréquentée
De moins de 250 tonnes	1 647	5	1 660	64	1 660	64
De 250 à 399 tonnes	3 958	3 418	4 002	3 177	4 002	3 217
De 400 à 649 tonnes	284	273	266	210	266	165
De 650 à 999 tonnes	586	331	568	225	568	225
De 1 000 à 1 499 tonnes	137	32	137	31	137	31
De 1 500 à 2 999 tonnes	268	265	247	232	247	232
De 3 000 tonnes ou plus (1)	1 621	1 465	1 621	1 445	1 621	1 438
Total (1)	**8 501**	**5 789**	**8 501**	**5 384**	**8 501**	**5 372**

(1) Y compris 43 kilomètres de sections maritimes.

TABLEAU Q.01-9

Matériels ferroviaires au 31 décembre (1)

Source : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion — *Unité* : Nombre

Nature du matériel	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
MATÉRIEL À MOTEUR									
Locomotives diesel	1 766	1 694	1 685	1 725	1 752	1 693	1 677	1 594	1 524
TGV (nombre de rames, y compris TGV Atlantique)	304	341	351	351	351	353	365	379	389
Automotrices électriques (nombre d'éléments)	856	893	943	996	1 007	1 019	1 012	1 023	1 058
Autorails (nombre d'éléments)	699	702	718	720	768	831	909	943	966
Locomotives électriques	2 148	2 096	2 079	2 006	2 000	2 014	2 008	1 954	1 861
Turbotrains (nombre d'éléments)	32	17	13	7	7	7	6	5	4
Locotracteurs	1 204	1 201	1 201	1 199	1 194	1 187	1 180	1 153	1 112
MATÉRIEL À VOYAGEURS									
Voitures de l'activité Grandes Lignes (2)	5 173	4 565	4 402	4 223	3 994	3 559	3 455	3 236	3 111
Voitures de l'activité TER	1 727	2 039	2 067	2 077	2 167	2 468	2 445	2 393	2 422
Voitures de l'activité Île-de-France	1 179	1 077	1 069	1 024	1 024	1 024	984	972	912
Nombre de caisses motrices et de remorques TGV	2 786	3 092	3 178	3 178	3 178	3 194	3 290	3 402	3 482
Automotrices électriques	3 059	3 228	3 373	3 529	3 569	3 619	3 622	3 693	3 798
Autorails + turbotrains	1 585	1 517	1 531	1 515	1 558	1 587	1 669	1 656	1 686
Automoteurs bi-mode	...	...	...	...	...	...	...	...	36
Total matériel à voyageurs	**15 509**	**15 518**	**15 620**	**15 546**	**15 490**	**15 451**	**15 465**	**15 352**	**15 447**
Capacité (millier de places offertes) (3)	1 750,8	1 769,5	1 791,8	1 808,5	1 810,1	1 826,1	1 837,2	1 839,9 *r*	1 846,1
Voitures-lits	161	132	125	109	98	98	82	81	62
MATÉRIEL À MARCHANDISES (millier)									
Wagons réseaux	63,7	57,0	51,3	48,3	46,4	45,5	41,6	37,5	37,5
Wagons de particuliers (4)	68,2	66,7	65,9	64,5	64,6	64,3	65,4	66,3	61,9
Wagons du parc de service	19,2	20,0	20,9	21,1	21,1	21,0	20,7	20,8	20,8
Fourgons (5)	495	303	294	292	278	235	223	158	135
Capacité (million de tonnes de charge utile) (6)	6,2	5,9	5,6	5,5	5,4	5,4	5,3	5,1	5,0

(1) Matériel moteur en service : effectif à l'inventaire diminué des unités louées à des tiers, garées (ne pouvant être utilisées qu'après révision) en attente de radiation ou en utilisation spéciale. Non compris les automotrices à voie étroite. Matériel à voyageurs et à marchandises : effectif à l'inventaire corrigé du nombre de véhicules pris en location et diminué des véhicules en attente de radiation (non compris les véhicules en garage ou en utilisation spéciale).
(2) Non compris les voitures-lits, comptées à part et non compris les voitures-restaurants.
(3) Non compris les voitures-lits ; y compris les places transformables en couchettes en position de nuit.
(4) Y compris les wagons réseaux donnés en location ou en gérance à des particuliers.
(5) Fourgons à bagages, fourgons porte-autos, fourgons postaux et allèges postales.
(6) Non compris les wagons de service.

TABLEAU Q.01-10

Immatriculations des véhicules par genre

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective
Fichier central des automobiles

Unité : Véhicule

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES NEUFS							
Voitures particulières et commerciales	1 930 504	2 148 423	2 133 884	2 254 732	2 145 071	2 009 246	2 013 709
dont : Diesel	897 698	947 490	1 046 485	1 267 761	1 354 933	1 353 914	1 392 919
Autocars et autobus (1)	3 981	5 316	5 187	5 477	5 363	4 984	4 859
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	332 052	399 889	442 208	462 868	431 114	403 965	430 641
dont : De moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	311 702	374 307	413 925	432 857	404 021	380 847	407 518
De plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	20 350	25 582	28 283	30 011	27 093	23 118	23 123
Tracteurs routiers	21 743	28 300	29 809	27 918	24 460	22 497	24 351
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	32 235	41 349	37 965	35 461	38 192	39 882	45 343
Remorques	2 462	3 350	3 033	2 875	2 904	2 576	2 617
Semi-remorques	15 428	20 651	21 265	22 011	20 531	17 171	18 160
Total	**2 338 405**	**2 647 278**	**2 673 351**	**2 811 342**	**2 667 635**	**2 500 321**	**2 539 680**
Motocycles (3)	85 639	193 817	180 536	180 425	169 587	196 928	224 696
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES D'OCCASION							
Voitures particulières et commerciales	4 128 745	4 895 953	5 082 122	5 395 623	5 457 129	5 321 638	5 444 076
dont : Diesel	1 362 781	1 990 377	2 158 970	2 440 308	2 658 667	2 746 539	2 916 921
Autocars et autobus (1)	6 268	6 352	6 109	6 344	6 707	6 564	6 853
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	651 408	682 131	687 925	702 527	727 555	731 943	780 304
dont : De moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	610 339	641 083	648 839	663 384	690 410	694 628	730 251
De plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	41 069	41 048	39 086	39 143	37 145	37 315	50 053
Tracteurs routiers	21 706	20 835	21 151	20 639	21 200	21 948	23 842
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	91 535	97 100	97 705	92 378	92 683	90 121	96 412
Remorques	4 775	4 444	4 270	4 454	4 267	4 282	4 656
Semi-remorques	26 307	25 276	25 296	25 606	25 363	28 411	30 743
Total	**4 930 744**	**5 732 091**	**5 924 578**	**6 247 571**	**6 334 904**	**6 204 907**	**6 386 886**
Motocycles (3)	292 641	367 303	398 215	414 335	418 203	425 169	444 355

(1) Depuis le 1er janvier 1987, les véhicules de moins de 10 places assises (breaks) sont comptabilisés avec les voitures particulières.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Motocycles de plus de 50 cm^3.

TABLEAU Q.01-11

Immatriculations des voitures particulières, par puissance et catégorie professionnelle ou activité

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective

Unité : Véhicule

Profession du propriétaire	Puissance						**Total 2004**	Total 2003
	1 à 3 CV	4 et 5 CV	6 et 7 CV	8 et 9 CV	10 à 16 CV	17 CV ou plus		
Véhicules neufs								
Agriculteurs exploitants	–	893	1 725	704	460	27	**3 809**	3 000
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	4	7 387	10 402	5 998	7 041	846	**31 678**	28 315
Cadres et professions libérales	13	25 929	31 480	12 137	10 251	950	**80 760**	71 276
Professions intermédiaires	28	40 046	44 283	12 461	6 715	289	**103 822**	99 484
Employés	239	200 863	161 808	47 837	16 934	1 173	**428 854**	429 228
Ouvriers	16	30 010	25 163	7 110	2 118	106	**64 523**	62 578
Retraités, étudiants, mères au foyer et sans profession	36	111 746	104 480	23 869	9 445	613	**250 189**	240 468
Profession non indiquée	119	85 207	87 110	38 945	15 823	1 649	**228 853**	243 835
Sous-total particuliers	**455**	**502 081**	**466 451**	**149 061**	**68 787**	**5 653**	**1 192 488**	**1 178 184**
Sous-total sociétés	**925**	**355 176**	**311 081**	**88 181**	**59 647**	**6 211**	**821 221**	**831 062**
dont : Véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	484	99 409	92 960	39 965	22 115	2 627	**257 560**	274 596
Location mobilier (voitures)	130	168 052	136 506	23 973	13 987	583	**343 231**	335 413
Total 2004	**1 380**	**857 257**	**777 532**	**237 242**	**128 434**	**11 864**	**2 013 709**	///
Année 2003	2 122	948 675	855 326	217 036	111 178	10 734	///	2 009 246
Véhicules d'occasion								
Agriculteurs exploitants	214	11 121	15 568	2 674	2 584	217	**32 378**	32 834
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	951	31 354	45 169	15 922	21 446	4 871	**119 713**	117 822
Cadres et professions libérales	1 313	66 817	76 811	22 917	24 828	5 298	**197 984**	200 679
Professions intermédiaires	1 204	87 592	98 402	22 046	17 545	1 945	**228 734**	232 930
Employés	6 826	887 621	898 915	163 017	115 071	11 838	**2 083 288**	2 027 978
Ouvriers	2 704	264 981	328 225	54 101	36 431	2 397	**688 839**	710 179
Retraités, étudiants, mères au foyer et sans profession	3 535	321 356	282 766	43 722	30 890	3 460	**685 729**	664 054
Profession non indiquée	4 966	526 874	555 152	104 299	78 797	8 416	**1 278 504**	1 211 494
Sous-total particuliers	**21 713**	**2 197 716**	**2 301 008**	**428 698**	**327 592**	**38 442**	**5 315 169**	**5 197 970**
Sous-total sociétés	**371**	**38 272**	**42 432**	**12 209**	**15 532**	**3 836**	**112 652**	**108 638**
dont : Véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	87	16 378	12 503	2 583	2 098	378	**34 027**	31 596
Location mobilier (voitures)	18	2 169	1 962	516	454	161	**5 280**	4 237
Total 2004	**22 084**	**2 235 988**	**2 343 440**	**440 907**	**343 124**	**42 278**	**5 427 821**	///
Année 2003	25 118	2 248 733	2 420 582	397 596	312 127	37 460	///	5 306 608

TABLEAU Q.01-12

Parc estimé des véhicules automobiles en service au 31 décembre

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective

Unité : Millier

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Voitures particulières et commerciales (1)	25 100	26 090	26 810	27 480	28 060	28 700	29 160	29 560	29 900
dont : Diesel	6 938	8 029	8 609	9 261	9 980	10 889	11 822	12 729	13 590
Autocars et autobus (1)	79	82	82	80	80	81	81	82	82
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux (1)	4 926	5 100	5 214	5 320	5 456	5 596	5 687	5 772	5 842
dont : De moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	4 564	4 750	4 868	4 975	5 110	5 249	5 339	5 419	5 488
De plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	362	350	346	345	346	347	349	354	354
Tracteurs routiers (1)	190	198	204	210	217	220	216	214	215
Total des véhicules à moteur	**30 295**	**31 470**	**32 310**	**33 090**	**33 813**	**34 597**	**35 144**	**35 628**	**36 039**
Remorques (3)	27	27	26	26	26	25	26	26	27
Semi-remorques (3)	152	154	154	154	154	161	168	175	182
Total tous véhicules	**30 474**	**31 651**	**32 490**	**33 270**	**33 993**	**34 783**	**35 338**	**35 829**	**36 248**
Motocycles (4)	727	779	839	912	968	1 019	1 054	1 091	1 130

(1) Les estimations globales de parcs des véhicules à moteur en service sont celles du Comité des constructeurs français d'automobiles.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Le parc des remorques et semi-remorques provient du Fichier central des automobiles et concerne les véhicules de moins de 10 ans.
(4) Motocycles, vélomoteurs et scooters de plus de 50 cm^3. L'estimation du parc des motocycles est celle de la Chambre syndicale nationale du cycle et motocycle.

TABLEAU Q.01-13

Flotte des bateaux munis d'un permis d'exploitation au 31 décembre

Source : Voies navigables de France

Unités : Nombre
Capacités : Millier de tonnes

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de bateaux porteurs	2 227	1 982	1 941	1 890	1 871	1 894	1 900	1 894	1 505
dont : Appartenant à des transporteurs publics	1 810	1 605	1 567	1 521	1 497	1 513	1 534	1 505	1 232
Nombre de remorqueurs et pousseurs	205	191	197	197	199	201	199	195	123 *e*
dont : Appartenant à des transporteurs publics	114	107	113	114	115	118	113	111	70 *e*
Capacité totale des bateaux porteurs	1 373	1 293	1 281	1 245	1 256	1 280	1 283	1 318	1 108
dont : Appartenant à des transporteurs publics	1 159	1 094	1 081	1 047	1 051	1 068	1 077	1 086	910

TABLEAU Q.01-14

Flotte de commerce au 31 décembre (1)

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de la mer et des transports

Unité : Millier de tonneaux de jauge brute

Catégorie de navires	1995		(3) 2000		2002		2003		2004	
	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute
Navires à passagers (2)	37	337	62 (4)	603	62	755	65	789	63	759
Pétroliers	59	2 462	57	2 650	55	2 943	54	2 528	57	3 037
Autres	113	1 148	100 (4)	1 297	94	1 354	87	1 235	92	1 284
Total	**209**	**3 947**	**219**	**4 550**	**211**	**5 052**	**206**	**4 552**	**212**	**5 080**

(1) De plus de 100 tonneaux de jauge brute.
(2) Y compris les cargos mixtes de plus de 12 passagers et les aéroglisseurs.
(3) Une rupture de série est à signaler à partir du 31 décembre 2000, suite à la mise en place d'une nouvelle base de données accompagnée par une série de régularisation.
(4) À partir de 2000, les navires à passagers ou mixtes au service des Dom-Com, navires dits « secs stationnaires », auparavant classés parmi les autres navires, sont repris dans les navires passagers (12 navires à passagers abondent ainsi la catégorie, alors que 34 autres transporteurs de marchandises « stationnaires » demeurent dans la catégorie des autres navires).

TABLEAU Q.01-15

Flotte du groupe Air France en exploitation (1)

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de l'aviation civile

Unité : Appareil

type d'appareils	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Ensemble (2)	**204 (3)**	**206**	**214**	**226**	**255**	**248**	**246**	**246**
Concorde	5	5	5	–	5	4	///	///
Boeing 747 Cargo	12	12	11	11	12	13	14	14
Boeing 747 (100-200-300 et 400)	26	26	25	24	26	24	25	25
Boeing 747 (combi) (4)	5	5	3	3	–	–	///	///
Boeing 737-200	///	///	///	///	///	///	///	///
Boeing 737-300	///	///	///	///	///	///	///	///
Boeing 737-500	///	///	///	///	///	///	///	///
Boeing 737 (300 et 500)	43	43	45	41	36	30	25	25
Boeing 767-300	6	5	5	5	5	2	–	–
Boeing 777-200	///	3	8	14	23	25	25	25
Airbus A 340-300	12	14	16	21	22	22	22	22
Airbus A 310-300/200	11	10	10	10	5	–	///	///
Airbus A 318	///	///	///	///	///	///	6	6
Airbus A 319	9	9	16	25	38	39	39	39
Airbus A 320-200/100	62	59	58	58	61	66	65	65
Airbus A 321-200/100	8	11	12	14	17	13	12	12
Airbus A 330-200	///	///	///	///	5	10	13	13
Fokker 100	5	4	–	–	///	///	///	///

(1) De 1997 à 2001, en exploitation au 31 décembre et à partir de 2002 au 31 mars.
(2) Avec le nouveau périmètre incluant la compagnie Air France Europe à la suite de la fusion avec Air France en septembre 1997.
(3) Dont 7 en exploitation à AIR CHARTER.
(4) Combi : transport de fret et passagers sur le pont supérieur.

TABLEAU Q.01-16

Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français au 31 décembre

Source : Bureau Véritas — *Unité* : Nombre

Catégorie d'utilisateurs	1993	1994	1995	(2) 1999	2000	2001	2002	2003	2004
AVIONS :									
Transports aériens	737	701	693	706	680	710	633	653	618
Aviation générale	6 272	6 204	6 170	5 744	5 749	5 714	5 582	5 599	5 362
CNRA, CNSK et CNRAC (1)	1 359	1 426	1 501	1 686	1 831	1 895	1 939	2 038	2 104
Total	**8 368**	**8 331**	**8 364**	**8 136**	**8 260**	**8 319**	**8 154**	**8 290**	**8 084**
HÉLICOPTÈRES :									
Transports aériens	224	203	208	206	185	200	180	186	199
Aviation générale	652	654	661	593	630	636	636	668	639
Total	**876**	**857**	**869**	**799**	**815**	**836**	**816**	**854**	**838**
Planeurs	2 203	2 193	2 221	2 195	2 204	2 195	2 089	2 137	2 051
Aérostats (ballons libres)	695	720	756	783	833	852	847	867	900
Autres	...	...	...	14	17	16	15	15	17
Total des aéronefs inscrits au registre	**12 142**	**12 101**	**12 210**	**11 927**	**12 129**	**12 218**	**11 958**	**12 163**	**11 890**

(1) CNRA, CNSK et CNRAC : certificat de navigabilité restreint aux avions ou planeurs, aux appareils non conformes aux normes de l'OACI (Organisation aérienne civile internationale) ou aux appareils anciens de collections ; ils ne peuvent survoler les territoires étrangers, sauf autorisation particulière des États.
(2) Les données 1997 et 1998 ne seront jamais disponibles.

TABLEAU Q.01-17

Accidents corporels de la circulation routière

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Observatoire national interministériel de sécurité routière — *Unité* : Nombre

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Accidents corporels	132 949	125 202	124 387	124 524	121 223	116 745	105 470	90 220	85 390
dont : En agglomération	91 288	84 249	83 148	83 325	80 729	77 258	68 738	60 188	57 825
Véhicules impliqués :									
Cycles sans moteur	8 533	7 960	7 003	6 907	6 520	5 815	5 036	5 320	4 928
Cycles avec moteur	39 219	39 120	38 674	39 851	39 831	38 878	35 238	32 775	32 066
Voitures particulières (1)	163 486	153 101	153 289	153 005	149 180	142 751	127 740	104 761	98 692
Autres véhicules (2)	19 109	17 556	17 585	17 644	16 019	15 857	14 013	12 231	11 622
Total	**230 347**	**217 737**	**216 551**	**217 407**	**211 550**	**203 301**	**182 027**	**155 087**	**147 308**
Victimes tuées (3) :									
Piétons	1 027	929	988	882	793	778	819	592	550
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	374	329	301	307	255	242	211	190	167
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	1 251	1 302	1 319	1 367	1 317	1 437	1 339	1 185	1 135
Conducteurs et passagers de voitures particulières	5 389	5 069	5 491	5 161	5 006	4 998	4 602	3 481	3 186
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	371	360	338	312	272	265	271	283	194
Total	**8 412**	**7 989**	**8 437**	**8 029**	**7 643**	**7 720**	**7 242**	**5 731**	**5 232**
dont : En agglomération	2 757	2 526	2 608	2 394	2 137	2 154	1 945	1 577	1 451
Victimes blessées :									
Piétons	21 197	19 152	18 493	18 636	18 398	17 458	16 072	14 205	13 841
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	7 681	7 191	6 366	6 260	5 927	5 259	4 571	4 851	4 427
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	38 735	38 592	38 059	39 232	39 267	38 041	34 330	32 074	31 500
Conducteurs et passagers de voitures particulières	106 290	98 259	99 034	96 953	92 961	88 029	78 158	60 680	55 337
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	7 500	6 384	6 583	6 491	5 564	5 158	4 708	4 119	3 622
Total	**181 403**	**169 578**	**168 535**	**167 572**	**162 117**	**153 945**	**137 839**	**115 929**	**108 727**
dont : Grièvement (4)	39 257	35 716	33 977	31 851	27 407	26 192	24 091	19 207	17 435
En agglomération	116 926	107 094	105 891	105 371	101 209	95 846	84 794	73 308	69 644

(1) Y compris taxis, ambulances, caravanes et remorques.
(2) Autres véhicules : camionnettes, camions, tracteurs, autobus et véhicules non précisés.
(3) Victimes décédées dans les six jours.
(4) Victimes blessées ayant nécessité une hospitalisation d'au moins six jours.

TABLEAU Q.01-18

Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière en 2004

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Observatoire national interministériel de sécurité routière

Unité : Nombre

Âge des victimes	Piétons	Conducteurs et passagers de					**Total**
		Bicyclettes	Cyclomoteurs	Motocyclettes	Voitures particulières	Autres véhicules (1)	
Victimes décédées dans les six jours :							
Moins de 15 ans	35	21	19	3	96	5	**179**
De 15 à 20 ans	33	7	161	89	477	9	**776**
De 21 à 24 ans	17	6	18	141	475	10	**667**
De 25 à 64 ans	180	87	108	574	1 605	145	**2 699**
65 ans ou plus	282	46	14	5	526	25	**898**
Indéterminé	3	–	1	2	7	–	**13**
Total	**550**	**167**	**321**	**814**	**3 186**	**194**	**5 232**
Blessés :							
Moins de 15 ans	3 151	785	1 101	132	3 099	204	**8 472**
De 15 à 20 ans	1 390	668	9 655	1 384	7 665	280	**21 042**
De 21 à 24 ans	688	268	1 616	2 368	7 680	334	**12 954**
De 25 à 64 ans	5 303	2 170	3 121	11 696	31 703	2 541	**56 534**
65 ans ou plus	3 206	513	198	99	4 858	223	**9 097**
Indéterminé	103	23	85	45	332	40	**628**
Total	**13 841**	**4 427**	**15 776**	**15 724**	**55 337**	**3 622**	**108 727**

(1) Camionnettes, camions, tracteurs, autobus, véhicules non précisés.

TABLEAU Q.01-19

Accidents des autres transports

Sources : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion,
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion ;
Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer,
Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile

Unité : Nombre

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER									
Nombre d'accidents (1)	**358**	**334**	**407**	**370**	**426**	**410**	**365**	**365**	**303**
Accidents de trains	74	83	109	89	129	107	114	103	85
Accidents de cars	–	–	–	1	1	1	1	1	–
Accidents individuels (2)	137	119	142	115	104	112	93	93	70
Autres accidents (3)	147	132	156	165	192	190	157	168	148
Nombre de tués (4)	**72**	**79**	**85**	**63**	**73**	**68**	**64**	**45** *r*	**55**
Agents en service (5) (6)	9	11	2	4	6	3	5	5	5
Voyageurs (6)	22	22	14	11	15	11	22	6 *r*	6
dont : Voyageurs par accident de train (6)	–	9	–	–	2	–	–	– *r*	–
Autres personnes (7)	41	46	69	48	52	54	37	34	44
Nombre de blessés graves (8)	**80**	**72**	**67**	**59**	**46**	**61**	**58**	**64** *r*	**27**
Agents en service (5) (6)	4	2	6	3	4	4	7	5	3
Voyageurs (6)	41	34	26	23	24	22	19	27 *r*	7
dont : Voyageurs par accident de train (6)	3	10	4	–	–	3	–	10 *r*	1
Autres personnes (7)	35	36	35	33	18	35	32	32	17
ACCIDENTS DE PASSAGE À NIVEAU (9)									
Nombre d'accidents (10)	**177**	**182**	**177**	**181**	**171**	**175**	**177**	**197**	**126**
Collision de véhicules ferroviaires et routiers sur passages à niveau :									
Gardés	2	3	3	6	6	1	2	4	–
Avec signalisation automatique	109	134	117	132	107	122	134	129	84
Non gardés (sans barrières ni signalisations)	43	28	35	26	35	37	26	40	26
Accidents de piétons	23	17	21	17	20	16	15	24	16
Nombre de tués (11)	**57**	**38**	**53**	**46**	**49**	**45**	**40**	**61**	**38**
Nombre de blessés graves (11)	**21**	**23**	**24**	**16**	**20**	**22**	**19**	**14**	**13**

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU Q.01-19 (suite et fin)

Accidents des autres transports

Sources : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion,
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion ;
Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer,
Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile

Unité : Nombre

	1995	*r* 1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE MER AYANT NÉCESSITÉ DES OPÉRATIONS	**5 851**	**6 325**	**7 026**	**7 162**	**8 070**	**8 534**	**8 860**	**...**	**...**
Naufrages, abordages, échouements, chavirements	705	725	814	838	749	936	950	...	...
Incendies, explosions, pannes, avaries diverses aux navires	1 972	2 252	2 567	2 576	2 617	2 723	2 829	...	...
Voies d'eau, accidents individuels à personnes embarquées et non embarquées, fausses alertes diverses	3 174	3 348	3 645	3 748	4 704	4 875	5 081	...	...
CONSÉQUENCES DES ÉVÈNEMENTS DE MER SUR LES PERSONNES :									
Assistées/sauvées	8 654	8 725	11 260	10 647	11 176	13 060	11 976	...	...
Retrouvées	355	282	328	518	321	485	306	...	...
Blessées	556	530	640	550	550	549	474	...	...
Disparues	72	116	113	82	75	94	114	...	...
Décédées	132	179	147	158	157	196	155	...	...
RÉPARTITION PAR GENRE DE NAVIGATION (suivant le nombre d'évènements de mer dans lesquels sont impliqués des navires) :									
Commerce	398	537	595	551	1 268	1 267	1 236	...	...
Pêche	665	822	791	762	932	866	849	...	...
Plaisance	2 714	2 862	3 193	3 337	3 310	3 699	3 928	...	...
ACCIDENTS D'AÉRONEFS (12)									
AVIATION COMMERCIALE (13)									
Nombre d'accidents corporels	2	9	3	6	2	4	3	2	2
Nombre de morts (14)	30	10	14	27	113 (17)	20 (18)	5 (19)	1	–
Nombre de blessés	–	85	8	83	21 (17)	11	2	7	2
AVIATION GÉNÉRALE (15)									
Nombre d'accidents corporels	108	116	84	78	81	104	99	103	65
Nombre de morts (14)	65	82	51	59	85	102	82 (20)	91	48
Nombre de blessés	95	106	84	58	61	60	88 (20)	72 (21)	51
TRAVAIL AÉRIEN (16)									
Nombre d'accidents corporels	7	10	9	6	11	8	8	6	7
Nombre de morts (14)	3	3	2	2	11	5	6	3	10
Nombre de blessés	15	7	8	4	8	6	3	3	2

(1) Accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement. Toutefois, ne sont pris en compte que ceux ayant entraîné une « conséquence grave » : morts, blessures graves, avaries importantes au matériel, à la voie et autres installations, perturbation importante dans la circulation des trains.
(2) Notamment : chute d'un train, heurt par un train... (non compris les suicides et tentatives de suicides).
(3) Par exemple : avaries en pleine voie de véhicule moteur, rupture de caténaire, etc.
(4) Personnes décédées le jour ou le lendemain de l'accident.
(5) Il s'agit d'une partie des accidents du travail survenus lors d'accidents entrant dans le cadre de la définition (1).
(6) Y compris les agents victimes de collisions aux passages à niveau.
(7) Y compris les ouvriers d'entreprises travaillant sur le réseau SNCF.
(8) Est considéré comme blessé grave toute personne dont la gravité des lésions corporelles a entraîné (ou aurait entraîné) une hospitalisation de plus de trois jours.
(9) Non compris dans la rubrique « accidents de chemin de fer ».
(10) Y compris les accidents de véhicules routiers sur un passage à niveau.
(11) Non compris les agents et voyageurs victimes de collisions aux passages à niveau.
(12) Accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils d'immatriculation ou d'exploitation française.
(13) Avions et hélicoptères (compagnies et sociétés).
(14) Décédés dans les 30 jours.
(15) Avions, hélicoptères et ULM (aéroclubs, écoles, sociétés, privés).
(16) Avions, hélicoptères et ULM (sociétés et privés : épandage agricole, photo cinéma, publicité aérienne, surveillance, hélitreuillage,...).
(17) Sont inclus les 4 morts et 5 blessés au sol parmi les tiers lors de l'accident du Concorde.
(18) Dont 1 mort au sol lors de l'accident du Twin Otter à Saint-Barthélemy le 24 mars 2001.
(19) Dont 1 mort au sol lors de l'accident d'un ATR 42 à Paris Orly le 17 septembre 2002.
(20) Dont 1 mort et 1 blessé au sol lors de l'accident d'un Jodel D 113 à Lyon Corbas le 24 mai 2002.
(21) Dont 1 blessé grave au sol lors de l'accident d'un Pier PA 28 sur l'aérodrome de Belle-Île (56) le 30 mai 2003 et 1 blessé grave au sol lors de l'accident d'un ULM de construction amateur sur la plate-forme ULM de Lavours (01) le 21 juin 2003.

Chapitre Q.02

Transports : Trafic voyageurs et marchandises

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Transport ferroviaire commercial de voyageurs.

2 Transport ferroviaire commercial de marchandises.

3 Transport ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandise.

4 Transport routier de marchandises par distance en charge.

5 Transport routier de marchandises par nature de marchandise.

6 Transport routier de voyageurs, hors RATP et autobus de province.

7 Transport effectué sur le réseau français - Bateaux fluviaux français et étrangers.

8 Transport par voie navigable selon la nature de la marchandise.

9 Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains.

10 Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie.

11 Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes métropolitains suivant les cinq principaux pavillons en 2003.

12 Trafic portuaire maritime en outre-mer.

13 Place des ports français dans le monde en 2004.

14 Trafic aérien commercial.

15 Trafic aérien domestique et international.

16 Trafic d'aérodromes.

17 Trafic commercial total de quelques aéroports principaux internationaux.

1

○ Présentation

TRANSPORTS FERROVIAIRES

Le fret ferroviaire continue de reculer en 2004 (- 2,7 %). Le transport international se stabilise, la baisse des exportations et du transit étant compensée par la hausse des importations.

Ce recul concerne pratiquement tous les produits transportés.

Après une baisse en 2003, du fait des mouvements sociaux, les transports ferrés de voyageurs augmentent en 2004 (+ 4,4 %).

Le transport par TGV, qui avait progressé depuis 1993, reprend en 2004 (+ 4,8 %) après une légère baisse en 2003.

TRANSPORTS ROUTIERS

Après un recul en 2003, le transport routier de marchandises sous pavillon français augmente en 2004 (+ 4,7 %), avec une hausse plus forte pour le compte d'autrui (+ 7,2 %) que pour le compte propre (+ 1,1 %).

Les quatre principaux groupes de produits qui représentent toujours 88 % du transport total augmentent de 4,8 % en 2004.

Le transport routier de voyageurs progresse nettement en 2004 (+ 4,4 %).

Les déplacements en voitures particulières représentent 94 % de l'ensemble des déplacements de voyageurs par route. Ils ont peu évolué en 2004 (- 0,2 %).

TRANSPORTS DE NAVIGATION INTÉRIEURE

Après une année de recul en 2003, le transport par voie navigable augmente en 2004 (+ 6,1 %), surtout dans le transport international. La hausse est de 19,5 % pour les importations et de 4,6 % pour les exportations.

Tous les groupes de produits augmentent en 2004 sauf les « produits pétroliers » (- 2,7 %).

TRANSPORTS MARITIMES

En 2004, le tonnage de marchandises traité par les ports métropolitains est de 363,4 millions de tonnes. La progression se poursuit, mais modérément, pour les marchandises débarquées (+ 1,6 %) comme pour les marchandises embarquées (+ 1,4 %).

Après une forte hausse en 2002, le nombre de passagers maritimes recule en 2003 et continue de baisser en 2004 (- 2,9 %).

La fréquentation du port de Calais, qui représente en 2004 près de la moitié du trafic total de passagers, continue de diminuer en 2004 (- 3,4 %). Le trafic a repris à Boulogne, mais il est en baisse pour l'ensemble des autres ports (- 4,1 %).

TRANSPORTS AÉRIENS

Après une faible reprise en 2003, le fret aérien augmente de 7,7 % en 2004.

Cette reprise est due essentiellement aux relations internationales (+ 8 %), mais les vols intérieurs progressent de 3,9 %, avec une forte hausse des relations Outre-mer/Paris (+ 12 %).

En 2004, le trafic international de fret représente 93 % du fret total.

Après une période de recul, la situation du transport aérien de voyageurs est plus favorable avec une augmentation de 6,5 % en 2004. Le transport international augmente fortement en 2004 (+ 9,5 %). Par contre, les relations domestiques continuent de baisser (- 1,1 %).

2

○ Méthodologie

TRANSPORTS FERROVIAIRES

Statistiques du trafic voyageurs SNCF

Depuis 1993, les statistiques du trafic voyageurs sont issues de deux sources :

– informations disponibles au moment de l'émission : décomptes détaillés des titres émis par période de circulation ;

– informations disponibles au jour de circulation, avec identification du train.

La première source sert de base aux statistiques des nombres de voyageurs et de voyageurs-km par catégorie tarifaire. La seconde source permet, notamment, la détermination de trafics particuliers (TGV par exemple).

TRANSPORTS ROUTIERS

Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises (compte d'autrui et compte propre)

Une enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises est effectuée chaque année par le Service économie, statistiques et prospective.

En 1996, l'enquête est profondément modifiée. La rénovation porte sur deux points : l'utilisation d'une méthode différente pour le redressement des non-réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes. L'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque ou semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion et tracteur routier).

L'enquête concerne donc le transport, pour compte d'autrui et pour compte propre, réalisé par les catégories suivantes de véhicules immatriculés en France : camions de 3 tonnes et plus de charge utile et de moins de 15 ans d'âge (avec ou sans remorque de tous âges) ; tracteurs routiers de moins de 15 ans (avec des semi-remorques de tous âges).

Ces modifications ont eu pour conséquence d'entraîner des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.

Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes (transports urbains et routiers de voyageurs)

L'enquête par sondage sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes est effectuée chaque année par le Service économie, statistiques et prospective. Elle porte sur l'utilisation des autocars de province et des autocars et autobus d'Île-de-France d'au moins 10 places assises, à l'exception des véhicules de la RATP.

TRANSPORTS MARITIMES

Trafic

Sont exclus du trafic les bateaux de pêche et leur cargaison (voir chapitre M.01) et la navigation de plaisance.

Ne sont retenus que les mouvements de navires de commerce, y compris les aéroglisseurs transportant des marchandises ou des passagers, et se rapportant à un trafic à la fois commercial et maritime.

Trafic passagers

Les séries publiées concernent le nombre de passagers débarqués ou embarqués dans les ports de France métropolitaine. Le trafic correspondant à la navigation côtière est exclu. Le trafic passagers est ventilé, depuis 1970, en trafic international (relations entre un port métropolitain et un port étranger) et cabotage national (relations entre ports métropolitains, principalement trafic entre la France continentale et la Corse).

TRANSPORTS AÉRIENS

Activité des principales compagnies de transport aérien

Les résultats d'exploitation des grandes compagnies : Air France et Air France Europe (ex Air inter) sont donnés par faisceau de lignes (la ligne étant définie comme une suite fixe et ordonnée d'escales reliées par un même vol et le faisceau comme un groupe de lignes appartenant à un même secteur géographique).
Le trafic ne concerne que les passagers payants.

Trafic des aérodromes

Les mouvements d'appareils comprennent les atterrissages et décollages sur chaque aérodrome.
Le trafic de passagers et marchandises concerne les transports payants et non payants.
Les passagers en transit direct, c'est-à-dire originaires d'une escale antérieure et à destination d'une escale ultérieure du même vol ne sont compris qu'une fois dans les statistiques.
Les passagers en transit de correspondance qui continuent leur voyage avec un autre appareil, sous un autre numéro de ligne, ne sont pas distingués des passagers locaux : ils sont donc comptés à l'arrivée et au départ de l'aérodrome.
Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure de transit direct.

3 ○ Définitions

TRANSPORTS FERROVIAIRES

Prestations des engins moteurs

Elles comprennent les parcours et les tonnes-kilomètres brutes remorquées.

Tonne-kilomètre

L'unité de mesure du transport correspond au déplacement d'un poids taxé d'une tonne de marchandises sur une distance de taxation d'un kilomètre. Pour un transport international, le calcul des tonnes-kilomètres a pour base la distance effectuée sur le territoire français.

Transport de marchandises

Il comprend :
– le transport par wagon complet à charge.
– les transports routiers : affrètements routiers assurés par la Sceta (Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires) jusqu'en septembre 1999.
– les « expéditions » : transport assuré par le Sernam (Service national des messageries) pour les envois de messageries, express..., et les journaux neufs jusqu'en janvier 2000.

Transport de voyageurs

Il comprend :
– le transport en Île-de-France relatif aux déplacements effectués avec des titres de transport propres à la zone du Syndicat des transports d'Île-de-France (depuis le décret du 11 avril 1975).
– le transport sur réseau principal, ne relevant pas de la tarification ci-dessus, composé du trafic des trains grandes lignes, des services ferroviaires et routiers régionaux.

Transport international

Est compté comme transport international, tout envoi à destination ou en provenance de l'étranger, soit par point-frontière terrestre (avec ou sans transbordement), soit par les ports maritimes et fluviaux. Les pays indiqués sont en principe ceux d'origine ou de destination des marchandises.

Voyageur-kilomètre

L'unité de mesure correspond au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre. Pour un parcours international, le calcul des voyageurs-kilomètres a pour base la distance effectuée sur le territoire français.

TRANSPORTS DE NAVIGATION INTÉRIEURE

Voies navigables

L'ensemble des fleuves, rivières, lacs, étangs et canaux accessibles en bateaux et convois, constitue le réseau des voies navigables françaises. La longueur des voies navigables fréquentées ou non est calculée en fin d'année.

TRANSPORTS MARITIMES

Tonnage

Le tonnage (ou jauge) brut total d'un navire de commerce de la navigation maritime représente le volume de la coque. Le tonnage brut s'obtient à partir de ce tonnage total par déduction du volume des espaces inutilisables.
Enfin, le tonnage net est égal au tonnage brut diminué de l'espace réservé aux machines et au logement de l'équipage. L'unité est le tonneau international égal à 100 pieds cubes anglais, soit 2,83 m^3.

TRANSPORTS AÉRIENS

Coefficient d'utilisation (trafic global)

Rapport du nombre de tonnes-kilomètres transportées au nombre de tonnes-kilomètres offertes (offre d'une tonne de chargement sur un kilomètre).

Coefficient d'utilisation (trafic passagers)

Rapport du nombre de passagers-kilomètres payants transportés au nombre de sièges-kilomètres offerts (offre d'une place sur un kilomètre).

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, Direction des affaires économiques et internationales (Service économie, statistiques et prospective).

Organismes :

La liste des organismes figure dans le chapitre Q.01 : Transports données générales.

Sites Internet :

- www.transports.equipement.gouv.fr
- www.alisse.insee.fr (Accès en Ligne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises).
- www.sncf.com
- www.statistique-publique.fr

Publications :

La liste des publications sur les transports figure dans le chapitre Q.01 : transports données générales.

TABLEAU Q.02-1

Transport ferroviaire commercial de voyageurs

Source : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion

Unités : Million de voyageurs
Milliard de voyageurs-kilomètres

	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	2004
Voyageurs transportés	**686**	**842**	**741**	**861**	**861**	**874**	**900**	**904**	**944**
Services régionaux Île-de-France (1) (2)	432	549	487	560	547	559	575	585	615
Réseau principal (1)	253	293	254	301	314	315	325	320	329
dont : Transport intérieur	237	276	238	275	284	285	296	293	305
Transport international	16	16	16	27	30	30	29	27	24
dont : TGV (3)	–	30	47	74	80	84	88	87	91
Autres trains de grandes lignes	126	263	207	227	234	232	238	233	238
TER fer et route (4) (5)	127	–	–	–	–	–	–	–	–
Voyageurs-kilomètres	**54,66**	**63,74**	**55,56**	**66,59**	**69,87**	**71,50**	**73,53**	**71,70**	**74,34**
Services régionaux Île-de-France (1) (2)	7,61	9,97	8,48	9,62	9,68	9,85	10,11	9,49	9,94
Réseau principal (1)	47,04	53,77	47,08	56,97	60,19	61,65	63,43	62,21	64,40
dont : Transport intérieur	40,57	47,34	41,46	48,12	50,59	51,95	53,98	53,75	56,63
Transport international	6,47	6,43	5,62	8,85	9,60	9,70	9,45	8,47	7,78
dont : TGV (3)	–	14,92	21,43	32,19	34,75	37,40	39,86	39,60	41,44
Autres trains de grandes lignes (6)	42,02	32,75	18,89	16,77	16,91	15,43	14,40	13,47	13,41
TER fer et route (4) (7)	5,02	6,10	6,76	8,01	8,53	8,81	9,17	9,14	9,56

(1) Jusqu'en 1990, les limites de la banlieue parisienne prises en compte sont celles définies par le décret du 11-4-1975. À partir de 1991, le périmètre retenu est celui de l'ensemble de l'Île-de-France.
(2) À partir du 1er janvier 1993, détermination de voyages et voyageurs-km de la « gamme orange » à partir d'une nouvelle grille forfaitaire. À partir du 1er janvier 2000, détermination des voyages et voyageurs-kilomètres par application des coefficients issus de l'enquête « carte orange » effectuée en 1998.
(3) Y compris Thalys, Eurostar et affrétés. Les voyageurs-kilomètres parcourus dans le tunnel sous la Manche, non pris en compte antérieurement, sont inclus pour moitié depuis 2000.
(4) Services routiers à tarification SNCF.
(5) À partir de 1990, les voyageurs des Transports Express Régionaux fer et route sont comptabilisés avec "autres trains de grandes lignes".
(6) Non compris Express d'intérêt régional à partir de 1993.
(7) Les Express d'Intérêt Régional, comptés auparavant dans les autres trains de grandes lignes, sont inclus à partir de 1993 dans les TER.

TABLEAU Q.02-2

Transport ferroviaire commercial de marchandises

Source : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion

Unités : Tonnes transportées : Million
Tonnes-kilomètres taxées : Milliard

	Tonnes transportées					(1) Tonnes-Kilomètres taxées				
	2000	2001	2002	2003	2004	2000	2001	2002	2003	2004
Trains entiers/transports conventionnels	82,9	72,5	74,7	103,5	100,7	25,41	22,82	22,90	35,47	34,45
Transports combinés	22,0	19,8	18,9	17,2	16,7	13,77	12,47	12,36	11,37	10,67
Autres transports par wagon (2)	36,8	34,0	34,0	...	...	16,18	15,11	14,78	...	...
Total wagons complets	**141,7**	**126,3**	**127,6**	**120,7**	**117,4**	**55,36**	**50,40**	**50,04**	**46,84**	**45,12**
dont : En wagons de particuliers	97,1	88,7	91,2	88,2	84,7	38,33	35,73	35,74	34,17	33,03
Affrètement routier (3)	–	...	...	...	...	–	...	...	...	...
Transport par expédition (4)	0,2	...	...	...	...	0,10	...	...	...	...
Total du transport (5)	**141,9**	**126,3**	**127,6**	**120,7**	**117,4**	**55,46**	**50,40**	**50,04**	**46,84**	**45,12**
dont : Transport international										
Exportations	25,2	22,6	21,8	20,8	20,2	10,22	9,51	9,03	8,50	7,40
Importations	24,6	21,8	22,3	20,7	21,8	8,27	7,49	7,94	7,25	8,15
Transit	14,3	12,6	11,9	10,7	10,1	9,34	8,21	7,86	7,14	6,46
Total international	**64,1**	**57,0**	**56,0**	**52,1**	**52,1**	**27,83**	**25,21**	**24,83**	**22,89**	**22,02**

(1) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.
(2) Les autres transports par wagon sont inclus dans les transports conventionnels à partir de 2003.
(3) Les affrètements routiers se sont arrêtés le 1er octobre 1999.
(4) L'activité du Sernam ayant été filialisée au 1er février 2000, seul le mois de janvier est pris en compte en 2000.
(5) Non compris le transport de marchandises en Corse (1,82 millier de tonnes en 2000, 1,11 en 2001, 0,64 en 2002, 0,80 en 2003 et 0,64 en 2004 ; 251,8 milliers de tonnes-kilomètres en 2000, 196,0 en 2001, 195,9 en 2002, 109,1 en 2003 et 89,1 en 2004, chiffres communiqués par les chemins de fer de la Corse).

TABLEAU Q.02-3

Transport ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandise (1)

Source : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion

Unités : Tonnages taxés : Million de tonnes
Tonnes-kilomètres : Milliard

Nature de marchandises	Tonnages taxés			(2) Tonnes-kilomètres		
	2000	2003	2004	2000	2003	2004
Produits agricoles et animaux vivants	16,17	12,56	10,70	6,33	4,86	4,34
Denrées alimentaires et fourrages	11,44	10,18	9,60	4,89	4,52	4,47
Combustibles minéraux solides	5,29	3,13	3,98	1,39	0,94	0,96
Produits pétroliers	8,73	7,07	6,73	3,46	2,77	2,68
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	9,97	8,76	8,90	2,79	2,34	2,40
Produits métallurgiques	24,85	20,79	20,92	8,02	6,81	6,63
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	22,64	22,58	21,88	5,62	5,09	4,93
Engrais	3,91	3,08	3,02	1,41	1,00	0,99
Produits chimiques	9,16	8,10	7,84	3,55	3,18	3,06
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	29,57	24,43	23,85	17,91	15,34	14,67
Total (3)	**141,73**	**120,68**	**117,41**	**55,37**	**46,85**	**45,12**

(1) Non compris les bagages et la poste.
(2) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.
(3) Non compris détail et colis ; non compris le tonnage et le tonnage kilomètrique forfaitaire des wagons de particuliers vides ; y compris le trafic routier (affrètements Sceta).

TABLEAU Q.02-4

Transport routier de marchandises par distance en charge

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective

Unités : Tonnes : Million
Tonnes-kilomètres : Milliard
Véhicules-kilomètres : Million

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Tonnes							
Compte propre et compte d'autrui :							
Moins de 50 kms	1 018	1 063	1 095	1 139	1 181	1 126	1 182
De 50 à 149,9 kms	378	398	392	407	416	412	430
150 kms ou plus	385	428	432	440	436	442	461
Total	**1 781**	**1 889**	**1 919**	**1 986**	**2 033**	**1 980**	**2 073**
Tonnes-kilomètres							
Compte propre et compte d'autrui :							
Moins de 50 kms	17,2	18,2	18,7	19,8	19,8	19,7	20,7
De 50 à 149,9 kms	28,7	30,0	29,9	31,2	31,8	31,4	32,7
150 kms ou plus	121,1	133,4	135,0	137,6	136,5	137,8	143,8
Total	**167,0**	**181,6**	**183,6**	**188,6**	**188,1**	**188,9**	**197,2**
Véhicules-kilomètres							
Total	**19 922**	**21 166**	**21 037**	**21 202**	**21 286**	**20 849**	**21 709**

TABLEAU Q.02-5

Transport routier de marchandises par nature de marchandise

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective

Unités : Millier de tonnes
Million de tonnes-kilomètres

	Tonnes			Tonnes-Kilomètres		
	2000	2003	2004	2000	2003	2004
Compte propre et compte d'autrui :						
Produits agricoles et animaux vivants	201 945	203 618	215 625	22 108,6	24 839,8	25 832,2
Denrées alimentaires et fourrages	216 393	211 740	211 595	31 151,4	30 888,3	31 007,1
Combustibles minéraux solides	6 661	4 971	6 648	593,4	496,3	632,8
Produits pétroliers	74 370	76 361	85 481	6 551,0	7 217,5	7 325,4
Minerais et déchets pour la métallurgie	32 456	39 313	41 591	2 206,6	2 645,4	2 798,3
Produits métallurgiques	29 428	24 416	23 360	5 692,7	4 574,7	4 622,2
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	848 145	899 274	941 101	30 045,2	32 126,5	33 404,4
Engrais	49 146	47 830	48 354	3 591,1	3 630,4	3 351,3
Produits chimiques	47 828	48 429	45 493	9 607,8	9 439,0	8 992,1
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	412 369	423 895	452 881	72 131,1	73 015,1	79 066,9
Total	**1 918 741**	**1 979 847**	**2 072 129**	**183 678,9**	**188 873,0**	**197 032,7**
***Dont* : Compte d'autrui :**						
Produits agricoles et animaux vivants	124 801	118 290	134 195	17 247,9	19 114,1	20 619,2
Denrées alimentaires et fourrages	134 501	134 614	141 387	25 435,1	24 869,9	25 892,5
Combustibles minéraux solides	5 529	4 428	5 296	535,5	463,8	576,9
Produits pétroliers	47 958	50 355	55 388	4 919,8	5 480,6	5 545,7
Minerais et déchets pour la métallurgie	14 049	16 071	16 234	1 524,1	1 776,0	1 944,1
Produits métallurgiques	23 823	18 283	17 358	5 161,4	4 116,0	4 108,0
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	427 925	441 659	471 612	21 674,8	22 520,8	23 753,0
Engrais	25 256	17 872	19 472	2 658,1	2 395,5	2 346,1
Produits chimiques	37 137	37 089	36 243	8 811,8	8 485,6	8 247,7
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	328 381	335 642	362 232	66 556,4	67 109,1	72 983,3
Total	**1 169 360**	**1 174 303**	**1 259 417**	**154 524,9**	**156 331,4**	**166 016,5**

TABLEAU Q.02-6

Transport routier de voyageurs, hors RATP et autobus de province

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective

Unités : Million de voyageurs-kilomètres (1)
Million de véhicules-kilomètres

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Transport en commun de personnes								
Transport régulier ordinaire :								
Voyageurs-kilomètres	11 243	14 572	13 879	15 548	14 833	14 987	15 946	16 966
Véhicules-kilomètres	443,4	534,5	519,4	553,0	530,3	525,2	533,2	552,0
Transport scolaire :								
Voyageurs-kilomètres	11 457	7 896	8 128	8 481	8 428	8 072	7 497	8 523
Véhicules-kilomètres	329,4	225,7	238,0	249,1	246,9	232,2	227,4	242,0
Transport de personnel :								
Voyageurs-kilomètres	3 003	2 890	2 316	2 371	2 468	2 085	1 850	1 726
Véhicules-kilomètres	118,6	99,9	88,4	88,1	93,6	81,4	70,5	65,0
Transport occasionnel :								
Voyageurs-kilomètres	18 815	18 643	18 693	18 358	17 230	18 374	18 648	18 668
Véhicules-kilomètres	497,6	497,0	494,7	485,5	463,1	478,9	491,5	490,9
Total en charge :								
Voyageurs-kilomètres	**44 518**	**44 001**	**43 016**	**44 758**	**42 959**	**43 518**	**43 941**	**45 883**
Véhicules-kilomètres	**1 389,0**	**1 357,1**	**1 340,5**	**1 375,7**	**1 333,9**	**1 317,7**	**1 322,6**	**1 349,9**
À vide :								
Véhicules-kilomètres	321,5	319,3	307,9	341,5	338,9	337,3	337,7	354,0
Total véhicules-kilomètres	**1 710,5**	**1 676,4**	**1 648,4**	**1 717,2**	**1 672,8**	**1 655,0**	**1 660,3**	**1 703,9**
Voitures particulières :								
Voyageurs-kilomètres	640 100	678 600	699 600	699 600	727 600	733 500	738 600	736 900
Véhicules-kilomètres	350 100	371 300	382 800	382 900	398 200	401 400	404 200	403 300

(1) Ces estimations correspondent au produit du nombre de voyageurs transportés par la longueur totale du trajet effectué par le véhicule qu'ils ont emprunté. On estime que, dans le transport occasionnel, un voyageur effectue la totalité du trajet tandis que, dans le transport régulier, un trajet moyen correspond à 75 % du trajet complet.

TABLEAU Q.02-7

Transport effectué sur le réseau français - Bateaux fluviaux français et étrangers (1)

Source : Voies navigables de France

Unités : Million de tonnes
Milliard de tonnes-kilomètres

	Tonnage				Tonnes-Kilomètres			
	2000	2002	2003	2004	2000	2002	2003	2004
Transport national :								
Transport pour compte d'autrui	21,83	21,34	22,01	22,26	3,60	3,40	3,49	3,58
Transport pour compte propre	4,87	5,19	5,22	5,24	0,54	0,50	0,53	0,58
Total national	**26,70**	**26,53**	**27,23**	**27,50**	**4,14**	**3,90**	**4,02**	**4,16**
dont : Part du pavillon français (%)	92,13	91,52	90,36	89,89	95,12	94,10	93,78	91,59
Transport international :								
Importations	12,69	13,22	12,05	14,40	1,36	1,40	1,34	1,53
Exportations	19,28	17,04	15,38	16,09	1,76	1,64	1,53	1,63
Total international	**31,97**	**30,26**	**27,43**	**30,49**	**3,12**	**3,04**	**2,87**	**3,16**
dont : Part du pavillon français (%)	9,39	9,09	10,79	10,76	22,44	20,06	22,29	21,52
Total général	**58,67**	**56,79**	**54,66**	**57,99**	**7,26**	**6,94**	**6,89**	**7,32**

(1) Bateaux de mer exclus.

TABLEAU Q.02-8

Transport par voie navigable selon la nature de la marchandise

Source : Voies navigables de France

Unités : Millier de tonnes
Million de tonnes-kilomètres

Type de marchandises	Tonnage transporté			Tonnes-kilomètres		
	2000	2003	2004	2000	2003	2004
Produits agricoles	9 023	7 877	7 923	1 540	1 377	1 339
Denrées alimentaires et fourrages	3 120	2 695	2 952	487	414	427
Combustibles minéraux solides	5 497	4 924	6 170	773	616	727
Produits pétroliers	6 130	6 121	5 956	708	644	596
Minerais et déchets pour la métallurgie	2 432	2 427	2 605	203	210	240
Produits métallurgiques	2 617	1 868	2 131	408	323	364
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	24 999	23 210	23 726	2 376	2 309	2 451
Engrais	975	990	1 160	159	177	200
Produits chimiques	2 246	2 204	2 496	390	408	484
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	1 632	2 345	2 875	217	412	488
Total	**58 671**	**54 661**	**57 994**	**7 261**	**6 890**	**7 316**

TABLEAU Q.02-9

Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Navires de commerce entrés						
Nombre	71 964	78 414	78 378	80 379	81 422	79 188
Jauge nette (millier de tonneaux)	1 921 826	2 120 282	2 252 518	2 406 149	2 538 921	2 552 000
Marchandises [non compris pêche et avitaillement] (millier de tonnes)						
Produits pétroliers débarqués	124 355	137 710	137 421	135 078	137 004	136 601
Autres marchandises débarquées	91 078	107 690	102 487	107 224	110 702	115 194
Total marchandises débarquées	**215 433**	**245 400**	**239 908**	**242 302**	**247 706**	**251 795**
Produits pétroliers embarqués	14 690	21 032	21 072	19 056	21 111	23 236
Autres marchandises embarquées	66 560	79 965	80 567	83 852	88 952	88 347
Total marchandises embarquées	**81 250**	**100 997**	**101 639**	**102 908**	**110 063**	**111 583**
Passagers embarqués et débarqués [services côtiers non compris] (millier)						
Calais	17 056	15 066	14 370	14 991	13 729	13 259
Boulogne	742	440	6	—	—	246
Autres ports	12 341	12 205	13 411	14 456	14 892	14 283
Total	**30 139**	**27 711**	**27 787**	**29 447**	**28 621**	**27 788**

TABLEAU Q.02-10
Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie (1)

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

Unité : Millier de tonnes

Catégorie de marchandises	(2) (3) Marchandises débarquées				(2) (3) Marchandises embarquées			
	1995	2000	2002	2003	1995	2000	2002	2003
Produits agricoles et animaux vivants	4 556	4 168	4 006	3 524	15 871	18 919	15 366	17 352
Denrées alimentaires et fourrages	8 380	8 344	9 020	8 980	6 867	8 313	8 289	7 607
Combustibles minéraux solides	11 221	18 840	16 125	15 996	235	919	1 377	2 175
Produits pétroliers	124 355	137 711	135 078	137 841	14 690	21 033	19 056	21 342
Minerais et déchets pour la métallurgie	21 564	24 836	22 695	22 893	539	1 060	937	1 187
Produits métallurgiques	1 708	1 830	1 654	1 628	4 068	4 320	5 000	4 836
Minerais bruts ou manufacturés et matériaux de construction	6 758	8 520	10 230	9 219	4 948	4 751	5 042	5 011
Engrais	6 610	5 785	4 862	4 826	401	446	296	329
Produits chimiques	6 029	6 661	6 503	6 629	6 174	7 311	7 041	7 040
Autres (4)	24 253	28 707	32 129	33 514	27 458	33 928	40 503	41 725
Total des marchandises	**215 434**	**245 402**	**242 302**	**245 050**	**81 251**	**101 000**	**102 907**	**108 604**

(1) Trafic international et cabotage national. Les données 2004 ne sont pas disponibles.
(2) Non compris les marchandises des aéroglisseurs et hydrofoils.
(3) Pêche non comprise.
(4) Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales.

TABLEAU Q.02-11
Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes métropolitains suivant les cinq principaux pavillons en 2003 (1)

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

Unités : Marchandises : Millier de tonnes
Passagers : Nombre
Navires : Nombre

Pavillons	Navires entrés	Passagers débarqués	Passagers embarqués	Marchandises débarquées	Marchandises embarquées
Allemagne	961	...	...	3 605,2	2 080,0
Bahamas (îles)	5 865	1 210 063	1 188 071	16 244,4	3 694,1
France	**19 240**	**4 133 557**	**4 160 477**	**20 514,1**	**17 191,4**
Panama	2 262	100 015	102 407	23 145,1	8 422,5
Royaume-Uni	18 301	4 830 525	4 775 307	25 232,0	21 966,1
Autres pavillons	34 122	4 027 765	4 080 137	156 307,4	55 250,8
Total	**80 751**	**14 301 925**	**14 306 399**	**245 048,2**	**108 604,9**

(1) Avitaillement non compris. Données 2004 non disponibles.

TABLEAU Q.02-12
Trafic portuaire maritime en outre-mer

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

Unités : Marchandises : Millier de tonnes
Voyageurs : Millier
Navires : Nombre

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Navires entrés	**6 897**	**10 198**	**12 601**	**7 933**	**6 855**	**6 447**	**5 887**	**6 135**
dont : Guadeloupe	2 958	5 801	7 205	2 689	2 281	2 247	2 339	2 206
Martinique	2 337	2 164	2 430	2 339	2 077	2 216	2 302	2 232
Guyane	255	240	396	403	362	395	...	187
Réunion	585	885	843	754	756	762	748	724
Voyageurs débarqués	**922**	**1 230**	**1 176**	**1 124**	**1 012**	**921**	**998**	**816**
dont : Guadeloupe	343	642	652	649	638	520	525	472
Martinique	544	532	466	429	341	342	425	301
Voyageurs embarqués	**901**	**1 240**	**1 184**	**1 139**	**1 015**	**887**	**1 003**	**826**
dont : Guadeloupe	316	638	644	650	637	505	517	465
Martinique	547	532	465	427	345	340	421	302
Marchandises débarquées	**7 153**	**7 603**	**8 138**	**8 310**	**8 391**	**8 222**	**8 247**	**8 618**
dont : Guadeloupe	2 285	2 518	2 747	2 618	2 575	2 459	2 489	2 300
Martinique	1 852	1 869	1 934	1 992	1 933	1 943	1 931	2 071
Guyane	447	434	501	622	600	591	454	486
Réunion	2 291	2 418	2 656	2 784	2 891	2 778	2 940	3 305
Marchandises embarquées	**1 766**	**1 702**	**1 765**	**1 950**	**1 839**	**1 852**	**1 871**	**2 024**
dont : Guadeloupe	349	325	428	469	441	416	382	442
Martinique	892	793	819	853	803	848	831	854
Guyane	73	72	65	45	38	35	28	21
Réunion	425	457	403	482	473	417	494	586

TABLEAU Q.02-13

Place des ports français dans le monde en 2004 (1)

Source : Journal de la marine marchande

Unité : Million de tonnes

Principaux ports	Entrées	Sorties	Total du trafic marchandises
Singapour (Malaisie)	...	...	393,4
Shanghai (Chine)	...	...	379,0
Rotterdam (Pays-Bas)	271,0	81,3	352,3
Ningbo (Chine)	...	...	225,9
Hong Kong (Chine)	...	...	220,9
Busan (Corée du Sud)	...	...	219,8
Guangzhou (Chine)	...	...	215,2
Qingdao (Chine)	...	...	215,2
Tianjin (Chine)	...	...	206,2
Panama Canal (Panama)	...	...	200,2
Nagoya (Japon)	...	...	182,3
Chiba (Japon)	...	...	169,3
Gwangyang (Corée du Sud)	...	...	165,0
Los Angeles (États-Unis)	...	...	162,1
Houston (États-Unis)	...	...	160,3
Ulsan (Corée du Sud)	...	...	156,0
Kaohsiung (Taïwan)	...	...	152,5
Anvers (Belgique)	83,1	69,2	152,3
Qinhuangdao (Chine)	...	...	150,3
Dalian (Chine)	...	...	145,2
Shenzhen (Chine)	...	...	135,2
Yokohama (Japon)	...	...	127,0
Hambourg (Allemagne)	67,6	46,8	114,4
Incheon (Corée du Sud)	...	...	112,0
Klang (Malaisie)	...	...	99,9
Keelung (Taïwan)	...	...	97,8
Corpus Christi (États-Unis)	...	...	95,4
Marseille (France)	**73,7**	**20,4**	**94,1**
Dampier (Australie)	0,2	88,2	88,4
Richard's Bay (Afrique du Sud)	6,0	79,6	85,6
Newcastle (Australie)	2,8	80,1	82,9
New-York (États-Unis)	68,9	10,1	79,0
Dubaï (Émirats Arabes Unis)	...	...	77,4
Le Havre (France)	**56,8**	**19,4**	**76,2**
Vancouver (Canada)	8,8	64,8	73,6
Zhongshan (Chine)	...	...	73,6
Amsterdam (Pays-Bas)	56,0	17,2	73,2

(1) L'enquête annuelle du Journal de la Marine Marchande a subi quelques modifications, ainsi la distinction des produits pétroliers n'est plus disponible. Autre conséquence, le nombre de ports répondants a augmenté, d'où l'apparition en 2003 de nouveaux ports, plus particulièrement en Asie du Sud-Est. Il y a donc une rupture de série par rapport aux années précédentes.

TABLEAU Q.02-14

Trafic aérien commercial

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de l'aviation civile

Unités : Million de passagers-kilomètres
Millier de passagers
Million de tonnes-kilomètres

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	(6) 2004
Trafic commercial d'Air France (après intégration d'Air France Europe) (1) :							
Passagers payants	33 761	37 401	39 324	39 603	37 740	38 247	45 846
Passagers-km transportés (PKT) (2)	76 308	85 457	93 345	95 162	97 134	98 773	108 132
Sièges-km offerts (SKO) (3)	101 107	112 401	119 504	123 297	126 568	129 547	140 939
Coefficient de chargement global (%)	76	76	78	77	77	76	77
Tonnes-km offertes (TKO)	16 622	17 769	18 518	18 678	20 987	20 146	21 497
dont : (TKO) fret et poste	7 522	7 653	7 763	7 582	8 339	8 487	8 811
Tonnes-km transportées (TKT) (4)	11 558	12 745	13 554	13 486	12 850	14 322	15 342
dont : (TKT) fret et poste	4 677	5 036	5 145	4 921	5 101	5 432	5 610
Coefficient de chargement global (%)	70	72	73	72	61	71	71
Coefficient de chargement fret et poste (%)	62	66	66	65	65	64	64
Trafic commercial des autres transporteurs aériens (5) :							
Passagers payants	18 429	19 983	20 669	17 757	18 191	15 860	15 607
Passagers-km transportés (PKT) (2)	32 371	34 298	36 757	31 939	32 656	31 284	34 622
Tonnes-km de fret et poste (TKT) (4)	316	319	305	247	178	217	285

(1) 1er avril de l'année citée au 31 mars de l'année suivante.
(2) PKT : passagers-kilomètres transportés. L'unité de compte est le transport d'un passager sur un kilomètre.
(3) SKO : sièges-kilomètres offerts. L'unité de compte est l'offre d'un siège sur un kilomètre.
(4) TKT : tonnes-kilomètres transportées. L'unité de compte est le transport d'une tonne de chargement sur un kilomètre. Dans ce décompte le passager est taxé d'un poids forfaitaire de 90 kg.
(5) Pour les compagnies basées sur les aéroports de Paris autres que Charles-de-Gaulle (CDG) et Orly, les résultats sont partiels car aucune statistique n'est disponible en raison du caractère non commercial de ces plates-formes. Du fait de la politique d'affrètement inter-compagnies et du système de collecte statistique, le trafic de certaines compagnies peut être mal affecté par attribution au « tracteur » et non pas à « l'affrèteur ».
(6) Y compris franchises pour le trafic commercial d'Air France.

TABLEAU Q.02-15

Trafic aérien domestique et international

Trafic deux sens

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de l'aviation civile

Unités : Millier de passagers
Tonne de fret

	1995		2000		2003		2004	
	Passagers	Fret	Passagers	(2) Fret	Passagers	(2) Fret	Passagers	(2) Fret
Relations domestiques (1) :								
Métropole/Radiales								
Nice-Paris	2 808	10 342	3 396	2 685	3 010	1 396	3 078	1 158
Toulouse-Paris	2 471	19 084	2 977	14 010	2 854	5 800	2 935	5 434
Marseille-Paris	2 455	22 320	2 977	6 031	2 025	4 714	2 049	4 974
Bordeaux-Paris	1 412	5 566	1 614	1 236	1 392	1 022	1 415	891
Strasbourg-Paris	1 072	4 256	1 183	595	1 031	612	1 030	428
Autres radiales	7 874	20 085	9 018	14 947	7 201	13 631	6 980	11 800
Total radiales	**18 092**	**81 653**	**21 165**	**39 504**	**17 513**	**27 175**	**17 487**	**24 685**
dont : Exploitants français	17 991	80 431	21 161	33 080	16 695	17 687	16 260	16 341
Métropole/Transversales								
Bastia-Marseille	247	931	257	1 493	237	2 080	251	4 705
Ajaccio-Marseille	228	2 061	255	3 405	251	3 528	253	3 990
Bordeaux-Lyon	195	352	248	541	243	10	258	6
Lyon-Toulouse	///	///	247	1 720	222	2 405	235	1 909
Lyon-Nice	203	350	229	903	165	1 048	159	981
Lyon-Nantes	181	390	212	93	227	44	241	21
Lyon-Lille	191	296	154	210	118	5	113	3
Autres transversales	2 629	5 560	4 226	13 033	4 056	18 471	3 504	16 931
Total transversales	**3 874**	**9 940**	**5 828**	**21 398**	**5 519**	**27 591**	**5 014**	**28 546**
dont : Exploitants français	3 856	9 751	5 699	15 016	5 464	16 349	4 975	19 456
Outre-Mer/Paris								
Pointe-à-Pitre-Paris	921	11 703	1 163	10 325	1 021	12 082	1 030	13 124
Fort-de-France-Paris	847	9 181	1 063	10 466	890	10 200	967	10 904
Saint-Denis-Paris	503	13 993	812	16 237	840	13 361	890	16 054
Autres relations	339	4 765	496	7 232	358	5 065	352	5 495
Total Outre-Mer-Paris	**2 610**	**39 642**	**3 534**	**44 260**	**3 109**	**40 708**	**3 239**	**45 577**
dont : Exploitants français	2 608	39 642	3 532	44 227	3 096	40 611	3 231	45 566
Total Outre-Mer-Province	**256**	**1 585**	**219**	**1 561**	**84**	**581**	**103**	**722**
dont : Exploitants français	256	1 585	217	1 336	82	566	100	657
Total Outre-Mer-Intérieur	**1 411**	**6 905**	**2 062**	**8 795**	**2 045**	**7 028**	**2 113**	**7 630**
dont : Exploitants français	1 410	6 905	2 062	8 792	2 043	7 022	2 110	7 572
TOTAL Relations domestiques	**26 243**	**139 725**	**32 808**	**115 518**	**28 270**	**103 083**	**27 956**	**107 160**
dont : exploitants français	26 121	138 314	32 671	102 451	27 380	82 235	26 676	89 592
Relations France-Europe (1)	28 904	226 312	41 718	240 881	44 096	255 425	47 583	268 787
Relations France-Afrique	6 661	158 140	10 723	141 374	11 348	151 232	12 611	171 168
Relations France-Amérique	6 835	394 758	10 560	451 305	9 706	411 322	10 445	456 977
Relations France-Asie	3 692	264 516	5 516	406 229	5 709	410 741	6 876	430 861
Relations France-Océanie	256	5 941	366	8 062	327	5 792	403	5 740
France - Total pays étrangers	**46 348**	**1 049 667**	**68 883**	**1 247 851**	**71 186**	**1 234 512**	**77 918**	**1 333 533**

(1) Les flux incluent l'intégralité du trafic Bâle-Mulhouse avec la France.
(2) Résultat incomplet à Paris du fait de la non déclaration du trafic fret par certaines compagnies.

TABLEAU Q.02-16

Trafic d'aérodromes

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unités : Nombre de mouvements
Millier de passagers et Tonne de fret

	1995	(4) 2000	2001	2002	2003	2004
Trafic local (arrivées + départs) des mouvements d'appareils commerciaux						
Par nationalité de l'exploitant :						
Française	866 221	1 239 430	1 175 901	1 112 905	1 032 814	973 371
dont : Air France, UTA et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	430 101	709 629	823 761	796 339	780 182	796 738
Étrangère	415 151	602 081	610 873	605 306	617 709	655 221
Par nature du vol :						
Vol régulier	1 156 274	1 661 853	1 617 957	1 556 282	1 496 472	1 425 635
Vol non régulier	125 098	179 658	168 817	161 929	154 051	202 957
Total des mouvements commerciaux (trafic local)	**1 281 372**	**1 841 511**	**1 786 774**	**1 718 211**	**1 650 523**	**1 628 592**
Trafic de passagers (arrivées + départs)						
Trafic local						
Exploitants français	64 405	84 745	79 895	78 356	74 049	74 283
dont : Air France, UTA et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	47 840	61 839	64 491	62 896	63 417	65 627
Vols réguliers	59 406	80 083	75 293	73 904	70 394	70 379
Vols non réguliers	4 999	4 662	4 602	4 452	3 655	3 904
Exploitants étrangers	27 113	39 980	40 723	42 224	44 622	50 145
Vols réguliers	23 285	34 214	34 496	36 410	38 962	43 194
Vols non réguliers	3 828	5 766	6 227	5 814	5 660	6 951
Total	**91 518**	**124 726**	**120 618**	**120 579**	**118 671**	**124 428**
Arrivées	45 646	62 399	60 351	60 333	59 301	62 188
Départs	45 872	62 327	60 267	60 246	59 370	62 240
Trafic de transit direct (2)	1 439	745	481	462	532	631
Total du trafic	**92 956**	**125 471**	**121 099**	**121 041**	**119 203**	**125 059**
Trafic local (arrivées + départs) de fret (véhicules compris) et de poste (3) (5)						
Par nationalité de l'exploitant :						
Française	802 622	755 554	741 999	733 756	745 765	823 498
dont : Air France, UTA et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	698 340	619 468	590 710	608 648	629 458	695 629
Étrangère	459 458	662 302	682 520	661 041	648 124	673 767
Par nature du vol :						
Vol régulier	1 227 512	1 317 450	1 302 712	1 318 693	1 328 673	1 315 508
Vol non régulier	34 568	100 406	121 807	76 104	65 215	181 757
Total	**1 262 080**	**1 417 856**	**1 424 519**	**1 394 797**	**1 393 888**	**1 497 265**
Poste (tonne)	237 693	210 062	239 549	228 766	187 032	157 400

(1) Fusion d'Air France et UTA au 31.12.92 avec effet rétroactif au 01.10.92. Air Inter est devenu Air France Europe au 1er janvier 1996 et Air France Europe a fusionné avec Air France en septembre 1997.
(2) Les passagers en transit direct sont les passagers qui arrivent à un aérodrome par un vol donné et qui en repartent par le même vol. Ils ne sont comptés, qu'une seule fois, dans les statistiques du présent chapitre.
(3) Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(4) Air France, y compris les compagnies franchisées.
(5) À partir de 2002, les faiblesses de la collecte des statistiques du fret aérien et de la poste à Paris minorent les résultats réels du trafic pour la France.

TABLEAU Q.02-17

Trafic commercial total de quelques aéroports principaux internationaux

Unités : Mouvements d'appareils : Millier
Passagers : Millier
Fret : Millier de tonnes

Source : Aéroports magazine

Aéroports	Mouvements d'appareils commerciaux				Passagers				Fret			
	1995	2000	2003	2004	1995	2000	2003	2004	1995	2000	2003	2004
Londres	695,3	944,7	936,6	980,4	80 922,2	110 572,9	113 693,2	121 381,6	1 473,8	1 909,7	1 736,6	1 769,6
New York	1 059,5	1 179,2	1 061,0	1 161,2	77 598,4	92 596,0	83 647,2	96 734,9	2 571,7	3 038,6	2 529,6	2 539,4
Chicago	1 157,5	1 244,9	1 256,5	1 331,9	77 176,8	87 844,6	88 153,0	94 941,9	1 261,7	1 442,2	1 627,6	1 382,6
Tokyo	321,6	390,9	457,7	465,2	70 032,8	83 792,1	89 665,3	93 348,7	2 318,1	2 702,4	2 869,7	2 973,6
Atlanta	754,1	913,2	910,4	964,9	57 734,8	80 162,4	79 086,8	83 606,6	771,4	811,4	798,5	768,7
Paris	558,1	761,2	721,8	748,2	55 009,2	73 642,7	70 677,5	75 313,6	1 220,3	1 731,1	1 829,4	1 740,2
Los Angeles	833,3	938,6	1 234,8	807,7	60 314,3	74 364,2	61 517,0	67 625,9	1 950,7	2 760,8	2 335,3	2 369,2
Dallas	1 075,9	1 094,3	1 014,3	1 054,3	61 196,3	67 764,7	58 842,5	65 335,5	777,7	805,0	789,5	608,3
Francfort	378,4	458,7	458,9	477,5	38 179,5	49 360,6	48 351,7	51 098,3	1 461,3	1 710,1	1 650,6	1 723,8
Houston	717,8	778,8	790,1	760,4	33 015,0	44 428,6	42 035,0	44 796,7	344,1	435,5	335,8	355,6
Amsterdam	290,7	432,5	408,3	418,6	25 355,0	39 606,9	39 960,4	42 541,2	1 013,2	1 267,4	1 353,8	1 421,0
Denver	446,7	509,1	510,3	560,1	31 036,6	38 751,7	37 505,1	42 275,9	376,4	471,5	412,2	281,6
Las Vegas	258,5	802,4	779,7	544,7	28 027,2	37 835,0	36 777,5	41 487,8	50,6	102,0	82,9	74,9
Phoenix	430,0	579,8	538,1	543,8	27 856,2	36 010,1	37 412,2	39 504,3	261,7	339,4	289,0	271,2
Séoul	197,0	242,3	256,5	268,0	30 919,5	36 727,1	36 670,5	39 078,6	1 216,0	1 874,2	2 086,6	2 350,8
Washington	530,1	741,3	584,1	738,2	27 698,5	35 695,9	30 982,6	38 589,1	343,7	421,6	291,1	295,9
Minneapolis	465,5	523,1	510,4	539,1	26 782,9	36 751,6	33 201,9	36 713,2	365,2	369,9	317,2	288,9
San Francisco	396,1	429,2	334,5	353,2	36 262,7	41 041,0	29 313,3	32 156,8	696,2	869,8	573,5	489,8

Chapitre R.01

Information, Communication et Édition

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Chiffres clés par type de presse.
2 Presse éditeur par type de presse et périodicité en 2004.
3 Presse quotidienne : diffusion et chiffre d'affaires en 2004.
4 Maisons d'édition suivant la production en titres.
5 Production de livres par catégorie et chiffres d'affaires de la vente de livres.
6 Ventes de phonogrammes.
7 Ventes de vidéos par les éditeurs.
8 Téléviseurs recensés et redevances perçues.
9 Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (projets de lois de finances).
10 Production audiovisuelle aidée.
11 Dépenses publicitaires des annonceurs dans les grands médias.
12 Types de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair.
13 Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision.
14 Apport des diffuseurs dans les programmes aidés par le CNC.
15 Activités cinématographiques.
16 Panorama mondial du cinéma en 2004.
17 Marché des communications électroniques.
18 Téléphone mobile et Internet dans le monde en 2005.

1

○ Présentation

En 2005, le chiffre d'affaires « presse » des éditeurs s'élève à 10,59 milliards d'euros soit une progression de seulement 0,2 % par rapport à 2004 mais toujours en deçà du pic atteint en l'an 2000 (10,64 milliards). Après une légère progression de 0,7 % entre 2003 et 2004, les ventes de produits de presse se sont contractées (- 0,7 %). La croissance des recettes publicitaires des titres ralentit également en 2005 : après un bond de 4,0 % en 2004, elles ne progressent que de 1,4 %. La conjonction de ces deux phénomènes explique donc cette stagnation du chiffre d'affaires total. Le rapport des sources de revenus des titres de presse reste à 57 % pour les recettes de ventes et 43 % pour les recettes publicitaires.

Cette croissance de 0,2 % ne tient pas compte de l'augmentation générale de 1,9 % des prix. En termes réels, le volume du chiffre d'affaires de la presse écrite est en baisse de 1,7 % en 2005. Cette diminution se décompose en une baisse de 2,6 % des recettes de ventes et en une baisse de 0,6 % des recettes publicitaires.

Pour autant tous les secteurs de la presse ne sont pas touchés avec la même ampleur. De fait, chaque grande famille de la presse payante connaît une baisse de son chiffre d'affaires en termes réels (de - 0,4 % pour la presse locale, la plus épargnée, à - 3,9 % pour la presse nationale d'information, la plus touchée). Dans le même temps, la presse gratuite (presse gratuite d'annonces et presse gratuite d'information) voit son chiffre d'affaires en termes réels progresser de 5,0 %.

De 2004 à 2005, les recettes publicitaires de la presse écrite sont passées de 4,51 milliards d'euros à 4,57 milliards, soit une augmentation de 60 millions d'euros. Dans le même temps les recettes publicitaires de la presse gratuite progressent de 0,82 milliard d'euros à 0,88 milliard. Tout le surplus de la manne publicitaire du secteur est donc allé à la presse gratuite. Ainsi, la contraction des ventes de produits de presse conjuguée à l'orientation des recettes publicitaires vers les supports gratuits se traduit par une contraction de 0,4 % du chiffre d'affaires de la presse payante et par un bond de 7,1 % de celui de la presse gratuite.

En 2005, le cycle baissier de la presse payante à l'œuvre depuis l'an 2000 se poursuit. La presse locale d'information est la moins affectée. Si l'environnement économique est resté globalement le même qu'en 2004, la situation de la presse payante s'est nettement dégradée avec un recul de 2,3 % de son chiffre d'affaires en volume.

À la différence des années antérieures, l'essor des recettes d'abonnement n'a pas pu compenser la dégradation des ventes au numéro. Le produit presse étant plus souvent délaissé, les éditeurs de presse continuent à diversifier leurs activités comme en témoigne la nouvelle progression de leur chiffre d'affaires hors presse (+ 7,7 % en valeur). Cette nouvelle tendance est encore plus marquée chez les éditeurs de presse nationale d'information générale et politique.

Après un léger fléchissement en 2004, la production de livres atteint près de 68 400 titres dont 51 % de nouveautés en 2005 pour 514 000 exemplaires (non compris les encyclopédies en fascicules). Les livres au format de poche représentent 23 % des titres et 32 % des exemplaires produits par les éditeurs et 16 % du chiffre d 'affaires de leurs ventes de livres. Ces données concernent 277 maisons d'édition représentant 441 marques de commercialisation.

Le chiffre d'affaires des éditeurs de disques comme celui des éditeurs de vidéo baisse en 2005. Cette baisse est beaucoup plus marquée pour les éditeurs vidéo (- 12 %). Ce sont les DVD et les disques compacts qui sont devenus les supports quasi uniques de commercialisation de la vidéo et de la musique. Pour le disque, le chiffre d'affaires se répartit en 5,9 % pour le classique, 61,4 % pour la variété nationale et 32,7 % pour la variété internationale.

Le paysage audiovisuel français comprend maintenant, outre les huit chaînes généralistes du réseau hertzien, près de deux cents chaînes thématiques ou locales et des services offerts par les opérateurs de bouquets du câble ou du satellite.

Les chaînes généralistes en 2002, 2003, 2004 et 2005 concentrent respectivement 90,5 %, 89,1 %, 88,8 % et 87,9 % de l'audience. Elles restent donc encore très majoritaires malgré la progression régulière des chaînes thématiques et locales.

Le cinéma enregistre une baisse de 10,9 % du nombre de ses entrées en 2005 par rapport à 2004. 550 nouveaux films dont 236 français sont mis sur le marché au cours de l'année.

Le parc des salles reste stable par rapport à 2004 avec 19 écrans supplémentaires résultant de la fermeture de 142 salles et de l'ouverture ou réouverture de 161 salles. 69 % des nouveaux écrans ouverts l'ont été au sein de multiplexes. Les 140 multiplexes actifs regroupent 29,7 % des 5 366 salles et 50,6 % des entrées sont assurées par ces établissements.

240 films de long métrage dont 126 intégralement français obtiennent l'agrément au cours de l'année 2005 ; ainsi, le seuil de 200 films agréés est atteint pour la cinquième année consécutive.

2

○ Méthodologie

Audiovisuel

Les informations concernant l'audience sont établies par la société Médiamétrie selon des méthodologies différentes :

– pour la radio, elles résultent d'interviews dans le cadre de quatre enquêtes annuelles, auprès de personnes âgées de 13 ans ou plus à partir de 2003. Depuis 1999, les interviewés sont interrogés sur leur comportement des dernières 24 heures et non plus sur celui de la veille ; les audiences ne sont plus directement comparables avec celles des années précédentes.

– pour la télévision, elles sont fournies quotidiennement à l'aide d'un système audimétrique donnant une mesure quantitative de l'écoute des individus constituant un panel de 3 150 foyers, soit plus de 8 000 personnes âgées de quatre ans ou plus.

Cinéma

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Communication : le Centre national de la cinématographie (CNC), créé en 1946.

Ce centre joue un rôle primordial dans le domaine de la réglementation puisqu'il est chargé d'étudier et de rédiger les textes juridiques relatifs à ce secteur. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions : producteurs, distributeurs, exploitants ; les cartes d'identité professionnelles obligatoires pour certains techniciens de la production cinématographique et l'agrément pour les films ; il réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition de la recette entre les ayants droit.

Presse écrite

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par la Direction du développement des médias auprès de la presse périodique éditée en France (métropole, Dom, collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie).

Cette enquête permet de déterminer le tirage, la répartition de la diffusion, le chiffre d'affaires et la consommation de papier de chaque famille de presse. Le champ de l'enquête est celui de la « presse éditeur ». Il s'agit d'un sous-champ des titres agréés par la Commission Paritaire de la Presse et Agences de Presse (CPPAP) auquel on adjoint les titres de la presse gratuite d'annonces et ceux de la presse gratuite d'information édités en France. Les titres non couverts par l'enquête sont notamment ceux de la presse associative, de la presse mutualiste, les publications d'entreprise, les publications des Administrations publiques, les revues savantes, les lettres d'information, les titres de la presse étrangère. Ces publications sont classées suivant six catégories : « presse nationale d'information générale et politique », « presse locale d'information générale et politique », « presse spécialisée grand public » (« presse magazine »), « presse

spécialisée technique et professionnelle », « presse gratuite d'annonces », « presse gratuite d'information ».

Livre

La Bibliothèque nationale enregistre au titre du dépôt légal les ouvrages (livres et brochures) publiés en France, aussi bien par le secteur privé que par les Administrations et fournit ainsi une indication sur la production éditoriale.

L'enquête annuelle sur l'activité des éditeurs de livres s'inscrit dans le cadre des statistiques industrielles obligatoires. Elle est réalisée par le syndicat national de l'édition (SNE) auprès de l'ensemble des maisons d'édition dès lors qu'elles mettent en vente publique des ouvrages qu'elles éditent. C'est une enquête de branche qui ne prend en compte que l'activité d'édition des maisons. Des changements de nomenclature des catégories de livres sont intervenus en 2003, 2004 et 2005 et empêchent des évolutions sur longues périodes.

Pour les maisons d'édition assurant elles-mêmes leur diffusion, cette activité n'est pas prise en compte. Cependant, le chiffre d'affaires issu de cette enquête n'est pas totalement homogène ; comptabilisé en général en « prix de cession », il peut inclure pour la vente par correspondance et les ventes directes, des prix publics.

À côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font occasionnellement acte d'édition, ne réalisant qu'un chiffre d'affaires très faible.

Phonogrammes vidéogrammes

Comme pour les imprimés, la Bibliothèque nationale est responsable du dépôt légal des phonogrammes et vidéogrammes et reçoit à ce titre la production éditoriale.

Le Syndicat national de l'édition phonographique (Snep) fournit, à partir d'une enquête auprès des distributeurs, des données sur les ventes de phonogrammes au réseau commercial français.

Le Syndicat de l'édition vidéo réalise également une enquête au niveau de l'édition et de la distribution de vidéogrammes destinés à la location et à la vente.

3

○ Définitions

Agrément d'investissement (d'après les devis fournis au CNC)

Toute production de film doit obtenir l'agrément d'investissement pour bénéficier du soutien à l'industrie cinématographique (décrets de 1959). La procédure d'agrément s'applique en deux temps : un agrément d'investissement accordé avant le début des prises de vue, un agrément complémentaire accordé éventuellement après l'achèvement du film. Les décisions sont prises après avis d'une commission spécialisée : la commission d'agrément du CNC (Centre national de la cinématographie). Le producteur d'un film ayant obtenu l'agrément du CNC est susceptible de bénéficier d'un soutien automatique ou sélectif.

Les films agréés sont les films qui ont obtenu l'agrément d'investissement. Ces films sont soit des films français, soit des coproductions françaises (majoritaires ou minoritaires).

L'agrément d'investissement implique la fourniture par le producteur du film, de son devis détaillé et de son plan de financement au CNC. L'apport personnel du producteur doit se monter au moins à 15 % du devis total.

Internet

Réseau télématique international, issu du réseau militaire américain Arpanet (conçu en 1969) et résultant de l'interconnexion de milliers de réseaux utilisant un protocole de communication commun. Tout utilisateur d'un micro-ordinateur muni d'un modem peut se connecter à Internet via un fournisseur d'accès. Les services offerts comprennent la consultation d'informations (sites Web), la messagerie électronique, les forums, le commerce électronique, etc.

Haut débit : l'Internet à haut débit permet un accès plus rapide et plus performant.
– ADSL (Assymetric Digital Subscriber Line) : Internet à haut débit permanent et illimité.

Films d'initiative française

Il s'agit des films 100 % français et des coproductions majoritairement françaises.

Parrainage

Contribution d'une entreprise n'exerçant pas d'activité de radiodiffusion télévisuelle ou de production d'œuvres audiovisuelles, au financement de programmes télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

Presse locale d'information générale et politique

Publications comportant des pages d'information traitant prioritairement de l'actualité dans un cadre local, départemental ou régional. La zone de diffusion est directement liée à leur contenu. Cette catégorie comprend les quotidiens régionaux et départementaux, les hebdomadaires départementaux et locaux, les magazines régionaux et enfin les journaux d'annonces judiciaires et légales.

Presse nationale d'information générale et politique

Publications apportant de façon permanente des informations et des commentaires sur l'actualité politique et nationale. Cette catégorie comprend les quotidiens nationaux, les grands hebdomadaires et les magazines d'information.

Presse spécialisée « grand public »

Publications traitant d'un thème principal plus ou moins spécialisé, le cyclisme ou le sport en général, la mode, la photographie... et dont le contenu est accessible à tous publics.

Presse spécialisée technique et professionnelle

Publications dont le contenu est consacré à un thème principal et dont la teneur des articles est trop technique pour susciter l'intérêt au-delà des professions correspondant aux sujets traités. Ces titres sont en grande partie vendus sur abonnement.

Presse gratuite d'annonces

Publications distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est essentiellement constitué de petites annonces et de publicité.

Presse gratuite d'information

Cette forme de presse apparue en 2002 en France comprend les publications exclusivement financées par la publicité, qui sont distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est pour l'essentiel de l'information générale.

Publicité

Toute forme de message contre rémunération ou autre contrepartie par une entreprise dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale dans le but de promouvoir la vente de produits ou de services présentés par le nom de leur marque ou sous leur appellation générique.

4

○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction du développement des médias, département des statistiques, des études et de la documentation sur les médias (Premier Ministre) et du ministère de la Culture et de la Communication, département des études, de la prospective et des statistiques.

Organismes :

– Premier Ministre, Direction du développement des médias, Département des statistiques, des études et de la documentation sur les médias ;
– Ministère de la Culture et de la Communication, Département des études de la prospective et des statistiques ;
– Centre national de la cinématographie (CNC) ;
– Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ;
– Institut de recherches et d'études publicitaires (Irep) ;

– TNS Média Intelligence/Secodip ;
– Institut national de l'audiovisuel (Ina) ;
– Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) ;
– Médiamétrie ;
– Insee ;
– Bibliothèque nationale de France ;
– Syndicat national de l'édition ;
– Syndicat national de l'édition phonographique ;
– Syndicat de l'édition vidéo.

Sites Internet :

– www.culture.gouv.fr/dep
– www.csa.fr
– www.ddm.gouv.fr
– www.arcep.fr
– www.itu.int
– www.ina.fr
– www.cnc.fr
– www.sne.fr
– www.disqueenfrance.com
– www.sev-video.org
– www.insee.fr
– www.statistique.publique.fr

Publications :

Premier Ministre, Direction du développement des médias

INFO-MEDIAS :

– « La presse écrite en 2005 : encore une année difficile », n° 12, juillet 2006 ;
– « Le secteur de la publicité en 2000 », n° 7, avril 2003.
– *Tableaux statistiques de la Presse*. Édition 2005. Données détaillées 2003. Rétrospective 1985 - 2003, La Documentation française.

Ministère de la Culture et de la Communication, *Département des études, de la prospective et des statistiques*

– « *Chiffres clés 2006, statistiques de la Culture* », Jeannine Cardona et Chantal Lacroix, La Documentation française, 2006.
– Création et diversité au miroir des industries culturelles. Actes des journées d'économie de la culture coordonnées par Xavier Greffe. Ministère de la Culture et de la Communication, Département des études, de la prospective et des statistiques, La Documentation française, 2006.
– Aperçu des industries culturelles, Notes statistiques, n° 16, janvier 2006.

Notes de l'Observatoire de l'emploi culturel :

– « L'emploi dans les professions culturelles en 2004 d'après l'enquête Emploi de l'Insee », n° 45, mai 2006 ;
– « L'emploi dans le secteur culturel en 2004 d'après l'enquête Emploi de l'Insee », n° 44, mai 2006 ;
– Emploi et spectacles, synthèse des travaux de la Commission permanente sur l'emploi du Conseil national des professions du spectacle (CNPS), 2004 - 2005, n° 40, octobre 2005.
– L'emploi culturel dans l'Union européenne en 2002, données de cadrage et indicateurs, n° 39, juin 2005.

Insee

Insee-Première :

– « Internet au quotidien : un Français sur quatre », n° 1076, mai 2006 ;
– « Le marché des télécommunications en 2003 - Boom des SMS, essor prometteur de l'Internet haut débit », n° 1037, août 2005 ;
– « Un ménage sur deux possède un micro-ordinateur, un sur trois a accès à Internet », n° 1011, mars 2005.

Autres

– *CNC info*, (mensuel) Centre national de la cinématographie.
– « *L'actualité du disque, édition 2006* », Syndicat national de l'édition phonographique.
– « *Bilan et perspectives vidéo et DVD, édition 2006* », Syndicat de l'édition vidéo, Musique Info, CNC.
– « L'édition de livres en France », *repères statistiques 2005*, Syndicat national de l'édition.
– *Annuaire statistique des Télécommunications*, Union internationale des télécommunications (UIT).

TABLEAU R.01-1

Chiffres-clés par type de presse

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias — *Unité* : Évolution annuelle : %

	1995	%	2000	%	2003	%	*r* 2004	%	*p* 2005	%
Presse nationale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	950,11	4,1	885,47	– 0,6	889,98	0,5	905,90	1,8	890,00	– 2,1
Publicité	618,98	1,6	899,32	14,8	570,48	– 9,3	580,46	1,8	570,00	– 1,8
Total	**1 569,10**	**3,1**	**1 784,80**	**6,6**	**1 460,46**	**– 3,6**	**1 486,36**	**1,8**	**1 460,00**	**– 2,0**
Tirage total annuel (2)	1,07	– 1,4	0,94	– 4,6	0,91	– 2,1	0,90	– 0,9	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	0,81	1,9	0,71	– 3,4	0,69	– 1,4	0,68	– 1,4	...	///
Consommation de papier (3)	216,50	– 4,8	232,84	5,5	195,77	– 7,7	191,91	– 2,0	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	438,06	12,1	371,34	0,2	302,63	– 12,8	305,06	0,8	...	///
Presse locale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	1 438,27	3,4	1 656,74	0,9	1 711,66	3,9	1 714,03	0,1	1 720,00	0,5
Publicité	987,55	6,5	1 300,83	5,9	1 297,34	1,6	1 338,13	3,1	1 380,00	2,9
Total	**2 425,81**	**4,7**	**2 957,57**	**3,1**	**3 009,00**	**2,9**	**3 052,16**	**1,4**	**3 100,00**	**1,5**
Tirage total annuel (2)	2,49	– 0,6	2,56	0,3	2,44	– 0,4	2,41	– 1,0	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	2,21	– 0,9	2,26	0,1	2,14	– 0,9	2,13	– 0,4	...	///
Consommation de papier (3)	366,80	– 1,3	469,01	3,2	432,27	0,2	426,48	– 1,3	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	661,77	6,1	705,97	2,7	737,84	– 3,8	745,94	1,1	...	///
Presse spécialisée grand public										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	2 431,20	3,5	2 827,36	1,4	2 905,48	1,7	2 939,71	1,2	2 900,00	– 1,2
Publicité	921,33	7,9	1 315,84	10,5	1 225,33	– 2,3	1 235,40	0,8	1 230,00	– 0,5
Total	**3 352,53**	**4,6**	**4 143,20**	**4,1**	**4 130,81**	**0,5**	**4 175,11**	**1,1**	**4 130,00**	**– 1,0**
Tirage total annuel (2)	2,54	– 0,1	2,68	0,6	2,56	– 2,3	2,56	–	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	1,82	– 3,8	1,99	2,6	1,83	– 4,2	1,81	– 1,2	...	///
Consommation de papier (3)	519,00	3,6	613,66	3,0	594,58	– 0,7	596,35	0,3	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	926,86	5,4	1 014,96	3,5	984,87	– 6,9	993,38	0,9	...	///
Presse spécialisée technique et professionnelle										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	454,21	3,3	504,73	– 4,5	513,08	– 2,9	504,99	– 1,6	510,00	1,3
Publicité	521,26	3,2	621,41	4,0	526,51	– 5,5	533,74	1,4	520,00	– 3,2
Total	**975,47**	**3,2**	**1 126,14**	**0,1**	**1 039,58**	**– 4,3**	**1 038,73**	**– 0,1**	**1 030,00**	**– 1,0**
Tirage total annuel (2)	0,32	– 0,4	0,26	– 10,4	0,23	– 8,0	0,23	– 2,9	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	0,29	– 0,8	0,24	– 9,6	0,21	– 4,6	0,20	– 3,1	...	///
Consommation de papier (3)	61,00	1,3	60,12	– 5,0	48,57	– 11,8	45,69	– 5,9	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	214,76	1,4	192,54	– 2,5	172,82	– 6,7	160,86	– 6,9	...	///
Journaux gratuits d'annonces										
Chiffre d'affaires (1) :										
Total	**596,80**	**2,9**	**633,15**	**4,1**	**684,08**	**6,6**	**761,65**	**11,3**	**800,00**	**4,7**
Diffusion totale annuelle (2)	1,80	1,8	1,82	0,6	1,88	– 0,5	1,86	– 1,2	...	///
Consommation de papier (3)	144,20	5,0	165,26	2,1	170,84	1,7	179,83	5,2	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	188,14	2,5	221,73	3,1	287,16	2,4	256,20	– 10,8	...	///
Journaux gratuits d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Total	...	...	...	...	**26,70**	**179,0**	**55,75**	**108,8**	**78,00**	**39,0**
Diffusion totale annuelle (2)	...	...	...	...	0,20	42,9	0,29	42,6	...	///
Consommation de papier (3)	...	...	...	...	10,46	40,8	19,22	83,8	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	...	...	...	20,38	25,1	26,48	29,9	...	///
Ensemble presse éditeur										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	5 358,27	3,6	5 874,31	0,4	6 020,20	1,7	6 064,63	0,7	6 020,00	– 0,7
Publicité	3 645,92	4,9	4 770,55	7,4	4 330,44	– 0,9	4 505,12	4,0	4 570,00	1,4
Total	**9 004,18**	**4,1**	**10 644,86**	**3,4**	**10 350,64**	**0,6**	**10 569,75**	**2,1**	**10 598,00**	**0,2**
Tirage total annuel (2)	8,21	0,1	8,27	– 0,5	8,23	– 0,6	8,25	0,3	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	7,02	0,6	7,02	0,2	6,95	– 1,0	6,97	0,2	...	///
Consommation de papier (3)	1 307,50	0,8	1 540,88	3,0	1 452,48	– 1,4	1 459,48	0,5	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	2 429,58	6,2	2 506,55	2,3	2 505,70	– 5,6	2 487,91	– 0,7	...	///

(1) En millions d'euros.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU R.01-2

Presse éditeur par type de presse et périodicité en 2004

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

Unités : Chiffres d'affaires : Millier d'euros
Diffusion : Millier d'exemplaires

	Nombre de titres	*Dont* quotidiens	*Dont* hebdomadaires	*Dont* mensuels	Diffusion totale annuelle	**Chiffre d'affaires Total**
Presse nationale d'information générale et politique	**77**	**10**	**26**	**23**	**676 090**	**1 486 355**
Information générale et politique	26	10	4	5	478 490	**968 562**
Presse d'opinion	37	–	13	15	32 696	**53 474**
Magazine	14	–	9	3	164 904	**464 319**
Presse locale d'information générale et politique	**455**	**69**	**321**	**35**	**2 132 327**	**3 052 160**
Information générale et politique	341	68	259	11	2 106 947	**2 968 776**
Magazine	54	–	3	24	4 264	**19 539**
Annonces judiciaires et légales	60	1	59	–	21 116	**63 845**
Presse spécialisée grand public	**1 820**	**14**	**89**	**641**	**1 805 843**	**4 175 101**
Journaux d'annonces	41	–	6	18	7 960	**113 593**
Presse culturelle	91	–	–	35	19 070	**84 312**
Maison et décoration	77	–	1	11	47 034	**204 550**
Économie	22	–	7	10	40 676	**151 757**
Presse féminine	129	–	6	47	223 525	**638 036**
Presse des jeunes	185	4	5	95	149 635	**304 797**
Loisirs	859	–	10	252	170 132	**739 725**
Sport	211	8	26	99	271 506	**467 376**
Science et technique	20	–	–	11	13 993	**58 714**
Télévision-spectacle	27	–	19	6	570 079	**691 526**
Sensation-évasion	76	2	7	25	192 245	**402 941**
Famille-société	82	–	2	32	99 988	**317 774**
Presse spécialisée technique et professionnelle	**1 489**	**5**	**149**	**628**	**203 406**	**1 038 730**
Presse agricole	153	–	73	57	42 298	**115 538**
Bâtiment-travaux publics	62	–	4	31	8 463	**94 829**
Commerce	69	–	2	48	6 682	**52 572**
Presse médicale	367	1	13	116	36 853	**153 594**
Biens d'équipements	33	–	5	15	3 563	**22 568**
Finances-activité boursière	17	1	2	4	2 465	**14 889**
Agro-alimentaire	35	1	2	19	3 478	**16 213**
Biens intermédiaires	29	–	–	17	583	**9 348**
Locations-crédit-bail-Immobilier	18	–	1	13	1 711	**9 585**
Services marchands	415	1	31	197	79 472	**418 859**
Services non marchands	188	–	4	64	8 144	**64 230**
Production-distribution d'énergie	12	–	–	4	216	**1 639**
Assurance	11	–	1	6	1 228	**10 026**
Transport et télécommunications	33	1	6	18	4 048	**26 674**
Biens de consommation	47	–	5	19	4 202	**28 166**
Journaux gratuits d'annonces	**561**	**–**	**458**	**101**	**1 857 146**	**761 649**
Journaux gratuits d'informations	**33**	**3**	**6**	**15**	**291 914**	**55 748**
Total	**4 435**	**101**	**1 049**	**1 443**	**6 966 726**	**10 569 743**

TABLEAU R.01-3

Presse quotidienne : diffusion et chiffre d'affaires en 2004

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

Unités : Recettes et chiffres d'affaires : Millier d'euros
Diffusion : Millier d'exemplaires

	Diffusion totale annuelle	Répartition de la diffusion : % Vente au numéro	Vente par abonnements	Services gratuits	**Diffusion totale**	Invendus	Recettes ventes	Recettes publicité	**Chiffre d'affaires total**
Presse nationale d'information générale et politique	**449 138**	45,6	24,7	3,1	**73,4**	26,6	489 894	409 026	**898 920**
Presse locale d'information générale et politique	**1 996 364**	53,3	32,8	2,7	**88,8**	11,2	1 595 397	1 138 827	**2 734 224**
Presse gratuite d'information	**248 685**	–	–	99,8	**99,8**	0,2	–	41 176	**41 176**
Presse spécialisée grand public	**258 128**	50,2	12,1	5,1	**67,4**	32,7	176 835	37 475	**214 310**
Presse spécialisée, technique et professionnelle	**24 472**	0,2	66,9	29,6	**96,7**	3,3	21 244	21 852	**43 096**
Total	**2 976 787**	**47,4**	**27,1**	**10,1**	**84,6**	**15,4**	**2 283 370**	**1 648 356**	**3 931 726**

TABLEAU R.01-4

Maisons d'édition suivant la production en titres

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité* : Nombre

Titres publiés	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	■ (1) 2005
200 titres ou plus	45	40	46	42	51	56	51	52	45
100 à 199 titres	35	29	23	30	27	36	37	45	112
50 à 99 titres	43	40	37	47	42	53	43	48	44
10 à 49 titres	123	123	125	116	103	102	106	103	28
Moins de 10 titres	146	97	100	96	90	53	53	59	48
Total	**392**	**329**	**331**	**331**	**313**	**300**	**290**	**307**	**277**

(1) En 2005, rupture de série due à une consolidation par groupe de maisons d'édition.

TABLEAU R.01-5

Production de livres par catégorie et chiffre d'affaires de la vente de livres (1)

Source : Syndicat national de l'édition

Unités : Titres : Nombre ; Exemplaires : Millier
Chiffres d'affaires : Million d'euros

	Titres produits			Exemplaires produits			Chiffres d'affaires (2) des maisons d'édition		
	2000	2004	2005	2000	2004	2005	2000	2004	2005
Enseignement	7 753	8 028	8 857	73 392	65 530	68 829	326	305	309
Livres scientifiques, professionnels et techniques	2 840	...	...	7 027	...	...	119	...	...
Sciences humaines et sociales	5 310	...	...	14 824	...	...	112	...	...
Droit et sciences économiques	1 651	...	...	4 596	...	...	117	...	...
Religion	1 441	1 229	1 301	6 215	7 320	4 364	42	34	35
Ésotérisme, occultisme	356	529	541	2 547	1 757	2 453	9	12	12
Littérature	11 501	...	...	122 218	...	...	413	...	...
Actualité	1 288	...	...	8 848	...	...	56	...	...
Encyclopédies et dictionnaires (3)	670	756	620	9 070	5 344	48 580	248	262	277
Livres d'art	1 475	...	...	8 585	...	...	110	...	...
Livres pour la jeunesse	8 350	9 714	10 826	78 265	82 279	97 957	204	190	295
Bandes dessinées	1 963	3 475	4 055	25 060	45 738	50 251	91	451	211
Ouvrages de documentation	467	425	299	2 251	1 162	546	18	4	6
Livres pratiques (4)	6 772	...	...	59 965	...	...	321	...	...
Total des ventes de livres	**51 837**	**65 268**	**68 378**	**422 863**	**488 346**	**514 118**	**2 184**	**2 552**	**2 629**

(1) À partir de 2003, par suite d'un changement de nomenclature, les données de certaines catégories ne sont plus disponibles.
(2) Les cessions de droit ne sont pas comprises dans le chiffre d'affaires de la vente de livres. Elles représentent 101,6 millions d'euros en 2000, 105,0 millions d'euros en 2004 et 118,0 millions d'euros en 2005.
(3) Les encyclopédies en fascicules (32 titres en 2005 pour 39 964 milliers d'exemplaires) ne sont pas comprises dans les titres et les exemplaires produits, par contre elles sont comprises dans le chiffre d'affaires (189,5 millions d'euros en 2005).
(4) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU R.01-6

Ventes de phonogrammes

Source : Syndicat national de l'édition phonographique

Unités : Quantités : Millier de disques et cassettes
Facturations : Million d'euros

Vente en France	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Quantité (1)	**132 890**	**138 989**	**154 309**	**165 754**	**171 299**	**151 523**	**136 104**	**131 206**
Disques 45 tours	26 622	279	822	635	465	419	218	173
Disques 33 tours	6 708	84	464	590	454	406	182	121
Disques compacts	56 220	114 513	140 866	153 168	159 433	137 954	125 088	116 065
Cassettes	41 961	22 246	8 361	6 421	4 658	2 349	496	475
Tous supports et livres	///	489	1 895	1 818	1 987	2 777	1 497	263
Vidéomusiques (cédérom, cassettes)	1 379	1 378	1 802	3 028	3 887	7 310	8 557	14 050
Autres	///	–	99	94	415	308	66	59
Facturation (2)	**816,4**	**1 050,6**	**1 124,9**	**1 246,6**	**1 301,8**	**1 112,1**	**953,4**	**928,6**
Disques 45 tours	53,2	1,1	2,5	2,2	1,8	1,8	0,8	0,6
Disques 33 tours	31,1	0,5	2,3	2,9	2,2	2,1	0,9	0,7
Disques compacts	484,4	891,4	1 031,0	1 143,4	1 197,1	986,4	848,9	818,0
Cassettes	230,6	138,0	50,5	38,7	27,9	13,0	2,1	1,8
Tous supports et livres	///	3,2	13,6	14,6	16,1	15,2	10,9	2,5
Vidéomusiques (cédérom, cassettes)	17,1	16,1	24,1	44,1	53,3	91,0	89,2	104,3
Autres	///	0,4	1,0	0,7	3,4	2,6	0,6	0,7

(1) Quantités retours déduits.
(2) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).

TABLEAU R.01-7

Ventes de vidéos par les éditeurs (1)

Source : Syndicat de l'édition vidéo

Unités : Quantités : Millier de disques laser et DVD
Facturations : Million d'euros

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	*r* 2004	2005
Quantité								
Vente	15 298	46 574	52 509	62 048	81 904	98 753	122 123	122 329
dont : Disque laser	...	770	–	–	–	–	–	–
DVD	///	///	12 324	25 556	49 170	75 779	111 157	118 522
Location	760	943	1 809	2 330	2 562	2 285	2 027	2 254
Total	**16 058**	**47 517**	**54 318**	**64 378**	**84 466**	**101 038**	**124 150**	**124 583**
Facturation								
Vente	187,8	483,1	577,8	723,1	986,2	1 131,0	1 261,3	1 098,1
dont : Disque laser	...	16,6	–	–	–	–	–	–
DVD	///	///	215,1	415,1	714,1	942,8	1 192,3	1 083,4
Location	52,0	49,9	77,9	95,6	87,7	77,7	60,5	64,7
Total	**239,8**	**533,0**	**655,7**	**818,7**	**1 073,9**	**1 208,7**	**1 321,8**	**1 162,8**

(1) Ventes nettes des éditeurs-distributeurs vidéo adhérents du Syndicat de l'édition vidéo (environ 80 % du marché), concernent une quinzaine d'entreprises.

TABLEAU R.01-8

Téléviseurs recensés et redevances perçues (1)

Source : Service de la Redevance de l'Audiovisuel

	1992	1995	1998	1999	2000	2002	2003	(2) 2004	2005
Nombre de comptes [millier] :									
Télévision noir et blanc	1 687	860	404	360	315	265	161	///	///
Télévision couleur	18 001	19 233	20 755	21 279	21 737	22 744	23 029	23 460	///
Nombre d'articles assujettis à la redevance [millier] (3) :									
Particuliers	///	///	///	///	///	///	///	///	24 481
Professionnels	///	///	///	///	///	///	///	///	97
Montant de la redevance audiovisuelle [euro] :									
Télévision noir et blanc	56,86	65,55	71,80	72,41	73,02	74,31	74,31	///	///
Télévision couleur	88,42	102,14	112,05	113,42	114,49	116,50	116,50	///	///
Outre-mer	///	///	///	///	///	///	///	74,31	74,00
Métropole	///	///	///	///	///	///	///	116,50	116,00

(1) La redevance est une taxe parafiscale payable par tout détenteur d'un appareil récepteur de télévision. Son montant est fixé annuellement par les pouvoirs publics qui définissent les prévisions d'encaissements dans le projet de loi de finances. Le produit net de la redevance est réparti entre les différents organismes publics de l'audiovisuel : France Télévision, ARTE-France, Radio-France, RFO, RFI, Ina (déduction faite des frais de fonctionnement du Service de la Redevance et de la TVA au taux réduit de 2,1 %).
(2) À partir du 1er janvier 2004, le nombre de télévisions noir et blanc est considéré comme insignifiant : en particulier le taux « noir et blanc » est supprimé. Il existe désormais un taux outre-mer (74,31 euros) et un taux métropole (116,50 euros).
(3) À partir du 1er janvier 2005, la redevance est adossée à la taxe d'habitation et le nombre de téléviseurs n'intervient plus directement :
– pour les particuliers, la redevance n'est due qu'une seule fois en conséquence de la détention d'un ou plusieurs appareils récepteurs ;
– c'est seulement pour les entreprises que la redevance est calculée en fonction du nombre d'appareils détenus.
Le nombre de postes de télévision ne peut être fourni sur la base des fichiers fiscaux.

TABLEAU R.01-9

Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (projets de lois de finances) (1)

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias — *Unité* : Million d'euros

	1995	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Ressources publiques (2)	1 885	2 184	2 489	2 538	2 614	2 660	2 737
Ressources propres	637	777	753	764	825	804	858
dont : Ressources publicitaires	510	647	633	639	652	704	770
Prélèvement sur le fonds de roulement d'Arte France	///	///	///	1,30	1,30	1,30	1,30
Budget global (3)	**2 522**	**2 961**	**3 242**	**3 304**	**3 440**	**3 464**	**3 596**

(1) Recettes des organismes suivants : Ina, France Télévision (France 2, France 3 et France 5), ARTE-France, RFO, Radio France et RFI.
(2) Les ressources publiques comprennent le produit de la redevance et la contribution du budget de l'État au remboursement des exonérations et la contribution du ministère des Affaires étrangères au financement de RFI.
(3) Y compris prélèvement sur le fonds de roulement d'Arte France pour 1,3 million d'euros, pour la première fois en 2003.

TABLEAU R.01-10

Production audiovisuelle aidée (1)

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC)

Unités : Production : Million d'euros
Programmes : Heure

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Coût des programmes aidés	**663,9**	**797,6**	**1 028,7**	**1 007,3**	**1 143,2**	**1 192,1**	**1 275,7**	**1 140,8**	**1 236,4**	**1 240,7**
Apport des diffuseurs (%)	36,1	50,7	46,4	50,3	48,0	48,6	51,5	50,5	51,7	55,9
Nombre d'heures de programmes produits par genre :										
Fiction	912	899	679	684	708	717	712	667	721	918
Animation	151	114	375	294	235	327	256	208	330	268
Documentaire	280	939	1 464	1 880	2 262	2 639	2 748	2 466	2 256	2 066
Magazine	74	170	174	383	433	282	544	279	189	372
Spectacle vivant	13	30	84	165	208	250	393	439	433	354
Total	**1 430**	**2 152**	**2 776**	**3 406**	**3 846**	**4 215**	**4 653**	**4 059**	**3 929**	**3 978**

(1) Il s'agit des programmes audiovisuels dont la production est financée en partie avec les aides attribuées par le CNC.

TABLEAU R.01-11

Dépenses publicitaires des annonceurs dans les grands médias

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias
Compte économique de la publicité et de la communication externe d'entreprise

Unités : Million d'euros
Indice : base 100 en 1995

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Télévision	2 693	3 354	3 815	3 590	3 658	3 768	4 013	4 052
Cinéma	65	109	129	114	117	103	106	123
Presse (1)	4 323	5 300	5 710	5 521	5 234	5 103	5 226	5 298
Radio	637	729	809	739	806	841	887	900
Publicité extérieure (2)	1 190	1 437	1 560	1 500	1 442	1 402	1 438	1 435
Total grands médias	**8 908**	**10 929**	**12 023**	**11 464**	**11 257**	**11 217**	**11 670**	**11 808**
Indice	100,0	122,7	134,9	128,7	126,4	125,9	131,0	132,0

(1) Y compris les petites annonces.
(2) Affichage sous toutes ses formes (affichage sur panneaux mais aussi mobilier urbain, transport et publicité lumineuse).

TABLEAU R.01-12

Types de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair (1)

Source : Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA)

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Volume horaire (heure)	**38 288**	**40 478**	**42 266**	**41 946**	**43 179**	**43 270**	**43 294**
Répartition (%) :							
Information	13,7	12,0	10,7	11,3	11,4	11,6	11,6
Documentaire	13,1	23,0	26,7	26,8	26,8	26,2	25,3
Fiction	44,8	34,0	33,6	33,0	30,4	30,6	30,7
Musique et divertissement	16,1	17,2	14,0	15,0	16,5	17,1	17,3
Sport	4,0	3,0	3,4	2,8	3,3	2,6	3,1
Autres émissions (2)	5,5	7,6	8,4	7,9	8,5	8,8	8,8
Autres éléments (3)	2,8	3,3	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2

(1) Sont comptabilisés les programmes de TF1, France 2, France 3, La Cinq (disparition de La Cinq depuis 1992) et M6 en 1990. Puis sont intégrés à partir de leur apparition, en 1993 les programmes d'Arte et en 1995, ceux de La Cinquième (jusqu'en 2004). Pour France 3, il s'agit du programme national, ce qui exclut les décrochages régionaux.
(2) Publicité, téléachat, loto, etc.
(3) Bandes annonces, indicatifs, etc.

TABLEAU R.01-13

Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision

Source : Médiamétrie, 75 000 + Radio

	Part d'audience (%)					Durée d'écoute quotidienne par individu (minutes)				
	2000	2003	■ (1) 2003	2004	2005	2000	2003	■ (1) 2003	2004	2005
RADIODIFFUSION (2)										
Radios de Service Public	22,5	23,8	23,3	21,6	21,2	35	38	35	32	31
dont : France-Inter	9,8	10,0	9,8	9,3	8,4	15	16	15	14	12
France-Info	4,9	4,6	4,5	3,9	3,9	9	7	7	6	6
Programmes généralistes privés	27,3	23,3	22,8	23,2	23,8	42	36	34	34	35
dont : Europe 1	8,5	8,0	7,8	8,0	7,9	13	13	12	12	12
RTL	15,9	11,9	11,7	11,7	11,5	24	18	18	17	17
RMC INFO	1,8	2,6	2,6	2,8	3,5	2	4	4	4	5
Nouveaux Programmes Musicaux	...	37,6	38,6	38,7	36,8	...	59	58	57	54
dont : Europe 2	3,0	4,2	4,3	3,8	2,9	5	7	6	6	4
Fun Radio	3,5	3,4	3,6	3,2	3,1	5	5	5	5	5
Nostalgie	6,8	5,8	5,7	6,2	5,7	10	9	9	9	8
NRJ	7,0	6,9	7,3	7,4	7,3	11	11	11	11	11
Skyrock	3,9	4,0	4,6	4,7	4,5	6	6	7	7	7
TÉLÉVISION (3)										
TF1	33,4	31,5	///	31,8	32,3	65	64	///	65	67
France 2	22,1	20,5	///	20,5	19,8	43	41	///	42	41
France 3	16,7	16,1	///	15,2	14,7	32	33	///	31	30
Canal +	4,0	3,7	///	3,8	3,6	8	7	///	8	7
Arte + France 5	3,5	4,7	///	5,0	4,9	7	10	///	10	10
M 6	12,7	12,6	///	12,5	12,6	25	25	///	25	26
Autres TV	7,6	10,9	///	11,2	12,1	15	22	///	23	25

(1) À partir de 2003, du lundi au vendredi pour la radio, cible : 13 ans ou plus.
(2) Du lundi au vendredi pour la radio : cible « 15 ans ou plus » jusqu'en 2002, cibles « 15 ans ou plus » et « 13 ans ou plus » en 2003, cible « 13 ans ou plus » à partir de 2004. Les données de 2003 figurent pour les deux cibles afin d'effectuer la transition.
(3) Du lundi au dimanche pour la télévision, cible : 4 ans ou plus.

TABLEAU R.01-14

Apports des diffuseurs dans les programmes aidés par le CNC (1)

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC) — *Unité* : Million d'euros

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	*r* 2004	2005
Données par genre :								
Fiction	190,4	228,4	350,4	377,9	421,9	380,6	415,6	476,3
Documentaire	23,5	54,8	143,5	138,5	162,4	139,1	144,6	139,3
Animation	16,2	11,8	34,6	41,2	30,4	27,6	47,7	39,7
Magazine	4,7	4,2	11,3	8,0	23,8	10,1	10,2	20,3
Spectacle	1,2	2,6	12,3	13,7	17,7	18,8	21,1	17,9
TOTAL	**235,9**	**301,9**	**552,2**	**579,3**	**656,2**	**576,2**	**639,2**	**693,5**
Accroissement annuel (%)	**14,7**	**6,7**	**8,9**	**4,9**	**13,3**	**– 12,2**	**10,9**	**8,5**
Données par chaîne :								
Chaînes publiques :	**131,3**	**145,7**	**259,7**	**297,4**	**343,0**	**323,2**	**372,1**	**376,3**
France 2	64,7	56,7	110,9	131,6	143,9	135,3	157,7	157,2
France 3	44,7	55,5	84,3	99,3	108,2	119,1	132,4	143,2
Arte (2)	21,9	22,3	39,9	42,4	55,5	43,2	56,6	41,1
France 5	•	11,1	24,6	24,1	35,4	25,6	25,4	29,2
France 4	•	•	•	•	•	•	•	5,6
Chaînes privées :	**87,5**	**156,2**	**294,1**	**277,5**	**309,1**	**249,0**	**260,5**	**317,2**
TF1	66,7	109,4	180,1	169,0	201,1	158,8	164,1	187,7
M6	3,1	21,6	40,0	49,8	43,3	28,3	32,2	54,0
Canal Plus	16,6	19,6	32,0	14,2	8,3	7,8	20,2	30,8
Chaînes de complément	1,1	5,7	42,1	44,5	56,4	54,1	44,0	44,7
TOTAL	**218,8**	**301,9**	**553,9**	**574,9**	**652,1**	**572,2**	**632,6**	**693,5**
Total (hors Canal + et chaînes de complément)	**201,1**	**276,6**	**479,8**	**516,2**	**587,4**	**510,3**	**568,4**	**618,0**

(1) Dans le budget d'un programme ne figurent pas uniquement l'apport des diffuseurs, présenté ici, mais aussi les apports étrangers, du Sofica, du CNC, ainsi que des producteurs. L'apport des diffuseurs à un programme est donc inférieur au coût total de ce programme.
(2) Arte est soumise à l'obligation de diffusion d'une part majoritaire d'œuvres télévisuelles et cinématographiques d'origine européenne.

TABLEAU R.01-15

Activités cinématographiques

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC)

Unité : Nombre

	1990	1995	*r* 2000	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Production cinématographique							
Films de long métrage produits (1)	**146**	**141**	**171**	**200**	**212**	**203**	**240**
Films d'initiative française	106	97	145	163	183	167	187
Plus de 10 millions d'euros	4	7	14	14	18	24	22
De 5 à 10 millions d'euros	16	26	26	43	32	42	38
De 2 à moins de 5 millions d'euros	45	34	62	44	55	48	53
Moins de 2 millions d'euros	41	30	43	62	78	53	74
Intégralement français	81	63	111	106	105	130	126
De coproduction	25	34	34	57	78	37	61
Films de coproduction à majorité étrangère	37	32	26	37	29	36	53
Films bénéficiaires d'une aide sélective (2)	3	12	–	–	–	–	–
Montant des investissements (million d'euros)	**501,4**	**548,2**	**803,3**	**860,7**	**1 153,3**	**1 048,8**	**1 286,1**
Français	350,0	406,3	665,3	678,2	789,3	819,8	917,0
Étrangers	151,4	141,9	138,0	182,5	364,0	229,0	369,1
Coût médian des films d'initiative française produits (million d'euros)	**2,4**	**3,2**	**3,2**	**2,8**	**2,6**	**3,9**	**2,8**
Distribution cinématographique							
Sociétés de distribution	162	180	189	213	224	...	...
Films en exploitation dans les salles	3 689	3 967	4 408	4 467	4 469	...	...
Films sortis pour la première fois	370	397	533	487	509	559	550
dont : Films français	129	147	210	208	217	238	236
Exploitation cinématographique							
Établissements	2 300	2 119	2 180	2 153	2 136	2 160	2 143
Salles standard au 31-12 (3)	4 518	4 377	5 155	5 264	5 299	5 347	5 366
Fauteuils des salles standard (millier)	1 007	922	1 060	1 074	1 076	1 083	1 085
Complexes cinématographiques (4)	860	828	864	865	865	864	856
Salles de complexes	3 078	3 082	3 803	3 978	4 032	4 051	4 079
Fauteuils des complexes (millier)	584	561	717	754	764	768	772
Spectateurs (million)	121,9	130,2	165,8	184,4	173,5	195,4	174,2
Recette (million d'euros) (5)	583,3	690,1	894,0	1 030,0	996,1	1 137,2	1 023,1
Pourcentage du film français dans la recette guichet	37,4	35,2	28,1	34,6	34,6	38,5	36,6

(1) Long métrage : film de longueur égale ou supérieure à 1 600 m pour un format de 35 mm.
(2) Aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale (fonds Eco) jusqu'en 1997 et fonds Sud à partir de 1998.
(3) Salles autorisées jusqu'en 1991, salles actives à partir de 1992.
(4) Établissements comportant au moins deux écrans (en 2005, 140 multiplexes totalisent 1 595 écrans et réalisent 50,6 % des entrées).
(5) Recette totale guichet, y compris la taxe spéciale additionnelle (TSA).

TABLEAU R.01-16

Panorama mondial du cinéma en 2004

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.) d'après organismes nationaux et internationaux

	Union européenne	Allemagne	Espagne	**France**	Italie	Royaume-Uni	États-Unis	Japon
Production								
Longs métrages (y compris les films de coproduction)	761	87	133	**203**	134	133	611	310
Exploitation - Distribution								
Écrans	29 087	4 870	4 390	**5 347**	...	3 342	36 652	2 825
Nombre de films distribués	...	368	530	**559**	392	451	528	649
Entrées (millions)	1 007,0	156,7	143,9	**195,4**	116.3	171,3	1 536,1	170,1
Entrées moyennes par habitant	2,2	1,9	3,5	**3,3**	2,0	2,8	5,2	1,3
Entrées moyennes par salle	34 620	32 180	32 780	**36 540**	36 680	51 260	41 910	60 210
Recettes (millions d'euros)	...	892,9	691,0	**1 137,2**	660,5	1 188,1	7 775,7	1 462,2
Recettes réalisées par les films nationaux (%)	...	20,8	13,4	**38,5**	20,3	23,6	95,4	37,5
Recettes réalisées par les films américains (%)	71,0	72,1	69,8	**48,3**	61,9	73,2	95,4	59,4
Taux d'équipement DVD (%)	39,7	58,0	57,2	**61,0**	36,0	61,2	64,4	33,9
Taux de pénétration des foyers TV (%) :								
Câble	35,0	59,0	8,3	**15,5**	0,7	15,8	66,8	36,7
Satellite	22,9	36,0	20,1	**19,4**	13,7	29,0	22,4	40,4

TABLEAU R.01-17

Marché des communications électroniques

Source : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep)

Unités : Volumes : Million de minutes
Nombre d'abonnements : Millier d'unités

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	*p* 2005	Évolution 2004/2005 (%)
Volume									
Téléphonie fixe	124 899	124 029	121 950	118 480	112 456	108 931	105 100	104 545	– 0,6
Services mobiles	9 968	20 571	35 640	44 457	51 844	63 469	74 248	81 717	10,1
Internet Bas Débit	4 976	12 617	28 900	52 446	66 831	71 779	54 687	38 240	– 30,0
SMS émis (Million d'unités)	...	...	1 471	3 508	5 523	8 188	10 335	12 712	29,9
Nombre d'abonnements									
Abonnement à un service de téléphonie fixe	33 857	33 888	34 081	34 084	34 124	33 913	34 541	36 380	5,3
Sélection du transporteur (1)	...	...	4 359	5 938	6 420	7 514	7 676	8 199	6,8
Abonnements à Internet	1 280	3 030	5 459	6 987	9 124	10 617	11 939	13 257	11,0
Nombre de clients aux services mobiles	11 210	20 620	29 645	36 854	38 593	41 702	44 544	48 099	7,9

(1) La sélection du transporteur est un mécanisme qui permet aux abonnés de France Télécom de choisir, pour acheminer leurs communications longue distance ou internationales, un autre opérateur qui sera automatiquement sélectionné sans qu'il soit nécessaire de composer un préfixe à chaque appel. Depuis le 1er janvier 2002, la présélection a été étendue aux appels locaux.

TABLEAU R.01-18

Téléphone mobile et Internet dans le monde en 2005

Source : International Telecommunication Union

Pays	Téléphonie mobile		(1) Internet		
	Nombre de clients en 2005 (millier)	(2) Taux de croissance annuel moyen 2000/2005	Nombre d'ordinateurs connectés	Nombre d'internautes (millier)	Nombre d'internautes pour 10 000 habitants
Afrique du sud	31 000,0	30,0	350 501	5 100,0	1 075
Allemagne	79 200,0	10,4	3 021 130	37 500,0	4 535
Australie	18 420,0	16,6	3 939 321	14 190,0	7 040
Brésil	86 210,0	30,0	3 485 773	22 000,0	1 196
Canada	16 600,0	13,7	3 562 482	20 000,0	6 236
Chine	393 428,0	35,8	162 821	111 000,0	844
Égypte	13 629,6	58,6	3 499	5 000,0	675
Espagne	41 327,9	11,2	939 376	15 119,0	3 541
États-Unis	201 650,0	13,0	195 138 696	185 000,0	6 300
France	**48 058,4**	**10,6**	**2 335 625**	**26 154,0**	**4 323**
Hong-Kong	8 635,5	9,7	783 371	3 526,2	5 008
Italie	71 535,0	11,1	1 635 799	27 900,0	4 803
Japon	94 745,0	7,2	16 445 223	64 160,0	5 020
Kénya	4 612,0	105,0	10 016	1 054,9	322
Maroc	12 392,8	39,5	4 118	4 600,0	1 461
Mexique	47 462,1	27,5	1 523 277	18 622,5	1 740
Pays-Bas	15 834,0	8,0	5 410 760	10 000,0	6 163
Philippines	32 810,0	38,4	65 390	4 400,0	532
Pologne	29 260,0	34,1	271 767	10 000,0	2 595
Portugal	11 447,7	11,4	581 583	2 951,0	2 803
Royaume-Uni (3)	61 091,0	8,9	4 173 453	37 600,0	6 288
Russie	120 000,0	105,6	854 310	21 800,0	1 519
Singapour	4 384,6	9,8	503 099	2 421,8	5 787
Suède	8 436,5	5,8	1 321 676	6 800,0	7 546
Turquie	43 609,0	22,0	474 129	16 000,0	2 186
Monde	**2 137 069,4**	**23,6**	**267 541 177**	**964 271,7**	**1 517**

(1) Internet host data : Network Wizards, RIPE.
(2) %.
(3) Chiffres 2004 reconduits pour le nombre de clients.

Chapitre R.02

Tourisme

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Agences de voyages, Hôtels, restaurants : données sur les secteurs d'entreprise en 2004.

2 Hôtellerie classée : établissements et chambres par catégorie – Parc au 31 décembre.

3 Fréquentation de l'hôtellerie classée : arrivées par catégorie.

4 Fréquentation de l'hôtellerie classée : nuitées par catégorie.

5 Fréquentation de l'hôtellerie classée : nuitées par nationalité.

6 Campings classés : terrains et emplacements par catégorie - Parc au 31 décembre.

7 Fréquentation des campings classés : nuitées par catégorie.

8 Autres hébergements : établissements et lits – Parc au 31 décembre.

9 Hébergements touristiques dans les Dom-Com et la Nouvelle-Calédonie – Parc au 31 décembre 2005.

10 Dépenses des touristes étrangers en France.

11 Tourisme international : arrivées et recettes par pays.

12 Tourisme d'affaires : salons par secteur d'activité en 2005.

13 Fréquentation des lieux culturels et récréatifs en France.

14 Navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire et région administrative.

15 Navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire – Départements d'outre-mer.

1
○ Présentation

En 2005, l'offre d'hébergement confirme certaines des tendances observées les années précédentes : relative stabilité par rapport à 2004 pour l'hôtellerie classée et pour les terrains de campings. L'hébergement en chambres d'hôtes continue de se développer (+ 4,2 %), tout comme celui en résidences de tourisme (+ 4,6 %).

Avec 76 millions d'arrivées, la fréquentation étrangère en France est en légère hausse en 2005 par rapport à 2004 (+ 1,2 %). Les recettes du tourisme international (34 milliards) connaissent une croissance de 3,5 % en euros courants. On note une légère baisse de la clientèle européenne (- 0,4 % en arrivées) compensée par l'accélération de la hausse de fréquentation des clientèles lointaines.

En 2005, la France reste la première destination en nombre d'arrivées de touristes loin devant les États-Unis, l'Espagne et l'Italie. En revanche, en termes de recettes touristiques, la France se situe au 3ème rang mondial derrière les États-Unis et l'Espagne. Le solde de la balance des paiements est largement positif procurant à la France 9,8 milliards d'euros d'excédent.

2
○ Méthodologie

Enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services

En métropole, l'enquête est exhaustive pour les « grandes » entreprises, c'est-à-dire employant au moins 30 salariés ou réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 millions d'euros. Ces seuils sont relevés, dans certains cas, en fonction des particularités du secteur. Pour le secteur des agences de voyages et ceux de la promotion et gestion immobilière, le seuil correspond aux entreprises de 30 salariés ou plus, ou réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 8 millions d'euros, alors que dans la location immobilière il s'applique aux entreprises de plus de 50 salariés ou au moins 15 millions d'euros de chiffre d'affaires. Pour les entreprises en-dessous de ces seuils, l'enquête est réalisée par sondage et ne porte chaque année que sur la moitié des secteurs : une moitié des secteurs est interrogée une année et l'autre l'année suivante.

Hôtellerie de tourisme

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont eu cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprend donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoile à 4 étoiles luxe).

Autres hébergements

Les terrains de camping-caravaning aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 11 janvier 1993 (JO du 13 janvier 1993) complété par la circulaire du 12 février 1993.

Les statistiques ne comprennent pas les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

Dépenses des touristes étrangers en France

Elles sont issues de la Balance des paiements de la Banque de France, poste « Voyages », en termes de règlements avec les principaux pays (cf. chapitre K.02 « Balance des paiements »).

3
○ Définitions

Auberges de jeunesse

Ce sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas ; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

Hôtellerie

Les hôtels de tourisme classés (ou homologués) sont des établissements commerciaux d'hébergement classés, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons. Il existe également environ 200 hôtels de tourisme non classés.

Les hôtels non touristiques sont dits « de préfecture ». Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

Touriste

En mars 1993, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté une série de recommandations sur les statistiques du tourisme préparées par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) comme suite à la conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme, organisée conjointement par l'OMT et le Gouvernement du Canada et qui s'est tenue à Ottawa en juin 1991 ; les notions de tourisme, visiteur, touriste et excursionniste sont précisées.

Le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs ». Dans un pays donné, différentes formes de tourisme peuvent être distinguées : le tourisme interne qui comprend les résidants du pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays, le tourisme récepteur qui comprend les non-résidants qui voyagent dans le pays donné et le tourisme émetteur comprenant les résidants du pays qui voyagent dans un autre pays.

Tous les voyageurs qui intéressent le tourisme sont désignés par le terme visiteur. Celui-ci est le concept de base de l'ensemble du système de statistique du tourisme. Il désigne toute personne qui se rend dans un lieu (ville, département, région ou pays) autre que celui où elle a sa résidence habituelle pour une période non supérieure à 12 mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Si ce lieu est un pays autre que celui de résidence habituelle du visiteur, ce dernier sera dit « international ». Les visiteurs se classent en deux catégories : les touristes et les excursionnistes. Le touriste est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé dans le lieu visité, les autres visiteurs (visiteurs de la journée) étant des excursionnistes.

Enfin, les travailleurs frontaliers, les immigrants temporaires et permanents, les nomades, les passagers en transit, les réfugiés, les membres des forces armées, les représentants consulaires, les diplomates ne sont pas inclus dans les statistiques du tourisme international.

Villages de vacances

Est considéré comme village de vacances tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère délégué au Tourisme, direction du Tourisme, bureau des études, des statistiques et des comptes économiques.

Organismes :

– Ministère délégué au Tourisme, direction du Tourisme, département de la stratégie, de la prospective, de l'évaluation et des statistiques.
– Insee.

Sites Internet :

– www.tourisme.gouv.fr
– www.odit-france.fr
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Ministère délégué au Tourisme, direction du Tourisme
– Chiffres clés du tourisme, édition 2006 ;
– Mémento du tourisme, édition 2006 ;
– La note de conjoncture hôtelière (mensuelle) ;
– Le tableau de bord du tourisme (mensuel) ;
– Tourisme infos stat, notes disponibles sur le site www.tourisme.gouv.fr , rubrique « Statistiques ».
Etudes statistiques :
– « Offre et fréquentation de l'hôtellerie de tourisme et de l'hôtellerie de plein air en 2005 », enquête de l'année 2005 ;
– « Poids socio-économique des meublés et chambres d'hôtes labellisés », janvier 2006 ;
– « Le tourisme des seniors », juin 2005 ;
– « Mobilité touristique et TIC », mars 2005.

ODIT-France
– L'observation touristique ;
– Les analyses et perspectives ;
– La lettre de l'Observation du Tourisme (bimestrielle).
Ministère de la culture et de la Communication, Département des études et de la prospective
– « Statistiques de la culture - Chiffres clés 2005 ».
Insee
Insee-Références :
– « Le tourisme en France », décembre 2005 ;
– « Les services en France : services aux particuliers et activités immobilières », édition 2006.
Insee-Première :
– « Hausse des départs en vacances, mais 21 millions ne partent pas », n° 1093, juillet 2006 ;
– « Reprise de la fréquentation touristique en 2005 », n° 1065, février 2006 ;
– « En haute saison touristique, la population présente double dans certains départements », n° 1050, novembre 2005 ;
– « Une médiocre saison d'été pour l'hôtellerie et le camping en 2004 », n° 1003, février 2005.
Autres
– « Quelle stratégie pour l'hôtellerie dans l'économie française ? », *Avis et rapports du Conseil économique et social*, 2006.
Les cahiers d'Espaces :
– « Observation et tourisme », n° 90, septembre 2006 ;
– « Patrimoine sportif et tourisme », n° 88, mai 2006 ;
– « Musées et tourisme », n° 87, novembre 2005 ;
– « Parcs de loisirs : les nouveaux enjeux », n° 86, sept. 2005 ;
– « Crise, risque et tourisme », n° 85, mai 2005 ;
– « Hébergement de plein air », n° 84, février 2005.

Voir aussi le chapitre E.05 « Vacances et Loisirs divers ».

TABLEAU R.02-1

Agences de voyages, Hôtels, restaurants : données sur les secteurs d'entreprise en 2004

Source : Insee (Enquête annuelle d'entreprise dans les services) — *Unité* : Million d'euros

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Personnel occupé (1) annuel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Investissements totaux
Agences de voyages (Naf 63.3)						
Hors tranche (2)	231	913	847	801	– 1	1
0 salarié	563	–	597	75	30	1
1 à 2 salariés	968	1 442	1 922	371	98	3
3 à 5 salariés	1 297	4 831	5 136	1 046	204	6
6 à 9 salariés	647	4 608	4 332	1 096	258	8
10 à 19 salariés	303	3 843	3 654	1 381	233	3
20 à 29 salariés	110	2 657	2 318	657	104	4
30 à 49 salariés	71	2 704	2 608	851	128	5
50 à 99 salariés	50	3 414	3 314	1 076	153	5
100 salariés ou plus	36	15 415	15 029	4 353	643	30
Total du secteur	**4 276**	**39 827**	**39 755**	**11 708**	**1 850**	**67**
Hôtels, restaurants (Naf 55)						
Hors tranche (2)	2 969	4 547	6 106	951	– 1	84
0 salarié	53 510	–	60 479	3 162	1 412	209
1 à 2 salariés	66 286	90 347	125 518	7 795	3 576	239
3 à 5 salariés	41 211	155 044	147 946	9 282	4 491	345
6 à 9 salariés	18 685	133 127	119 294	7 662	3 851	326
10 à 19 salariés	8 744	115 173	101 781	7 034	3 638	239
20 à 29 salariés	1 903	45 653	40 952	3 013	1 567	128
30 à 49 salariés	1 691	63 635	53 110	4 285	2 054	199
50 à 99 salariés	531	33 955	27 846	2 279	1 091	118
100 salariés ou plus	324	198 610	180 193	14 354	6 497	747
Total du secteur	**195 854**	**840 091**	**863 224**	**59 817**	**28 175**	**2 634**

(1) Personnel occupé annuel moyen = effectif salarié et non salarié en équivalent temps plein.
(2) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.

TABLEAU R.02-2

Hôtellerie classée : établissements et chambres par catégorie - parc au 31 décembre

Sources : Insee
Direction du Tourisme, sources régionales

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Sans étoile (1) :								
Hôtels	495	2 603	2 223	2 199	2 166	2 138	2 084	2 019
Chambres	3 554	55 859	60 593	64 875	66 804	67 246	67 453	67 287
1 étoile :								
Hôtels	7 472	3 126	2 130	2 026	1 922	1 858	1 756	1 604
Chambres	121 566	57 846	40 552	39 052	37 412	37 078	35 773	33 078
2 étoiles :								
Hôtels	9 176	10 586	10 049	10 019	9 974	9 867	9 825	9 731
Chambres	264 907	302 530	282 157	283 602	281 954	278 890	276 681	274 261
3 étoiles :								
Hôtels	2 825	3 342	3 426	3 551	3 607	3 635	3 702	3 753
Chambres	132 499	157 057	158 442	161 310	163 824	164 692	167 137	168 706
4 étoiles et 4 étoiles-luxe :								
Hôtels	415	555	646	673	704	719	747	777
Chambres	28 320	38 245	47 430	51 653	53 625	55 373	57 191	58 576
Total :								
Hôtels	**20 383**	**20 212**	**18 474**	**18 468**	**18 373**	**18 217**	**18 114**	**17 884**
Chambres	**550 846**	**611 537**	**589 174**	**600 492**	**603 619**	**603 279**	**604 235**	**601 908**

(1) Norme 1986.

TABLEAU R.02-3

Fréquentation de l'hôtellerie classée : arrivées par catégorie

Sources : Insee
Direction du Tourisme et sources régionales

Unité : Millier

Arrivées	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Sans étoile (1) :						
Français	9 992,2	10 592,8	10 616,6	11 826,6	11 889,4	12 424,6
Étrangers	3 218,3	3 106,7	3 494,0	2 774,6	3 021,3	3 190,5
Total	13 210,5	13 699,5	14 110,6	14 601,2	14 910,7	15 615,1
1 étoile :						
Français	4 271,1	4 444,9	4 173,6	4 141,9	4 316,4	4 058,5
Étrangers	1 195,7	1 401,2	1 301,9	1 226,1	1 076,5	1 079,5
Total	5 466,8	5 846,1	5 475,5	5 368,0	5 392,9	5 138,0
2 étoiles :						
Français	33 333,6	33 616,3	33 055,3	32 896,6	33 304,6	33 846,0
Étrangers	13 148,0	12 446,4	12 840,0	11 777,1	11 396,3	11 294,2
Total	46 481,6	46 062,7	45 895,3	44 673,7	44 700,8	45 140,3
3 étoiles :						
Français	14 412,1	14 520,2	14 307,3	14 429,6	14 646,7	15 096,0
Étrangers	12 521,6	12 020,9	12 147,3	11 170,7	11 740,5	11 939,6
Total	26 933,7	26 541,2	26 454,7	25 600,3	26 387,2	27 035,6
4 étoiles et 4 étoiles-luxe :						
Français	2 903,8	2 937,3	3 099,8	3 069,9	3 367,4	3 696,8
Étrangers	6 390,3	6 121,7	6 309,9	5 571,7	6 157,0	6 655,6
Total	9 294,2	9 058,9	9 409,8	8 641,6	9 524,1	10 352,4
Total :						
Français	**64 912,9**	**66 111,4**	**65 252,7**	**66 364,7**	**67 524,5**	**69 121,9**
Étrangers	**36 473,9**	**35 097,0**	**36 093,1**	**32 520,1**	**33 391,3**	**34 159,4**
Total	**101 386,7**	**101 208,5**	**101 345,8**	**98 884,8**	**100 915,8**	**103 281,4**

(1) Norme 1986.

TABLEAU R.02-4

Fréquentation de l'hôtellerie classée : nuitées par catégorie

Sources : Insee
Direction du Tourisme et sources régionales

Unité : Millier

Nuitées	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Sans étoile (1) :						
Français	16 373,4	16 856,0	17 049,9	18 990,0	18 656,0	19 452,7
Étrangers	5 701,9	5 431,7	6 242,5	4 793,3	5 154,3	5 537,3
Total	22 075,3	22 287,6	23 292,4	23 783,3	23 810,3	24 990,0
1 étoile :						
Français	7 876,5	7 766,7	7 313,8	7 249,0	7 372,3	6 944,9
Étrangers	2 356,4	2 780,0	2 613,7	2 629,1	2 169,5	2 163,3
Total	10 232,9	10 546,7	9 927,4	9 878,1	9 541,8	9 108,2
2 étoiles :						
Français	58 653,7	59 114,9	58 366,4	57 380,9	56 670,2	57 226,7
Étrangers	27 115,6	26 318,0	26 902,2	24 498,4	23 049,4	22 599,7
Total	85 769,4	85 432,9	85 268,6	81 879,3	79 719,6	79 826,4
3 étoiles :						
Français	25 806,1	26 470,7	26 126,2	26 387,7	26 344,7	26 685,6
Étrangers	28 132,2	27 724,4	27 911,5	25 320,0	25 983,8	26 688,1
Total	53 938,3	54 195,1	54 037,7	51 707,7	52 328,6	53 373,7
4 étoiles et 4 étoiles-luxe :						
Français	5 349,6	5 367,9	5 598,0	5 528,3	5 851,1	6 401,0
Étrangers	13 708,0	13 398,0	13 932,1	12 082,6	13 122,3	14 107,6
Total	19 057,6	18 765,9	19 530,1	17 610,9	18 973,4	20 508,6
Total :						
Français	**114 059,4**	**115 576,1**	**114 454,3**	**115 535,9**	**114 894,3**	**116 710,9**
Étrangers	**77 014,1**	**75 652,1**	**77 602,0**	**69 323,5**	**69 479,3**	**71 095,9**
Total	**191 073,4**	**191 228,2**	**192 056,3**	**184 859,4**	**184 373,7**	**187 806,8**

(1) Norme 1986.

TABLEAU R.02-5

Fréquentation de l'hôtellerie classée (1) : nuitées par nationalité

Sources : Insee
Direction du Tourisme

Unité : Millier

Nationalités	2000	2001	2002	2003	2004	2005
France	**114 059,4**	**115 576,1**	**114 454,3**	**115 535,9**	**114 894,3**	**116 710,9**
Étranger	**77 014,1**	**75 652,1**	**77 602,0**	**69 323,5**	**69 479,3**	**71 095,9**
Europe	**54 344,9**	**54 272,6**	**56 909,2**	**52 445,5**	**51 548,5**	**51 279,6**
dont : Allemagne	8 403,6	8 310,6	8 425,9	7 250,9	7 141,8	6 887,8
Autriche	447,8	457,0	427,7	453,9	383,7	364,4
Belgique	5 093,3	5 041,9	5 115,8	4 871,4	4 825,4	4 833,5
Danemark	639,7	691,8	578,1	633,6	502,8	530,0
Espagne	3 939,6	4 002,0	4 404,8	4 077,3	4 449,6	4 889,7
Grèce	223,7	211,9	306,8	316,0	332,0	333,8
Irlande	501,1	338,2	446,5	444,7	501,5	561,4
Italie	7 765,1	7 174,0	7 630,9	7 001,4	6 767,3	6 709,2
Pays-Bas	4 058,1	4 014,9	4 182,4	3 737,4	3 712,4	3 455,6
Portugal	461,6	391,1	478,8	467,7	469,0	448,5
Royaume-Uni	16 196,0	16 939,3	18 170,7	16 551,5	16 218,2	15 634,6
Russie	576,3	786,8	959,0	1 115,4	908,7	1 008,9
Suisse	3 117,3	3 007,6	2 865,4	2 776,5	2 516,1	2 388,2
Amérique	**12 379,0**	**11 528,0**	**10 401,6**	**7 711,4**	**8 167,0**	**9 175,0**
Amérique centrale et du sud	1 359,0	1 313,9	1 295,5	966,9	1 036,8	1 139,3
Canada	746,5	764,0	776,1	665,7	684,0	900,6
États-Unis	10 273,6	9 450,1	8 330,0	6 078,8	6 446,3	7 135,1
Asie/Océanie	**6 858,8**	**6 497,5**	**6 408,4**	**5 616,9**	**6 295,3**	**7 141,4**
Japon	3 525,2	3 111,9	3 161,7	2 651,0	2 810,4	3 033,8
Proche et Moyen Orient (y.c. Égypte)	1 452,4	1 448,6	1 116,6	951,0	1 053,0	1 119,4
Autre Asie, Australie, Océanie	1 881,3	1 936,9	2 130,0	2 014,9	2 431,9	2 988,2
Afrique	**905,8**	**913,0**	**949,5**	**901,4**	**880,8**	**841,1**
Algérie, Maroc, Tunisie	462,0	446,7	499,9	437,8	413,0	380,8
Autre Afrique (sauf Egypte)	443,9	466,3	449,5	463,6	467,8	460,3
Indéterminés	**2 525,5**	**2 441,1**	**2 933,3**	**2 648,3**	**2 587,8**	**2 658,8**
Total général	**191 073,4**	**191 228,2**	**192 056,3**	**184 859,4**	**184 373,7**	**187 806,8**

(1) Norme 1986.

TABLEAU R.02-6

Campings classés (1) : terrains et emplacements par catégorie - parc au 31 décembre

Sources : Insee
Direction du Tourisme

Unité : Nombre

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
1 étoile :						
Terrains	1 384	1 388	1 355	1 345	1 295	1 269
Emplacements de passage	59 443	59 447	57 544	57 695	54 823	53 406
Emplacements totaux	79 546	79 067	77 900	78 294	76 076	73 173
2 étoiles :						
Terrains	4 076	4 035	4 012	3 941	3 865	3 802
Emplacements de passage	304 794	298 834	293 026	285 562	276 489	267 917
Emplacements totaux	364 868	362 881	358 499	353 151	349 221	339 721
3 étoiles :						
Terrains	2 212	2 241	2 262	2 302	2 299	2 338
Emplacements de passage	271 807	268 538	266 863	272 816	270 903	274 240
Emplacements totaux	314 398	315 881	316 434	323 514	331 140	336 239
4 étoiles :						
Terrains	685	690	698	701	715	729
Emplacements de passage	138 922	138 087	140 005	140 895	140 074	139 438
Emplacements totaux	161 035	163 659	167 766	169 419	178 205	176 825
Total :						
Terrains	**8 357**	**8 354**	**8 327**	**8 289**	**8 174**	**8 138**
Emplacements de passage	**774 966**	**764 906**	**757 438**	**756 968**	**742 289**	**735 001**
Emplacements totaux (2)	**919 847**	**921 488**	**920 599**	**924 378**	**934 642**	**925 958**

(1) Norme 1986.
(2) La différence entre le nombre des emplacements totaux et celui des emplacements de passage est le nombre des emplacements loués à l'année.

TABLEAU R.02-7

Fréquentation des campings classés : nuitées par catégorie

Sources : Insee
Direction du Tourisme

Unité : Millier

Nuitées	2000	2001	2002	2003	(1) 2004	(1) 2005
1 étoile :						
Français	3 182,6	3 408,6	3 291,9	3 232,7	2 921,9	3 080,8
Étrangers	1 510,9	1 520,9	1 641,8	1 573,5	1 339,2	1 456,5
Total	4 693,5	4 929,5	4 933,7	4 806,2	4 261,0	4 537,3
2 étoiles :						
Français	22 285,5	22 616,3	21 943,2	22 126,1	20 574,1	20 039,4
Étrangers	7 069,8	7 218,1	7 695,4	6 870,3	6 699,5	6 912,2
Total	29 355,3	29 834,4	29 638,6	28 996,4	27 273,7	26 951,6
3 étoiles :						
Français	23 939,7	24 906,5	24 300,4	25 671,2	24 205,1	25 553,5
Étrangers	11 592,3	12 088,3	12 479,0	12 415,0	13 597,9	14 090,3
Total	35 532,0	36 994,8	36 779,4	38 086,2	37 803,0	39 643,9
4 étoiles et 4 étoiles-luxe :						
Français	11 514,4	12 531,4	12 308,9	12 786,6	13 004,9	13 790,7
Étrangers	12 477,4	13 782,1	13 823,2	13 562,5	12 150,6	12 679,0
Total	23 991,8	26 313,5	26 132,1	26 349,1	25 155,5	26 469,6
Total :						
Français	**60 922,2**	**63 462,8**	**61 844,4**	**63 816,5**	**60 706,0**	**62 464,4**
Étrangers	**32 650,4**	**34 609,4**	**35 639,4**	**34 421,4**	**33 787,2**	**35 138,0**
Total	**93 572,6**	**98 072,2**	**97 483,8**	**98 237,9**	**94 493,2**	**97 602,4**

(1) Les chiffres ne sont pas directement comparables à ceux des années précédentes en raison d'une rénovation de l'enquête Insee - Direction du Tourisme.

TABLEAU R.02-8

Autres hébergements : établissements et lits - parc au 31 décembre

Sources : Insee
Direction du Tourisme ; sources régionales ; fédérations professionnelles

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Nombre d'établissements :								
Résidences de tourisme et hébergements assimilés	219	678	841	1 015	1 091	1 227	1 300	1 389
Villages de vacances	858	825	879	897	865	1 001	981	914
Meublés de tourisme	...	...	...	135 162	135 162	151 376	158 232 *r*	164 748
Chambres d'hôtes	11 168	17 659	24 202	27 971	29 030	31 013	33 432	34 848
Auberges de jeunesse	303	191	200	201	187	189 *r*	181	177
Nombre de lits, en milliers :								
Résidences de tourisme et hébergements assimilés	71,9	253,9	331,2	365,1	380,8	429,5	455,1	475,9
Villages de vacances	272,9	244,2	263,5	264,0	258,9	276,3	276,1	245,2
Meublés de tourisme (1)	...	...	...	540,6	540,6	605,5	607,0	722,5
Chambres d'hôtes	22,3	36,6	48,4	55,9	58,1	62,0	66,9	69,7
Auberges de jeunesse	17,6	12,9	14,8	14,6	13,8	14,4	14,2	14,0

(1) Nombre de chambres multiplié par 2.

TABLEAU R.02-9

Hébergements touristiques dans les Dom-Com et la Nouvelle-Calédonie - parc au 31 décembre 2005

Sources : Insee
Direction du Tourisme ; IEDOM ; IEOM

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion
Nombre d'établissements :	**533**	**385**	**125**	**762**
Hôtellerie	87	99	27	109
Résidences de tourisme et établissements assimilés	7	6	1	1
Camping et aires naturelles	–	–	–	–
Villages de vacances	2	4	–	2
Meublés	433	243	40	333
Chambres d'hôtes	3	32	50	282
Auberges de jeunesse	1	1	1	4
Gîtes de montagne, gîtes d'étapes	–	–	6	31
Nombre de lits (milliers) :	**17 718**	**12 396**	**3 212**	**10 724**
Hôtellerie	12 720	9 494	2 398	6 986
Résidences de tourisme et établissements assimilés	2 870	868	350	362
Camping et aires naturelles	–	–	–	–
Villages de vacances	350	826	–	704
Meublés	1 732	1 104	160	1 332
Chambres d'hôtes	6	64	100	564
Auberges de jeunesse	40	40	24	156
Gîtes de montagne, gîtes d'étapes	–	–	180	620

TABLEAU R.02-9 (suite et fin)

Hébergements touristiques dans les Dom-Com et la Nouvelle-Calédonie - parc au 31 décembre 2005

Sources : Insee
Direction du Tourisme ; IEDOM ; IEOM

	Mayotte	Saint-Pierre-et-Miquelon	Polynésie Française	Nouvelle-Calédonie	Wallis-et-Futuna
Nombre d'établissements	**189**	**17**	**306 (1)**	**167**	**5**
Hôtellerie	42	14	306 (1)	42	5
Résidences de tourisme et établissements assimilés	1	–	–	2	–
Camping et aires naturelles	3	2	–	75	–
Villages de vacances	–	–	–	–	–
Meublés	6	–	–	27	–
Chambres d'hôtes	135	–	–	10	–
Auberges de jeunesse	1	–	–	1	–
Gîtes de montagne, gîtes d'étapes	1	1	–	10	–
Nombre de lits	**1 162**	**370**	**8 572 (1)**	**5 614**	**108**
Hôtellerie	725	330	8 572	3 738	108
Résidences de tourisme et établissements assimilés	56	–	–	560	–
Camping et aires naturelles	30	20	–	900	–
Villages de vacances	–	–	–	–	–
Meublés	29	–	–	150	–
Chambres d'hôtes	270	–	–	20	–
Auberges de jeunesse	30	–	–	96	–
Gîtes de montagne, gîtes d'étapes	22	20	–	150	–

(1) Dont 259 auberges non classées offrant 2 560 lits.

TABLEAU R.02-10

Dépenses des touristes étrangers en France

Source : Banque de France (Balance des paiements) — *Unité* : Milliard d'euros

	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
UE à 25	///	///	///	18,1	18,6	19,9	19,9	20,1	20,5
dont : UE à 15	7,3	9,4	16,8	17,8	18,4	19,9	19,7	20,0	20,3
dont : Allemagne	1,9	2,6	3,6	3,9	3,8	3,9	3,9	3,8	3,8
Belgique	///	///	///	2,4	2,6	2,7	2,8	2,9	2,9
Danemark	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Espagne	1,0	0,7	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6
Grèce	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3
Irlande	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Italie	1,0	1,1	2,5	2,5	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5
Luxembourg	///	///	///	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
Pays-Bas	0,6	0,8	1,8	1,5	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9
Portugal	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Royaume-Uni	1,7	1,9	3,9	4,4	4,8	5,1	4,9	4,9	5,0
Hors UE à 25	///	///	///	15,2	15,1	14,3	12,5	12,7	13,5
dont : États-Unis-Canada	2,7	2,9	4,8	6,1	6,1	5,5	4,4	4,4	4,9
Total	**16,2**	**20,5**	**29,4**	**33,3**	**33,7**	**34,2**	**32,3**	**32,8**	**34,0**

TABLEAU R.02-11

Tourisme international : arrivées et recettes par pays (1)

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Organisation mondiale du tourisme (OMT)

	Arrivées de touristes (milliers)					Recettes du tourisme international (millions de dollars US)				
	r 1990	*r* 2000	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005	*r* 1990	*r* 2000	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Allemagne	17 045	18 983	18 399	20 137	21 050	14 245	18 693	23 106	27 668	29 204
Autriche	19 011	17 982	19 078	19 373	19 952	13 417	9 931	13 954	15 334	15 467
Canada	15 209	19 627	17 534	19 152	19 145	6 339	10 839	10 579	12 843	13 584
Chine	10 484	31 229	32 970	41 761	46 890	2 218	16 231	17 406	25 739	29 296
Espagne	34 085	47 898	50 854	52 430	55 577	18 484	29 968	39 645	45 248	47 981
États-Unis	39 363	51 237	41 218	46 085	49 402	43 007	82 400	64 348	74 481	81 680
France	**52 497**	**77 190**	**75 048**	**75 121**	**76 001**	**20 184**	**30 757**	**36 593**	**40 842**	**42 267**
Grèce	8 873	13 096	13 969	13 271	...	2 587	9 219	10 741	12 872	13 731
Hong-Kong	6 581	8 814	9 676	13 665	14 773	5 032	7 495	7 137	8 999	10 119
Hongrie	20 510	15 571	15 706	12 212	10 047	824	3 757	4 046	4 061	4 271
Italie	26 679	41 181	39 604	37 071	36 513	16 458	27 493	31 245	35 656	35 498
Malaisie	7 446	10 222	10 577	15 703	16 431	1 667	4 562	5 898	8 198	8 543
Mexique	17 172	20 641	18 665	20 618	21 915	5 467	8 295	9 457	10 753	11 755
Pays-Bas	5 795	10 003	9 181	9 646	10 012	4 155	7 217	9 160	10 333	10 477
Pologne	3 400	17 400	13 720	14 290	15 200	358	5 677	4 069	5 833	6 284
Portugal	8 020	12 097	11 707	11 617	...	3 555	5 282	6 616	7 846	7 931
Royaume-Uni	18 013	25 209	24 715	27 755	19 971	15 375	21 857	22 656	28 221	30 373
Russie	7 204	21 169	20 443	19 892	...	2 752	3 430	4 502	5 225	5 466
Suisse	7 963	7 821	6 530	...	7 229	7 411	7 788	9 186	10 414	11 269
Turquie	4 799	9 586	13 341	16 826	20 272	3 225	7 636	13 203	15 888	18 152
Total monde	**437 800**	**686 700**	**693 200**	**763 900**	**808 400**	**273 400**	**483 800**	**533 100**	**633 000**	**681 500**

(1) Transport exclu.

TABLEAU R.02-12

Tourisme d'affaires : salons par secteur d'activité en 2005

Source : Office de justification des statistiques (OJS)

Unités : Salons : Nombre
Visiteurs : Millier

Groupes sectoriels	Salons	Visiteurs	*dont* visiteurs étrangers
Agriculture - Viticulture - Pêche	16	1 476,0	100,2
Habitat - Équipement, aménagement et décoration de la maison	27	874,5	77,0
Transport - Circulation	11	1 449,9	68,9
Sports - Jeux - Loisirs - Tourisme	13	1 116,9	5,6
Arts, artisanat	7	335,1	11,2
Antiquités	3	27,0	...
Alimentation - Hôtellerie - Restauration	9	399,3	40,2
Textiles - Habillement - Cuir - Accessoires de mode	32	504,5	256,7
Bâtiment - Travaux publics	5	501,3	68,2
Santé - Hygiène - Mode de vie	6	66,7	14,2
Environnement	2	65,0	7,9
Sécurité civile et militaire	1	23,8	8,4
Informatique - Bureautique - Industrie graphique - Communication	14	223,9	77,0
Industrie - Recherche	5	110,0	12,6
Immobilier	1	17,6	13,4
Commerce - Services	12	142,0	28,1
Total	**164**	**7 333,4**	**789,5**

TABLEAU R.02-13

Fréquentation des lieux culturels et récréatifs en France (1)

Source : Odit-France, Direction de l'observation

Unité : Nombre d'entrées

	r 2000	2001	2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
Disneyland, Paris	12 200 000	12 200 000	13 100 000	12 400 000	12 400 000	12 300 000
Tour Eiffel	6 152 032	6 103 987	6 157 042	5 864 969	6 229 993	6 428 441
Centre Georges Pompidou, Paris	5 122 099	6 157 042	5 502 699	5 320 957	5 368 548	5 341 064
Cité des Sciences de la Villette, Paris	3 088 000	2 581 000	2 624 000	2 853 000	2 795 000	3 186 000
Parc Astérix, Plailly	1 830 000	1 815 000	1 750 000	1 770 000	1 830 000	1 770 000
Parc Futuroscope Poitiers	2 291 344	1 972 343	1 553 000	1 205 000	1 350 000	1 435 000
Parc zoologique du Bois de Boulogne, Lille	1 412 237	1 574 109	1 500 000	1 505 790	1 241 115	1 327 269
Le Puy du Fou (Grand parc + Cinescénie)	1 067 000	1 180 000	1 100 414	1 103 697	1 138 000	1 189 000
Musée de l'Armée, Paris	843 509	1 035 761	1 018 672	990 650	1 031 045	1 070 122
Aquarium, La Rochelle	423 949	929 000 (2)	866 460	850 000	830 000	802 803
Chemin de fer du Montenvers-Mer de Glace, Chamonix	874 913	920 681	930 986	963 433	932 079	786 247
Parc animalier de la Palmyre, Les Mathes	638 693	695 087	721 074	671 692	756 799	737 566
Visite en bateau de la ville, Strasbourg	678 302	598 165	664 337	687 775	672 054	683 250
Musée Grévin	594 000	350 500	615 898	605 000	705 100	668 373
Palais de la Découverte, Paris	636 691	515 508	455 646	382 102	436 000	630 385
Parc Nausicaa, Boulogne sur Mer	689 826	630 000	625 000	533 274	603 612	598 886
Zoo du bois de Coulange, Amnéville les Thermes	478 043	516 220	574 202	570 000	545 131	558 009
Palais des Papes, Avignon	616 432	595 292	613 376	514 188	532 010	549 525
Océanopolis, Brest (3)	493 500	530 587	475 000	450 000	499 900	455 406
Téléphérique du Brévent, Chamonix	446 037	386 246	420 969	444 194	522 043	455 276
Musée Carnavalet	248 355	248 836	490 048	611 500	395 355	438 487
Parc d'attractions Nigloland, Dolancourt	455 166	422 690	488 700	515 000	496 547	430 000
Mémorial de la Paix, Caen	408 565	412 802	477 800	423 000	557 000	404 740
Parc la mer de sable, Ermenonville	435 000	426 000	419 000	417 000	428 000	401 000

(1) Sites dont les entrées sont comptabilisées et qui ont reçu plus de 400 000 visiteurs hors musées et monuments nationaux.
(2) Ouverture du nouveau site en 2001.
(3) En travaux en 2000.

TABLEAU R.02-14

Navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire et région administrative

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer — *Unité* : Nombre

	Nord - Pas-de-Calais Picardie	Haute-Normandie	Basse-Normandie	Bretagne	Pays de la Loire	Poitou-Charentes	Aquitaine	Languedoc-Roussillon	Provence - Alpes - Côte d'Azur	Corse	**Total**
Navires immatriculés au 31 août 2005 :											
Voiliers	3 802	5 939	9 838	58 058	20 315	13 112	12 106	16 397	35 800	3 416	**178 783**
Navires à moteur	21 159	34 414	36 828	123 904	51 302	32 986	50 318	72 602	174 825	34 342	**632 680**
Autres modes de propulsion (1)	328	912	1 543	9 126	2 214	1 934	3 218	3 008	6 698	865	**29 846**
Total	**25 289**	**41 265**	**48 209**	**191 088**	**73 831**	**48 032**	**65 642**	**92 007**	**217 323**	**38 623**	**841 309**
Nouvelles immatriculations entre le 1er septembre 2004 et le 31 août 2005 (2) :											
Non habitables :											
Voiliers	42	42	103	682	195	102	82	82	130	10	**1 470**
Navires à moteur	106	170	277	1 012	432	258	467	665	949	200	**4 536**
Autres modes de propulsion (1)	10	31	20	592	74	22	39	45	149	9	**991**
Habitables :											
Voiliers	65	41	82	515	283	178	80	235	620	40	**2139**
Navires à moteur	144	156	294	1135	615	313	570	639	1351	228	**5445**
Autres modes de propulsion	1	1	–	10	–	–	–	1	2	–	**15**
Véhicule nautique à moteur	148	339	231	224	246	234	258	453	908	225	**3 266**
Pneumatiques	226	225	333	1 558	466	250	321	414	1 263	409	**5 465**
Autres modes de propulsion (1)	2	2	3	17	3	3	3	16	16	1	**66**
Total	**744**	**1 007**	**1 343**	**5 745**	**2 314**	**1 360**	**1 820**	**2 550**	**5 388**	**1 122**	**23 393**

(1) Y compris non renseignés.
(2) Il s'agit des types de propulsion.

TABLEAU R.02-15

Navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire - Départements d'outre-mer

Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer — *Unité* : Nombre

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	St Pierre-et-Miquelon	**Total**
Navires immatriculés au 31 août 2005 :						
Voiliers	1 523	1 297	122	334	50	**3 326**
Navires à moteur	9 111	7 938	1 933	3 085	751	**22 818**
Autres modes de propulsion (1)	1 083	1 242	182	80	21	**2 608**
Total Dom	**11 717**	**10 477**	**2 237**	**3 499**	**822**	**28 752**
Nouvelles immatriculations entre le 1er septembre 2004 et le 31 août 2005 :						
Voiliers	40	33	5	3	1	**82**
Navires à moteur	367	259	61	101	23	**811**
Autres modes de propulsion (1)	1	33	–	1	2	**37**
Total Dom	**408**	**325**	**66**	**105**	**26**	**930**

(1) Y compris non renseignés.

Chapitre R.03

Activités financières et immobilières

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Établissements de crédit et entreprises d'investissement (situation en fin d'année).

2 Bilan de la Banque de France et des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France (encours en fin d'année).

3 Bilan des banques dans les départements et les collectivités d'outre-mer, ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie (encours en fin d'année).

4 Crédit-bail mobilier et immobilier par secteur d'activité clients.

5 Crédit-bail mobilier et immobilier selon la nature d'investissement.

6 Organismes contrôlés par l'Acam au 31 décembre.

7 Effectifs du secteur de l'assurance.

8 Primes d'assurance et de réassurance.

9 Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie.

10 Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie.

11 Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie en 2005.

12 Placements d'assurance en 2005.

13 Part des primes brutes directes d'assurance rapportée au produit intérieur brut dans plusieurs pays de l'OCDE.

14 Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE.

15 Salariés et établissements employeurs dans les activités immobilières au 31 décembre.

16 Activités immobilières : principaux indicateurs.

1 ○ Présentation

L'année 2005 se caractérise par une croissance très soutenue de l'activité d'assurance. Depuis 2004, les résultats très satisfaisants des sociétés d'assurance confortent la France au quatrième rang du marché mondial de l'assurance derrière les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni.

Cette progression de 13 % par rapport à 2004 relève d'une hausse des encaissements de cotisations et/ou prestations mais aussi d'une bonne orientation des marchés financiers, sans oublier un contexte climatique favorable.

Toutefois cette augmentation n'est pas homogène dans tous les secteurs : l'assurance vie est prédominante avec 60 % des encaissements, devant l'assurance non-vie (35 %) et les réassurances spécialisées (5 %).

Pour les assureurs vie, le chiffre d'affaires, exprimé en primes acquises, s'élève à 133 milliards d'euros, soit une progression de 14 % par rapport à l'exercice 2004 et pour les assureurs non-vie, il atteint 58,6 milliards d'euros en progression de 4 % par rapport à 2004.

En 2005, l'environnement financier propice conjugué au contexte de sinistralité favorable, conduit à un résultat technique pour les sociétés vie de 4,1 milliards d'euros et à 4,7 milliards d'euros pour les sociétés non-vie, soit une augmentation respective de 24 % et 28 %. Quant au résultat net comptable de l'ensemble des sociétés d'assurance, il représente 4,1 % des cotisations et 12 % des fonds propres des sociétés.

L'année 2005 est marquée par l'essor des cotisations d'assurance vie et de capitalisation dû notamment à un engouement pour les Plans d'Épargne Retraite Populaire (PERP) amorcé à la fin de l'année 2004 et visant à couvrir des besoins d'assurance retraite. La demande croissante d'investissement adressée aux sociétés d'assurance a engendré des placements dont la valeur de réalisation dépasse 1 350 milliards d'euros en 2005 suivant une répartition à 61,8 % en obligations, 16,2 % en actions, 14,9 % en unités de compte, 3,9 % en immobilier, 3 % autres et 0,2 % en instruments financiers à terme.

Au sein des services marchands, les activités immobilières ralentissent légèrement (+ 2,1 % après + 2,4 % en 2004). La location immobilière ne croît en volume que de 2,2 % même si les sommes versées par les ménages au titre des loyers progressent de 6,8 %. La hausse du prix des loyers en est la cause pour les deux tiers, elle est par ailleurs plus importante dans le parc privé (+ 4,0 %) que dans le parc HLM (+ 2,9 %). La promotion immobillière de logements (+ 7,7 %) est très dynamique grâce à la forte demande d'investissement des ménages. Mais le recul de la promotion immobilière hors logement (- 2,4 %) pèse sur l'ensemble de la branche.

2 ○ Méthodologie

Assurances

Deux grands changements réglementaires sont intervenus en 1995.

• *Création des entreprises mixtes*

Avant 1995, il y avait deux sortes d'entreprises :

– les entreprises vie, qui ne pouvaient pratiquer que les opérations d'assurance sur la vie et de capitalisation ;

– les entreprises non-vie, qui ne pouvaient exercer que des opérations non-vie (appelées aussi « dommages »).

Grâce aux troisièmes directives européennes d'assurance (1992), les entreprises peuvent pratiquer simultanément l'ensemble des « assurances de personnes », soit les opérations d'assurance sur la vie, la capitalisation et les opérations d'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie. L'assurance des dommages corporels reste parmi les branches non-vie mais devient ainsi une plage commune aux entreprises ayant des agréments vie et aux entreprises non-vie.

Cette faculté est introduite en France par la loi du 4 janvier 1994. Les entreprises l'utilisant s'appellent « sociétés mixtes ». La première société mixte apparaît en 1995.

• *Introduction d'un nouveau plan comptable*

Un nouveau plan comptable, pris en application d'une directive européenne de 1991, est utilisé en France depuis l'exercice 1995 par les entreprises d'assurance et réassurance.

Il a transformé la nomenclature et le contenu des comptes et des planches établies par les entreprises. Ces changements perturbent la continuité des séries statistiques :

– les comptes d'exploitation générale et de pertes et profits ont été remplacés par les comptes de résultat, technique et non-technique ;

– la nomenclature des opérations d'assurance sur la vie a été profondément modifiée.

Les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance soumises au contrôle de la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (CCAMIP), remplacée depuis le 15 décembre 2005 par l'Autorité de Contrôle des Assurances et des mutuelles (Acam), lui envoient périodiquement des informations retraçant leur activité. D'une part, chaque société doit fournir et publier annuellement ses documents comptables de synthèse (le bilan, le hors bilan, le compte de résultat et l'annexe). D'autre part, l'Acam examine les états comptables que lui fournit annuellement chaque société ; ces états ne sont publiés que sous la forme agrégée de l'ensemble des sociétés.

Donc, la plupart des informations comptables et statistiques sont fournies sous une forme normalisée et l'Acam publie les totalisations des principaux états reçus. Ces totalisations concernent à la fois les comptes publiés par les entreprises et les états réservés à l'autorité de tutelle. L'Acam publie également des tableaux de synthèse (modifications concernant les sociétés, évolutions chronologiques, répartition des activités, bilans et comptes de résultat, etc.) établis à partir des informations reçues.

Jusqu'au 1er juillet 1994, toutes les entreprises d'assurance établies en France relevaient de la Commission de contrôle, soit qu'elles y aient installé leur siège social, soit qu'elles y possédaient une succursale.

Depuis le 1er juillet 1994, les entreprises communautaires relèvent de l'autorité de tutelle compétente pour leur siège social, pour toute leur activité communautaire. Cette mesure concerne les entreprises dont le siège social est situé dans l'Espace Économique Européen (Union européenne, Islande, Liechtenstein et Norvège). Aussi, les tableaux figurant dans l'annuaire n'intègrent-ils plus, depuis l'exercice 1994, les comptes des succursales en France des entreprises communautaires. Seul le tableau indiquant la variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance (tableau R.03-6) inclut toutes les entreprises établies en France.

Les statistiques de l'Acam regroupent les sociétés mixtes avec les sociétés vie.

Les entreprises de réassurance de droit français sont soumises depuis le 1er janvier 1995 au contrôle de la Commission. Elles font l'objet de statistiques depuis cette date.

Les succursales à l'étranger d'entreprises françaises d'assurance ou de réassurance sont comprises dans ces comptes.

Les succursales en France d'entreprises extra-communautaires, dont l'effectif est devenu trop faible pour faire l'objet de totalisations séparées, sont incluses dans les totalisations portant sur les sociétés anonymes.

En assurance non-vie, les sociétés d'assurance mutuelles rémunérantes sont totalisées par l'Acam avec les sociétés anonymes.

En ce qui concerne les effectifs du secteur, les chiffres proviennent d'estimations des organismes professionnels.

Enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

En métropole, l'enquête est exhaustive pour les « grandes » entreprises, c'est-à-dire employant au moins 30 salariés ou réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 millions d'euros. Ces seuils sont relevés, dans certains cas, en fonction des particularités du secteur. Pour le secteur des agences de voyage et ceux de la promotion et gestion immobilières, le seuil correspond aux entreprises de 30 salariés ou plus, ou réalisant

un chiffre d'affaires d'au moins 8 millions d'euros, alors que dans la location immobilière il s'applique aux entreprises de plus de 50 salariés ou réalisant au moins 15 millions d'euros de chiffre d'affaires. Pour les entreprises en-dessous de ces seuils, l'enquête est réalisée par sondage et ne porte chaque année que sur la moitié des secteurs : une moitié des secteurs est interrogée une année et l'autre l'année suivante.

Enquête annuelle « crédit-bail » (NAF-CPF)

La loi du 2 juillet 1966 officialise l'existence du crédit-bail et codifie l'exercice de son activité. Elle fait obligation aux entreprises de se faire inscrire sur la liste des banques ou de se faire enregistrer comme établissement financier par le Conseil national du crédit. Elle facilite le recours de ces entreprises au réescompte.
L'ordonnance du 28 septembre 1967 adapte cette réglementation au crédit-bail immobilier et crée le statut des « sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie » (Sicomi). Cette ordonnance introduit la distinction entre « crédit-bail mobilier » et « crédit-bail immobilier », et accorde aux Sicomi un certain nombre d'avantages sur le plan fiscal (exonération partielle de l'impôt sur les sociétés, droits de mutation réduits...).
En 1970, apparaît une nouvelle formule destinée à financer, par des opérations de crédit-bail, une partie des investissements des postes et télécommunications. La loi du 24 décembre 1969 et l'arrêté du 24 février 1970 créent le statut des « sociétés agréées pour le financement des télécommunications ».
Enfin, la loi du 15 juillet 1980 crée les « sociétés de financement des économies d'énergie » (Sofergie) par voie crédit-bail notamment. Ces sociétés sont autorisées également à financer les investissements des collectivités locales.

3 ❍ Définitions

Activités immobilières

Elles regroupent la promotion et la gestion immobilières (promoteurs, agences immobilières, marchands de biens et administrateurs d'immeubles) et la location immobilière (de logements et hors logements).

Affaires directes

Il s'agit des opérations souscrites entre un assuré et un assureur, par opposition avec la réassurance qui intervient entre un assureur et un réassureur.

Agent général d'assurance

Il est le représentant d'une entreprise d'assurance dans une circonscription déterminée ; l'agent général d'assurance exerce une profession libérale.

Contrat de capitalisation

La capitalisation est un contrat par lequel une entreprise d'assurance s'engage, moyennant un versement unique ou des versements périodiques, à payer un capital déterminé d'avance, soit au terme du contrat soit avant cette date si le contrat est désigné par tirage au sort. Les opérations de capitalisation ne sont pas des opérations d'assurance mais peuvent être pratiquées en même temps que l'assurance sur la vie.

Crédit-bail (NAF 65.2A) (CPF 65.21)

Cette classe comprend notamment :
• *L'activité des organismes spécialisés dans le crédit-bail mobilier et immobilier ; ils constituent une partie des « sociétés financières » au sens du Comité des établissements de crédits, dont* :
– sociétés de financement des télécommunications ;
– sociétés de financement des économies d'énergie (Sofergie) ;
– sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (Sicomi).
• *L'activité des organismes spécialisés dans la location avec option d'achat*
Le crédit-bail est une opération financière impliquant généralement pour l'usager les risques liés au choix de la chose louée, un engagement de durée de bail et une option d'achat en fin de bail.
Le détail des postes composant les services marchands figure dans la présentation des principales nomenclatures en fin d'annuaire.
La nomenclature d'activités française est consultable sur le site Internet de l'Insee (www.insee.fr).

Groupe ouvert

C'est un contrat collectif d'assurance à adhésion individuelle et facultative souscrit auprès d'une société d'assurance par l'intermédiaire d'un organisme représentant le groupe des assurés. Dans les statistiques d'assurance vie, les groupes ouverts sont totalisés avec les contrats individuels.

Mixte (société d'assurance)

Une société mixte pratique à la fois l'assurance sur la vie et l'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie.

Mutuelle (société)

Les sociétés d'assurance mutuelle sont des sociétés d'assurance dont les membres sont à la fois assureurs et assurés.

Provisions techniques

Chaque fois qu'elles contractent un engagement d'assurance ou de réassurance, les entreprises constituent des provisions destinées à garantir le paiement de cet engagement ; c'est le cas, par exemple, en assurance de dommages, lorsqu'un sinistre est survenu, mais non encore payé ; c'est le cas également en assurance-vie, où une part de chaque prime est affectée aux provisions mathématiques, qui garantissent le paiement des capitaux ou des rentes prévus par le contrat.

Placements

La représentation des provisions techniques des entreprises d'assurance par des actifs financiers et immobiliers est soumise à une réglementation et à un contrôle stricts, destinés à préserver les droits des assurés. Par contre, les entreprises placent librement leurs fonds propres.
Les revenus financiers de ces placements permettent aux assureurs non-vie de limiter le montant des primes demandées. Les assureurs vie, quant à eux, les utilisent pour financer les intérêts prévus aux contrats et pour distribuer des participations aux bénéfices sous forme de revalorisation des prestations garanties.

Réassurance (cessions, acceptations)

C'est une convention par laquelle un assureur transfère à un réassureur une partie des risques d'assurance qu'il a souscrits, moyennant une prime de réassurance. La réassurance est pratiquée par les sociétés d'assurance et par des sociétés de réassurance (réassureurs professionnels). Le réassuré « cède » des risques, le réassureur les « accepte ».

Tontine

C'est une association dans laquelle chacun des associés apporte sa contribution à un fonds qui est capitalisé. À une date fixée par le contrat, le montant de ce fonds est distribué :
– soit aux survivants (tontines en cas de vie) ;
– soit aux ayants droit des décédés (tontines en cas de décès).

4 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles et des divisions « Services » et « Synthèse générale des comptes » de l'Insee.

Organismes :

– Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles ;
– Organismes professionnels ;
– Caisse nationale de prévoyance ;
– Insee ;
– Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

Sites Internet :

– www.ccamip.fr
– www.ffsa.fr
– www.insee.fr
– www.alisse.insee.fr (Accès en ligne des statistiques structurelles d'entreprises)
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles

Rapport d'activité (annuel) ;
Résultats comptables des entreprises d'assurance de capitalisation et de réassurance (annuel) ;
Tableaux de synthèse (annuel).

Insee

Enquête annuelle d'entreprise.
Enquête annuelle « Crédit-bail ».

Insee-Références :
– « Les services en France », édition 2006.

Insee-Première :
– « les services marchands résistent en 2005 », n° 1087, juillet 2006 ;
– « Prix des logements anciens - La hausse reste vive en 2005 », n° 1082, juin 2006.

Insee-résultats, série Économie :
– « Les entreprises des services en 2003 », n° 22, septembre 2005.

Insee- Document de travail :
– « Les services en 2004 », rapport sur les comptes, E2006/02.

Autres

– « L'assurance française en 2005 », Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) [rapport annuel] ;
– Annuaire des statistiques d'assurance 1995 - 2004, édition 2006, OCDE.

TABLEAU R.03-1

Établissements de crédit et entreprises d'investissement (situation en fin d'année)

Établissements de crédit (Code monétaire et financier)

Source : Banque de France — *Unité* : Nombre

	1990	1995	2000	2003	2004	2005
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AGRÉÉS EN FRANCE (1) (HORS MONACO) ET SUCCURSALES DE L'E.E.E. EXERÇANT EN FRANCE						
Établissements de crédit agréés en France (1) (hors Monaco)	**2 001**	**1 399**	**1 026**	**884**	**825**	**800**
Établissements habilités à traiter toutes opérations de Banque	**760**	**547**	**454**	**400**	**390**	**383**
Banques	**380**	**360**	**280**	**252**	**244**	**239**
Sociétés de droit français adhérant à la Fédération bancaire française (FBF)	332	314	236	203	192	189
Succursales d'établissements ayant leur siège dans des pays tiers adhérant à la FBF	48	44	31	28	27	26
Sociétés de droit français affilliées à des organes centraux	–	2	10	13	18	17
Sociétés de droit français affilliées à un organisme professionnel (autre que FBF)	–	–	2	8	6	7
Sociétés de droit français en instance d'adhésion	–	–	1	–	1	–
Banques mutualistes ou coopératives	**359**	**167**	**153**	**128**	**126**	**124**
Établissements affiliés à la Banque fédérale des banques populaires	33	32	31	31	30	31
Établissements affiliés au Crédit Agricole S.A	90	61	53	45	44	42
Établissements affiliés à la Caisse centrale de crédit coopératif	15	11	10	–	–	–
Établissements affiliés à la Confédération nationale du crédit mutuel (2)	32	27	24	20	20	20
Sociétés coopératives de banque adhérant à la FBF	3	1	1	1	1	1
Caisses d'épargne et de prévoyance	186	35	34	31	31	30
Caisses de crédit municipal	**21**	**20**	**21**	**20**	**20**	**20**
Sociétés financières	**1 209**	**821**	**553**	**469**	**424**	**409**
Sociétés de caution mutuelle affiliées à la Banque fédérale des banques populaires	164	5	3	1	1	1
Sociétés affiliées à la Caisse nationale des caisses d'épargne et prévoyance	21	7	19	25	30	28
Établissements affiliés à la Caisse nationale du Crédit Agricole	26	8	2	1	1	1
Sociétés affiliées à la Caisse centrale de crédit coopératif	19	19	16	–	–	–
Sociétés affiliées à la Chambre syndicale des sociétés anonymes de crédit immobilier	144	132	95	81	79	78
Sociétés à statut particulier adhérant à l'Association française des sociétés financières (ASF)	196	130	41	32	28	26
Sociétés financières exerçant divers types d'activités adhérant à l'ASF	639	520	377	315	281	272
Sociétés affiliées à l'association française des entreprises d'investissement	–	–	–	3	3	3
Sociétés financières en instance d'adhésion	–	–	–	11	1	–
Institutions financières spécialisées (3)	**32**	**31**	**19**	**15**	**11**	**8**
Succursales d'établissements de crédit de l'espace économique européen (E.E.E.) exerçant en libre établissement (4)	**26**	**46**	**59**	**52**	**55**	**55**
Total	**2 027**	**1 445**	**1 085**	**936**	**880**	**855**
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AGRÉÉS POUR EXERCER LEUR ACTIVITÉ À MONACO						
Établissements de crédit agréés pour exercer leur activité à Monaco	**21**	**24**	**31**	**34**	**31**	**27**
Établissements habilités à traiter toutes les opérations de banques	**13**	**16**	**27**	**31**	**29**	**25**
Banques	**13**	**15**	**26**	**30**	**28**	**24**
Sociétés de droit monégasque adhérant à la Fédération bancaire française (FBF)	12	12	21	20	19	16
Succursales d'établissements ayant leur siège à l'étranger adhérant à la FBF	1	3	5	10	9	8
Établissement assimilable à une caisse de crédit municipal adhérant à la FBF	**–**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**
Sociétés financières	**8**	**8**	**4**	**3**	**2**	**2**
Sociétés financières exerçant divers types d'activité adhérant à l'ASF	**7**	**6**	**4**	**3**	**2**	**2**

(1) Le crédit coopératif en tant que réseau a cessé d'exister en 2003, seules la banque Crédit coopératif et les caisses régionales de Crédit maritime mutuel se sont affiliées à la Banque fédérale des banques populaires.
(2) Jusqu'au 25 septembre 1991, les caisses de Crédit mutuel agricole et rural étaient affiliées à la Fédération centrale du Crédit mutuel agricole et rural.
(3) Dont quatre établissements affiliés à la Caisse nationale des Caisses d'épargne et de prévoyance.
(4) Exercice en libre établissement depuis 1993.

TABLEAU R.03-2

Bilan de la Banque de France et des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France (encours en fin d'année)

Source : Banque de France

Unité : Milliard d'euros

	2003	*r* 2004	2005		2003	*r* 2004	2005
Banque de France							
ACTIF				**PASSIF**			
Territoire national	**16,4**	**23,3**	**34,2**	**Territoire national - Dépôts**	**28,8**	**29,3**	**29,6**
Crédits	**11,5**	**17,7**	**27,4**	Institutions financières monétaires	27,8	28,7	28,6
Institutions financières monétaires	11,1	17,3	27,1	Administration centrale	0,3	0,3	0,3
Administrations publiques	0,2	0,2	0,1	Autres secteurs	0,8	0,4	0,8
Secteur privé	0,3	0,3	0,2	**Autres États de la zone euro - Dépôts**	**–**	**–**	**–**
Titres autres que des actions	**4,9**	**5,5**	**6,8**	Institutions financières monétaires	–	–	–
Institutions financières monétaires	–	–	–	Autres secteurs	–	–	–
Administrations publiques	4,9	5,5	6,8	**Reste du monde - Dépôts**	**3,8**	**7,3**	**8,2**
Autres États de la zone euro	**32,5**	**23,9**	**20,4**	**Non ventilés par zone géographique**	**126,3**	**138,2**	**172,2**
Reste du monde	**18,3**	**22,9**	**22,8**	Billets et pièces en circulation	85,0	97,8	110,2
Avoirs en or	**32,1**	**30,9**	**39,5**	Titres de créances émis	–	–	–
Non ventilés par zone géographique	**59,6**	**73,9**	**93,1**	Instruments du marché monétaire	–	–	–
				Capital et réserves	35,5	32,9	45,7
Total de l'actif	**158,9**	**174,9**	**210,0**	Autres	5,8	7,4	16,3
				Total du passif	**158,9**	**174,9**	**210,0**
IFM hors Banque de France (1)							
ACTIF				**PASSIF**			
Territoire national	**2 999,4**	**3 200,9**	**3 290,9**	**Territoire national - Dépôts**	**2 047,7**	**2 180,2**	**2 242,3**
Crédits	**2 265,7**	**2 416,4**	**2 523,5**	Institutions financières monétaires	933,2	1 006,6	1 011,3
Institutions financières monétaires	947,8	1 013,1	996,3	Administration centrale	39,0	43,9	45,2
Administrations publiques	142,0	139,5	150,8	Autres secteurs	1 075,5	1 129,6	1 185,8
Secteur privé	1 175,9	1 263,8	1 376,4	Dépôts à vue	344,1	357,1	395,3
Titres autres que des actions	**431,2**	**460,8**	**455,3**	Dépôts à terme <= 2 ans	49,6	45,5	53,4
Institutions financières monétaires <= 2 ans	129,8	162,6	140,0	Dépôts à terme > 2 ans	299,3	306,4	307,1
Institutions financières monétaires > 2 ans	49,8	53,3	57,4	Dépôts remboursables avec préavis	351,8	377,5	392,6
Administrations publiques	157,5	155,8	168,6	Pensions	30,7	43,2	37,4
Secteur privé	94,2	89,2	89,4	**Autres États de la zone euro - Dépôts**	**201,8**	**238,6**	**271,1**
Titres d'OPCVM monétaires	**63,7**	**67,8**	**78,1**	Institutions financières monétaires	173,6	201,5	226,4
Actions et autres titres participatifs	**238,8**	**255,9**	**234,0**	Autres secteurs	28,2	37,1	44,7
				Reste du monde - Dépôts	**429,9**	**511,7**	**757,2**
Autres États de la zone euro	**465,9**	**553,9**	**725,8**	**Non ventilés par zone géographique**	**1 667,8**	**1 849,6**	**2 218,0**
Reste du monde	**502,8**	**608,3**	**868,9**	Titres de créances émis <= 2 ans	218,3	259,4	271,3
Non ventilés par zone géographique	**379,1**	**417,0**	**603,0**	Titres de créances émis > 2 ans	375,2	404,8	458,6
				Titres d'OPCVM monétaires	327,8	354,1	387,8
Total de l'actif	**4 347,1**	**4 780,2**	**5 488,6**	Capital et réserves	294,9	310,2	316,1
				Autres	451,6	521,1	784,2
				Total du passif	**4 347,1**	**4 780,2**	**5 488,6**

(1) Depuis juillet 2003, les opérations financières de la Poste sont recensées dans le bilan des institutions financières monétaires. Il en résulte notamment un accroissement, à l'actif, du poste "Actions et autres titres participatifs" et, au passif, des postes "Dépôts à vue" et "Capital et réserves".

TABLEAU R.03-3

Bilan des banques dans les départements et les collectivités d'outre-mer, ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie (encours en fin d'année)

Source : Institut d'émission des départements d'outre-mer (Rapport annuel)

Unité : Millier d'euros

	2003	2004	2005		2003	2004	2005
ACTIF				**PASSIF**			
GUADELOUPE	3 744 882	4 003 545	4 186 448	GUADELOUPE	3 744 882	4 003 545	4 186 448
GUYANE	632 165	668 705	710 756	GUYANE	632 165	668 705	710 756
MARTINIQUE	3 698 624	3 937 862	4 241 549	MARTINIQUE	3 698 624	3 937 862	4 241 549
RÉUNION	6 524 867	7 763 457	8 858 661	RÉUNION	6 524 867	7 763 457	8 858 661
MAYOTTE	225 413	241 605 *r*	292 401	MAYOTTE	225 413	241 605 *r*	292 401
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	157 845	166 241 *r*	148 571	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	157 845	166 241 *r*	148 571
POLYNÉSIE FRANÇAISE	3 326 542	3 587 721 *r*	3 996 715	POLYNÉSIE FRANÇAISE	3 326 542	3 587 721 *r*	3 996 715
NOUVELLE-CALÉDONIE	3 071 061	3 565 288	3 901 795	NOUVELLE-CALÉDONIE	3 071 061	3 565 288	3 901 795

TABLEAU R.03-4

Crédit-bail mobilier et immobilier par secteur d'activité clients

Source : Insee (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité* : Million d'euros (1)

Secteurs d'activité clients (en NAF)	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Crédit-bail mobilier						
Agriculture	198,8	491,7	466,3	453,9	417,8	435,6
Industries extractives	62,5	62,6	73,2	96,0	71,1	102,1
Industries manufacturières	1 511,1	2 190,2	2 377,4	2 042,6	2 341,2	2 384,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	68,1	53,6	100,6	43,6	44,4	138,7
Construction	420,3	795,6	850,4	881,6	871,1	1 034,7
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	818,0	1 296,2	1 371,6	1 300,6	1 306,6	1 182,2
Hôtels et restaurants	56,9	107,3	109,7	122,2	147,6	160,1
Transports et communications	982,7	1 448,2	1 563,6	1 632,3	1 525,3	1 556,5
Activités financières	68,1	125,2	100,6	61,1	133,3	76,1
Immobilier, location et services aux entreprises	738,5	1 573,3	1 353,3	1 291,9	1 306,5	1 533,9
Administration publique	56,9	71,5	54,9	61,1	88,9	105,8
Éducation	22,7	44,7	45,7	61,1	62,2	61,3
Santé et action sociale	460,1	384,4	420,6	392,8	453,3	737,1
Services collectifs, sociaux et personnels	170,4	259,2	182,9	200,8	222,2	244,8
Autres (activités non précisées)	51,1	35,8	73,2	17,5	8,9	102,1
Total	**5 686,3**	**8 939,5**	**9 144,0**	**8 729,0**	**9 000,5**	**9 856,1**
Crédit-bail immobilier						
Agriculture	11,7	12,5	38,7	21,2	14,8	36,1
Industries extractives	–	–	–	–	4,9	12,2
Industries manufacturières	1 140,6	1 053,9	1 212,8	1 072,4	1 124,3	1 135,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	47,3	96,2	19,3	26,5	69,1	55,8
Construction	82,6	29,3	53,2	42,5	44,4	38,3
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	1 046,3	547,9	608,8	886,6	631,3	799,4
Hôtels et restaurants	141,6	284,4	231,9	175,2	262,0	176,7
Transports et communications	240,0	401,5	473,5	451,3	426,0	270,7
Activités financières	70,7	20,9	116,0	318,5	138,1	74,9
Immobilier, location et services aux entreprises	798,4	1 547,4	1 913,5	2 054,6	1 850,4	1 854,3
Administration publique	7,9	16,7	–	5,3	9,9	8,3
Éducation	4,0	4,2	14,5	5,3	4,9	8,9
Santé et action sociale	149,4	129,7	48,3	95,6	83,9	67,7
Services collectifs, sociaux et personnels	188,7	37,6	48,3	69,0	74,0	131,1
Autres (activités non précisées)	4,0	–	53,2	21,2	34,5	79,1
Total	**3 933,2**	**4 182,2**	**4 832,0**	**5 309,0**	**4 772,5**	**4 748,9**

(1) Hors TVA déductible.

TABLEAU R.03-5

Crédit-bail mobilier et immobilier selon la nature d'investissement (1)

Source : Insee (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité* : Million d'euros (2)

	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Crédit-bail mobilier						
Produits du travail des métaux	56,9	134,1	118,9	104,7	90,0	118,1
Machines et équipements	1 848,1	3 084,1	2 880,4	2 863,1	2 754,2	2 816,1
Machines de bureau	204,7	268,2	237,7	253,1	290,2	338,2
Ordinateurs et équipements informatiques	659,6	688,3	658,4	488,8	393,8	523,5
Machines et appareils électriques, équipements de radio, télévision et télécommunications, instruments et matériel de précision	449,3	536,4	512,1	506,3	558,0	880,1
Produits de l'industrie automobile	1 740,1	3 388,1	3 456,4	3 535,2	3 555,2	4 077,0
Produits de la construction navale	39,8	26,8	91,4	61,1	55,7	47,8
Matériel ferroviaire roulant	5,6	17,9	18,3	17,5	37,1	39,6
Produits de la construction aéronautique	34,1	35,8	45,7	384,1	510,3	79,7
Meubles	108,1	71,5	54,9	61,1	45,0	59,2
Autres et indéterminés	540,3	688,3	1 069,9	445,2	711,0	876,8
Total	**5 686,3**	**8 939,5**	**9 144,0**	**8 729,0**	**9 000,5**	**9 856,1**
Crédit-bail immobilier						
Achats de terrains						
Magasins et commerces	125,9	138,0	174,0	307,9	200,4	180,5
Usines et entrepôts	161,3	263,5	290,9	403,5	362,7	370,4
Bureaux	39,3	96,2	135,3	217,7	152,7	114,0
Cliniques et hôpitaux	19,7	4,2	4,8	21,2	4,8	23,7
Autres	86,6	58,6	58,0	63,7	47,7	99,7
Total	**432,7**	**560,4**	**663,0**	**1 014,0**	**768,4**	**788,3**
Achats de bâtiments existants						
Magasins et commerces	448,4	263,5	280,3	504,4	424,7	379,9
Usines et entrepôts	361,9	740,2	797,3	822,9	610,9	408,4
Bureaux	82,6	334,6	396,2	408,8	310,2	360,9
Cliniques et hôpitaux	47,3	33,5	38,7	90,3	38,2	38,0
Autres	122,0	267,7	236,8	191,1	257,7	190,0
Total	**1 062,0**	**1 639,4**	**1 749,3**	**2 017,4**	**1 641,7**	**1 377,2**
Construction et génie civil						
Magasins et commerces	527,0	305,3	294,8	297,3	286,3	242,2
Usines et entrepôts	1 203,6	1 246,3	1 622,3	1 619,2	1 598,8	1 438,9
Bureaux	184,9	204,9	236,8	175,2	128,9	137,7
Cliniques et hôpitaux	114,0	20,9	43,5	53,1	105,0	61,7
Autres	409,0	204,9	222,3	132,7	243,4	702,8
Total	**2 438,6**	**1 982,4**	**2 419,7**	**2 277,6**	**2 362,4**	**2 583,4**
Total général	**3 933,2**	**4 182,2**	**4 832,0**	**5 309,0**	**4 772,5**	**4 748,9**

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

TABLEAU R.03-6

Organismes contrôlés par l'Acam au 31 Décembre (1)

Source : Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (Acam) - Rapport 2005 — *Unité* : Nombre

Forme juridique	1995	2000	2002	2003	2004	2005
Sociétés d'assurance non-vie						
Sociétés nationales	4	2	2	2	2	2
Sociétés anonymes	141	144	143	142	136 *r*	131
Sociétés d'assurance mutuelle rémunérant des intermédiaires	55	48	45	43	39	38
Sociétés d'assurance mutuelle ne rémunérant pas d'intermédiaires	19	19	19	19	19	19
Mutuelles locales ou professionnelles	84	53	52	52	52	51
Mutuelles agricoles	24	23	21	16	14	14
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E (2)	16	13	12	11	11	11
Divers (3)	1	1	–	–	–	–
Société dispensée d'agrément (4)	1	1	1	1	1	1
Sociétés d'assurance sur la vie						
Sociétés nationales	4	–	–	–	–	–
Sociétés anonymes	110	68	64	65	60	57
Sociétés d'assurance mutuelle	16	14	14	14	13	13
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E	5	4	2	1	1	1
Sociétés tontinières	2	3	3	3	3	3
Sociétés d'assurance mixtes						
Sociétés nationales	–	1	1	1	1	1
Sociétés anonymes	1	35	41	40	40	43
Sociétés d'assurance mutuelle	–	2	1	1	1	1
Sociétés de réassurance						
Sociétés anonymes	20	31	32	30	29	27
Société d'assurance mutuelle	1	2	3	3	2	2
Autres entités contrôlées	...	...	...	...	49	50
Total organismes relevant du Code des assurances	...	...	...	...	**472**	**465**
Institutions de prévoyance	...	...	...	...	79	76
Institutions de retraite supplémentaires	...	...	...	...	95 *e*	89
Total organismes relevant du Code de la Sécurité sociale	...	...	...	...	...	**165**
Mutuelles "livre I"	...	...	...	...	...	70
Mutuelles pratiquant des opérations d'assurance "livre II"	...	...	...	...	...	1 273
Mutuelles gérant des réalisations sanitaires et sociales "livre III"	...	...	...	...	...	748
Total organismes relevant du Code de la Mutualité	...	...	...	...	2 400 *e*	2 091
Total organismes contrôlés	...	...	...	...	...	2 718
***dont* : Organismes régis par les directives européennes en matière d'assurance**	...	...	...	...	...	1 900

(1) À l'exclusion des sociétés en liquidation.
(2) E.E.E. : Espace Économique Européen.
(3) Caisse départementale des incendiés de la Meuse.
(4) Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles d'Antilles-Guyane.

TABLEAU R.03-7

Effectifs du secteur de l'assurance

Sources : Fédération française des sociétés d'assurance ; Agéa ; CSCA — *Unité* : Nombre

	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Salariés de sociétés d'assurances	**121 800**	**135 100**	**137 600**	**139 000**	**138 500**	**138 000**	**138 200**
Agences							
Agents généraux	17 400	15 150	14 000	13 400	13 200	13 000	13 200
Collaborateurs d'agence (salariés et non salariés)	35 000	30 000	28 000	28 000	28 000	28 000	28 000
Total	**52 400**	**45 150**	**42 000**	**41 400**	**41 200**	**41 000**	**41 200**
Courtage							
Courtiers (1)	2 400	2 800	2 800	2 800	2 800	2 800	2 800
Collaborateurs (salariés)	16 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	18 000
Total	**18 400**	**19 800**	**19 800**	**19 800**	**19 800**	**19 800**	**20 800**
Experts	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**
Total	**197 000**	**204 450**	**203 800**	**204 600**	**203 900**	**203 200**	**204 600**

(1) Hors gestionnaires de patrimoine.

TABLEAU R.03-8

Primes d'assurance et de réassurance

Primes émises brutes de cession en réassurance

Source : Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (Acam) — *Unité* : Million d'euros

	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
1) Affaires directes d'assurances sur la vie et capitalisation							
Affaires directes en France	**63 527**	**90 295**	**84 507**	**85 278**	**91 882**	**104 637**	**119 405**
Affaires directes dans l'Union européenne (LPS et succursales) (1)	161	43	57	93	271	295	488
Affaires directes hors Union européenne	10	5	9	13	26	194	336
Total des affaires directes à l'étranger	**171**	**48**	**66**	**106**	**297**	**489**	**824**
Total général des opérations d'assurance sur la vie et capitalisation	**63 698**	**90 343**	**84 573**	**85 384**	**92 179**	**105 126**	**120 229**
Évolution des primes (%)	**9,1**	**20,8**	**– 6,4**	**1,0**	**8,0**	**14,0**	**14,4**
2) Affaires directes d'assurance non-vie							
Affaires directes en France	**36 996**	**40 298**	**42 563**	**45 529**	**49 015**	**51 844**	**53 991**
Affaires directes dans l'Union européenne (LPS et succursales)	774	1 072	1 579	2 091	1 811	1 958	2 577
Affaires directes hors Union européenne	207	114	154	189	230	233	282
Total des affaires directes à l'étranger	**981**	**1 186**	**1 733**	**2 280**	**2 041**	**2 191**	**2 859**
Total général des opérations d'assurance non-vie	**37 977**	**41 484**	**44 296**	**47 809**	**51 056**	**54 035**	**56 850**
Évolution des primes (%)	**5,6**	**4,4**	**6,8**	**7,9**	**6,8**	**5,8**	**5,2**
3) Ensemble des affaires directes							
En France	100 523	130 593	127 070	130 807	140 897	156 481	173 396
À l'étranger	1 152	1 234	1 799	2 386	2 338	2 680	3 683
Total des affaires directes	**101 675**	**131 827**	**128 869**	**133 193**	**143 235**	**159 161**	**177 079**
4) Opérations de réassurance							
Sociétés d'assurance vie et mixtes							
En France	2 291	3 285	3 226	4 019	5 518	6 137	7 017
À l'étranger	1	–	–	1	5 *r*	5	4
Total	**2 292**	**3 285**	**3 226**	**4 020**	**5 523** *r*	**6 142**	**7 021**
Sociétés d'assurance non-vie							
En France	5 894	5 477	6 020	6 800	6 800	6 727	6 771
À l'étranger	129	150	492	413	217	91	105
Total	**6 023**	**5 627**	**6 512**	**7 213**	**7 017**	**6 818**	**6 876**
Ensemble des sociétés d'assurance							
En France	8 185	8 762	9 246	10 819	12 318	12 864	13 788
À l'étranger	130	150	492	414	222	96	109
Total	**8 315**	**8 912**	**9 738**	**11 233**	**12 540**	**12 960**	**13 897**
Sociétés de réassurance françaises							
En France	4 441	5 481	7 302	7 334	6 573	5 014	9 461
À l'étranger	312	484	644	683	607	546	397
Total	**4 753**	**5 965**	**7 946**	**8 017**	**7 180**	**5 560**	**9 858**
Total des opérations de réassurance							
En France	12 626	14 243	16 548	18 153	18 891	17 878	23 249
À l'étranger	442	634	1 136	1 097	829	642	506
Total	**13 068**	**14 877**	**17 684**	**19 250**	**19 720**	**18 520**	**23 755**

(1) LPS : Libre prestation de services.

TABLEAU R.03-9

Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie

Y compris les succursales de sociétés extra-communautaires

Source : Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (Acam) — *Unité* : Million d'euros

	Montant 2003	% des primes	Montant 2004	% des primes	Montant 2005	% des primes
Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes (tontines comprises) (1) :						
Ressources						
Primes	101 734	100,0	116 345	100,0	133 151	100,0
Résultat financier du compte technique	42 125	41,4	43 115	37,1	60 084	45,1
Autres produits	698	0,7	808	0,7	887	0,7
Charges incombant aux réassureurs	6 212	6,1	8 537	7,3	10 828	8,1
Total	**150 769**	**148,2**	**168 805**	**145,1**	**204 950**	**153,9**
Charges						
Charges des sinistres	64 486	63,4	70 181	60,3	75 773	56,9
Charges des provisions techniques	37 938	37,3	46 093	39,6	69 260	52,0
Participation aux résultats	30 315	29,8	31 227	26,8	34 955	26,3
Frais d'acquisition et d'administration	8 484	8,3	9 090	7,8	9 886	7,4
Autres charges techniques	669	0,7	790	0,7	798	0,6
Primes cédées aux réassureurs	5 647	5,6	8 142	7,0	10 214	7,7
Total	**147 539**	**145,1**	**165 523**	**142,3**	**200 886**	**150,9**
Résultat technique	**3 230**	**3,2**	**3 282**	**2,8**	**4 064**	**3,1**
Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance non-vie :						
Ressources						
Primes	54 041	100,0	56 255	100,0	58 666	100,0
Résultat financier du compte technique	3 200	5,9	3 771	6,7	4 514	7,7
Autres produits techniques	608	1,1	591	1,1	564	1,0
Charges incombant aux organismes dispensés d'agrément	124	0,2	121	0,2	4	n.s.
Charges incombant aux réassureurs	8 018	14,8	6 968	12,4	8 598	14,7
Total	**65 991**	**122,0**	**67 706**	**120,4**	**72 346**	**123,4**
Charges						
Prestations et frais payés	35 570	65,8	35 642	63,4	35 674	60,8
Charges des provisions techniques	5 376	9,9	4 828	8,6	6 700	11,4
Participation aux résultats	549	1,0	547	1,0	559	1,0
Frais d'acquisition et d'administration	10 625	19,7	11 335	20,1	11 827	20,2
Autres charges techniques	1 504	2,8	1 539	2,7	1 514	2,6
Primes cédées aux organismes dispensés d'agrément	179	0,3	183	0,3	2	n.s.
Primes cédées aux réassureurs	10 128	18,7	10 002	17,8	11 335	19,3
Total	**63 931**	**118,2**	**64 076**	**113,9**	**67 611**	**115,3**
Résultat technique	**2 060**	**3,8**	**3 629**	**6,5**	**4 733**	**8,1**

(1) Y compris les dommages corporels.

TABLEAU R.03-10

Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie

Y compris les succursales de sociétés extra-communautaires

Source : Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (Acam) — *Unité* : Million d'euros

	Montant 2003	% des primes	Montant 2004	% des primes	Montant 2005	% des primes
Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes (tontines comprises) (1) :						
Ressources						
Résultat technique	3 229	3,2	3 282	2,8	4 064	3,1
Résultat financier du compte non technique	1 396	1,4	1 427	1,2	1 422	1,1
Produits exceptionnels et autres produits non techniques	313	0,3	325	0,3	312	0,2
Total	**4 938**	**4,9**	**5 034**	**4,3**	**5 798**	**4,4**
Charges						
Charges exceptionnelles et autres charges non techniques	371	0,3	311	0,3	394	0,3
Participation des salariés	65	0,1	75	0,1	78	0,1
Impôts sur les bénéfices	991	1,0	1 243	1,1	1 299	1,0
Total	**1 427**	**1,4**	**1 629**	**1,4**	**1 771**	**1,4**
Résultat de l'exercice	**3 511**	**3,5**	**3 405**	**2,9**	**4 027**	**3,0**
Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance non-vie :						
Ressources						
Résultat technique	2 059	3,8	3 629	6,5	4 733	8,1
Résultat financier du compte non technique	1 052	1,9	1 478	2,6	1 596	2,7
Produits exceptionnels et autres produits non techniques	461	0,9	451	0,8	402	0,7
Total	**3 572**	**6,6**	**5 558**	**9,9**	**6 731**	**11,5**
Charges						
Charges exceptionnelles et autres charges non techniques	842	1,5	770	1,4	719	1,2
Participation des salariés	93	0,2	135	0,2	188	0,3
Impôts sur les bénéfices	600	1,1	1 076	1,9	1 766	3,0
Total	**1 535**	**2,8**	**1 981**	**3,5**	**2 673**	**4,5**
Résultat de l'exercice	**2 037**	**3,8**	**3 577**	**6,4**	**4 058**	**6,9**

(1) Y compris les dommages corporels.

TABLEAU R.03-11

Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie en 2005 (1)

Y compris les succursales de sociétés extra-communautaires

Source : Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (Acam) — *Unité* : Million d'euros

	Sociétés d'assurance sur la vie et sociétés mixtes (tontines comprises)		Sociétés d'assurance non-vie	
	Montant	% du total	Montant	% du total
Actif				
Placements	1 017 792	92,7	125 123	73,8
Part des réassureurs dans les provisions techniques	24 760	2,3	20 222	11,9
Créances	16 859	1,5	15 603	9,2
Actifs incorporels et autres actifs	13 354	1,2	5 078	3,0
Comptes de régularisation et différences de conversion	24 818	2,3	3 451	2,0
Total	**1 097 583**	**100,0**	**169 477**	**100,0**
Passif				
Capitaux propres et passifs subordonnés	50 320	4,6	36 435	21,5
Provisions techniques	1 000 672	91,2	110 671	65,3
Provisions pour risques et charges	1 104	0,1	1 587	0,9
Dettes	45 487	4,1	20 784	12,3
Total	**1 097 583**	**100,0**	**169 477**	**100,0**

(1) Avant affectation.

TABLEAU R.03-12

Placements d'assurance en 2005

Valeurs conservées par les entreprises - estimation d'inventaire (valeur nette)

Source : Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (Acam) — *Unité* : Million d'euros

Nature des valeurs	Vie, mixtes et tontines	Non-vie
Immeubles et parts de SCI (1)	26 204	8 515
Actions et titres à revenu variable (OPCVM inclus) (2)	115 344	37 045
Obligations et titres à revenu fixe (OPCVM inclus)	685 023	69 666
Prêts et effets assimilés	10 374	3 112
Dépôts auprès des cédantes	5 086	5 915
Autres placements	2 559	916
Total	**844 590**	**125 172**

(1) SCI : Société Civile Immobilière.
(2) OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières.

TABLEAU R.03-13

Part des primes brutes directes d'assurance rapportée au produit intérieur brut dans plusieurs pays de l'OCDE

Source : OCDE — *Unité* : %

Pays	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Allemagne	7,89	7,83	8,02	8,56	8,04	8,63	8,76	9,52	9,62	10,69
Autriche	5,91	6,56	6,00	6,34	5,90	6,28	6,25	6,55	6,58	6,63
Belgique	5,42	5,56	5,77	6,97	6,86	7,95	7,97	7,76	9,37	9,93
Danemark	6,25	6,69	6,86	7,46	6,96	6,72	7,32	8,57	8,11	...
Espagne	4,77	4,73	4,85	5,20	5,43	6,68	6,33	6,81	5,56	5,69
Finlande	3,46	4,10	3,65	4,24	4,30	5,08	4,28	4,25	3,90	3,86
France	**9,10**	**9,25**	**9,58**	**8,77**	**8,43**	**9,63**	**9,08**	**9,03**	**9,57**	**10,32**
Grèce	1,56	1,69	1,69	1,92	1,99	2,03	1,99	2,03	2,10	2,18
Irlande	8,41	9,55	9,78	12,71	14,16	21,44	14,04	...	15,65	18,08
Italie	3,87	3,87	4,26	5,35	5,63	6,17	6,57	7,29	7,74	7,84
Luxembourg	20,03	17,08	25,38	29,99	26,19	28,20	26,99	25,51	26,25	30,02
Pays-Bas	8,67	8,60	8,73	9,95	9,04	9,70	9,84	9,51	9,63	10,01
Portugal	4,27	4,68	4,40	5,33	5,41	...	6,16	6,32	6,87	7,28
Royaume-Uni	12,37	12,48	12,51	13,42	14,69	17,77	16,07	16,10	16,49	15,79
Suède	...	...	5,87	6,05	...	8,18	9,13	...	8,38	8,69
Union européenne à 15	**7,44**	**7,45**	**7,92**	**8,46**	**8,34**	**9,82**	**9,49**	**9,36**	**9,91**	**10,13**
Hongrie	2,10	2,22	2,31	2,44	2,51	2,84	2,81	2,95	3,01	2,94
Pologne	1,66	1,94	2,39	2,58	2,78	2,80	2,87	2,82	2,96	3,00
République tchèque	2,30	2,48	2,69	2,84	3,07	3,28	3,49	3,76	4,16	4,07
Slovaquie	...	...	2,38	2,72	2,79	2,91	3,15	3,30	3,50	3,56
OCDE	**8,43**	**8,45**	**8,87**	**9,31**	**9,28**	**9,89**	**9,77**	**9,08**	**10,23**	**10,15**
dont : États-Unis	10,40	10,24	10,81	11,44	11,45	11,85	11,64	9,90	12,53	12,24
Japon	8,55	8,15	8,13	7,82	7,56	7,37	7,25	7,35	7,42	7,31
Canada	5,10	4,93	4,69	4,56	7,13	7,55	7,80	8,29	8,59	8,78
Suisse	14,44	12,88	13,24	13,56	13,47	13,81	15,39	15,99	13,21	12,54

TABLEAU R.03-14

Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE

Source : OCDE — *Unité* : Million de dollars US

Pays	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Allemagne	199 131	191 049	173 288	187 026	172 293	164 032	165 545	192 033	234 549	292 931
Autriche	14 168	15 516	12 523	13 555	12 566	12 164	12 080	13 607	16 797	19 402
Belgique	15 400	15 308	14 399	17 776	17 411	18 444	18 473	19 553	29 039	35 536
Danemark	11 376	12 332	11 700	12 955	12 099	10 759	11 745	14 895	17 337	...
Espagne	28 463	29 439	27 785	31 230	33 556	38 812	38 566	46 730	49 071	59 385
Finlande	4 513	5 270	4 500	5 521	5 627	6 192	5 358	5 759	6 428	7 286
France	**142 902**	**145 683**	**136 583**	**129 173**	**122 687**	**127 832**	**121 707**	**131 569**	**172 331**	**212 538**
Grèce	1 875	2 152	2 092	2 391	2 552	2 352	2 373	2 746	3 693	4 563
Irlande	5 642	7 074	7 947	11 214	13 666	20 617	14 718	...	24 573	33 350
Italie	43 577	48 720	50 799	65 105	67 639	67 696	73 454	88 863	116 690	135 152
Luxembourg	4 141	3 515	4 699	5 804	5 548	5 716	5 452	5 768	7 608	10 084
Pays-Bas	36 330	35 948	33 735	40 048	37 193	37 345	39 424	41 620	51 861	60 888
Portugal	4 822	5 503	4 922	6 316	6 580	...	7 128	8 050	10 666	12 921
Royaume-Uni	140 267	148 610	165 969	191 180	215 198	256 362	230 642	252 944	297 754	336 587
Suède	...	...	14 638	15 111	...	19 786	20 228	...	25 496	30 429
Union européenne à 15 (1)	**652 607**	**666 119**	**665 579**	**734 407**	**724 615**	**788 109**	**766 893**	**824 139**	**1 063 892**	**1 251 051**
Hongrie	947	1 008	1 066	1 154	1 213	1 336	1 471	1 936	2 500	2 966
Pologne	2 302	3 038	3 757	4 464	4 663	4 795	5 463	5 582	6 411	7 573
République tchèque	1 273	1 515	1 513	1 724	1 815	1 827	2 124	2 770	3 766	4 381
Slovaquie	...	...	508	608	574	595	664	808	1 154	1 495
OCDE (1)	**2 010 536**	**2 024 526**	**2 088 987**	**2 203 805**	**2 312 161**	**2 505 756**	**2 448 477**	**2 379 465**	**3 008 198**	**3 311 159**
dont : États-Unis	763 639	795 115	891 694	994 961	1 055 045	1 157 516	1 173 018	1 031 530	1 366 732	1 426 541
Japon	448 384	376 514	344 075	300 638	328 623	342 437	296 356	287 139	314 088	335 167
Canada	30 083	30 232	29 914	28 101	47 155	54 693	55 791	60 872	74 425	87 125
Suisse	45 443	38 963	34 713	36 492	35 680	33 968	38 517	44 164	42 654	45 089

(1) Uniquement pour les données disponibles.

TABLEAU R.03-15

Salariés et établissements employeurs dans les activités immobilières au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic)
Insee (Division Services)

Unité : Nombre

Secteurs d'activité	Code NAF	Salariés des établissements			Établissements employeurs			
		2003	■ *r* 2004	*p* 2005	2003	■ *r* 2004	*p* 2005	2005/2004 %
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	**70.1 à 70.3**	**326 737**	**349 673**	**353 908**	**130 642**	**135 823**	**135 454**	**– 0,3**
Location de biens immobiliers	70.2	102 412	84 607	78 649	37 599	17 451	16 613	– 4,8
Location de logements		82 718	52 652	53 978	31 448	10 329	9 912	– 4,0
Location immobilière hors logement		19 694	31 955	24 671	6 151	7 122	6 701	– 5,9
Promotion et gestion immobilières	70.1, 70.3	224 325	265 066	275 259	93 043	118 372	118 841	0,4
Promotion immobilière de logements		13 222	13 607	15 117	2 130	2 087	2 224	6,6
Promotion immobilière hors logement		8 630	8 185	8 151	1 358	1 315	1 323	0,6
Marchands de biens immobiliers		8 831	8 503	9 510	2 953	2 976	3 193	7,3
Agences immobilières		65 780	69 848	78 376	17 012	18 068	19 637	8,7
Administration d'immeubles		127 862	164 923	164 105	69 590	93 926	92 464	– 1,6

TABLEAU R.03-16

Activités immobilières : principaux indicateurs

Source : Insee (EAE services)

Unité : Million d'euros

Secteurs d'activité	Code NAF	Nombre d'entre-prises	Effectif salarié au 31-12		Effectif non salarié annuel moyen	Salaires bruts	Investis-sements (1)	Chiffre d'affaires hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
			Total	*dont* à temps partiel					
31 décembre 2004									
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	**(2) 70**	**78 459**	**250 013**	**38 963**	**60 428**	**6 645,9**	**14 061,4**	**63 304,4**	**30 802,5**
Promotion immobilière de logements	70.1A	5 173	14 132	1 482	3 644	581,8	85,8	8 324,8	2 071,4
Promotion immobilière de bureaux	70.1B	331	589	57	267	33,0	2,1	1 323,0	267,0
Promotion immobilière d'infrastructures	70.1C	2 813	6 426	1 046	2 231	228,2	167,9	4 235,1	1 143,5
Supports juridiques de programmes	70.1D	1 270	578	93	1 075	12,5	51,3	940,3	109,9
Marchands de biens immobiliers	70.1F	13 837	8 149	1 632	12 238	193,9	448,9	6 843,8	1 695,4
Location de logements	70.2A	6 613	88 714	14 127	4 533	1 996,0	8 675,3	21 958,8	13 819,7
Location de terrains	70.2B	193	74	17	172	0,9	3,4	8,5	5,4
Location d'autres biens immobiliers	70.2C	8 114	11 162	2 651	6 024	245,3	3 849,3	6 271,8	3 635,9
Agences immobilières	70.3A	33 794	74 941	12 565	26 551	2 032,8	190,2	8 095,3	5 000,4
Administration d'immeubles résidentiels	70.3C	4 981	35 051	4 538	2 926	975,5	280,3	3 198,7	2 104,9
Administration d'autres biens immobiliers	70.3D	1 340	10 197	755	767	346,1	306,8	2 104,1	948,9

(1) Y compris apports.
(2) Sauf 70.3E « Supports juridiques de gestion de patrimoine ».

Chapitre R.04

Recherche & Développement expérimental

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Effort national de Recherche & Développement.

2 Financement et exécution de Recherche & Développement expérimental par secteur institutionnel.

3 Effectifs occupés en Recherche & Développement expérimental.

4 Recherche & Développement technologique en France et dans quelques pays en 2004.

5 Concentration de Recherche & Développement dans les entreprises en 2004.

6 Dépense intérieure de Recherche & Développement (Dird) des entreprises et son financement.

7 Dépenses intérieures de Recherche & Développement expérimental des entreprises et Administrations.

8 Effectifs de Recherche & Développement expérimental des entreprises et Administrations.

1

Présentation

En 2004, la dépense intérieure de Recherche & Développement expérimental (Dird) s'établit à 35,5 milliards d'euros. Celle-ci correspond aux travaux de Recherche & Développement exécutés sur le territoire national quelle que soit l'origine des fonds (cf. partie 3 Définitions). L'effort de R & D (Dird/PIB) s'établit à 2,14 %, en baisse pour la deuxième année consécutive. En 2004, les entreprises effectuent 63 % de la Dird, le solde étant réalisé par les Administrations et organismes publics de Recherche. La dépense nationale de Recherche & Développement expérimental (Dnrd), qui mesure le financement national de la R & D, atteint 35,1 milliards d'euros, 54 % de cette somme étant financée par les entreprises.

Les premiers résultats 2005 indiquent une hausse de l'effort de R & D. Les dépenses de Recherche progresseraient dans les Administrations comme dans les entreprises pour atteindre 36,4 milliards d'euros.

La R & D occupe environ 355 000 personnes en équivalent temps plein (ETP), soit une hausse de 1,1 % par rapport à 2003. La croissance des effectifs dans les Administrations est plus faible que celle des entreprises, + 0,9 % contre 2,1 %. Depuis plusieurs années, la croissance des effectifs de Recherche est portée par l'augmentation du nombre de chercheurs, les autres personnels de Recherche (techniciens, ouvriers et administratifs) progressant moins vite. Depuis 2002, les entreprises emploient un plus grand nombre de chercheurs que les Administrations.

Les implantations régionales de la Recherche sont relativement concentrées : quatre régions sur les vingt-deux, l'Île-de-France (près de 40 %), Rhône-Alpes (près de 11 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur et Midi-Pyrénées (près de 7 % chacune) rassemblent en 2004, près des deux tiers des effectifs de la Recherche française.

La Recherche dans les entreprises

La dépense intérieure de Recherche des entreprises (Dirde) s'établit à 22,2 milliards d'euros, en hausse de 2,6 % en valeur. D'après des estimations réalisées en avril-mai 2006, la Dirde progresserait de près de 1,5 % en 2005.

Les dépenses de Recherche sont très concentrées, à la fois dans les grandes entreprises et dans quelques branches d'activité. Les quatre premières branches de Recherche réalisent plus de la moitié des dépenses de R & D. Seule parmi ces quatre branches à ne pas être dans un domaine de haute technologie, l'automobile est la première branche de R & D. Son poids dans la Recherche, 15,2 %, traduit avant tout l'importance de cette industrie en France. Sa Dirde atteint 3,4 milliards d'euros en 2004, pour une augmentation en volume de 3,7 %. La Dirde de la pharmacie diminue de 0,5 % en volume. Elle réalise 13,6 % de la Dirde des entreprises en 2004. En troisième position figure la branche des équipements radio, télé, communication et composants. La Dirde de cette dernière branche représente 12,3 % de la Dird des entreprises en 2004. Depuis l'éclatement de la bulle « Tic » en 2001, les dépenses de R & D sont proportionnellement moins importantes dans cette branche. Juste derrière, et donc en quatrième position, se trouve la construction aéronautique et spatiale, qui fut la première branche de Recherche au début des années 1990. En 2004 ses investissements en R & D connaissent une forte hausse, effaçant le repli de 2003 et faisant écho à la forte croissance de 2002. En 2004, les financements publics ont été largement profitables à la branche aéronautique.

La Recherche se concentre dans les grandes entreprises (plus de 500 salariés) qui effectuent environ 79 % de la Dirde et reçoivent 87 % des financements publics. Rapportées au chiffre d'affaires, les dépenses de Recherche sont particulièrement lourdes pour les toutes petites entreprises (moins de 20 salariés), au sein desquelles on trouve des entreprises spécialisées dans la R & D et qui vendent donc leur recherche.

La Recherche publique

La dépense intérieure de Recherche des Administrations (Dirda) s'élève à 13,3 milliards d'euros en 2004, soit une hausse de + 3,1 % en valeur et + 1,4 % en volume. Sa progression serait un peu plus rapide en 2005 pour atteindre 13,8 milliards d'euros.

L'activité de Recherche dans l'enseignement supérieur représente 32 % de la Recherche publique, devant les EPST (établissements publics à caractère scientifique et technologique : 27 %) et les Epic (établissements publics à caractère industriel et commercial : 25 %).

Avec une dépense de 3,3 milliards d'euros en 2004 correspondant à une augmentation de 3,3 % en volume par rapport à 2003, les Epic sont les principaux contributeurs à la croissance de la Dirda. Cette progression vient contrecarrer le fort repli enregistré entre 2002 et 2003. Elle est essentiellement due à la croissance des dépenses de Recherche du CEA (+ 7,8 % en volume) qui représentent 48 % de la Dird totale des Epic.

En 2004, comme en 2003, le ministère de la Défense est le second contributeur à la croissance de la Dirda (avec une progression de 6,5 % en volume de ses dépenses de Recherche). En deux ans, la part de la Défense dans l'activité publique de Recherche a ainsi progressé de 1,2 point pour s'établir à plus de 8 % en 2004.

Les autres composantes des Administrations publiques ont des dépenses de Recherche stables en volume par rapport à 2003. Avec une Dird de 3,6 milliards d'euros en 2004, les EPST ne progressent que de 0,1 % en volume par rapport à 2003 après avoir connu une baisse de 1,8 % en volume entre 2002 et 2003. La situation est cependant différenciée : les dépenses de Recherche du CNRS (qui représentent 60 % de la Dird des EPST) diminuent de 0,7 % en volume alors que la Dird des autres EPST est globalement en hausse (+ 1,8 % en volume avec cependant une baisse de 4,5 % en volume pour l'Inra).

L'évolution de l'activité de Recherche de l'enseignement supérieur (+ 0,4 % en volume entre 2003 et 2004) résulte d'une légère baisse des dépenses de Recherche des universités (– 0,3 % en volume) et d'une forte progression (+ 12,8 % en volume) des dépenses de Recherche des Centres hospitaliers universitaires (CHU) et des Centres de lutte contre le cancer (CLCC). Les dépenses de Recherche des universités représentent près de 91 % de la Dird du secteur de l'enseignement supérieur.

La baisse des dépenses de Recherche des Institutions sans but lucratif (ISBL, – 2,7 % en volume) reflète principalement la disparition de certaines associations.

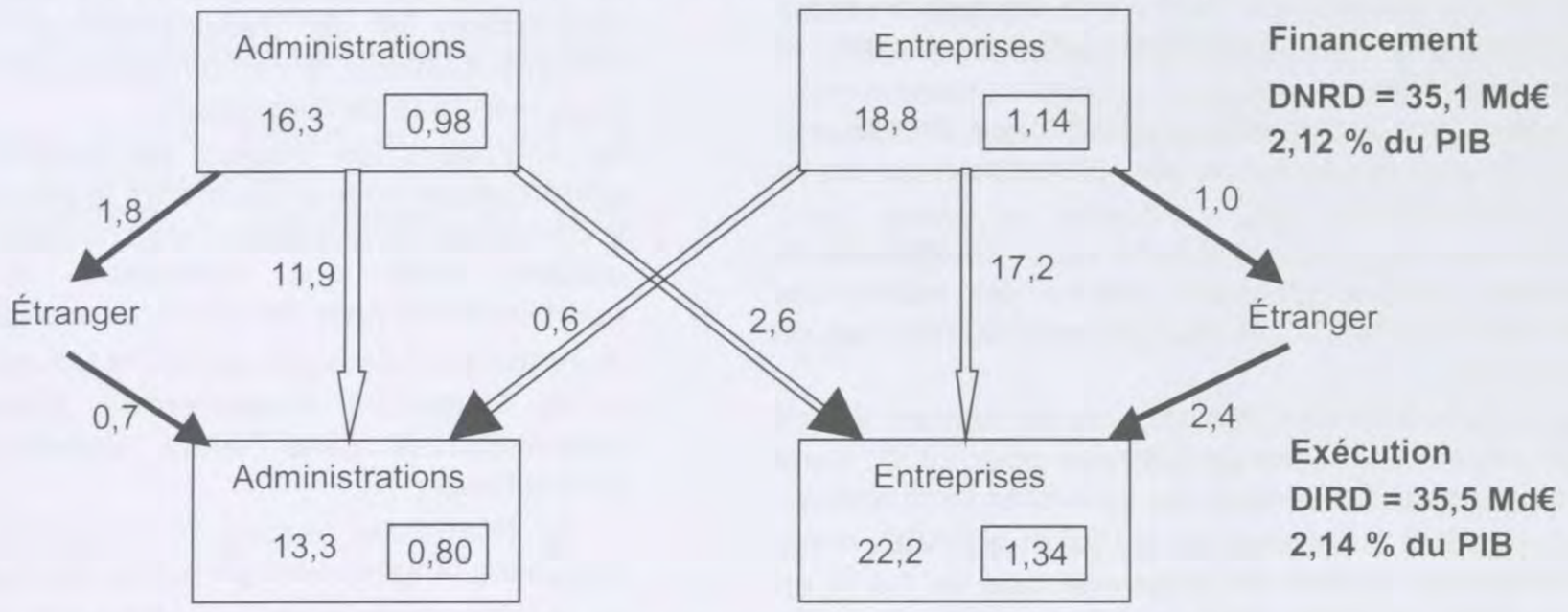
Les Administrations ont aussi un rôle de financeur via leurs dépenses extérieures (près de 5 milliards d'euros en 2004) dont plus de 50 % sont à destination des entreprises françaises. Ce niveau est stable depuis 1999. Ces dépenses extérieures comprennent la contribution nationale aux financements d'organisations internationales comme l'Agence Spatiale Européenne ou encore le Cern (Centre Européen pour la Recherche Nucléaire).

La ressource principale des organismes de Recherche est constituée de dotations dont le budget civil de Recherche & Développement (BCRD), auquel il convient d'ajouter la partie du budget de l'enseignement supérieur qui finance des activités de R & D, notamment les salaires des enseignants-chercheurs pris à 50 % et le budget de R & D de la Défense. Depuis 2000 la part des subventions dans le financement de la Dirda s'est stabilisée autour de 80 % (après un recul de 86 % en 1992 à 79 % en 1999) au profit des ressources contractuelles et des autres ressources propres.

La place de la France dans le monde

L'effort français de Recherche (ratio Dird/PIB), avec 2,14 %, place la France en 2004 au quatrième rang parmi les principaux pays de l'OCDE, après le Japon, les États-Unis et l'Allemagne. Si l'on ramène l'effort de Recherche au nombre d'habitants, la France passe en cinquième position derrière le Canada, les États-Unis précédant le Japon et passant ainsi au premier rang selon cet indicateur.

Le financement et l'exécution de la recherche en 2004 (chiffres définitifs)



Les montants sont en milliards d'euros ; les valeurs encadrées expriment les montants en % du PIB.

2 ○ Méthodologie

Les travaux de Recherche & Développement expérimental sont mesurés par les moyens humains et matériels (coûts) qui leur sont consacrés. En effet, les résultats de ces travaux de R & D, bien que très importants pour l'économie, sont difficilement quantifiables. Les définitions et les méthodes de mesure de la R & D ont été établies au niveau international, principalement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour permettre les comparaisons et l'observation économique des pays membres de l'organisation. Les deux agrégats essentiels pour la mesure de R & D sont la dépense nationale de R & D (DNRD), qui mesure les financements de Recherche & Développement, et la dépense intérieure de R & D (Dird), qui mesure le coût des travaux de R & D exécutés.

L'effort national de Recherche & Développement expérimental

Les agents économiques

Les agents économiques qui financent et/ou exécutent ces dépenses sont regroupés en deux secteurs :

– les Administrations publiques et privées, c'est-à-dire l'État, les universités, les institutions sans but lucratif (ISBL).

L'État comprend les services ministériels et établissements publics administratifs, civils et militaires ; les organismes publics de Recherche : Établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) ; établissements publics à caractère industriel et commercial (Epic) ; établissements publics à caractère administratif (Epa) à l'exception du CNRS et de ses instituts classés dans le secteur de l'enseignement supérieur ; les administrations territoriales (régions, départements, etc.).

L'enseignement supérieur comprend les universités et les établissements publics d'enseignement sous tutelle du ministère en charge de l'enseignement supérieur ou d'autres départements ministériels ; le CNRS et ses instituts ; les centres hospitaliers universitaires et les centres de lutte contre le cancer.

Le secteur associatif comprend les fondations et associations ou institutions sans but lucratif, hormis les associations rattachées à d'autres secteurs.

– les entreprises publiques et privées et les centres techniques des organismes professionnels.

L'analyse de l'effort national de R & D et de son évolution s'appuie sur :

. la mesure de l'effort global fournie par le ratio Dird/PIB (part de la dépense intérieure de R & D dans le produit intérieur brut) ;

. la part prise par chaque secteur (Administrations, entreprises) dans le financement et dans l'exécution de la R & D ;

. l'évaluation des effectifs occupés en R & D , dont le nombre de chercheurs. Cette évaluation est faite à partir des effectifs travaillant sur le territoire français, en « équivalent temps plein Recherche ».

Les moyens que les agents économiques consacrent aux activités de Recherche & Développement font l'objet d'enquêtes annuelles réalisées par la direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

L'effort de Recherche & Développement de la France comparé à celui des principaux pays

Les principaux ratios utilisés pour cette comparaison entre la France et les plus importants pays de l'OCDE sont les suivants :

– Dird/PIB par pays (en %) ;
– indice de la Dird des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100) ;
– indice de la Dird par habitant des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100) ;
– nombre de chercheurs des principaux pays, par secteur et par millier d'actifs.

AVERTISSEMENT

Modifications de la méthodologie

Les résultats présentés pour l'année 2001 ne sont pas directement comparables avec les résultats 2000 du fait :

– d'une amélioration de la couverture du champ dans le secteur des entreprises. Les effets de cette rupture sont présentés ci-dessous pour quelques variables :

	Évolution (en %)		Montants 2001
	brute	à champ constant	millions d'euros
Dirde	7,4	5,0	20 782
Financement public	- 6,6	- 7,4	2 110
Financement privé	5,6	5,1	5 497
Effectif de Recherche	4,4	2,5	185 468
Chercheurs	9,2	6,7	88 479

– de la communication par le ministère de la Défense des données intégrant des travaux qui n'étaient pas considérés par le passé comme relevant du champ de R & D.

De même, les résultats présentés pour l'année 2000 ne sont pas directement comparables avec les résultats 1999. En effet, plusieurs changements méthodologiques sont intervenus, qui

permettent d'améliorer la représentation de la Recherche publique mais introduisent des ruptures de séries. Ces changements sont les suivants :

– l'évaluation de la dépense de Recherche des universités a été améliorée, par la prise en compte des charges sociales et des pensions de retraite ;

– certains organismes ont modifié leur réponse de façon à être en harmonie avec le contrat de plan pluriannuel qui les lie à l'État ;

– la mise en œuvre d'un questionnaire rénové a permis de clarifier certaines notions (contrats, nature des ressources propres, effectifs) et a induit un changement de réponse de certains organismes.

Compte tenu de la multiplicité des sources de rupture, il était difficile de produire deux séries de données pour 2000 : l'une à méthode constante et l'autre avec les nouvelles évaluations.

L'exercice a cependant été réalisé sur la Dird et la DNRD. Ainsi, à méthode constante, la Dird ne progresse que de 1,6 % en volume entre 1999 et 2000 (contre 4 % avec la nouvelle méthode). Cette hausse, inférieure à celle du PIB (+ 3,8 % en volume), résulte d'une hausse de la Dird des entreprises de 2,9 % et d'une baisse de la Dird des Administrations de 0,7 %. De même, la DNRD aurait progressé de 1,9 % en volume à méthode constante (contre 4,4 % après changements méthodologiques), résultat d'une hausse de 2,1 % de la DNRD des entreprises et de 1,2 % de la DNRD des Administrations.

Les résultats des enquêtes 1998 comportent des changements significatifs qui ont obligé à une nouvelle estimation des résultats 1997 afin de pouvoir établir des comparaisons.

Le premier changement porte sur l'évaluation des Dépenses intérieures de la Défense. La collaboration avec les services de la Direction Générale de l'Armement a conduit à une nouvelle estimation de Dépenses intérieures des laboratoires de la Défense et de la Direction des applications militaires de la Défense : la correction s'élève à 0,47 milliard d'euros pour l'année 1997. C'est le changement essentiel auquel s'ajoute, pour la Recherche publique civile, une réappréciation des données relatives au CEA civil et aux dépenses de Recherche clinique, soit respectivement 57,2 millions d'euros et 45,7 millions d'euros.

Les nouvelles estimations de 1998 ont ainsi donné lieu à des corrections pour les effectifs de 1997. Tous secteurs confondus, les effectifs rémunérés, qui étaient de 313 154 ETP (équivalent temps plein), dans la précédente évaluation, ne sont plus que 303 463. Cette différence résulte d'une augmentation de 2 257 ETP dans le secteur des entreprises et d'une diminution de 11 948 dans le secteur des Administrations. Les nouvelles informations du ministère de la Défense ont en effet permis de corriger les effectifs qui de 19 544 (chiffre qui n'avait pas été révisé depuis une vingtaine d'années) sont passés à 4 063, soit un écart de 15 481. Les corrections intervenues au CEA et dans la Recherche clinique ont limité l'impact de la révision des effectifs de la Défense.

3

○ Définitions

La dépense intérieure de Recherche & Développement (Dird)

Elle totalise l'ensemble des travaux de R & D (Recherche & Développement) exécutés sur le territoire national (salaires, charges courantes et investissements), quelle que soit l'origine des financements.

La dépense nationale de Recherche & Développement (DNRD)

Elle représente la somme des financements consacrés à la Recherche & Développement par les agents économiques nationaux sur ou hors du territoire national.

La relation avec la Dird est la suivante :

DNRD = Dird + financements nationaux des travaux de Recherche exécutés à l'étranger – financements étrangers des travaux de Recherche exécutés en France.

Les travaux de Recherche & Développement (R & D)

Ils ont été définis et codifiés au sein de l'Organisation de coopération et de Développement économiques (OCDE), chargée d'assurer la comparabilité des informations entre les pays membres de l'organisation.

Ils englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications.

Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes :

– la Recherche fondamentale (acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière) ;

– la Recherche appliquée (acquisition de connaissances nouvelles dirigées vers un but ou un objectif déterminé) ;

– le Développement expérimental (travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la Recherche en vue de lancer de nouveaux produits, d'établir de nouveaux procédés ou d'améliorer ceux qui existent déjà).

4

○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, sous-direction de la performance de l'enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation).

Organismes :

– Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sous-direction de la performance de l'enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation ;

– Insee ;

– OCDE.

Site Internet :

– www.recherche.gouv.fr/indicateursRetD

– www.competitivite.gouv.fr

– www.statistique-publique.fr

Publications :

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR)

– « Recherche & Développement en France, résultats 2002, estimations 2003, Objectifs socio-économiques du BCRD 2004 », dossier n° 162, avril 2005.

Notes de Recherche (NR), disponibles sur le site Internet :

– « Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche », septembre 2006 ;

– « Dépenses de Recherche & Développement en France en 2004, estimations 2005 », n° 06.03, juin 2006 ;

– « L'externalisation de la R & D : quel arbitrage entre sous-traitance et coopération », n° 06.02, mars 2006 ;

– « Les configurations régionales des activités de Recherche & Développement en 2003 », n° 06.01, janvier 2006.

Éducation et formations :

– « Les biotechnologies », n° 73, août 2006 ;

– « Recherche et innovation », n° 59, juin 2001.

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

– « Tableau de bord de l'innovation », Direction générale de l'Industrie, des Technologies de l'information et des Postes, 16ème édition, novembre 2006.

Insee-Références :

– « Innovation et niveau technologique des entreprises industrielles françaises », *l'Économie française, comptes et dossiers*, édition 2006.

Autres

– « Bilans et tendances technologiques des PME-PMI », *Anvar*, annuel.
– « Technologies clés 2010 », *Études sur l'industrie*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, septembre 2006.
– « Crédits budgétaires publics alloués à la R & D », *Statistiques en bref,* n° 17/2006, Eurostat.
– « R & D et internationalisation », *Statistiques en bref,* n° 15/2006, Eurostat.
– « Tableau de bord européen de l'innovation », Commission européenne, janvier 2006.
– « Principaux indicateurs de la science et de la technologie », 2006 / 1, OCDE.
– « R & D publique, R & D privée et efficacité du processus d'innovation : quelles perspectives ? », Marc Baudry et Béatrice Dumont, Commissariat général du plan, 2005.

Voir aussi le chapitre L.02 « Innovation et Propriété industrielle ».

TABLEAU R.04-1

Effort national de Recherche & Développement

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unité* : %

	1995	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Effort global (DIRD/PIB) (1)	2,29	2,16	2,19	2,20	2,23	2,17	2,14	2,13
Part de la dépense nationale financée par les Administrations (DNRD)	49,5	44,4	44,9	43,7	45,1	46,2	46,4	46,5
Part de la dépense intérieure exécutée par les Administrations (DIRD)	39,0	36,8	37,2	36,8	36,7	37,4	37,5	38,1
Part de la dépense nationale financée par les entreprises (DNRD)	50,5	55,6	55,1	56,3	54,9	53,8	53,6	53,5
Part de la dépense intérieure exécutée par les entreprises (DIRD)	61,0	63,2	62,8	63,2	63,3	62,6	62,5	61,9

(1) Part de la dépense intérieure de Recherche & Développement dans le PIB.

TABLEAU R.04-2

Financement et exécution de Recherche & Développement expérimental par secteur institutionnel

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unités :* Million d'euros ; Variation : %

	r 1995	(1) *r* 2000	(1) *r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Dépense nationale de Recherche & Développement (DNRD)	**27 563**	**32 081**	**33 570**	**34 759**	**34 395**	**35 136**	**36 107**
Variation annuelle en volume (2)	0,9	3,7	2,6	1,1	− 2,9	0,5	0,9
Financement par les Administrations (3)	13 647	14 404	14 673	15 677	15 891	16 305	16 801
Variation annuelle en volume (2)	− 0,3	6,1	− 0,1	4,4	− 0,5	0,9	1,2
Financement par les entreprises	13 916	17 677	18 897	19 082	18 505	18 831	19 306
Variation annuelle en volume (2)	2,1	1,9	4,8	− 1,4	− 4,8	0,1	0,6
Dépense intérieure de Recherche & Développement (DIRD)	**27 302**	**31 517**	**32 887**	**34 527**	**34 569**	**35 534**	**36 396**
Variation annuelle en volume (2)	0,8	3,4	2,3	2,5	− 1,7	1,1	0,5
Exécution par les Administrations (3)	10 653	11 717	12 105	12 689	12 923	13 324	13 853
Variation annuelle en volume (2)	3,1	5,3	1,3	2,4	n.s.	1,4	2,1
Exécution par les entreprises	16 649	19 800	20 782	21 839	21 646	22 210	22 543
Variation annuelle en volume (2)	− 0,6	2,3	2,9	2,6	− 2,7	0,9	− 0,4

(1) Rupture de série pour les Administrations entre 1999 et 2000 et pour les entreprises entre 2000 et 2001. Cf. partie 2 "Méthodologie".
(2) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(3) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).

TABLEAU R.04-3

Effectifs occupés en Recherche & Développement expérimental

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unité* : Millier (1)

	1995	(2) 1997	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Effectif total de Recherche & Développement	**318,4**	**306,1**	**314,5**	**327,5**	**339,2**	**348,9**	**351,4**	**355,4**
Entreprises	162,0	166,3	171,6	177,7	185,5	191,2	193,3	197,2
Administrations (État et institutions sans but lucratif)	75,7	59,9	59,6	59,7	61,2	63,9	63,2	63,8
Enseignement supérieur (3)	80,7	79,9	83,3	90,1	92,5	93,8	94,9	94,4
Effectif des seuls chercheurs (4)	**151,2**	**154,7**	**160,4**	**172,1**	**181,4**	**190,0**	**196,4**	**202,2**
Entreprises	66,6	72,0	75,4	81,0	88,5	95,3	100,6	106,4
Administrations (État et institutions sans but lucratif)	30,9	27,8	28,3	29,5	30,2	31,7	32,0	32,7
Enseignement supérieur (3)	53,7	54,9	56,7	61,6	62,7	63,0	63,8	63,1

(1) En équivalent temps plein recherche.
(2) Plusieurs corrections ont été apportées dans le traitement de l'enquête 1997 auprès des Administrations. Pour que les données 1997 soient comparables avec 1996, il faut diminuer les effectifs 1996 de l'Administration et de l'enseignement supérieur de 5 100 personnes en équivalent temps plein environ. Ces écarts résultent de corrections de la part de quelques organismes, d'une mobilisation de données relatives aux postes réellement consommés dans les universités et d'une intégration des boursiers rémunérés par de grandes fondations caritatives, notamment dans le domaine de la santé.
(3) Comprend, outre les universités et établissements assimilés, les grandes écoles ainsi que le CNRS et ses deux instituts.
(4) Y compris les boursiers de thèse et les ingénieurs de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) et de l'enseignement supérieur.

TABLEAU R.04-4

Recherche & Développement technologique en France et dans quelques pays en 2004

Sources : OCDE ; Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

	(1) États-Unis	(2) Japon	(3) Allemagne	**France**	(3) Royaume-Uni	(3) Italie
DIRD/PIB (%)	2,68	3,13	2,49	**2,14**	1,88	1,11
DIRD (France base 100) (4)	802	303	152	**100**	87	46
DIRD par habitant (France base 100) (4)	170	147	114	**100**	90	49
Nombre de chercheurs (etp) dans les entreprises	1 066 000	455 868	161 980	**106 439**	103 000	26 866
Nombre de chercheurs dans les Administrations (y compris les boursiers de thèse) (5)	233 420	206 290	106 962	**95 725**	. . .	41 750
Ensemble des chercheurs	1 334 628	662 158	268 942	**202 164**	. . .	68 616
Nombre de chercheurs (etp) par millier d'actifs	9,12	10,2	6,81	**7,35**	. . .	2,9

(1) Chiffres 2002 pour le nombre de chercheurs dans les entreprises, l'ensemble des chercheurs et le nombre de chercheurs pour mille actifs. Chiffre 1999 pour les Administrations et l'enseignement supérieur.
(2) La série des dépenses intérieures de Recherche & Développement (Dird) a été réajustée par l'OCDE en évaluant la masse salariale universitaire en équivalent temps plein recherche (etp) et non en personnes physiques.
(3) Les statistiques portent sur l'année 2003.
(4) Indice de conversion des monnaies établi à partir des parités de pouvoir d'achat (source OCDE).
(5) Comprend les secteurs de l'État, de l'enseignement supérieur et des associations.

TABLEAU R.04-5

Concentration de Recherche & Développement dans les entreprises en 2004

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unités* : Nombre et million d'euros

	Entreprises et centres techniques professionnels dont le nombre de chercheurs est :						
	inférieur à 4	compris entre 5 et 9	compris entre 10 et 19	compris entre 20 et 49	compris entre 50 et 99	égal ou supérieur à 100	**Total**
Nombre d'entreprises et centres techniques	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	**n. s.**
%	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	**100,0**
Chercheurs en équivalent temps plein recherche	9 962	7 586	7 186	10 591	9 002	62 111	**106 439**
%	9,4	7,1	6,8	10,0	8,5	58,4	**100,0**
Effectif de R & D en équivalent temps plein recherche	18 915	13 024	13 093	22 163	16 628	113 400	**197 223**
%	9,6	6,6	6,6	11,2	8,4	57,5	**100,0**
Dépenses intérieures de R & D (million d'euros)	1 328	1 019	1 193	2 244	2 024	14 402	**22 210**
%	6,0	4,6	5,4	10,1	9,1	64,8	**100,0**
Financement public (million d'euros)	119	60	50	137	89	2 165	**2 620**
%	4,5	2,3	1,9	5,2	3,4	82,6	**100,0**

TABLEAU R.04-6

Dépense intérieure de Recherche & Développement (DIRD) des entreprises et son financement

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unité* : Million d'euros

	r 1995	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
DIRD des entreprises : montant total	**16 649**	**18 655**	**19 348**	**20 782**	**21 839**	**21 646**	**22 210**	**22 543**
% du PIB (1)	1,39	1,37	1,37	1,39	1,41	1,36	1,34	1,32
Variation annuelle en volume (%) (2)	− 0,58	5,88	2,28	2,92	2,64	− 2,71	0,92	− 0,36
Financement de la DIRD des entreprises :								
Sur fonds des entreprises	12 523	14 880	15 398	16 955	17 162	16 970	17 223	17 676
% du total	75,22	79,76	79,58	81,58	78,59	78,40	77,55	78,41
Variation annuelle en volume (%) (2)	2,01	4,96	2,05	7,98	− 1,13	− 2,95	− 0,17	0,75
Sur fonds publics	2 273	2 124	2 196	2 021	2 436	2 409	2 582	2 582
% du total	13,65	11,39	11,35	9,73	11,15	11,13	11,63	11,46
Variation annuelle en volume (%) (2)	− 12,11	19,12	1,96	− 9,74	17,70	− 2,92	5,43	− 1,83
Sur autres fonds (3)	1 854	1 651	1 755	1 806	2 240	2 267	2 405	2 285
% du total	11,14	8,85	9,07	8,69	10,26	10,47	10,83	10,13

(1) Nouvelle base 2000 des Comptes nationaux.
(2) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(3) Ce sont principalement des fonds provenant de l'étranger. Compte tenu de l'irrégularité des flux annuels correspondant à cette rubrique, le calcul d'une variation annuelle en volume (et même en valeur) n'est pas significatif.

TABLEAU R.04-7

Dépenses intérieures de Recherche & Développement expérimental des entreprises et Administrations

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unité* : Million d'euros

Branches (branches de Recherche pour les activités marchandes)	1995		2000		2003		2004	
	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises
Branches industrielles	**15 459,2**	**2 198,7**	**17 293,2**	**2 079,2**	**19 621,5**	**2 311,8**	**20 309,6**	**2 495,2**
Industrie automobile	2 148,3	17,3	2 671,3	11,8	3 192,0	14,9	3 365,3	11,2
Industrie pharmaceutique	1 995,7	38,9	2 401,5	11,1	2 993,4	43,5	3 028,0	40,7
Fabrication d'équipements radio, télévision et communication	1 828,8	232,2	2 653,5	412,6	2 763,0	339,6	2 730,0	376,4
Construction aéronautique et spatiale	2 197,6	867,0	1 964,9	824,9	2 267,3	1 029,0	2 641,0	1 196,3
Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique	1 723,0	604,5	1 320,2	395,3	1 420,4	393,0	1 432,6	389,4
Industrie chimique	1 030,1	66,2	1 189,3	52,1	1 356,9	74,6	1 373,0	72,3
Fabrication de machines et équipements	807,8	164,7	921,2	239,4	1 049,4	254,7	1 071,9	243,4
Autres branches industrielles	3 728,0	207,9	4 171,4	132,0	4 579,1	162,5	4 667,8	165,6
Branches de services	**1 190,1**	**77,9**	**2 055,3**	**122,4**	**2 024,7**	**104,9**	**1 900,5**	**95,7**
Services informatiques	423,6	18,9	496,3	34,8	907,3	54,9	908,0	55,2
Services de transport et de communication	505,4	2,4	995,2	10,1	841,9	6,6	734,3	5,7
Services d'ingénierie	261,1	56,6	563,8	77,5	275,4	43,5	258,2	34,8
Administrations (y.c. enseignement supérieur)	**10 653,0**	///	**11 605,0**	///	**12 922,9**	///	**13 324,0**	///
Ensemble	**27 302,3**	**2 276,7**	**30 953,4**	**2 201,6**	**34 569,1**	**2 416,8**	**35 534,1**	**2 590,9**

TABLEAU R.04-8

Effectifs de Recherche & Développement expérimental des entreprises et Administrations

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unité* : Millier

Branches (branches de Recherche pour les activités marchandes)	1995		2000		2003		2004	
	Effectifs de R & D	*dont* chercheurs (1)	Effectifs de R & D	*dont* chercheurs (1)	Effectifs de R & D	*dont* chercheurs (1)	Effectifs de R & D	*dont* chercheurs (1)
Branches industrielles	**148,9**	**58,8**	**156,1**	**67,2**	**170,5**	**84,2**	**174,0**	**89,0**
Industrie automobile	20,2	4,9	25,9	8,8	29,9	12,2	31,8	13,3
Industrie pharmaceutique	17,7	6,1	18,2	6,8	22,2	9,7	22,3	10,1
Fabrication d'équipements radio, télévision et communication	14,9	7,6	20,6	12,6	21,2	15,3	22,5	17,1
Construction aéronautique et spatiale	17,1	6,5	14,3	5,9	15,6	8,4	15,6	8,1
Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique	16,5	9,7	12,5	7,1	13,5	9,6	14,1	10,2
Industrie chimique	11,2	3,8	11,9	4,3	11,8	4,3	11,7	4,6
Fabrication de machines et équipements	10,1	3,3	10,9	4,2	11,7	4,6	11,5	4,8
Autres branches industrielles	41,1	17,0	41,8	17,6	44,5	20,1	44,5	20,7
Branches de services	**13,1**	**7,8**	**21,6**	**13,8**	**22,8**	**16,4**	**23,2**	**17,5**
Services informatiques	5,0	3,8	6,5	5,6	11,4	9,7	12,2	10,5
Services de transport et de communication	5,3	2,5	8,1	3,9	7,9	4,1	7,3	4,3
Services d'ingénierie	2,8	1,5	7,0	4,3	3,5	2,6	3,7	2,7
Administrations (y.c. enseignement supérieur)	**156,3**	**84,6**	**149,8**	**91,1**	**158,1**	**95,7**	**158,2**	**95,7**
Ensemble	**318,3**	**151,2**	**327,5**	**172,1**	**351,4**	**196,4**	**355,4**	**202,2**

(1) Y compris les boursiers de thèses et les ingénieurs de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) et de l'enseignement supérieur. Ces effectifs sont exprimés en équivalent temps plein recherche.

Chapitre R.05

Services aux entreprises et aux particuliers

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Salariés et établissements employeurs dans les services au 31 décembre.

2 Services aux entreprises, services aux particuliers : principaux indicateurs.

3 Prélèvements proportionnels non fiscaux applicables sur les courses de chevaux, à compter du 1er janvier 2006.

4 Autres prélèvements.

5 Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises.

6 Chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux ».

7 Produits des jeux de casinos.

8 Indices des prix à la production dans les services.

1

○ Présentation

En 2005, la production des services marchands conserve un rythme de progression comparable à celui de 2004 (+ 2,2 % après + 2,3 % en 2003). Cette évolution reste essentiellement le fait des services aux entreprises. Elle s'appuie à la fois sur la demande des entreprises pour des services de conseil et d'assistance et sur la consommation des ménages en télécommunications. Dans ce secteur, la progression de l'ensemble de la demande des communications électroniques repose sur les activités de téléphonie mobile, avec une croissance des revenus et de l'internet (développement massif des accès ADSL et généralisation des technologies IP (internet protocol)). Dans la branche « conseil et assistance », les services informatiques continuent de croître à un rythme soutenu (+ 4,4 % en volume), grâce notamment aux consommations intermédiaires des entreprises et des administrations (+ 4,3 %) et à la demande pour investissement en logiciels (+ 4,5 %).

Dans les services professionnels, les activités juridiques et le conseil pour les affaires et la gestion sont particulièrement dynamiques (+ 4,7 % et + 5,9 %). La branche publicité et études de marché s'accroit de 3,1 %, comme en 2004, grâce à la demande des entreprises.

Au sein des services opérationnels, seule la location sans opérateur progresse et la reprise concerne notamment la location de véhicules automobiles en 2005.

L'activité des entreprises de travail temporaire poursuit sa croissance (+ 1,2 %). Sur l'année, l'évolution du volume du travail intérimaire en équivalents-emplois à temps plein est de + 2,8 % en moyenne annuelle et atteint 585 000 ETP.

Pour l'activité d'assainissement, les chiffres d'affaires en valeur demeurent en expansion en 2005 (+ 5,0 %). Ceci est dû à la hausse des prix de l'assainissement, qui accélèrent en 2005 (+ 4,3 %), en réponse aux exigences réglementaires en termes de rejets non polluants. Quant aux activités photographiques, elles accusent de nouveau une forte baisse (- 7,3 %).

Comme en 2004, la production des services aux particuliers progresse peu, néanmoins certaines branches se démarquent. L'hôtellerie progresse de 1,6 % en 2005 avec l'augmentation du nombre de nuitées, la reprise de la consommation des ménages et la bonne tenue du tourisme d'affaires (+ 1,9 %). En revanche, l'activité de la restauration commerciale, des cafés et des discothèques continue de baisser.

Les activités récréatives, culturelles et sportives décélèrent en 2005 (+ 2,4 % après + 4,5 % en 2004), en particulier les activités audiovisuelles (+ 2,3 %) en lien avec la consommation des ménages (+ 1,8 % après + 7,8 %). La distribution de films progresse toujours, grâce à la vidéo (+ 8,5 %) ; à l'inverse la fréquentation des cinémas fléchit sensiblement (- 10,5 %). La stabilité des jeux de hasard et d'argent et le moindre dynamisme des activités de spectacle expliquent aussi la lente progression des autres activités récréatives, culturelles et sportives.

En 2005, les services marchands ont créé deux fois plus d'emplois salariés qu'en 2004 (+ 74 000 soit + 1,5 %) en moyenne annuelle.

En 2005, le chiffre d'affaires de La Française des Jeux progresse légèrement pour s'établir à 8,93 milliards d'euros (+ 4,4 % par rapport à 2004). Le chiffre d'affaires des jeux de tirage croit de 5,2 % grâce notamment à Euro Millions. Celui des jeux de grattage est en hausse de 1,4 %. Les jeux de pronostics sportifs, avec un chiffre d'affaires de 283 millions d'euros, est en progression de 28,1 % grâce en particulier à Cote & Match et Loto Foot.

Les jeux de casino, bien que concernant moins d'adeptes, continuent d'être très prisés, plus particulièrement les machines à sous, dont le nombre atteint 18 787 au 31 octobre 2005. Le produit brut total des casinos de France s'élève à 2,648 milliards d'euros sur la saison du 1er novembre 2004 au 31 octobre 2005.

2

○ Méthodologie

Courses de chevaux, pari mutuel

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2/6/1891 modifiée par la loi du 16/4/1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU). La loi du 28/12/1999 a adapté la législation en vigueur à la situation de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie. Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de sociétés, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif. Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture et de la Pêche), elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et une autorisation d'organiser délivrées par le pari mutuel.

Les sociétés de courses sont régies par le décret n° 97-456 du 5/5/1997, les règles applicables aux différentes formes de pari, par l'arrêté du 13/9/1985 modifié portant règlement du pari mutuel, qui est pris sur proposition du GIE pari mutuel urbain.

Enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

En métropole, l'enquête est exhaustive pour les « grandes » entreprises, c'est-à-dire employant au moins 30 salariés ou réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 millions d'euros. Ces seuils sont relevés, dans certains cas, en fonction des particularités du secteur. Pour le secteur des agences de voyage et ceux de la promotion et gestion immobilière, le seuil correspond aux entreprises de 30 salariés ou plus, ou réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 8 millions d'euros, alors que dans la location immobilière il s'applique aux entreprises de plus de 50 salariés ou au moins 15 millions d'euros de chiffre d'affaires. Pour les entreprises en-dessous de ces seuils, l'enquête est réalisée par sondage et ne porte chaque année que sur la moitié des secteurs : une moitié des secteurs est interrogée une année et l'autre l'année suivante.

Loterie

Le Loto National a été créé en 1976. En janvier 1979, l'État décide la création de la Société de la Loterie Nationale et du Loto National (SLNLN), société anonyme d'économie mixte, devenue le 13/1/1989 France Loto et le 12/9/1991 La Française des Jeux.

Prix à la production dans les services

L'Insee réalise des enquêtes trimestrielles pour le suivi des prix dans les services aux entreprises. À ce jour, le suivi est réalisé dans 18 branches et des indices sont publiés dans 13 branches : autres services de courrier (hors La Poste), location de machines et d'équipements pour la construction, location de véhicules automobiles, conseil et ingénierie informatique (depuis 2004), traitements de données informatiques, banques de données, entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique, services comptables, conseil pour les affaires et la gestion, services d'architecture et d'ingénierie, publicité et vente d'espaces n.c.a., enquête et sécurité et services de nettoyage. En 2007, des indices seront probablement diffusés dans les branches : services de télécommunications, services juridiques, études de marché et sondages, contrôle et analyses techniques, sélection et fourniture de personnel.

3 ○ Définitions

Prélèvements sur les enjeux

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 19,60 %, à compter du 1er/4/2000).

Les enjeux recueillis sur les courses font l'objet : de prélèvements proportionnels non fiscaux en faveur de différents attributaires publics et de la société organisatrice, dont les taux ont été fixés, pour l'année 2006, par le décret n° 2005-1794 du 30/12/2005 ; d'un droit de timbre de 4 % ; d'une taxe additionnelle au droit de timbre de 0,30 % ; d'un taux de TVA de 19,60 % appliqué sur la part proportionnelle revenant à la société de courses organisatrice ; d'un prélèvement au titre de la Contribution Sociale Généralisée (CSG), depuis le 1er/1/1998.
Par ailleurs, le taux de la contribution pour le remboursement de la dette sociale est fixé à 0,28 % des enjeux.
Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 95-1405 du 30/12/1995.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor (art. 18-II de la loi de finances pour 1967).

Services aux entreprises

Les services aux entreprises intègrent La Poste, le courrier hors La Poste, les télécommunications, les services immobiliers, les auxiliaires d'assurance, les services de conseil et d'assistance (activités informatiques, comptables, juridiques, études de marché et sondages, conseil pour les affaires et la gestion, administration d'entreprises, ingénierie architecture géomètres, contrôle et analyses techniques, publicité...), les services opérationnels (location sans opérateur, travail temporaire, nettoyage, assainissement...) et la recherche et développement. L'intérim est inclus dans cet ensemble.

Services aux particuliers

Les services aux particuliers comprennent les hôtels et restaurants, les agences de voyages, les activités audiovisuelles, les agences de presse ainsi que les services personnels tels que la coiffure et la blanchisserie.

Types de jeux :

Jeux	Date de lancement ou de nouveau lancement	Modalités pratiques	Prix	Gains
LOTO®	19 mai 1976	Il existe 2 types de bulletins : simple et multiple. Pour jouer au LOTO® simple, le joueur coche 6 numéros par grille (sur 49) sur 2, 4, 6, 8 ou 10 grilles. Pour le LOTO® multiple, le joueur coche sur une seule grille 7, 8, 9 ou 10 numéros. Le joueur coche également la case correspondant au(x) jour(s) de tirage (mercredi ou samedi ; mercredi et samedi). Possibilité d'abonnement pour 2, 3, 4 ou 5 semaines. Il est possible de jouer sans cocher de bulletin grâce au Système Flash. C'est le terminal de jeu qui attribue aléatoirement des combinaisons pour le joueur. Les numéros gagnants sont déterminés par tirage au sort en direct à la télévision (2 tirages le mercredi et 2 tirages le samedi) et permettent de définir les différents rangs de gains.	Mise minimum 1,2 euro : pour 2 grilles participant aux 2 tirages d'un jour de tirage.	Le LOTO® est un jeu de répartition, le montant des gains est fonction du nombre de gagnants.
JOKER®	20 octobre 1999	Sur les bulletins LOTO® et EURO MILLIONS vous pouvez jouer 1 ou 2 numéros JOKER® de 7 chiffres. Sur les bulletins KENO, vous pouvez jouer jusqu'à 3 numéros JOKER : vous jouez avec un numéro à 7, 6 ou 5 chiffres. Pour participer, il vous suffit de cocher la mise de votre choix : 1 ou 2 euros. Chaque jour, 2 numéros JOKER+® de 7 chiffres sont tirés au sort soit 14 tirages par semaine. Les numéros gagnants sont annoncés dans les émissions LOTO®, EURO MILLIONS et KENO.	1 ou 2 euros par numéro JOKER® et par tirage.	Jusqu'à 500 000 euros (avec un numéro à 7 chiffres et une mise de 2 euros).
SUPER LOTO®	15 mai 1996	Tirage exceptionnel organisé 3 ou 4 fois par an lors d'événements porteurs de rêve tels que le vendredi 13. Même mécanique que le LOTO® : trouver les 6 bons numéros du tirage parmi 49. Le SUPER LOTO® donne lieu à un tirage unique et spécifique et ne remplace pas les tirages du LOTO®. Il se joue également sur un bulletin spécifique. Il est également possible de jouer sans cocher de bulletin grâce au Système Flash.	Mise minimum 1,5 euro la grille pour 1 tirage.	15 millions d'euros généralement offerts. Comme pour le LOTO®, le montant des gains des différents rangs SUPER LOTO® est fonction du nombre de gagnants.
LOTO-PHONE®	2003	Jeu ouvert à tous les téléspectateurs des tirages du LOTO®, qu'ils soient joueurs ou non-joueurs de LOTO®. Les 7 numéros sortis au 1er tirage servent de base au LOTOPHONE®. Le but du jeu est de retrouver le numéro derrière lequel un trèfle s'est caché. Si le joueur a joué au LOTO® le jour de son inscription, il aura droit à 2 chances. Les joueurs peuvent notamment s'inscrire par téléphone.	Coût de l'appel téléphonique (0,34 euro TTC/mn pour la métropole et Monaco).	De 1 000 à 30 000 euros.

EURO MIL-LIONS	13 février 2004	EURO MILLIONS est un jeu coordonné par 10 loteries (France, Royaume-Uni, Espagne, Portugal, Irlande, Luxembourg, Suisse Romande, Suisse Alémanique, Belgique, Autriche). Chaque loterie reste seule opératrice du jeu sur son territoire, dans le respect des contraintes réglementaires s'y appliquant. Sur une grille composée de 50 numéros et de 9 étoiles, le joueur peut choisir la formule simple et donc cocher 5 numéros et 2 étoiles ou la formule multiple et cocher jusqu'à 9 numéros et/ou 9 étoiles par grille. Il est possible de jouer sans cocher de bulletin grâce au Système Flash. C'est le terminal qui attribue aléatoirement des combinaisons de numéros et d'étoiles. Possibilité d'abonnement pour 2, 3, 4 ou 5 semaines. Les numéros gagnants (5 numéros + 2 étoiles) sont déterminés par tirage au sort, diffusé à la télévision et permettent de définir les montants des différents rangs de gains.	Mise minimum 2 euros pour 1 grille participant à 1 tirage.	EURO MILLIONS est un jeu de répartition, le montant des gains est fonction du nombre de gagnants.
Cote & Match	Janvier 2003 modifié en août 2005	Cote & Match est un jeu de pronostics sportifs basé sur le principe du pari à cote fixe. Depuis janvier 2005, deux listes de 60 matches maximum de football, rugby ou de basket sont proposées aux joueurs (une liste du lundi au mercredi, une liste du jeudi au dimanche). Une cote reflétant la probabilité de chaque résultat possible (1, N ou 2) est fixée pour chacun des matches de cette liste. Plus la cote d'une équipe est proche de la valeur 1, plus cette équipe est favorite. Depuis août 2005, le joueur choisit de 2 à 6 matches dans la liste officielle Cote & Match. Il reporte ses pronostics sur le bulletin de jeu (pronostic de type 1N2). Il choisit la formule de jeu (simple ou multiple). Il choisit enfin sa mise (1 à 100 euros). Jeu simple : le joueur doit choisir 1*, 2, 3, 4, 5 ou 6 matches. Pour gagner, tous ses pronostics doivent être corrects (quel que soit le nombre de matches choisi). (*seuls certains matches peuvent être joués en pari simple (pari sur un seul match). Ces matches sont mentionnés sur les listes Cote & Match.) Jeu multiple : le joueur augmente ainsi ses chances de gagner puisqu'il peut se permettre jusqu'à 4 erreurs sur le bulletin (en fonction du multiple choisi).	Mise de 1 à 100 euros en jeu simple. De 3 à 2 000 euros en jeu multiple.	Le montant du gain est égal à la mise multipliée par le produit des cotes des résultats pronostiqués.
Loto Foot 7 & 15	1er septembre 2004	Le jeu Loto Foot 7 & 15 est constitué de 2 jeux de répartition indépendants sur un même bulletin. Le joueur choisit de jouer 1 à 8 grilles sur un bulletin. Pour chaque grille, le joueur peut parier sur les 15, ou sur les 7 premières rencontres de la liste (selon le principe du 1N2). Pour jouer aux deux formules (sur un même bulletin), le joueur doit jouer sur deux grilles différentes. Si le joueur joue aux deux formules (LF7 et LF15), le détaillant lui remet deux reçus, un pour le 7 et un pour le 15. Le numéro Mise : sur chaque reçu figure un Numéro Mise. Si le reçu Loto Foot 7 ou Loto Foot 15 du joueur comporte le Numéro Mise sorti au tirage, le joueur gagne un montant équivalent au coût de ce reçu. Le bulletin easy : il s'agit d'un bulletin – notice, qui permet de valider ses pronostics. Il doit faciliter l'essai du jeu par un joueur néophyte, et aider le détaillant à guider son joueur.	Mise à partir d'1 euro.	Jeu de répartition. Le montant des gains est fonction du chiffre d'affaires et du nombre de gagnants pour chacun des rangs.
Keno	10 septembre 1993	Sur une grille de 70 numéros, le joueur peut cocher de 2 à 10 numéros pour gagner jusqu'à 1 000 000 euros à chaque tirage. Il y a 2 tirages par jour et le joueur peut s'abonner jusqu'à 14 tirages. Keno Système Flash : les numéros sont choisis de manière aléatoire par le terminal de prises de jeux. Numéro JACKPOT : 1 numéro Jackpot, composé de 7 chiffres, est offert pour 1 euro misé (pour une grille à 2 euros, 2 numéros Jackpot sont offerts). Pour gagner, il faut avoir les 7 chiffres dans l'ordre. Le montant du Jackpot augmente de 10 000 euros par tirage jusqu'à ce qu'il soit remporté. À chaque tirage, 20 numéros sur 70 sont tirés au sort ainsi qu'un numéro Jackpot.	1, 2, 3, 4 ou 5 euros par grille participant à 1 tirage.	Jeu de contre-partie, les gains sont fixés à l'avance. Ils vont de 2 à 1 000 000 d'euros selon les mises.

Rapido	11 janvier 1999	Le joueur coche 8 numéros parmi 20 dans la grille A et de 1 à 4 numéros parmi 4 dans la grille B. Il choisit sa mise (1, 2, 3, 5 ou 10 euros), le nombre de tirages souhaités (de 1 à 50) et sa participation ou non au tirage de la 2ème chance. Toutes les 5 minutes, de 5 h 00 à minuit, le joueur peut suivre les tirages en direct, sur l'écran situé dans le point de vente. À chaque chance, 8 numéros sont tirés au sort dans la grille A et 1 numéro dans la grille B.	1, 2, 3, 5 ou 10 euros par grille participant à 1 tirage.	Jeu de contre-partie, les gains sont fixés à l'avance, ils vont de 1 à 100 000 euros selon les mises.
Goal	16 octobre 1995 relancé le 2 juin 2005	Jeu instantané lié à l'univers du football. Pour gagner, le joueur doit trouver 3 sommes identiques parmi 6 (2 sous les ballons et 1 dans la cage de but).	1 euro.	De 1 à 2 000 euros.
Astro	12 mai 1997 relancé le 11 mars 2004	Déclinaison en 12 tickets de jeu de chacun des 12 signes du zodiaque. Pour gagner, le joueur doit retrouver 2 fois le signe du ticket parmi les 5 symboles découverts. Il remporte alors la somme inscrite sous la case Gain qu'il peut multiplier jusqu'à 1 000 fois grâce à l'Astroscope, phrase qui dans tous les cas lui laisse une note personnelle et positive associée au signe.	2 euros.	De 2 à 16 000 euros.
Banco	28 mai 1990 relancé le 8 juillet 2004	Une case à gratter sous laquelle apparaît la somme remportée.	1 euro.	De 1 à 1 000 euros.
Baraka	3 mars 2005	S'appuie sur l'univers des jeux conviviaux pratiqués « en salle ». 1er jeu proposant un lot d'une famille de 5 tickets composés de mécaniques différentes et regroupés sous le même nom. Structure commune des 5 tickets : 2 jeux par ticket, même format rectangulaire, graphisme réaliste. *Baraka « fléchettes »* : Jeu 1 : le joueur gratte les fléchettes et la cible. S'il découvre dans la cible un ou plusieurs scores identiques à ceux des fléchettes, il gagne la ou les sommes associées. Jeu 2 : le joueur gratte l'ardoise. Si son score est supérieur à celui de l'adversaire, il gagne 2 euros. *Baraka « baby-foot »* : Jeu 1 : si le score du joueur est supérieur à celui de l'adversaire, il gagne la somme inscrite sous la case gain. Jeu 2 : le joueur gratte le but. S'il découvre un symbole « BUT », il gagne 2 euros. *Baraka « bowling »* : Jeu 1 : le joueur gratte les quilles, s'il découvre une ou plusieurs quilles couchées, il gagne les sommes associées. Jeu 2 : le joueur gratte la boule. S'il découvre une boule de bowling, il gagne 2 euros. *Baraka « billard »* : Jeu 1 : le joueur gratte les boules de couleurs. S'il découvre une ou plusieurs boules rayées, il gagne les sommes associées. Jeu 2 : le joueur gratte le trou. S'il découvre la boule portant le numéro 8 dans le trou, il gagne 2 euros. *Baraka « flipper »* : Jeu 1 : le joueur gratte ses cibles et découvre son score. Si son score est supérieur au score à battre, il remporte la somme inscrite sous la case gain. Jeu 2 : le joueur gratte la boule. S'il rattrape la boule, il gagne 2 euros.	2 euros.	De 2 à 10 000 euros.
Dédé	15 juillet 2002	Le joueur gratte 3 lancers de dés. Si pour un même lancer, l'addition des dés est égale à 7, le joueur gagne la somme inscrite sous la case gain correspondante. Le joueur peut cumuler ses gains.	2 euros.	De 2 à 10 000 euros.
Million-naire	30 septembre 1991 relancé le 19 avril 2004	Jeu qui propose le gain maximum le plus élevé des jeux de grattage (après Tac O Tac Gagnant à Vie) : 1 000 000 d'euros. En grattant le tapis rouge, le joueur doit découvrir trois montants identiques pour remporter un gain compris entre 2 à 10 000 euros. S'il découvre trois symboles étoiles, il participe à une émission de télévision, au cours de laquelle il détermine son gain (de 20 000 euros à 1 000 000 d'euros) en actionnant la roue de la machine de tirage.	2 euros.	De 2 à 1 000 000 d'euros.
Morpion	2 mai 1994 relancé le 31 juillet 2003	Jeu basé sur la mécanique du morpion et incarné par une célèbre mascotte. Le ticket comporte une grille de 9 cases. En grattant, si le joueur découvre 3 X ou 3 O en large, en long ou en travers, il gagne la somme indiquée sur la ligne correspondante.	1 euro.	De 1 à 1 000 euros.
Numéro Fétiche	6 juin 2002	Jeu de grattage lié à l'univers de la « petite superstition ». L'offre se décline en 9 tickets, chacun mettant en scène un numéro compris entre 1 et 9 et étant associé à une couleur. Pour gagner, le joueur doit retrouver au moins	1 euro.	De 1 à 1 000 euros.

		une fois son numéro fétiche. Il a 3 chances de gagner et peut cumuler ses gains.		
Saga	20 septembre 1999	Le concept de SAGA (+ nom du film) repose sur l'univers du cinéma. Il s'associe à une déclinaison de films très médiatiques et « à épisodes ». Depuis 1999, 5 déclinaisons de SAGA ont été lancées : – SAGA Star Wars™ (1999) – SAGA Indiana Jones™ (2000) – SAGA James Bond 007™ (2002) – SAGA Seigneur des Anneaux™ (2003) – SAGA Star Wars™ (2005).	2 euros.	De 2 à 10 000 euros pour Saga Star Wars™ (2005).
Solitaire	6 novembre 1995 relancé le 16 juin 2003	De forme octogonale, le ticket rappelle ainsi le plateau de jeu du Solitaire traditionnel. Le joueur gratte les 12 billes. Sous chacune d'elles, apparaissent un numéro et une somme. Pour gagner, il doit retrouver les « numéros gagnants » parmi « vos numéros ». Il peut gagner jusqu'à 4 fois sur le même ticket. Le numéro bonus donne au joueur une chance supplémentaire de gagner.	2 euros.	De 2 à 10 000 euros.
Super Bingo	7 juin 1993 relancé le 20 août 2001	Le seul jeu de grattage à proposer un premier rang de gain égal au double de sa mise. Le ticket est composé de 2 séries de 4 jetons grattables associées à 2 grilles de 12 cases (comportant chacune 7 numéros et 5 cases pleines). Pour gagner, le joueur doit retrouver au moins un des numéros découverts sous les jetons dans la grille correspondante. Le numéro bonus donne une chance supplémentaire de gagner sur les 2 grilles.	2 euros.	De 4 à 5 000 euros.
Tac O Tac Gagnant à Vie	25 décembre 1983 relancé le 17 novembre 2005	Tac O Tac est le plus ancien des jeux de grattage. Depuis 1998, le jeu propose un gain mensualisé et est associé à une émission de télévision (TV). Avec le Gain à Vie, Tac O Tac s'est dotée d'une promesse totalement inédite et exceptionnelle. Ce gain peut, depuis novembre 2003, aller jusqu'à 2 000 euros par mois à vie. Le ticket comporte 4 jeux avec des mécaniques et des gains allant crescendo et un jeu spécifique (jeu 4 TV) qui permet de gagner le passage à la TV. Lors de l'émission TV, 4 gagnants TV jouent ensemble et doivent se qualifier au fil de manches successives. 1 seul d'entre eux accèdera à la finale et pourra tenter de remporter le Gain à Vie.	3 euros.	De 3 à 3 000 euros sur le ticket de jeu et de 800 euros par mois pendant 4 ans à 2 000 euros par mois à vie à la TV.
Végas	13 mars 2000 relancé le 16 septembre 2004	Illustre l'univers des jeux dits du casino. Le ticket propose 4 jeux distincts. *Roulette* : le joueur gratte 3 mises sous chacune desquelles apparaissent un numéro et une somme. Pour gagner, le joueur doit retrouver l'un des 3 numéros sous la roulette, après grattage. *Poker* : le joueur doit gratter 6 cartes (dont une carte bonus) pour trouver l'une des combinaisons gagnantes : 1 paire, 2 paires, 1 brelan, 1 suite ou 1 carré. *Craps* : le joueur gratte 4 lancers de 2 dés. Pour gagner, il doit parvenir à faire 7 ou 11 dans un même lancer. *Jackpot* : pour gagner, le joueur doit gratter 3 points d'interrogation et découvrir trois « 7 », trois « couronnes », trois « bars », trois « cerises » ou trois « étoiles ». Si le joueur fait apparaître une cerise, quelle que soit la zone de jeu, il gagne automatiquement 3 euros. Le joueur cumule les gains acquis à chaque jeu.	3 euros.	De 3 à 40 000 euros.
XIII La BD culte	16 octobre 2000 relancé le 07 mars 2002	Le joueur gratte la bulle et additionne les 4 chiffres découverts. Si le total est égal à 13 il gagne la somme inscrite dans la case gain.	2 euros.	De 2 à 13 000 euros.
Black Jack	15 juin 1992	S'appuie sur l'univers du Casino. Premier jeu instantané à associer le principe d'un score à battre et d'une case Gain. Le joueur doit gratter ses 3 jeux, la case « Banque » et la case « Gain ». Si l'un de ses jeux est supérieur à celui de la « Banque », il gagne la somme inscrite sous la case « Gain ».	2 euros.	De 2 à 20 000 euros.
Pour la Saint Valentin	25 janvier 1999	« Pour la Saint Valentin » est une offre éphémère, proposée tous les ans à partir de janvier. Le joueur gratte 3 couples de ♥. Pour gagner, il doit découvrir 2 symboles identiques dans au moins un même couple de ♥.	2 euros.	De 2 à 10 000 euros.
La Pyramide de Pharaon	3 avril 2003 modifié le 26 février 2004	S'inscrit dans l'univers de l'Egypte Antique. Le ticket propose 4 jeux distincts. *Le Sarcophage* : le joueur gratte le sarcophage et gagne la somme découverte. Il peut gagner jusqu'à 5 000 euros.	3 euros.	De 3 à 50 000 euros.

		Les Hiéroglyphes : le joueur gratte le papyrus et doit retrouver un ou plusieurs symboles gagnants parmi les hiéroglyphes découverts. Il peut gagner jusqu'à 10 000 euros. *Les Colosses* : le joueur doit reconstituer des symboles égyptiens en retrouvant les deux moitiés d'un même symbole sous l'un des deux socles à gratter. Le joueur peut gagner jusqu'à 15 000 euros. *La pyramide de Pharaon* : le joueur gratte la pyramide. Il doit trouver 3 symboles identiques pour gagner la somme correspondante. Le joueur double les gains de ce jeu s'il découvre « le masque de Pharaon ». Il peut gagner jusqu'à 20 000 euros.		
7Extra	15 septembre 2005	Pack contenant 7 nouveaux jeux de grattage + 1 jeu bonus, présentés en bande détachable. La première édition du pack reprend l'univers générique de l'argent. *Money* : le joueur gratte les liasses de billets et gagne le montant découvert. Il peut gagner jusqu'à 1 000 euros. *Cash 2 000 euros* : le joueur gratte le code 1 et le code 2 sur le distributeur. Si l'un d'eux correspond au code de sa carte, il gagne le montant associé. Le joueur peut ainsi gagner jusqu'à 2 000 euros. *24 Carats* : si la valeur du diamant du joueur est supérieure à celle de l'écrin, il gagne la somme inscrite sous la case gain. Le joueur peut gagner jusqu'à 2 000 euros. *Ruée vers l'Euro* : le joueur gratte pour découvrir les numéros de son magot et ceux du magot de la banque. Si au moins 1 numéro correspond, il se rapporte au tableau de lots du ticket. Le joueur peut gagner jusqu'à 10 000 euros. *Eurofortune* : le joueur gratte les jeux 1, 2 et 3 et gagne la somme découverte. Au jeu 4, s'il découvre 2 symboles « tirelires », le joueur gagne le montant associé. Le joueur peut gagner jusqu'à 15 000 euros et cumuler ses gains. *Pactole* : jeux 1 et 2 : si le joueur découvre 2 symboles identiques sous un même jeu, il remporte le montant de la case gain associée. Jeu 3, Décrochez le pactole ! Si le joueur découvre le symbole lingot d'or, il remporte automatiquement le total des 2 cases gain. Le joueur peut gagner jusqu'à 20 000 euros et cumuler ses gains. *Chambre Forte* : Le ticket comporte 4 jeux : ♣ *les cadenas* (gain maximum : 5 000 euros) ♣ *la clé* (gain maximum : 10 000 euros) ♣ *le code* (gain maximum : 15 000 euros) ♣ *les lingots* (gain maximum : 20 000 euros) Le joueur peut gagner jusqu'à 50 000 euros et cumuler ses gains. Bonus : le joueur gratte le bonus et gagne la somme découverte (5, 10 ou 100 euros).	10 euros	De 3 à 100 000 euros.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, sous-direction du cheval, du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (direction de la Comptabilité publique), de la Française des Jeux, et de la division « Services » de l'Insee.

Organismes :

– Insee.
– La Française des Jeux.
– Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, sous-direction du cheval.
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique.
– Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

Sites Internet :

– www.fdjeux.com
– www.insee.fr
– www.alisse.insee.fr (Accès en ligne des statistiques structurelles d'entreprises)
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Insee

Enquête annuelle d'entreprise.
Insee-Références :
– Les services en France, édition 2006.
– France, Portrait social, édition 2006.

Insee-Document de travail :
– « Les services en 2004 », rapport sur les comptes, E2006/02.

Insee-Première :
– « Les groupes dans les services ; des activités diversifiées proches du cœur de métier », n° 1109, novembre 2006 ;
– « L'emploi salarié dans le tourisme : une nouvelle estimation », n° 1099, août 2006 ;
– « L'ouverture à l'international des entreprises de services », n° 1090, juillet 2006 ;
– « Les services marchands résistent en 2005 », n° 1087, juillet 2006.

Insee-Résultats, série Économie (papier et cédérom) :
– « Les entreprises des services en 2003 », n° 22, septembre 2005.

TABLEAU R.05-1

Salariés et établissements employeurs dans les services au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic)
Insee (Division Services)

Unité : Nombre

Secteurs d'activité	Code (1) NAF	Salariés des établissements		Établissements employeurs		
		r 2004	*p* 2005	*r* 2004	*p* 2005	**2005/2004 %**
SERVICES AUX ENTREPRISES		**2 999 777**	**3 082 141**	**200 066**	**203 126**	**1,5**
Postes et télécommunications	**64**	**65 826**	**69 976**	**2 143**	**2 690**	**25,5**
Activités de poste et de courrier	64.1	7 008	6 863	619	624	**0,8**
Télécommunications	64.2	58 818	63 113	1 524	2 066	**35,6**
Conseils et assistance	**72, 74.1 à 4**	**1 306 522**	**1 342 197**	**129 669**	**131 922**	**1,7**
Activités informatiques	72	301 998	314 472	18 174	18 437	**1,4**
Services professionnels	74.1A, C, G	349 005	363 667	50 696	51 557	**1,7**
Administration d'entreprises	74.1J	216 954	216 619	16 365	16 839	**2,9**
Publicité et études de marché	74.4, 74.1E	153 850	152 542	10 786	10 755	**– 0,3**
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 3	284 715	294 897	33 648	34 334	**2,0**
Services opérationnels	**71 74.5 à 8, 90**	**1 579 026**	**1 619 914**	**66 351**	**66 582**	**0,3**
Location sans opérateur	71	75 885	76 944	8 258	8 292	**0,4**
Sélection et fourniture de personnel	74.5	671 135	688 076	9 935	10 151	**2,2**
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6 à 8	768 816	790 666	45 819	45 714	**– 0,2**
Assainissement	90	63 190	64 228	2 339	2 425	**3,7**
Recherche et développement	**73**	**48 403**	**50 054**	**1 903**	**1 932**	**1,5**
SERVICES AUX PARTICULIERS		**1 325 782**	**1 339 978**	**242 672**	**242 699**	**n.s.**
Hôtels et restaurants	**55**	**827 539**	**838 181**	**135 164**	**135 546**	**0,3**
Hôtels de tourisme		179 528	178 606	21 485	20 906	**– 2,7**
Autres moyens d'hébergement de courte durée		54 077	53 426	7 250	7 324	**1,0**
Restaurants		429 192	441 607	76 345	77 760	**1,9**
Cafés et discothèques		52 421	51 547	17 153	16 808	**– 2,0**
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		96 793	97 792	11 019	10 844	**– 1,6**
Traiteurs, organisation de réception		15 528	15 203	1 912	1 904	**– 0,4**
Agences de voyages	**63.3Z**	**47 808**	**48 560**	**7 470**	**7 395**	**– 1,0**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**271 840**	**271 643**	**46 451**	**45 589**	**– 1,9**
Activités audiovisuelles	92.1, 92.2	56 314	58 092	4 997	5 026	**0,6**
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3 à 7	215 526	213 551	41 454	40 563	**– 2,1**
Services personnels et domestiques	**93, 95**	**178 595**	**181 594**	**53 587**	**54 169**	**1,1**
Services personnels	93	177 451	180 447	53 128	53 702	**1,1**
Services domestiques	95	1 144	1 147	459	467	**1,7**

(1) Les résultats de la statistique annuelle de l'Unédic sont publiés ici dans la nouvelle nomenclature d'activités française révision 1 (NAF rév. 1, 2003) en vigueur depuis le 1er janvier 2003.

TABLEAU R.05-2

Services aux entreprises, services aux particuliers : principaux indicateurs

Source : Insee (EAE services)

Unités : Nombre et million d'euros

Secteurs d'activité	Code NAF	Nombre d'entre-prises	Effectif salarié au 31-12 — Total	*dont* à temps partiel	Effectif non salarié annuel moyen	Salaires bruts	Investis-sements (1)	Chiffre d'affaires hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
SERVICES AUX ENTREPRISES 31 décembre 2003									
Télécommunications et courrier	(2) 64	2 500	161 909	17 352	1 785	6 180,0	7 988,5	51 941,0	26 114,0
Auxiliaires d'assurance	67.2Z	22 440	71 151	15 401	21 328	1 788,3	94,3	7 796,2	5 392,4
Location sans opérateur	71	17 308	80 578	9 125	14 041	1 828,7	9 424,0	19 893,7	10 233,8
Activités informatiques	72	37 483	323 907	29 537	24 719	12 378,9	862,4	40 220,3	22 959,4
Services fournis principalement aux entreprises	74	282 848	2 329 086	994 550	204 384	56 793,6	4 940,7	199 559,0	102 621,4
Assainissement, gestion déchets	90	1 549	63 278	2 712	657	1 524,3	635,8	7 685,4	3 262,5
SERVICES AUX PARTICULIERS 31 décembre 2004									
Hôtels et restaurants	**(3) 55**	**195 854**	**840 091**	**305 071**	**165 716**	**13 659,3**	**2 634,5**	**59 816,7**	**28 175,1**
Hôtels avec restaurant	55.1A	18 582	144 996	33 906	13 498	2 825,6	872,9	12 096,5	5 725,9
Hôtels de tourisme	55.1C	6 691	33 159	10 336	4 130	597,5	237,1	3 134,7	1 668,6
Autres hôtels non touristiques	55.1E	2 494	2 945	1 172	2 124	44,1	8,5	317,5	168,5
Auberges de jeunesse et refuges	55.2A	141	927	519	116	6,1	1,3	25,1	11,1
Exploitation de terrains de campings	55.2C	4 894	11 162	3 370	4 146	220,0	167,6	1 308,9	649,7
Autre hébergement touristique	55.2E	6 998	25 575	6 599	6 902	526,3	206,3	2 966,9	963,9
Restauration de type traditionnel	55.3A	82 467	342 686	125 666	69 936	5 419,4	745,4	21 290,4	10 329,8
Restauration de type rapide	55.3B	26 703	120 323	71 020	20 394	1 430,0	204,5	6 715,5	3 056,1
Cafés tabacs	55.4A	12 723	17 657	6 414	14 397	204,4	41,7	2 285,1	1 146,8
Débits de boisson	55.4B	30 380	33 484	15 819	27 343	398,5	47,6	2 730,0	1 356,6
Cantines et restaurants d'entreprises	55.5A	454	33 316	10 249	104	568,8	25,8	1 937,7	831,7
Restauration collective sous contrat	55.5C	195	58 813	14 401	60	1 126,9	42,7	3 688,1	1 707,8
Traiteurs, organisation de réception	55.5D	3 132	15 048	5 600	2 568	291,7	33,2	1 320,4	558,6
Agences de voyages	**63.3Z**	**4 276**	**39 827**	**5 197**	**1 790**	**1 012,4**	**66,8**	**11 708,1**	**1 849,6**
Services audiovisuels et agences de presse	**92.1, 2 et 4**	**11 031**	**76 700**	**10 309**	**7 429**	**3 305,9**	**441,2**	**22 336,7**	**10 220,0**
Production de films pour la télévision	92.1A	1 146	5 136	406	754	339,2	20,1	1 110,7	1 109,7
Production de films institutionnels, publicitaires	92.1B	2 184	5 749	778	1 569	238,7	22,3	1 141,5	493,7
Production de films pour le cinéma	92.1C	2 142	6 006	1 133	1 513	316,6	32,0	1 666,0	1 242,2
Prestations techniques pour le cinéma et la télévision	92.1D	1 210	8 384	561	769	331,4	60,6	1 240,6	659,6
Distribution de films cinématographiques	92.1F	240	1 346	136	118	59,8	4,5	1 389,7	352,9
Édition et distribution vidéo	92.1G	479	1 458	121	402	66,9	2,6	1 950,7	417,8
Projection de films cinématographiques	92.1J	758	8 982	3 194	342	176,0	116,9	1 133,1	413,4
Activités de radio	92.2A	792	11 753	1 493	422	383,9	37,8	1 352,8	774,0
Production de programmes de télévision	92.2B	407	2 766	216	266	154,1	10,0	711,1	446,2
Édition de chaînes généralistes	92.2D	12	13 473	712	3	726,7	79,2	6 529,9	3 295,1
Édition de chaînes thématiques et locales	92.2E	115	3 395	248	40	149,8	13,0	1 367,2	124,4
Distribution de bouquets de programmes de radio et de télévision	92.2F	41	1 645	468	14	60,9	28,2	1 928,2	383,4
Agences de presse	92.4Z	1 505	6 607	843	1 219	302,0	14,0	815,2	507,4
Services personnels	**93**	**97 278**	**204 479**	**86 143**	**87 908**	**2 603,9**	**291,4**	**9 201,6**	**5 885,9**
Blanchisserie, teinturerie de gros	93.0A	570	6 065	740	389	101,9	24,8	307,0	187,0
Blanchisserie, teinturerie de détail	93.0B	8 924	15 946	5 030	7 563	207,6	27,9	815,6	463,3
Coiffure	93.0D	58 428	130 623	60 325	52 562	1 614,8	132,5	4 980,5	3 483,1
Soins de beauté	93.0E	12 153	13 382	5 145	11 180	145,9	23,1	803,2	458,0
Soins aux défunts	93.0G	131	549	134	124	10,8	1,1	40,3	24,1
Pompes funèbres	93.0H	2 231	19 632	6 033	1 935	262,2	41,9	1 141,7	613,7
Activités thermales et de thalassothérapie	93.0K	120	4 267	1 130	28	115,2	23,8	370,3	215,1
Autres soins corporels	93.0L	2 833	3 502	1 537	2 585	40,5	6,8	189,8	107,6
Autres services personnels	93.0N	11 888	10 513	6 069	11 543	105,1	9,5	553,2	334,0

(1) Y compris apports.
(2) Sauf 64.1A : « Postes nationales ».
(3) Sauf 55.2F : « Hébergement collectif non touristique ».

TABLEAU R.05-3

Prélèvements proportionnels non fiscaux applicables sur les courses de chevaux, à compter du 1er janvier 2006 (1)

Source : Journal officiel — *Unité* : % des enjeux

Désignation des attributaires	Pari Mutuel							
	Paris et région parisienne					Province		
	Sur les hippodromes (2)		Hors les hippodromes (3)			(4) Hors les hippodromes (5) Sur les hippodromes		
	Paris "Simple"	Autres paris	Paris "Tiercé", "Quarté plus", "Quinté plus"	Paris "Simple" et "Par reports"	Autres paris	Paris "Quarté plus", "Quinté plus"	Paris "Simple"	Autres paris
Sociétés de courses (HT)	8,8000	15,2000	15,2000	8,8000	15,2000	15,4000	9,7000	16,6000
Budget général	0,4600	1,7400	1,7400	0,4600	1,7400	2,0988	0,1012	0,6636
Fédération nationale des courses françaises	0,6000	0,5000	0,5000	0,6000	0,5000	–	–	–

(1) Le décret n° 2005-1794 du 30 décembre 2005 fixe le taux et la répartition du prélèvement non fiscal sur les sommes engagées au pari mutuel hors et sur les hippodromes à compter du 1er janvier 2006.
(2) Hippodromes de Paris (Auteuil, Longchamp, Vincennes), région parisienne (Enghien, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud).
(3) Hormis pour les sommes engagées sur des courses organisées sur les hippodromes autres que ceux de Paris et de la région parisienne (voir note 2), et collectées dans moins du quart du réseau d'enregistrement du pari mutuel urbain.
(4) Pour les sommes engagées sur des courses organisées sur les hippodromes autres que ceux de Paris et de la région parisienne (voir note 2), et collectées dans moins du quart du réseau d'enregistrement du pari mutuel urbain.
(5) Autres que ceux de Paris et de la région parisienne.

TABLEAU R.05-4

Autres prélèvements

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Sous-direction du cheval) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs (PMH)-(PMU) (1)	341,7	285,6	296,7	286,9	284,8	284,2	267,4	261,9	257,2	221,8
CSG (2)	///	47,4	57,8	58,9	62,5	66,6	69,0	75,2	80,7	107,7

(1) Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 95-1405 du 30 décembre 1995.
(2) La CSG s'applique à l'ensemble des paris selon les taux suivants : quarté : 1,938 %, tiercé : 1,615 %, quinté : 1,4535 %, autres paris à l'exception des paris du PMH province 0,5205 % des mises correspondantes.

TABLEAU R.05-5

Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Sous-direction du cheval) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	327,9	280,8	249,3	241,0	236,3	239,4	226,6	213,7	196,8
Sommes engagées au pari mutuel urbain en France sur les courses françaises	5 088,3	5 273,4	5 367,0	5 714,9	6 100,6	6 413,9	7 021,2	7 434,1	7 882,6
dont : tiercé, quarté +, quinté +, 2 sur 4, classic tiercé, Grand 7 (1)	3 042,1	3 131,8	3 143,3	3 282,2	3 389,2	3 345,0	3 356,0	2 858,6	3 042,7

(1) De 1995 à 1997, Grand 7, supprimé en 1997. "Classic tiercé" est comptabilisé sur cette ligne depuis sa création en septembre 1999 jusqu'en 2003.

TABLEAU R.05-6

Chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux »

Source : La Française des Jeux

	Unités	1995	2000	2002	2003	2004	2005
LOTO 6/49 - SUPERLOTO - JOKER EUROMILLION (1)							
Nombre de bulletins	Million	557,00	302,60	...	...	...	...
Montant des mises	Million d'euros	1 893,11	1 751,08	1 865,94	1 969,76	2 311,64	2 525,87
Lots à payer	»	979,79	892,48	952,67	1 008,94	1 177,85	1 283,02
Prélèvements non fiscaux	»	737,85	737,14	786,96	829,90	1 007,14	1 115,35
dont : Mouvement sportif	»	44,97	48,40	51,71	54,50	63,57	69,60
Prélèvements fiscaux	»	138,73	121,46	126,31	130,92	126,66	127,50
dont : TVA	»	50,46	45,26	46,23	48,42	55,28	58,52
Prélèvements progressifs	»	24,54	12,25	11,99	9,58	7,72	7,67
Produit des arrondis	»	12,20	8,01	5,94	5,10	5,44	5,63
LOTO FOOT MATCHES - MATCHES EUROPÉENS (2) DUO FOOT (3)							
Nombre de bulletins	Million	34,00	17,70	...	...	...	...
Montant des mises	Million d'euros	78,51	88,64	108,35	212,73	221,04	283,22
Lots à payer	»	41,77	61,39	75,05	141,02	151,30	198,25
Prélèvements non fiscaux	»	29,58	20,84	25,61	56,65	54,20	65,24
dont : Mouvement sportif	»	1,83	17,63	2,93	5,91	6,14	7,89
Prélèvements fiscaux	»	5,79	6,40	7,69	15,06	15,54	19,72
dont : TVA	»	2,13	2,24	2,60	5,07	5,16	6,41
Prélèvements progressifs	»	1,22	2,71	2,63	2,83	2,40	0,51
Produit des arrondis	»	0,15	0,12	0,19	0,17	0,13	0,25
KÉNO (4)							
Nombre de bulletins	Million	38,00	85,80	...	...	...	...
Montant des mises	Million d'euros	224,56	419,61	415,14	478,73	520,94	522,45
Lots à payer (dont TOP KENO)	»	129,89	243,31	240,72	277,59	304,36	308,69
Prélèvements non fiscaux	»	88,73	165,95	164,46	189,75	204,42	201,92
dont : Mouvement sportif	»	5,34	11,15	11,14	12,83	14,04	14,03
Prélèvements fiscaux	»	5,95	10,35	9,96	11,39	12,15	11,83
dont : TVA	»	5,95	10,35	9,96	11,39	12,15	11,83
RAPIDO							
Nombre de bulletins	Million	///	412,80	...	...	...	...
Montant des mises	Million d'euros	///	844,37	1 588,68	1 762,93	2 046,58	2 085,80
Lots à payer	»	///	574,17	1 080,30	1 198,79	1 386,18	1 391,23
Prélèvements non fiscaux	»	///	248,95	470,24	522,18	612,68	647,37
dont : Mouvement sportif	»	///	23,92	45,31	50,13	58,13	59,34
Prélèvements fiscaux	»	///	21,25	38,13	41,96	47,72	47,21
dont : TVA	»	///	21,25	38,13	41,96	47,72	47,21
JEUX INSTANTANÉS							
Nombre de tickets placés	Million	2 226,00	2 516,00	...	...	...	...
Placements nets (mises)	Million d'euros	2 836,92	3 421,65	3 449,55	3 359,10	3 437,47	3 474,91
Lots à payer	»	1 752,71	2 105,14	2 138,15	2 091,28	2 146,59	2 166,46
Prélèvements non fiscaux	»	951,74	1 159,29	1 163,63	1 125,81	1 149,32	1 169,77
dont : Mouvement sportif	»	67,99	96,93	97,97	95,17	97,51	98,66
Prélèvements fiscaux	»	132,63	157,22	147,76	142,00	141,56	138,68
dont : TVA	»	87,20	102,49	92,58	88,27	86,58	83,09
OAD (Offre de jeux à distance)							
Montant des mises	Million d'euros	///	///	3,09	5,47	15,11	28,21
Lots à payer	»	///	///	2,09	3,61	9,89	18,02
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	0,87	1,63	4,60	9,06
dont : Mouvement sportif	»	///	///	0,09	0,15	0,43	0,80
Prélèvements fiscaux	»	///	///	0,13	0,23	0,62	1,13
dont : TVA	»	///	///	0,08	0,14	0,38	0,67

(1) Y compris les jeux LOTO 7 premier tirage le 29/03/1994, dernier tirage le 15/06/95 ; SUPERLOTO, premier tirage le 15/05/1996 ; EUROMILLION à partir de 2004.
(2) Depuis le 2/08/1997, le LOTO SPORTIF est remplacé par le LOTO FOOT MATCHES. Le 15/01/1999, lancement de LOTO FOOT MATCHES Championnats Européens.
(3) Le 28/02/2000, lancement de DUO FOOT.
(4) À partir de janvier 1996, tirage quotidien du KÉNO.

TABLEAU R.05-7
Produit des jeux de casinos (1)

Source : Direction générale de la Comptabilité publique — *Unité* : Millier d'euros

	1990/1991	1995/1996	2000/2001	(2) 2001/2002	(2) 2002/2003	(2) 2003/2004	(2) 2004/2005
Produit brut total (3)	365 994,1	1 090 558,3	1 895 807,9	2 456 354,9	2 546 843,0	2 613 151,6	2 647 860,9
dont : Casinos autorisés à avoir des machines à sous	254 019,0	1 038 609,7	1 847 119,1	...	...	...	...
dont : Produit brut des machines à sous	165 804,5	935 437,2	1 705 977,5	...	...	...	...
dont : Produit brut réel des jeux de tables	195 254,8	155 121,1	189 830,4	206 987,8	181 366,1	173 105,1	171 795,7
Produit brut réel des machines à sous (4)	...	1 089 629,0	2 088 484,8	2 249 367,1	2 365 476,9	2 440 046,5	2 476 065,3
dont : Prélèvements des communes	11 332,1	131 435,7	239 974,2	276 417,8	293 438,4	301 838,8	...

(1) La saison de l'année (n) s'étend du 1er novembre de l'année (n-1) au 31 octobre de l'année (n).
(2) Source : Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire - Sous-Direction des Courses et Jeux.
(3) Comprenant le produit brut réel des jeux de table et le produit brut théorique des machines à sous, servant au calcul des prélèvements jusqu'en mai 2002. À partir de la saison 2001-2002, il comprend le produit brut réel des jeux de tables et des jeux des machines à sous.
(4) Recettes réelles des casinos après distribution des gains aux joueurs.

TABLEAU R.05-8
Indices des prix à la production dans les services

Prix des prestations commercialisées sur le marché français - Moyennes annuelles
Source : Insee — *Unité* : Base 100 année 2000 (1)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Autres services du courrier	///	///	///	///	**100**	**102,6**
Autres services du courrier, courrier national	///	///	///	///	100	100,6
Autres services du courrier, courrier international	///	///	///	///	100	106,2
Location de véhicules automobiles à court terme	**100**	**101,1**	**102,8**	**101,8**	**100,2**	**99,4**
Location de véhicules utilitaires	100	101,5	104,3	105,0	105,1	104,5
Location de véhicules particuliers	100	101,0	102,3	101,0	99,2	98,4
Location de machines et d'équipements pour la construction	**100**	**101,7**	**99,4**	**99,2**	**98,8**	**99,0**
Services informatiques :						
Conseil et développement informatiques	///	///	100T2	95,8	93,0	93,4
Saisie de données et travaux informatiques à façon	///	///	100T1	97,3	97,4	96,6
Services des banques de données	///	///	100T1	97,6	99,6	101,3
Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique	///	///	100T1	97,8	97,8	99,5
Services comptables	**100**	**103,6**	**106,8**	**111,2**	**115,2**	**119,9** *p*
Expertise comptable	100	103,7	107,0	110,5	113,1	117,0 *p*
Audit - commissariat aux comptes	100	103,5	106,6	111,6	117,0	122,5 *p*
Conseil pour les affaires et la gestion	///	///	///	**100T2**	**100,5**	**100,3**
Conseil en management	///	///	///	100T2	100,0	100,4
Conseil en relations publiques	///	///	///	100T2	100,3	103,8
Services d'ingénierie	**100**	**101,9**	**103,2**	**104,3**	**106,0**	**107,3**
Bâtiment	100	103,1	105,3	106,5	108,2	110,3
Infrastructure	100	103,3	104,4	105,6	107,7	109,2
Industrie	100	101,5	102,6	103,6	105,2	...
Assistance technique, documentation	100S1	103,5	104,8	105,9	108,1 *p*	...
Études préalables	100S1	101,6	103,5	106,0	107,6 *p*	...
Études de conception	100S1	102,3	103,7	105,0	106,3 *p*	...
Maîtrise de la réalisation	100S1	100,0	100,8	101,1	102,3 *p*	...
Publicité	///	**100T4**	**99,9**	**100,1**	**99,5**	**100,2**
Enquête et sécurité :						
Services de sécurité, hors installation et maintenance des systèmes	100	103,6	106,4	109,7	113,7	117,1
Services de surveillance humaine	100	105,9	108,9	112,5	116,5	120,3
Transports de fonds et traitements de valeurs	100	102,3	104,9	107,8	112,6	115,2
Services de nettoyage	**100**	**102,1**	**104,6**	**107,1**	**109,0**	**111,1**
Nettoyage de bureaux	100	102,2	104,8	107,4	109,2	111,0
Nettoyage de bureaux, marché public	100	102,1	104,3	107,2	108,9	111,4
Nettoyage de bureaux, marché privé	100	102,2	104,9	107,4	109,2	110,8
Nettoyage d'usines et d'ateliers	100	101,7	103,8	106,0	107,7	108,8
Usines et ateliers, locaux classiques	100	101,8	104,1	107,0	109,5	110,3
Usines et ateliers, zones sensibles	100	102,1	103,9	105,1	106,1	107,6
Nettoyage de locaux commerciaux	100	102,2	106,7	109,2	109,4	111,1
Nettoyage d'équipements collectifs	100	102,5	105,4	107,8	110,5	112,4
Nettoyage de parties communes d'habitation	100	103,4	106,2	108,3	112,1	116,5
Nettoyage des transports	100T4	100,9	102,2	104,6	107,6	111,0
Services de nettoyage, marché public	100T4	101,6	103,8	106,7	108,7	111,2
Services de nettoyage, marché privé	100T4	101,6	104,3	106,6	108,5	110,4

(1) Sauf exception précisée : "Autres services du courrier" base 100 année 2004, pour d'autres séries il est précisé le trimestre (T1 pour 1er trimestre) base 100 dans la colonne de l'année de référence. Pour les 4 sous-séries de l'industrie dans les services d'ingénierie (base 100 au 1er semestre année 2000, les moyennes annuelles sont calculées avec des données semestrielles.

www.insee.fr

L'accès facile et gratuit aux données de l'Insee

- indices professionnels et grands publics
- grands indicateurs économiques
- chiffres clés sur la France économique et sociale
- données détaillées téléchargeables
- données géo-localisées
- études et analyses

INSEE

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Quelques informations sur les nomenclatures utilisées dans l'Annuaire statistique de la France, ainsi que leurs références bibliographiques, sont données ci-après. Les documents cités comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives permettant une interprétation plus précise des données publiées.

A. Nomenclatures d'activités et de produits

Dans le cadre d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures d'activités et de produits, une partie du dispositif européen a été révisée au 1er janvier 2002 et au 1er janvier 2003.

1. Nomenclature du commerce extérieur. Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises est la référence internationale. Au niveau européen, une variante du système harmonisé, la nomenclature combinée (NC) est applicable. Celle-ci s'emboîte exactement dans le système harmonisé. De la même façon, la nomenclature douanière française ou nomenclature générale des produits (NGP) s'emboîte dans la nomenclature combinée.

Depuis la mise en place du marché unique européen, en 1993, les échanges intra-communautaires sont relevés exclusivement en nomenclature combinée ; la nomenclature générale des produits ne peut plus concerner que des échanges avec les pays tiers.

Une nouvelle version de ces nomenclatures devrait entrer en application le 1er janvier 2007.

2. Nomenclature des activités – révision 1.

La nomenclature d'activités française (NAF) s'est substituée à la NAP (nomenclature d'activités et de produits) depuis le 1er janvier 1993. Une version légèrement révisée de la NAF, la NAF révision 1, est entrée en vigueur le 1er janvier 2003. Une nouvelle révision, importante sera mise en œuvre au 1er janvier 2008. La présentation de cette nouvelle révision et la nature des principaux changements sont consultables sur www.insee.fr partie nomenclatures définitions méthodes.

La NAF révision 1 reprend tous les niveaux de la NACE révision 1.1 (nomenclature d'activités de la communauté européenne) et y ajoute un niveau national qui éclate (ou non) les classes de la NACE (dernier niveau) pour tenir compte des spécificités et des habitudes nationales.

La NAF révision 1 fait l'objet d'un décret commun avec la CPF révision 1 (classification des produits française) qui oblige l'ensemble des organismes publics à utiliser la nomenclature (ou ses dérivées) dans les textes officiels, décisions, documents, travaux et études. Le code caractérisant l'activité principale exercée par les unités économiques (code APE), attribué par l'Insee, est déterminé à partir du niveau le plus détaillé de la NAF.

Les modifications introduites au 1er janvier 2003 sont dues d'une part à la modification de la NACE, d'autre part aux demandes de modifications françaises émanant des organisations professionnelles et des services statistiques des ministères. Ces révisions ont été validées par la Commission nationale des nomenclatures d'activités et de produits (CNAP) devenue la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales (CNNES) depuis le 7 avril 2005.

Lors du passage de la NAF à la NAF révision 1, 31 classes ont été supprimées et 47 nouvelles classes ont été créées. Par ailleurs, 13 classes ont vu leur contenu légèrement modifié sans que la codification ait changé.

Les principales modifications concernent la sidérurgie (fin du traité CECA), la mécanique, l'électronique, l'électricité et le gaz, le commerce de gros, l'hôtellerie, les télécommunications, la location de voitures, les services informatiques, l'assainissement, l'audiovisuel.

3. Nomenclature des produits - révision 1. Au niveau international, les produits (biens et services) sont répertoriés conformément à la classification centrale des produits (CPC). Au niveau européen, ils relèvent de la classification des produits associée aux activités (CPA) ; une table de passage permet de relier la CPA à la CPC.

La classification des produits française (CPF) instaurée également au 1er janvier 1993 se substitue au volet « produits » de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 73) et à la nomenclature détaillée de produits (NODEP) dont elle reprend le degré de détail. Les classifications CPF et CPA sont quasiment identiques.

Une nouvelle version de la CPF, la CPF révision 1, est entrée en vigueur au 1er janvier 2003.

La révision de la NAF n'a pratiquement pas de conséquences sur la CPF. La principale modification de la CPF est la création de nombreux codes de services industriels permettant d'isoler les services rendus par les sous-traitants.

L'Insee a construit deux niveaux de regroupement en 16 et 36 positions pour les activités et les produits. Ces regroupements économiques, dénommés nomenclature économique de synthèse (NES), constituent un dénominateur commun pour la présentation des statistiques agrégées, valable pour tous les domaines. Ils sont complétés par un niveau méso-économique en 114 positions. Les codes et intitulés de la NES n'ont pas été modifiés lors de la révision 2003 de la NAF et de la CPF.

Cette nomenclature, détaillée selon les niveaux 16, 36 et 114 est donnée dans le tableau du point E dans sa présentation « Activités ».

Par ailleurs, les comptes nationaux sont, depuis leur publication en 1999, compatibles avec la nomenclature d'activités française elle-même cohérente avec la NACE (nomenclature des communautés européennes). La nomenclature adoptée permet de meilleures comparaisons internationales.

Les nomenclatures du commerce extérieur, révisées chaque année, sont publiées dans les documents suivants :

— les règlements européens de la Nomenclature combinée (en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) ;

— la Nomenclature générale des produits (en vente au Centre de renseignements statistiques des douanes, 8, rue de la Tour-des-Dames, 75436 Paris Cedex 09).

Les nomenclatures d'activités et de produits sont publiées par l'Insee dans la collection « Nomenclatures et codes ». Elles peuvent aussi être consultées sur le site Internet **www.insee.fr**.

Tous les textes juridiques concernant les nomenclatures européennes sont édités par le Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) et vendus au *Journal officiel* (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15), en particulier :

— le règlement du Conseil 3037/90 du 9 octobre 1990 amendé par le règlement de la Commission 29/2002, pour la NACE (disponible également à Insee Info-Service),

— le règlement du Conseil 3696/93 modifié par le règlement de la Commission 204/2002, pour la CPA.

4. Classification type pour le commerce international (CTCI) ONU, 1988 (3e révision) :

— en vente à la librairie du Commerce international, 10 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

5. Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports (NST), Office statistique des Communautés européennes, 3e révision, 1982 :

— en vente au service des publications européennes de la Direction des journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15.

6. Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions » et « durabilité » :

— nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,

— publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *Insee-Résultats*.

B. Nomenclature Insee de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS et PCS ESE). — La nomenclature PCS est utilisée pour la codification de la profession dans le recensement et les enquêtes que l'Insee réalise auprès des ménages, depuis le recensement de 1982. La nomenclature PCS rénovée, dite PCS-2003, est entrée en vigueur début 2003. La rénovation a porté sur le niveau le plus fin de la nomenclature, celui des professions, qui comporte désormais 497 postes, dont 486 postes d'actifs. Les niveaux plus agrégés des groupes socioprofessionnels (8 groupes correspondant au premier chiffre de la profession), et des catégories socioprofessionnelles (42 postes correspondant aux deux premiers chiffres de la PCS, avec une version agrégée en 24 postes), n'ont en revanche pas été affectés par la rénovation :

— le « niveau 8 » ou groupe socioprofessionnel comporte 6 postes d'actifs,

— le « niveau 24 » ou catégorie socioprofessionnelle agrégée, comporte 19 postes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le « niveau 42 » ou catégorie socioprofessionnelle, comporte 32 postes d'actifs.

La correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la PCS est donnée dans le tableau du point F.

Il existe une version affinée de la nomenclature PCS, dite nomenclature PCS des Emplois Salariés d'Entreprise (PCS-ESE), utilisée par les entreprises du secteur privé pour codifier la profession de leurs salariés dans les formulaires administratifs ou d'enquête statistique. La PCS-ESE ne concerne que des professions d'actifs salariés. Elle a été rénovée en même temps que la nomenclature PCS. La PCS-ESE 2003 est entrée en vigueur début 2003. Elle comporte 412 postes au niveau le plus fin des professions, dont certains correspondent à des éclatements de postes de la PCS. Aux niveaux plus agrégés, elle comporte 6 groupes socioprofessionnels et 29 catégories socioprofessionnelles.

— la *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles 2003,* Insee, est l'index analytique de référence, disponible en format papier dans la série « Nomenclatures et codes ».

— la *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles des Emplois Salariés d'Entreprise 2003,* Insee est l'index analytique de référence, disponible en format papier dans la série « Nomenclatures et codes ».

Les deux nomenclatures peuvent également être consultées sur le site Internet de l'Insee **www.insee.fr**

C. Découpages géographiques

Le Code officiel géographique rassemble en un seul volume les codes et libellés des pays et territoires étrangers, des régions, des départements, des arrondissements, des cantons, des communes. Il se décompose de la façon suivante :

— une table de correspondance région-département ;

— un tableau du nombre d'arrondissements et de cantons au 1er janvier et du nombre de communes à différentes dates ;

— les listes des arrondissements, cantons, communes et des modifications communales intervenues depuis 1943 pour les départements métropolitains et les Dom.

— les listes des cantons et communes pour les Collectivités d'outre-mer ;

— la liste des pays et territoires étrangers.

L'édition 1999 (la 13e) du Code Officiel Géographique donne la situation de la géographie administrative au 1er janvier 1999. Les précédentes éditions sont parues en 1943, 1954, 1961, 1966, 1968, 1971, 1975, 1978, 1982, 1985, 1990 et 1994.

Chaque année, le Code officiel Géographique fait l'objet d'une mise à jour ; la dernière publiée est établie au 1er janvier 2006.

Il peut être consulté sur le site Internet de l'Insee **www.insee.fr**

D. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (10e révision, 1996) — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF révision 1).

NES « 16 »	NES « 36 »	NES « 114 »	Divisions, groupes ou classes de la NAF
EA Agriculture, sylviculture, pêche.	A0 Agriculture, sylviculture, pêche.	A01 Agriculture, chasse, services annexes. A02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes. A03 Pêche, aquaculture.	01 02 05
EB Industries agricoles et alimentaires.	B0 Industries agricoles et alimentaires.	B01 Industrie des viandes. B02 Industrie du lait. B03 Industrie des boissons. B04 Travail du grain, fabrication d'aliments pour animaux. B05 Industries alimentaires diverses. B06 Industrie du tabac.	15.1 15.5 15.9 15.6,15.7 15.2 à 15.4, 15.8 16
EC Industries des biens de consommation.	C1 Habillement, cuir.	C11 Industrie de l'habillement et des fourrures. C12 Industrie du cuir et de la chaussure.	18 19
	C2 Édition, imprimerie, reproduction.	C20 Édition, imprimerie, reproduction.	22
	C3 Pharmacie, parfumerie, entretien.	C31 Industrie pharmaceutique. C32 Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien.	24.4 24.5
	C4 Industries des équipements du foyer.	C41 Fabrication de meubles. C42 Bijouterie et fabrication d'instruments de musique. C43 Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses. C44 Fabrication d'appareils domestiques. C45 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image). C46 Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie.	36.1 36.2, 36.3 36.4 à 36.6 29.7 32.3 33.4, 33.5
ED Industrie automobile.	D0 Industrie automobile.	D01 Construction automobile. D02 Fabrication d'équipements automobiles.	34.1, 34.2 34.3

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF révision 1) *(suite).*

EE Industries des biens d'équipement.	E1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire.	E11	Construction navale.	35.1
		E12	Construction de matériel ferroviaire roulant.	35.2
		E13	Construction aéronautique et spatiale.	35.3
		E14	Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a.	35.4, 35.5
	E2 Industries des équipements mécaniques.	E21	Fabrication d'éléments en métal pour la construction.	28.1
		E22	Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières.	28.2, 28.3
		E23	Fabrication d'équipements mécaniques.	29.1
		E24	Fabrication de machines d'usage général.	29.2
		E25	Fabrication de machines agricoles.	29.3
		E26	Fabrication de machines-outils.	29.4
		E27	Fabrication d'autres machines d'usage spécifique.	29.5
		E28	Fabrication d'armes et de munitions.	29.6
	E3 Industries des équipements électriques et électroniques.	E31	Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique.	30
		E32	Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques.	31.1
		E33	Fabrication d'appareils d'émission et de transmission.	32.2
		E34	Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie.	33.1
		E35	Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle.	33.2, 33.3
EF Industries des biens intermédiaires.	F1 Industries des produits minéraux.	F11	Extraction de minerais métalliques.	13
		F12	Autres industries extractives.	14
		F13	Fabrication de verre et d'articles en verre.	26.1
		F14	Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction.	26.2 à 26.8
	F2 Industrie textile.	F21	Filature et tissage.	17.1 à 17.3
		F22	Fabrication de produits textiles.	17.4, 17.5
		F23	Fabrication d'étoffes et d'articles à maille.	17.6, 17.7
	F3 Industrie du bois et du papier.	F31	Travail du bois et fabrication d'articles en bois.	20
		F32	Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton.	21.1
		F33	Fabrication d'articles en papier ou en carton.	21.2

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF révision 1) *(suite).*

EF Industries des biens intermédiaires *(fin).*	F4 Chimie, caoutchouc, plastiques.	F41	Industrie chimique minérale.	24.1A à 24.1E et 24.1J
		F42	Industrie chimique organique.	24.1G, 24.1L, 24.1N
		F43	Parachimie.	24.2, 24.3, 24.6
		F44	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.	24.7
		F45	Industrie du caoutchouc.	25.1
		F46	Transformation des matières plastiques.	25.2
	F5 Métallurgie et transformation des métaux.	F51	Sidérurgie et première transformation de l'acier.	27.1 à 27.3
		F52	Production de métaux non ferreux.	27.4
		F53	Fonderie.	27.5
		F54	Services industriels du travail des métaux.	28.4, 28.5
		F55	Fabrication de produits métalliques.	28.6, 28.7
		F56	Récupération.	37
	F6 Industries des composants électriques et électroniques.	F61	Fabrication de matériel électrique.	31.2 à 31.6
		F62	Fabrication de composants électroniques.	32.1
EG Énergie.	G1 Production de combustibles et de carburants.	G11	Extraction de houille, de lignite et de tourbe.	10
		G12	Extraction d'hydrocarbures ; services annexes.	11
		G13	Extraction de minerais d'uranium.	12
		G14	Cokéfaction et industrie nucléaire.	23.1, 23.3
		G15	Raffinage de pétrole.	23.2
	G2 Eau, gaz, électricité.	G21	Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur.	40
		G22	Captage, traitement et distribution d'eau.	41
EH Construction.	H0 Construction.	H01	Bâtiment.	45.2A à 45.2B, 45.2J à 45.2L, 45.2T, 45.2V, 45.3A à 45.3F, 45.4
		H02	Travaux publics.	45.1, 45.2C à 45.2F, 45.2N, 45.2P, 45.2R, 45.2U, 45.3H, 45.5
EJ Commerce.	J1 Commerce et réparation automobile.	J10	Commerce et réparation automobile.	50
	J2 Commerce de gros, intermédiaires.	J20	Commerce de gros, intermédiaires.	51
	J3 Commerce de détail, réparations.	J31	Grandes surfaces à prédominance alimentaire.	52.1D à 52.1F
		J32	Magasins d'alimentation, spécialisés ou non.	52.1A à 52.1C, 52.2
		J33	Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations.	52.1H, 52.1J, 52.3 à 52.7

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF révision 1) *(suite et fin).*

EK	Transports.	K0	Transports.	K01	Transport ferroviaire.
				K02	Transport routier de voyageurs.
				K03	Transport routier (ou par conduites) de marchandises.
				K04	Transport par eau.
				K05	Transport aérien.
				K06	Transport spatial.
				K07	Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures.
				K08	Agences de voyage.
				K09	Organisation du transport de fret.
EL	Activités financières.	L0	Activités financières.	L01	Intermédiation financière.
				L02	Assurance.
				L03	Auxiliaires financiers et d'assurance.
EM	Activités immobilières.	M0	Activités immobilières.	M01	Promotion, gestion immobilière.
				M02	Location immobilière.
EN	Services aux entreprises.	N1	Postes et télécommunications.	N11	Activités de poste et de courrier.
				N12	Télécommunications.
		N2	Conseils et assistance.	N21	Activités informatiques.
				N22	Services professionnels.
				N23	Administration d'entreprises.
				N24	Publicité et études de marché.
				N25	Architecture, ingénierie, contrôle.
		N3	Services opérationnels.	N31	Location sans opérateur.
				N32	Sélection et fourniture de personnel.
				N33	Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises.
				N34	Assainissement, voirie et gestion des déchets.
		N4	Recherche et développement.	N40	Recherche et développement.
EP	Services aux particuliers.	P1	Hôtels et restaurants.	P10	Hôtels et restaurants.
		P2	Activités récréatives, culturelles et sportives.	P21	Activités audiovisuelles.
				P22	Autres activités récréatives, culturelles et sportives.
		P3	Services personnels et domestiques.	P31	Services personnels.
				P32	Services domestiques.
EQ	Éducation, santé, action sociale.	Q1	Éducation.	Q10	Éducation.
		Q2	Santé, action sociale.	Q21	Activités relatives à la santé.
				Q22	Action sociale.
ER	Administration.	R1	Administration publique.	R10	Administration publique.
		R2	Activités associatives et extra-territoriales.	R21	Activités associatives.
				R22	Activités extra-territoriales.

60.1
60.2A à 60.2G
60.2L à 60.2P, 60.3
61
62.1, 62.2
62.3
63.1, 63.2
63.3
63.4
65
66
67
70.1, 70.3
70.2
64.1
64.2
72
74.1A, 74.1C, 74.1G
74.1J
74.1E, 74.4
74.2, 74.3
71
74.5
74.6 à 74.8
90
73
55
92.1, 92.2
92.3 à 92.7
93
95, 96, 97
80
85.1, 85.2
85.3
75
91
99

F. Correspondances entre les niveaux 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS)

Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants.	10 Agriculteurs exploitants.	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12 Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures.	31 Professions libérales et assimilés.	31 Professions libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des arts et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires.	41 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens.
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifiés.	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants.	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens employés. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Élèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

SIGLES ET ACRONYMES UTILISÉS DANS CET ANNUAIRE

AAH	Allocation d'adulte handicapé
AASQA	Association agréée de surveillance de la qualité de l'air
ACAM	Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles
ACEMO	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre
ACM	Association pour le commerce moderne
ACOSS	Agence centrale des organismes de sécurité sociale
ACP	Afrique - Caraïbes - Pacifique (ensemble des pays signataires des Accords de Lomé)
ACTP	Allocation compensatrice pour tierce personne
ADASEA	Association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
ADCF	Assemblée des communautés de France
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
ADEPALE	Association des entreprises de produits alimentaires élaborés
ADIL	Association départementale d'information sur le logement
ADSL	Asymétrique digital suscriber line (ligne numérique à paires asymétriques)
AELE	Association européenne de libre échange
AEMO	Action éducative en milieu ouvert
AER	Allocation équivalent-retraite remplacement
AES	Allocation d'éducation spéciale
AF	Allocations familiales
AFB	Association française des banques
AFEAMA	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée
AFNOR	Association française de normalisation
AFPA	Association pour la formation professionnelle des adultes
AFR	Allocation formation-reclassement
AGEA	Fédération des agents généraux d'assurance
AGED	Allocation de garde d'enfant à domicile
AGIRC	Association générale des institutions de retraites des cadres
AIE	Agence internationale de l'énergie
AIS	Enseignement relevant de l'initiation, l'adaptation et l'intégration scolaire
ALF	Allocation de logement familial
ALISSE	Accès en ligne aux statistiques structurelles d'entreprises
ALS	Allocation de logement social
AMF	Autorité des marchés financiers
ANAEM	Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations
ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat
ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs
ANF	Actifs non financiers
ANPE	Agence nationale pour l'emploi
ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche
AOC	Appellation d'origine contrôlée
APA	Allocation personnalisée d'autonomie
APE	Activité principale exercée
APE	Allocation parentale d'éducation
APEC	Association pour l'emploi des cadres
API	Allocation de parent isolé
APJE	Allocation pour jeune enfant
APL	Aide personnalisée au logement
APU	Administration publique
ARCEP	Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
ARE	Allocation de retour à l'emploi
ARPE	Allocation de remplacement pour l'emploi
ARRCO	Association des régimes de retraite complémentaire
ARS	Allocation de rentrée scolaire
ARSM	Allocation représentative des services ménagers
ARTT	Aménagement et réduction du temps de travail
ASA	Association syndicale autorisée
ASF	Allocation de soutien familial
ASF	Association française des sociétés financières
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
ATIC	Association technique de l'importation charbonnière
ATOSS	Personnel administratif, technicien, ouvrier de service et de santé
AUD	Allocation unique dégressive
AVTS	Allocation au vieux travailleur salarié
BA	Bénéfice agricole
BAFA	Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centre de vacances et de loisirs
BAFD	Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur
BAFI	Base de données des agents financiers
BAPAAT	Brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien de la jeunesse et des sports
BARPI	Bureau analyse des risques et des pollutions industrielles
BASE	Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative
BCE	Banque centrale européenne
BCN	Banque centrale nationale
BCRD	Budget civil de recherche et développement
BDA	Banque de données agrégées
BDF	Budget des familles
BDI	Banque de données individuelles
BEATEP	Brevet d'état d'animateur technicien de l'éducation populaire
BEES	Brevet d'état d'éducateur sportif
BEH	Bulletin épidémiologique hebdomadaire
BEI	Banque européenne d'investissement
BEP	Brevet d'études professionnelles
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles (et classes y préparant)
BEPC	Brevet d'études de premier cycle
BFCE	Banque française du commerce extérieur
BGCA	Bâtiment et génie civil agricole
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux
BIC-BRN	Régime réel normal des BIC
BIC-RSI	Régime réel simplifié des BIC
BISF	Bon des institutions et sociétés financières
BIT	Bureau international du travail
BMS	Bulletin mensuel de statistique
BMTN	Bon à moyen terme négociable
BNC	Bénéfices non commerciaux
BODACC	Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales
BPA	Brevet professionnel agricole
BPJEPS	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport
BRGM	Bureau de recherche géologique et minière
BSLN	Base de sondage des logements neufs
BTA	Brevet de technicien agricole
BTAN	Bon à taux annuel normalisé
BTF	Bons du Trésor à taux fixe et à intérêts précomptés
BTP	Bâtiment et travaux publics
BTS	Brevet de technicien supérieur
BTSA	Brevet de technicien supérieur agricole
CA	Cour d'appel
CAAH	Complément allocation adulte handicapé
CADES	Caisse d'amortissement de la dette sociale
CAF	Caisse d'allocations familiales

CAF	Capacité d'autofinancement
CAF	Coût, assurance et fret
CAHT	Chiffre d'affaires hors taxes
CAMAVIC	Caisse mutuelle d'assurance vieillesse des cultes
CAMR	Caisse autonome mutuelle des retraites des agents des chemins de fer français. Elle a été intégrée à la CNAV début 1992
CANAM	Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation d'assurance vieillesse artisanale
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle
CAPA	Certificat d'aptitude professionnelle agricole
CAPES	Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique du second degré
CAPET	Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique
CAT	Centre d'aide par le travail
CCAM	Classification commune des actes médicaux
CCCEP	Caisse centrale des caisses d'épargne et de prévoyance
CCCN	Commission des comptes commerciaux de la nation
CDAG	Consultation de dépistage anonyme et gratuit
CDC	Caisse des dépôts et consignations
CDES	Commission départementale d'éducation spéciale
CDF	Charbonnages de France
CDN	Centre dramatique national
CDNEJ	Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse
CEA	Commissariat à l'énergie atomique
CECEI	Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement
CEE	Communauté économique européenne
CEL	Compte épargne logement
CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts
CEP	Certificat d'études primaires
CEREN	Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie
CEREQ	Centre d'études et de recherche sur les qualifications
CERTU	Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques
CES	Contrats emploi solidarité
CESP	Centre d'étude des supports de publicité
CF	Complément familial
CFA	Centre de formation d'apprentis
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CFE	Centre de formalités des entreprises
CFE-CGC	Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres
CFM	Compagnie française du méthane
CFPAJ	Centre de formation professionnelle agricole pour jeunes
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens
CGE	Compagnie générale d'électricité
CGPME	Confédération générale des petites et moyennes entreprises
CGT	Confédération générale du travail
CGT-FO	Confédération générale du travail-Force ouvrière
CHS	Centre hospitalier spécialisé
CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
CHU	Centre hospitalier universitaire
CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire
CIB	Classification internationale des brevets
CIL	Comité interprofessionnel du logement
CIM	Classification internationale des maladies
CIO	Comité international olympique
CIPAL	Classe d'initiation pré-professionnelle en alternance
CIREF	Centre d'information du réseau électrique français
CIRI	Comité interministériel de restructuration économique
CITE	Classification internationale type de l'éducation
CITEPA	Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique
CIVC	Comité interprofessionnel du vin de champagne
CJO	Corrigé des jours ouvrables
CLCC	Centre de lutte contre le cancer
CLIPA	Classe d'initiation préprofessionnelle par alternance
CM	Culture marine
CME	Conseil mondial de l'énergie
CMPP	Culture marine-petite pêche
CMU	Couverture maladie universelle
CNA	Caisse nationale des autoroutes
CNAF	Caisse nationale d'allocations familiales
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers
CNAMTS	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
CNAV	Caisse nationale d'assurance vieillesse
CNAVPL	Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés
CNBF	Caisse nationale des barreaux français
CNC	Centre national de la cinématographie
CNCA	Caisse nationale de Crédit agricole
CNCT	Conseil national du crédit et du titre
CNE	Caisse nationale d'épargne
CNED	Centre national d'enseignement à distance
CNES	Centre national d'études spatiales
CNIL	Commission nationale informatique et libertés
CNIS	Conseil national de l'information statistique
CNNES	Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales
CNPF	Conseil national du patronat français (voir MEDEF)
CNPS	Conseil national des professions du spectacle
CNR	Conservatoire national de région
CNRA	Certificat de navigabilité restreint aux avions ou planeurs
CNRAC	Certificat de navigabilité restreint aux aéronefs de collection
CNRACL	Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CNSA	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie
CNT	Caisse nationale des télécommunications
COB	Commission des opérations de bourse
CODEVI	Compte pour le développement industriel
COE	Centre d'observation économique
COGEMA	Compagnie générale des matières nucléaires
COI	Changements organisationnels et informatisation
COICOP	Classification of individual consumption by purpose (Classification des fonctions de consommation des ménages)
COM	Collectivité d'outre-mer
COREF	Comité régional de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi
COTOREP	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel
CPA	Classe préparatoire à l'apprentissage
CPAL	Comité de probation et d'assistance aux libérés
CPCI	Commission permanente de concertation pour l'industrie

CPDP	Comité professionnel du pétrole
CPGE	Classe préparatoire aux grandes écoles
CP	Conseil de prud'hommes
CPPAP	Commission paritaire de la presse et agences de presse
CPPN	Classe pré-professionnelle de niveau
CQP	Certificat de qualification professionnelle
CRBF	Comité de réglementation bancaire et financière
CRDS	Contribution au remboursement de la dette sociale
CREDOC	Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie
CREPS	Centre régional d'éducation physique et sportive
CROUS	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires
CSA	Conseil supérieur de l'audiovisuel
CSBM	Consommation de soins et de biens médicaux
CSG	Contribution sociale généralisée
CSP	Catégorie socioprofessionnelle
CSSS	Contribution sociale de solidarité des sociétés
CV	Centre de vacances
CVS	Corrigé des variations saisonnières
DADS	Déclaration annuelle de données sociales
DAEI	Direction des affaires économiques et internationales
DAEU	Diplôme d'accès aux études universitaires
DARES	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques
DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale
DBO	Demande biochimique en oxygène
DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
DDE	Direction départementale de l'équipement
DDEC	Dotation départementale d'équipement des collèges
DDTEFP	Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
DEB	Déclaration d'échanges de biens
DEDPAD	Diplôme d'État de directeur de projet d'animation et de développement
DEFA	Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur
DEFM	Demande d'emploi en fin de mois
DEPP	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance
DEUG	Diplôme d'études universitaires générales
DEUST	Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques
DGFP	Direction générale de l'administration et de la fonction publique
DGCCRF	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGCL	Direction générale des collectivités locales
DGD	Dotation générale de décentralisation
DGDDI	Direction générale des douanes et des droits indirects
DGE	Dotation globale d'équipement
DGEMP	Direction générale de l'énergie et des matières premières
DGF	Dotation globale de fonctionnement
DGFAR	Direction générale de la forêt et des affaires rurales
DGRST	Délégation générale à la recherche scientifique et technique
DGS	Direction générale de la santé
DGSE	Direction générale de la sécurité extérieure
DGT	Direction générale des télécommunications
DG TREN	Direction générale transport énergie
DIACT	Délégation interministérielle à l'aménagement et la compétitivité des territoires (ex-DATAR)
DIDEME	Direction de la demande et des marchés énergétiques
DIRD	Dépense intérieure de recherche & développement
DIRDA	Dépense intérieure de recherche & développement des administrations
DIRDE	Dépense intérieure de recherche & développement des entreprises
DIREM	Direction des ressources énergétiques et minérales
DIREN	Direction régionale de l'environnement
DIS	Diplôme interuniversitaire de spécialités
DMS	Durée moyenne de séjour
DNN	Distributeur non nationalisé
DNP	Direction de la nature et des paysages
DOM	Département d'outre-mer
DPAC	Direction des programmes aéronautiques civils
DPMA	Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture
DPPR	Direction de la prévention, de la pollution et des risques
DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
DRES	Dotation régionale d'équipement scolaire
DRIRE	Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
DSI	Département des systèmes d'information
DTS	Droit de tirages spéciaux
DUT	Diplôme universitaire de technologie
EAE	Enquête annuelle d'entreprise
EARL	Exploitation agricole à responsabilité limitée
EBE	Excédent brut d'exploitation
ECO	Europe centrale et orientale
ECU	Unité de compte européenne
EDF	Électricité de France
EHESS	École des hautes études en sciences sociales
EIT	Endettement intérieur total
EMMA	École municipale de musique agréée
EMHV	Ester méthylique d'huile végétale
ENA	École nationale d'administration
ENM	École nationale de la magistrature
ENM	École nationale de musique
ENS	École normale supérieure
ENSA	École normale supérieure agronomique
ENSAD	École nationale supérieure des arts décoratifs
ENSBA	École nationale supérieure des beaux-arts
ENSCI	École nationale supérieure de création industrielle
ENV	École nationale de vétérinaires
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
EPCV	Enquête permanente sur les conditions de vie
EPIC	Établissement public industriel et commercial
EPLE	Établissements publics locaux d'enseignement
EPS	Éducation physique et sportive
EPST	Établissement public à caractère scientifique et technologique
ERCV	Enquête sur les ressources et les conditions de vie
EREA	Établissement régional d'enseignement adapté
ERF	Enquête revenus fiscaux
ERM	Électroradiologie médicale
ES	(Série) Economique et sociale
ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine
ETBE	Ethyl Tertio Butyl Ether
ETC	Extraits et tableaux des comptes de la Nation
ETP	Équivalent temps plein
EUROSTAT	European statistical office (cf. OSCE)
EURIBOR	Taux interbancaire offert en euro
EU-SILC	Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie
FAB	Franco à bord
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FBCF	Formation brute de capital fixe
FBF	Fédération bancaire française
FCA	Fédération française des courtiers d'assurance

FCC	Fonds commun de créance
FCDR	Fonds de correction des déséquilibres régionaux
FCIMT	Fonds commun d'intervention sur les marchés à terme
FCP	Fonds commun de placement
FCPE	Fonds commun de placement d'entreprise
FCPI	Fonds commun de placement dans l'innovation
FCPP	Fonds commun de placement de proximité
FDES	Fonds de développement économique et social
FED	Fonds européen de développement
FEDHUIL	Fédération nationale des huiles métropolitaines et industries dérivées
FEDER	Fonds européen de développement régional
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
FFI	Faisant fonction d'interne
FFIPSA	Fonds de financement de la protection sociale agricole
FFPPS	Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale
FFSA	Fédération française de sociétés d'assurance
FIAC	Fédération française des industries d'aliments conservés
FMI	Fonds monétaire international
FNB	Fédération nationale du bâtiment
FNE	Fonds national de l'emploi
FNPF	Fonds national des prestations familiales
FNS	Fonds national de solidarité
FNSEA	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles
FNTPT	Fédération nationale des transformateurs de pommes de terre
FOREC	Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale
FPA	Formation professionnelle des adultes
FPC	Formation professionnelle continue
FSV	Fonds de solidarité vieillesse
GAEC	Groupement agricole d'exploitation en commun
GAME	Gestion automatisée des mesures éducatives
GBPE	Groupement de banques pour l'émission d'emprunts obligataires
GDF	Gaz de France
GMR	Garantie mensuelle de rémunération
GREF	Génie rural des eaux et forêts
GRETA	Groupement d'établissements publics locaux d'enseignement
GSO	Gaz du sud-ouest
HAD	Hospitalisation à domicile
HID	Handicaps, incapacités, dépendance
HLM	Habitation à loyer modéré
HLM/O	Habitation à loyer modéré ordinaire
HPP	Hôpital psychiatrique privé
IAA	Industrie agroalimentaire
ICC	Indice du coût de la construction
ICS	Industrie, construction, commerce et services
IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer
IEG	Industries électriques et gazières
IEOM	Institut d'émission d'outre-mer
IEP	Institut d'études politiques
IFEN	Institut français de l'environnement
IFLS	Institut français du libre service
IFM	Institution financière monétaire
IFN	Inventaire forestier national
IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer
IFS	Institution financière spécialisée
IGACEM	Inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie
IGN	Institut géographique national
ILM	Immeuble à loyer moyen
ILN	Immeuble à loyer normal
INA	Institut national de l'audiovisuel
INED	Institut national d'études démographiques
INP	Institut national polytechnique
INPI	Institut national de la propriété industrielle
INRA	Institut national de la recherche agronomique
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
INSEP	Institut national du sport et de l'éducation physique
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale
INVS	Institut de veille sanitaire
IPAMPA	Indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPBIA	Indice des prix des biens d'investissement de l'agriculture
IPC	Indice des prix à la consommation
IPCH	Indice des prix à la consommation harmonisé
IPCIA	Indice des prix des consommations intermédiaires de l'agriculture
IPPAP	Indice des prix des produits agricoles à la production
IRCANTEC	Institut de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales
IREP	Institut de recherches et d'études publicitaires
IRL	Indice de référence des loyers
IRP	Institut régional de participation
IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques
ISBLSM	Institution sans but lucratif au service des ménages
ISF	Impôt de solidarité sur la fortune
ITOM	Inventaire des unités de traitement des ordures ménagères
ITSEE	Institut territorial de la statistique et des études économiques
IUFM	Institut universitaire de formation des maîtres
IUT	Institut universitaire de technologie
IVG	Interruption volontaire de grossesse
JRLC	Juridiction régionale de libération conditionnelle
JO	Journal officiel
LEGTA	Lycée d'enseignement général et technologique agricole
LEP	Lycée d'enseignement professionnel
LIFI	Liaisons financières entre entreprises privées, donne lieu à enquête annuelle
LMD	Licence-master-doctorat
LPA	Lycée professionnel agricole
MAF	Modernisation des activités financières
MATIF	Marché à terme d'instruments financiers
MBS	Marge brute standard
MEDEF	Mouvement des entreprises de France (ex CNPF)
MIDEM	Marché international du disque, de l'édition musicale et de la vidéo-musique
MINEFI	Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
MISEFEN	Maîtrise de l'immigration du séjour des étrangers en France et de la nationalité
MISP	Médecin inspecteur de santé publique
MJC	Maison des jeunes et de la culture
MONEP	Marché des options négociables de Paris
MSA	Mutualité sociale agricole
NACE	Nomenclature d'activités de la Communauté européenne
NAF	Nomenclature d'activités française
NAP	Nomenclature d'activités et de produits
NASDAQ	National association of securities dealers automated quotation
NES	Nomenclature économique de synthèse
NTIC	Nouvelle technologie de l'information et de la communication
OAT	Obligation assimilable du Trésor
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques

OCRTIS	Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants
ODAC	Organismes divers d'administration centrale
ODIT	Observation, développement et ingénierie touristiques
OECE	Organisation européenne de coopération économique
OFCE	Observatoire français des conjonctures économiques
OFIMER	Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture
OFIVAL	Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture
OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides
OHMI	Office de l'harmonisation dans le marché intérieur
OIEAU	Office international de l'eau
OIT	Organisation internationale du travail
OJS	Office de justification statistique
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONF	Office national des forêts
ONI	Office national de l'immigration
ONIC	Office national interprofessionnel des céréales
ONILAIT	Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers
ONISEP	Office national d'information sur les enseignements et les professions
ONIVINS	Office national interprofessionnel des vins
ONU	Organisation des Nations unies
OPA	Offre publique d'achat
OPA	Organisation professionnelle agréée
OPCA	Organisme collecteur paritaire agréé
OPCVM	Organisme de placements collectifs en valeur mobilière
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OQN	Objectif quantifié national
ORGANIC	(Caisse de compensation de l') organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce
ORT	Obligation renouvelable du Trésor
OSCE	Office statistique des communautés européennes (cf. EUROSTAT)
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OTC	Obligation toutes catégories
OTEX	Orientation technico-économique des exploitations agricoles
PAC	Politique agricole commune
PACS	Pacte civil de solidarité
PAH	Prime à l'amélioration de l'habitat
PAJE	Prestation d'accueil du jeune enfant
PAJ	Prêt aidé (à l'accession à la propriété) à taux ajustables
PAP	Prêt d'accession à la propriété
PARE	Plan d'aide au retour à l'emploi
PAS	Prêt à l'accession sociale
PC	Prêt conventionné
PCS	Professions et catégories socioprofessionnelles
PCT	Patent Cooperation Treaty (Traité de coopération en matière de brevets ou Traité de Washington)
PDRE	Population disponible à la recherche d'un emploi
PDRF	Plan régional de formation
PEA	Plan d'épargne en actions
PEGC	Professeur d'enseignement général de collège
PEL	Plan d'épargne logement
PEP	Plan d'épargne populaire
PER	Plan d'épargne retraite
PFIT	Période de fixation initiale du taux
PIB	Production intérieure brute ou produit intérieur brut
PIB	Production indigène brute
PIBOR	Taux interbancaire offert (remplacé par EURIBOR)
PLA	Prêt locatif aidé
PLAI	Prêt locatif aidé d'intégration
PLF	Projet de loi de finances
PLI	Prêt locatif intermédiaire
PLR	Programme à loyer réduit
PLS	Programme locatif social
PLUS	Prêt locatif à usage social
PMDRE	Population marginale disponible à la recherche d'un emploi
PME	Petite et moyenne entreprise
PMH	Pari mutuel sur les hippodromes
PMI	Petite et moyenne industrie
PMI	Protection maternelle et infantile
PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information
PMU	Pari mutuel urbain
PNB	Produit national brut
POS	Plan d'occupation des sols
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PPA	Produits, procédés ou activités d'innovation
PPAOM	Produits, procédés, activités d'innovation, organisation ou marketing
PRB	Population Reference Bureau
PRG	Pouvoir de réchauffement global
PSD	Prestation spécifique dépendance
PSPH	Participant au service public hospitalier
PSR	Programme social de relogement
PTAC	Poids total autorisé en charge
PTT	Postes, télégraphe et télécommunications
PTZ	Prêt à taux zéro
PV	Placement de vacances
PVIS	Prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises
RATP	Régie autonome des transports parisiens
RBE	Résultat brut d'exploitation
R & D	Recherche et développement
RDS	Remboursement de la dette sociale
REE	Répertoire des entreprises et des établissements
REP	Réseau d'éducation prioritaire
REP	Réacteur à eau pressurisée
RER	Réseau express régional
RFI	Radio - France internationale
RFO	Société nationale de radiotélévision française d'outre-mer
RGC	Répertoire général civil
RICA	Réseau d'information comptable agricole
RMI	Revenu minimum d'insertion
RNC	Résultat net comptable
RNCP	Répertoire national de certification professionnelle
RNDE	Réseau national des données sur l'eau
RNIS	Réseau numérique à intégration de services
RP	Recensement de la population
RSA	Résumés de sorties anonymisés
RTE	Réseau de transport d'électricité
RTT	Réduction du temps de travail
SA	Société anonyme
SAA	Statistique agricole annuelle
SACEM	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique
SACI	Société anonyme de crédit immobilier
SAE	Statistique annuelle des établissements
SAFER	Société anonyme d'aménagement foncier et d'équipement rural
SARL	Société à responsabilité limitée
SASM	Service des analyses et statistiques monétaires
SASV	Service de l'allocation spéciale vieillesse
SBF	Société des bourses françaises (en fait Bourse de Paris)
SAU	Surface agricole utilisée (des exploitations agricoles)
SCEES	Service central des enquêtes et des études statistiques

SCETA	Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires
SCI	Société civile immobilière
SCM	Société de caution mutuelle
SCPI	Société civile de placement immobilier
SEBC	Système européen de banque centrale
SEC	Système européen de comptes
SEGPA	Section d'enseignement général et professionnel adapté
SEI	Service de l'environnement industriel
SERIEE	Système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement
SESP	Service économie, statistiques et prospective du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer (ancien SES)
SESOF	Service des études et des statistiques des opérations financières
SESPROS	Système européen de statistiques intégrées de protection sociale
SESSI	Service d'études des stratégies et des statistiques industrielles
SEM	Société d'économie mixte
SERIEE	Système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement
SERNAM	Service national de messageries
SETRA	Service d'études techniques des routes et autoroutes
SEV	Syndicat de l'édition vidéo
SF	Société financière
SFHTI	Société financière habilitée à titre individuel
SHON	Surface hors œuvre nette
SICAF	Société d'investissement à capital fixe
SICAV	Société d'investissement à capital variable
SICOMI	Société anonyme immobilière d'investissement à conseil d'administration
SIDA	Syndrome immunodéficitaire acquis
SIFE	Stage d'insertion et de formation à l'emploi
SIFIM	Service d'intermédiation financière indirectement mesuré
SIM (carte)	Subscribes identity module
SINE	Système d'information sur les nouvelles entreprises
SIE	Système intermédiaire d'entreprise
SIRENE	Système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements
SITADEL	Système d'information et de traitement automatisé des données élémentaires sur les logements et les locaux (fichier de la Direction régionale de l'équipement)
SIVOM	Syndicat intercommunal à vocations multiples
SIVP	Stage d'initiation à la vie professionnelle
SME	Sursis avec mise à l'épreuve
SME	Système monétaire européen
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
SNCF	Société nationale des chemins de fer français
SNCM	Société nationale maritime Corse-Méditerranée
SNECMA	Société nationale d'études et de constructions de moteurs d'aviation
SNE	Syndicat national de l'édition
SNEP	Syndicat national de l'édition phonographique
SNEP	Société nationale des entreprises de presse
SNF	Société non financière
SNFBP	Syndicat national des fabricants de bouillons et potages
SNIA	Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNIC	Syndicat national des industries cidrières
SNM	Service des nouvelles des marchés
SOFARIS	Société française pour l'assurance du capital risque des PME
SOFERGIE	Société agréée pour le financement des économies d'énergie
SOFICA	Société de financement de l'industrie cinématographique et de l'audiovisuel
SOFRES	Société française d'études et de sondage
SOPEMI	Système d'observation permanente des migrations
SPA	Standard de pouvoir d'achat
SPF	Structure de la propriété forestière (enquête)
SPIP	Service pénitentiaire d'insertion et de probation
SRAS	Syndrome respiratoire aigu sévère
SRCV	Statistiques sur les ressources et les conditions de vie
SROT	Situation résumée des opérations du Trésor
SRP	Stage de reclassement professionnel
SS	Sécurité sociale
STEEGB	Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages
STS	Section de technicien supérieur
SUMER	Surveillance médicale des risques (enquête)
SUSE	Système unifié de statistiques d'entreprises
SYGMA	Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles
TC	Tribunaux de commerce
TER	Transport express régional
TES	Tableau entrée sortie
TFE	Total Fina Elf
TFP	Tableau des financements et placements
TGAP	Taxe générale sur les activités polluantes
TGI	Tribunal de grande instance
TGV	Train à grande vitesse
TI	Tribunal d'instance
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TIG	Tâche d'intérêt général
TICGN	Taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel
TIPP	Taxe intérieure sur les produits pétroliers
TOF	Tableau des opérations financières
TPU	Taxe professionnelle unique
TSA	Taxe spéciale additionnelle
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UDE	Unité de dimension européenne
UDI	Usage de drogues injectables
UE	Union européenne
UEBL	Union économique belgo-luxembourgeoise
UEM	Union économique et monétaire
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UIOM	Unité d'incinération des ordures ménagères
UMTS	Universal mobile telecommunications system (réseau de télécommunication sans fil à haut débit, incluant l'accès à Internet)
UNAF	Union nationale des associations familiales
UNEDIC	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
UNGG	Uranium naturel graphite gaz
UNIFA	Union des industries de la fertilisation
UNIJUS	Union nationale interprofessionnelle des jus de fruits
UNIL	Union nationale interprofessionnelle du logement
UPI	Unité pédagogique d'intégration
URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
USIPA	Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés
VAB	Valeur ajoutée brute
VABCF	Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs
VAHT	Valeur ajoutée hors taxe
VDQS	Vin délimité de qualité supérieure
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
VNF	Voie navigable de France
VRP	Voyageur représentant et placier
ZEP	Zone d'éducation prioritaire
ZFU	Zone franche urbaine
ZUP	Zone à urbaniser en priorité
ZUS	Zone urbaine sensible

LISTE DES MINISTÈRES

Ministère des Affaires étrangères
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Ministère de la Culture et de la Communication
Ministère de la Défense
Ministère de l'Écologie et du Développement durable
Ministère de l'Économie, des Finances
et de l'Industrie
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale
et du Logement
Ministère de la Fonction Publique
Ministère de la Jeunesse, des Sports
et de la Vie associative
Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement
du territoire
Ministère de la Justice
Ministère de l'Outre-Mer
Ministère des Petites et moyennes entreprises, du
Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales
Ministère de la Santé et des Solidarités
Ministère des Transports, de l'Équipement,
du Tourisme et de la Mer

PRINCIPAUX ORGANISMES PUBLICS À COMPÉTENCE STATISTIQUE NATIONALE

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone	Site Internet
PREMIER MINISTRE	Centre d'analyse stratégique 18, rue de Martignac 75700 PARIS 07 SP Tél. : 01 45 56 51 00	www.strategie.gouv.fr
	Délégation interministérielle à l'aménagement et la compétitivité des territoires (DIACT) 1, avenue Charles Floquet 75343 PARIS CEDEX 07 Tél. : 01 40 65 12 34	www.diact.gouv.fr
	Commissariat à l'Énergie Atomique 31-33, rue de la Fédération 75752 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 40 56 10 00	www.cea.fr
	Direction du développement des médias Département statistiques, études et documentation sur les médias 69, rue de Varenne 75707 PARIS Tél. : 01 42 75 80 00	www.ddm.gouv.fr
	Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) 8, rue Vivienne - CS 30223 75083 PARIS CEDEX 02 Tél. : 01 53 73 22 22	www.cnil.fr
AGRICULTURE ET PÊCHE (Ministère)	Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) 251, rue de Vaugirard 75732 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 49 55 85 85	www.agreste.agriculture.gouv.fr
	Direction générale de la Forêt et des Affaires rurales Sous-direction Cheval 3, rue Barbet de Jouy 75349 PARIS 07 SP Tél. : 01 49 55 59 86	www.agriculture.gouv.fr
	Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture 3, place Fontenoy 75007 PARIS Tél. : 01 49 55 82 01	www.agriculture.gouv.fr
● *Inventaire forestier national (IFN) :* Établissement public à caractère administratif.	Château des Barres 45290 Nogent-sur-Vernisson Tél. : 02 38 28 18 00	www.ifn.fr
● *Office national des forêts (ONF)* : Établissement public national à caractère industriel et commercial.	2, avenue de Saint-Mandé 75570 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 19 58 00	www.onf.fr
● *Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (Ofimer) :* Établissement public national à caractère industriel et commercial.	76-78, rue de Reuilly 75012 PARIS Tél. : 01 53 33 47 00	www.ofimer.fr
● *Institut national de la recherche agronomique (INRA) :* Établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST).	147, rue de l'Université 75338 PARIS CEDEX 07 Tél. : 01 42 75 90 00	www.inra.fr

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone	Site Internet
CULTURE ET COMMUNICATION (Ministère)	Délégation au développement et aux affaires internationales Département Études, Prospective et Statistiques 182, rue Saint-Honoré 75033 PARIS CEDEX 01 Tél. : 01 40 15 79 17	www.culture.gouv.fr
	Direction des Archives de France 56, rue des Francs-Bourgeois 75141 PARIS CEDEX 03 Tél. : 01 40 27 60 00	www.archivesdefrance.culture.gouv.fr
	Direction du livre et de la lecture 182, rue Saint-Honoré 75001 PARIS Tél. : 01 40 15 80 00	www.culture.gouv.fr
	Direction des musées de France 6, rue des Pyramides 75041 PARIS CEDEX 01 Tél. : 01 40 15 80 00	www.culture.gouv.fr
	Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles 53, rue Saint-Dominique 75007 PARIS Tél. : 01 40 15 80 00	www.culture.gouv.fr
	Direction de l'architecture et du patrimoine 182, rue Saint Honoré 75033 PARIS CEDEX 01 Tél. : 01 40 15 80 00	www.culture.gouv.fr
● *Centre national de la cinématographie (CNC)* : Établissement public administratif.	12, rue de Lübeck 75784 PARIS CEDEX 16 Tél. : 01 44 34 34 40	www.cnc.fr
ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (Ministère)	Direction de l'eau ; Direction de la nature et des paysages ; Direction de la prévention des pollutions et des risques 20, avenue de Ségur 75302 PARIS CEDEX 07 SP Tél. : 01 42 19 20 21	www.environnement.gouv.fr
	Institut français de l'Environnement (Ifen) 5, route d'Olivet BP 16105 45061 ORLEANS CEDEX 02 Tél. : 02 38 79 78 78	www.ifen.fr
● *Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie (Ademe)* : Établissement public à caractère industriel et commercial.	27, rue Louis-Vicat 75737 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 47 65 20 00	www.ademe.fr
● *Conseil supérieur de la pêche* (*CSP*) : Établissement public national à caractère administratif.	Immeuble « Le Péricentre » 16, avenue Louison Bobet 94232 FONTENAY-SOUS-BOIS Tél. : 01 45 14 36 00	www.csp.environnement.gouv.fr
● *Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :* Établissement public national à caractère administratif.	85 *bis*, avenue de Wagram BP 236 75822 PARIS CEDEX 17 Tél. : 01 44 15 17 17	www.oncfs.gouv.fr
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère)	Service de la Communication Télédoc : 536 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04	www.minefi.gouv.fr

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone	Site Internet
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]*	Direction générale de la Comptabilité publique Télédoc : 330 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04	www.minefi.gouv.fr
	Direction générale des douanes et droits indirects (sous-direction des systèmes d'information et de télécommunication) 8, rue de la Tour des Dames 75436 PARIS CEDEX 09 Tél. : 01 40 04 04 04	www.finances.gouv.fr/douanes
	Direction générale des impôts Télédoc : 922 86 - 92, allée de Bercy 75574 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 53 18 06 52	www.impots.gouv.fr
	Direction générale de l'Insee 18, boulevard Adolphe Pinard 75675 PARIS CEDEX 14 Tél. : 01 41 17 50 50	www.insee.fr
	Insee Info Service Tour Gamma A 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 41 17 66 11	www.insee.fr
	Institut Territorial de la Statistique et des Études Économiques (Itsee) Immeuble Galliéni 5 rue Galliéni BP 823 98845 NOUMÉA Tél. : (687) 28 31 56/ 27 54 81	www.itsee.nc
	Direction générale du Trésor et de la politique économique 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 44 87 17 17	www.minefi.gouv.fr/dgtpe
	Agence France Trésor (AFT) 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 15 01	www.aft.gouv.fr
	Direction régionale des Douanes de Polynésie française BP 9006 MOTU UTA, Polynésie française Tél. : (689) 50 55 50	www.polynesie-francaise.gouv.fr /Services/douanes
	Direction régionale des Douanes de Nouvelle-Calédonie BP 13 – 98845 NOUMEA CEDEX Tél. : (687) 26 53 00	www.douane.gouv.nc
● *Énergie*	Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) : Observatoire de l'économie, de l'énergie et des matières premières Télédoc : 151 61, boulevard Vincent Auriol 75703 PARIS CEDEX 13 Tél. : 01 44 87 17 17	www.industrie.gouv.fr/energie/ statistiques-energie.htm

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone	Site Internet
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]* ● *Industrie*	Direction générale des entreprises Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) 10, rue Auguste Blanqui 93186 MONTREUIL CEDEX Tél. : 01 41 63 58 01	www.industrie.gouv.fr/sessi
● *Institut national de la propriété industrielle :* Établissement public de l'État.	26 *bis*, rue de Saint-Pétersbourg 75800 PARIS CEDEX 08 Tél. : 01 53 04 53 04	www.inpi.fr
● *École nationale supérieure des mines de Paris :* Établissement public national à caractère administratif.	60, boulevard Saint-Michel 75272 PARIS CEDEX 06 Tél. : 01 40 51 90 00	www.ensmp.fr
● *Cité des Sciences et de l'Industrie*	30, avenue Corentin-Cariou 75019 PARIS Tél. : 01 40 05 72 23	www.cite-sciences.fr
● *Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (ACAM) :* Autorité administrative indépendante.	54, rue de Châteaudun 75436 PARIS CEDEX 09 Tél. : 01 55 07 41 50	www.ccamip.fr
● *Cour des comptes*	13, rue Cambon 75100 PARIS RP Tél. : 01 42 98 95 00	www.ccomptes.fr
● *Impôts (Conseil des)* *Placé auprès de la Cour des Comptes*	*Même adresse* Tél. : 01 42 98 97 95	
ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (Ministère)	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), sous-direction des synthèses statistiques (SDSS) 61 - 65, rue Dutot 75732 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 55 55 72 01	www.education.gouv.fr
	Bureau études statistiques sur la recherche 61 - 65, rue Dutot 75732 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 55 55 76 57	www.recherche.gouv.fr
● *Centre d'études et de recherches sur les qualifications* (*Cereq*) : Établissement public à caractère administratif.	10, place de la Joliette BP 176 13474 MARSEILLE CEDEX 02 Tél. : 04 91 13 28 28	www.cereq.fr
● *Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer)*	155, rue Jean-Jacques Rousseau 92138 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX Tél. : 01 46 48 21 00	www.ifremer.fr
● *Muséum national d'histoire naturelle (MNHN)* : Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.	57, rue Cuvier 75231 PARIS CEDEX 05 Tél. : 01 40 79 30 00	www.mnhn.fr
● *Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep)* : Établissement public national à caractère administratif.	12, mail Barthélémy Thimonnier Lognes 77437 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2 Tél. : 01 64 80 35 00	www.onisep.fr
EMPLOI, COHÉSION SOCIALE ET LOGEMENT (Ministère)	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) 39-43, quai André Citroën 75902 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 44 38 38 38	www.travail.gouv.fr

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone	Site Internet
EMPLOI, COHÉSION SOCIALE ET LOGEMENT (Ministère) *[suite]*	Direction de la population et des migrations (DPM) 11, place des Cinq Martyrs du lycée Buffon 75696 PARIS CEDEX 14 Tél. : 01 40 56 60 00	www.travail.gouv.fr
	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) 11, place des Cinq Martyrs du lycée Buffon 75696 PARIS CEDEX 14 Tél. : 01 40 56 66 00	www.sante.gouv.fr
● *Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)*	50, avenue du Professeur André Lemierre 75986 PARIS CEDEX 20 Tél. : 01 72 60 10 00	www.ameli.fr
● *Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS)*	110, avenue de Flandre 75951 PARIS CEDEX 19 Tél. : 01 55 45 50 00	www.retraite.cnav.fr
● *Institut national d'études démographiques (Ined)*	133, boulevard Davout 75980 PARIS CEDEX 20 Tél. : 01 56 06 20 00	www.ined.fr
● *Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm)* : Établissement public à caractère scientifique et technologique.	101, rue de Tolbiac 75654 PARIS CEDEX 13 Tél. : 01 44 23 60 00	www.inserm.fr
● *Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM)* : Établissement public administratif.	44, rue Bargue 75732 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 53 69 53 70	www.anaem.social.fr
FONCTION PUBLIQUE (Ministère)	Direction générale de l'administration et de la fonction publique 32, rue de Babylone 75700 PARIS SP 07 Tél. : 01 42 75 80 00	www.fonction-publique.gouv.fr
INTÉRIEUR ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (Ministère)	Direction générale des collectivités locales (DGCL)	www.dgcl.interieur.gouv.fr
	Département études et statistiques locales 2, place des Saussaies 75008 PARIS Tél. : 01 49 27 49 27	
	Direction générale de la police nationale. Direction centrale de la police judiciaire Sous-direction des liaisons extérieures/DEP 11, rue des Saussaies 75800 PARIS Tél. : 01 49 27 49 27	www.dgcl.interieur.gouv.fr
	Direction de la défense et de la sécurité civiles 87-95, quai du docteur Dervaux 92600 ASNIERES Tél. : 01 49 27 49 27 et 01 40 07 60 60	www.interieur.gouv.fr
JEUNESSE, SPORTS ET VIE ASSOCIATIVE (Ministère)	Direction du personnel et de l'administration. Mission bases de données et informations statistiques 95, avenue de France 75650 PARIS CEDEX 13 Tél. : 01 40 45 94 33	www.jeunesse-sports.gouv.fr

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone	Site Internet
JUSTICE (Ministère)	Direction de l'administration générale et de l'équipement Sous-direction de la statistique, des études et de la documentation 13, place Vendôme 75042 PARIS CEDEX 01 Tél. : 01 44 77 60 60	www.justice.gouv.fr
	Direction de l'administration pénitentiaire 8 - 10, rue du Renard 75004 PARIS Tél. : 01 44 77 60 60	www.justice.gouv.fr
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE, ARTISANAT ET PROFESSIONS LIBÉRALES (Ministère)	Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales 3-5, rue Barbet de Jouy 75753 PARIS 07 SP Tél. : 01 43 19 12 854	www.pme.gouv.fr
SANTÉ ET SOLIDARITÉS (Ministère)	Institut de Veille sanitaire (INVS) 12, rue du Val-d'Osne 94415 St MAURICE CEDEX Tél. : 01 41 79 67 00	www.invs.sante.fr
● *Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf)*	Direction des statistiques, des études et de la recherche 32, avenue de la Sibelle 75685 PARIS CEDEX 14 Tél. : 01 45 65 52 52	www.caf.fr
TRANSPORTS, ÉQUIPEMENT, TOURISME ET MER (Ministère)	Secrétariat général Direction des affaires économiques et internationales : Service économie, statistiques et prospective Arche de la Défense Paroi Sud 92055 LA DÉFENSE CEDEX Tél. : 01 40 81 21 22	www.equipement.gouv.fr
● *Aviation civile*	Direction générale de l'Aviation civile 50, rue Henry Farman 75720 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 58 09 43 21	www.aviation-civile.gouv.fr
● *Mer*	Direction des Transports maritimes, routiers et fluviaux 22, rue Monge 75005 PARIS Tél. : 01 40 81 72 10	www.transports.equipement.gouv.fr
	Direction des affaires maritimes 3, place de Fontenoy 75700 PARIS 07 Tél. : 01 44 49 80 00	www.mer.gouv.fr
● *Voies navigables*	Voies navigables de France 175, rue Ludovic Boutleux BP 820 62408 BÉTHUNE CEDEX Tél. : 03 21 63 24 24	www.vnf.fr
● *Routes*	Direction de la sécurité et de la circulation routières Arche de la Défense Paroi Sud 92055 LA DÉFENSE CEDEX Tél. : 01 40 81 21 22	www.securite-routiere.equipement.gouv.fr

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone	Site Internet
TRANSPORTS, ÉQUIPEMENT, TOURISME ET MER (Ministère) *[suite]* ● *Routes [suite]*	Service d'études techniques des routes et autoroutes (Setra) 46, avenue Aristide Briand - BP 100 92225 BAGNEUX CEDEX Tél. : 01 46 11 31 31	www.setra.fr
● *Tourisme*	Direction du Tourisme 23, place de Catalogne 75685 PARIS CEDEX 14 Tél. : 01 70 39 93 00	www.tourisme.gouv.fr
	Odit – France 23, place de Catalogne 75685 PARIS CEDEX 14 Tél. : 01 70 39 95 39	www.odit-france.fr

ORGANISMES INTERNATIONAUX

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone	Site Internet
Agence Européenne pour l'environnement	Kongens Nytorv 6 1050 COPENHAGUE Danemark Tel. : +45 3336 7100	www.eea.eu.int
Agence Internationale de l'Énergie *(AIE)*	9, rue de la Fédération 75739 PARIS cedex 15 Tel. : 01 40 57 65 59	www.iea.org
Banque centrale européenne *(BCE)*	Kaiserstrasse 29 D-60311 Postfach 16 03 19 FRANCFORT Allemagne Tel. : 00 49 69 13 44 0	www.ecb.int
Bureau international du travail *(BIT)*	98, rue de Sèvres 75007 PARIS Tel. : 01 53 69 12 12	www.ilo.org
Fonds monétaire international *(FMI)*	Bureau européen à Paris 64-66, avenue d'Iéna 75116 PARIS Tél. : 01 40 69 30 70	www.imf.org
Eurostat *Office statistique des communautés européennes (OSCE)*	Bureau d'information Rue Alcide de Gasperi Bâtiment Jean Monnet L-2920 LUXEMBOURG Tél. : 00 352 4301 34567	epp.eurostat.ec.europa.eu
Organisation de l'aviation civile internationale *(OACI)*	999 University Street H3C 5H7 MONTREAL Canada Tél. : (1 514) 954 8219	www.icao.int
Organisation de coopération et de développement économiques *(OCDE)*	2, rue André Pascal 75775 PARIS CEDEX 16 Tél. : 01 45 24 82 00	www.oecd.org
Office de l'harmonisation dans le marché intérieur *(OHMI)*	Avenida de Europa, 4 E – 03008 ALICANTE Espagne Tél. : 34 96 513 91 00	oami.europa.eu
Office européen des brevets (OEB)	Siège de Munich Erhardtstrasse 80331 MUNICH Allemagne Tél. : (49-89) 23 99 0	www.european-patent-office.org
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle *(OMPI)*	34, chemin des Colombettes PO BOX - 18 CH - 1211 GENÈVE 20 Suisse Tél. : (41-22) 338 91 11	www.wipo.org

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone	Site Internet
Organisation mondiale de la Santé *(OMS)*	20, avenue Appia 1211, GENÈVE 27 Suisse Tél. : (41-22) 791 21 11	www.who.int
Organisation mondiale du tourisme *(OMT)*	Capitàn Haya 42 28020 MADRID Espagne Tél. : (34) 91 567 81 00	www.world-tourism.org
Organisation des Nations Unies *(ONU)*	Centre d'information régional des Nations Unies : The Residence Palace 155, Rue de la Loi 1040 BRUXELLES Belgique	www.un.org
Population référence bureau *(PRB)*	1875 Connecticut Ave - NW, suite 520 WASHINGTON DC 20 009-5728 États-Unis Tél. : 202 483 1100	www.prb.org
Union Internationale des Télécommunications *(UIT - ITU)*	Place des Nations CH - 1211, GENÈVE 20 Suisse Tél. : (41-22) 730 51 11	www.itu.int

AUTRES ORGANISMES

Arte-France
8, rue Marceau - 92785 Issy-les-Moulineaux Cedex 09
Tél. : 01 55 00 77 77

Assemblée permanente des chambres des métiers (APCM)
Direction des relations publiques et des services généraux
12, avenue Marceau - 75008 Paris
Tél. : 01 44 43 10 00

Association de minéraux métaux non ferreux, santé et environnement (AMSE)
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 76 44 62

Association des brasseurs de France
25, boulevard Malesherbes - 75008 Paris
Tél. : 01 42 66 29 27

Association des fabricants de fixations mécaniques (AFFIX)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 24

Association des industries des savons et des détergents (AISD)
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 47 47 60 00

Association française de la mécanique de haute précision
92038 La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 91

Association Française des Techniciens de l'Alimentation animale (AFTAA)
41 bis, boulevard de Latour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. : 01 47 53 09 85

Association nationale de la meunerie française (ANMF)
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 45 80

Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche (ANICC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Association pour la recherche et le développement de la chicorée de France
84, rue François-Herbo - 59310 Orchies
Tél. : 03 20 64 48 30

Autorité de régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP)
7, square Max Hymans - 75730 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 47 70 00

Banque de France
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75001 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Bibliothèque nationale de France
11, quai François-Mauriac - 75706 Paris Cedex 13
Tél. : 01 53 79 53 79

Bureau des longitudes - BDL
3, rue Mazarine - 75006 Paris
Tel. : 01 43 26 59 02

Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA)
11, place de la Liberté - BP 3 - 32800 Eauze
Tél. : 05 62 08 11 00

Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC)
23, Allée du Champ-de-Mars - BP 18 - 16101 Cognac Cedex
Tél. : 05 45 35 60 00

Bureau Véritas
17 bis, place des Reflets - La Défense 2
92400 Courbevoie
Tél. : 01 42 91 33 62

CITEPA (prévention, traitement des pollutions)
7, cité Paradis - 75010 Paris
Tél. : 01 44 83 68 83

Caisse des dépôts et consignations
56, rue de Lille - 75356 Paris Cedex 07 SP
Tél. : 01 58 50 00 00

Caisse nationale de prévoyance (CNP) Assurances
4, place Raoul-Dautry - 75716 Paris Cedex 15
Tél. : 01 42 18 88 88

Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance
29, rue de la Tombe Issoire - 75014 Paris
Tél. : 01 58 40 41 42

Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN)
10, rue du Faubourg Montmartre - 75440 Paris Cedex 09
Tél. : 01 53 81 82 20

Centre professionnel des statistiques de l'acier
173-179, boulevard Félix Faure - 93300 Aubervilliers
Tél. : 01 41 25 52 00

Chambre des notaires de Paris
12, avenue Victoria - 75001 Paris
Tél. : 01 44 82 24 00

Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques
22, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris
Tél. : 01 53 77 29 00

Chambre syndicale de l' industrie métallurgique
Place de l'Europe - 63300 Thiers
Tél. : 04 73 80 11 90

Chambre syndicale de l'édition musicale (CSDEM)
62, rue Blanche - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 09 29

Chambre syndicale des constructeurs de navires
47, rue de Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 00

Chambre syndicale des eaux minérales
10, rue de La Trémoille - 75008 Paris
Tél. : 01 47 20 31 10

Chambre syndicale des fabricants aliments chiens chats oiseaux (FACCO)
46, boulevard Magenta - 75010 Paris
Tél. : 01 48 03 29 11

Chambre syndicale des raffineurs de sucre
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 96

Chambre syndicale française de la levure
14, rue de Turbigo - 75001 Paris
Tél. : 01 45 08 54 82

Charbonnages de France
100, avenue Albert 1er - 92500 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 52 35 00

Comité central de la laine et des fibres associées
37, rue de Neuilly - BP 249 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 31 41

Comité central des armateurs de France (CCAF)
47, rue Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 52

Comité charbonnier de l'Importation et du Commerce (COCIC)
10, rue de Laborde - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 84 84

Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA)
2, rue de Presbourg - 75008 Paris
Tél. : 01 49 52 51 00

Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques
Avenue E-Van-Nieuwenhuyse - 4 - 1160 - Bruxelles - Belgique
Tél. : 00 32 26 76 74 55

Comité interprofessionnel du vin de Champagne (CIVC)
5, rue Henri-Martin - BP 135 - 51204 Épernay Cedex
Tél. : 03 26 51 19 30

Comité national des pêches maritimes et des élevages marins
134, avenue de Malakoff - 75116 Paris
Tél. : 01 72 71 18 00

Comité professionnel du pétrole
212, avenue Paul Doumer - 92500 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 08 10 57

Compagnie Française du Méthane
15, rue Lübeck - 75116 Paris
Tel. : 01 44 34 62 62

Confédération des industries céramiques de France (pour les argiles, kaolin, feldspath, carreaux, produits réfractaires, sanitaires, poterie, porcelaine)
3, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 58 18 30 40

Confédération des producteurs de papiers, cartons et celluloses (COPACEL)
154, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 24 00

Confédération française de la conserve (CFC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Confédération générale des planteurs de betteraves (CGB)
43, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 42 37

Confédération nationale des syndicats de fabricants de glace de France
64, rue Caumartin - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 72 28

Conseil économique et social
9, place d'Iéna - 75775 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 43 60 00

Conseil national du cuir
109, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75373 Paris Cedex 08
Tél. : 01 43 59 05 69

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)
Tour Mirabeau - 39-43 quai André Citroën - 75739 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 38 00

Direction des journaux officiels
26, rue Desaix - 75725 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 75 00

Électricité de France - (Observatoire du système électrique)
3, rue de Messine - 75008 Paris
Télex : EDFDPT 651098

Électricité de France - (Réseau de Transport d'Électricité)
34, rue Henri Régnault - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 41 02 10 00

Euronext Paris
39, rue Cambon - 75039 Paris Cedex 01
Tél. : 01 49 27 10 00

Fédération de la plasturgie
65, rue de Prony - 75854 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 16 16

Fédération de l'imprimerie et de la communication graphique (FICG)
68, boulevard Saint-Marcel - 75005 Paris
Tél. : 01 44 08 64 46

Fédération des agents généraux d'assurance (AGEA)
104, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris
Tél. : 01 44 01 18 55

Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
3, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 42 65 60 02

Fédération des chambres syndicales des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux
17, rue Amiral Hamelin - 75016 Paris
Tél. : 01 40 76 44 50

Fédération des cristalleries et verreries à la main et mixtes
114, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 42 68 81 81

Fédération des industries condimentaires de France
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Fédération des industries de la parfumerie
33, Avenue des Champs-Elysées - 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 67 89

Fédération des industries électriques - électroniques et des communications (FIEEC)
11, rue Amiral Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 05 70 70

Fédération des industries mécaniques
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 60 00

Fédération des industries nautiques françaises
Port Javel - 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 04 00

Fédération française de tuiles et briques de France (FFTB)
17, rue Letellier - 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 07 10

Fédération française des courtiers d'assurance et de réassurance (FCA)
91, rue Saint Lazare - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 19 12

Fédération française des industriels charcutiers, traiteurs, transformateurs de viande (FICT)
3, rue Anatole de la Forge - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 78 87

Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA)
1, rue Foucault - 75016 Paris
Tél. : 01 44 30 24 00

Fédération française du bâtiment (FFB)
33, avenue Kléber - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 51 00

Fédération française du cartonnage
15, rue de l'Abbé-Grégoire - 75006 Paris
Tél. : 01 45 44 13 37

Fédération industrielle ferroviaire
12, rue Bixio - 75007 Paris
Tél. : 01 45 56 13 53

Fédération internationale des bourses de valeur
176, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 58 62 54 00

Fédération internationale des vins et spiritueux (FIVS)
18, rue Aguesseau - 75008 Paris
Tél. : 01 42 68 82 48

Fédération nationale de coopérative bétail et viande (FNCBV)
49, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris
Tél. : 01 40 67 98 13

Fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris Cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 85

Fédération nationale des boissons
49, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. : 01 45 87 21 41

Fédération nationale des coopératives laitières (FNCL)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris Cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 90

Fédération nationale des huiles métropolitaines et industries dérivées (FEDHUIL)
12, avenue George V - 75008 Paris
Tél. : 01 47 23 38 84

Fédération nationale des industries des corps gras
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 20 25

Fédération nationale des travaux publics (FNTP)
3, rue de Berri - 75008 Paris
Tél. : 01 44 13 31 44

Fédération nationale du bois
6, rue François 1er - 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 52 00

France 2
Relations téléspectateurs
7, esplanade Henri-de-France - 75907 Paris Cedex 15
Tél. : 08 90 71 02 02

France 3
Relations téléspectateurs
7, esplanade Henri-de-France - 75907 Paris Cedex 15
Tél. : 08 90 71 03 03

France Télécom
BR/DCGC
Direction du reporting groupe
Direction générale
6, place d'Alleray - 75505 Paris Cedex 15
Tél. : 01 44 44 22 22

Gaz de France - Direction des services économiques et commerciaux
23, rue Philibert-Delorme - 75840 Paris Cedex 17
Tél. : 08 10 14 80 00

GIE AGIRC-ARRCO
16-18, rue Jules César - 75012 Paris
Tél. : 01 71 72 12 00

Groupement des constructeurs de matériel de chauffage central par l'eau chaude (CMC)
185, rue de Bercy - 75012 Paris
Tél. : 01 43 46 27 50

Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS)
8, rue Galilée - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 43 17 00

Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO)
185, rue de Bercy - 75012 Paris
Tél. : 01 43 46 27 50

Groupement des professions de la mesure
41-43, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 43 34 76 80

Groupement français des industries transformatrices des métaux en feuilles minces (GIMEF)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 10

Groupement français des papetiers utilisateurs de papiers recyclables (REVIPAP)
154, bd Haussmann - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 24 50

Groupement national interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et industries de transformation (GIPT)
9, rue d'Athènes - 75009 Paris
Tél. : 01 40 82 18 67

Groupement professionnel de la soierie et du tissage
55, chemin Choulans - 69005 Lyon
Tél. : 04 72 56 49 73

Institut de recherche et étude publicitaire (IREP)
62, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 71 73

Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM)
5, rue Roland Barthes - 75598 Paris cédex 12
Tél. : 01 53 44 41 41

Institut français du libre service
46, rue Clichy - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 32 80

Institut français du pétrole (IFP)
1 à 4, avenue de Bois-Préau - 92852 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 47 52 60 00

Institut national des appellations origine (INAO)
6, rue Fresnel - 14000 Caen
Tél. : 02 31 95 20 20

Institut national de l'audiovisuel (INA)
4, avenue de l'Europe - 94366 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 20 00

La Cinquième
10, rue Horace Vernet - 92785 Issy-les-Moulineaux Cedex 9
Tél. : 01 56 22 91 91

La Française des jeux
Relations joueurs - TSA 60030
92649 Boulogne-Billancourt Cedex
Tél. : 08 10 29 30 31

Les entreprises du médicament (LEEM)
88, rue de la Faisanderie - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 03 88 88

Maison de la Mécanique
39-41, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
tél. : 01 47 17 62 98

Malteurs de France
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 44 93

Médiamétrie
55-63, rue Anatole-France - 92300 Levallois-Perret Cedex
Tél. : 01 47 58 97 58

Mutualité sociale agricole
161, avenue Paul Vaillant-Couturier - 94250 Gentilly
Tél. : 01 49 85 50 00

Observatoire des énergies renouvelables - Observ'ER
146, rue de l'Université - 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 00 80

Office national interprofessionnel des céréales (ONIC)
21, avenue Bosquet - 75007 Paris
Tél. : 01 45 51 90 99

Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS)
232, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 42 86 32 00

Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT)
2, rue St Charles - 75740 Paris Cedex 15
Tél. : 01 73 00 50 00

Organisation nationale interprofessionnelle des oléagineux (ONIDOL)
12, avenue George V - 75008 Paris
Tél. : 01 40 69 49 50

Perva - Marché immobilier des Notaires
44, rue La Fayette - 75009 Paris
Tél. : 01 49 70 86 70

Radio-France
116, avenue du Président Kennedy - 75220 Paris Cedex 16
Tél. : 01 56 40 22 22

Radio-France Internationale (RFI)
116, avenue du Président Kennedy - 75016 Paris
Tél. : 01 56 40 12 12

Radio-télévision française d'Outre-Mer (RFO)
35-37, rue Danton - 92240 Malakoff
Tél. : 01 55 22 71 00

Régie autonome des transports parisiens (RATP)
54, quai de la Râpée - 75599 Paris Cedex 12
Tél. : 08 92 68 77 14

SERNAM
61, rue Chapelle - 75018 Paris
Tél. : 01 40 38 55 00

Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires (SCETA)
50, rue Paradis - 75010 Paris
Tél. : 01 45 23 56 36

Société française de production et de création audiovisuelles (SFP)
2, avenue de l'Europe - 94360 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 40 00

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)
Siège accueil
34, rue du Commandant Mouchotte - 75699 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 25 31 19

Société nationale interprofessionnelle de la tomate (SONITO)
54, avenue de Bonaventure - 84000 Avignon
Tél. : 04 90 86 64 39

Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP)
45, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 67 17

Syndicat de la mesure
92038 La Défense Cedex
Tél. : 01 43 34 76 80

Syndicat de la rizerie française
2, rue de Viarmes - 75001 Paris
Tél. : 01 40 41 03 52

Syndicat de la vittellerie française
41 bis, boulevard de la Tour Maubourg - 75007 Paris
Tél. : 01 44 42 90 20

Syndicat de l'édition vidéo
24, rue Marbeuf - 75008 Paris
Tél. : 01 42 25 33 04

Syndicat de l'industrie de l'outillage (SIO)
45, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 58

Syndicat de l'industrie des technologies de l'information (SFIB)
2, place de la Défense - BP 240 - 92800 Puteaux
Tél. : 01 46 92 24 35

Syndicat des constructeurs de compresseurs
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de machines papetières, de graphiques et d'emballage conditionnement (SCI PAG EMBALCO)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 50

Syndicat des constructeurs de matériel pour mines, tunnels et travaux souterrains (SYTRAMINES)
92038 La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 40

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de petites turbines hydrauliques (SCPTH) - Maison de la mécanique
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYTEMEL)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des eaux de source
Allée Charles V - 94300 Vincennes
Tél. : 01 43 65 51 18

Syndicat des fabricants d'équipements et de pièces automobiles (SFEPA) - Service statistique
79, rue Jean-Jacques-Rousseau - 92150 Suresnes
Tél. : 01 46 25 02 30

Syndicat du tréfilage de l'acier (STA)
6, rue La Pérouse - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 52 00

Syndicat français de la literie
6, avenue du Coq - 75009 Paris
Tél. : 01 42 81 26 26

Syndicat français de l'industrie cimentière
7, place de la Défense - 92974 La Défense Cedex
Tél. : 01 55 23 01 23

Syndicat français des enducteurs et calandreurs (SFEC)
65, rue Prony - 75017 Paris
Tél. : 01 44 01 16 44

Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques (SFTAS)
37, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 30 80

Syndicat général des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles (SYGMA)
19, rue Jacques-Bingen - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 85 90

Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : 01 46 37 22 06

Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes
2, rue de Bassano - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 47 23 55 50

Syndicat général des industries de matériels et procédés pour les traitement de surfaces (SITS)
39-41, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 73

Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie industrielle (SNCT)
92038 La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 71

Syndicat national de l'édition (SNE)
115, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : 01 44 41 40 50

Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP)
27, rue du Docteur Lancereaux - 75008 Paris
Tél. : 01 44 13 66 66

Syndicat national de l'estampage et de la forge (SNEF)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 17

Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 88

Syndicat national des déshydrateurs de France
49, avenue de la Grande Armée - 75016 Paris
Tél. : 01 44 17 95 79

Syndicat national des fabricants de bouillons et potages
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat national des fabricants de sucre de France
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 66

Syndicat national des fabricants de vinaigres
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des fabricants des boîtes d'emballages et bouchages métalliques (SNFBM)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 47

Syndicat national des fabricants des produits laitiers frais (SYNDIFRAIS)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris Cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 30

Syndicat national des industries cidricoles (CNIC)
44, rue d'Alésia - 75014 Paris
Tél. : 01 53 91 45 33

Syndicat national des transformateurs de poivres, épices, arômates et vanille
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national du café
3, rue de Copenhague - 75008 Paris
Tél. : 01 44 69 87 00

Syndicat national du caoutchouc et des polymères (SNCP)
60, rue Auber - 94400 Vitry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 57 57

Syndicat national du commerce du porc (SNCP)
17, place des vins de France - 75012 Paris
Tél. : 01 53 02 40 20

Syndicat national du décolletage (SND)
2, avenue de Châtillon - 74300 Cluses
Tél. : 04 50 98 07 68

Syndicat national du profilage des produits plats en acier (SNPPA)
6, rue de La Pérouse - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 47 23 09 02

Télédiffusion de France (siège social)
10, rue d'Oradour-sur-Glane - 75732 Paris Cedex 15
Tél : 01 55 95 10 00

Télévision française 1 (TF1)
1, quai Point-du-Jour - 92656 Boulogne-Billancourt Cedex
Tél. : 01 41 41 12 34

Total infrastructures Gaz de France (TIGF)
Siège social
49, avenue Dufau - BP 522 - 64010 Pau Cedex
Tél. : 05 59 02 76 62

Union des constructeurs de matériel textile de France (UCMTF)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 45

Union des fabricants français d'équipements pour boulangerie-pâtisserie, biscuiterie-biscotterie, glacerie-chocolaterie (UFFEB)
64, rue Caumartin - 75009 Paris
Tél. : 01 42 80 44 41

Union des industries chimiques (UIC)
14, rue République, Le Diamant A - 92800 Puteaux
Tél. : 01 46 53 11 80

Union des industries de la fertilisation (UNIFA)
Le Diamant A - 92909 La Défense Cedex
Tél. : 01 46 53 10 30

Union des industries d'équipement (MTPS)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 26

Union des industries du bois (UIB)
6, avenue Saint-Mandé - 75012 Paris
Tél. : 01 53 42 15 50

Union des industries textiles Nord (UIT Nord)
40, rue Eugène-Jacquet - 59708 Marcq-en-Baroeul
Tél. : 03 20 65 06 38

Union des semouliers de maïs (USM)
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 44 96

Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA)
4, place d'Estienne-d'Orves - 75009 Paris
Tél. : 01 48 78 51 00

Union française des industries pétrolières (UFIP)
4, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 40 53 70 00

Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéraulique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 92

Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 60

Union intersyndicale pour les statistiques de la manutention (UISM)
92038 La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 27

Union nationale des industries de la quincaillerie (UNIQ)
16, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 20 75

Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM)
3, rue Alfred-Roll - 75849 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 47 01

Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 69

Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques (UNITOP)
92038 La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 09

Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA)
28 bis, avenue Dumesnil - 75012 Paris
Tél. : 01 44 68 18 00

Union nationale interprofessionnelle des jus de fruits
23, boulevard des Capucines - 75002 Paris
Tél. : 01 47 42 82 82

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)
80, rue de Reuilly - 75012 Paris
Tél. : 01 53 17 20 00

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : 01 41 17 50 50. Télécopie : 01 41 17 66 66
www.insee.fr

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Jean-Michel CHARPIN

Cabinet du Directeur général : Christel COLIN

- **INSPECTION GÉNÉRALE** ..... **Michel HÉBERT**

Membres : Alain BOUVY - Jean-Étienne CHAPRON - André DE LOS SANTOS - Michel DEVILLIERS - Philippe DOMERGUE - Jacques GARAGNON - Alain GOY - Tanneguy de JOUVENCEL - Maryvonne LEMAIRE - Patrice ROUSSEL - Alain VIÉNOT - Joël ALLAIN

- **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** ..... **Olivier PERRAULT**

Conseiller pour les questions juridiques et contentieuses ..... Alexis TÉNÈZE
Mission de contrôle interne ..... Roger BOËDOT
Responsable de la sécurité des systèmes d'information ..... Gérard POUGETOUX
UNITÉ GESTION DES CARRIÈRES ..... **Alain CHARRAUD**
Chef-adjoint de l'UGC ..... Patrick PÉTOUR
DÉPARTEMENT DE LA PROGRAMMATION ET DE LA GESTION ..... **Marie-Hélène AMIEL**
Chef-adjoint du département ..... Guy BOURGEY
Adjoint au chef du département ..... Marie-France BOBIN
Division Comptabilité Générale ..... Bernard BRELOT
DÉPARTEMENT DU PERSONNEL ..... **Alain MARAIS**
Chef-adjoint du chef de département ..... Pierrre LAULHE
Adjoint au chef du département, chargé des ressources humaines ..... Gildas ROY
Cellule organisation des concours et examens ..... Claudette REBOUL
Cellule information interne ..... Pierre GHIGLIAZZA
Division développement et valorisation des ressources humaines ..... Germaine BRUDIEU
Division procédures générales de gestion du personnel ..... Christian ROBINET
Division gestion statutaire du personnel ..... Thérèse LÉVI
Division système de gestion et d'information du personnel ..... Gérard BALLAND
CEFIL ..... **Daniel HUART**
DÉPARTEMENT DES SERVICES GÉNÉRAUX ..... **Claudine LAGUZET**
Cellule conditions de travail et actions sociales ..... Rinaldo PIPARI
Division matériel et immobilier ..... Hervé BOUDIER
Division logistique de la direction générale ..... Jacques DUPONT

SPHÈRE INFORMATIQUE

Adjoint au Secrétaire Général pour les questions informatiques ..... **Jean-Pierre GRANDJEAN**
Division gestion des moyens ..... Jean-Pierre SIMON
DÉPARTEMENT PRODUCTION ET INFRASTRUCTURE INFORMATIQUES ..... **Jean-Louis JESTIN**
Adjointe au chef du département ..... Nathalie RENAUD MAZATAUD
Division Assistance, Installation, Documentation, exploitation ..... André CALMELS
Division production informatique et service aux utilisateurs ..... Viviane BRINDEJONT
Division infrastructure ..... Jean BUKIET
Division réseaux ..... Pierre CHEVAUGEON
Cellule technologies de la sécurité et de la communication ..... Franck COTTON
DÉPARTEMENT APPLICATIONS ET PROJETS ..... **Sylvain MOREAU**
Division conseil, assistance et méthodes pour les applications et les projets ..... Mireille MOUTARDIER
Division applications et projets pour le RP, les prix à la conso. et la démographie ..... Gérard ARRIVAULT
Division applications et projets pour les statistiques d'entreprises ..... Isabelle ANXIONNAZ
Division applications et projets pour les statistiques sociales ..... X..
Division applications et projets pour le secrétariat général, la DESE et la DCSRI .... Denis ROGY
Division applications et projets pour la Diffusion et l'action régionale ..... Jean-Pierre COURSON

- **DIRECTION COORDINATION STATISTIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES** ..... **Jean-Pierre PUIG**

DÉPARTEMENT DE LA COORDINATION STATISTIQUE ..... **Jean-Pierre LE GLÉAU**
Chef adjoint du chef de département ..... Gérard LANG
Division environnement juridique de la statistique ..... Michel ISNARD
Division relations avec les services statistiques des ministères ..... Françoise BALLU
Secrétariat du Conseil National de l'Information Statistique ..... Carla SAGLIETTI MANSARD
UNITÉ DES NORMES ET SYSTÈMES D'INFORMATION ..... **Chantal MADINIER**
Chef adjoint de l'unité, Division nomenclatures ..... Thierry LACROIX
Division coordination de la méta-information ... Antoine SANTOLINI
UNITÉ DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE INTERNATIONALE ..... **Alain TRANAP**
Division programmes de coopération ..... François COUTE
Division appuis et méthodes statistiques pour le développement ..... Pierre VERDIER
UNITÉ EUROPE ET RELATIONS MULTILATÉRALES ..... **Jean-Louis LHÉRITIER**
Chef adjoint de l'unité, Pôle méthodes comparées ..... Pascal.Maurice RIVIÈRE
Pôle gestion et animation des réseaux ..... Olivier GUILLEMIN

- **DIRECTION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES** ..... **Jean-Marc BÉGUIN**

UNITÉ RÉPERTOIRE ET DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES ET DES ÉTABLISSEMENTS ..... **Michel EURIAT**
Division administration du répertoire Sirene et démographie des entreprises ..... Catherine BERTHIER
Division mise à disposition du répertoire Sirene ..... Michel BRÉZAULT
DÉPARTEMENT SYSTÈME STATISTIQUE D'ENTREPRISES ..... **Emmanuel RAULIN**
Adjoint au chef de département. Directeur du programme RESANE ..... Raoul DEPOUTOT
Division harmonisation d'enquêtes auprès des entreprises ..... Philippe BRION
Division synthèse des statistiques d'entreprises ..... Mme Dominique FRANCOZ
Division information et travaux pour les entreprises ..... X..
DÉPARTEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE ..... **Laurence BLOCH**
Division prix de vente industriels ..... Lucien POLLINA
Division indicateurs conjoncturels d'activité ..... Jean-François LOUÉ Vincent THOLLON-POMMEROL
Division comptes et études de l'industrie ..... Claire PLATEAU
Division agriculture ..... **Benjamin CAMUS**
DÉPARTEMENT DES ACTIVITÉS TERTIAIRES ..... Mme Dominique BONNANS
Division Commerce ..... Xavier NIEL
Division Services .....

- **DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES** ..... **Stéfan LOLLIVIER**

Division études sociales ..... Christine CHAMBAZ
DÉPARTEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE ..... **Guy DESPLANQUES**
Cellule statistiques et études sur l'immigration ..... Catherine BORREL
Division enquêtes et études démographiques. ..... Stéphane JUGNOT
DÉPARTEMENT DE L'EMPLOI ET DES REVENUS D'ACTIVITÉ ..... **Sylvie LAGARDE**
Division exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus ..... Marie-Christine PARENT
Division emploi ..... Pascale BREUIL
Division salaires et revenus d'activité ..... Michel AMAR
DÉPARTEMENT DES PRIX À LA CONSOMMATION, DES RESSOURCES ET DES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES ..... **Françoise MAUREL**
Division prix à la consommation ..... M. Dominique GUEDES
Division logement ..... Alain JACQUOT
Division conditions de vie des ménages ..... Jérôme ACCARDO
Division revenus et patrimoine des ménages .. Pascal CHEVALIER
UNITÉ DES MÉTHODES STATISTIQUES ..... **Daniel VERGER**
Chef-adjoint de l'unité ..... Marc CHRISTINE
Division échantillonnage et traitement statistique des données ..... Vincent LOONIS
Division coordination des activités d'enquêtes et des méthodes de collecte ..... Paul JANSOLIN
UNITÉ RECENSEMENTS DE LA POPULATION ..... **Olivier LEFEBVRE**

Division organisation des recensements et des relations extérieures	Caroline ESCAPA
Division méthodes et traitements des recensements	Françoise DUPONT
Cellule infrastructures géographiques	Corinne CHEVALIER

• DIRECTION DES ÉTUDES ET DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES	**Alain CHAPPERT**
Directeur adjoint, DÉPARTEMENT DE LA CONJONCTURE	**Éric DUBOIS**
Cellule publications conjoncturelles	Jean-William ANGEL
Division enquêtes de conjoncture	Philippe SCHERRER
Division synthèse conjoncturelle	Karine BERGER
DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES D'ENSEMBLE	**Didier BLANCHET**
Division redistribution et politiques sociales	Cédric AFSA ESSAFI
Division croissance et politiques macroéconomiques	Hélène ERKEL
Division marchés et stratégies d'entreprise	Pauline GIVORD
DÉPARTEMENT DES COMPTES NATIONAUX	**Fabrice LENGLART**
Adjoint au chef du département	Jacques MAGNIEZ
Adjoint au chef du département	Dominique LADIRAY
Rédaction en chef rapport sur les comptes	Laurent GASNIER
Division synthèses générales des comptes	Adrien FRIEZ
Division synthèses des biens et services	Vladimir PASSERON
Division comptes trimestriels	Guillaume MORDANT
Division concepts, méthodes et évaluation des comptes nationaux	Jacques BOURNAY

• DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE	**Pierre AUDIBERT**
UNITÉ RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET ARCHIVAGE	**Alain RAVET**
Cellule mise à disposition et archivage	Ghislaine NALLET
Division documentation	Bernard LANCELOT
Cellule banque de données macroéconomiques	Catherine ROUGERIE
DÉPARTEMENT DE L'OFFRE ÉDITORIALE	**Michel BLANC**
Cellule rédaction en chef d'économie et statistique	Pierre MORIN
Division rédaction des publications	Daniel TEMAM
Division production éditoriale	Bernard HENNEQUIN
DÉPARTEMENT DE L'ACTION RÉGIONALE	**Bernard MOREL**
Division études territoriales	Jean-Luc LIPATZ
Division statistiques régionales locales et urbaines	Patrick REDOR
Mission conduite de l'action régionale	Joel CREUSAT
INSEE INFO-SERVICE	**Jean-Patrick BERNARD**
Adjoint au chef de département	Jean-Claude RENAUD
Division orientation et produits standard	Arnaud STÉPHANY
Division grands comptes	Philippe CLAIRET
Division communication externe	Claudine KAGAN
Bureau de presse	Sabine GROSDIDIER
Division mercatique et commercialisation	Nadine EISENMANN
UNITÉ AFFAIRES JURIDIQUES ET PRIX	**Jean MORIN**

• DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS ET RECHERCHE [GENES]	**Alain TROGNON**
ENSAE	**Sylviane GASTALDO**
Direction des études ENSAE	Philippe FÉVRIER
ENSAI	**Pierre JOLY**
Direction des études ENSAI	Éric LESAGE
CREST	**Stéphane GRÉGOIR**
Directeur du site rennais - Laboratoire de statistique et modélisation	Michel DELECROIX
Département de la recherche	Francis KRAMARZ
Laboratoire de finance-assurance	Christian GOURIEROUX
Laboratoire de microéconométrie	X…
Laboratoire d'économie Industrielle	Philippe CHONE
Laboratoire de sociologie quantitative	Yannick LEMEL
Laboratoire de macroéconomie	Guy LAROQUE
Laboratoire de statistique d'enquêtes	Jean-Claude DEVILLE
CEPE	**Olivier SAUTORY**
Directeur des études CEPE	Gaël DE PERETTI

Organigramme au 1er décembre 2006.

INDEX ALPHABÉTIQUE

(Avec numéro du chapitre et des tableaux correspondants)

A

ACCIDENTS
- Avion Q01 19
- Chemin de fer Q01 19
- Industriels et technologiques A02 12
- Mer Q01 19
- Route Q01 17, 18

ACCIDENTS DU TRAVAIL C02 6, 7
ACCROISSEMENT NATUREL B02 2
ACCUEIL (Jeunes enfants) F01 9
ACIER N02 15
ACTIFS C01
- Agricoles M01 3
- Financiers J01 7
- Monétaires J01 6
- Population B01 9, 10, C01 1, 7, 8, 17

ACTIONS (Voir aussi OBLIGATIONS) ..... J02 1 à 3, 5
- Cours J02 4A, 4B
- Émission J02 1

ACTIVITÉS
- Culturelles, récréatives, sportives (Effectifs) E03 5
- Entreprises ..... L01 3A, 3B, 4 à 6, 13
- Immobilières R03 15, 16
- Juridictions civiles, procédures au fond et référés (Nombre) H01 3
- Parquets et officiers du Ministère public (Nombre) H01 4
- Taux d'— C01 2

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE H01 2, 10
AÉRONAUTIQUE N02 8
AÉRONEF N02 8, Q01 16, 19
AÉROPORT Q02 16, 17
AFFAIRES CIVILES NOUVELLES H01 3
ÂGE
- Mariages par — B02 9
- Moyen des mères B02 5, 8, 11
- Population par — ..... B01 1 à 8

AGENCES DE VOYAGE
- Données des entreprises R02 1
- Effectifs R05 1, 2

AGENTS DE L'ÉTAT
- Effectifs ..... C01 12 à 14
- Rémunération, indice ..... D01 10 à 13

AGRÉGATS
- Comptabilité nationale I01 15
- De monnaie J01 3
- Des secteurs institutionnels I01 7
- Par habitant I01 8

AGRICULTURE M01
- Indices de prix agricoles M01 18, 19

AIDE SOCIALE
- Bénéficiaires D02 5, 7
- Dépenses d'— D02 3, 5

AIR (Mesure de la qualité) A02 6
AIRES URBAINES A01 7
ALCOOL (Production) M01 11
ALIMENTAIRES (Industries agricoles et —) N01 2, 3, N02 1
ALIMENTATION
- Dépenses d'— E01 1A, 1B
- Indices de prix ..... I02 1 à 4

ALIMENTATION POUR ANIMAUX (Indices de prix) M01 19
ALLOCATIONS
- Demandeurs d'emploi C01 11
- Familiales (Bénéficiaires et montants) D02 6, 7
- Logement D02 7

ALUMINIUM N02 15

AMEUBLEMENT
- Indices de prix à la consommation I02 1, 2
- Industrie de l'— N02 6

ANIMAUX
- Indices de prix des produits — M01 18, 19
- Production animale M01 13, 14

APATRIDES B03 14
APPAREIL PRODUCTIF L01
APPAREILS
- D'émission et de transmission N02 10
- Domestiques N02 6

APPRENTIS G01 1, 2, 14
ARCHÉOLOGIE E03 3
ARMES (Et munitions) N02 9
ART E03
ARTICLES DE SPORT E01 3
ARTICLES DE VOYAGE (En cuir) N02 3
ASSURANCES ..... R03 6 à 14
- Indices de prix à la consommation I02 1, 2
- Maladie, volume d'actes remboursés F01 4
- Non-vie ..... R03 6, 8 à 12
- Vie ..... R03 6, 8 à 12

AUDIOVISUEL
- Budget du secteur public R01 9
- Dépenses publicitaires des entreprises R01 11

AUTOBUS, AUTOCAR
- (Parc et immatriculations d'—) Q01 10, 12, Q02 6

AUTOFINANCEMENT (Taux d'—) I01 10
AUTOMOBILE
- Achat E01 2, 4
- Commerce et réparation ..... P01 3 à 9, 11
- Construction N02 7
- Équipements ..... E01 5 à 7, N02 7
- Immatriculations Q01 10, 11
- Indices de prix I02 1
- Industrie ..... N01 3, 5 à 7, 10, 11, 14, N02 7
- Multi-équipement en — ..... E01 5 à 7
- Parc et immatriculations d'— ..... Q01 10 à 12
- Taux d'équipement des ménages en — ..... E01 5 à 8

AVION Q01 15, 16

B

BACCALAURÉAT ..... G01 7 à 9
BALANCE DES PAIEMENTS K02
- Comparaisons internationales K02 4
- Investissements directs en flux K02 5A, 5B

BALANCE DU COMMERCE EXTÉRIEUR K01 1, 2, 4
BANQUES (Opérations de —) ..... R03 1 à 3
BATEAU
- Commerce Q01 13, Q02 7
- Construction navale N02 8
- Pêche M01 27
- Plaisance R02 14, 15

BÂTIMENT
- Agricole N03 5
- Autre que logement N03 5
- Données générales ..... N03 1 à 3
- Industriel N03 5
- Production de bâtiment et de travaux publics N03 9

BESOIN DE FINANCEMENT I01 7, 15
BIBLIOTHÈQUE E03 4
BIENS DE CONSOMMATION COURANTE
- Indices de prix à la production dans l'industrie N01 14
- Industrie des — ..... N01 3, 5 à 7, 10, 11, 14

BIENS D'ÉQUIPEMENT (Industrie des —) ..... N01 3, 5 à 7, 10, 11, 14

BIENS DURABLES
Consommation, équipement ... E01 1A, 1B, 2 à 8
Électroménager ... N02 6
BIENS INTERMÉDIAIRES
Indices de prix à la production dans l'industrie ... N01 14
Industrie des — ... N01 3, 5 à 7, 10, 11, 14
BIJOUTERIE, JOAILLERIE ET ORFÈVRERIE ... N02 6
BILAN
Banque de France ... R03 2
Banques d'outre-mer ... R03 3
De l'énergie ... O01 1
Des entreprises ... L01 14, 15
Institutions financières et monétaires ... R03 2
Sociétés d'assurance ... R03 11
BIOCARBURANT ... O02 31
BITUMES ... O02 10
BOIS
Bilan de la matière bois ... M01 26
De chauffage (consommation) ... O02 30
Exploitation forestière ... N01 2, N02 2
Industrie du — ... N02 13
Production ... M01 24, 25
BOIS ET PAPIERS (Industrie) ... N02 13
BOISEMENT ... M01 23
BOISSON
Consommation des ménages ... E01 1A, 1B, 4
Indices de prix à la consommation ... I02 1, 2
BONS DU TRÉSOR ... J03 2
BOURSE ... J02
BREVETS D'INVENTION ... L02 1 à 3
Par domaine technologique ... L02 3
Pays étrangers ... L02 2
BROSSERIE ... N02 6
BUDGET
De l'État ... J03 1 à 6
Ménages ... E01 9

C

CAC 40 ... J02 4A, 5, 7
CADES (Voir DETTE SOCIALE)
CAISSE D'ÉPARGNE ... J01 8
CAMIONS (Parc et immatriculations de —) ... Q01 10, 12
CAMPING-CARAVANING ... R02 6, 7, 9
CAOUTCHOUC ... N02 14
CAPACITÉ DE FINANCEMENT ... I01 7, 15
CAPITAL (Compte de —) ... K02 1, 2, 4
CAPITALISATION BOURSIÈRE ... J02 2, 6
CARBURANT (Prix et indices de prix) ... I02 1
CARTON ... N02 13
CASINOS (Produits des jeux) ... R05 7
CASSETTE ... R01 6
CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE
Familles par — ... B04 5
Ménages par — ... B04 4
Navettes par — ... B01 11
Population par — ... B01 8
Revenus par — ... D01 1, 3, 8 à 11
Salariés par — ... C02 2, 4
CÉLIBATAIRE ... B01 3, B02 9, 10, 12
CENTRALE ÉLECTRIQUE
Effectifs ... O02 18
Puissance ... O02 15
CENTRE DE LOISIRS ET DE VACANCES ... E04 2, 3
CENTRES RÉGIONAUX D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE
(CREPS) ... E04 4
CÉRÉALES (Production de —) ... M01 10
CHAÎNES HERTZIENNES NATIONALES
(Genre de programmes des —) ... R01 12
CHAMBRES
D'hôtel ... R02 2 à 5
D'hôtes ... R02 8, 9
CHANTIER NAVAL ... N02 8
CHARBON ... O02 1 à 6
Bilan de l'énergie ... O02 1
CHASSE
Permis délivrés ... E05 11
Plans de — ... A02 5
CHAUDRONNERIE, CHAUDIÈRES ... N02 9
CHAUSSURE (Industrie de la —) ... N02 3
CHEMIN DE FER ET MATÉRIEL FERROVIAIRE ... N02 8, Q01 9
CHEPTEL ... M01 9, 13
CHERCHEUR ... R04 3 à 5, 8
CHIFFRE D'AFFAIRES
À l'exportation ... N01 1, 2, L01 13
Commerce ... P01 3
Construction ... N03 1 à 3
Entreprises ... L01 12, 13
Industrie ... N01 1, 2, 6, 9, 11, 12, N02 1
La Française des jeux ... R05 6
Par activité (Indice) ... L01 21, 22
Presse ... R01 1 à 3
CHIMIE ... N02 14
CHÔMAGE
Au sens du BIT ... C01 3, 11
Taux de — ... C01 3, 4, 15, 18
CHÔMEURS ... C01 1, 3, 11
CHSCT (Établissements et salariés couverts par un —) ... C02 9
CIMENT ... N02 11
CINÉMA ... E03 7, R01 15, 16
CIRCULATION ROUTIÈRE (Accidents) ... Q01 17, 18
CLASSES (Nombre de —) ... G01 4, 6
CLUB SPORTIF ... E04 5
CODEVI ... J01 8, 9
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
Effectifs ... C01 17
COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER
Bilan des banques ... R03 3
Commerce extérieur ... K01 10
Démographie ... B01 6, B02 17
Indices de prix à la consommation ... I02 4
Justice ... H01 2
Population ... A01 4, B01 6, B02 17
Superficie ... A01 4
Transport aérien ... Q02 15
COMBUSTIBLES (Minéraux solides) ... O02 1
COMITÉ D'ENTREPRISE ... C02 9 à 11
COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (Voir CHSCT)
COMMERCE ... P01
Activité artisanale ... P01 4, 5, 8
De détail ... P01 4 à 9, 11
De gros ... P01 10
COMMERCE EXTÉRIEUR ... K01
Par pays ... K01 2, 3, 8
Par produit ... K01 4 à 7
Par zone ... K01 2, 8
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
(Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et UNION EUROPÉENNE)
COMMUNES
Fonctionnement, investissement ... J03 10, 11
Nombre de — ... A01 3, 5 à 7, 9 à 11
Population ... A01 5, 6, 9 à 11
COMMUNICATION ... R01
COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ... R01 17
COMPOSANTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES ... N02 16
COMPTABILITÉ NATIONALE ... I01
COMPTE
De capital ... K02 1, 2, 4
De transactions courantes ... K02 1, 2, 4
Financier ... K02 1, 2, 4
Sur livret ... J01 9
COMPTE DE LA BRANCHE (Agriculture) ... M01 15
COMPTE DE RÉSULTAT (Entreprises d'assurances) ... R03 9, 10
COMPTE D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES ... L01 14
COMPTE EXCEPTIONNEL DES ENTREPRISES ... L01 14
COMPTE FINANCIER DES ENTREPRISES ... L01 14
CONCENTRATION DES GROUPES D'ENTREPRISES ... L01 17
CONCENTRATIONS ATMOSPHÉRIQUES ... A02 6
CONDAMNATIONS ... H01 7
CONDITIONS DE TRAVAIL ... C02
CONFLITS DU TRAVAIL ... C02 8
CONFORT DES LOGEMENTS ... E02 3
CONGÉLATEUR (Taux d'équipement des ménages en —) ... E01 5 à 7

CONSOMMATION
Alimentaire ... E01 1A, 1B, 4
De charbon ... O02 1, 5, 6
De gaz ... O02 21, 25, 26
De produits pétroliers ... O02 7, 12, 13
D'électricité ... O02 14, 17
D'énergie ... O01 1, 5, 9
Dépenses de — finale ... I01 1 à 3, 7 à 9
Des ménages ... E01 1A, 1B, 2 à 4
Médicale ... F01 1
Par habitant ... I01 8
CONSTRUCTION
Aéronautique et spatiale ... N02 8
Comparaisons européennes ... N03 7
Électrique et électronique ... N02 10, 16
Indice du coût de la — ... E02 9
Indices annuels de la — ... N03 7
Logement ... N03
Matériaux de — ... N02 11
Mécanique ... N02 9
Métallique ... N02 9
Navale ... N02 8
CONTRAT (À durée déterminée) ... C01 9
CONTRAVENTIONS ... H01 4, 6
CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE (CSG) ... D01 5, J03 3
COUR D'ASSISES ... H01 6
COURSES DE CHEVAUX (Prélèvements) ... R05 3, 4
COÛT (Main-d'œuvre) ... D01 14 à 16
CRDS (Voir DETTE SOCIALE)
CRÉATIONS D'ENTREPRISES ... L01 5 à 8
CRÉDIT
Crédit-bail ... R03 4, 5
Établissements de — ... J01 12, R03 1
Institutions financières monétaires ... J01 11
Interne ... J01 11, 12
CRIME ... H01 1, 4, 5, 7
CUIR (Industrie du —) ... N02 3
CUIVRE ... N02 15
CULTURE ... E03
CULTURELS (Fréquentation des lieux —) ... R02 13
CULTURES AGRICOLES INDUSTRIELLES ... M01 10
CYCLES ... N02 8

D

DÉCÈS ... B02 1, 12 à 18
Par cause ... F01 13
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES ... L01 10
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL ... C02 9, 10
DÉLITS ... H01 1, 4, 7
DEMANDE D'EMPLOI (Voir aussi CHÔMAGE) ... C01 11
DÉMOGRAPHIE ... B01, B02, B03, B04
Indicateurs synthétiques ... B02 3
DENSITÉ DE POPULATION ... A01 1, 3, 4, 6, 8, 9
DÉPARTEMENT
Aide sociale ... D02 5
Fonctionnement, investissement ... J03 10, 11
Population ... A01 2, 3
Superficie ... A01 3
DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER
Actifs ... B01 9, 10, B03 3, C01 18
Bilan agrégé des banques ... R03 3
Caractéristiques principales de l'agriculture ... M01 17
Catégories socioprofessionnelles ... B01 8
Chômage ... C01 18
Commerce extérieur ... K01 9
Démographie ... B02 1, 2, B03 3, B04 2, 4
Diplôme ... B01 7
Étrangers ... B03 3
Exploitations agricoles ... M01 16
Exploitations forestières ... M01 22
Indices de prix à la consommation ... I02 3
Masse monétaire ... J01 13
Médecins ... F01 5
Ménages ... B04 2, 4
Migrations ... B01 13
Monnaie, crédit ... R03 3
Navire de plaisance (Immatriculations) ... R02 15
Pharmaciens ... F01 5
Population ... A01 2, 3, 11, B01 5 à 8, C01 18
Superficie forestière ... M01 22
Trafic maritime ... Q02 12
Transport aérien ... Q02 15
Utilisation du territoire ... M01 17
DÉPENSE
Formation professionnelle continue et apprentissage ... G01 26
Intérieure d'éducation ... G01 24, 25
Pour l'emploi ... C01 16
Pour l'environnement ... A02 16, 17, N01 8
Santé ... F01 1 à 3
DÉPLACEMENTS (Domicile-travail) ... B01 11
DÉPÔT
À terme ... J01 9
À vue ... J01 9
DESSINS ET MODÈLES (Déposés) ... L02 5
DETTE DE L'ÉTAT ... J03 2
DETTE SOCIALE (Contributions pour le remboursement de la — (CRDS)) ... D01 5, J03 3
DEVIS CNC
Production aidée par genre ... R01 10
Production de films ... R01 15
DEVISES (Cours des) ... J02 8
DIPLÔME ... G01 8, 9, 13A, 13B, 18, 20, 21
Animateur ... E04 1
Au recensement ... B01 7
Directeur ... E04 1
DIPLÔMES SPORTIFS ... E04 1
DISQUE COMPACT ... R01 6, 7
DIVORCE ... B02 1, 3, 9, 10, 12, 17, 18
DONNEURS D'ORDRE ... N01 10
DURÉE ANNUELLE DU TRAVAIL (Par secteur d'activité) ... C02 1, I01 13
DVD ... R01 7

E

EAU
De pluie ... A02 8
Pollution ... A02 9 à 11
EAUX DE BAIGNADE (Qualité des —) ... A02 9
ÉCHANGES EXTÉRIEURS ... K01
ÉCOLES
Maternelles et primaires ... G01 3, 4
Supérieures ... G01 10, 11
ÉCONOMIES D'ÉNERGIE (Par secteur) ... O01 6
EDF-GDF (Voir ÉLECTRICITÉ et GAZ)
ÉDITION
Livres ... R01 5
Presse ... R01 1 à 3
ÉDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION ... N02 4
ÉDUCATEURS ET CADRES SPORTIFS (Brevet d'État) ... E04 1
ÉDUCATION ... G01
Budget ... G01 24, 25
EFFECTIF (Voir aussi SALARIÉ)
Agents de l'État ... C01 12 à 14
Budgétaire de la justice ... H01 2
Dans les entreprises ... L01 13, N01 1, 2, N02 1
Par branche d'activité ... D01 2, 3
EFFECTIFS
De la fonction publique territoriale ... C01 17
D'élèves ... G01 1 à 6, 16 à 18
D'étudiants ... G01 1, 10 à 12, 16 à 18
Par taille d'établissement ... C01 6
Secteur de l'assurance ... R03 7
EFFET DE SERRE ... A02 7
ÉLECTIONS (Aux comités d'entreprises) ... C02 11
ÉLECTRICITÉ
Bilan de l'énergie ... O01 1
Comparaisons internationales ... O02 20
Consommation des ménages ... E01 1A, 1B, 4
Production ... O01 2, 3, O02 14, 15, 19
ÉLÈVES ... G01 1 à 6, 17
De terminale ... G01 7

EMPLOI
Biens et services ..... I01 1 à 3
Demandes d'— (en fin de mois) C01 11
Du temps des adultes E01 11
Intérieur I01 11, 12
Salarié I01 12
ENDETTEMENT INTÉRIEUR J01 4
ÉNERGIE
Bilan O01 1
Comparaisons internationales O01 8, 9
Économies d'— O01 6
Exportations O01 1
Grandeurs caractéristiques O01 2
Importations O01 1
Nucléaire O02 14, 15, 19
Primaire ..... O01 1, 3 à 5, 8, 9
ÉNERGIES RENOUVELABLES ..... O01 1, 3 à 5, O02 27, 32
ENFANT
Légitime ..... B02 1, 4 à 7
Naturel B02 4, 5
Qualité juridique B02 4, 5
Sans vie B02 1, 4, 18
ENGRAIS N02 14, M01 8
Indices de prix M01 19
ENREGISTREMENTS (Sonores, vidéos, informatiques) N02 4, 6
ENSEIGNANTS G01 22, 23
ENSEIGNEMENT G01
Agricole G01 16
Art, musique, histoire de l'art G01 17
Sanitaire et social G01 18
Supérieur ..... G01 10 à 12, 13A, 13B, 16 à 18
ENTREPRISES
De l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) ..... L01 2, 3A, 3B, 4 à 6, 8, 11
Forme juridique L01 4, 12
Groupes ..... L01 16 à 20
Nombre d'— ..... L01 1, 11 à 13, N01 1, 2, 9 à 12, N03 1, 2, R05 2
Par activité L01 3A, 3B, 4, 13
Par taille L01 1, 3A, 3B, N01 5, 6, 10, 11, N03 2, 3
Performances des — L01 21, 22
PME L01 3A
Rentabilité N01 5
Selon régime fiscal L01 12
Transport routier Q01 1
ENTREPRISES INDUSTRIELLES
Grandes N01 12
Par secteur ..... N01 1, 2, 5 à 7, 10, 11
PMI N01 12, 13
Principales évolutions N01 6
Principales grandeurs N01 12
ENVIRONNEMENT A02
Dépense A02 16, 17, N01 8
ÉPARGNE J01 8
Brute I01 7, 8
Taux d'— I01 9
ÉPURATION A02 10
ÉQUIPEMENT
Culturel E03
Électroménager N02 6
Indices de prix à la production dans l'industrie N01 14
Ménages ..... E01 5 à 8
Ménages de l'Union européenne E01 8
Touristique R02 2, 3, 6, 8, 9
ÉQUIPEMENTS
Automobiles N02 7
Mécaniques N02 9
ESPACES NATURELS A02 2
ESPÈCES
Animales (État des —) A02 4
De vertébrés (État des —) A02 3
ESPÉRANCE DE VIE B02 3, 15, 16, 18
ÉTABLISSEMENTS
De commerce P01 2
De crédit J01 12, R03 1
De l'industrie, du commerce et des services (ICS) L01 3B
De travail temporaire C01 10
Employeurs (Activités immobilières) R03 15, 16
Employeurs (Services aux entreprises) R05 1
Employeurs (Services aux particuliers) R05 1
Enseignement G01 6, 14, 16, 18
Hospitaliers (Équipement et activité) F01 7, 8
Par activité L01 3B
Par taille L01 3B
Tourisme R02 2, 3, 9
ÉTAIN N02 15
ÉTAT
Dépenses J03 1, 5
Dette J03 2
Recettes J03 1, 6
ÉTAT MATRIMONIAL B01 3, B02 9, 10, 12, B03 15
ÉTAT-CIVIL B02
ÉTRANGERS B03
Dépenses des touristes — R02 10
Famille B03 8
Fécondité B02 7
Natalité des — B02 7
Nationalités ..... B03 1, 2, 5, 8, 12 à 14, 16
Par activité économique B03 7, B03 16
Par âge B03 2, 4, 10, 15
Par catégorie socioprofessionnelle B03 6
Par sexe ..... B03 2 à 7, 9, 10, 15
Permanents B03 15, 16
Salariés B03 3, 7
ÉTUDIANTS ..... G01 1, 2, 10 à 12
Par origine socioprofessionnelle G01 12
EURO
Indices de la production industrielle dans la zone — N01 4
Parité J01 1
EXCÉDENT NATUREL B02 1, 2
EXPLOITATION
Agricole M01 1, 2, 16
Compte d'— L01 14
Forestière N01 2, N02 2
EXPORTATIONS (Voir aussi COMMERCE EXTÉRIEUR) ..... K01 1 à 10
Comptabilité nationale I01 1, 2, 15
D'électricité O01 1, O02 14

F

FAMILLES
Monoparentales B04 1, 5, 6
Nombre d'enfants B03 8, B04 5, 6
Par catégorie socioprofessionnelle B04 5
FBCF (Voir aussi INVESTISSEMENT)
Comptabilité nationale I01 1, 2
FÉCONDITÉ B02 3, 8
FÉDÉRATION SPORTIVE E04 5
FER (Minerais de —) N02 11
FERRO-ALLIAGE N02 15
FERROVIAIRE
Matériel — N02 8, Q01 9
Transport — ..... Q02 1 à 3
FILATURE N02 12
FILM
Cinéma R01 15, 16
Coût R01 15
Télévision R01 10
FINANCEMENTS J01 5
FINANCES
Marché financier J02
Publiques J03
FIOUL O02 10
FLOTTE
Aérienne Q01 15
Commerciale Q01 13, 14
Fluviale Q01 13
Pêche M01 27
FONCTIONNAIRE (Traitement, rémunération) ..... D01 10 à 13
FONDERIE (Travail des métaux) N02 15
FONTE N02 15
FORÊT ..... M01 20 à 25
Incendies de — A02 13
FORMATION G01
Professionnelle continue G01 19, 26, 27
FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES E03 3
FOURRURES (Industrie des —) N02 3

FRUITS
Consommation des ménages E01 4
Indices de prix à la production et de gros M01 18
Prix, indices de prix à la consommation I02 1
Production M01 12
FTSEurofirst J02 4A, J02 7

G

GAINS SALARIAUX D01 8, 9
GAZ ..... O02 21 à 26
Bilan de l'énergie O01 1, O02 21
Comparaisons internationales O02 25, 26
De France (Effectif) O02 23
Émissions de — A02 7
GAZODUC (Transport du gaz) O02 22
GAZOLE (Ventes) O02 10
GÉNIE CIVIL N03 1, 2
GIBIER (Chasse) A02 5
GRANDES SURFACES (Commerce) P01 1
GRÈVES C02 8
GROS ŒUVRE N03 1
GROUPE D'ENTREPRISES ..... L01 16 à 20
Concentration L01 17

H

HABILLEMENT
Dépenses des ménages E01 1A, 1B, 3
Indices de prix à la consommation I02 1, 2
Industrie de l'— N02 3
HABITATION (Voir LOGEMENT)
HANDICAPÉS
Allocations aux — D02 5, 13
Établissements pour — F01 11
HÉBERGEMENT ..... R02 2 à 9
HÉLICOPTÈRE Q01 16
HEURES SUPPLÉMENTAIRES C02 1
HIPPODROMES (Recettes) R05 5
HÔPITAUX
Équipements F01 9
Établissements F01 7, 8
HOSPITALISATION
Activité F01 10
Équipement F01 9
Principaux indicateurs F01 10
HÔTEL (Salariés) R05 1, 2
HÔTEL, RESTAURANT (Données des entreprises) R02 1
HÔTELLERIE
Homologuée ..... R02 2 à 5
Indices de prix I02 1, 2
HOUILLÈRES
Effectif O02 2
Production O02 4
HYDRAULIQUE (Électricité) O02 14, 15
HYPERMARCHÉ P01 1

I

IMMATRICULATIONS
De navires R02 14, 15
De véhicules Q01 10, 11
IMMIGRANTS (Type de procédure) B03 14
IMMIGRÉS
Par âge B03 10
Par pays de naissance B03 9, 10
Par sexe B03 9, 10
IMPORTATIONS (Voir COMMERCE EXTÉRIEUR) ..... K01 1 à 10
Comptabilité nationale I01 1, 2, 15
De gaz O02 21
IMPÔT ..... J03 6 à 9
Sur le revenu J03 8, 9
IMPRIMERIE N02 4
INCENDIES DE FORÊTS A02 13
INDEMNITÉS (Catastrophes) A02 14
INDICATEUR (Des entreprises) N01 5, R03 16, R05 2
INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES B02 3, 8, 11, 13, 17
INDICATEURS MONÉTAIRES J01 14
INDICE
De production industrielle N01 3, 4
De prix I02
De prix à la production dans les services R05 8
De prix à la production dans l'industrie N01 14
De prix agricoles à la production M01 18
De prix des logements anciens E02 11
De référence des loyers E02 10
Des traitements des fonctionnaires D01 13
Du coût de la construction E02 9
INDICES
Boursiers J02 4A, 4B, 7
De chiffre d'affaires par activité L01 21, 22
De commerce extérieur (Valeur) K01 5B, 7, 8
De commerce extérieur (Volume) K01 5A
De prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) M01 19
De prix à la consommation harmonisés (IPCH) I02 5, I01 17
De prix à la consommation ..... I02 1 à 4
Internationaux J02 7
INDUSTRIE
Automobile ..... N01 3, 5 à 7, 10, 11, N02 7
Données générales N01
Indices de prix à la production N01 14
Manufacturière N01 4, 7, 13
Pharmaceutique N02 5
INDUSTRIE DU POISSON (Effectif, chiffre d'affaires) N01 2, N02 1
INDUSTRIE LAITIERE (Effectif, chiffre d'affaires) N01 2, N02 1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES N01 2, N02 1
INDUSTRIES ALIMENTAIRES (Autres) N01 2, N02 1
INDUSTRIES DES ALIMENTS POUR ANIMAUX (Effectif, chiffre d'affaires) N01 2, N02 1
INDUSTRIES DES BOISSONS (Effectif, chiffre d'affaires) N01 2, N02 1
INDUSTRIES DES FRUITS ET LÉGUMES (Effectif, chiffre d'affaires) N01 2, N02 1
INDUSTRIES DES VIANDES (Effectif, chiffre d'affaires) N01 2, N02 1
INFORMATION R01
INFRACTIONS H01 1
INNOVATION L02
Par secteur d'entreprise L02 6
INSERTION PROFESSIONNELLE G01 21
INSTITUTEUR G01 22, 23
INSTITUTIONS FINANCIÈRES R03 1, 2
INSTRUMENTS
De mesure N02 10
De musique N02 6
INTERCOMMUNALITÉ J03 12
INTÉRIM C01 9
INTERMÉDIAIRES (Du commerce) P01 10
INTERNET
Abonnés R01 18
Monde R01 18
Taux de connexion R01 18
INVESTISSEMENT
Antipollution N01 8
Construction N03 8, 9
Corporel N01 1, 2, N02 1, 2
Direct (en flux) K02 5A, 5B, 6
Industriel N01 7
International K02 6
Par secteur N01 7
Productif N01 6
IPAMPA M01 19
IPCH (Voir INDICES DE PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉS) I01 17, I02 5
IVG F01 14

J

JEUNESSE
Et sports E04
Juridiction de la — H01 8, 9
JEUX N02 6
D'argent ..... R05 5 à 7
JOUET N02 6
JOURNAUX (Presse, édition, ventes) ..... R01 1 à 3, N02 4
JUGES D'INSTRUCTION (Activité) H01 5
JURIDICTION (De la jeunesse) H01 9

JURIDICTION CIVILE (Activité) H01 3
JUSTICE ET POLICE JUDICIAIRE H01

L

LAIT
Consommation des ménages E01 4
Production, chiffre d'affaires N02 1
LAVE-LINGE
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 7
LAVE-VAISSELLE
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 8
LECTURE E03 6
LÉGUMES
Consommation des ménages E01 4
Prix de détail et indices de prix à la consommation I02 1
Production M01 12
LICENCE - MASTER - DOCTORAT (LMD) G01 13B
LICENCE SPORTIVE E04 5
LIEUX CULTURELS ET RÉCRÉATIFS (Fréquentation) R02 13
LIGNES
Aériennes Q02 15
Électriques O02 16
Installations SNCF Q01 6
LIVRET JEUNE J01 8, 9
LOCATAIRE E02 2, 7, 8
LOCOMOTIVE (Construction) N02 8
LOGEMENT E02
Autorisé N03 4
Budget des ménages E01 1A, 1B, 2, 9
Commencé N03 6
Confort E02 3
Époque d'achèvement E02 4
Indice du coût de la construction E02 9
Indices de prix à la consommation I02 1, 2
Individuel et collectif E02 4, N03 6
Neuf N03 10
Nombre de personnes par logement et par pièce E02 6
Nombre de pièces E02 4, N03 4, 10, 11
Parc locatif social N03 11
Selon l'âge de la personne de référence E02 2, 6
Vacant E02 1
Ventes-stocks N03 10
LOGEMENTS ANCIENS (Indices de prix en France, à Paris et en province) E02 11
LOI DE FINANCES (Exécution) J03 1
LOISIRS E05
Sports E04
LOTO R05 6
LOYERS
Indices de prix à la consommation I02 1
Indice de référence des — E02 10
LUNETTES (Production) N02 6

M

MAASTRICHT (Critères de convergence de l'Union européenne au sens du Traité de —) I01 17
MACHINE AGRICOLE
Construction de — N02 9
Indices de prix M01 19, N01 14
MACHINE OUTIL N02 9
Indices de prix M01 19, N01 14
MACHINES DE BUREAU N02 10
MAGNÉTOSCOPE (Taux d'équipement des ménages et fabrication) ..... E01 5 à 8, N02 6
MAISON
Familiale de vacances R02 8, 9
Individuelle N03 2
MAISONS (D'édition) R01 4
MALADIE
Longue F01 12
Professionnelle C02 5
MALT N02 1
MARCHANDISES
Trafic aérien ..... Q02 14 à 17
Trafic ferroviaire Q02 2, 3
Trafic maritime ..... Q02 9 à 13
MARCHÉ
Des communications électroniques R01 17
Dérivés J02 5
Financier, bourse J02
MARCHÉ DU TRAVAIL C01 11
MARIAGE B02 1, 9, 10, 17
MARIN-PÊCHEUR M01 28
MAROQUINERIE N02 3
MARQUE DÉPOSÉE L02 4
MASSE MONÉTAIRE J01 13
MASSE SALARIALE D01 2, 9
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET CÉRAMIQUE N02 11
MATÉRIEL
Agricole (acquisition) N02 9, M01 7
De commutation et de télécommunications N02 10
Électrique N02 10, 16
Électroménager N02 6
Ferroviaire N02 8
Informatique N02 10
Médico-chirurgical et d'orthopédie N02 10
Photographique N02 6
MATERNITÉ (Prestations de —) D02 2, 7
MATIÈRES PLASTIQUES N02 14
MÉCANIQUE (Industrie) N02 9
MÉDECIN F01 5, 6
MÉDIAS R01
MÉDICAMENTS N02 5
MÉNAGES
Âge de la personne de référence B04 1
Dom B04 2, 4
Équipement ..... E01 5 à 7
Nombre de — B04 2, 4
Nombre de personnes du — B04 2
Population des — ..... B04 2 à 4
Revenu D01 1, I01 9
Type et composition des — B04 1, 2, 4, 6
MENUISERIES MÉTALLIQUES N02 9
MER
Interventions et accidents en — Q01 19
Produits de la — M01 29
MÉTALLURGIE ET TRANSFORMATION (Des métaux) N02 15
MÉTAUX (Travail des —) N02 15
MEUBLES (Fabrication de —) N02 6
MICRO-ONDES
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 8
MICRO-ORDINATEURS
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 7
MIDCAC J02 4A
MIGRATIONS
Alternantes B01 11
Définitives B01 12, 13
MILITAIRES DU CONTINGENT C01 1
MINERAIS
De fer et sidérurgie N02 15
Extraction et préparation de — N02 11
Métaux et demi-produits non ferreux N02 15
Métaux ferreux N02 15
MINÉRAUX DIVERS N02 11
MINEURS (Activités des parquets) H01 8
MINIMA SOCIAUX (Bénéficiaires de —) D02 13, 14
MINIMUM VIEILLESSE D02 10, 12
MINISTÈRES (Effectifs des —) ..... C01 12 à 14
MINITEL
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 7
MONNAIE J01 3, 13
Parité de l'euro J01 1
MONNAIES ET MÉDAILLES (Fabrication) N02 6
MONUMENTS HISTORIQUES E03 1, 2
MORTALITÉ (Voir aussi ENFANTS SANS VIE) ..... B02 1, 2, 4, 13 à 18
Causes de décès F01 13
Infantile B02 2, 13, 17, 18
Tables de — B02 15, 16
Taux de — B02 2, 13, 18
MORT-NÉS B02 1, 4
MOTEURS, GÉNÉRATRICES ET TRANSFORMATEURS ÉLECTRIQUES N02 10
MOTOCYCLE (Production) N02 8
MUSÉE E03 2

N

NAISSANCES (Voir aussi NATALITÉ) ..... B02 1, 4 à 7, 17, 18
NASDAQ (National Association of Securities Dealers Automated Quotation) J02 6
NATALITÉ (Voir aussi NAISSANCES) B02 2, 17, 18
NATIONALITÉ (Voir aussi ÉTRANGERS) B02 7, 10, B03
- Acquisition, perte ..... B03 9, 11 à 13
- Données démographiques B02 7, 10, B03 1
- Naissance B02 7

NAVETTES (Déplacements domicile-travail) B01 11
NAVIGATION DE PLAISANCE (Immatriculations) R02 14, 15
NÉS-VIVANTS ..... B02 4 à 7, 17
NIVEAU DE VIE D01 1
NON SALARIÉ C01 1, 7A
NUCLÉAIRE
- Centrale O02 15
- Production O02 19
- Production brute d'électricité O02 19
- Production d'électricité thermique classique O02 14, 15
- Production d'électricité thermique nucléaire O02 14

NUPTIALITÉ (Voir aussi MARIAGE) B02 2, 3, 11, 17, 18

O

OBLIGATIONS (Voir aussi ACTIONS) ..... J02 1 à 3
OPCVM (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) ..... J01 3, 5 à 7
OPÉRATIONS FINANCIÈRES J03 1
OPTIQUE N02 6
OR (Cours de l'—) J02 8
ORDINATEURS (Connectés) R01 18
ORDURES MÉNAGÈRES A02 15

P

PAIEMENTS (Balance des —) K02
PAPIERS ET CARTONS N02 13
PARACHIMIE N02 14
PARC
- Automobile (Des ménages) E01 4
- Communications R01 17
- De véhicules de transports Q01 12

PARCS NATIONAUX A02 2
PARFUMS (Et produits de toilette) N02 5
PARQUETS ET OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC (Activités) H01 4
PARTICIPATION ÉLECTORALE E01 12, 13
PARTICIPATION ÉTRANGÈRE (Industrie) N01 11
PÂTE À PAPIER N02 13
PATRIMOINE (Des secteurs institutionnels) J01 7
PAYS ÉTRANGERS (Voir aussi UNION EUROPÉENNE et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
- Agriculture M01 2, 9
- Assurances R03 13, 14
- Balance des paiements K02 4
- Comptabilité nationale I01 16
- Investissements K02 6
- Population, superficie, densité A01 1
- Production industrielle N01 4
- Recherche & Développement R04 4
- Taux de chômage C01 4
- Taux d'intérêt J01 14
- Trafic aérien Q02 17
- Trafic maritime Q02 13

PÊCHE
- Loisir E05 10
- Maritime M01 29

PÉNIBILITÉ (Liée au travail) C02 3
PÉPINIÈRE M01 24
PERSONNEL
- De la justice H01 2
- De la marine de commerce Q01 3, 4
- De santé F01 5, 6
- Hospitalier (Effectifs) F01 6
- Navigant et à terre Q01 3, 4
- SNCF Q01 2
- Transports aériens Q01 1, 5
- Transports par voie navigable Q01 3

PÉTROLE
- Bilan de l'énergie O01 1, 7
- Comparaisons internationales ..... O02 8, 11 à 13
- Consommation O02 12, 13
- Déstockage O02 7
- Production O02 7, 11
- Stockage O02 7

PHARMACIE (Indices de prix de détail des spécialités vendues en —) I02 6
PHARMACIE, PARFUMERIE, ENTRETIEN N02 5
PHARMACIEN F01 5
PHONOGRAMME R01 6
PIB ..... I01 1 à 3
- Par habitant I01 8

PIÈCES (Nombre moyen par logement) E02 4
PLACEMENTS D'ASSURANCES (Répartition) R03 12
PLACEMENTS DE VACANCES E04 2, 3
PLACEMENTS FINANCIERS J01 5
PLANS ÉPARGNE LOGEMENT J01 8
PLOMB N02 15
PMI N01 5, 6, 9, 10, 12, 13
PNEUMATIQUE (Production) N02 14
POISSON
- Espèces débarquées M01 29
- Indices de prix I02 1
- Industrie N02 1

POLICE JUDICIAIRE ET JUSTICE H01
POLLUTION
- Atmosphérique A02 6, 7
- Dépenses A02 16, 17, N01 8
- En eau douce et en mer A02 9
- Industrielle de l'eau A02 11

POMPES-COMPRESSEURS N02 9
POPULATION A01, B01
- Comparaisons internationales A01 1
- Des bassins de vie A01 8
- Des collectivités d'outre-mer A01 4
- Des collectivités B04 3
- Des communes ..... A01 5, 9 à 11
- Des départements A01 2, 3
- Des Dom ..... A01 2, 3, 11, B01 5 à 8
- Des habitations mobiles B04 3
- Des pays étrangers A01 1
- Des régions A01 2, 3, 11
- Estimation B01 1, 3, 4
- État matrimonial B01 3
- Mouvement naturel B02 1, 2, 17
- Non réintégrée B04 3
- Par âge ..... B01 1 à 8
- Par catégorie socioprofessionnelle B01 8
- Par sexe ..... B01 2 à 6
- Réintégrée B04 3
- Résidante occupée C01 5
- Salariée ..... C01 1, 5 à 8
- Solde migratoire B02 1
- Urbaine - rurale ..... A01 5 à 7, 11

POPULATION ACTIVE C01
- Ayant un emploi (Par statut) B01 9, 10, C01 8
- Par activité B01 10, B03 3, C01 5, 7

POPULATION AGRICOLE FAMILIALE M01 4
POPULATION CARCÉRALE H01 10
POPULATION ÉTRANGÈRE B03
POPULATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE G01 2
PORTS MARITIMES
- Mondiaux Q02 11
- Trafic des — Q02 13

POSTE
- Effectif C01 12

PRÉLÈVEMENTS
- Courses de chevaux R05 3, 4
- Obligatoires J03 3, 4

PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX (Cotisations salariales et patronales) D01 5
PREMIER DEGRÉ G01 3, 4
PRENEURS D'ORDRE N01 9
PRESSE ..... R01 1 à 3, N02 4

PRESTATIONS
Familiales D02 2, 6, 7
Maladies D02 2, 3, 5
Sociales ..... D02 1 à 3, 7
Versées par les caisses de sécurité sociale D02 7
Vieillesse (Bénéficiaires et montants) D02 9, 10
PRÊTS J01 12
PRIME D'ASSURANCE ..... R03 8 à 10, 13, 14
PRIX
À la consommation (Indices) ..... I02 1 à 4
À la production (Indices) N01 14, R05 8
Agricoles (Indices) M01 18
Des logements anciens (Indices) E02 11
Terres agricoles M01 6
PRODUCTION
Agricole ..... M01 9 à 14
De gaz O02 21, 24
Énergie N01 3, O01 1, 3, 8
Films R01 10, 15, 16
Forestière M01 24, 25
Fruitière M01 12
Indices de prix agricoles à la — M01 18
Industrielle (Indices de la —) N01 3, 4
PRODUCTIVITÉ (Apparente du travail) I01 14
PRODUIT
Commerce extérieur par — ..... K01 4 à 8
Pétrolier (Importation) O02 7, 8
Pétrolier (Par nature) ..... O02 7 à 13
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (Voir PIB)
PRODUITS
Alimentaires E01 1A, 1B, 4
Amylacés N02 1
Blancs N02 6
Bruns N02 6
Céramiques N02 11
Chimiques N02 14
De carrières N02 11
Énergétiques
(Indices de prix à la production dans l'industrie) N01 14
Métalliques N02 15
Pharmaceutiques
(Indices de prix à la consommation, à la vente) I02 6
PROFESSEUR G01 22, 23
PROFESSIONS
Artistiques et littéraires E03 8
De santé (Effectif et densité) F01 5, 6
PROPRIÉTAIRE E02 2, 7, 8
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE L02
PROTECTION (Espaces naturels) A02 2
PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE H01 9
PROTECTION SOCIALE
Compte D02 1
Indices de prix à la consommation I02 1
PUBLICITÉ (Dépenses des entreprises) R01 11
PUISSANCE (Des centrales électriques) O02 15

R

RADIODIFFUSION (Durée d'écoute quotidienne) R01 13
RAFFINERIE PÉTROLIÈRE O02 9
RATIOS (Comptabilité nationale) I01 10
RÉACTIVATIONS (D'entreprises) L01 5
RECENSEMENTS DE LA POPULATION ..... B03 1 à 3, 8 à 10
RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT
Dépenses ..... R04 1, 2, 5 à 7
Effectifs ..... R04 3 à 5, 8
Entreprises R04 3, 5
Financement R04 2, 5, 6
Pays étrangers R04 4
REDEVANCE TÉLÉVISION R01 8, 9
RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL
(Voir durée annuelle du travail)
RÉFRIGÉRATEUR CONGÉLATEUR COMBINÉ
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 7
RÉFRIGÉRATEUR SANS CONGÉLATEUR
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 7
RÉFUGIÉS B03 14
RÉGIMES (Sécurité sociale) ..... D02 2 à 4, 7, 8, 9, 11
RÉGIONS
Fonctionnement, investissement J03 10, 11
Population A01 2, 3
Superficie, densité A01 3
RÉMUNÉRATION (Voir SALAIRE)
Épargne J01 8
RENTABILITÉ (Indicateurs de —) N01 5
REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL C02 9, 10
REPRISES (D'entreprises) L01 5
RÉSEAU
Routier Q01 7
RÉSERVES
Charbon O02 4
Gaz O02 24
Naturelles A02 2
Pétrole O02 11
RÉSIDENCE (De Tourisme) R02 8, 9
RÉSIDENCE PRINCIPALE, SECONDAIRE ..... E02 1 à 6
RESSOURCES ET EMPLOIS (Biens et services) ..... I01 1 à 3
RESTAURANTS (Salariés) R05 1, 2
RESTAURATION (Indices de prix à la consommation) I02 1, 2
RÉSULTAT (Compte de —) L01 14
RETRAITE ..... D02 8 à 11
REVENU
Complément de — D02 5, 7, 10
Des ménages D01 1, I01 9
Disponible D01 1, I01 9
Et salaire D01
Par habitant I01 8
REVENU MINIMUM D'INSERTION (RMI) D02 13, 14

S

SALAIRE D01
Annuel ..... D01 2 à 4, 10 à 12
Par décile D01 4, 12
SALAIRE MINIMUM (Voir SMIC) D01 6
SALARIÉS C01 1, 5, 6, 8, C02 4, D01 7
Au SMIC D01 7
Commerce P01 2, 10, 11
Construction N03 1
Dans les entreprises d'assurance R03 7
Des activités immobilières R03 15
Des entreprises de service R03 15
Étrangers B03 3, 6, 7
Répartition des — par type d'horaires C01 7, C02 2
Représentativité ..... C02 9 à 11
SANTÉ F01
Enseignement des métiers de la — G01 18
Service de —
(Indices de prix à la consommation) I02 1, 2
SAVONS, DÉTERGENTS ET PRODUITS D'ENTRETIEN N02 5
SCIERIE N01 2, N02 2
SCOLARISATION (Taux) G01 2
SECOND CYCLE
Général et technologique G01 5
Professionnel G01 5, 6
SECOND DEGRÉ ..... G01 5 à 9
SECOND ŒUVRE N03 1
SECTEUR (D'entreprises
(Services aux entreprises et aux particuliers)) R05 1, 2
SECTEUR INSTITUTIONNEL I01 6, 7, 11
SECTIONS SPORTIVES E04 4, 5
SÉCURITÉ SOCIALE ..... D02 2 à 4
SÉJOURS
De vacances à l'étranger E05 4
Linguistiques E04 2, 3
SERVICES R05
Activités immobilières R03 15, 16
Aux entreprises et aux particuliers R05 1, 2
Indices de prix ..... I02 1 à 4, R05 8
SERVICES PERSONNELS (Effectif) R05 1, 2
SEXE (Population par —) ..... B01 2 à 6, 9, 10
SIDA F01 15
SIDÉRURGIE N02 15
SITES INSCRITS ET CLASSÉS E03 1
SMIC D01 6
SNCF (Effectifs, recettes, investissements) Q01 2

SOCIÉTÉS
Assurance et réassurance ..... R03 6, 9 à 11
Financières R03 1
Mixtes ..... R03 6, 8 à 11
Non financières ..... I01 1 à 3, 7, 10
SOLDE MIGRATOIRE B02 1
SORTIES DU SYSTÈME ÉDUCATIF G01 20, 21
SOUS-TRAITANCE N01 9, 10
SPORT E04
De haut niveau E04 6
STATUT
(Effectif de la Fonction publique par —) ..... C01 12 à 14
STOCKAGE DU GAZ O02 21
STRUCTURE
De la population B03 2, 10
Industrielle N01 1, 2
Urbaine de la métropole A01 5
SUBDIVISIONS
(Des régions, des départements et des collectivités d'outre-mer) A01 3, 4
SUCRE (Consommation des ménages) E01 4
SUPERFICIE
Des collectivités d'outre-mer A01 4
Des espaces naturels protégés A02 2
Des exploitations agricoles M01 1, 2
Forestière ..... M01 20 à 22
Pays étrangers A01 1
Régions et départements A01 3
SURVIE (Des entreprises) L01 9
SYNDICAT
Délégués syndicaux C02 9, 10
Élections aux comités d'entreprises C02 11
Représentativité des — C02 10

T

TAUX
Activité dans les Dom C01 18
Activité par sexe et âge C01 2
Autofinancement I01 10
Chômage C01 3, 4, 15, 18
De couverture K01 6
Directeurs J01 14
Épargne des ménages I01 9
Excédent naturel B02 2, 17, 18
Indépendance énergétique O01 4, 7
Intérêt des pays étrangers J01 14
Intérêt J01 2, 8, 10, 14
Mortalité infantile B02 2, 13, 17, 18
Mortalité B02 2, 14, 17, 18
Natalité B02 2, 17, 18
Nuptialité B02 2, 3, 11, 17, 18
Prélèvements obligatoires J03 3, 4
Rémunérations annexes D01 11
Reproduction B02 3, 18
Réussite au baccalauréat G01 9
TAXES J03 6
TECHNOLOGIES (Salariés utilisateurs de nouvelles —) C02 4
TÉLÉCOMMUNICATIONS R01 18
TÉLÉPHONE
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 8
TÉLÉPHONE MOBILE
Abonnements R01 17
Monde R01 18
TÉLÉVISION ..... R01 8 à 14
Achat des ménages ..... E01 2, 5 à 7
Durée d'écoute quotidienne R01 13
Émissions par genre et chaîne R01 10, 12, 13
Fabrication N02 6
Production aidée par genre R01 10
Redevance R01 8, 9
TÉLÉVISION COULEUR
Multi-équipement en — ..... E01 5 à 7
Taux d'équipement des ménages en — ..... E01 5 à 8
TEMPS PARTIEL C01 7, 8
TERMES DE L'ÉCHANGE (Commerce extérieur) K01 7
TERRES ARABLES M01 5
TERRES LABOURABLES M01 6
TERRITOIRE
Occupation physique du — A02 1
TEXTILE
Artificiel et synthétique N02 12
Indices de prix I02 1, 2
Industrie N02 12
Naturel (coton, soie, laine) N02 12
THÉÂTRE E03 5
TIRAGE (Presse) R01 1, 3
TISSAGE N02 12
TITRE DE LA PRESSE (Voir ÉDITION)
TOF (Tableau d'opérations financières) J01 6
TOURISME R02
D'Affaires R02 12
International R02 11
TOURISTES ÉTRANGERS (Dépenses) R02 10
TRACTEURS
Agricoles N02 9
Immatriculations de — Q01 10
Indices de prix des — M01 19
Routiers (Parc et immatriculations de —) Q01 10, 12
TRAFIC
Aérien ..... Q02 14 à 17
Ferroviaire ..... Q02 1 à 3
Fluvial Q02 7, 8
Maritime ..... Q02 9 à 12
Portuaire Q02 12, 13
Routier ..... Q02 4 à 6
TRAINS ..... Q02 1 à 3
TRAITEMENT (Fonction publique) ..... D01 10 à 13
TRAITEMENT DES DÉCHETS A02 15, O02 29
TRANSACTIONS J02 3
Courantes ..... K02 1 à 4
TRANSFERTS SOCIAUX D02
TRANSPORTS
Aériens ..... Q01 1, 5, Q02 14 à 17
Ferroviaires ..... Q02 1 à 3
Fluviaux Q01 1, Q02 7, 8
Gaz O02 22
Indices de prix à la consommation I02 1, 2
Maritimes ..... Q01 1, Q02 9 à 12
Navigation intérieure Q02 7
Routiers ..... Q01 1, Q02 4 à 6
Terrestres et fluviaux (Auxiliaires de —) Q02 7, 8
Urbains, marchandises et routiers voyageurs Q02 6
TRAVAIL
Des métaux N02 15
Durée du — C02 1
Efforts et risques C02 3
Horaires de — C01 7, C02 2
Le samedi, le dimanche C02 2
Marché du — C01 11
Mécanique du bois N02 13
Temporaire, intérimaire, à durée déterminée C01 9, 10
TRAVAILLEURS (Étrangers permanents) B03 15, 16
TRAVAUX PUBLICS (Production) N03 9
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (Activité et nombre) H01 6
TRIBUNAUX DE POLICE (Activité et nombre) H01 6

U

UNION EUROPÉENNE (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Composition des ménages B04 6
Coût de la main-d'œuvre D01 15, 16
Critères de convergence de l'— au sens du Traité de Maastricht I01 17
Effectifs animaux M01 9
Exploitations agricoles M01 2
Investissements directs K02 6
Population B01 2
Primes d'assurance dans l'— R03 8, 13, 14
Production agricole M01 9
Protection sociale (dépenses, recettes) D02 3, 4
Règlements entre la France et l'— K02 2
Taux de chômage C01 4
Transactions K02 2, 3
UNITÉS URBAINES A01 5, 6

UNIVERSITÉS ..... G01 2, 10 à 12, 13A, 13B
UTILISATION DU SOL
Forêt M01 20, 21, 23
UTILISATION DU TERRITOIRE M01 5, 17

V

VACANCES E05
Centre de — E04 2, 3
Taux de départ en — E05 9, 10
VALEUR AJOUTÉE
Par branche I01 4, 5
Par secteur institutionnel I01 6
VALEUR VÉNALE DES TERRES AGRICOLES M01 6
VALEURS MOBILIÈRES
Bourse J02 1, 3, 4A, 4B
Entreprises d'assurance R03 12
VANNERIE N02 13
VÉGÉTAUX
Indices de prix M01 18
Productions de — M01 12
VÉHICULES
Automobiles (Production) N02 7
Indices de prix à la consommation I02 1
Pour invalides N02 8
Utilitaires (Parc et immatriculations de —) Q01 10, 12
VENTES (Commerce) ..... P01 4 à 9
VERRE N02 11
VERTÉBRÉS A02 3
VEUF (VEUVE) B01 3, B02 9, 10, 12
VIANDE
Consommation des ménages E01 4
Indices de prix I02 1
VIDÉOGRAMME R01 10
VIDÉOS E03 4, R01 6, 7
VIEILLESSE (Prestations de —) D02 11, 12
VILLAGE DE VACANCES R02 8, 9
VILLES
Pollution de l'air des — A02 6
Population des — A01 6, 9
VIN
Consommation des ménages E01 4
Indices de prix à la consommation I02 1
Production M01 11
VOIES NAVIGABLES Q01 8
VOITURE
Multi-équipement en — ..... E01 5 à 7
Taux d'équipement des ménages en — ..... E01 5 à 8
VOYAGES
Personnels ..... E05 1 à 8
Professionnels E05 1
VOYAGEURS
Par air ..... Q02 14 à 17
Par fer Q02 1
Par mer Q02 9, 11, 12
Par route Q02 6
Transports routiers de — Q02 6

Z

ZINC N02 15

www.insee.fr

L'accès facile et gratuit aux données de l'Insee

- indices professionnels et grands publics
- grands indicateurs économiques
- chiffres clés sur la France économique et sociale
- données détaillées téléchargeables
- données géo-localisées
- études et analyses

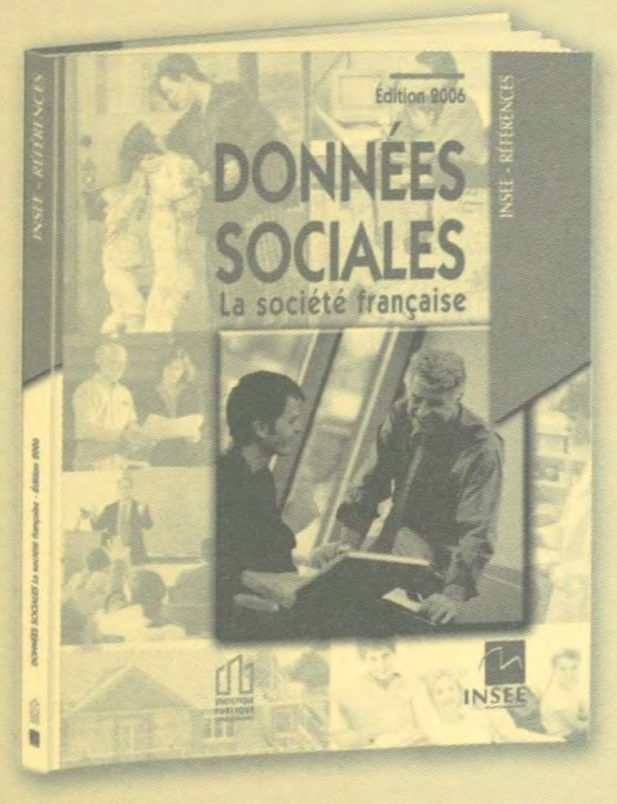
INSEE

Référence : 06533M03

Dans la même collection

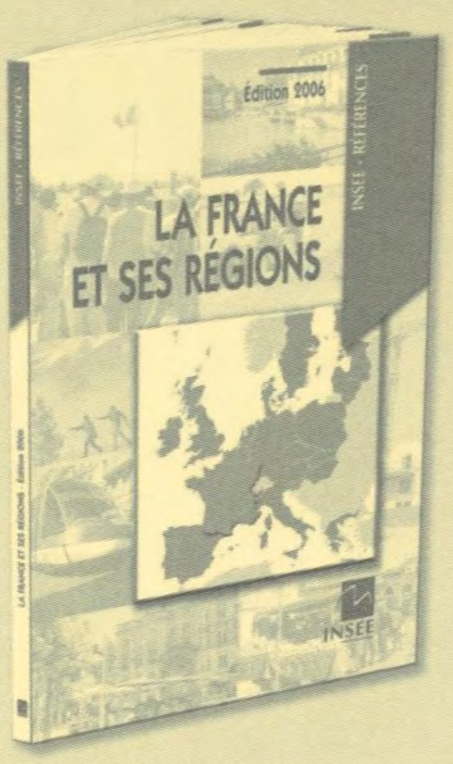
L'agriculture, nouveaux défis, édition 2007
Le commerce en France, édition 2006
Les services en France, édition 2006
L'industrie en France, édition 2006
Les revenus et le patrimoine des ménages, édition 2006
France, portrait social, édition 2006
La France et ses régions, édition 2006
Les salaires en France, édition 2006
Tableaux de l'Économie Française, édition 2006
Les revenus d'activité des indépendants, édition 2006
L'économie française, comptes et dossiers, édition 2006
Données sociales : la société française, édition 2006
Le tourisme en France, édition 2005
Les immigrés en France, édition 2005
Les personnes âgées, édition 2005

La collection Insee-Références

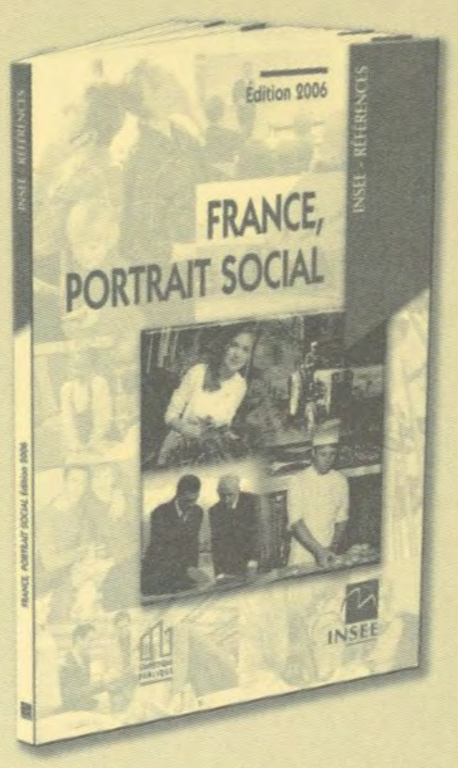


> L'ouvrage 37 €

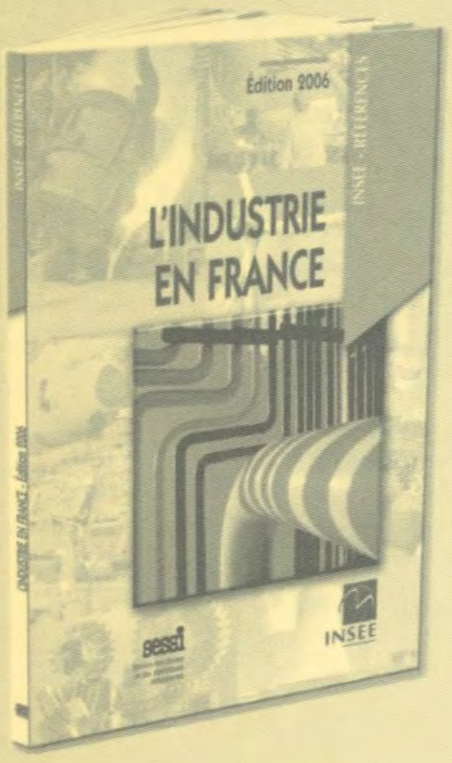
> L'ouvrage 15 €



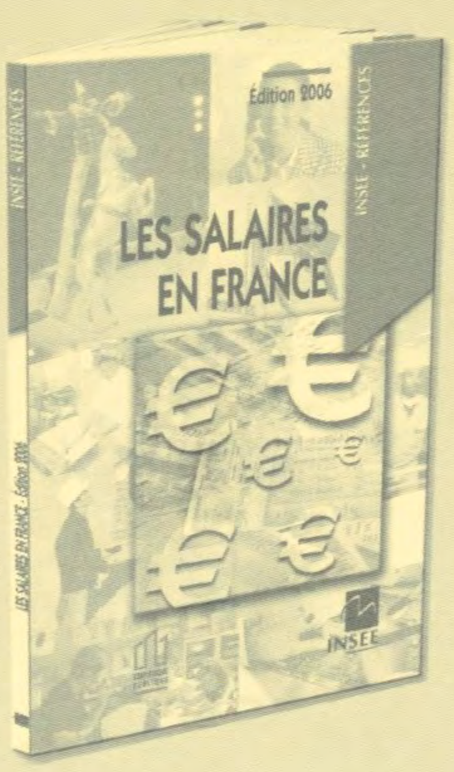
> L'ouvrage 15 €



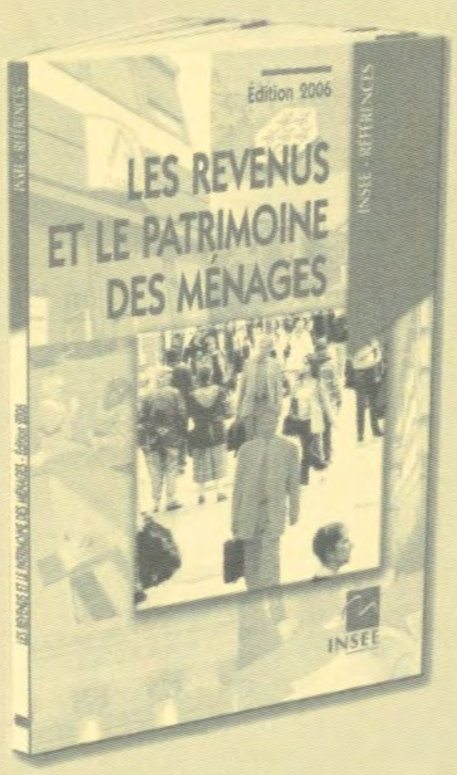
> L'ouvrage 15 €



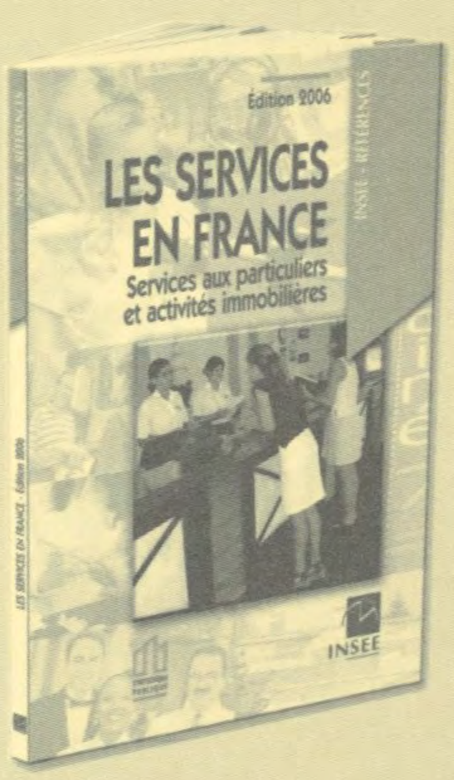
> L'ouvrage 15 €



> L'ouvrage 15 €



> L'ouvrage 15 €



> L'ouvrage 15 €

Paru : L'agriculture, nouveaux défis - édition 2007

En vente en librairie, à l'Insee et sur www.insee.fr

INSEE

Achevé d'imprimer - Février 2007

IMPRIMERIE NATIONALE **5, avenue Louis Luc, 94607 Choisy-le-Roi Cedex - N° d'ordre : 7 002357 1**

Directeur de la publication : **J-M CHARPIN, Directeur général de l'INSEE**

Édition 2007

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

INSEE - RÉFÉRENCES

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Depuis plus d'un siècle, « l'Annuaire statistique de la France » est la référence en matière d'information économique et sociale. Vous retrouverez, avec cette 110e édition, l'essentiel des données du système statistique public français.

Avec ses 18 domaines et 41 chapitres, cet ouvrage aborde tous les thèmes : de l'emploi à la santé, de l'industrie à l'éducation…

L'accès à ces informations essentielles est facilité par de nombreux tableaux nationaux et des comparaisons internationales. Ceux-ci sont introduits, pour chaque chapitre, par une synthèse des données présentées, une méthodologie, des définitions, des références bibliographiques et les sites internet qui vous permettront de compléter votre recherche.

ISSN 1639-4968
ISBN 978-2-11-068416-5
RÉF ASF110

Avril 2007 - Prix 61 €

9 782110 684165

A. TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT
- Page
A.01 Territoire
A.02 Environnement
B. DEMOGRAPHIE
B.01 Structure de la population
B.02 Mouvement de la population
B.03 Étrangers et Immigrés
B.04 Ménages
C. TRAVAIL ET EMPLOI
C.01 Population active et Emploi
C.02 Conditions de travail
D. REVENUS, SALAIRES ET TRANSFERTS SOCIAUX
D.01 Revenus et Salaires
D.02 Transferts sociaux
E. CONDITIONS DE VIE ET SOCIÉTÉ
E.01 Consommation et modes de vie des ménages
E.02 Logement
E.03 Activités artistiques et culturelles
E.04 Jeunesse et Sports
E.05 Vacances et Loisirs divers
F. SANTÉ
F.01 Santé
G. ENSEIGNEMENT ET FORMATION
G.01 Enseignement et Formation
H. POLICE JUDICIAIRE ET JUSTICE
H.01 Police judiciaire et Justice
I. ÉCONOMIE GÉNÉRALE
I.01 Comptes nationaux
I.02 Prix à la consommation
J. FINANCES
J.01 Monnaie, Crédit, Epargne et Patrimoine
J.02 Marché financier et Bourse
J.03 Finances publiques
K. COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS
K.01 Commerce extérieur
K.02 Balance des paiements
L. ENTREPRISES
L.01 Entreprises
L.02 Innovation et Propriété industrielle
M. AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE
M.01 Agriculture, Sylviculture et Pêche
N. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION
N.01 Industrie (Y compris IAA): Données générales
N.02 Industrie (Y compris IAA): Données sectorielles
N.03 Construction
O. ÉNERGIE
O.01 Bilan de l'énergie
O.02 Statistiques par énergie
P. COMMERCE
P.01 Commerce
Q. TRANSPORTS
Q.01 Transports: Données générales
Q.02 Transports: Trafic voyageurs et marchandises
R. AUTRES SERVICES
R.01 Information, Communication et Édition
R.02 Tourisme
R.03 Activités financières et immobilières
R.04 Recherche et Développement expérimental
R.05 Services aux entreprises et aux particuliers
ANNEXES
À nos lecteurs et lectrices
Sommaire
Précisions d'ordre général
Signes conventionnels
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire
L'essentiel en cartes et graphiques
Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire
Sigles et acronymes utilisés dans cet annuaire
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale
Organismes internationaux
Autres organismes
Organigramme de la direction générale de l'Insee
Index alphabétique